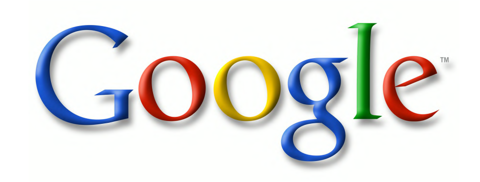





LIBRARY



MÉMOIRES

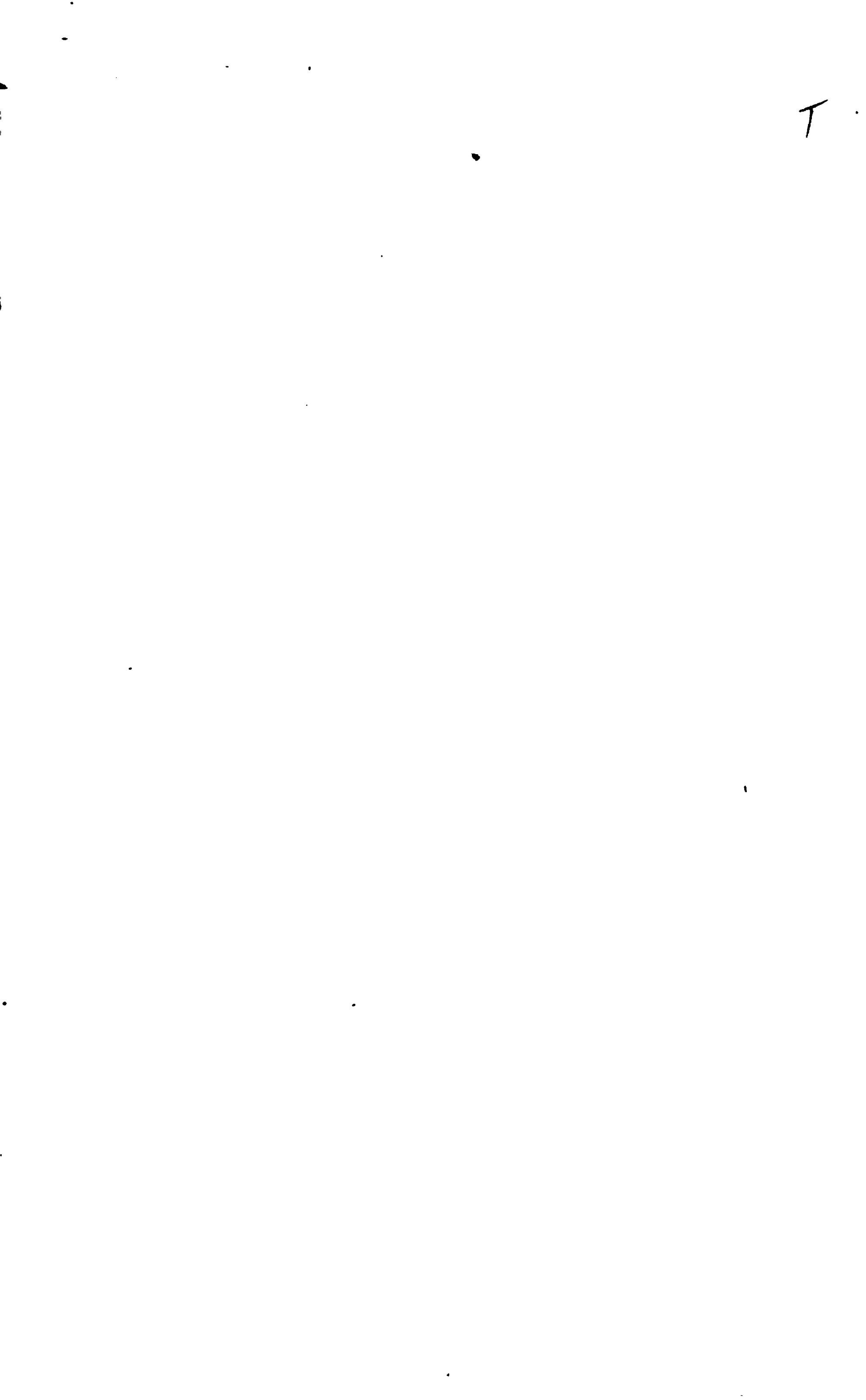
DU GÉNÉRAL

C^TE DE SAINT-CHAMANS

1802-1832

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en février 1896.

PARIS. — TYP. DE E. PLON, NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 765.


T



Héliog. Fillon & Heuse — Imp. Eudes & Chassepot

Alfred-Armand-Robert de Saint-Chamans
Colonel du 7e de Chasseurs — 1812.
Chevalier de l'Empire

E. PLON NOURRIT & Cie EDIT

MÉMOIRES

DU GÉNÉRAL COMTE

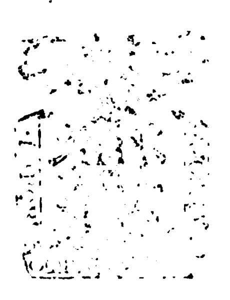
DE SAINT-CHAMANS

ANCIEN AIDE DE CAMP

DU MARÉCHAL SOULT

1802-1832

[illegible]



PARIS

LIBRAIRIE PLON

E. PLON, NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, RUE GARANCIÈRE

1896



MÉMOIRES

DU GÉNÉRAL

C^TE DE SAINT-CHAMANS

ANCIEN AIDE DE CAMP

DU MARÉCHAL SOULT

1802-1832

Ouvrage accompagné d'une héliogravure



PARIS

LIBRAIRIE PLON

E. PLON, NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, RUE GARANCIÈRE

—

1896

ÉTAT DES SERVICES

DE M. LE COMTE DE SAINT-CHAMANS (ALFRED-ARMAND-ROBERT)

Né à Paris, le 29 septembre 1781, fils de Joseph-Louis, vicomte de Saint-Chamans, baron de Peschier, et d'Auguste-Céleste Pinel Dumanoir,
Et décédé au château de la Charmoye, commune de Montmort (Marne), le 7 mars 1848.

Cavalier au 9e régiment de dragons, le 1er octobre 1801.
Brigadier au 9e régiment de dragons, le 15 janvier 1802.
Maréchal des logis au 9e régiment de dragons, le 2 avril 1802.
Sous-lieutenant au 6e régiment de dragons, le 17 février 1803.
Sous-lieutenant aide de camp du maréchal Soult, le 15 mars 1804.

Lieutenant	—	—	le 24 février 1805.
Capitaine	—	—	le 25 décembre 1805.
Chef d'escadrons	—	—	le 11 juillet 1807.
Colonel	—	—	le 19 mai 1811.

Colonel provisoire du 20e régiment de dragons, en juin 1811.
Colonel du 8e régiment de chasseurs, le 14 octobre 1811.
Colonel du 7e régiment de chasseurs, le 10 février 1812.
Colonel aide de camp du général Dupont, ministre de la guerre, le 3 avril 1814.
Colonel du 1er régiment de chasseurs (chasseurs du Roi), le 11 mai 1814.
En non-activité, le 26 mars 1815.
Maréchal de camp et colonel du régiment des dragons de la garde royale, le 8 septembre 1815.
Disponible, le 6 juin 1821.
Inspecteur de cavalerie, le 19 juin 1822.
Employé au corps d'observation des Pyrénées, le 9 octobre 1822.
Employé au 2e corps de l'armée d'observation des Pyrénées, le 12 février 1823.

Commandant la 1re brigade de la 2e division de cavalerie de la garde royale à l'armée des Pyrénées, le 25 octobre 1823.

Commandant la 1re brigade de la 2e division de cavalerie de la garde royale en Espagne, le 3 décembre 1823.

Admis au traitement de réforme par décret du 17 septembre 1830.

Admis à la pension de retraite par décret du 1er octobre 1831.

Campagnes :

Partie de l'an XII et an XIII, sur les côtes.

An XIV-1806-1807, à la Grande Armée.

Partie de 1808, 1809, 1810, 1811, en Espagne et Portugal.

1812 et partie de 1813 en Russie et en Allemagne.

Prisonnier de guerre le 16 octobre 1813.

Rentré en France en avril 1814.

Fin de 1822, au corps d'observation des Pyrénées.

1823, armée d'Espagne.

Blessures :

1° Blessé d'un coup de feu à la cuisse droite le 10 juin 1807, à la bataille d'Heilsberg.

2° Blessé d'un coup de lance, le 24 octobre 1812, près de Lepel, en Russie.

3° Blessé d'un coup de feu au bas-ventre, le 5 septembre 1813, au combat de Reichembach.

4° A reçu une forte contusion de boulet à la bataille de Leipzig, le 16 octobre 1813.

Titres :

Chevalier de l'Empire, le 28 janvier 1809.

Baron de l'Empire, le 11 septembre 1813.

Décorations :

Chevalier de la Légion d'honneur, le 14 mars 1806.
Officier — le 22 décembre 1809.
Commandeur — le 29 juillet 1814.
Grand officier — le 21 août 1823.
Chevalier de Saint-Louis, le 8 juillet 1814.

(Archives de la guerre.)

MÉMOIRES

DU GÉNÉRAL

C^TE^ DE SAINT-CHAMANS

Enfant au milieu des plus sanglantes horreurs de la première Révolution française, de ce grand événement qui a changé la face du monde;

Jeune homme à l'époque où Bonaparte prit les rênes du gouvernement de mon pays, et où son insatiable ambition et la fougue de ses passions lancèrent la France dans les chances funestes d'une guerre à outrance contre toutes les puissances de l'Europe;

Homme fait au moment où nos rois légitimes sont revenus s'asseoir sur le trône de leurs ancêtres;

Enfin déjà vieux à l'aurore de ces jours néfastes où la monarchie fut arrachée du trône, dans la personne de Charles X, pour céder sa place à l'usurpation,

J'ai vu de près toutes les époques mémorables de mon temps, c'est-à-dire tout ce qu'il y a eu de plus horrible, de plus atroce, de plus admirable et de plus merveilleux dans l'histoire de France; car quel pays a jamais présenté le spectacle que la France a offert aux yeux du monde entier depuis 1789 jusqu'en 1830!

Lancé dans tous ces événements, surtout dans ceux de guerre, j'ai mené une vie aventureuse et remplie de dangers; j'ai pensé que le récit pouvait en être utile et surtout intéres-

sant pour les membres de ma famille présents et à venir, et j'ai pris la plume, non pas dans l'intention de faire un livre, mais seulement de raconter aux miens les choses que j'ai vues et la part que j'y ai prise; je leur dirai la vérité, rien que la vérité, je tâcherai de me montrer à eux moralement nu; ils ne me liront que quand je ne serai plus, je n'ai donc intérêt à rien déguiser : on ne rougit pas dans le tombeau; d'ailleurs, ne voulant pas être lu par d'autres, je ne mets aucun amour-propre à ce que j'écris, et si l'occasion s'en présente, je laverai ouvertement mon linge sale en famille.

Qu'on me passe à cette occasion une comparaison un peu ignoble, mais qui me paraît juste : un marchand frelate son vin, soit pour lui donner l'apparence d'une qualité qu'il n'a pas, soit pour en augmenter la quantité, et toujours dans l'intention de mieux vendre; moi qui ne vends pas ma drogue, je veux la livrer à mes neveux telle qu'elle est, et leur faire avaler du *Saint-Chamans* tout pur; peu m'importe leur grimace s'ils ne trouvent pas le cru bon (1).

Je suis né le 29 septembre 1781; mon père, le vicomte de Saint-Chamans (2), était colonel du régiment de la Fère-infan-

(1) COPIE CONFORME DE L'ACTE DE BAPTÊME.

Au registre des baptêmes de la paroisse de Saint-Médard de Clichy, pour l'année 1781.

Du lundi premier octobre 1781, ce jour a été baptisé Alfred-Amand-Robert, né *la surveille*, fils de très haut et très puissant seigneur Joseph-Louis, V[te] de S[t] Chamans, B[n] de Peschier, seigneur de Pasayac, S[t] Marc et autres lieux, Mestre de camp, command[t] du rég[t] de la Fère Infanterie, de très haute et très puissante Dame Augustine-*Céleste Pinel Dumanoir*, son épouse, demeurant rue de Clichy en cette paroisse. (Archives de la guerre.)

(2) *Saint-Chamans* (Joseph-Louis, vicomte de), né le 22 septembre 1747 à Pazaillac en Périgord, enseigne dans Lowendal en 1751, réformé à l'incorporation de ce régiment dans la marine, page du Roi en la petite écurie, inscrit mousquetaire en la 1[re] compagnie le 27 novembre 1763, rang de capitaine au régiment du Roi-cavalerie le 8 mai 1765, capitaine commandant en la compagnie mestre de camp le 9 juillet 1769, colonel du régiment de la Fère-infanterie le 4 août 1771, chevalier de Saint-Louis le 24 juin 1781, brigadier le 1[er] janvier 1784, décédé à Clichy-la-Garenne le 23 juillet 1785.

Le vicomte de Saint-Chamans a laissé quatre enfants : 1° Auguste-Philippe-Louis, né le 1[er] mai 1777; 2° Louis-Marie-Joseph, né le 17 janvier 1779; 3° Alfred-Armand-Robert, né le 29 septembre 1781; 4° Henriette-Jeanne-Robertine, née le 18 juillet 1783. (Archives de la guerre.)

terie; ma mère était fille d'un riche créole de la Guadeloupe et de la Martinique, M. Pinel du Manoir.

Je n'avais que quatre ans quand je perdis mon père; ainsi je ne puis en parler; j'ai su seulement qu'il avait la réputation d'être un des meilleurs colonels d'infanterie de l'armée française (de 1771 à 1785). Il est mort en 1785, âgé de trente-sept ans, colonel-brigadier.

A huit ans, j'entrai au collège d'Harcourt, d'où les événements de la Révolution me forcèrent de sortir en 1792, avec mes deux frères, tous deux mes aînés; ma sœur, plus jeune que moi, était restée avec sa mère.

Le décret de la Convention nationale sur les ci-devant nobles obligea mes frères à quitter Paris : ils se retirèrent à Neuilly-sur-Seine où ma sœur et moi, trop jeunes pour être atteints par ce décret, nous allions souvent les voir. Nous arrivâmes un jour à Neuilly au moment où l'on menait en prison mes frères, ainsi que les autres nobles qui s'y étaient retirés, au nombre de cent quinze; on les accusait d'avoir voulu embaucher et corrompre à force d'argent les soldats d'un camp formé aux portes de Paris, dans la plaine des Sablons. De jeunes gentilshommes, de jeunes demoiselles nobles, la plupart âgés de quinze à dix-huit ans et qui n'avaient pas six francs par semaine à dépenser inutilement, étaient mis en prison pour avoir voulu embaucher 3,000 à 4,000 hommes! Le fait n'en parut pas moins prouvé au comité révolutionnaire de Neuilly, et tous ces infortunés, hommes et femmes, furent conduits à Paris, au collège du Plessis, devenu prison d'État; car c'était ainsi qu'on rendait la justice dans ces temps de liberté et d'égalité.

La seconde nuit de leur captivité, ils furent réveillés par les guichetiers, qui leur intimèrent l'ordre de se préparer à paraître devant le Tribunal révolutionnaire; c'en était fait d'eux si cet ordre avait reçu son exécution; heureusement, une erreur ou un contre-ordre sauva mes frères et leurs compagnons; d'autres victimes prirent leur place, car le couteau de la liberté révolutionnaire ne s'arrêtait plus.

Enfin, la tête du bourreau (Robespierre) tomba à son tour;

les prisons s'ouvrirent petit à petit, et nous eûmes encore le plaisir de nous retrouver en famille et de reprendre ensemble le cours de nos études; j'avais alors (1794) près de treize ans, et mes frères, l'un quinze et l'autre dix-sept.

Je ne dirai rien de plus de mon enfance; elle s'est passée comme celle de tous les hommes : j'ai été tourmenté, puni, fouetté même pour apprendre le grec et le latin; je n'ai jamais pu savoir un mot de grec, et à trente ans je ne suis guère plus avancé sur le latin, que la langue militaire m'a fait oublier; j'ai appris avec plus de facilité l'anglais, l'italien et l'espagnol (ces deux dernières langues sur les lieux mêmes); mais j'oublie tout encore plus facilement, excepté de montrer ma gratitude à ceux qui m'ont fait ou ont voulu me faire du bien. Malgré cette bonne qualité, on a pu croire que mon côté brillant n'était pas le caractère; je suis si froid et si réservé avec les personnes que je ne connais pas très intimement que beaucoup d'entre elles me croient hautain et dédaigneux; mon abord est souvent sec et repoussant pour ceux qui ont affaire à moi, et j'en ai quelquefois reçu des reproches; j'ai essayé de me corriger, et je me suis aussitôt aperçu qu'au lieu de me faire aimable et prévenant, je devenais gauche et emprunté : je suis alors bien vite revenu à mon naturel, et j'ai pris la résolution, que je tiendrai toujours, de rester tel que Dieu m'a fait; ceux qui ont eu la bonne volonté de me connaître et qui ne se sont pas laissé rebuter par les approches de la place, ont fini par trouver en moi beaucoup de bonnes choses et peu de mauvaises; j'ai eu de vrais amis, et je crois que je le méritais; mais j'ai l'esprit caustique et ne ménage personne; je suis fort prompt à saisir les ridicules des autres, et même les miens, sans pour cela m'en défaire; je n'aime pas le jeu, et quand je joue je ne suis pas bien mauvais joueur; j'aime la bonne chère et le bon vin, et je suis un tout autre homme après un bon dîner arrosé de vin de Bordeaux, qu'en sortant de nos pensions militaires, ou d'une table d'hôte, ou enfin d'un dîner chez le duc de G...

(*N. B.* Je viens de dire que j'avais trente ans au moment où j'écrivais ceci, et c'est la vérité; mais je prie mes lecteurs

de ne pas croire que j'aie écrit mes mémoires à trente ans, ni à quarante, ni à cinquante; je m'y remets à des époques éloignées les unes des autres, et j'ignore si je les finirai, quand je vivrais cent ans; il y a même à parier que je les brûlerai avant d'arriver à mon lit de mort.)

J'aimais à faire de la dépense et même à briller, et je n'avais pas de fortune; mon père m'avait laissé 40,000 francs de légitime; j'avais deux pensions viagères de 1,000 francs chacune, l'une sur le Roi et l'autre sur M. le duc de Penthièvre; la Révolution a réduit la première à rien et l'autre à 300 francs; par suite de ces mêmes événements révolutionnaires, le bien de ma mère, créole de la Guadeloupe, lui était retenu, et je ne savais quand elle en jouirait; je me trouvais donc, en entrant dans le monde, avec 1,500 à 2,000 francs de rente, sans ressources à attendre de ma famille, et tourmenté par des passions très vives et qui auraient exigé vingt fois plus de fortune.

J'ai tracé plus haut mon portrait moral; venons à présent à la partie physique : j'étais bien tourné, mince et d'une jolie taille (cinq pieds cinq pouces); j'avais la cuisse et la jambe bien faites, la main et le pied charmants et d'une petitesse remarquable; on m'a toujours dit dans mon enfance et jusqu'à l'âge de quarante-quatre ans, époque où des maladies et des souffrances continuelles m'ont horriblement changé, que j'avais une jolie figure; moi, je la trouvais charmante, et je n'en ai jamais rencontré une qui me plût autant; mais comme on ne peut pas se bien juger soi-même, encore moins au physique qu'au moral, mon opinion ne fait rien à la chose; avec tous ces avantages, j'ai pu souvent dans le monde paraître peu agréable, parce que j'y étais gauche et mal à mon aise, facile à décontenancer et sans présence d'esprit; je ne jouissais de tous mes moyens naturels que dans les affaires et les exercices militaires : je me sentais toujours fort quand j'avais mon uniforme sur le dos et l'épée au côté; aussi je me suis constamment bien tiré d'affaire devant la troupe et dans toutes les positions de guerre, et ceux qui ne m'auraient vu que là auraient juré que j'étais plein de confiance en moi et d'audace,

tandis qu'au contraire j'étais dans les salons fort timide, humble et méticuleux.

La qualité la plus remarquable en moi était l'esprit d'ordre et de rangement : je la possédais au plus haut degré, et je m'entendais parfaitement à mettre chacun et chaque chose à sa place; aussi ai-je été le meilleur colonel de l'armée française dans les premières années de la Restauration, et ensuite un très bon inspecteur de cavalerie. Je me suis toujours bien entendu à organiser des troupes, à maintenir parmi elles une police exacte et sévère, à leur donner une bonne et solide administration et discipline, à remettre l'ordre dans la partie financière quand on s'en était écarté, et ce que je sais de bien sous ce dernier rapport pour les affaires du gouvernement, je le mettais de même en pratique pour les miennes propres : aussi ai-je acquis une jolie fortune par mon bon ordre, l'entente que j'apportais dans le maniement de mes fonds, des économies faites à propos et bien placées (sans jamais me refuser le superflu quand il était à ma fantaisie), et par des virements et placements d'argent.

Reprenons l'histoire de ma jeunesse et de mon début au service : je sentis à dix-neuf ans qu'avec mes goûts, une tête ardente et un tempérament plus ardent encore, beaucoup de vivacité d'esprit et quelque intelligence, il n'y avait que l'état militaire qui me convînt; le clinquant de l'uniforme, les honneurs et la considération dont il me semblait que nos braves officiers étaient comblés, la réputation qu'ils ont d'être bien vus des femmes, la fortune colossale que quelques-uns d'entre eux avaient faite déjà à cette époque, que d'excellents motifs pour déterminer un jeune homme à faire par raison ce que ses goûts le portaient à faire !

Je pris donc mon parti, malgré les représentations de ma famille; ma mère trouvait que ma santé était trop délicate pour supporter les fatigues de la guerre; mes frères pensaient que le fils de l'ancien colonel du régiment de la Fère ne pouvait, sans déroger, entrer comme soldat au service de la République française; et ma sœur, trop jeune et trop douce pour contrarier personne, me faisait entendre combien elle redou-

tait pour un frère chéri les dangers de toute espèce que court sans cesse un soldat.

Tout cela fut inutile : ma résolution était prise, et je la suivis avec une fermeté et une opiniâtreté qu'on n'aurait peut-être pas dû attendre d'un très jeune homme qui n'avait jamais quitté sa famille, une mère dont la bonté et la complaisance pour ses enfants, et surtout pour moi, étaient sans doute poussées trop loin; en effet, quel saut pour un enfant gâté que celui de la maison paternelle à la chambrée du soldat!

J'allai trouver Eugène de Beauharnais (1), beau-fils du premier Consul, et qui était alors chef d'escadrons commandant les chasseurs à cheval de la garde des consuls; nous étions cousins, et intimes amis de collège et d'enfance; il était entré fort jeune au service en suivant Bonaparte en Italie et en Égypte, et je l'avais perdu de vue depuis quatre ans; il me reçut assez bien; je le priai d'aider mes premiers pas dans la carrière militaire; il ne m'encouragea pas, ne me promit pas d'avancement, mais beaucoup de fatigues et de désagréments, et enfin, voyant que je persistais, il me donna une lettre pour le colonel Sébastiani (2), commandant le 9e régiment de dragons alors en garnison à Paris; je fus inscrit comme dragon (3) sur les registres de ce régiment, le 1er octobre 1801 (9 vendémiaire an X), et je fus aussitôt

(1) Depuis vice-roi d'Italie et mort à Munich en 1824.

(2) *Saint-Chamand* (Alfred-Armand-Robert), fils de Louis-Joseph et de Céleste Pinel du Manoir, né à Paris le 29 septembre 1781, taille 1m,761, cheveux et sourcils châtains, front rond, yeux bleus, nez moyen, bouche moyenne, menton rond, visage ovale, engagé le 9 vendémiaire an X à la 4e compagnie. (Archives de la guerre, matricule du 9e régiment de dragons.)

(3) Extrait du dossier du général de Saint-Chamans figurant aux Archives de la guerre :

Paris, le 11 frimaire an XI.

Le général Kellermann, sénateur, grand officier de la Légion d'honneur, au ministre de la guerre.

Il vaque, citoyen ministre, dans le 6e régt de dragons un emploi de sous-lieutenant au choix du Gouvernement. Je vous prie d'avoir la bonté d'y proposer le citoyen St Chamant, maréchal des Logis au 9e régt de la même arme, et de le comprendre dans votre premier travail avec le pre-

conduit à la chambrée où, pour me traiter avec distinction, on me donna pour camarade de lit un vieux brigadier nommé Tranchaut dit Tranchant (1), malicieux et vicieux comme un vieux soldat, et très disposé à rendre la vie dure aux débutants; cependant, à force de tabac et d'eau-de-vie, je me le rendis aussi favorable qu'il m'avait été con-

mier consul. Je vous en serai très obligé dans l'intérêt que je prends à ce jeune homme et à sa famille.

J'ai l'honneur de vous saluer. KELLERMANN.

Paris, le 25 frimaire de l'an XI.

Au commandant du 9e dragons.

Le ministre me charge de vous inviter, citoyen, à lui envoyer sur-le-champ l'état des services du citoyen Alfred St Chaman, maréchal des Logis au régt que vous commandez.

6e RÉGIMENT DE DRAGONS.

Mémoire de proposition.

Le chef de brigade Le Baron propose à la Se Lieutenance vacante au régiment, au choix du Gouvernement, par la démission du citn Canclaux passé à l'agence commerciale à Livourne.

Le citoyen Alfred-Armand-Robert St Chamans, maréchal des Logis au 9e régt de Dragons.

Signé : LE BARON.

Paris, le 20 nivôse an XI.

Saint-Chaman (Alfréde). Ml des logis au 9e régt de drag. demande une sous lieutenance; il est recommandé par le Gl Canclaux, le citn Lameth. Il est parent de Made Bonaparte. Le Gl Kellermann a écrit au ministre en sa faveur.

(Note sans date ni signature.)

Paris, le 6 ventôse de l'an XI.

Au citoyen St Chamans, Ml des Logis au 9e régt de dragons.

Je vous préviens, citoyen, que par arrêté du 28 pluviôse, le 1er consu vous a nommé se lieutt au 6e régt de drag., en remplacement du citn Verdière, passé aide de camp.

Vous voudrez bien en conséquence vous disposer à rejoindre ce régt qui est en ce moment à Savigliano dans la 27e Division militaire.

Vous y serez reçu sur la présentation de cette lettre; il est nécessaire pour l'expédition de votre brevet que vous me fassiez parvenir votre acte de naissance.

(1) *Tranchaut* (Pierre-Joseph, dit Tranchant), né en 1755 à Saint-Amand en Hainaut, engagé le 13 octobre 1777, appointé le 15 juillet 1789, brigadier à la formation du 1er avril 1793, a fait les campagnes de 1792 et 1793 à l'armée des Alpes, celles de l'an II, III, IV, V, VII, VIII et IX en Italie, parti par congé de retraite le 22 décembre 1807. (Archives de la guerre.)

traire dans les commencements, et il ne me tourmenta plus.

Mon exactitude, je dirai même mon empressement à remplir des devoirs désagréables et quelquefois dégoûtants; de l'intelligence, la fermeté et la résolution que je montrai dans quelques affaires particulières que je recherchai (car je pensais qu'on ne pouvait pas être bon soldat sans avoir des duels et sans fumer dix pipes par jour, deux choses qui me répugnaient cependant beaucoup); une assez grande solidité dans les débauches journalières que je faisais avec mes camarades, firent juger que j'étais destiné à être un bon soldat; toutes ces bonnes ou mauvaises qualités, jointes à quelques mots dits en ma faveur par des personnes en place, me firent obtenir le grade de brigadier (le 15 janvier 1802), les mêmes fautes me menèrent successivement, en dix-huit mois de temps, à celui de maréchal des logis (le 2 avril 1802); et enfin à une sous-lieutenance; j'obtins ce dernier grade le 17 février 1803, pour servir dans le 6e régiment de dragons, qui était alors en garnison à Savigliano, en Piémont.

Ce pays venait d'être réuni à la France, ce qui déplaisait à tous ceux qui s'y trouvaient : aux Piémontais, parce qu'ils tenaient à leurs anciens rois, et qu'à leurs propres yeux, ils s'estimaient plus comme nation que comme faisant partie d'une nation qui les avait conquis par la force des armes; et aux Français, parce qu'étant désormais tenus à traiter les Piémontais comme des compatriotes, il fallait renoncer aux avantages et aux douceurs dont jouissent les vainqueurs en pays conquis. J'y restai sept mois en garnison dans différentes villes (Fossano, Savigliano et Saluces) et menant partout une vie insipide, mais qui convenait assez à un militaire de vingt-deux ans, auquel il ne fallait, pour se plaire dans une garnison, que des manœuvres, un bon traiteur, un café, un billard, et quelque chose de pire, qui se trouve partout.

A la fin de cette année, la guerre éclata avec l'Angleterre; le premier Consul, Napoléon Bonaparte, réunit sur les côtes de la Manche, et notamment à Boulogne, une armée formidable; le général Soult, alors lieutenant général, reçut le

commandement du camp de Boulogne; il était colonel général de la garde des consuls; j'obtins le 15 mars 1804 d'être placé auprès de lui comme officier d'ordonnance, et je quittai avec plaisir ce 6e régiment de dragons, dont je continuais cependant encore à faire partie, pour me rendre à cette nouvelle destination.

Je changeai un peu alors ma manière de vivre; je me trouvais attaché de très près à un général commandant en chef un corps d'élite, et certainement bien capable de le commander; je résolus de travailler sans relâche à gagner son estime et, partant, son affection, car alors chez lui, l'une était inséparable de l'autre.

Je ne crois pas qu'il y eut dans aucun temps, ni chez aucun peuple, une aussi excellente école militaire que le camp formé à Boulogne à cette époque; le général qui le commandait, les généraux sous ses ordres, et les troupes qui le composaient étaient choisis parmi l'élite de l'armée française, et le plus grand général qui ait jamais paru, Napoléon Bonaparte, venait fréquemment lui-même inspecter ces vieilles bandes et les jeunes guerriers qui se formaient sur ces excellents modèles.

Ces grands capitaines, vus de près, me remplirent d'ardeur et d'émulation; je voulais arriver à leur hauteur, et je résolus, pour la première fois depuis que j'étais au service, de sacrifier mes plaisirs à mes devoirs; je continuai à vivre en jeune homme, mais je travaillai ardemment à acquérir l'instruction et les connaissances nécessaires à un militaire qui veut devenir bon officier; le général Soult m'admit dans son cabinet, où il me faisait travailler plusieurs heures par jour, et même par nuit, et mes idées, sous le rapport militaire, s'agrandirent promptement : je me pénétrai en même temps d'une profonde estime pour cet excellent général qui négligeait, quoique très jeune (trente-cinq ans), ses plaisirs et son repos, pour se livrer tout entier aux détails les plus minutieux de son armée. Pendant le jour, il inspectait les troupes ou visitait les travaux immenses des camps et des ports sur la côte de Boulogne, et il passait une grande partie des nuits

dans son cabinet à travailler sur l'administration, la tenue et la discipline de cette armée; trois fois par semaine pendant l'été, il faisait manœuvrer les troupes plus de douze heures de suite, et l'on peut dire, sans être accusé de prévention, que le camp de Boulogne en 1803, 1804 et 1805, a formé plus de bons officiers qu'aucune école militaire n'en formera jamais.

Mon assiduité au travail, et quelques moyens militaires que mon général remarqua en moi, me valurent la commission d'aide de camp pour servir auprès de lui, mais sa bonne volonté manqua de me devenir inutile, et une affaire désagréable, qui m'arriva à cette époque, me fit penser à quitter le service.

Le premier Consul, sous prétexte de donner une fortune plus stable au gouvernement de la France, convoqua les assemblées du peuple et de l'armée qui, d'une commune voix et d'un consentement presque unanime, lui déférèrent la couronne impériale; dans le même temps il institua l'ordre de la Légion d'honneur (loi du 29 floréal an X-19 mai 1802) et vint au camp de Boulogne en distribuer lui-même les décorations aux militaires de l'armée qui en avaient été jugés dignes (le 26 thermidor an XII-14 août 1804).

J'étais le seul des aides de camp du général Soult (1), nommé à cette époque maréchal d'Empire, qui ne fût pas désigné pour recevoir la décoration de la Légion d'honneur, et dans le fait, il n'y avait pas d'injustice à cela; je n'avais que trois ans de service, et n'ayant fait la guerre que sur la côte, depuis que j'étais à Boulogne, à quel titre pouvais-je prétendre à une faveur réservée à ceux qui s'étaient distingués vis-à-vis de

(1) État-major du camp de Saint-Omer à la date du 1er frimaire an XIII (22 novembre 1804):
Commandant en chef général Soult, colonel Franceschi.
Chef de bataillon Delachaux, capitaine Hulot, lieutenant Lameth, lieutenant Lefebvre, sous-lieutenant Saint-Chamans, aides de camp.
Chef d'état-major : général de division Andréossy, colonel Valmabelle, lieutenant Bagne, lieutenant Rosilly, aides de camp.
Adjudants commandants : Lemarois sous-chef d'état-major, Gauthier.
Adjoints : Salley, Laurain, Laforest.
Adjoints disponibles : Gambaud, Dormilly, Lafortelle.

l'ennemi, ou qui avaient rendu de grands services à l'État? Mais l'amour-propre, qui ne raisonne jamais, me persuada que l'on avait commis une atroce injustice à mon égard en ne m'accordant pas cette décoration ; je fis quelques réclamations qui furent traitées comme elles le méritaient, et cela ne m'ouvrit pas les yeux sur le ridicule de mes prétentions; le jour même de la distribution des aigles de la Légion, j'en parlai à Eugène de Beauharnais qui, ne voulant pas me refuser ouvertement, me dit que je m'y prenais trop tard, et que si je m'étais adressé à lui quelques jours plus tôt, il aurait pu arranger cette affaire à ma satisfaction. Cette réponse acheva de me tourner la tête; on commençait à distribuer les décorations, l'Empereur était sur un trône, entouré de son état-major et des maréchaux d'Empire; le maréchal Berthier introduisait les élus près de Napoléon, qui leur remettait la récompense accordée, et M. de Beauharnais se tenait au bas de l'escalier du trône.

Le moment était précieux; mon sang bouillait dans mes veines et ma tête était dans le plus grand état d'effervescence; je m'adressai encore à M. de Beauharnais, qui, importuné sans doute de mes instances, me répondit que si le maréchal Soult y consentait, il se chargeait de me faire donner la décoration de légionnaire; je courus faire part de cette réponse au maréchal, qui me dit qu'il y consentait avec plaisir; je revins donc promptement près de M. de Beauharnais lui porter cette réponse. Il me présenta sur-le-champ au maréchal Berthier en lui expliquant que j'avais été oublié par erreur, puisque de tous les aides de camp titulaires du maréchal Soult, j'étais le seul qui n'eût pas reçu sa lettre de nomination; le maréchal Berthier n'en demanda pas davantage; il me présenta à l'Empereur, qui me remit la décoration de légionnaire, et je me retirai dans l'ivresse de la joie.

Cette ivrese dura quelques jours, quoique je sentisse bien qu'il y avait quelque irrégularité dans la manière dont cette affaire s'était arrangée; je fis part de mes inquiétudes à M. de Beauharnais, qui me répondit d'être tranquille, et qu'il me

ferait bientôt envoyer ma lettre de nomination par le grand chancelier de la Légion, M. de Lacépède; mais l'orage éclata avant que je l'eusse reçue; l'Empereur fut instruit de la manière dont j'avais obtenu la décoration : il ordonna au maréchal Soult de me la redemander, ce qui fut exécuté aussitôt, et je dus la lui rendre, malgré mes réclamations et le chagrin furieux que je témoignais.

J'en conçus un violent dépit et je donnai aussitôt ma démission, me regardant, après une aventure aussi mortifiante, comme indigne de porter l'épaulette.

J'ai déjà dit que le maréchal Soult m'avait pris en amitié; j'en eus la preuve en cette circonstance. Il commença par supprimer la lettre que je lui avais adressée pour le prier de faire agréer ma démission au ministre de la guerre; il traita toute cette affaire de malentendu et d'étourderie de jeune homme; il alla même jusqu'à parler fortement en ma faveur à l'Empereur.

Il me fit ensuite venir chez lui et me dit « qu'il ne voulait point accepter ma démission, qu'il m'empêcherait de courir à ma perte, que j'étais un officier d'honneur sur lequel il comptait beaucoup, qu'il me réservait un espace immense de gloire à parcourir, et qu'il me donnerait bientôt l'occasion d'en acquérir »; ce furent ses propres paroles.

Toutes ces belles phrases ne m'éblouirent pas; j'avais la tête trop montée au sens contraire; je répondis très résolument au maréchal que je ne lui demandais autre chose que de me renvoyer chez moi en attendant que ma démission fût acceptée, parce que j'étais déterminé à ne plus servir, et qu'il n'y avait ni promesses, ni menaces, ni châtiment qui pussent me forcer à continuer mon service auprès de lui.

Il se fâcha à ces derniers mots, et me dit qu'il trouverait bien les moyens de me faire faire mon métier; mais il ne m'intimida pas, et je lui répondis, entre autres impertinences (on peut bien reconnaître, à soixante-quatre ans, qu'à vingt-deux ans bien souvent on n'a pas le sens commun) que, s'il me faisait mettre à cheval d'un côté par quatre grenadiers, je m'en laisserais tomber de l'autre.

A ces belles paroles, il m'envoya aux arrêts dans ma chambre; mais je sortis de chez lui fort content de la résolution que je lui avais montrée, et je restai huit jours chez moi; j'eus quelquefois pendant ces huit jours la pensée de me brûler la cervelle, car j'avais la tête dans le plus grand état d'exaltation, mais je finis toujours par penser que ce serait une sottise, et je ne me suis jamais repenti de ne l'avoir pas faite; enfin, au bout de ce temps, Franceschi (1), son premier aide de camp, m'apporta, par écrit, l'ordre du maréchal de me rendre au Havre, une lettre très flatteuse aussi de lui (2), contenant ses instructions particulières, et une lettre de recommandation pour M. Forfait (3), conseiller d'État et préfet maritime au Havre.

(1) *Franceschi-Delonne* (Jean-Baptiste), né à Lyon le 4 septembre 1767, sous-lieutenant aux volontaires de Paris le 11 septembre 1792, aide de camp du général Soult, colonel du 8e régiment de hussards le 12 pluviôse an VIII, aide de camp du roi Joseph le 7 mars 1807, général de brigade le 3 nivôse an XIV, baron de l'Empire le 3 juin 1810; prisonnier des Espagnols, il meurt à Carthagène le 23 octobre 1810.

(2) Cette lettre est ainsi conçue :

« Monsieur Saint-Chamans, je vous remets l'ordre que je vous donne « pour vous rendre au Havre, à l'effet d'y être embarqué sur l'un des « bâtiments de la flottille qui sont destinés à venir à Boulogne; j'écris « à ce sujet à M. le conseiller d'Etat Forfait, préfet maritime, et en lui « faisant connaître l'intérêt que je prends à ce qui vous concerne, je le « prie d'avoir pour vous tous les soins et les égards que vous pourriez « réclamer.

« Vous vous embarquerez sur un bâtiment faisant partie du premier « convoi qui doit se rendre à Boulogne; rendu à Boulogne, vous en repar- « tirez pour retourner au Havre et prendre le second convoi, et de même « pour les autres jusqu'au dernier.

« Cette mission honorable doit vous flatter; elle vous mettra à même de « vous distinguer en acquérant de nouvelles connaissances; je suis per- « suadé que vous justifierez la confiance qui vous la fait obtenir, et que « votre conduite me fournira l'occasion de faire à Sa Majesté un rapport « qui vous soit favorable; vous n'oublierez pas surtout que je prends un « vif intérêt à ce qui vous concerne.

« Vous m'écrirez exactement tous les courriers pour me faire connaître « l'état des mouvements du port du Havre, l'organisation des divisions « qui sont destinées à se rendre à Boulogne, l'époque présumée de leur « départ, les troupes qui doivent y être embarquées et le nombre de bâti- « ments ennemis qui croisent devant la rade, etc., etc.

« *Signé* : SOULT. »

(3) *Forfait* (Pierre-Alexandre-Laurent), né à Rouen en 1752, † 8 novembre 1807. En 1772, élève sous-ingénieur dans le génie maritime; dé-

Franceschi me conseilla de paraître reconnaissant de cette mission, comme je le devais; la raison commençait à me revenir : j'allai remercier le maréchal. Il me reçut fort bien, m'encouragea et me dit, entre autres choses : « En revenant « ici avec nos canonnières, vous rencontrerez les Anglais, on « se battra, et tous les boulets qu'on vous enverra, je les ferai « tomber dans votre poche; il faudra bien alors qu'on vous « rende votre croix. » Je dis la croix en parlant de la Légion d'honneur, parce que cet Ordre paraissant à cette époque devoir remplacer celui de Saint-Louis, on disait assez généralement « la Croix » pour exprimer la décoration de l'Ordre de la Légion d'honneur, et le maréchal Soult, qui certes n'était pas de l'ancien régime, avait lui-même adopté cette dénominotion, qui avait une certaine commodité d'expression propre à la mettre en usage.

Je le crus, et je partis gaiement; je fus bien accueilli au Havre, surtout par M. de Montcabrié (1), capitaine de frégate, commandant la division des canonnières avec laquelle je devais revenir à Boulogne, et par M. Domon (2), alors chef d'escadrons au 3e régiment de hussards, et depuis lieutenant général.

Pour la forme, je restai quelques jours embarqué sur la canonnière amirale, et j'y étais bien malade; enfin je me fis

puté à l'Assemblée législative de 1791; nommé, en l'an VI, commissaire pour l'organisation de la descente en Angleterre, convertie ensuite en expédition d'Égypte; ministre de la marine le 2 frimaire an VIII, conseiller d'État, préfet maritime au Havre, puis à Gênes, en prairial an XIII.

(1) *Peytes de Montcabrié* (François-Henri, comte de), né à Toulouse le 3 juin 1766, † 10 juin 1833, aspirant garde de la marine le 28 mai 1781, capitaine de frégate le 21 mars 1796, chef d'état-major et des mouvements au Havre, puis embarqué sur la flottille de Boulogne. Admis à la retraite le 26 août 1818 avec le grade honorifique de contre-amiral.

(2) *Domon* (Jean-Siméon, baron), né à Maurepas (Somme) le 2 mars 1774, † 5 juillet 1830. Entra dans le 4e bataillon des volontaires nationaux de la Somme le 6 septembre 1791, colonel du 8e de hussards le 10 août 1809, baron de l'Empire le 22 octobre 1810, général de brigade le 7 août 1812, capitaine des gardes du roi de Naples, puis colonel général de la cavalerie du royaume de Naples, lieutenant général le 19 août 1814, mis en non-activité le 1er octobre 1815, éloigné comme suspect, rappelé à l'activité pour la campagne de 1823.

débarquer et je ne retournais plus à bord que lorsque le vent paraissait nous devenir favorable pour mettre à la voile.

Nous l'attendîmes quarante jours, pendant lesquels je fis au maréchal de fréquents rapports, ainsi qu'il me l'avait ordonné, et il me fit connaître qu'il en était satisfait (1).

Enfin nous partîmes; nous profitâmes d'une nuit obscure afin de nous dérober à la croisière anglaise qui, ayant des bâtiments beaucoup plus forts, nous aurait pulvérisés; nous voguâmes assez rapidement toute la nuit et une partie du lendemain, mais nous fûmes joints à la hauteur de Dieppe par une frégate et quelques bâtiments légers, anglais, avec lesquels nous engageâmes une canonnade assez nourrie pendant deux heures : l'affaire me parut chaude, et, quoique un peu étourdi d'un feu aussi vif, auquel je n'étais pas encore accoutumé, je montrai assez de bonne volonté et de fermeté pour qu'on fît de moi une mention avantageuse dans l'ordre du jour qui parut sur cette affaire; et je me sentis tout con-

(1) Extrait d'une lettre du colonel Franceschi, premier aide de camp du maréchal Soult :

« Boulogne, 17 fructidor an XII.

« Le général en chef est satisfait de votre correspondance et de votre « zèle; il compte sur vous, il vous l'a dit vingt fois; comptez sur son « amitié, elle est durable pour les personnes qui, comme vous, ont un bon « cœur, de l'intelligence et le désir de bien faire; les détails que vous lui « donnez lui font plaisir; quant au désir que vous témoignez de faire « quelque chose qui lui soit agréable, il est persuadé que si cela n'arrive « pas, c'est l'occasion qui vous manquera, et si vous ne la trouvez pas sur « votre canonnière, plus tard le hasard vous servira mieux.

« Continuez à écrire au général, surtout continuez à aimer les personnes « qui vous aiment; ce sera acquitter une dette envers lui et envers « moi, etc., etc.

« *Signé* : J.-B. Franceschi. »

Extrait d'une lettre de M. Ducolombier, secrétaire particulier du maréchal Soult.

« Boulogne, le 29 fructidor an XII.

« M. le Maréchal me charge, mon cher Saint-Chamans, de vous témoi- « gner sa satisfaction de votre conduite, de votre exactitude et de l'intelli- « gence que vous déployez dans la mission qu'il vous a confiée. Il espère « que les vents favorables vous amèneront bientôt près de lui avec la « division que vous devez escorter, et il vous reverra avec beaucoup de « plaisir, etc.

« *Signé* : Ducolombier. »

solé du désagrément que j'avais éprouvé deux mois auparavant (1).

Nous profitâmes encore de la nuit après cette canonnade, pour dérober notre marche à l'ennemi, et, favorisés par un bon vent, nous nous trouvâmes le lendemain matin dans le port de Boulogne. J'allai saluer le maréchal et lui rendre compte de notre traversée. Il parut satisfait de me revoir, et, de part et d'autre, tout fut oublié.

Tous les bâtiments de la flottille qui, à cette époque, étaient réunis au Havre, étaient arrivés à Boulogne. Il n'y avait donc plus de motif pour moi de repartir, et il n'en fut pas question.

Quand, dans la suite, je me suis rappelé cette circonstance de ma vie, je n'ai pu m'empêcher d'admirer la patience du maréchal Soult, et, certes, à sa place, j'aurais promptement renvoyé dans sa gentilhommière ce petit sous-lieutenant de vingt-deux ans qui, sans avoir encore été bon à rien, venait proposer sa démission avec autant de morgue et d'opiniâtreté qu'aurait pu le faire Turenne ou Villars; au reste, même au moment où j'écris cette note (1816), je ne sais si je dois le remercier de sa patience ou le maudire, car je me crois encore payé pour penser, malgré le poste honorable que j'occupe, que l'état militaire est le plus malheureux que puisse choisir un homme par les dégoûts, les injustices, les souffrances, les privations et les dangers dont on y est journellement accablé.

Peu de temps après, le 24 février 1805, je fus nommé lieutenant, et je continuai à servir, comme aide de camp, auprès du maréchal Soult, que j'avais suivi au couronnement de l'Empereur; je reçus mon nouveau brevet à notre retour à Boulogne.

(1) Peu de jours avant mon arrivée au Havre, les Anglais avaient bombardé cette ville, et un chef de division française, embossé dans la rade avec une division de canonnières, étant rentré dans le port peut-être un peu trop tôt, fut accusé par les habitants d'avoir manqué de courage; quelques jours après, il était en uniforme dans un lieu public, et un homme du peuple, remarquant qu'il avait une étoile sur ses épaulettes, dit à ses camarades : « D... est étoilé! — Parbleu, répondit l'un d'eux, c'est pour cela qu'il fait. »

Je m'attachais de plus en plus au maréchal, et, de son côté, il me témoignait de la confiance et beaucoup de bonté; j'éprouvais une vive impatience de trouver des occasions de lui prouver que je n'en étais pas indigne; elles ne tardèrent pas à se présenter.

L'Angleterre voyait avec trop d'inquiétude les immenses préparatifs que faisait l'Empereur à Boulogne et sur la côte pour ne pas chercher à détourner l'orage qui la menaçait : elle trouva moyen d'intéresser l'Autriche dans sa querelle; les armées de cette dernière puissance s'avancèrent en Bavière, et les troupes françaises qui, depuis plusieurs jours, étaient embarquées sur la flottille de Boulogne et n'attendaient, pour traverser le canal qui les séparait des Anglais, que l'arrivée d'une flotte française, débarquèrent précipitamment et se rendirent à marches forcées sur le Rhin; jamais la France n'avait eu d'aussi belles troupes, ni plus aguerries; jamais elles n'avaient été animées d'un meilleur esprit, et il était facile en les voyant de prévoir l'issue de cette campagne, quoiqu'elles eussent à combattre les forces réunies de deux grandes puissances, l'Autriche et la Russie; cette dernière venait de s'allier étroitement avec l'Angleterre et l'Autriche, et même la Prusse, mais les troupes prussiennes n'entrèrent en campagne que l'année suivante.

Le maréchal Soult commandait le 4e corps d'armée (c'était le camp de Boulogne), qui se composait de quatre divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie, avec les troupes d'artillerie et du génie à proportion de la force de cette armée et des immenses travaux qu'on exécutait à Boulogne et sur la côte, et pour lesquels le concours de ces deux armes était nécessaire.

Le maréchal Soult avait de plus sous ses ordres une forte division d'infanterie italienne qui était à Calais, avec de nombreux détachements de cavalerie à pied; mais ces dernières troupes ne le suivirent pas en Allemagne.

Toutes ces divisions réunies ne formaient pas un total de 50,000 hommes (combattants).

Les divisions d'infanterie étaient commandées par les géné-

raux Saint-Hilaire (1), Vandamme (2), Legrand (3) et Suchet; la cavalerie par le général Margaron (4).

L'artillerie par le général Lariboisière (5).

Le génie par le colonel Poitevin (6).

Le général Saligny (7) était chef de l'état-major géné-

(1) *Saint-Hilaire* (Louis-Vincent-Joseph, comte Leblond de), né à Ribemont (Aisne), le 4 septembre 1766. Cadet au régiment de Conti-cavalerie le 3 septembre 1777, sous-lieutenant au régiment d'Aquitaine (45ᵉ) le 16 septembre 1783, adjudant général chef de brigade le 3 frimaire an III, général de brigade le 3 nivôse an IV, général de division le 6 nivôse an VIII, comte de l'Empire le 27 novembre 1808; eut le pied gauche enlevé à la bataille de Wagram et mourut à Vienne des suites de sa blessure, le 3 juin 1809. Sa statue fut placée sur le pont de la Concorde, par suite d'un décret impérial de 1810, et sa dépouille mortelle transférée au Panthéon.

(2) *Vandamme* (Dominique-Joseph-René, comte d'Unsebourg), né à Cassel (Nord), le 5 novembre 1770, † 15 juillet 1830. Élève à l'école militaire de Paris, soldat au 4ᵉ bataillon auxiliaire du régiment des colonies, s'embarque le 2 février 1789 pour la Martinique, rentre en France le 29 avril 1790 et obtient son congé absolu le 26 août 1792; général de brigade le 27 septembre 1793, mis en réforme le 25 prairial an III, rappelé à l'activité par le Comité de salut public le 7 vendémiaire an IV, général de division le 17 pluviôse an VII, mis en traitement de réforme le 29 thermidor an VIII, rappelé à l'activité le 19 fructidor de la même année, prisonnier de guerre des Russes en 1813, emmené en Sibérie, il rentre en France le 1ᵉʳ septembre 1814; expulsé du royaume par l'ordonnance du 25 juillet 1815, il se réfugie aux États-Unis; amnistié le 1ᵉʳ décembre 1819, retraité le 1ᵉʳ janvier 1832.

(3) *Legrand* (Claude-Just-Alexandre, comte), né au Plessier-Saint-Just (Oise) le 23 février 1762, † 8 janvier 1815, soldat dans Dauphin-infanterie le 16 mars 1777, chef de bataillon des volontaires de la Moselle le 1ᵉʳ mai 1791, général de brigade le 20 septembre 1793, général de division le 1ᵉʳ floréal an VII, comte de l'Empire avec dotation le 9 juillet 1807, pair de France le 4 juin 1814. Sa dépouille mortelle repose au Panthéon.

(4) *Margaron* (Pierre, baron), né à Lyon le 1ᵉʳ mai 1765, † 16 décembre 1824, capitaine dans une compagnie franche le 15 août 1792, chef de brigade du 1ᵉʳ régiment de cavalerie le 3 nivôse an VII, général de brigade le 11 frimaire an XI, baron de l'Empire le 28 janvier 1809, général de division le 16 août 1813.

(5) *Lariboisière* (Jean-Ambroise Baston, comte de), né à Fougères en août 1759, † 21 décembre 1812, lieutenant d'artillerie en 1781, colonel, généra de brigade an XI, général de division en 1807, comte de l'Empire en 1808, commandant l'artillerie de la garde impériale, premier inspecteur de l'artillerie en 1811.

(6) *Poitevin de Maureillan* (Casimir, baron), né à Montpellier le 14 juillet 1772, † 19 mai 1829, sous-lieutenant du génie le 12 février 1792, chef de brigade le 19 prairial an V, général de brigade le 4 nivôse an XIV, baron de l'Empire le 21 décembre 1808, général de division le 26 avril 1814.

(7) *Saligny* (Charles, duc de San Germano), né à Vitry-sur-Marne le 12 septembre 1772, † en 1809, sous-lieutenant au 18ᵉ régiment d'infanterie le 21 décembre 1791, adjudant général chef de brigade le 25 prairial an III,

ral, et M. d'Arcambal (1) commissaire ordonnateur en chef.

Je ne parlerai de la fameuse campagne de 1805 que d'après la part qu'y prit ce corps d'armée; car, comme je l'ai déjà dit dans l'avant-propos, je ne veux pas écrire l'histoire de mon temps, mais seulement narrer avec vérité les événements et les particularités dont j'ai été témoin et qui m'ont paru dignes de remarque : je ne prétends pas dire toute la vérité, mais au moins, je suis certain de ne dire que la vérité.

Le 4e corps d'armée se rendit de Boulogne-sur-Mer à Spire (sur le Rhin) en vingt-neuf jours, sans perdre un seul homme ni par la désertion ni par les maladies, tant était bonne la constitution physique et morale de ces troupes; le maréchal Soult fit jeter un pont de bateaux sur le Rhin près de Spire; tout le corps d'armée passa le fleuve le 4 vendémiaire (26 octobre) et nous allâmes le même jour à Bruchsall, petite ville appartenant à l'Électeur de Bade, qui y a un très beau château; les habitants nous y reçurent parfaitement bien.

Nous nous portâmes ensuite rapidement sur Augsbourg, et de là sur Memmingen, où l'on était instruit qu'un corps nombreux d'Autrichiens s'était rassemblé; nous arrivâmes inopinément le 21 vendémiaire (13 octobre) devant cette ville, où le général major autrichien comte de Spangen s'était renfermé avec 5,000 hommes, la plupart d'infanterie; elle fût aussitôt investie, et ces troupes se rendirent le lendemain.

Nous y prîmes 5,000 combattants et beaucoup d'isolés, dix pièces de canon attelées, avec leurs caissons, et dix drapeaux.

Le maréchal Soult m'envoya aussitôt près de l'Empereur pour lui en porter la nouvelle et les articles de la capitulation; je fus seize heures en route (ne m'arrêtant que pour

général de brigade le 3 vendémiaire an VIII, général de division le 12 pluviôse an XIII, duc de San Germano, conféré en 1806 par le roi de Naples.

(1) *D'Arcambal* (Jacques-Philippe), né au Puy (Haute-Loire) le 3 décembre 1751, † le 27 mars 1843, servit dans les gardes de la porte du Roi du 15 janvier 1778 au 1er octobre 1787, élève commissaire des guerres 1er juin 1788, inspecteur aux revues le 9 ventôse an VIII, secrétaire général du ministère de la guerre le 29 ventôse an X, ordonnateur en chef du camp de Saint-Omer le 13 thermidor an XI, ordonnateur en chef de l'armée de Naples le 23 janvier 1806, grand préfet du palais du royaume de Naples le 26 janvier 1809, admis à la retraite le 1er janvier 1816.

changer de chevaux), avant de pouvoir joindre le quartier impérial et par une pluie comme je n'en ai jamais vu; les moindres ruisseaux étaient devenus des torrents et, dans la traverse que je parcourais de Memmingen à Ulm, m'offraient à chaque instant des obstacles difficiles et dangereux.

Je joignis l'Empereur à l'abbaye d'Elchingen, près d'Ulm; le corps du maréchal Ney y avait eu une affaire assez chaude avec les troupes de Mack; le village était entièrement pillé, et l'abbaye où était établi le quartier général était remplie de morts et de blessés; la pluie tombait par torrents depuis plusieurs jours; le Danube grossit prodigieusement, et tous les ponts furent emportés, de manière que l'armée française, qui occupait les deux rives du fleuve pour bloquer Ulm, où Mack (1) s'était renfermé avec le reste de son armée, se trouvait partagée en deux parties qui ne pouvaient plus communiquer l'une avec l'autre. Cet état de choses dura trois jours, et beaucoup de militaires pensaient que, si Mack avait profité de cette circonstance, il aurait pu se tirer de la fâcheuse position où il était en attaquant la partie la plus faible de l'armée française ainsi séparée, ce qui lui était facile au moyen du pont sur le Danube établi dans Ulm, qui était à sa disposition; mais il avait tout à fait perdu la tête, et son armée était démoralisée.

Je restai deux jours à Elchingen à attendre les ordres et les dépêches de l'Empereur pour le maréchal Soult. La vie que je menai dans cette grande abbaye ne fut pas gaie : j'étais seul, chargé de deux chevaux (le mien et celui de mon guide), sans personne que moi pour les soigner, car mon guide s'était sauvé, je crois, parce qu'il mourait de faim, et on verra tout à l'heure qu'il ne dépendait pas de moi de lui donner à manger.

Deux fois on me vola mes chevaux, et je fus forcé, pour les

(1) *Mack* de Lieberich (Charles, baron), né à Musslingen en Franconie en 1752, † 1828, se fit remarquer par sa bravoure pendant la guerre de Sept ans et contre les Turcs. C'est lui qui dressa la plupart des plans de la coalition contre la France; général en chef de l'armée de Naples en 1798, surpris à Ulm en 1805, il dut capituler. Condamné à mort, puis gracié après une détention de deux années au Spielberg à Brunn.

conserver, de coucher la nuit auprès d'eux, en plein air, ou, pour mieux dire, en pleine pluie, sous une charrette abandonnée à laquelle je les avais attachés.

Pendant la journée nous restions (tous les aides de camp envoyés en mission près du maréchal Berthier) dans une grande salle fort froide où l'on ne nous donnait rien à manger, car les vivres étaient très rares à cause du débordement du Danube; on peut penser sur quel ton nous chantions les louanges du grand quartier impérial, et pour comble de disgrâce, quand nos dépêches nous furent remises, le débordement du Danube avait interrompu toutes les communications, et nous restâmes tout un jour dans un mauvais village, chez un pauvre curé, où du moins nous avions, de plus qu'à l'abbaye, la table (bien frugale), et de la paille fraîche pour nous coucher.

Notre bon pasteur ne savait pas le français, ni nous l'allemand; nous imaginâmes de lui parler latin, mais un vrai latin de cuisine, car c'était toujours pour lui demander à manger.

Enfin les pluies cessèrent, on put traverser le Danube, quoique difficilement, et il me fut possible de rejoindre le maréchal Soult; je fis pour cela vingt lieues tout d'une course, et je le trouvai à Laupheim, chez le baron de Waldin, seigneur bavarois.

Nous venions d'entrer en campagne et déjà la grande armée autrichienne était détruite; elle n'avait pas perdu plus de 20,000 hommes tués ou blessés, mais nous avions fait 45,000 prisonniers, et les débris de cette armée étaient dans la plus complète déroute et tellement découragés que les soldats jetaient leurs armes et se retiraient chez eux, tandis que l'armée française n'avait pas perdu plus de 3,000 hommes.

Les affaires d'Ulm et de Memmingen terminées, nous courûmes à Vienne, et nous traversâmes cette capitale le 23 brumaire (14 novembre), sans nous y arrêter; nous prîmes en en sortant la route de Moravie, où l'on savait que l'armée russe s'était réunie, près d'Olmütz, aux débris de l'armée autrichienne; je vis piller par nos troupes, en passant à Stockerau, le plus beau magasin d'effets d'habillement, de harnachement

et de campement pour l'armée autrichienne, qu'il fût possible d'établir.

Nous eûmes avec l'arrière-garde ennemie, commandée par le prince Bagration (1), une affaire de nuit assez sanglante, à Hollabrunn, où les Russes se battirent, à mon avis, mieux que nous; il est vrai que nous étions sous les ordres de Murat, le plus triste général en chef que j'aie jamais connu; j'ai d'ailleurs toujours remarqué que le soldat français valait beaucoup moins la nuit que le jour; la raison est facile à donner : c'est qu'on est vu de jour et qu'on ne l'est pas la nuit, et le soldat français doit plus son courage devant l'ennemi au point d'honneur et à la gloire qu'il met à être remarqué de ses chefs et de ses camarades, qu'à l'exacte observance de ses devoirs.

Les Russes se retiraient, et le maréchal Soult établit son quartier général à Austerlitz le 30 brumaire (21 novembre); l'Empereur prit le sien à Brünn; l'avant-garde fut poussée jusqu'à Wischau, où elle fut bientôt surprise, le 20 novembre, par la cavalerie ennemie; les armées russe et autrichienne marchèrent en avant, et la grande querelle qui les mettait en mouvement se décida le 2 décembre sur le terrain, coupé de lacs et de collines, qui se trouve entre Brünn, Austerlitz, Puras et Schlapanitz.

Le 1er décembre, à onze heures du soir, l'Empereur visita les différents bivouacs de son armée; sa présence électrisa toutes les têtes; une illumination aussi subite que merveilleuse eut lieu à l'instant même au moyen de torches de paille liées au bout de grandes perches : chaque soldat avait la sienne, et les camps se trouvaient éclairés comme en plein midi; les cris de « Vive l'Empereur ! » retentissaient de toutes parts, et de vieux grenadiers venaient saluer, contempler leur

(1) *Bagration* (Pierre, prince), né en Géorgie en 1765, entra au service comme sergent dans les armées de Catherine II; colonel en 1788, général en 1794, fit la guerre sous les ordres de Souvarow en Pologne et en Italie, mis en disgrâce par Paul Ier, rappelé en 1805, commanda l'avant-garde d'une armée de secours pour les Autrichiens et éprouva en Souabe des revers qu'il effaça par une hardie et brillante retraite, se distingua à Austerlitz, Eylau, Friedland et Smolensk, blessé mortellement à la Moskowa.

empereur, leur général, et lui promettaient la victoire pour le lendemain; ce spectacle réjouit l'Empereur, qui monta à cheval un moment après pour visiter les avant-postes; le maréchal Soult fut de cette tournée, et je les accompagnai.

M. Yvan, chirurgien de l'Empereur (1), qui le suivait en ce moment, fut emporté par son cheval et passa rapidement près de Sa Majesté; l'obscurité était grande, et nous crûmes un instant que c'était une patrouille de Cosaques qui nous chargeait; il n'y eut cependant aucun désordre, excepté pour le pauvre chirurgien, qui fut jeté dans un ruisseau bourbeux à moitié gelé. d'où on eut bien de la peine à le retirer.

L'Empereur questionna lui-même les commandants de gardes avancées; ils s'accordèrent tous à dire que l'armée ennemie faisait un grand mouvement par sa gauche, pour se porter sur notre droite; nous entendions effectivement le bruit des voitures d'artillerie et des chevaux en marche dans cette direction. « A vous la balle, maréchal Soult, dit l'Empereur en se tournant vers lui. — Sire, je m'en félicite », répondit le maréchal en saluant Sa Majesté.

Le 2 décembre (11 frimaire an XIV), à huit heures du matin, l'Empereur étant près de son bivouac, entouré de ses généraux, par un brouillard épais, on entendit une vive fusillade et quelques coups de canon dans la direction de Sokolnitz; on présuma aussitôt, et avec raison, que la division du général Legrand était attaquée; l'Empereur envoya chacun à son poste et vint lui-même, à la tête de sa garde, se placer derrière la droite de l'armée française : cette droite était formée par le corps d'armée du maréchal Soult, et une faible divison d'infanterie commandée par le général Friant (2) (cette dernière division était du corps de Davout).

(1) *Yvan* (Alexandre-Urbain), né à Toulon le 28 avril 1765, †, baron de l'Empire le 31 mars 1809, retraité le 31 mars 1832. Parmi ses blessures : la veille de la bataille d'Austerlitz, dans une reconnaissance, il fut emporté par son cheval qui s'élança dans le lac, lui dessus, à une très grande hauteur, et en a contracté une hernie.

Attaché à la personne de l'Empereur par ordre du ministère de la guerre de 1800 à 1814 (Archives de la guerre).

(2) *Friant* (Louis, comte), né à Villers-Morlancourt (Somme) le 18 sep-

Le maréchal Soult m'envoya dans cet instant porter au général Legrand l'ordre de soutenir vigoureusement cette attaque et de presser lui-même l'ennemi, qui ne pouvait pas tarder à se retirer devant lui.

Je courus de grands dangers en me rendant près du général Legránd; le chemin où je m'engageai était déjà en partie occupé par les tirailleurs de l'infanterie russe, et pendant près d'un quart de lieue ils me fusillèrent de fort près; s'ils avaient blessé mon cheval, qui heureusement était un excellent coureur, j'étais perdu; mais je parvins à gagner Sokolnitz sans accident, et ce village était encore occupé par nos troupes (1).

J'y trouvai le général Legrand fortement attaqué par une grande masse d'infanterie russe, mais il soutint parfaitement ce choc et se conduisit là, comme dans toutes les occasions où il s'était trouvé, en bon général et en brave soldat.

Je n'essayerai pas de donner ici une relation de cette mémorable bataille; je dirai seulement quelques faits dont j'ai été témoin.

Lorsque nous emportâmes la position de l'armée russe sur les hauteurs de Pratzen (presque au commencement de la bataille, car ensuite les Russes ne se battirent plus qu'en se retirant), le général Berg, commandant les grenadiers de la Petite-Russie, fut pris; le maréchal Soult m'ordonna de le conduire à l'Empereur; Napoléon questionna ce général, et au moment où il lui parlait encore, on vit très distinctement de l'éminence où nous étions une foule de fantassins revenir en désordre. « Qu'est-ce que cela? dit Napoléon. — Ah! Sire, s'écria le maréchal Berthier (toujours flagorneur et sans coup

tembre 1758, † 24 juin 1829, entré aux gardes françaises le 9 février 1781, général de brigade le 16 thermidor an II, général de division le 18 fructidor an VII, comte de l'Empire le 5 octobre 1808, pair de France nommé par l'Empereur le 2 juin 1815, mis à la retraite le 4 septembre 1815. Son nom est inscrit sur l'Arc de triomphe, côté nord.

(1) Je fus bien convaincu, en cette circonstance, de la nécessité pour un officier d'état-major de connaître parfaitement tous les chemins et les issues du champ de bataille et du campement de l'armée; je pouvais prendre dix sentiers pour me rendre près du général Legrand, où je n'aurais pas essuyé un coup de fusil, ni par conséquent compromis la sûreté des ordres que je lui portais.

d'œil militaire), voyez quelle foule de prisonniers on vous amène!... » L'Empereur ne répondit rien, mais, examinant attentivement avec sa lunette d'approche, il ordonna aussitôt au général Rapp (1), son aide de camp, de se porter en avant avec les chasseurs à cheval de la garde, qui chargèrent vigoureusement un moment après et anéantirent toute la cavalerie de la garde russe, car c'était elle qui, par une charge à fond, avait forcé la gauche du maréchal Soult et causé le désordre dont on venait de s'apercevoir.

Quant aux « prisonniers » annoncés par le maréchal Berthier, c'était le 4e régiment d'infanterie de ligne français, mis en déroute par la cavalerie de la garde russe, et qui perdit son aigle en cette circonstance.

Quand toutes les hauteurs que les Russes avaient couronnées au commencement de la bataille furent emportées, et que leurs troupes acculées dans les fonds ne trouvèrent plus d'autre passage, pour opérer leur retraite, que des lacs ou des marais à moitié gelés, l'Empereur rejoignit le maréchal Soult qui avait mis pied à terre près d'un petit bâtiment qu'on appelait, je crois, la *Chapelle de Pratzen* ou *de Saint-Antoine.* Le maréchal était entièrement occupé à examiner les mouvements des Russes qui se retiraient en désordre, et envoyait des aides de camp pour diriger les colonnes destinées à leur couper la retraite, sur les points où elles devaient se porter.

l'Empereur mit aussi pied à terre, et s'approchant du maréchal qui venait au-devant de lui, il l'embrassa; le maréchal lui montra la position où se trouvait l'armée russe en retraite, et lui demanda ses ordres. « Continuez, continuez, mon-

(1) *Rapp* (Jean, comte), né à Colmar le 26 avril 1776, † 8 novembre 1821, cavalier au 10e régiment de chasseurs en 1790, sous-lieutenant le 14 germinal an II, aide de camp de Desaix avec le grade de capitaine le 29 frimaire an V, colonel le 26 pluviôse an VII, général de brigade le 11 fructidor an XI, nommé général de division le 3 nivôse an XIV, gouverneur de Dantzig, dont les habitants lui décernèrent une épée d'honneur, comte de l'Empire le 1er août 1809, se couvre de gloire et reçoit sa vingt-quatrième blessure à la Bérésina, gouverneur de l'Alsace et pair de France aux Cent-jours, se retire en Suisse au licenciement de l'armée en 1816, mis en disponibilité le 22 juillet 1818; créé pair de France le 5 mars 1819, il fut nommé peu après premier chambellan et maître de la garde-robe.

sieur le maréchal, lui dit l'Empereur, vous savez aussi bien que moi ce qu'il y a à faire. »

Ce fut dans cet instant qu'on amena prisonnier à l'Empereur le comte de Wimpfen, Français, lieutenant général au service de Russie; il avait été un peu houspillé par nos soldats quand ils l'avaient pris; ses cheveux étaient dénoués et épars, ses habits étaient aussi en désordre. Il était pâle et paraissait très fatigué; l'Empereur, tout en causant avec lui, lui fit apporter un verre de vin de Bourgogne. « Buvez, buvez, monsieur le général, lui dit Napoléon; c'est du vin de France; c'est le seul bon, celui-là. » Il appuya sur ces derniers mots, comme voulant reprocher à ce général d'avoir abandonné son pays et de se battre contre ses compatriotes.

Il remarqua au même moment qu'une division de dragons français, qui avait l'ordre de pousser vigoureusement l'arrière-garde russe, composée de Cosaques et d'artillerie légère, ne s'engageait pas franchement; elle entama plusieurs charges qui ne furent pas poussées à fond; cela donna de l'humeur à l'Empereur. Il aperçut un officier d'état-major qui revenait de cette division. « — Retournez-y, lui dit l'Empereur, et vous direz de ma part au général qui la commande (1) qu'il n'est qu'un j... f... » Belle mission d'aide de camp.

Il envoya, un moment après, le général Gardane (2), son aide de camp, prendre le commandement de cette même division, et le maréchal Soult y envoya tous ses aides de camp

(1) Ce général s'appelait Boyé et commandait la division en l'absence du général de Beaumont, malade.

Boyé (Charles-Joseph, baron d'Abaumont), né à Ehrenbreitstein le 11 février 1762, † 16 mai 1832, hussard dans Conflans-colonel général le 12 février 1778, sous-lieutenant le 17 septembre 1791, chef de brigade le 6 floréal an II, général de brigade le 25 prairial an III, baron de l'Empire le 15 juin 1808, retraité le 7 avril 1812.

(2) *Gardane* (Claude-Mathieu, comte de), né à Marseille le 11 juillet 1766, † 23 janvier 1818, sous-lieutenant au 1er régiment de chasseurs à cheval le 5 mai 1780, chef de brigade du 9e régiment de chasseurs le 14 prairial an IV, général de brigade le 23 floréal an VII, inspecteur aux revues, gouverneur des pages le 8 vendémiaire an XIII, comte de l'Empire mai 1808, aide de camp de l'Empereur, deuxième jour complémentaire an XIII, ministre plénipotentiaire en Perse de 1807 à 1809, employé à l'armée d'Espagne le 7 décembre 1809, suspendu le 5 janvier 1811, réintégré dans son grade le 12 juin 1814.

pour charger avec les dragons; nous parvînmes à les enlever franchement, et ils firent une bonne charge où nous prîmes l'artillerie qui était avec ces Cosaques; c'est là que je donnai mon premier coup de sabre sur le champ de bataille; c'est un Cosaque qui le reçut et qui, étant tombé du coup, fut achevé par des dragons qui venaient derrière moi.

Le lendemain matin 3 décembre, à la pointe du jour, nous visitâmes le champ de bataille. Il faisait un temps affreux; nous trouvâmes à un quart de lieue du grand lac un parc d'artillerie russe abandonné dans les marais. Il était composé de plus de cent pièces, avec leurs caissons; un soldat du train russe, la cuisse fracassée d'un boulet, était encore sur son cheval; il dit à un Polonais qui nous servait d'interprète qu'il y avait plus de quinze heures qu'il était là dans la même position!... Nous le fîmes transporter à une de nos ambulances afin qu'on l'amputât.

Nous nous reposâmes un jour à Moenitz après cette belle bataille, et nous nous remîmes en mouvement le 13 frimaire an XIV (4 décembre 1805) pour attaquer les débris de l'armée austro-russe; nous ramassions à chaque instant des Russes blessés ou isolés qui ne savaient plus où aller; l'abandon de l'artillerie et des bagages de leur armée nous révélait leur triste position et nous permettait une victoire facile : quand nos tirailleurs furent en présence de ceux des Autrichiens, le prince de Lichtenstein vint en parlementaire en prétendant qu'il y avait un armistice de conclu; nous l'ignorions, mais on ordonna de cesser le feu pendant une demi-heure, afin d'avoir le temps de recevoir des ordres de l'Empereur.

Le prince de Lichtenstein alla aussitôt trouver Napoléon pour le guider vers le point où l'attendait l'empereur d'Autriche, qui déjà était à ses avant-postes; l'Empereur se rendit aussitôt au moulin de Spalenymuhl, où étaient les nôtres et où l'empereur d'Autriche arriva bientôt après en calèche, accompagné du prince de Lichtenstein et de quelques autres seigneurs autrichiens. Il descendit de voiture et s'avança vers Napoléon qui allait à sa rencontre; quand ils furent l'un près de l'autre, ils se saluèrent et se couvrirent ensuite; ils se

tinrent debout près de deux heures, causant ensemble, en plein air, et près d'un grand feu de bivouac; le prince de Lichtenstein était seul présent à la conversation, et à cinq pas des deux souverains se tenaient les maréchaux Soult et Bernadotte; les autres témoins de cette entrevue si intéressante étaient éloignés de l'Empereur de trente à quarante pas; nous liâmes conversation avec les seigneurs autrichiens; ces derniers détestaient les Russes, dont la hauteur et l'insolence les révoltaient; l'un d'eux nous disait, en se frottant les mains, et d'un ton joyeux : « Quelle bataille, messieurs! Vous avez tué 30,000 Russes, 30,000 Russes! »

Quand l'entretien des deux souverains fut terminé, l'Empereur d'Autriche remonta dans sa calèche et fut escorté jusqu'à ses avant-postes par le maréchal Berthier, qui venait de rejoindre l'Empereur, le général Savary et M. de Caulaincourt.

La paix étant assurée, les différents corps de l'armée française eurent ordre de prendre des cantonnements; le corps du maréchal de Soult fut envoyé à Vienne et aux environs; l'Empereur resta encore quelques jours à Brünn.

Nous prîmes donc la grande route de Vienne, en passant par Nikolsburg; à notre arrivée dans cette dernière ville, le maréchal Soult m'envoya à Brünn porter à l'Empereur plusieurs drapeaux russes et autrichiens pris par son corps d'armée; le maréchal Berthier m'introduisit dans le cabinet de l'Empereur, qui déploya et regarda lui-même ces drapeaux; il paraissait surtout prendre un grand plaisir à examiner ceux des Russes; je m'étais, en route, préparé à répondre à toutes les questions que je présumais qu'il pourrait me faire sur le maréchal Soult et son corps d'armée, qui tous deux étaient alors en grande faveur; je m'attendais à tout, hormis à : « Qui va là? » Il commença par me demander : « D'où venez-vous? » Cette question, faite assez brusquement, m'interdit; je ne sus plus que répondre, le nom de Nikolsburg ne voulait pas me revenir à la mémoire, et j'ânonnai longtemps, sans pouvoir rien articuler; cela dura bien deux ou trois minutes, et l'Empereur, voyant que je ne répondais pas,

dit en riant au maréchal Berthier : « Allons, emmenez-le, et tâchez de savoir d'où il vient. »

J'étais à peine hors de la chambre que je retrouvai ce maudit nom de Nikolsburg, mais il était trop tard; je le lui aurais volontiers crié par le trou de la serrure; la tête des jeunes gens travaille pour peu de chose, et je craignis pendant quelque temps que mon peu de présence d'esprit dans cette occasion ne me nuisît dans la répartition des grâces qu'on allait accorder après une campagne si brillante.

Je ne restai que deux jours à Brünn, et j'en vis partir 22,000 prisonniers russes que l'on conduisait en France, non compris les officiers; le plus grand ordre régnait dans les convois de prisonniers; les hommes étaient bien vêtus, et ils recevaient exactement les vivres; si le bon ordre, établi pendant toute cette campagne, avait toujours régné par la suite dans l'armée française, nous serions encore les maîtres du monde; mais des guerres continuelles, des fatigues et des privations au-dessus des forces humaines, et une administration militaire composée de gens peu considérés et sans doute peu faits pour l'être, détruisirent bientôt dans nos armées cet ordre et cette discipline sans lesquels la bravoure n'est plus rien.

Après avoir reçu à Brünn des dépêches pour le maréchal Soult, je le rejoignis aux portes de Vienne; il avait le commandement des troupes qui devaient former la garnison de cette capitale. Le général Clarke en était gouverneur.

Le maréchal Soult et ses aides de camp furent logés au palais Kinsky; l'Empereur, qui arriva quelques jours après, s'établit avec sa garde à Schœnbrünn, château impérial aux portes de Vienne.

La garnison de cette ville fut composée des divisions d'infanterie des généraux Saint-Hilaire, Gazan (1), Dupont, Du-

(1) *Gazan* de la Peyrière (Honoré-Théophile-Maxime, comte), né à Grasse le 29 octobre 1765, soldat dans la compagnie des canonniers gardes-côtes d'Antibes, admis à la compagnie écossaise des gardes du corps le 6 octobre 1786, major de la garde nationale de Grasse à la Révolution, chef de brigade de la 10e d'infanterie légère, général de brigade an IV, général de division an VIII, comte de l'Empire le 27 novembre 1808, pair de France le 2 juin 1815, membre de la Chambre des pairs en 1831.

monceau (1) et Oudinot, et de quelque cavalerie et artillerie; le reste de l'armée était cantonné dans les environs de Vienne, tout le monde fort bien et fort content, excepté les Autrichiens.

Quelques jours après son arrivée à Vienne, l'Empereur passa la revue du corps d'armée du maréchal Soult; arrivé devant le front du 4e régiment d'infanterie de ligne, qui avait perdu son drapeau à la bataille d'Austerlitz dans la charge faite par la cavalerie de la garde russe, il fit réunir les officiers de ce régiment, et, s'étant placé au milieu d'eux et à portée de voix du front du régiment, il leur tint d'un ton très animé le discours suivant (je l'ai transcrit mot à mot un moment après l'avoir entendu, parce qu'il me parut d'une éloquence véritablement militaire; je n'en ai même pas retranché ni corrigé les fautes de français) : — « Où est-ce qu'est « votre aigle? (Moment de silence.) Vous êtes le seul régiment « de l'armée française à qui je peux faire cette question! « J'aimerais mieux avoir perdu mon bras gauche que d'avoir « perdu une aigle! Elle va être portée en triomphe à Péters- « bourg, et dans cent ans les Russes la montreront encore « avec orgueil; les quarante drapeaux que nous avons à eux « ne valent pas votre aigle! Avez-vous donc oublié de vous « défendre contre la cavalerie? Qui commandait le régiment? « Quelles mesures a-t-il prises quand il s'est vu charger par « la cavalerie? Où étaient vos officiers, vos grenadiers? Ne « deviez-vous pas tous mourir avant de perdre votre aigle? « Je viens de voir bien des régiments qui n'ont presque plus « d'officiers ni de soldats dans les rangs; mais ils ont con- « servé leur drapeau, leur honneur; et vous, je vois vos com- « pagnies fortes et nombreuses, et je ne puis retrouver mon « aigle dans vos rangs!...

« Que ferez-vous pour réparer cette honte, pour faire taire

(1) *Dumonceau* (Jean-Baptiste, comte de Bergendal), né à Bruxelles le 8 novembre 1760, † 29 décembre 1821, dragon au service de la Belgique mai 1787, chef de brigade de la légion belge 15 juin 1792, lieutenant général au service de la Hollande le 11 juin 1795, commandant en chef de l'armée H le 13 juin 1803, général de division au service de la France le 10 novembre 1810, retraité le 4 septembre 1815.

« vos vieux camarades de l'armée qui diront en vous voyant : « Voilà le régiment qui a perdu son aigle? (Moment de « silence.) Il faut qu'à la première occasion votre régiment « m'apporte quatre drapeaux ennemis, et alors je verrai si je « dois lui rendre une aigle. »

Ce discours fut prononcé d'abondance, d'un ton de voix très élevé et avec la plus grande véhémence; il fit, sur ceux qui l'entendirent, un effet que je ne puis décrire; je sais bien, pour mon compte, que j'en avais la chair de poule; je me sentais couvert d'une sueur froide, et, par moments, les larmes me roulaient dans les yeux. S'il avait fallu un instant après mener au feu ce même régiment, il aurait certainement fait des merveilles.

Je crois me rappeler que Napoléon rendit une aigle au 4e régiment de ligne à la revue qu'il en passa à Berlin, en 1806.

Nous n'allions pas dans la bonne compagnie de Vienne; d'abord elle en était presque toute partie avant et depuis notre entrée dans cette ville; ensuite on ne nous y aurait sans doute pas vus de fort bon œil; mais nous nous en dédommagions avec la mauvaise, qui, bien certainement, était la meilleure, ou au moins la plus agréable pour des officiers jeunes, avides de plaisirs, et qui n'avaient que quelques semaines à passer dans cette grande capitale.

Je fus nommé capitaine (25 décembre 1805, brevet du 14 mars 1806) peu de jours après l'arrivée de l'Empereur à Schœnbrünn, et membre de la Légion d'honneur, mais je n'en portai la décoration que deux ou trois mois après; le maréchal, en m'annonçant ces deux grâces, me dit que c'était pour me récompenser de ma bonne conduite dans cette campagne, et notamment à la bataille d'Austerlitz. Cet avancement, donné de cette manière, me flatta beaucoup, et je pris la ferme résolution de tout faire pour le justifier et pour en mériter encore par la suite.

L'avancement ne se prodiguait pas dans ce temps-là comme nous l'avons vu depuis; ainsi on trouvera peut-être que deux grâces données tout à coup à un jeune officier, c'était moitié

trop; je me serais effectivement regardé comme récompensé avec la décoration de la Légion d'honneur, mais il faut aussi faire attention aux circonstances; le gain de la bataille d'Austerlitz, de cette bataille si importante qui rendait l'Empereur maître de toute l'Allemagne, était attribué, en grande partie, au corps d'armée du maréchal Soult, et au maréchal lui-même; et les troupes sous son commandement immédiat y avaient effectivement contribué plus qu'aucune autre, car elles s'étaient battues depuis huit heures du matin jusqu'à cinq heures du soir, et toujours très vivement et contre des forces bien supérieures en nombre; le maréchal avait en tête le général en chef russe Buxhowen (1) et la plus grande partie de l'armée russe qui, le soir, se trouva presque entièrement détruite; ce corps du maréchal Soult, qui était de 22,000 hommes le 2 décembre au matin, n'était plus que de 16,000 le soir; le maréchal, qui me voulait beaucoup de bien à cette époque, me présenta à l'Empereur comme ayant rendu des services essentiels dans cette circonstance et peut-être comme capable de plus grands encore dans la suite, et l'on me donna sur-le-champ tout ce qu'on pouvait me donner : je n'ai pas toujours été aussi heureux.

L'Empereur, avant son départ de Schœnbrünn, eut une entrevue avec l'archiduc Charles; elle eut lieu dans un rendez-vous de chasse; le maréchal Soult y accompagna l'Empereur : je n'en puis rien dire, ne m'y étant pas trouvé.

(1) *Buxhowen* (Frédéric-Guillaume, comte de), né à Magnusdal (Livonie) en 1750, † 1811, entra au service en 1769, général en 1789, combattit en Pologne avec Souvaroff de 1791 à 1794; gouverneur de Saint-Pétersbourg sous Paul Ier, il tomba en disgrâce et se retira en Allemagne; rappelé par Alexandre Ier, il commanda l'aile gauche des Russes à Austerlitz, fit la conquête de la Finlande en 1809, feld-marschall.

1806

Nous partîmes de Vienne, conformément au traité de paix, dans le mois de janvier de cette année; le maréchal établit d'abord son quartier général à Saint-Pölten, où nous restâmes une quinzaine de jours, fort ennuyés de séjourner dans cette bicoque en sortant d'une si grande ville; nous y menions cependant une vie assez agréable; nous chassions souvent dans des parcs ou des réserves où le gibier était abondant; quelques femmes aimables, et d'une vertu facile, avaient quitté Vienne pour suivre l'armée; nous étions bien logés et nous faisions bonne chère, à bon marché; notre sort n'était donc pas si malheureux, mais nous étions gâtés par nos succès, et d'ailleurs les hommes, et surtout les militaires, sont rarement contents de leur position, même quand elle est bonne.

De Saint-Pölten nous allâmes à Lintz, où nous restâmes près de deux mois; cette ville, grande et bien peuplée, nous offrait plus de ressources que Saint-Pölten; nous y menâmes à peu près le même genre de vie, mais avec plus d'agréments.

L'attachement et la confiance que le maréchal Soult m'avait témoignés semblaient s'accroître tous les jours; je passais une grande partie du temps à écrire sous sa dictée, dans son cabinet, les ordres qu'il donnait pour l'administration de son corps d'armée, les subsistances, les cantonnements, l'instruction, la police et la discipline, les hôpitaux, etc.; il n'oubliait rien, et il était propre aux plus petits détails comme aux plus grandes opérations; je ne crois pas qu'il soit pos-

sible de rencontrer un homme qui, comme lui, sous un extérieur grossier, sût cacher autant de facilité, de perspicacité et de finesse dans les affaires : il était doué d'un tact sûr, d'un esprit délié et souple quand il le fallait (malgré sa rudesse naturelle) et d'une grande fermeté de caractère ; en guerre, il aimait assez les entreprises vigoureuses, et une fois qu'il y était engagé, il s'y opiniâtrait avec beaucoup de force; il aimait la bonne chère, et, malgré son air froid et contraint avec elles, il aimait passionnément les femmes. Sa femme a toujours exercé un grand empire sur lui, et devant elle je l'ai toujours vu fort petit garçon.

J'ai dit qu'en guerre il aimait les entreprises vigoureuses; mais c'était cependant pourvu qu'il n'y payât pas trop de sa personne, car il était loin d'avoir le brillant courage du maréchal Ney et du maréchal Lannes; on pouvait même lui reprocher l'excès contraire, et de se mettre trop soigneusement à l'abri du danger; ce défaut lui était venu avec la grande fortune qu'il avait faite, et il n'était pas rare de rencontrer des officiers qui ne regardaient pas à se faire tuer quand ils n'étaient que colonels ou simples généraux, mais qui, plus tard, se mettaient bien à l'abri derrière leur bâton de maréchal; au reste, cette prudence sur le champ de bataille ne le suivait pas sous la tente, et c'était là qu'il concevait et qu'il ordonnait souvent devant l'ennemi des mouvements audacieux qu'il faisait exécuter ensuite par des hommes d'un courage et d'une intrépidité reconnus.

Le maréchal était logé à Lintz, ainsi que nous, dans le palais de la Résidence; c'est une très belle habitation; on pourrait même dire une maison royale; sa table, fournie par la province, était excellente. Il parcourait de temps en temps les cantonnements de ses lieutenants généraux, et il était toujours reçu au milieu des fêtes, des bals, des festins et des parties de chasse; nous jouissions, dans toute leur plénitude, des droits du vainqueur, et je ne pouvais m'empêcher d'admirer souvent la bonté et la patience des Autrichiens; je ne réfléchissais pas alors qu'il leur aurait été difficile de faire autrement, et j'attribuais toutes leurs prévenances à leur

bonne volonté et à leur amitié pour nous; le fait est qu'ils y mettaient une complaisance et un air de plaisir que je n'ai plus retrouvés chez aucun peuple, en en exceptant pourtant les Bavarois.

De Lintz, le maréchal transporta son quartier général à Passau, où nous ne devions rester que peu de temps, car les journaux, les nouvelles particulières et même officielles, nous annonçaient tous les jours que nous allions rentrer en France; mais ce n'étaient pas là les vues de l'Empereur; les projets de la Prusse pendant la campagne de 1805, et son alliance avec la Russie et l'Autriche, lui étaient parfaitement connus; il commençait à la serrer de près, et nous calculions nous-mêmes que nous pouvions, en dix ou douze jours, aller de nos cantonnements de Passau à Berlin, en comptant un jour seulement pour la destruction de l'armée prussienne, car, à cette époque, nous ne doutions de rien, et tout le monde sait, au reste, que le 14 octobre de cette même année, l'armée prussienne fut anéantie et la Prusse entièrement conquise dans les champs d'Iéna et d'Auerstaedt; mais je ne veux pas anticiper sur le récit de ces grands événements.

Le maréchal resta six mois à Passau, ou Freudenhain, maison de campagne du prince évêque de Passau, située aux portes de cette ville et dans une charmante position; tous les différents corps de l'armée étaient cantonnés de la manière la plus avantageuse dans ces provinces si fertiles; nos soldats étaient parfaitement bien vus des habitants; chacun d'eux, dans son logement, était l'ami de la maison; l'instruction et la discipline gagnaient tous les jours; les recrues et les effets d'habillement venant des dépôts établis en France arrivaient exactement; l'armée se renforçait au physique et au moral, et il était aisé de prévoir que, si l'occasion s'en présentait de nouveau, elle aurait les mêmes succès qu'à Austerlitz.

Nous étions assez voisins des États prussiens pour entendre parler à chaque instant des préparatifs immenses que faisait le gouvernement de ce pays pour mettre son armée en campagne; mais nous avions trop de confiance dans nos propres forces pour croire que le cabinet de Berlin voulût se hasarder

dans une lutte que nous regardions comme si inégale; d'ailleurs, la correspondance même du gouvernement français avec les chefs de notre armée n'indiquait pas qu'il regardât la guerre avec cette puissance comme inévitable ni prochaine; cependant, soit que le maréchal Soult eût mieux pénétré les projets de Napoléon, soit qu'il eût reçu des instructions secrètes, soit enfin un effet du hasard, il partit de Passau le 22 septembre 1806 pour passer en revue les différentes divisions de son corps d'armée qui étaient à Landshut et Braunau, ainsi que dans les provinces voisines, et cette tournée eut tout à fait l'air d'une revue d'entrée en campagne.

Cette course ne devant durer que quelques jours, il n'emmena avec lui que son premier aide de camp (le colonel Ricard) (1) et moi.

Nous commençâmes par Landshut, où était cantonnée une division d'infanterie commandée par le général Leval (2). Nous y restâmes deux jours; de là, nous nous rendîmes à Munich, où était le grand quartier général de l'armée française; le maréchal eut l'honneur d'y faire sa cour au roi de Bavière; nous n'y restâmes qu'un jour, et le 26 septembre, nous étions à Braunau, où se trouvaient cantonnées une division d'infanterie et la cavalerie légère; le maréchal n'y resta non plus qu'un jour, et le 27, étant en route pour se rendre à Ratisbonne, où il avait encore des troupes à inspecter, il fut rejoint par un courrier qui lui apportait la nouvelle de la rupture avec la Prusse, et l'ordre de se mettre sur-le-champ

(1) Depuis lieutenant général dans la garde royale et pair de France.
Ricard (Étienne-Pierre-Silvestre, comte), né à Varés (Aveyron) le 31 décembre 1771, † 5 novembre 1843, entré au service en 1788, colonel en 1804, aide de camp du maréchal Soult, général de brigade en 1806, baron de l'Empire le 7 juin 1808, grade de général de division le 10 septembre 1812, comte de l'Empire en 1812, accompagna le Roi à Gand, pair de France le 17 août 1815, membre du comité d'état-major en 1818.

(2) *Leval* (Jean-François, baron), né à Paris le 18 avril 1762, † 7 août 1834, soldat dans le régiment de Poitou le 11 décembre 1779, chef de brigade commandant la 99e demi-brigade le 12 mars 1793, général de brigade le 2 octobre 1793, général de division le 9 messidor an XII, mis en retraite le 4 septembre 1815, relevé de cette position le 26 mai 1817, replacé en retraite le 1er janvier 1819.

en mouvement avec son corps d'armée pour se porter sur les points qui lui étaient indiqués.

Il s'arrêta dans le premier village que nous trouvâmes sur la route, et, ayant consulté les cartes du pays, en moins de deux heures il nous dicta tous les ordres nécessaires pour que les divisions cantonnées à Passau, Landshut et Braunau se missent en marche pour se rendre à Ratisbonne, qui était le rendez-vous général de tout son corps d'armée; ses ordres étaient remplis de détails minutieux sur les objets dont il fallait pourvoir le soldat en entrant en campagne, et j'eus, en cette circonstance, lieu d'admirer encore l'extrême facilité d'esprit de celui qui s'occupait également des grands mouvements de guerre et des plus petits détails de caserne.

Il était le 28 septembre à Ratisbonne, où toutes ses troupes furent réunies le 1er octobre; le 2, nous allâmes à Amberg, où nous restâmes jusqu'au 6; le 7, nous entrâmes à Baireuth, sans avoir encore vu l'ennemi; dans cette dernière ville, riche et bien peuplée, on frappa plusieurs réquisitions pour les besoins de l'armée, et entre autres une de chevaux; le maréchal en fit donner deux à chacun de ses aides de camp, et cela m'aida beaucoup à bien faire mon service pendant cette campagne.

De Baireuth, nous nous dirigeâmes sur Gera, en passant par Plauen et Weyda; nous étions le 12 à Gera, et nous nous attendions à rester quelques jours dans cette ville; on savait bien que l'armée prussienne était près de nous, mais on ne connaissait pas assez positivement la position qu'elle occupait pour faire un mouvement décisif, lorsque le 13 dans l'après-midi nous reçûmes tout à coup l'ordre de partir précipitamment pour nous rendre à Iéna, avec injonction d'y arriver le soir même, ou dans la nuit.

J'y étais à onze heures du soir, bien fatigué d'une marche de nuit longue et difficile, et je me trouvais déjà reposé en entrant dans la maison réservée pour le maréchal, par l'aspect d'un très bon souper tout prêt et des appartements élégants tout disposés pour nous recevoir, lorsqu'un terrible incendie qui éclata près de cette maison et consuma une partie

du quartier nous força à l'évacuer au plus vite; j'eus même quelque peine à en tirer mes chevaux, et je courus me réfugier au bivouac de notre cavalerie légère, où il fallut souper avec une mauvaise grillade tout enfumée, et coucher sur quelques brins de paille que l'on me céda par complaisance. Cela ressemblait bien peu à l'hôtel élégant dont l'incendie venait de nous chasser; mais nous étions à la veille de trop grands événements pour faire attention à ces petites contrariétés.

Mon mauvais lit et le bruit du canon m'éveillèrent de grand matin; notre corps d'armée se mit bientôt en mouvement, et après avoir traversé un grand bois qui nous masquait, nous débouchâmes sur l'extrémité de l'aile gauche des Prussiens et nous nous engageâmes aussitôt, mais ils cédèrent promptement le terrain; ils n'étaient pas assez en force sur ce point pour résister à notre attaque.

Le maréchal me donna alors l'ordre d'aller rendre compte à l'Empereur que nous avions débouché sur le champ de bataille et que nous chassions l'ennemi devant nous; je devais en même temps lui demander ses ordres pour nos mouvements ultérieurs; après avoir couru longtemps, je trouvai enfin l'Empereur, entouré de son état-major, près d'un village où le feu était très vif, et qui était attaqué par le corps du maréchal Lannes; je m'approchai de l'Empereur et lui rendis compte de ma mission. « Le maréchal Soult a-t-il son cul ici? » Cette expression me parut si singulière que je ne savais que répondre, et je me trouvai devant lui encore une fois dans la même position qu'à Brünn; il me répéta la même question mot pour mot, et je ne la comprenais pas mieux, quand un de ses aides de camp qui était auprès de moi, et qui vit mon embarras, me dit à demi-voix : « A-t-il sa gauche ici, est-elle arrivée? »

Je compris alors que l'Empereur demandait si la queue de notre corps d'armée, qui avait marché toute la nuit, était entièrement arrivée sur le champ de bataille; je lui répondis affirmativement, et il m'envoya alors porter au maréchal l'ordre de marcher rapidement en avant, afin de se trouver en ligne avec les autres corps de l'armée.

Ce mouvement ne fut pas difficile à exécuter, car nous n'avions devant nous que peu de troupes, qui se retiraient aussitôt qu'on les attaquait.

Les Prussiens ne me parurent pas, dans cette bataille, opposer à nos troupes une résistance bien vigoureuse; ils se firent tuer, mais ils se battirent mal, et la bataille ne fut pas indécise un seul instant.

Le soir, ils étaient en pleine déroute, et dans une telle confusion qu'ils ne savaient plus où ils allaient; la plus grande partie de l'armée française n'avait pas été engagée (les corps d'Augereau, de Bernadotte, les deux tiers de celui de Soult, et toute la garde impériale, n'avaient pas brûlé une amorce).

Dans la journée, nous avions été chargés (la division d'infanterie du général Saint-Hilaire) par la cavalerie saxonne, qui avait montré beaucoup de résolution, mais qui avait été repoussée par nos carrés d'infanterie; je vis un officier saxon, renversé dans une de ces charges sans avoir été blessé, arracher le fusil d'un de nos fantassins et se battre corps à corps avec un de nos grenadiers; il fut tué après avoir refusé de se rendre.

Je fus envoyé dans la nuit porter un ordre à une de nos divisions d'infanterie, mais je me perdis dans la plaine immense où nous étions, et ne pouvant plus rejoindre le maréchal, je restai dans un grand village où était bivouaquée la cavalerie légère du maréchal Bernadotte; à minuit, nous fûmes réveillés par un régiment d'infanterie prussienne qui venait s'y loger et qui, nous y trouvant établis, se retira promptement; mais il ne savait plus où aller, et, au point du jour, il fut pris tout entier.

Je ne parlerai pas des suites décisives de cette bataille, tout le monde les connaît; un mois après, le royaume de Prusse et l'armée prussienne n'existaient plus; tout était au pouvoir des Français.

Le lendemain de notre victoire, le maréchal Soult fut envoyé avec son corps d'armée sur Magdebourg, pour poursuivre quelques débris de l'armée prussienne; la désertion était très considérable dans cette armée battue, composée en

partie d'étrangers; nous lui faisions aussi tous les jours beaucoup de prisonniers. Nous étions le 17 octobre à Nordhausen, le 17 à Halberstadt, et le 21 devant Magdebourg (1); mais ayant été relevé dans cette position par le corps du maréchal Ney, le maréchal Soult alla passer l'Elbe à Tangermünde, et le 29 octobre, quinze jours après la bataille d'Iéna, nous étions à Rathenow où nous prîmes un très beau régiment de dragons saxons; ils ne se défendirent point et nous dirent que les troupes saxonnes étaient en ce moment alliées de la France, ce qui, je crois, était vrai; mais le maréchal ne le sachant pas officiellement, ils signèrent une capitulation, et on les laissa retourner chez eux avec leurs chevaux, armes et bagages.

D'après des renseignements qui parvinrent au maréchal en cet endroit, nous nous mîmes aussitôt à la poursuite du général Blücher qui se retirait avec un corps de 15 à 20,000 hommes d'infanterie et 6,000 de cavalerie : il avait cherché à entrer à Magdebourg, mais nous l'avions prévenu, et je crois qu'il ne savait plus où il allait, car partout il était joint ou devancé par les troupes françaises; il désirait gagner Stettin, mais nous ne lui en laissâmes pas le temps.

Notre cavalerie légère joignit à Wahren son arrière-garde composée de quelques escadrons de cavalerie; je me trouvais en ce moment avec le général Guyot (2) auquel j'étais venu porter des ordres, et qui commandait notre cavalerie d'avant-

(1) En arrivant devant cette place, le maréchal Soult fut en reconnaître les approches avec son état-major et un détachement d'escorte du 11e régiment de chasseurs; une pièce placée dans un ouvrage avancé fit feu sur ce groupe, et du premier coup de canon, l'officier commandant l'escorte du 11e chasseurs eut son cheval tué. Comme il se promenait de long en large auprès de son cheval, qu'il regrettait beaucoup, en se plaignant de ce malheur, un second coup, tiré de la même pièce, le tua lui-même.

Franzier (Laurent), né à Villefranche de l'Aveyron le 22 mai 1770, entré dans l'escadron des mamelucks le 15 fructidor an VIII, sous-lieutenant au 11e régiment de chasseurs le 11 messidor an XII, tué près de la forteresse de Magdebourg le 21 octobre 1806.

(2) *Guyot* (Étienne), né le 1er mai 1767 à Mantoche (Haute-Saône), † le 8 juin 1807, volontaire le 1er août 1791, aide de camp du général Bourcier, colonel du 9e hussards le 15 nivôse an IX, général de brigade le 3 nivôse an XIV, tué devant le village de Kleinenfeld (Prusse) le 8 juin 1807, après avoir fait exécuter le passage de la Passargue sous le feu de l'ennemi.

garde; il fit sommer cette arrière-garde prussienne de se rendre; ils commencèrent par s'y refuser, mais au moment où nous les chargions, ils crièrent qu'ils se rendaient, et effectivement ils jetèrent leurs armes : ils étaient environ 400 hommes, tous dragons et hussards, et beaucoup d'officiers; ces derniers rejetaient le malheur qui venait de leur arriver sur leur major, vieille bête, disaient-ils, incapable de commander.

Le général Guyot me chargea de les conduire au maréchal; je les y menai effectivement, avec une escorte de nos hussards; leurs propos, pendant que nous cheminions, me donnèrent une bien pauvre idée de ces officiers; au milieu des désastres de leur armée et de la ruine de leur pays, ils ne s'affligeaient que d'une chose : c'était la perte de leurs bagages (pris la veille), et s'ils paraissaient éprouver quelque inquiétude pour l'avenir, c'était qu'on ne leur prît les chevaux sur lesquels ils étaient montés, et auxquels ils paraissaient beaucoup tenir; je les rassurai à cet égard, et ils me parurent au même instant consolés de tout ce qui était arrivé depuis le commencement de la campagne. Le maréchal, à qui je les présentai, ordonna effectivement qu'on leur laissât ces précieux animaux.

Le corps du maréchal Bernadotte, qui poursuivait Blücher par une autre route, se joignit à celui du maréchal Soult à Wahren, et tous deux de concert attaquèrent le corps prussien qui, serré d'aussi près par des forces supérieures, se jeta dans Lubeck, où le 6 novembre nous entreprîmes de le forcer.

Le prince Murat arriva à franc étrier précisément au commencement de l'action, pour prendre le commandement de ces deux corps d'armée, et se faire honneur d'un succès auquel il n'avait contribué en rien; c'était ainsi que déjà, dans différentes occasions, le *Bulletin officiel* lui avait attribué plusieurs grands succès auxquels il n'avait pris d'autre part que la peine de crever des chevaux, pour arriver de manière à profiter des dispositions faites par les généraux en chef : cela ne trompait pas les officiers de l'armée, mais on lui fai-

sait une grande réputation en France et parmi les étrangers, et c'était ce que l'Empereur voulait, car il avait déjà le dessein d'en faire un roi.

Cette attaque de Lubeck fut chaude et sanglante : l'infanterie prussienne, appuyée d'une artillerie nombreuse et bien servie, occupait les remparts de la ville, remparts de terre et de gazon, mais d'un difficile accès et protégés par des fossés pleins d'eau; notre infanterie attaquait les portes, mais il était difficile d'y arriver : nous manœuvrions à découvert pendant que l'infanterie ennemie, à l'abri derrière des arbres et des maisons, nous ajustait comme des lapins; leur artillerie, qui tirait continuellement à mitraille, nous faisait aussi beaucoup souffrir; nous faisions peu de progrès, et ils nous coûtaient cher; j'y vis tuer le colonel de Montcabrié (1), frère de l'officier de marine qui m'avait si bien reçu au Havre; il fut atteint d'un biscaïen qui le laissa vivre encore quelques jours; il était chef d'état-major de l'artillerie du maréchal Soult.

Le combat durait depuis deux heures sans aucun résultat, et je crois que nous aurions été forcés de suspendre l'attaque et d'attendre de la grosse artillerie, si un général prussien, qui défendait la porte attaquée par le corps d'armée du maréchal Bernadotte, n'avait jugé à propos de faire retirer son artillerie; cette porte fut bientôt à nous, et les Prussiens qui défendaient celle attaquée par le corps du maréchal Soult, sachant que les Français entraient en ville d'un autre côté, se hâtèrent de se retirer, de crainte d'être coupés; nous les suivîmes, la baïonnette dans les reins, et les deux corps d'armée français, entrant presque au même moment dans la ville, se réunirent par leurs têtes de colonne dans la grande rue de Lubeck et se mirent, confondus et mêlés ensemble, à la poursuite de l'armée de Blücher, qui se retirait sur Trave.

Cette malheureuse ville de Lubeck qui venait d'être

(1) *De Peytes de Montcabrié* (Joseph-Pierre-Élisabeth), né à Toulouse le 3 juin 1771, sous-lieutenant élève à l'école militaire le 23 septembre 1787, passé au régiment d'artillerie des colonies le 1er avril 1790, colonel directeur d'artillerie à Brest 9 mars 1806, chef d'état-major de l'artillerie du 4e corps le 24 avril 1806, mort le 8 novembre 1806 des suites des blessures reçues à la prise de Lubeck le 6 du même mois.

emportée d'assaut, et dans plusieurs rues de laquelle on s'était battu avec acharnement, souffrit beaucoup du pillage, mais on parvint cependant bientôt à y rétablir l'ordre, car nos soldats à cette époque n'étaient pas indisciplinés comme ils le sont devenus depuis.

Je me rappelle pourtant que Lameth (1), aide de camp comme moi du maréchal Soult, et mon ami intime, étant entré avec moi, pour en protéger les habitants, dans une maison où nous entendions de grands cris, nous y trouvâmes plusieurs vieux grenadiers qui pillaient méthodiquement la maison et lutinaient deux jeunes femmes, jolies et élégantes, qui pleuraient et poussaient les cris que nous avions entendus; leur toilette, fort en désordre, attestait le peu de retenue de nos soldats; nous voulûmes le prendre avec eux sur le haut ton, et après les avoir traités de brigands et de pillards, nous tirâmes nos sabres pour leur en donner du plat et les mettre à la porte, comme c'était notre usage en pareille occasion; mais, cette fois, il n'en fut pas ainsi : ils tirèrent eux-mêmes leurs briquets (2) et nous ayant rencognés dans un angle de porte, ils paraissaient assez disposés à nous faire un mauvais parti, quand Lameth, qui voyait mieux que moi le danger où nous étions, leur cria : « Malheureux! voulez-vous tuer vos officiers? — Non, répondit un vieux chenapan, mais sortez d'ici et laissez-nous tranquilles; la ville est à nous; nous l'avons bien achetée. »

Nous sortîmes effectivement sans obstacles, et nous cherchions une garde pour revenir sauver du pillage et de quelque chose de pire encore ces jeunes femmes qui m'avaient paru si intéressantes; mais il n'y eut pas moyen, dans tout ce désordre, et nous restâmes dans une maison d'assez belle apparence, qui n'avait pas encore été pillée, et où nous pas-

(1) *Lameth* (Alfred-Malo-Séraphin de), né à Paris le 17 mars 1783, hussard volontaire le 5 avril 1800, nommé sous-lieutenant par le général en chef Brune le 15 mai 1800, aide de camp de Soult le 2 septembre 1803, aide de camp de Murat le 3 mars 1808, chef d'escadron au 22e régiment de chasseurs le 10 septembre 1808, décédé entre Porto et Oliveira (Portugal) le 14 avril 1809 des suites de ses blessures.

(2) Nom donné dans l'armée aux petits sabres de l'infanterie.

sâmes la nuit, pour nous reposer et la préserver de tout accident; nous eûmes le bonheur d'y parvenir.

Le lendemain matin, le général Blücher, se trouvant acculé sur le territoire danois (1) avec une armée découragée par une longue retraite et les pertes énormes qu'elle avait faites la veille, signa une capitulation d'après laquelle il défila à la tête de ses troupes, et mit bas les armes devant l'armée française commandée par le prince Murat et les maréchaux Bernadotte et Soult.

Cette armée prussienne avait encore au moins 12,000 hommes de bonne infanterie, sans compter une multitude d'isolés et de traînards, une nombreuse artillerie et très bien servie, et 6,000 hommes de très belle cavalerie, bien montés et qui s'étaient peu battus; je n'ai jamais compris pourquoi cette cavalerie, au lieu de mettre pied à terre et de nous livrer ses armes et ses chevaux, comme elle le fit très exactement, ne se jeta pas sur nos derrières pour nous faire une guerre de partisans qui nous aurait fort embarrassés; elle le pouvait facilement.

Nous prîmes aussi dans le port de Lubeck 1,200 hommes d'infanterie, tous grenadiers de la garde royale suédoise; ils étaient embarqués depuis plusieurs jours pour retourner chez eux; mais ils n'avaient pu sortir du port et furent pris sur leurs bateaux sans s'être battus; leurs armes étaient même emballées dans des caisses au moment où ils se rendirent prisonniers.

Cette affaire de Lubeck terminée, nous parcourûmes le pays en vainqueurs, mais sans désordre; nous nous dirigeâmes d'abord sur Wismar, où nous fûmes très bien reçus, et de là sur Schwerin, où le duc régnant de Mecklembourg, qui y tenait sa cour, nous reçut avec autant de prévenance et d'amabilité qu'au fond de l'âme il avait d'aversion pour nous; le maréchal Soult, ainsi que son état-major, dîna en grande

(1) Le soir de la prise de Lubeck, les troupes françaises et prussiennes échangèrent quelques coups de sabre avec les troupes légères danoises, qui défendaient l'entrée de leur territoire également contre les deux nations; nous leur fîmes même quelques prisonniers.

cérémonie à la table de Son Altesse Sérénissime; nous y fûmes servis par ses pages, ce qui ne me consola pas de faire un assez mauvais dîner; les dames d'honneur de la duchesse étaient d'ailleurs vieilles et laides, excepté une; le duc avait avec nous des manières familières et souvent triviales.

Nous restâmes cinq jours dans cette ville, qui me parut jolie et bien peuplée; nous nous y délassâmes de la campagne qui venait de finir, et que des marches forcées continuelles avaient rendue très fatigante; depuis notre départ de Passau, nous avions pris bien peu de repos, et celui qu'on nous accorda aux environs de Schwerin fit le plus grand bien à notre corps d'armée.

Nous en partîmes le 15 novembre, en nous dirigeant sur Berlin; le maréchal avec son état-major y devança les troupes, et nous y arrivâmes du 16 au 17 novembre.

Cette ville, quoique occupée par l'armée victorieuse, était gaie et très animée; elle me parut, au milieu des mêmes circonstances, beaucoup plus agréable que Vienne, et aussi offrir plus de ressources aux plaisirs des étrangers; presque toute l'armée française y passait successivement; cette armée était superbe et enivrée de ses succès, dont les Prussiens ne pouvaient revenir; les badauds de Berlin étaient confondus de voir que nos soldats étaient plus petits que les leurs; d'après la bataille d'Iéna et les grands succès qui en avaient été la suite, ils s'attendaient à voir en nous des géants; on ne peut se faire une idée de la terreur que nous leur inspirions, et j'en ai vu qui étaient pénétrés de respect même pour nos palefreniers; ils en sont bien revenus depuis.

Le corps d'armée du maréchal Soult étant arrivé à Berlin, y fut passé en revue par l'Empereur, et nous repartîmes le 24 novembre pour Francfort-sur-l'Oder en passant par Fürstenwald.

De Francfort, nous entrâmes dans la Pologne prussienne par Zielenzig et Meseritz; le spectacle qui s'offrit à nos yeux en arrivant dans ces deux villes était vraiment étonnant; tous les hommes en état de porter les armes s'étaient armés, chacun à sa manière; ils se formaient en bataillons pour nous

suivre et combattre les Russes et les Prussiens; les femmes, par leurs discours et par tout ce qu'il y a de séduisant dans leurs manières (et leur influence est bien plus grande qu'on ne le pense dans tout ce qui a rapport à l'enthousiasme militrire), secondaient ce mouvement qui était vraiment national; ces malheureux Polonais courbés depuis longtemps sous le joug de fer des Prussiens, mais qui se rappelaient qu'ils avaient été une nation grande et indépendante, sortaient, à notre arrivée, de leur abattement; ils prévoyaient que nous allions rétablir le royaume de Pologne, et se regardaient déjà comme rendus à la liberté; ils voyaient dans les soldats français des frères et des libérateurs; ils ne se doutaient pas, plus que nous, que nous leur apportions pour longtemps la ruine et la destruction, et par la suite un esclavage plus rude encore que celui qu'ils avaient déjà souffert.

Leur bonne volonté pour nous suppléa au peu de ressources que le pays offrait, surtout pour une armée aussi nombreuse et qui marchait sans relâche; aussi eûmes-nous peu de privations à endurer de Berlin à Posen, quoiqu'il ne se trouve guère de villes sur cette route.

Nous étions le 2 décembre à Posen, où l'Empereur avait établi son quartier général; nous y restâmes dix jours, pendant lesquels on nous donna continuellement des bals et des fêtes; les femmes y étaient jolies et élégantes, et très prévenues en notre faveur; tout ce peuple, grands et petits, était pénétré d'admiration pour l'Empereur et l'armée française.

Nous quittâmes Posen pour nous porter sur la Vistule, que le corps du maréchal Soult passa à Block et à Dobrzyn les 21 et 22 décembre, malgré de très grandes difficultés et le peu de ressources que nous rencontrions, car les Russes, dont nous commencions à trouver les traces, avaient coulé à fond ou brûlé tous les grands bateaux qui étaient sur la Vistule; mais dans ce temps-là, nous étions accoutumés à triompher de tous les obstacles.

Ce fut deux jours après avoir passé la Vistule et en nous avançant vers Ciechanow que nous commençâmes à trouver les chemins et les champs si boueux, d'où les hommes, ni les

chevaux, ni les canons ne pouvaient se tirer; le mauvais temps, la rareté et la mauvaise qualité des vivres, auxquels se joignit une dysenterie affreuse, affaiblirent et désorganisèrent notre armée; la sanglante et décisive affaire de Pultusk vint se réunir à tous ces maux pour faire apercevoir à l'Empereur, dont la tête était encore bonne, qu'il était temps de s'arrêter si on ne voulait tout perdre. Il établit son quartier général à Varsovie, et tous les corps de l'armée française prirent des cantonnements aux environs et en avant de cette ville; le maréchal Soult s'établit le 1er janvier 1807 à Prasznitz, petite ville qui offrait encore beaucoup de ressources ainsi que le pays qui l'environnait et qui fut occupé par les différentes divisions de son corps d'armée; les Juifs, dont Prasznitz était rempli, nous fournissaient en abondance ce dont nous avions besoin, sous tous les rapports. Ces misérables, même les plus huppés, trouvaient tous les métiers bons, pourvu qu'ils en tirassent de l'argent; et nous parvînmes, sans beaucoup de peine, à en faire d'excellents espions qui nous donnaient souvent des nouvelles assez exactes de l'armée russe.

1807

La campagne qui venait de se terminer avait été des plus glorieuses pour l'armée française; le maréchal Soult y avait soutenu la haute réputation qu'il s'était acquise depuis longtemps et que la bataille d'Austerlitz avait prodigieusement augmentée; il avait rendu de grands services à Iéna, à Lubeck et dans beaucoup d'autres rencontres. Il n'avait épargné, dans le cours de cette campagne, ni les peines ni les dangers aux officiers de son état-major, et particulièrement à ses aides de camp qu'il employait toujours de préférence dans les occasions importantes; il pensa donc que le moment de demander des récompenses pour eux était venu, et parmi celles qu'il sollicita, j'étais compris pour le grade de chef d'escadrons.

Cet avancement eût sans doute été prompt, puisqu'il n'y avait guère plus d'un an que j'avais été nommé capitaine, mais j'avais cependant l'espérance de l'obtenir, car je savais que l'Empereur, dans ses succès, répandait à pleines mains les récompenses; le maréchal me voulait beaucoup de bien, et je lui avais vraiment rendu des services; toutes les missions qu'il m'avait confiées (et souvent elles étaient très délicates et très périlleuses) avaient été remplies avec promptitude et au gré de ses désirs. Il m'avait formé à sa manière de servir, et j'entendais toujours parfaitement ce qu'il ne disait qu'à demi-mot, chose qui lui convenait beaucoup; tous les ordres dont il m'avait chargé sur les champs de bataille avaient été transmis avec sang-froid et intelligence, et très

souvent, après être resté toute la journée à cheval, je passais encore une partie de la nuit à écrire sous sa dictée les rapports du jour, ou les ordres pour le lendemain, ou enfin à copier des papiers interceptés importants, et dont il envoyait les originaux à l'Empereur.

On trouvera peut-être que je parle ici de moi d'une manière trop avantageuse; mais je répète que je n'écris que pour ma famille; je me suis d'ailleurs promis, en commençant à écrire ces Mémoires, et même antérieurement en prenant les notes qui m'aident à les composer, de dire tout ce que j'avais vu et tout ce que j'avais pensé d'un peu intéressant; je serai fidèle à cette résolution, et je raconterai avec la même vérité les choses qui pourraient me faire tort et celles qui me seraient avantageuses; on s'en apercevra facilement en lisant ces Mémoires avec attention, et l'on y verra un homme disant impartialement de lui tout le bien et tout le mal qu'il a à en dire.

J'espérais donc obtenir le grade de chef d'escadrons; je fus trompé dans mon attente; tout ce que le maréchal Soult avait demandé pour son corps d'armée lui fut accordé, mais, au contraire, aucune des demandes qu'il avait faites pour des officiers de son état-major ne réussit; nous reconnûmes là la haine et l'envie que lui portait le maréchal Berthier, alors ministre de la guerre et major général de l'armée; Soult le sentit bien aussi, mais il était trop maître de lui-même pour s'en expliquer avec nous.

Ce dégoût, joint à l'âpreté de la saison et à la tristesse du pays, fit quelque impression sur moi; mais les armées étaient en présence; un choc terrible ne pouvait manquer d'avoir lieu incessamment, et je comptais bien obtenir alors ce qu'on venait de me refuser.

Nous restâmes près d'un mois à Prasznitz; le maréchal imagina d'y donner une espèce de concert aux nobles Polonaises de la ville et des environs; ces dernières arrivaient dans leurs traîneaux par un temps très froid, mais si bien fourrées qu'elles ne paraissaient pas s'en ressentir; elles étaient accompagnées de leurs maris.

La réunion fut nombreuse, et j'y vis quelques jolies femmes assez élégantes; le voisinage de Varsovie leur avait donné sans doute ce bon goût pour leur toilette; mais ce ne fut pas sans répugnance que je remarquai que plusieurs gentilshommes polonais, en s'approchant d'autres gentilshommes, probablement encore plus nobles qu'eux, leur baisaient le bas de l'habit en fléchissant le genou, ou leur accolaient la botte; ces marques de soumission et d'une basse servitude me portaient à penser que le caractère de ce peuple était moins élevé que nous ne l'avions imaginé, et que peut-être il était fait pour l'esclavage et la soumission. J'ai revu depuis, à différentes époques, la Pologne et ses habitants; j'ai rencontré beaucoup de Polonais dans nos armées (je ne parle ici que de la classe au-dessus de la commune), et j'ai toujours remarqué en eux plus de finesse et de souplesse dans le caractère que de loyauté et de grandeur d'âme; ils sont braves soldats.

L'armée russe ayant fait un mouvement sur le maréchal Bernadotte qui se trouvait du côté de Liebstadt et de Wormditt, Napoléon résolut de se porter en avant; nous reçûmes l'ordre de partir de Prasznitz le 29 janvier pour aller à Willenberg; le prince Murat arriva à Prasznitz quelques instants avant notre départ. Il était, selon sa coutume, vêtu en héros de mélodrame; mais cependant la rigueur de la saison l'avait forcé à se couvrir de fourrures; ses brodequins jaunes étaient cachés par de larges bottes fourrées; une énorme pelisse, de la plus grande beauté, couvrait son justaucorps blanc et son pantalon rouge garni de galons d'or; quant à ses plumes, auxquelles il ne pouvait renoncer, il les avait ajustées sur un bonnet fourré polonais; dans cet équipage, il avait beaucoup de l'air du Kan des Tartares, et d'un autre côté, en lui ôtant ses fourrures, on aurait pu le prendre pour le comte Almaviva.

Il était fort gai, et, quoique depuis longtemps il fût en froid avec le maréchal Soult, il le prit avec lui sur un ton badin; je me rappelle qu'entre autres choses il lui disait : « Quel temps et quel atroce pays! Les badauds de Varsovie ne s'imaginaient-ils pas que l'Empereur voulait me donner leur

royaume? Beau présent qu'il m'aurait fait là! Je n'en aurais certes pas voulu. »

Nous nous étions si bien accoutumés à regarder comme de grands princes tous ceux qui étaient alliés de près à la famille de Napoléon, que nous ne fûmes que médiocrement révoltés de la fatuité de ce parvenu qui, après avoir été valet dans une petite province de France (le Quercy), regardait comme au-dessous de lui d'être roi de Pologne.

Nous nous mîmes en marche le 29 janvier; le corps du maréchal Soult, presque entièrement composé d'infanterie, était destiné à faire l'avant-garde de l'armée avec le corps de cavalerie commandé par Murat; nous jugeâmes que cette campagne serait rude pour nous, car il était aisé de prévoir que Murat, qui commandait les deux corps réunis, se servirait de l'infanterie pour garder de toute surprise sa cavalerie et la faire reposer pendant la nuit; c'est ce qui ne manqua pas d'arriver, et, pendant les dix jours que dura cette terrible campagne, notre infanterie était sous les armes avant le jour et n'était pas établie dans ses bivouacs avant dix heures du soir.

Nous restâmes deux jours à Willenberg afin de connaître, soit par les rapports des espions, soit par ceux de notre cavalerie légère, dans quelle direction se trouvait l'armée russe; mais le colonel Alexandre de Girardin (1), qui venait d'obtenir le commandement du 8e régiment de dragons, ayant perdu une grande partie de ce corps dans une reconnaissance sur la ville de Passenheim, on résolut de marcher sur ce point, et le 1er février nous entrâmes dans cette ville après avoir échangé quelques coups de canon et quelques coups de sabre avec une division de cavalerie russe que nous y trouvâmes, et qui nous céda la place.

(1) Le même qu'on a vu depuis lieutenant général et premier veneur.

Girardin (Alexandre, comte de), né à Paris en 1776, mort à Paris en 1855, fit avec distinction les campagnes de l'Empire, reçut à Austerlitz la croix d'officier de la Légion d'honneur sur le champ de bataille, colonel au 8e dragons en 1806, général de brigade en 1811, général de division pendant la campagne de France le 10 février 1814, fut nommé par Louis XVIII premier veneur, titre qu'il conserva jusqu'en 1830.

Le 2, nous fûmes à Allenstein; il fallut encore combattre avec la cavalerie russe pour y entrer; il était nuit noire quand nous en prîmes possession, et le maréchal m'ayant donné l'ordre de traverser la ville avec le 24e régiment d'infanterie légère, et d'établir ce corps en avant-poste sur la route de Braunswalde, nous nous engageâmes dans la ville avec précaution, car nous n'étions pas sûrs que l'ennemi l'eût entièrement évacuée; à peine en étions-nous dehors que nous fûmes accueillis par une fusillade assez vive, mais qui, dans l'obscurité, ne nous fit aucun autre mal que d'occasionner au 24e régiment d'infanterie légère une terreur panique, comme depuis je n'en ai heureusement jamais vu; les soldats jetaient leurs armes et fuyaient précipitamment vers la ville en criant qu'ils étaient perdus; d'autres tiraient en l'air ou à côté d'eux sans rien distinguer, car la nuit était si noire qu'on ne voyait pas à deux pas de soi; si vingt-cinq cavaliers nous avaient chargés en ce moment, nous étions perdus; mais l'arrière-garde russe qui avait tiré sur nous en nous entendant déboucher de la ville, s'était, de son côté, retirée précipitamment, et un grand nombre de fusils russes que nous trouvâmes le lendemain matin abandonnés sur ce terrain me prouvèrent que l'ennemi avait eu au moins autant de peur que nos gens.

Le 3, nous étions à Braunswalde, le 4 à Liligenthal, le 5 à Freymarkt; il fallait tous les soirs se battre pour entrer dans ces villes, et même d'une manière assez sérieuse, car nous commençions à joindre l'infanterie russe, qui était en pleine marche pour se retirer, par Eylau, sur Kœnigsberg; notre infanterie s'établissait très tard dans ses bivouacs; elle avait de la peine à se procurer du bois pour faire du feu, et de la paille pour se coucher; le reste de la nuit se passait à faire cuire quelques pommes de terre à moitié gelées sur des charbons, ou dans l'eau bouillante si l'on pouvait se procurer un pot; car nos soldats, pour la plupart, n'avaient plus leurs marmites; les pommes de terre étaient presque la seule nourriture qu'ils pussent trouver dans ce pays dévasté, et ces malheureux reprenaient leurs armes avant le point du jour sans avoir dormi une minute dans la nuit; les terribles effets

de cette pénurie de vivres commencèrent à se faire sentir vivement; les maladies, et particulièrement la dysenterie, se mirent dans l'armée, et un grand nombre de soldats n'ayant plus la force de nous suivre restèrent en arrière et périrent misérablement.

La même force morale existait cependant encore quand nous rencontrions l'ennemi; ces soldats, exténués de faim et de fatigue, perclus de froid, retrouvaient leur vigueur quand il s'agissait de combattre, et s'élançaient sur l'ennemi avec l'impétuosité des lions; au premier coup de canon tiré à l'avant-garde, on voyait ces hommes restés en arrière, et qui paraissaient avoir à peine la force de se traîner, accélérer leur marche et se précipiter sur les baïonnettes russes : était-ce le dégoût d'une vie aussi misérable, ou le désir de se venger sur l'ennemi des maux que nous endurions, qui leur donnait cette force? Non, c'était uniquement l'honneur, ce premier mobile des Français, qui, dans cette noble et grande nation, agit également sur l'esprit du paysan et du gentilhomme, et qui a toujours fait et fera toujours des soldats français les plus braves soldats du monde.

Le 6, nous marchâmes sur Landsberg; mais avant d'arriver à Hoff (ou Hofel), petit village à une lieue de cette ville, nous rencontrâmes une forte division de cavalerie russe soutenue par quelque infanterie et de l'artillerie; un combat de cavalerie s'engagea : la nôtre eut d'abord le dessous, et rejetée sur un marais, elle y perdit une assez grande quantité de chevaux; mais nos cuirassiers et notre infanterie étant arrivés, nous reprîmes l'avantage, et nous entrâmes dans le village de Hoff, d'où nous aperçûmes l'armée russe rangée en bataille près de Landsberg; les cuirassiers, en débouchant de Hoff, chargèrent quelques bataillons d'infanterie russe qui furent enlevés dans un clin d'œil; c'est, en petit, une des belles charges de cavalerie que j'aie jamais vues; je crois qu'elle fut faite par le 5e régiment de cuirassiers.

Une ligne d'infanterie russe s'avançait pour soutenir celle qui venait d'être enlevée, elle arriva trop tard; d'ailleurs, c'était de la cavalerie qu'il fallait opposer à nos cuirassiers;

mais elle s'engagea très vivement, et franchement, avec notre infanterie; ce combat fut chaud et dura jusqu'à la nuit; enfin le feu ayant cessé, le maréchal Soult établit son infanterie en avant du village pour couvrir la cavalerie de Murat, qui, s'étant battue toute la journée, avait besoin de se reposer et de faire manger ses chevaux; le maréchal m'envoya en même temps, près de l'Empereur, lui rendre compte de ce qui s'était passé, de notre position et de celle de l'ennemi.

Je trouvai l'Empereur à un quart de lieue en arrière du village de Hoff : il était pied à terre auprès d'un grand feu, seul et se promenant de long en large, les mains derrière le dos; le maréchal Berthier était à quelques pas de lui, et m'appela aussitôt qu'il me vit; nous commençions à peine à causer des événements de la journée quand l'Empereur lui cria : « Berthier, qui est là avec vous? — Sire, c'est un aide de camp du maréchal Soult. — Envoyez-le-moi.

Je m'approchai, et l'Empereur en parlant fort vite et en me donnant quelques détails de position me dit d'aller porter l'ordre au maréchal Soult de s'établir assez en avant du village pour que la cavalerie du prince Murat pût y bivouaquer tranquillement et faire reposer ses chevaux; je lui répondis que cet ordre était déjà exécuté, et je lui détaillai la position des troupes du maréchal et de celles de Murat. L'Empereur parut satisfait, et en souriant il me donna quelques petits coups sur la joue en me disant amicalement : « Tu vois bien que le maréchal Soult et moi nous nous entendons à merveille; va lui dire que je suis content. »

Ces manières familières de l'Empereur n'étaient pas rares; j'en eus moi-même encore d'autres exemples par la suite, et plusieurs officiers m'ont dit que la même chose leur était arrivée.

L'armée russe décampa pendant la nuit, et le 7, au point du jour, nous traversâmes Landsberg et nous marchâmes sur Preuss-Eylau, route que l'ennemi avait aussi suivie.

A une lieue d'Eylau, nous trouvâmes une partie de l'armée russe en bataille, et un terrible combat d'infanterie et d'artillerie s'engagea aussitôt; la cavalerie y prit peu de part. Un

de nos régiments, le 18e d'infanterie de ligne, s'étant trop hardiment engagé, fut sabré par la cavalerie russe et perdit une aigle; mais nos lignes d'infanterie et de cavalerie continuèrent, malgré cet échec, à s'avancer en bon ordre; nous poussâmes l'ennemi jusque sous les murs de la ville d'Eylau, dont nous nous emparâmes après un combat de nuit des plus acharnés; chaque rue de cette malheureuse ville devint un champ de bataille; elles étaient encombrées de morts et de mourants sur lesquels on faisait rouler les pièces de canon et les caissons; le cimetière fut pris et repris plusieurs fois à la baïonnette; le carnage fut affreux, mais ce n'était qu'un prélude à celui du lendemain.

A cette attaque de la ville d'Eylau, un poste russe s'était barricadé dans un moulin dont nous ne pûmes parvenir à le déloger; on prit alors le parti d'y mettre le feu, et, n'en pouvant plus sortir, ils y furent tous brûlés : ces malheureux poussaient des cris affreux.

Le quartier général de l'Empereur fut établi cette même nuit dans Eylau, ainsi que celui de Murat et de tous les maréchaux dont les corps d'armée bivouaquaient autour de cette ville; l'encombrement y était extrême; on ne pouvait circuler dans les rues, qui déjà étaient remplies de cadavres : si l'ennemi nous avait attaqués dans la nuit, il nous aurait fait éprouver de grandes pertes.

Le 8, au point du jour, les Russes canonnèrent la ville et y jetèrent des obus; elle fut promptement évacuée, mais non sans désordre, et chacun courut à son poste, car nous voyions bien que la journée serait chaude.

Le maréchal Soult qui, en partant de Prasznitz, dix jours auparavant, comptait 25,000 hommes d'infanterie, dans son corps d'armée, en avait alors à peine la moitié : le reste avait péri dans les sanglants combats livrés depuis trois jours, ou etait resté mourant sur les routes; l'Empereur lui prit la division du général Saint-Hilaire et la moitié de celle du général Leval, pour en disposer à sa fantaisie pendant cette journée, et l'envoya avec 3,000 hommes d'infanterie, de l'artillerie et quelques brigades de cavalerie légère, prendre position à

l'extrême gauche de l'armée; cette partie était la moins menacée, mais elle avait besoin d'être surveillée.

Ce fut de cette position (qu'on nomme la position du moulin à vent) que je vis presque sans danger cette fameuse bataille; elle fut sanglante et opiniâtre; tour à tour battus et battant, les Russes et les Français purent s'en attribuer le succès; ils nous prirent des aigles, et nous leur prîmes des canons et quelques drapeaux; les trophées en furent donc partagés. Le nombre des tués et des blessés fut immense de part et d'autre, et le champ de bataille, qui était couvert de neige, était le lendemain entièrement rouge de sang, dans les parties où le combat avait été le plus vif.

Les Russes s'efforcèrent toute la journée de s'emparer de la ville, mais ils ne purent jamais y réussir, et dans la nuit, ils se retirèrent sur Kœnigsberg.

Nous ignorions encore le 9 avant le point du jour si la boucherie de la veille allait recommencer; le maréchal Soult était à cheval à cinq heures du matin et visitait ses postes avancés pour tâcher d'avoir des nouvelles de l'ennemi; aussitôt qu'on put distinguer les objets, il s'aperçut que l'armée russe s'était retirée; il ne restait plus sur le terrain où elle s'était battue la veille que quelques escadrons de Cosaques qui épiaient nos mouvements et étaient sans doute destinés à couvrir la retraite de leur armée.

Cette retraite des Russes nous fit grand plaisir; il aurait fallu être tout à fait féroce pour ne pas désirer la fin des scènes sanglantes dont nous étions, ou acteurs, ou spectateurs depuis quelques jours; les deux dernières surtout avaient fait une grande impression, et le moral de l'armée française était bien loin d'être alors ce qu'il était dans les campagnes précédentes.

Le maréchal m'envoya aussitôt porter à l'Empereur la nouvelle que l'ennemi s'était retiré; je fis grande diligence, et je trouvai l'Empereur dans une espèce de petite ferme à une demi-lieue en arrière d'Eylau, sur la route que nous avions parcourue l'avant-veille; sa garde tout entière était bivouaquée autour de cette masure; on n'était point encore entré dans la

chambre où il avait passé la nuit, et l'on me dit que Sa Majesté dormait; j'en doutai beaucoup, car sa position était assez inquiétante pour l'empêcher de reposer.

J'entrai dans une misérable cuisine où se trouvaient les valets de l'Empereur (je veux dire ceux de l'antichambre, car les chambellans, etc., étaient plus noblement établis au bivouac); on y faisait chauffer un bouillon pour Sa Majesté; je priai un valet de chambre d'annoncer qu'un aide de camp du maréchal Soult demandait à parler à l'Empereur, et comme il faisait quelque difficulté, j'ajoutai que c'était pour affaire pressante.

Il entra chez l'Empereur, je restai près de la porte; elle était entr'ouverte, et lorsqu'il eut exposé sa commission, j'entendis Napoléon lui commander vivement de me faire entrer.

Je fus aussitôt introduit dans une sale stube; deux ou trois aides de camp, parmi lesquels je crois me rappeler avoir vu Caulaincourt et Lauriston, étaient couchés dans un coin, sur un matelas; Napoléon, tout habillé et botté, était aussi couché sur un matelas, au coin du poêle : je lui trouvai l'air fatigué, inquiet et abattu. « Qu'y a-t-il de nouveau »? me demanda-t-il vivement à mon entrée dans la chambre. Je lui répondis en peu de mots que le maréchal Soult m'envoyait lui rendre compte de la retraite de l'ennemi et lui demander ses ordres.

Il me fut facile de juger alors par l'épanouissement de sa physionomie du plaisir que lui faisait cette nouvelle; la grande attention que lui et ses aides de camp avaient prêtée à mon rapport me prouvait que dans cette chambre, comme dans nos bivouacs, on n'avait pas été tranquille sur les suites de la bataille d'Eylau, et qu'on y attendait avec impatience des renseignements sur les mouvements de l'ennemi; le visage de l'Empereur devint radieux; il m'ordonna de retourner auprès du maréchal Soult, et de lui recommander de ne faire aucun mouvement qu'il n'en reçût l'ordre : « Dites-lui, ajouta-t-il, que je vais mettre le prince Murat avec toute sa cavalerie aux trousses des Russes. »

Je retournai promptement joindre le maréchal; aussitôt

qu'il fut instruit que l'Empereur allait venir, il fit prendre les armes à son corps d'armée, c'est-à-dire à ce qui en restait; c'était une pitié de voir tous ces régiments qui, dix jours auparavant, étaient si forts et si beaux, réunir ce jour-là les débris de leurs trois bataillons pour en former un demi-bataillon au centre duquel on plaçait l'aigle; la division d'infanterie du général Saint-Hilaire, qui, la veille de la bataille, était encore forte de 7,000 hommes, n'en comptait pas 2,000 le lendemain; les officiers et les soldats avaient l'air triste et mécontent; ils regrettaient ces anciens camarades avec qui, depuis dix ans, ils étaient accoutumés à vaincre, et qui avaient vu terminer cette carrière de gloire par le fer des Cosaques et des Tartares sur les bords du Prégel, ou par la faim et le froid dans les neiges de la Pologne; leur politique, moins profonde que celle de Napoléon, ne pouvait pas leur persuader que cette campagne était nécessaire au bonheur de la France.

Un régiment, dont l'aigle avait été ébranlée de dessus sa pique triomphale par les balles et la mitraille, l'avait attachée et raffermie avec des crêpes noirs; ce régiment avait aussi perdu son colonel, et par ces signes de deuil il voulait sans doute honorer sa mémoire; je crois que c'était le 43e régiment d'infanterie de ligne; son colonel, tué la veille, s'appelait Lemarois, et était frère du général Lemarois aide de camp de l'Empereur (1).

L'Empereur arriva, suivi de son état-major et des curieux de cour qui, ayant appris que l'ennemi s'était retiré, montraient beaucoup d'empressement à visiter le champ de bataille; il le parcourut en détail, mais ces crêpes noirs ayant frappé sa vue, il en témoigna quelque ressentiment. « Je ne veux pas, s'écria-t-il, voir jamais mes drapeaux en deuil; nous avons perdu bon nombre de nos amis et de nos braves compagnons; mais ils sont morts au champ d'honneur, leur

(1) *Lemarois* (Yves), né le 10 mai 1772 à Briquebec (Manche), † 8 février 1807, volontaire le 25 août 1892 au 3e bataillon de la Manche, capitaine à l'armée du Rhin le 4 septembre 1792, adjudant général chef de brigade le 2 nivôse an VIII, colonel le 6 nivôse an XIV, tué à la bataille d'Eylau le 8 février 1807.

sort est à envier. Occupons-nous donc de les venger, et non pas de les pleurer, car les larmes ne conviennent qu'aux femmes. »

Il ajouta encore quelques autres fanfaronnades qui ne firent pas grand effet, mais on s'empressa d'ôter les crêpes noirs qui avaient offusqué sa vue.

« Quand il passait devant les troupes, au milieu des cris de : « Vive l'Empereur! » j'entendis beaucoup de soldats crier : « Vive la paix! » d'autres : « Vive la paix et la France! » d'autres enfin criaient : « Du pain et la paix! »

C'était la première fois que je voyais le moral de l'armée française un peu ébranlé; mais elle avait tant souffert pour arriver à la boucherie d'Eylau que cela ne pouvait pas être autrement : au reste, j'ai su depuis que les Russes et les Prussiens n'étaient pas en meilleur état, ni plus fiers que nous.

Ce fut dans cette même visite du champ de bataille d'Eylau que l'Empereur ayant aperçu un jeune hussard russe étendu sur la neige, avec la jambe fracassée d'un boulet, il le fit interroger par un interprète qui nous traduisit ainsi les paroles de ce hussard : « Dites à l'Empereur qu'il me fasse guérir, et je le servirai comme j'ai servi Alexandre. »

Napoléon ordonna à un de ses chirurgiens d'en prendre soin; je ne sais ce qu'il est devenu depuis, mais ce trait a fourni le sujet de plusieurs tableaux, et j'ai vu peu de temps après M. Lejeune (1), bon peintre de batailles et aide de camp de Berthier, travailler à un tableau sur ce fait, à Finkenstein.

Ce champ de bataille était horrible à parcourir; je n'ai jamais vu tant de morts réunis sur un aussi petit espace de terrain; des divisions entières, russes et françaises, avaient été hachées sur la place où elles avaient combattu, et pendant plus d'un quart de lieue, on ne voyait que des monceaux de

(1) *Lejeune* (Louis-François), né à Strasbourg le 3 février 1775, † 26 février 1848, soldat dans la compagnie des Arts du 9e bataillon de Paris le 11 septembre 1792, sous-lieutenant du génie le 14 mars 1800, colonel le 10 mars 1809, général de brigade le 23 septembre 1812, admis au cadre de réserve le 15 août 1839.

cadavres. Il y avait eu aussi une énorme quantité de chevaux tués, ce qui ajoutait encore à l'aspect sanglant de ce tableau.

Tous les villages voisins du champ de bataille étaient remplis de blessés russes et français; les nôtres furent assez bien soignés, mais la plupart des Russes moururent de misère et d'abandon; l'église d'Eylau en était comblée.

Toutes les troupes furent cantonnées aux environs d'Eylau; et en même temps qu'on s'occupait de donner des vivres à l'armée et de la réorganiser, l'Empereur assemblait un conseil de guerre, composé de ses maréchaux et généraux en chef, pour prendre leur avis sur ce qu'il y avait à faire en cette circonstance.

Dans cette assemblée, Murat et le maréchal Ney voulaient qu'on marchât sur Kœnigsberg; le maréchal Soult soutint qu'il fallait se retirer derrière la Passarge (petite rivière assez difficile à passer, à une quinzaine de lieues en arrière d'Eylau), en fortifier les points de passage, et attendre dans cette position que le soldat fût remis des fatigues qu'il venait d'éprouver, et que les renforts qui, de nos dépôts de France, étaient en route pour venir nous rejoindre, fussent arrivés; la discussion fut vive, et l'avis du maréchal Soult prévalut; le maréchal Ney en fut très piqué, et, dès ce moment, ils furent tout à fait brouillés.

On songea donc à la retraite; une circonstance qui se présenta sur ces entrefaites en prouva encore mieux la nécessité; la division de dragons commandée par le général Milhaud (1) fut mise dans une déroute complète par un petit nombre de Cosaques, et cette action démontra mieux que tous les discours l'abattement de notre armée.

On commença à évacuer les blessés, autant qu'il fut pos-

(1) *Milhaud* (Édouard-Jean-Baptiste, comte), né à Arpajon (Cantal) le 18 novembre 1766, † le 8 janvier 1833, élève du génie maritime en 1788, commandant de la garde nationale d'Aurillac, membre de la Convention en 1792, membre du comité militaire de la Convention, chef de brigade du 5e dragons le 5 nivôse an IV, général de brigade le 15 nivôse an VIII, général de division, reprend du service en 1815 et se couvre de gloire à Waterloo, proscrit comme régicide par la loi du 12 janvier 1816 et rayé de la Légion d'honneur le 2 mars de la même année, il fut réintégré dans l'Ordre le 29 décembre 1817, placé dans le cadre de réserve le 7 février 1831.

sible, et le 17, l'armée se réunit à Landsberg (six lieues en arrière d'Eylau); je vis dans cette ville le maréchal Berthier parcourir lui-même les maisons avec des officiers de son état-major et des soldats; elles étaient pleines de nos blessés, et il faisait enlever dans des fourgons ceux qui étaient dans le cas de supporter quelques jours de route; je crois que, malgré toutes ces précautions, il en resta bien encore environ un millier.

Le 18, le maréchal Soult était à Frauendorf, d'où il porta le lendemain son quartier général à Liebstadt, petite ville à une lieue en arrière de la Passarge; le maréchal Ney s'établit en même temps à Gattstadt (quatre lieues sur la droite de Liebstadt); l'Empereur porta le quartier général de l'armée à Osterode, et ensuite à Finkenstein.

Nous nous établîmes donc à Liebstadt, où nous trouvâmes à nous loger passablement; d'ailleurs, nous n'étions pas difficiles; il y avait peu de ressources en vivres; l'infanterie était cantonnée dans les villages sur les bords de la Passarge, et disposée de manière à se réunir promptement pour repousser l'ennemi s'il se présentait.

Nous avions tous grand besoin de repos; la dysenterie faisait des ravages dans l'armée; les officiers et les soldats étaient ennuyés et mécontents; personne, dans ce moment-là, ne se souciait plus de se battre; le temps était très froid, les vivres étaient rares; on ne trouvait pas de vin, et la bière, dans l'état où nous étions, ne nous convenait pas; on ne croyait pas pouvoir tenir longtemps dans cette position, et l'opinion générale était que nous allions nous retirer derrière la Vistule.

J'étais logé à Liebstadt chez un boulanger, dans une petite chambre assez sale, comme on peut penser, et où j'étais couché à l'allemande, c'est-à-dire entre deux lits de plume; quand je n'y pouvais pas dormir, j'allais dans mon écurie me jeter sur la litière de mes chevaux et j'y dormais mieux; mes domestiques étaient passablement nourris chez mon boulanger; je mangeais à la table du maréchal, qui était fort bonne, vu les circonstances, quoiqu'on n'y bût que de la bière, et

les grandes souffrances que nous venions d'endurer avaient du moins produit ce bon effet, que nous nous trouvâmes bien dans cette triste position.

On parvint à faire vivre l'armée; nous envoyions à Elbing des convois de chevaux chercher du grain et des farines; les fourgons ne pouvaient y aller à cause des mauvais chemins.

Les chevaux étaient plus malheureux que les hommes; après avoir épuisé le peu de ressources qu'il y avait en fourrages dans ce pays ruiné, on fut forcé de leur donner, pour toute nourriture, la paille des toits, et cette triste et dernière ressource étant aussi épuisée, la plupart moururent de faim et de misère; je ne parle ici que des chevaux du train d'artillerie et des équipages militaires, qu'on était forcé de garder sur la ligne pour le service de notre corps d'armée, car les chevaux des grands corps de cavalerie de l'armée et ceux de l'artillerie étaient aux environs d'Elbing et dans l'île de la Nogat, où ils ne manquaient de rien.

Pour comble de malheur, cette petite ville de Liebstadt, où nous avions formé quelques établissements et des magasins de vivres, fut détruite en deux heures de temps par un violent incendie; j'eus quelque peine à en sauver mes chevaux, et j'y perdis tous mes effets.

Le maréchal Soult avait renouvelé à Eylau la demande du grade de chef d'escadrons pour moi; je me croyais sûr de l'obtenir, car cette dernière campagne m'y avait donné de véritables droits; mais l'antipathie de Berthier pour tout ce qui tenait au maréchal Soult fut plus forte qu'eux, et je me vis encore une fois trompé dans mon attente; j'en pris mon parti plus facilement; les grandes souffrances et les dangers journaliers auxquels nous venions d'être exposés avaient éteint mon ambition, et je ne désirais plus que de pouvoir me retirer chez moi et y vivre tranquille dans ma famille; tout endroit me paraissait agréable à habiter, pourvu qu'il fût loin de la Pologne.

Après l'incendie de Liebstadt, qui n'épargna qu'une ou deux maisons, le maréchal s'établit à Rosenau, petit château à un quart de lieue de cette ville; je fus logé avec Lameth,

un de mes camarades et mon intime ami, dans une chaumière en face du château de Rosenau; je fus encore forcé de regretter la chambre de mon boulanger de Liebstadt.

Le printemps arriva, et nous eûmes la ressource de mettre nos chevaux au vert; cela les sauva. Les paysans de ces malheureuses provinces auraient eu grand besoin d'un pareil secours; l'armée française s'était emparée de tous les vivres, et les habitants des villages sur la ligne de nos postes mouraient de faim et de misère; dans quelques reconnaissances que je fis avec la cavalerie légère, je cherchai des paysans pour tâcher d'avoir par eux des renseignements sur l'ennemi; mais leurs maisons étaient désertes, ou je n'y trouvai que quelques malheureux vieillards étendus sur des grabats; ils luttaient encore contre la mort, et, sans avoir la force de se lever, d'une voix défaillante, ils demandaient du pain; je fus témoin de cet affreux spectacle notamment dans le village de Schwenkitter, situé sur la Passarge, vis-à-vis d'Elditten, mais il ne faisait sur nous qu'une impression de peu de durée; nos cœurs étaient endurcis par toutes les horreurs dont nous avions été témoins dans la dernière campagne, et par nos propres souffrances.

Quelques jours avant l'incendie de Liebstadt, le général Blücher y arriva pour être échangé à nos avant-postes contre le général Victor (duc de Bellune), qui, peu de temps auparavant, avait été pris par les Prussiens; le maréchal Soult me chargea de cet échange, et me donna des instructions en conséquence desquelles j'allai parlementer avec les Cosaques et les Prussiens, dont les avant-postes étaient devant nous; j'eus soin de m'habiller élégamment et de prendre celui de mes chevaux qui était dans le meilleur état; j'emportai aussi du pain blanc et une fiole de bonne eau-de-vie de France, et je pris avec moi un gros trompette, bien monté, car il fallait persuader à l'ennemi, autant que possible, que nous étions dans l'abondance.

Je parlementai en sortant d'Elditten, petit village que nous occupions sur la Passarge, et en face duquel étaient les avant-postes ennemis; j'avais eu soin de recommander à mon trom-

pette, qui marchait quelques pas en avant de moi, de sonner souvent, car je me méfiais de la barbarie des Cosaques; heureusement, c'était un lancier prussien qui se trouvait en vedette; il nous comprit, et après nous avoir fait signe de faire face en arrière, il courut au grand galop prévenir le poste; un moment après, j'entendis les cris des Cosaques, et, jugeant qu'ils s'approchaient de moi, je me retournai, et sans mettre le sabre à la main, je leur fis signe d'arrêter; ils me chargeaient en hurlant, et en me menaçant de leur longue lance; en me voyant cependant aussi tranquille et sans défense, ils s'arrêtèrent; je tâchai de me faire comprendre d'eux, mais inutilement, et je ne sais ce qui serait arrivé, si enfin un officier prussien n'était accouru; il savait un peu de français, moi un peu d'allemand, et nous nous comprîmes assez bien; je lui fis part de ma mission; il me répondit qu'ils en étaient prévenus, que le général Victor était à Wormditt, petite ville à quatre ou cinq lieues de là, et qu'il allait l'envoyer chercher; effectivement, il fit aussitôt partir une ordonnance, et en attendant l'arrivée du général Victor, nous entrâmes tous deux dans le château de Schwendt, situé entre les avant-postes des deux armées, et où nous déjeunâmes de nos provisions; les miennes lui donnèrent une grande idée de nos moyens, car il n'avait que du pain noir et du schnick; un de ses lanciers nous donna un morceau de viande froide (que nous fîmes griller), en nous assurant que c'était de la vache; mais je suis toujours resté persuadé qu'il se vantait, et que c'était du cheval; mon trompette fut aussi bien régalé; nous étions en fort bonne intelligence, et nous évitâmes mutuellement de parler de ce qui aurait pu la rompre.

Après avoir attendu quelques heures, il s'impatienta de ne pas recevoir de réponse de Wormditt, et me proposa d'aller avec lui au-devant de son ordonnance; je ne demandais pas mieux, car il entrait dans mes instructions de pénétrer le plus avant possible dans le pays pour juger des forces que l'ennemi pouvait avoir dans cette partie; tel a toujours été le métier des parlementaires, et l'on pourrait presque dire d'eux ce qu'on dit des ambassadeurs, que ce sont des espions à l'abri

dès lois; mais ils ne sont pas à l'abri des coups de fusil, et il y en a souvent de tués avant de parvenir à se faire recevoir.

Je feignis cependant d'abord d'être inquiet à cette proposition et de m'en éloigner, en lui disant que je craignais que les Cosaques ne me retinssent prisonnier, ou qu'ils me traitassent encore plus mal; mais il insista vivement, en me donnant sa parole d'honneur qu'étant avec lui, je ne courais aucun risque. Je me rendis alors à ses instances, et nous nous mîmes aussitôt en route; mais cela nous servit de peu, car en arrivant au château de Dietrichsdorf (à une demi-lieue de Schwendt), où je ne vis qu'un fort poste de Cosaques, nous rencontrâmes son ordonnance qui nous apprit que les Russes n'avaient pas voulu consentir à l'échange du général Victor, et qu'il était en conséquence resté à Wormditt, toujours gardé par les Prussiens.

L'officier prussien me proposa aussitôt de faire cet échange le lendemain entre Lomitten et Wormditt, point sur lequel les Prussiens étant plus nombreux que les Cosaques, il n'y aurait pas de difficultés à craindre; j'y consentis d'autant plus volontiers que cela me donnait encore la facilité de voir leurs avant-postes dans une autre direction; nous nous séparâmes fort bons amis; je ne l'ai plus revu depuis, et j'ignore même son nom; je crois qu'il peut en dire autant de moi.

Le lendemain, au point du jour, je me rendis aux avant-postes ennemis établis vis-à-vis de Lomitten, petit hameau que nous occupions sur la Passarge; j'y fus reçu à peu près comme la veille; j'y vis quelque cavalerie prussienne, des Cosaques, des baschkirs et des kalmouks; ces derniers me parurent affreux, et d'une saleté révoltante.

L'officier prussien qui commandait ce poste était du régiment des hussards noirs, que nous appelions hussards de la mort, parce qu'ils portaient une tête de mort sur leurs schakos; c'était un grand et bel homme, mais il avait perdu un œil par suite, je crois, d'un coup de sabre; il s'appelait Arnhim, ou Arnim, autant que je puis me le rappeler. Il me fit quelques difficultés sur l'échange des deux généraux, et finit par me proposer de venir avec lui à Wormditt, en me prévenant que

j'aurais les yeux bandés pendant tout le chemin; non pas, dit-il, qu'il se méfiât de moi, mais à cause des Cosaques que nous trouverions sur notre route.

J'y consentis, et nous partîmes aussitôt; j'avais les yeux si bien couverts que je n'y voyais pas du tout; un officier menait mon cheval par la bride, et je trottais à côté de lui, les bras pendants; cette position était fort incommode, mon cheval avait le trot dur, et j'étais moulu en arrivant à Wormditt, quoique nous n'eussions pas fait plus de deux ou trois lieues; je mis pied à terre sur la grande place, et on me débanda les yeux à la porte de la maison où était le général Victor, auquel je rendis compte de ma mission, et après qu'il en eut conféré avec les généraux prussiens, nous nous remîmes en route pour Lomitten; il me fit cependant donner à déjeuner auparavant; j'en avais bon besoin.

J'avais les yeux bandés moins sévèrement au retour; quant au général, il était dans sa calèche, dont le vasistas était bien fermé.

En arrivant devant Lomitten je courus aux avant-postes français pour les prévenir de l'arrivée du général Victor; on avertit aussitôt le général Blücher, qui arriva bientôt après, et l'échange se fit promptement et sans nulle difficulté; je revins avec mon prisonnier délivré coucher à Liebstadt.

J'ai dit comment nous étions établis à Rosenau; excepté le maréchal, tout le monde était fort mal; et pour nous désennuyer, nous menions la vie des soldats au camp, et nous faisions brûler de l'eau-de-vie tous les soirs avant de nous mettre sur la paille, en parlant de nos vieilles guerres; mais nos provisions en eau-de-vie furent bientôt épuisées, et il ne nous en restait plus qu'un petit baril que nous avions résolu de garder pour remplir nos gourdes au moment de la reprise des hostilités, quand des courriers et le bruit du canon de réjouissance nous apprirent que Dantzig venait de capituler; aussitôt nous en exploitâmes en idée tous les magasins de liquides; Dantzig était, à nos yeux, un fleuve d'eau-de-vie qui ne pouvait être tari, et nous résolûmes de vider le petit tonneau que nous avions mis en réserve.

J'étais de service ce jour-là auprès du maréchal, et ne pouvant quitter le salon, c'est là que je fis brûler notre schnick dans un grand chaudron au-dessus duquel, au moyen de pincettes, nous avions ajouté un gros pain de sucre; ce spectacle produisit une grande gaieté, et jusque-là tout allait bien, mais quand nous eûmes goûté cette précieuse liqueur,

Le vin au plus muet fournissant des paroles,

Nous eûmes bientôt étourdi le maréchal qui travaillait dans un cabinet attenant au salon, et il nous ordonna, fort sèchement, d'aller nous désaltérer (ou nous altérer) plus loin; l'eau-de-vie agissait déjà, j'oubliai que j'étais de service, et Lameth et moi, en emportant le chaudron d'eau-de-vie dans notre chaumière, nous y entraînâmes tous nos camarades; la ration était forte, la gaieté devint bruyante, et à minuit on pouvait, aux avant-postes, nous entendre rire et chanter.

Le maréchal s'était couché, il ne riait pas tous les jours, et ne chantait jamais; notre gaieté l'ennuya, car elle l'empêchait de dormir; il appela l'aide de camp de service pour l'envoyer, disait-il lui-même en riant quelques jours après, faire taire ces ivrognes; l'aide de camp de service ne répondit pas; il était loin de là et bien autrement occupé; le maréchal s'impatienta, se leva et monta chez son frère (1), qui était alors son premier aide de camp et couchait au-dessus de lui; mais il ne le trouva pas davantage, car il était avec nous et, comme nous, chantait le *Comte Orry* et la *Mère Gaudichon*.

Le maréchal, d'assez mauvaise humeur, monta encore plus haut, c'est-à-dire au grenier, où couchaient ordinairement Petiet (2) et Ricard, deux autres aides de camp; mais encore

(1) *Soult* (Pierre-Benoît, baron), né à Saint-Amand (Tarn) le 20 juillet 1770, entra au service dans Toulouse-infanterie (33e) le 28 septembre 1788, sous-lieutenant dans la 66e demi-brigade le 2 floréal an IV, passe au 6e régiment de chasseurs à cheval le 12 nivôse an V, chef de brigade du 25e régiment de chasseurs le 9 nivôse an XI, général de brigade le 11 juillet 1807, général de division le 3 mars 1813, mis en disponibilité à la seconde Restauration, rappelé à l'activité en 1830, grand'croix de la Légion d'honneur le 31 mars 1831, passé dans le cadre de réserve le 28 août 1839, décédé à Tarbes le 7 mai 1843.

(2) *Petiet* (Auguste-Louis, baron), né à Rennes le 19 juillet 1784,

personne; il lui restait Anthoine (1), jeune aide de camp fort sage et qui couchait aussi dans la maison; il y courut; son espérance fut encore trompée, et après avoir fouillé toute la maison, il resta convaincu que tout son état-major était dans la joyeuse terrine; et nos éclats de voix étaient si bruyants qu'il pouvait nous reconnaître; je laisse à penser sa colère; il finit cependant par trouver l'officier de grenadiers commandant sa garde, et il l'envoya aussitôt dans notre chaumière, qui, dans ce moment, valait pour nous tous les palais du monde, avec ordre de ramener le troupeau au bercail, et de mettre l'aide de camp de service aux arrêts forcés.

Cet officier de garde vint d'un air dolent s'acquitter de sa mission, qui fit peu d'effet; nous chantions à tue-tête, et sa mine sérieuse et composée contrastait assez plaisamment avec nos figures enluminées; nous le forçâmes à prendre sa part du précieux breuvage, et quand il n'y en eut plus, chacun se retira chez soi comme il put.

Je me retrouvai le lendemain matin sur ma paille, sans avoir encore les idées bien nettes; mais la vue d'un beau grenadier en faction à ma porte me rappela ce qui s'était passé dans la nuit, et je me recouchai, bien résolu à prendre mon mal en patience; il m'en coûtait peu de me résigner à dormir; la journée, d'ailleurs, était orageuse au quartier général; je sus par Lameth que chacun des aides de camp avait reçu un sermon de M. le maréchal, et je rendis grâce à mes arrêts qui m'en avaient sauvé un probablement plus sévère, car dans cette affaire, j'étais un vrai chef de complot, et j'avais abandonné mon poste devant l'ennemi.

† 1er août 1858, sous-lieutenant au 10e régiment de hussards le 16 vendémiaire an IX, aide de camp de Soult le 17 frimaire an XII, baron de l'Empire en 1813, adjudant commandant chef d'état-major de la division de cavalerie du 5e corps le 6 novembre 1813, colonel au corps d'état-major le 27 mai 1818, général de brigade le 13 décembre 1830, retraité le 18 avril 1848.

(1) *Anthoine* (François, baron de Saint-Joseph), né à Marseille en 1787, élève de l'école de Fontainebleau en 1804, aide de camp de Soult à Friedland, le suivit en Espagne et fut fait prisonnier de guerre à Grenade; relâché en 1809, il fut attaché à l'état-major de son beau-frère Suchet; colonel en 1814, mis en disponibilité en 1830, maréchal de camp en 1832, général de division, grand officier de la Légion d'honneur en 1851.

A minuit, je fus réveillé par un autre officier de garde qui venait m'apprendre que j'étais libre; j'allai le lendemain matin me présenter au maréchal, qui me fit quelques reproches fort doux, et en riant; je lui répondis en faisant le fâché, et je boudai, car je voulais lui persuader que la punition qu'il m'avait infligée m'avait fort chagriné; cela devait lui plaire; d'ailleurs pourquoi n'avouerais-je pas que, comme tant d'autres, je me fâche assez volontiers quand j'ai tort?

Des événements plus sérieux vinrent mettre fin à ces ennuyeuses distractions; il y avait un mois que nous étions à Rosenau, lorsque le 5 juin, de grand matin, une forte canonnade, accompagnée d'une fusillade bien nourrie, nous annonça l'arrivée des Russes : nous montâmes précipitamment à cheval, et galopant vers le point où nous entendions le plus grand feu, nous trouvâmes la brigade d'infanterie qui occupait notre tête de pont de Lomitten, aux prises avec l'infanterie des Russes.

Ces derniers avaient mal choisi leur moment d'attaque; Dantzig s'étant rendu depuis plusieurs jours, les corps d'armée qui en faisaient le siège étaient devenus disponibles, et rentraient en ligne; les renforts attendus de France et d'Allemagne étaient arrivés; nos soldats, pendant trois mois de repos, avaient repris des forces physiques et morales; la discipline s'était raffermie; les troupes avaient été exercées et avaient gagné une grande confiance, notre armée comptait plus de 200,000 combattants; les grands corps de cavalerie et l'artillerie étaient dans le meilleur état.

Cette nouvelle campagne devait donc mal tourner pour les Russes et les Prussiens, parce qu'ils avaient trop attendu pour nous attaquer.

La brigade d'infanterie qui défendait notre tête de pont sur la Passarge, à Lomitten, se battit parfaitement bien; elle était commandée par le général Ferey (1), qui depuis fut tué lieute-

(1) *Férey* (Claude-François, baron de Rozengath), né à Auvet (Haute-Saône) le 20 septembre 1771, † 22 juillet 1812, cavalier au 11e régiment de chasseurs le 19 mars 1787, maréchal des logis le 20 juillet 1790, il passa le 9 décembre 1791 dans la garde constitutionnelle de Louis XVI, sous-lieutenant au régiment du Roi le 9 juillet 1792, aide de camp du général

nant général à la bataille de Salamanque, en Espagne : c'était un de mes amis depuis le camp de Boulogne.

Il n'entrait pas dans le plan du maréchal Soult de conserver cette tête de pont, mais seulement d'empêcher l'ennemi de passer la rivière; après avoir laissé pendant plusieurs heures l'infanterie russe se faire écharper devant notre position, où nous combattions avec beaucoup d'avantages, le maréchal m'envoya porter l'ordre au général Ferey d'évacuer la tête de pont, de repasser la rivière et de détruire, en se retirant, le pont en bois que nous y avions établi; je trouvai nos troupes bien en avant de la tête de pont, où il n'était resté que la réserve, et engagées dans le bois près du château de Lomitten, défendant contre l'infanterie russe le passage d'un ravin, que celle-ci tenta plusieurs fois sans pouvoir y réussir, et où elle perdit bien du monde. Nos hommes étaient échauffés par le carnage; diverses charges à la baïonnette avaient eu lieu, toutes à notre avantage, et malgré les ordres les plus précis, nous ne pouvions leur persuader de se retirer; ils s'y résignèrent cependant avec peine, mais encore avant de rentrer dans la tête de pont, ils se reportèrent plusieurs fois en avant pour montrer à l'ennemi que s'ils se retiraient, c'est qu'ils le voulaient bien; je n'ai jamais vu de plus braves soldats; cette brigade était composée des 46e et 57e régiments d'infanterie de ligne.

Le pont fut détruit sans obstacle, et l'ennemi ayant perdu l'espérance de passer sur ce point, se retira le soir même et disparut totalement dans la nuit.

Je crois que ce mouvement des Russes, le 5 juin, sur notre ligne dont plusieurs autres points avaient été attaqués, mais sans plus de succès, avait pour but d'occuper le maréchal Soult et de l'empêcher de marcher au secours du corps du maréchal Ney qu'ils attaquèrent le même jour à Gutstadt, avec des forces très supérieures, et qu'ils comptaient enlever; mais ce général

Marigny pendant les guerres de Vendée, chef de bataillon le 1er septembre 1793, général de brigade le 11 fructidor an XI, baron de l'Empire le 13 janvier 1809, général de division le 8 octobre 1810. blessé mortellement à la bataille des Arapyles.

se retira en fort bon ordre et n'éprouva qu'une perte légère.

L'Empereur, qui était à Finkenstein, fut aussitôt instruit de ces événements ; il se rendit promptement, le 6 juin, à Deppen, point sur lequel s'était retiré le corps du maréchal Ney, et réunit toute l'armée sur la Passarge; le maréchal Soult se rendit également à Deppen, pour y prendre ses ordres; je vis là le maréchal Ney, dont tous les bagages avaient été pris, demander en plaisantant au maréchal Soult s'il ne pouvait pas lui prêter des culottes; car, disait-il en riant et en se frappant sur la cuisse, les Russes ne m'ont laissé que celle-là (encore était-ce une culotte de nankin).

Le 7, toute l'armée campa sur la rive droite de la Passarge et le 8, au point du jour, elle était en grande marche sur l'ennemi, qui se retira de tous côtés; le 9, nous étions à Altkirch, où l'Empereur, qui avait passé la nuit à Gutstadt, vint nous joindre le 10 au matin : on ne savait plus où prendre l'ennemi; on avait envoyé des reconnaissances de cavalerie légère dans toutes les directions; le rapport de l'une d'elles, composée de chasseurs à cheval de la garde, fit penser que l'armée russe se retirait sur Heilsberg, et l'armée française y marcha aussitôt; la cavalerie de Murat et l'infanterie du maréchal Soult formant l'avant-garde.

A deux lieues d'Heilsberg, avant d'y arriver, nous trouvâmes l'armée russe en bataille; l'affaire s'engagea aussitôt très vivement; la cavalerie de Murat, après quelques charges heureuses, finit par avoir le dessous; le corps d'armée du maréchal Soult avait affaire à l'infanterie russe, belle et nombreuse; le choc fut violent, mais toujours décisif en notre faveur, et de position en position, nous poussâmes l'ennemi en désordre jusque sur une ligne de redoutes qu'il avait construites à un quart de lieue d'Heilsberg, et dans lesquelles ses troupes se renfermèrent; ce moment nous devint funeste : notre infanterie, animée par ses succès, se précipita sur ces redoutes et en enleva quelques-unes; mais les Russes recevant à chaque instant des troupes fraîches, et protégés par une nombreuse artillerie de position, nous forcèrent à les évacuer; le carnage fut grand dans cet endroit; j'y reçus à la cuisse

droite une balle qui me fit une forte contusion dont je souffris longtemps, et mon cheval fut blessé de cinq coups de feu; il pouvait à peine se traîner au moment où nous nous retirions, et sans un escadron de dragons que je rencontrai fort à propos, et auquel je me ralliai, j'allais être pris par des Cosaques qui me poursuivaient, et sur lesquels ces dragons chargèrent franchement; je ne m'amusai pas à regarder alors ce qui se passait derrière moi, et je me retirai de la bagarre aussi vite que mon cheval put aller; je souffrais d'ailleurs beaucoup de ma blessure.

La division de cavalerie légère du général Lasalle ayant été mise au même instant dans la déroute la plus complète, ce général n'eut que le temps, pour ne pas être pris, de se jeter dans un carré d'infanterie formé par un bataillon du 105e régiment; Murat et le maréchal Soult s'y trouvaient déjà, car la déroute de notre cavalerie avait été si prompte que chacun s'était jeté où il avait pu : ce carré était débordé par la cavalerie russe qui le cernait de tous côtés; il fit cependant sa retraite en bon ordre et sans être entamé, repoussant par un feu bien nourri toutes les charges de cavalerie qui se présentèrent; si les Russes avaient su quels prisonniers ils pouvaient y faire, ils l'auraient sans doute enfoncé en sacrifiant quelque cavalerie (1).

La nuit mit fin à ce combat sanglant et glorieux pour le

(1) On m'a assuré que, quelques jours avant cette affaire, Murat et le maréchal Soult avaient eu une discussion assez vive sur la prééminence à accorder en campagne à la cavalerie sur l'infanterie, ou à cette dernière sur la cavalerie : Murat tenait pour la cavalerie, et le maréchal pour l'infanterie; quand ils furent enfermés dans le carré du 105e, d'où l'on voyait la plaine couverte de notre cavalerie en déroute, tandis que ces 500 hommes d'infanterie se retiraient en bon ordre au milieu de 10,000 cavaliers russes, le maréchal demanda à Murat, en lui rappelant leur discussion, ce qu'il en pensait. J'ignore ce que ce dernier répondit, mais ce que je sais fort bien, par un de mes camarades qui étaient près de lui, c'est qu'il criait à chaque instant aux soldats avec son accent gascon : « Tenez bon, mes amis, c'est le cas. » (*Note de l'auteur.*)

Le soir du combat d'Heilsberg, Murat, reconnaissant que l'infanterie avait triomphé de la cavalerie et se considérant ainsi comme vaincu, envoya au maréchal Soult le sabre qu'il avait porté durant la journée.

Cette arme, qui a figuré cette année à l'exposition de l'Empire, appartient au lieutenant-colonel de Mornay-Soult, marquis de Mornay. (*Note de l'éditeur.*)

corps du maréchal Soult, qui, lui-même, y avait eu son cheval blessé d'une balle; nous avions perdu beaucoup de monde, plus qu'à Austerlitz, mais sans résultat.

Je restai au bivouac toute la nuit sur le champ de bataille; j'y souffrais beaucoup, et l'eau-de-vie camphrée dont on me frottait souvent ne me soulageait pas; mais ce n'était le moment ni de se plaindre, ni de s'en aller sur les derrières, et je serais remonté à cheval le lendemain si l'on s'était battu; heureusement la journée se passa à manœuvrer pour tourner les redoutes de l'ennemi, car on savait ce qu'il en coûtait pour les attaquer de front; il les évacua dans la nuit du 11 au 12; l'Empereur le suivit, avec toute l'armée, sur la route de Friedland; le seul corps du maréchal Soult, qui avait beaucoup souffert au combat d'Heilsberg, fut détaché sur Kōnigsberg, et nous arrivâmes dans cette ville le 14.

Deux lieues avant d'y arriver, nous rencontrâmes quelque cavalerie prussienne, qui fut poussée par la nôtre jusque dans les faubourgs de la ville, où des redoutes garnies d'infanterie prussienne ne nous permirent pas de nous établir; nous prîmes un moment après un petit corps russe et prussien de 2,000 hommes qui, arrivant par la route de Branderbürg pour entrer à Kōnigsberg, venait deux heures trop tard : ces troupes ne se rendirent qu'après un combat très vif, et après avoir perdu tout espoir de forcer le passage.

Nous établîmes des batteries autour de la ville, et nous commençâmes à y envoyer des obus; quelques instants après, il s'y manifesta un incendie assez considérable, mais il fut bientôt éteint, et la garnison ne parla pas de capituler, ce qui nous ennuyait fort; car après toutes nos fatigues et nos dangers, une ville aussi grande et aussi riche nous promettait des ressources et des plaisirs dont nous avions grand besoin.

Nous nous établîmes pendant les journées du 14 et du 15 dans un gros moulin situé près d'un petit village appelé Prateln : le pays était bon et riche; l'armée, hommes et chevaux, se trouvait dans l'abondance, mais il nous manquait le luxe, la recherche, et les agréments des grandes villes, et

tout ce superflu est si aimable qu'on pourrait dire que, pour celui qui en a joui, c'est le nécessaire.

Le 16, au moment où nous nous disposions à emporter la ville de vive force, nous apprîmes que la garnison, ayant reçu dans la nuit la nouvelle de la bataille de Friedland, gagnée par l'Empereur sur l'armée russe, était partie précipitamment; nous y entrâmes aussitôt sans obstacles, et le plus grand ordre y fut maintenu : les habitants eurent sans doute à souffrir des contributions de guerre qui leur furent imposées, mais nullement du pillage ni des autres désordres qui accompagnent quelquefois l'entrée d'une armée ennemie dans une grande ville.

Königsberg répondit à l'idée que je m'en étais formée : des femmes charmantes et élégantes; une profusion des choses nécessaires ou agréables à l'homme qui veut bien vivre, une chère excellente, des vins délicieux, des logements commodes et élégants, un assez bon spectacle (quoique allemand), tous les beaux et voluptueux établissements des grandes villes, voilà ce que nous y trouvâmes, en sortant des chaumières et des bivouacs que nous habitions depuis cinq mois. On peut juger si tout cela fut bien reçu, et de l'empressement avec lequel nous nous jetâmes sur ces aimables objets dont nous étions privés depuis si longtemps. Nous ressemblions à des marins qui débarquent pour la première fois après un voyage de long cours.

Je me trouvai alors dans une veine de bonheur : le maréchal me témoignait beaucoup de confiance, et j'étais devenu son aide de camp favori.

Une femme charmante, aimable et belle comme une Française et bonne comme une Allemande, avait agréé mes hommages; je me trouvais sous ce rapport le plus heureux des hommes; je n'en dirai pas davantage pour ne pas violer la loi que je me suis imposée à cet égard.

Enfin l'Empereur, en partant de Tilsitt, vint droit à Königsberg; il y passa, le 12 juillet, la revue de l'armée du maréchal Soult, qui me présenta à lui en me donnant les louanges les plus flatteuses sur ma conduite dans cette dernière campagne,

et notamment à Lomitten et à Heilsberg : je fus à l'instant même nommé chef d'escadrons (11 juillet 1807); je comptais en même temps dans l'état-major de la garde impériale, comme aide de camp du maréchal Soult, colonel général de cette garde, ce qui me donnait des appointements considérables.

Mon ami Lameth, qui avait reçu une balle dans le bras au combat d'Heilsberg, fut nommé aussi chef d'escadrons; les grâces de l'Empereur pleuvaient en ce moment sur notre corps d'armée, mais en vérité nous ne les avions pas volées, et on n'en achèterait pas longtemps au même prix.

D'après les conditions du traité de paix, nous devions évacuer Königsberg le 25 juillet, avoir repassé l'Oder le 1er septembre et l'Elbe le 1er octobre : la première de ces conditions fut seule remplie.

Nous partîmes donc de Königsberg le 25 juillet, et le même jour nous allâmes coucher à Braunsberg, où nous restâmes le 26; le 27, nous nous établîmes à Elbing.

Ce pays était si riche que, malgré la guerre qu'on y faisait depuis sept mois et la présence continuelle des armées française, russe et prussienne, tout s'y trouvait encore en abondance : aussi étions-nous fort heureux sous ce rapport, et sans l'extrême désir que nous avions de rentrer en France, nous nous y serions trouvés très bien.

Le maréchal commandait une grande étendue de pays; l'Empereur, en partant, avait laissé sous son commandement une forte partie de l'armée française, et entre autres la garnison de Dantzig, commandée par le général Rapp; le maréchal alla en passer la revue, et je l'accompagnai dans cette tournée : j'étais alors, comme je l'ai déjà dit, en grande faveur auprès de lui.

Nous fûmes parfaitement reçus, non seulement à Dantzig, mais sur toute la route; j'eus lieu de juger pendant ce voyage combien la position de l'armée française était heureuse depuis la conclusion du traité de paix : une seule compagnie d'infanterie ou de cavalerie occupait de beaux et riches villages où un régiment entier aurait pu vivre largement; les officiers y étaient parfaitement bien sans qu'il leur en coûtât rien, et ils

pouvaient envoyer les trois quarts de leur solde en France; les soldats n'étaient pas moins bien traités.

Nous restâmes à Dantzig les 17, 18 et 19 août; le 20, nous étions de retour à Elbing, d'où le maréchal m'expédia pour une mission assez importante dont je vais rendre compte.

Je partis d'Elbing le 22 août pour me rendre en courrier à Pétersbourg, auprès de l'empereur de Russie.

Ce voyage précipité avait un but important; le maréchal Soult me remit pour le général Savary, depuis duc de Rovigo, alors envoyé extraordinaire (et fort extraordinaire) de France à Pétersbourg, et pour l'empereur de Russie lui-même, plusieurs dépêches dont je vais tâcher de donner une idée succincte : c'était moi-même qui avais écrit ces dépêches sous la dictée du maréchal.

La police d'Elbing, dont plusieurs agents étaient soldés par lui, venait de lui rendre compte des discours virulents qu'un officier prussien, dont je ne me rappelle plus le nom, avait tenus en différentes circonstances, et tout récemment, contre l'empereur de Russie, disant que ce souverain, après avoir laissé sacrifier la Prusse à l'ambition de Napoléon, s'était hâté de conclure la paix avec lui aussitôt que les armées françaises s'étaient approchées des frontières de Russie, et qu'à présent il recherchait l'amitié des Français aux dépens de la Prusse, tandis qu'il aurait dû employer ses derniers efforts à les en chasser par la voie des armes; mais que cela ne durerait pas longtemps, que les Anglais et les vrais Prussiens sauraient bien y mettre ordre, que l'empereur Alexandre finirait comme son père, etc.

Enfin cet officier tenait des discours assez imprudents pour que le maréchal jugeât à propos de s'assurer de lui; mais quand on se présenta pour l'arrêter dans l'auberge où il avait logé, on apprit qu'il était parti la veille, et on ne put savoir de quel côté il s'était dirigé, mais on pensait qu'il s'était embarqué pour Saint-Pétersbourg.

Le maréchal Soult craignit que cet homme, dont la tête paraissait très exaltée, ne s'y fût rendu pour y tenter un crime horrible; sa politique lui fit aussi penser que l'empereur de

Russie serait sensible à l'intérêt que la France témoignait pour sa conservation, et que cette démarche entrerait aussi dans les vues de l'Empereur, qui, à cette époque, choyait beaucoup le gouvernement russe, qu'il sollicitait vivement de fermer ses ports aux Anglais.

Mes dépêches contenaient donc des renseignements sur l'officier prussien dont je viens de parler et son nom, afin que s'il s'était rendu à Pétersbourg, on pût le faire arrêter.

J'étais aussi porteur de différentes lettres pour le maréchal prussien de Kalkreuth, alors gouverneur de Königsberg, et pour le comte de Goltz, ministre du roi de Prusse, qui était à Memel avec sa cour.

Je partis d'Elbing le 22 août, assez bien muni d'argent, dans une bonne calèche, accompagné d'un valet de chambre intelligent. Nous étions tous deux bien armés, car je me faisais une idée assez désavantageuse de la police des grandes routes de Russie, surtout au moment où l'armée russe, venant de rentrer dans ses garnisons, pouvait avoir laissé beaucoup de vagabonds dans les forêts immenses de ce pays et dans les endroits isolés.

Je me trompais entièrement sous ce rapport, et d'Elbing à Pétersbourg, je ne rencontrai rien qui pût me donner le moindre sujet d'appréhension, quoique je courusse jour et nuit.

Je vis en passant à Königsberg M. le maréchal de Kalkreuth, que j'eus l'honneur d'entretenir assez longtemps sur le contenu de mes dépêches, qui avaient rapport à quelques légères discussions entre lui et le maréchal Soult sur la fixation des endroits à occuper par les troupes des deux nations.

A Memel, en me rendant chez le comte de Goltz, j'eus l'honneur de rencontrer dans la grande rue de cette ville le roi et la reine de Prusse sans aucune suite; la reine me parut fort belle et d'une grande élégance de tournure et de toilette, quoique simplement mise.

En sortant de chez le comte de Goltz, j'allai chez l'envoyé de la cour de Russie (j'ai oublié son nom). Après que je lui eus montré l'ordre que j'avais de M. le maréchal pour me

rendre à Pétersbourg (1), il me délivra un passeport pour passer la frontière, qui est à Polangen, fort près de Memel; il m'avertit que ce passeport ne me servirait que jusqu'à Riga, où j'en recevrais un autre du gouverneur de cette ville; il me donna aussi quelques instructions sur la manière de voyager en Russie, et, suivant ses conseils, je changeai à Memel tout ce que j'avais d'argent de France ou de Prusse contre des ducats de Hollande, qui, me dit-il, étaient la meilleure monnaie à employer en Russie; je me suis cependant aperçu qu'il m'aurait été plus avantageux et aussi commode d'acheter à Memel du papier-monnaie russe.

Dans la conversation que j'eus avec cet envoyé, je pris une idée très favorable des manières et de la politesse des Russes, et rien dans mon voyage ne me démentit la bonne opinion qu'il m'avait inspirée à cet égard.

Pendant qu'on attelait mes chevaux (opération de près d'une heure en Allemagne), j'allai prendre quelques rafraîchissements dans un grand café situé dans le beau quartier de Memel. Il était rempli d'officiers prussiens qui ne me parurent pas voir avec plaisir mon uniforme français; et quoiqu'ils ne m'aient fait aucune malhonnêteté, je puis au moins dire qu'ils ne me donnèrent pas non plus de preuves d'une grande politesse.

J'aperçus en arrivant à Polangen, premier endroit russe sur

(1) Cet ordre est ainsi conçu :

« Au nom de S. M. l'Empereur et Roi,

« Il est ordonné à M. le chef d'escadrons Saint-Chamans, aide de camp, de se rendre en poste à Saint-Pétersbourg pour porter des dépêches à M. le général de division Savary, aide de camp de S. M. l'empereur et roi Napoléon, accrédité près S. M. l'empereur de Russie.

« M. Saint-Chamans remettra à son passage à Memel la dépêche qui lui est confiée pour M. le comte de Goltz, ministre des affaires étrangères de S. M. le roi de Prusse.

« En passant à Königsberg, il remettra également à M. le maréchal Kalkreuth une dépêche à son adresse dont il est chargé.

« Nous invitons toutes les autorités et personnes qui sont à prier, de vouloir bien donner les passeports nécessaires à M. Saint-Chamans, et au besoin de lui prêter secours pour qu'il se rende à sa destination, ainsi qu'à son retour.

« Au quartier général à Elbing, le 21 août 1807.

« *Le maréchal d'Empire*,
« SOULT. »

cette frontière, plusieurs Cosaques à cheval, et j'avoue que je n'eus aucun plaisir à les revoir; je descendis chez le commissaire russe qui y était établi, et je ne puis me rappeler si c'était un employé civil ou militaire. Il lut mon passeport, me fit beaucoup de politesses, et voulait absolument me retenir à dîner, en m'annonçant avec un sourire caustique qu'il me ferait servir avec la vaisselle d'argent du maréchal Bernadotte, que les Cosaques avaient prise à Mohrungen; je trouvai cette plaisanterie d'assez mauvais goût, et je refusai son dîner.

Je continuai ma route rapidement; j'étais impatient d'arriver, et en cela je fus bien servi par les chevaux et les postillons russes, car ils allaient comme le vent; j'ai mis les chevaux avant les postillons, et ce n'est pas par étourderie, car il m'a semblé, à l'air misérable et déguenillé de ces derniers, qu'on en faisait moins de cas que des animaux qu'ils conduisent; ils sont néanmoins fort gais et toujours contents du très mince pourboire qu'on leur donne, et l'on m'a assuré que la plupart des seigneurs et courriers russes les payaient plus volontiers en coups de bâton qu'en argent (il faut penser que ceci est écrit en 1807).

Je m'arrêtai souvent chez des maîtres de poste, dans de misérables hameaux où il n'y avait pas d'autre maison que la leur; car je ne puis donner le nom de maison aux tristes tannières des paysans russes. J'y trouvai toujours de quoi faire un repas passable et à un prix très modéré; la plupart de ces maîtres de poste étaient Allemands.

J'arrivai à Mittau trop tard pour voir la ville; j'étais d'ailleurs trop pressé pour en visiter les curiosités; je descendis dans une grande auberge tenue par un Français; je crois que c'était l'ancien valet de chambre ou cuisinier d'un émigré. Le roi Louis XVIII et toute la famille royale occupaient à cette époque le palais des ducs de Courlande, à Mittau.

Le maître de l'auberge m'apporta dans ma chambre le livre des voyageurs, en me priant d'y inscrire mon nom, suivant la coutume de ces pays (et même de toute l'Allemagne); je m'y conformai aussitôt et il se retira; je descendis un instant après pour voir si l'on attelait mes chevaux, et je ne

fus pas peu étonné d'entendre une conversation fort animée, en très bon français; je le fus encore plus en entrant dans la cuisine d'y trouver beaucoup d'hommes qui, pour la plupart, avaient à leur boutonnière le ruban rouge que portaient en France à cette époque les seuls membres de la Légion d'honneur; je compris cependant bientôt que ces messieurs étaient des gentilshommes de la suite du Roi, et que leur ruban était celui de la croix de Saint-Louis; ils discutaient, je crois, sur mon nom, qu'ils venaient de lire dans le livre des voyageurs : chacun d'eux me donnait un père; l'un voulait que je fusse fils de l'Amour (1), l'autre du Loup (2); je ne m'amusai pas à éclaircir leurs doutes à cet égard, et je partis sur-le-champ.

En sortant de Mittau, je passai très près du palais occupé par la famille royale : il me parut fort grand et fort beau : il était très éclairé; j'étais loin de me douter alors que cette illustre famille était appelée à régner sur la France sept ans après l'époque dont je parle.

Quand je repassai par Mittau, en revenant de Pétersbourg, le Roi et sa famille en étaient partis pour l'Angleterre.

J'arrivai à Riga le lendemain de bonne heure; on m'y signifia l'ordre de me présenter au général Tormassow, qui alors en était gouverneur. Il me recut très poliment, me fit sur le maréchal Soult et l'armée française quelques questions auxquelles je répondis comme je le devais, et après une demi-heure de conversation, il me donna un ordre pour obtenir un passeport russe, qu'on me fit payer fort cher.

J'arrivai le 28 août après midi à Pétersbourg : je trouvai en entrant dans cette ville deux Cosaques à cheval qui me conduisirent aussitôt à la police, où je fus forcé de donner mon nom, d'expliquer pourquoi je venais à Pétersbourg, d'indiquer où j'allais loger, etc. Enfin, l'on m'y fit subir une espèce d'interrogatoire, et j'avoue que je ne fus pas peu surpris et scandalisé de cette manière d'acueillir les étrangers.

Je me fis conduire en sortant de là chez le général Savary

(1 et 2) Sobriquets donnés à deux de mes vieux cousins portant le même nom que moi et que ces messieurs avaient connus sans doute à Paris avant l'émigration de 1790.

qui demeurait à l'hôtel d'Angleterre, rue de la Perspective, au coin du quai; je n'oubliai pas de lâcher une poignée de petites pièces à mes deux Cosaques qui, je crois, sans cette politesse, m'escorteraient encore.

Je savais que le général Savary, n'ayant pas reçu de nouvelles de France depuis longtemps, me verrait arriver avec plaisir; j'en avais été prévenu par M. de Saint-Aignan (1), qu'il venait d'envoyer de Pétersbourg à Paris et que j'avais rencontré près de Riga.

Je connaissais depuis longtemps le général Savary; je venais aussi de le voir dernièrement à Königsberg d'une manière assez intime; ainsi j'étais fort à mon aise avec lui, quoiqu'il n'y eût pas précisément amitié entre nous.

Les officiers que je trouvai auprès de lui, et qui l'avaient accompagné à Pétersbourg pour lui servir en quelque sorte d'aides de camp pendant sa courte ambassade, étaient MM. Berthemy (2), ex-aide de camp du général d'Hautpoul et depuis gardien de Ferdinand VII à Valençay, ensuite aide de camp de Murat, etc.; Faudoas (3), beau-frère du général

(1) *Saint-Aignan* (Nicolas-Auguste-Marie Rousseau, comte de), né à Nantes le 8 mars 1770, † 21 mai 1858, servit dans la marine comme aspirant; officier d'artillerie en 1784, destitué en 1792 comme ci-devant noble; arrêté comme suspect, emprisonné pendant dix-huit mois; chef de bataillon en 1804, envoyé en mission à Saint-Pétersbourg avant Savary, aide de camp de Berthier; se distingua à Wagram et fut nommé écuyer de l'Empereur; baron de l'Empire le 31 décembre 1809, ministre plénipotentiaire en Saxe en 1812; fut mêlé aux événements de Fontainebleau et de Blois en 1814, refusa le serment à la Restauration, adhéra au gouvernement de Juillet et fut un des généraux de la garde nationale; pair de France le 11 septembre 1835.

(2) *Berthemy* (Pierre-Augustin), né à Moutierender le 16 mai 1778, † 31 janvier 1855, cavalier au 8e cuirassiers le 30 novembre 1798, sous-lieutenant aide de camp du général d'Hautpoul le 12 septembre 1800, capitaine officier d'ordonnance de l'Empereur le 14 février 1807, colonel le 4 août 1812, maréchal de camp au service de Naples le 14 décembre 1813, colonel d'état-major le 30 octobre 1816, général de brigade le 24 décembre 1823, retraité le 12 avril 1848.

(3) *Faudoas-Barbazan* (Paul-Eugène, marquis de), né à Saint-Domingue le 18 mai 1788, † 13 septembre 1844, élève à l'École de Fontainebleau le 29 septembre 1803, sous-lieutenant au 9e régiment de dragons le 17 mai 1804, aide de camp de Savary le 16 janvier 1807, officier d'ordonnance du prince Murat le 6 juillet 1808, officier d'ordonnance de l'Empereur 21 juillet 1808, colonel du 3e lanciers le 25 février 1813, colonel du 6e chasseurs le 26 mars 1815; mis en non-activité au retour des Bourbons, nommé au

Savary et aide de camp de Murat, et Talhouet (1), officier d'ordonnance de l'Empereur (depuis colonel du 2e régiment de grenadiers à cheval de la garde, et gendre de M. Roy, le plus riche particulier de France).

Je les connaissais tous trois, mais surtout Berthemy et Faudoas.

Je trouvai là en outre M. Lelorgne d'Ideville (2), faisant fonctions de secrétaire d'ambassade, et M. de Lesseps, consul de France à Pétersbourg; ce dernier me parut fort aimable.

Les premières paroles que m'adressa le général Savary furent pour se plaindre très vivement de ce que, depuis plus d'un mois qu'il était à Pétersbourg, il n'avait reçu aucune nouvelle, ni de l'Empereur ni de la France, pas même de journaux français; je comprends que cela n'était pas commode pour un ambassadeur; je lui remis un paquet de gazettes que le maréchal Soult lui adressait, et sur lesquelles il se jeta avidement.

Quand il eut satisfait sa curiosité, il me parla de la mission qui m'amenait à Pétersbourg, et après avoir lu la lettre que le maréchal Soult lui écrivait, il décacheta celle dont j'étais chargé pour l'empereur de Russie, en me disant qu'il devait en prendre connaissance avant que je la remisse.

Il y trouva une phrase qui lui parut maladroite, et je fus assez de son avis; comme c'était moi qui avais écrit ces dépêches, je grattai cette phrase et mis en place quelques mots insignifiants, après quoi nous recachetâmes la lettre, et

6e chasseurs en remplacement du colonel de Talhouët; emprisonné, puis exilé, à la deuxième Restauration; colonel du 3e chasseurs le 30 juillet 1823, maréchal de camp le 22 février 1829, lieutenant général le 24 août 1838.

(1) *Talhouet* (Auguste-Frédéric Bonamour, marquis de), né à Rennes le 8 avril 1788, † le 12 mars 1842, élève à l'École spéciale militaire de Fontainebleau, sous-lieutenant au 15e régiment de chasseurs à cheval, officier d'ordonnance de l'Empereur en 1807, baron de l'Empire le 3 août 1810, colonel en 1812; grièvement blessé pendant la retraite de Russie; maréchal de camp et commandant des grenadiers à cheval de la garde royale en 1815, pair de France le 5 mars 1819, retraité le 17 février 1841.

(2) *Lelorgne* (Elisabeth-Louis-François, baron d'Ideville), né à Paris le 4 octobre 1780, † 30 mai 1852, auditeur au Conseil d'État sous l'Empire, secrétaire-interprète de l'Empereur. La première Restauration le créa baron, mais ne le maintint pas au Conseil d'État; il y rentra après 1830; admis à la retraite comme maître des requêtes le 23 septembre 1851.

il monta sur-le-champ en voiture pour la porter à l'Empereur, qui était alors dans une maison de campagne (Kamennoi-Ostrow), où il passait l'été; c'était aux portes de Pétersbourg; quant à moi j'allai me reposer, et ce n'était pas sans besoin.

A son retour, le général Savary me dit que l'Empereur voulait me parler, et il m'en indiqua l'heure; c'était pour le lendemain : j'y allai exactement. Le grand maréchal du palais, comte de Tolstoï, m'introduisit auprès de l'Empereur, qui me reçut seul dans un salon petit et assez simplement meublé : mon respect pour ce prince ne me permet pas de rendre compte de cet entretien secret, bien qu'il n'y exprimât que des sentiments dignes de sa grande âme.

Je restai environ une demi-heure avec Sa Majesté, et en me congédiant, elle me fit l'honneur de me dire qu'elle souhaitait que je vinsse prendre ses commissions avant mon départ, que le général Savary lui avait annoncé comme très prochain.

J'avais été prévenu par le général qu'il comptait me donner des dépêches pour l'empereur Napoléon, et qu'ainsi je me rendrais directement à Paris, en passant par Elbing, afin de rendre compte au maréchal Soult de mon voyage, et de lui remettre les dépêches qui me seraient confiées pour lui.

En en attendant l'expédition, je tâchai de connaître Pétersbourg et ses habitants, autant que pouvait me le permettre le court séjour que je devais y faire; je passais mes matinées à visiter tous les endroits publics et les monuments remarquables, le palais de la famille impériale, l'ermitage, la citadelle Saint-Alexandre Newski, qui termine si bien la rue de la Perspective, et enfin tout ce qui m'était indiqué comme digne d'être vu; le soir, j'allais dans quelques maisons où j'avais été présenté par le général Savary et ses aides de camp et notamment chez Mme Ouwarow, femme du général Ouwarow, aide de camp de l'Empereur, ou chez la princesse Wiazemski, ou enfin chez Mme de Tchernischew, mère du comte Tchernischew, aide de camp de l'Empereur et ensuite ministre de la guerre; cette dernière dame ne parlait pas français; c'était la seule femme aussi ignorante sous ce rapport que j'aie rencontrée dans la bonne compagnie de Pétersbourg.

Ces soirées se ressemblaient toutes et n'étaient pas fort divertissantes; l'été n'est pas à Pétersbourg le temps des plaisirs; on causait, on faisait souvent de la musique, on soupait, et quelquefois une des dames se mettait au piano, jouait une valse, et voilà tout le monde tournant autour du salon avec une incroyable vitesse; la plupart des hommes, dans ces réunions, étaient bottés et éperonnés.

Je me rappelle avoir été à une grande assemblée, chez Mme de Tchernischew, pour le mariage de sa fille; j'y dansai une polonaise qui n'en finissait pas et qui m'ennuyait beaucoup : cette danse consiste à se promener à la file dans de grands salons en tenant sa danseuse par la main et de temps en temps on s'arrêtait, on faisait quelques pas de menuet, et la promenade recommençait; je dansais avec une assez vieille dame que je ne connaissais pas, et dont Mme Ouwarow m'avait malignement embâté, et je fus longtemps sans pouvoir m'en dépêtrer; ce bal russe ne m'amusa pas du tout.

Je visitai tous les théâtres de Pétersbourg; une actrice française que j'avais vue jouer à Paris, nommée Philis (ou Mme Andrieux), faisait alors les beaux jours du théâtre français de Pétersbourg; il n'y avait qu'elle de tout à fait bonne.

Je vis au grand théâtre jouer une tragédie russe qui me parut fort insipide; il est vrai que je n'y comprenais rien, pas plus qu'à la polonaise que j'avais dansée chez Mme de Tchernischew, et l'une et l'autre me déplurent également.

Quelques jours après mon arrivée, le général Savary ayant obtenu la permission d'aller visiter Cronstadt, je l'y accompagnai; nous allâmes en voiture jusqu'à Oranienbaum, et nous nous y embarquâmes sur un canal qui est au-dessous du château, et qui va en droite ligne déboucher dans la Néwa vis-à-vis de Cronstadt, où nous fûmes bientôt rendus; je crois que c'est sur ce même canal que s'embarqua le malheureux Pierre II quand il cherchait à échapper à sa femme, Catherine la Grande, qui bientôt après le fit étrangler.

Cronstadt me parut imprenable par la force de ses positions et de ses batteries; on nous y fit voir de superbes établissements pour la marine, et l'amiral russe nous mena visiter

la flotte qui était dans ce port et qui me parut fort belle; il nous offrit des rafraîchissements à bord de son vaisseau (l'*Aigle impériale*, de 140 canons).

Nous retournâmes le même jour à Pétersbourg.

Dans nos courses du matin, il m'arrivait quelquefois de rencontrer l'Empereur seul dans un léger droschki qu'il conduisait lui-même, ou à cheval et sans aucune suite. On lui prodiguait sur son passage les plus grandes marques de respect, mais sans crier, comme nous faisons en France : ce prince était fort populaire et très aimé.

Je vis à cette époque l'entrée de la garde impériale russe à Pétersbourg à son retour de la campagne de Friedland; l'Empereur avait eu la bonté d'envoyer des chevaux de ses écuries au général Savary et aux officiers français, afin qu'ils pussent accompagner Sa Majesté, qui se mit à la tête de sa garde pour entrer en ville; mais je préférai voir le cortège de dessus mon balcon, et peut être fis-je prudemment, car Faudoas fut désarçonné par son cheval au beau milieu de la parade. On avait envoyé des habillements neufs à la garde avant son entrée à Pétersbourg, et on nous assura qu'on avait incorporé précipitamment dans les régiments de la garde à pied des hommes pris dans l'infanterie qui fait le service de police à Pétersbourg, afin que le peuple de cette ville ne pût pas juger de la perte énorme que ces corps avaient éprouvée dans la dernière campagne : j'ignore si ce fait est vrai.

Dans mes fréquentes conversations avec le général Savary, il lui échappait des traits assez caractéristiques et originaux pour mériter d'être rapportés.

Un jour, en me parlant de l'officier prussien dont les discours imprudents avaient été la cause de ma mission à Pétersbourg : « Pourquoi, me dit-il, le maréchal Soult n'a-t-il pas fait arrêter cet homme aux premiers renseignements qu'il a eus sur lui? » Je répondis que, sans doute, le maréchal avait attendu quelque chose de plus positif que des discours en l'air rapportés par un misérable espion. — « Bah! répliqua Savary, il n'y faut pas tant de façons; quand je me suis bien persuadé que quelqu'un veut nuire au service de l'Empereur, je fais

arrêter et expédier mon homme, et on n'en entend plus parler. »

J'avoue que ce discours me fit frémir, quoiqu'il ne fût peut-être qu'une fanfaronnade de crime, et ce fut sans doute parce que j'étais un peu étourdi de la confidence que je ne pensai pas à demander au général si l'Empereur avait connaissance de cette manière d'agir.

Une autre fois, il se plaignit à moi d'avoir été envoyé à Pétersbourg, où il se déplaisait; « mais, malheureusement, disait-il, l'Empereur a senti qu'il lui fallait ici un homme d'esprit; sans cela il y aurait envoyé Laforest (1), et je serais à présent à Paris. »

Quand il en était sur ce sujet, il me faisait ma leçon sur ce que je devais dire à l'Empereur pour faire sentir la nécessité d'envoyer à Pétersbourg un autre ambassadeur, et quand je témoignais mon étonnement de ce qu'il ne s'y plaisait pas : « Tenez, mon cher Saint-Chamans, me dit-il, on ne me connaît pas bien; je suis au fond un très bon homme, sans ambition; je ne me plais que dans mon intérieur, et je ne puis être heureux qu'en France, avec ma femme et mes enfants. »

Je ne sais s'il disait vrai, mais le fait est qu'il paraissait fort attendri en me parlant ainsi. Il me donnait aussi un motif plus plausible, et qui me parut assez curieux : « L'Empereur (Napoléon), dans son Bulletin officiel de la bataille d'Austerlitz, disait-il, me fait arriver auprès de l'empereur de Russie comme tout exprès pour sauver ce prince, auquel il fait tenir des discours qui n'ont pas plu ici, et vous sentez bien que je ne peux pas y être vu de bon œil, car on ne sait pas si c'est moi qui ai menti ou si c'est le Bulletin, et cela rend ma position à la cour fort délicate et fort désagréable.

(1) *Laforest* (Antoine-René-Charles-Mathurin, comte de), né à Aire (Pas-de-Calais) le 8 août 1756, † 2 août 1846, était sous-lieutenant au régiment de Hainaut en 1772, secrétaire à la légation des États-Unis en 1779, consul général de France aux États-Unis en 1788, directeur des postes sous le Consulat, ministre plénipotentiaire à Berlin le 1er mai 1805, ambassadeur à Madrid en 1808, comte de l'Empire le 28 janvier 1809; à la rentrée des Bourbons, le Roi lui conféra l'intérim des affaires étrangères (3 avril-14 mai 1814) et le chargea de préparer le traité de Paris; pair de France le 5 mars 1819, ministre d'État et membre du conseil privé en 1825.

Je commençais aussi à désirer de quitter Pétersbourg; ma curiosité était à peu près satisfaite, et des intérêts plus pressants et qui me touchaient bien vivement me rappelaient à Elbing et à Paris; je pressais le général Savary de m'expédier (mais non pas dans le sens qu'il avait attaché à ce mot), et enfin, le 8 septembre, il me fit appeler de bonne heure, m'apprit que je partirais le lendemain, et que l'empereur Alexandre lui avait dit de m'envoyer dîner ce jour-là même à Kamennoi-Ostrow.

Je n'eus garde d'y manquer; à cinq heures précises j'étais chez l'Empereur, et j'attendis dans la salle à manger même, où le grand maréchal comte Tolstoï vint bientôt me rejoindre, que la famille impériale se mît à table.

Je prévins M. de Tolstoï que je n'avais pas encore été présenté à l'Impératrice, et il me répondit que je lui serais présenté au moment où elle viendrait dîner.

L'Empereur entra un instant après; il me dit quelques mots très obligeants; rien n'égalait la grâce et l'aisance des manières de ce prince.

L'Impératrice vint ensuite; elle était accompagnée de sa sœur, la princesse Amélie de Bade; l'Impératrice fit quelques pas de mon côté; je la saluai profondément; l'Empereur lui dit : « C'est un aide de camp du maréchal Soult. — Vous partez pour Paris? » me dit l'Impératrice. Je répondis que je me trouverais trop heureux si Sa Majesté voulait bien me donner ses commissions. « Je vous prie de faire beaucoup d'amitiés pour moi à l'impératrice Joséphine », me répondit l'Impératrice avec un sourire très gracieux.

On se mit à table; nous étions huit; les autres convives étaient, je crois, des ministres (1) ou des aides de camp de l'Empereur.

(1) Entre autres le comte de Kotchoubey, alors, je crois, ministre du commerce.

Kotchoubey (Victor-Paulovitch, prince), né dans la Petite-Russie en 1768, † à Moscou en 1834, ambassadeur de l'impératrice Catherine à Constantinople, vice-chancelier du czar Paul Ier, ministre de l'instruction publique en 1802 et en 1819, président du conseil de l'Empire en 1827, chancelier en 1834.

L'empereur de Russie était à cette époque à la fleur de l'âge, et un des plus beaux hommes qu'il fût possible de voir; il avait beaucoup d'affabilité dans ses manières et dans sa figure; mais il était déjà un peu sourd, ce qui lui donnait quelquefois un air gêné dans la conversation.

L'Impératrice était jeune, jolie et bien faite; sa mise était d'une élégante simplicité; elle parlait peu.

La princesse Amélie, sa sœur, était assez ce que l'on est convenu d'appeler une beauté allemande : grande et bien faite, quoique un peu trop forte, et des formes très prononcées; elle ne parla pas du tout.

Le dîner était une espèce d'ambigu; tout était servi à la fois; l'Empereur parla beaucoup, mais toujours en langue russe, excepté quelques mots qu'il m'adressa; je m'imaginai que si je n'avais pas été là, il n'aurait peut-être parlé que français.

Après le dîner, l'Empereur me fit entrer dans le salon où il m'avait reçu la première fois; nous y étions encore seuls, mais j'y restai moins longtemps; entre autres choses, Sa Majesté me dit beaucoup de gracieusetés pour le maréchal Soult.

En sortant de ce salon, je trouvai le grand maréchal du palais qui m'attendait dans la salle où nous avions dîné, et, après quelques mots obligeants sur ma mission à Pétersbourg, il tira de sa poche un petit étui de maroquin rouge qu'il me présenta en me disant que l'Empereur me priait d'accepter cette bague comme un gage de satisfaction que Sa Majesté avait eue à me voir; je le priai de faire agréer mes remerciements à l'Empereur, et je me retirai.

Quand je fus dans ma voiture, je me dépêchai d'ouvrir l'étui qui venait de m'être remis par le comte de Tolstoï, et j'y trouvai un fort beau diamant monté en bague. Je pense qu'il était de mon devoir de l'accepter sans difficultés, et j'y étais aussi tout à fait porté par inclination.

La matinée du 9 septembre se passa en conversations particulières avec le général Savary; il me détailla tous les motifs qu'il avait pour croire que la Russie allait déclarer la

guerre à l'Angleterre; il me chargea aussi d'appuyer beaucoup auprès de l'Empereur sur l'importance qu'il y avait à flatter les goûts de la cour de Russie en envoyant à Pétersbourg beaucoup de comédiens, musiciens, chanteurs, danseurs, etc. Il prétendait que c'était en contribuant aux plaisirs de cette cour que l'ambassadeur, et par suite le gouvernement français s'y mettraient en crédit et obtiendraient ce qu'ils désiraient; car, ajoutait-il, il vaut mieux amuser les favoris et les maîtresses que de les payer; si nous sommes forcés de les acheter argent comptant, nous ne pourrons pas lutter avec l'Angleterre; mais ils aiment nos modes, nos baladins et nos courtisanes; il faut en profiter pour les payer en cette monnaie dont nous ne manquons pas et dont nous ne manquerons jamais.

Par suite de cette même idée, il demandait qu'on lui envoyât quelques jeunes officiers, un peu aimables, de la cour de France pour courtiser les dames en crédit à la cour de Russie, et il affirmait que ces jeunes barbes avanceraient beaucoup plus nos affaires à Pétersbourg que les plus vieux diplomates. Il me chargeait encore, toujours dans les mêmes vues, de demander qu'on lui envoyât fréquemment une grande quantité des plus jolies modes de Paris qu'il pût offrir aux dames de la cour; je me rappelle aussi qu'en fait de dépêches diplomatiques, j'étais porteur d'une assez grande quantité de souliers de ces dames qui, voulant toutes être chaussées à Paris, y envoyaient des modèles; cela me fit penser que l'empereur Alexandre aimait les jolis pieds, ou au moins les pieds bien chaussés, ce qui revient presque au même.

Il me confia aussi quelques détails plus importants que je ne devais faire connaître qu'à l'Empereur, et il me remit des lettres pour le maréchal Soult où, entre autres choses, il le priait de ne pas me retenir à Elbing, parce qu'il était indispensable que je me rendisse le plus promptement possible à Paris.

Je partis de Pétersbourg le 9 septembre dans l'après-midi, par une chaleur très forte et un temps orageux; mais dans la nuit même, à dix ou quinze lieues de Pétersbourg, j'eus de la

neige, et pendant le reste de la route, un temps froid et humide.

En repassant à Memel, je me présentai chez le comte de Goltz pour prendre ses commissions pour le maréchal Soult qui était toujours à Elbing, et en sortant de chez lui, j'allai passer un quart d'heure dans le grand café où, à mon passage, j'avais trouvé si peu de prévenances de la part de MM. les officiers prussiens. Il y en avait aussi ce jour-là, et l'un d'eux, s'approchant de moi, me fit quelques politesses; je lui offris un verre de vin de Champagne qu'il accepta. Il en fit ensuite apporter dont je bus ma part, et nous liâmes conversation d'une manière très cordiale. Il s'aperçut que je regardais un assez grand coup de sabre qui lui partageait la figure, et il me dit obligeamment que c'était un de nos hussards qui l'avait traité ainsi. Il me demanda mon nom et me dit le sien; c'était M. de Goltz, neveu du ministre; nous nous séparâmes en fort bonne intelligence; je n'en ai plus entendu parler depuis.

J'arrivai à Elbing de fort grand matin et j'allai aussitôt rendre compte de ma mission au maréchal Soult. Il me remit ses dépêches pour Paris, et je repartis dans l'après-midi.

Je courais jour et nuit, et j'arrivai à Paris dans la soirée du 25 septembre, bien fatigué d'avoir passé tant de nuits en voiture, et comptant passer celle-là dans un bon lit dont je jouissais d'avance; mais il en fut autrement, l'Empereur était à Fontainebleau, et je courus une partie de la nuit à franc étrier pour lui porter mes dépêches. J'arrivai de bonne heure à Fontainebleau le 26, et à neuf heures du matin, j'étais au château; l'aide de camp de service (le général Mouton) m'annonça, et l'Empereur me fit entrer aussitôt.

J'avais été surpris de trouver l'aide de camp habillé de si bon matin en grand uniforme, en culotte blanche, bas de soie et souliers à boucles, mais je le fus bien davantage de trouver le maître dans la même tenue. Il avait, de plus, le chapeau sur la tête, coiffé militairement, et se promenait de long en large, les mains derrière le dos.

— Comment vous appelez-vous?

Je dis mon nom, quoiqu'il le sût déjà par le général Mouton.

— D'où venez-vous?

— De Pétersbourg.

— Combien êtes-vous resté de jours en route?

— Seize.

— Hum! (espèce de grognement qui revint plusieurs fois dans la conversation). Que dit Savary, là-bas?

Je lui rendis compte, ainsi que le général Savary m'en avait chargé, de différents détails qui parurent l'intéresser; il s'appesantit particulièrement sur une querelle qui avait eu lieu entre un capitaine de la marine anglaise et quelques officiers de marine russe; il tenait beaucoup à ce que la Russie déclarât la guerre à l'Angleterre; le général Savary pressentait quelques difficultés, à cet égard, qui ne me parurent pas faire impression sur lui.

Il ouvrit ses lettres, et après les avoir parcourues, il me demanda où étaient les paquets que Savary m'avait remis?

— A Paris, Sire.

— Comment, à Paris? en me regardant avec colère.

— Sans doute, Sire; il y a un carton de chiffons et quelques gros paquets; je suis venu à franc étrier à Fontainebleau, et je ne pouvais apporter tout cela sur mon cheval.

— Hum!... Allez vous reposer; vous partirez ce soir pour Paris, et vous adresserez au général Duroc tous ces chiffons, ainsi que toutes les lettres que vous apportez de Pétersbourg.

Je sortis alors de son cabinet; en rentrant dans le premier salon, j'y trouvai plusieurs courtisans, et du plus haut étage, avec l'aide de camp de service; en me voyant sortir de chez l'Empereur, ils m'entourèrent et me comblèrent de politesses tout en tâchant de savoir ce qu'un aide de camp du maréchal Soult venait faire, en courrier, à Fontainebleau; mais ils s'étaient mal adressés, car je n'ai jamais aimé les questionneurs.

Je vis le grand maréchal Duroc qui m'indiqua la manière de lui envoyer les paquets que j'avais apportés de Pétersbourg; je le vis encore dans l'après-midi, et il m'invita à venir passer

quelques jours à la cour, quand je serais reposé; il me dit même que je serais logé au château; mais tout cela était de l'eau bénite de cour, et il n'y pensait plus un moment après; j'aurais mieux aimé qu'il m'eût fait la même politesse que le grand maréchal de la cour de Russie au moment où j'avais pris congé de l'empereur Alexandre, mais il n'en fut pas question, et j'eus même beaucoup de peine à obtenir le remboursement de mes frais de poste : Nul n'est prophète en son pays.

En rentrant à mon auberge, j'allais me mettre au lit, quand j'entendis frapper à ma porte à coups redoublés; on me pressait d'ouvrir en criant que c'était de la part de l'Empereur; je vis aussitôt entrer une espèce de valet de pied qui me dit que l'Empereur me demandait sur-le-champ; je courus précipitamment au palais, et en y arrivant, je trouvai ces bonnes gens de courtisans presque sens dessus dessous parce que, disaient-ils, l'Empereur m'avait demandé il y avait près d'un quart d'heure; ils paraissaient tremblants de ce que Sa Majesté avait attendu.

J'y entrai aussitôt, et je le trouvai avec un personnage, qui était M. de Talleyrand ou M. de Caulaincourt; je ne me rappelle plus parfaitement lequel des deux, mais je crois que c'était M. de Talleyrand. L'Empereur me fit encore répéter tout ce que je lui avais dit un moment avant, et il ajouta quelques questions auxquelles je répondis de mon mieux, mais toujours fort librement; il voulut me persuader que le général Savary m'avait remis encore d'autres dépêches pour lui ou ses ministres, mais je lui soutins hardiment le contraire, car j'étais sûr de mon fait. Enfin il me congédia; j'allai dormir quelques heures, et je retournai le soir à Paris.

Après avoir terminé toutes les grandes affaires, je m'occupai de remettre à différentes personnes les lettres dont je m'étais chargé pour elles à Pétersbourg; et, à ce sujet, je ne puis résister à l'envie de raconter ce qui m'arriva chez Mme Savary, duchesse de Rovigo.

Je commençai mes visites par elle : du plus loin qu'elle m'aperçut : « Ah! monsieur de Saint-Chamans, s'écria-t-elle,

que je suis aise de vous voir; il y a deux jours que je fais courir après vous... j'étais d'une impatience!...; car il y a plus de quinze jours que je n'ai reçu de nouvelles, ni du général, ni de mon frère.

Je m'empressai de lui remettre aussitôt des lettres de tous les deux, et en outre un assez gros paquet.

— Qu'est-ce que cela? dit-elle en parlant du paquet.

Je répondis que c'était un soulier d'une dame de Pétersbourg (Mme Ouwarow), à qui Faudoas la priait d'en faire faire quelques paires sur cet échantillon.

— Un soulier de femme fait à Pétersbourg, dit-elle; cela doit être assez curieux.

On posa sur la cheminée les lettres du mari et du frère, et le soulier fut vivement tiré de son enveloppe.

— Mais cela n'est pas mal... elle n'a pas le pied trop grand, cette femme-là... surtout si elle est grande.

Je répondis qu'elle était petite.

— Ah! c'est différent..., elles ont donc de grandes prétentions, les dames de Pétersbourg? en peut-on avoir sur elles aussi? sont-elles jolies? élégantes?

Je répondis qu'elles étaient l'une et l'autre : la conversation s'engagea sur leur toilette; je sortis au bout d'une demi-heure, et les lettres du mari étaient encore toutes cachetées sur la cheminée.

Peut-être aussi était-ce par politesse pour moi, car il ne faut jamais se hâter de juger défavorablement les femmes.

J'eus, dans ce même voyage de France, plusieurs occasions d'aller à Fontainebleau et à la cour; c'était le temps du mariage de Jérôme Bonaparte avec la princesse de Würtemberg, et dans cette circonstance, on donna de grandes fêtes à Fontainebleau; les reines et princesses de la famille impériale imaginèrent de faire danser devant l'Empereur des quadrilles où elles jouaient le principal rôle; Mme Murat n'ayant pas trouvé à la cour un nombre assez considérable de danseurs qui lui convinssent, ou à qui cela convînt (il en fallait 16), me fit écrire par une de ses dames, qu'elle m'avait désigné pour faire partie de son quadrille; on m'envoyait en même temps

tous les noms des ouvriers chargés de faire les habillements des danseurs, car il fallait que nous fussions habillés en Espagnols, et les danseuses, je crois, en Polonaises, et l'on m'invitait à me rendre à Fontainebleau pour y assister aux répétitions que nous devions faire des pas et figures du quadrille.

La curiosité m'entraîna à faire cette corvée.

J'allai donc à Fontainebleau, et, tous les matins, pendant trois ou quatre jours, Despréaux (1) nous faisait faire une répétition des figures, des pas, etc., que nous devions exécuter dans ce quadrille; il y avait parmi les danseurs quelques vieux roués de cour qui faisaient une mine assez plaisante entre les mains de M. Despréaux; le plus lourd et le plus maladroit de tous ces danseurs était le prince Borghèse, beau-frère de l'Empereur; c'était le danseur de Mme Murat.

Je dansais avec Mme Duroc, femme du grand maréchal, et en face de Mme de Broc, femme du grand maréchal de Hollande et belle-sœur du maréchal Ney; cette jeune femme a péri depuis en tombant dans un précipice aux eaux d'Aix en Savoie; elle avait la figure et la tournure des plus séduisantes et elle jouissait de la plus grande faveur auprès de la reine de Hollande (Mme Louis Bonaparte).

Enfin le jour du fameux quadrille arriva; mais lorsque nous étions en quelque sorte derrière la toile et qu'on n'attendait plus que l'arrivée de l'Empereur dans la salle du bal pour nous faire paraître et danser devant lui, on vint annoncer qu'il ne viendrait pas, et nous fûmes réduits à n'avoir pour spectateurs que l'impératrice Joséphine avec toute sa cour; cela désappointa beaucoup de monde, et particulièrement nos danseuses, qui comptaient briller aux yeux du maître; Mme Murat en éprouva un très vif chagrin, mais il ne fut pas de longue durée, car on nous fit revenir le dimanche suivant à Fontainebleau pour y recommencer la même fête, et cette fois l'Empereur y fut présent.

J'avoue que l'aspect de cette cour composée uniquement des plus belles femmes de Paris, et de jeunes officiers, me

(1) Fameux maître de danse et, je crois, maître des ballets à l'Opéra avant Gardel.

parut ravissant : tout y respirait le plaisir et la galanterie. Il y en avait plus qu'il ne fallait pour tourner la tête d'un jeune homme qui, depuis cinq ans, n'avait presque pas quitté l'armée; la mienne tourna effectivement, et au lieu d'aller rejoindre le maréchal Soult, comme c'était mon devoir, je m'avisai, sans l'avoir consulté, de demander un congé de trois mois au maréchal Berthier, qui me l'accorda aussitôt.

Je passai ces trois mois dans un tourbillon de plaisirs, tels que pouvait les goûter un jeune homme de vingt-six ans, qui avait fort peu vu le monde, et qui y débutait avec un grade supérieur et de l'argent à manger; ce moment de congé s'écoula bien rapidement, mais le réveil fut cruel.

J'avais presque oublié que j'étais aide de camp du maréchal Soult : il prit soin de me le rappeler; un de mes camarades, et fort de mes amis, qui arriva à Paris, aussi avec des dépêches, m'apprit que j'avais tout à fait encouru la disgrâce du maréchal en prenant un congé sans sa permission; il me confia que le maréchal demandait au ministre de la guerre que je fusse envoyé dans un régiment(1), et il me conseilla de partir le plus tôt possible pour l'apaiser, s'il en était encore temps.

(1) BUREAU DE L'ÉTAT-MAJOR.

Janvier 1808.

Rapport fait au ministre.

M. le maréchal Soult demande que M. Saint-Chamans, son aide de camp, nommé chef d'escadrons le 11 juillet 1807, soit placé en cette qualité dans un régiment de dragons ou de cavalerie légère.

Il assure que cet officier donne de justes espérances par son application et son zèle.

Les services de M. de Saint-Chamans remontent au 9 vendémiaire an X. Il est aide de camp du maréchal Soult depuis le 24 ventôse an XII.

Le ministre est prié de faire connaître si son intention est de proposer M. de Saint-Chamans pour un emploi titulaire de son grade.

Signé : Henry DUROSNEL.

MONSIEUR,

M. A. de Saint-Chamans, aide de camp du maréchal Soult, est proposé pour un régiment, mais comme il a des raisons qui lui font désirer de retarder cette demande, veuillez, Monsieur, avoir l'obligeance d'en suspendre la présentation. C'est un service personnel que je sollicite, puisqu'il regarde mon cousin et un de mes amis.

A. GIRARDIN.

Paris, 26 décembre 1807.

Je suivis son conseil, et je partis de Paris à la fin de 1807, pour rejoindre le maréchal qui venait d'établir son quartier général à Stettin; je fis une extrême diligence, m'arrêtant à peine le temps nécessaire pour manger, et j'arrivai à Stettin dans les premiers jours de janvier 1808.

APPENDICE

PIÈCES A L'APPUI DE LA MISSION DIPLOMATIQUE EN RUSSIE EN 1807.

Extrait des Mémoires de Savary, duc de Rovigo.

« Ce qui contribua à me le persuader fut l'arrivée subite, à Saint-Pétersbourg, d'un aide de camp du maréchal Soult (M. de Saint-Chamans), que ce maréchal m'envoya des bords de la Vistule, où était encore son corps d'armée. Le maréchal Soult avait saisi une correspondance toute fraîche, dans laquelle, parmi beaucoup de lettres pleines de phrases énigmatiques, il y en avait qui, d'un bout à l'autre, ne traitaient que d'une manière semblable. Je me rappelle que dans une de ces lettres entre autres, il y avait ces expressions : « Est-ce que vous n'avez donc plus chez vous des P..., des Pl..., des M..., des B... ni des V...? » (Meurtriers de l'empereur Paul.)

« Ces lettres étaient écrites de Prusse à des Russes. Quoiqu'elles me parussent plutôt être la production de quelque imagination exaltée, que la conséquence d'un commencement d'entreprise criminelle, je trouvai le cas trop grave pour me charger de la responsabilité, en prenant sur moi de ne pas les communiquer à l'empereur Alexandre, d'autant plus que je devais supposer qu'il aurait probablement quelques informations d'autre part.

« Je m'y pris donc du mieux qu'il me fut possible pour les lui faire parvenir, en l'informant de l'arrivée de M. de Saint-Chamans, etc. » (*Mémoires du duc de Rovigo*, t. III, p. 190-191.)

Savary à Talleyrand.

Saint-Pétersbourg, 28 août-9 septembre 1807.

M. le chef d'escadrons Saint-Chamans, aide de camp du maréchal Soult, porte cette fois mes dépêches à l'Empereur et à Votre Altesse. Il m'avait été envoyé par le maréchal Soult avec différentes communications importantes pour l'empereur Alexandre dont Votre Altesse aura pu avoir déjà connaissance.

M. Saint-Chamans pourra dans tous les cas vous en parler. Le maréchal Soult m'avait aussi écrit relativement à des affaires de service con-

cernant l'échange de prisonniers. Ces affaires ont été aussitôt arrangées ici, suivant le désir du maréchal. On met toujours beaucoup d'empressement à faire ce que je demande, etc.

Plus loin :

Je mets le plus grand intérêt à recevoir promptement les objets demandés dans la note jointe à ma lettre au grand maréchal Duroc. La personne pour qui ils sont est *toute française* quand il s'agit de servir notre Empereur et mérite qu'on entretienne ses bonnes dispositions.

Je charge M. de Saint-Chamans de voir Votre Altesse et j'espère qu'elle voudra bien lui permettre de l'entretenir des détails qu'il pourra vous donner relativement à ma situation ici. Devrait-on renvoyer cet officier pour rapporter tout ce que je demande? Il est d'un plus grand intérêt qu'on ne pense que je reçoive promptement toutes ces commissions, parce que cette exactitude sera un moyen de plaire. — La demande d'acteurs m'a été renouvelée encore hier au dîner de l'Empereur. Il y met personnellement l'intérêt d'un prince qui cherche à polir, par les moyens les plus agréables, les mœurs de ses sujets, et il saura à Votre Altesse un gré infini de faire accéder à ses désirs.

Pétersbourg, le 9 septembre 1807.

SIRE,

M. de Saint-Chamans aide de camp du maréchal Soult porte cette fois mes dépêches à Sa Majesté. Il a vu l'Empereur deux fois, a eu deux entretiens particuliers avec lui et pourra satisfaire à ce que Votre Majesté lui fera l'honneur de lui demander, etc., etc.

Rapport annexé à la lettre du 9 septembre 1807.

Avant l'arrivée de cette réponse d'Angleterre j'avais reçu du maréchal Soult un paquet pour l'empereur de Russie et un à mon adresse contenant différentes pièces relatives à une trame ourdie contre les jours de ce monarque. Je lui ai remis le tout parce que cela paraissait le toucher de trop près. M. de Saint-Chamans était porteur de cette dépêche, et comme il en connaissait le contenu, je lui donne celle-ci pour Paris afin que Votre Majesté puisse l'interroger.

Cette démarche d'un de vos maréchaux a pénétré l'empereur Alexandre et a donné lieu à de nombreuses explications sur la possibilité d'exécuter un semblable projet et sur les moyens à prendre pour se garantir du danger. Il se garde maintenant un peu mieux et se fait suivre partout. Il écrit au maréchal Soult pour le remercier et lui demander encore d'autres détails s'il en parvient à sa connaissance.

Voici comment l'Empereur s'est exprimé à cette occasion : « S'ils parviennent à leur but, tout sera fini ; mais je ne pense pas qu'ils trouvent autour de moi de mes ennemis, au reste *un bon averti en vaut deux*, et je vais m'en occuper d'autant mieux que ce n'est pas le premier avis de cette nature que je reçois. S'il me revient encore quelque chose je vous le dirai et j'espère que vous me servirez s'il vient encore à votre connaissance le moindre bruit de ce genre. »

RÉPONSE. — Non seulement, Sire, je vous donnerai avis de tout ce que j'apprendrai, mais j'espère que Votre Majesté me permettra de me placer parmi ses dévoués si l'événement prenait un caractère tel que l'on fût obligé d'employer la force pour préserver Votre Majesté.

L'Empereur. — J'y compte, général, et ai la plus grande confiance en vous; mais j'espère que nous n'en viendrons pas là. Une seule chose m'occupe, c'est Bennigsen qui est en quelque sorte un traître et capable de se mettre à la tête d'un parti contre moi. Les avis donnés au maréchal Soult par vos prisonniers ne sont pas les premiers qui me soient parvenus, et je vais prendre des mesures de surveillance sévères contre lui. Adieu, général, nous nous entretiendrons quelques fois de cela.

Depuis l'Empereur a fait part de cette conversation avec Mme N... (1) qui m'a dit combien il avait été sensible à beaucoup de choses que je lui avais dites et qui m'a recommandé de tâcher de le *rendre un peu plus méchant*.

Pendant le dîner du lundi (7 sept.) on parla beaucoup de théâtres et l'Empereur me dit plusieurs fois qu'il espérait que Votre Majesté voudrait bien lui donner quelques acteurs et qu'elle ne pouvait lui faire de plus grand plaisir.

Il m'engagea à passer dans son cabinet après le dîner; je l'y suivis et il commença ainsi :

— Quand expédiez-vous à Paris ?

Réponse. — Demain, Sire.

L'Empereur. — Eh bien, envoyez-moi l'officier demain à l'heure de mon dîner; je lui donnerai une lettre pour le maréchal Soult et je serai bien aise de le charger de l'assurance de mon attachement pour l'Empereur. Donnez-lui le rapport de ce que vous avez vu à Cronstadt.

Réponse. — Puisque Votre Majesté me l'ordonne, je le ferai; mais une chose qui intéresse certainement l'Empereur, c'est de savoir jusqu'à quel point le voyage de M. de Saint-Chamans est fondé, et je ne puis lui faire un plus grand plaisir que de l'en entretenir, parce que je suis sûr que la lettre qu'il a reçue du maréchal Soult lui a donné de l'inquiétude sur Votre Majesté.

L'Empereur. — Dites-lui combien j'ai été sensible à cette marque d'intérêt personnel d'un de ses généraux. Je n'ai aucune raison de craindre un pareil événement, mais je me tiendrai sur mes gardes et ferai suivre avec aptitude ces soupçons qui peut-être finiront par m'apprendre quelque chose. Mes vœux sont pour lui et j'espère qu'il sera conservé, comme aussi j'espère rencontrer bientôt l'occasion de lui prouver mon attachement.

Signé : Savary.

Lettre de Savary au ministre des affaires étrangères.

Pétersbourg, 10/22 septembre 1807.

Je serais véritablement au désespoir que les lettres que j'écrivais à votre prédécesseur par MM. de Saint-Aignan et de Saint-Chamans eussent le sort de la première et restassent sans réponse. Je me plais à croire que Votre Excellence les aura jugées assez importantes pour mériter quelque attention. J'insistais particulièrement sur la prompte nomination d'un ambassadeur et sur l'envoi de beaucoup de présents que je crois plus que jamais nécessaire à donner aussitôt que possible ici.

Je juge ainsi par tout ce que je vois, et vous avez une trop grande connaissance des affaires et des relations entre cours pour ne pas savoir qu'il

(1) Madame Narischkine.

n'y a pas de petites choses en ce genre. Je suis porté à penser, d'après cette considération, que beaucoup des objets que j'ai demandés sont déjà en route.

Le ministre des affaires étrangères à Savary.

Fontainebleau, 15/27 septembre 1807.

L'Empereur m'ordonne de vous prévenir que ce que vous avez demandé d'une manière particulière vous sera envoyé. Il me charge, en même temps, de vous dire qu'il a vu avec peine qu'une chose qui, par sa nature, doit rester secrète, ait été confiée à un jeune homme comme M. de Saint-Chamans et même à M. de Lesseps. Votre secrétaire devait également ignorer ces détails, et tout ce qui tient à la vie privée d'un souverain doit être sacré.

(*Documents extraits des archives diplomatiques du ministère des affaires étrangères de Russie.*)

1808

Je ne trouvai pas le maréchal Soult à Stettin; il était depuis plusieurs jours à Stralsund, mais on l'attendait à chaque instant, et je pris le parti de rester là au lieu de courir après lui, sans être sûr de le rencontrer; j'avais d'ailleurs fait la route si précipitamment que cette fatigue, jointe à celle des plaisirs de Paris, m'avait mis sur les dents; Mme la maréchale Soult était à Stettin, et je résolus, en attendant le retour de son mari, d'être aimable et empressé auprès d'elle, afin de m'en faire un avocat qui, je le savais bien, gagnerait ma cause s'il voulait la plaider, car elle avait beaucoup d'empire sur le maréchal.

Je réussis assez bien dans ce projet, et quand le maréchal revint à Stettin, elle tâcha de m'excuser auprès de lui.

Je ne puis pas dire qu'il me reçut mal, car il ne me regarda ni ne me parla, et il ne semblait jamais se douter que je fusse dans la même chambre ou à la même table que lui; cela dura environ un mois, sans que j'eusse lieu de m'apercevoir qu'il eût oublié mon étourderie; enfin, ennuyé de cette bouderie, je pris le parti de lui écrire; je tâchais dans ma lettre d'excuser la longue absence que j'avais faite sans sa permission, et je terminais en lui disant qu'après avoir joui de son entière confiance, je ne pouvais m'accoutumer à sa froideur; qu'ainsi donc, s'il était déterminé à ne point oublier des torts que je n'avais pas cru aussi graves, je le priais de me faire passer dans un régiment de cavalerie.

Quand je risquai cette lettre, j'étais presque assuré, d'après ce que m'avait dit la maréchale, qu'il commençait à me voir

moins défavorablement, car il m'aurait fort attrapé en me prenant au mot; notre métier d'aide de camp en garnison était doux et agréable, et de plus, l'emploi d'aide de camp auprès du maréchal Soult me faisait compter dans la garde impériale, ce qui, comme je l'ai déjà dit, avait sous tous les rapports de grands avantages.

Je n'aperçus encore pendant quelques jours aucun changement dans ses manières à mon égard; enfin il me fit appeler un matin, et me remit un ordre pour me rendre en poste à Stralsund, ainsi que des dépêches pour le général Molitor qui y commandait. Il me donna d'un ton amical quelques instructions sur ce que j'avais à faire en cette ville, en me recommandant de revenir promptement : il ne me dit pas un mot des sujets de mécontentement que je lui avais donnés, et je ne jugeai pas non plus à propos de lui en parler.

Je ne restai que peu de jours à Stralsund, et de retour à Stettin, je trouvai le maréchal presque ce qu'il avait toujours été pour moi; il y avait cependant encore quelque chose d'affecté et de gêné dans ses manières et dans sa conversation quand nous étions seuls ensemble.

Une des choses qui contribua le plus à me réconcilier avec lui, ce fut le départ de Lameth, mon camarade et mon ami, et comme moi son aide de camp depuis cinq ans. Nous étions arrivés en même temps auprès de lui à la formation du camp de Boulogne, notre avancement avait été le même, mais Lameth, pensant qu'il aurait une plus belle carrière à parcourir auprès de Murat, avait demandé et obtenu de passer aide de camp de ce dernier, qui depuis longtemps était un des ennemis les plus prononcés du maréchal Soult. Il reçut sa nomination à cette époque et partit précipitamment de Stettin pour rejoindre Murat, qui avait un commandement en chef en Espagne.

Le maréchal fut très piqué de son départ, et surtout de le voir passer aide de camp de Murat. Il s'en expliqua hautement et parut s'attacher davantage à ceux qui restaient avec lui, et particulièrement à moi, car il savait bien que si je l'avais désiré, j'aurais pu aussi être placé près de Murat, ou

de Berthier; mais outre que la reconnaissance que je lui devais pour le prompt avancement qu'il m'avait fait avoir, me portait à ne pas le quitter, j'avoue que je n'étais pas assez riche pour supporter les dépenses qu'il fallait faire dans les états-majors de ces deux princes.

Nous fîmes quelques voyages à Stargard, où était établie une des divisions d'infanterie de son corps d'armée, et le maréchal ayant ensuite reçu l'ordre d'aller à Custrin au-devant de l'empereur de Russie et du grand-duc Constantin, qui se rendaient à Erfurt, il fit réunir dans la dernière de ces deux villes une fort belle division de carabiniers et de cuirassiers, dont l'empereur Alexandre et le grand-duc passèrent la revue; ils en témoignèrent hautement leur satisfaction; et, en effet, ces régiments étaient superbes.

Je retrouvai dans la suite de ces princes plusieurs des officiers russes que j'avais connus à Pétersbourg, et ils me firent beaucoup d'amitiés; je crus m'apercevoir que ce voyage de leur Empereur à Erfurt ne leur plaisait pas.

Ce prince ne s'arrêta qu'un jour à Custrin; il avait toujours avec lui dans sa calèche de voyage le maréchal Lannes, qui avait été fort loin au-devant de lui pour veiller à ce que les plus grands honneurs lui fussent rendus partout où il y aurait des corps de troupes françaises.

Nous retournâmes à Stettin aussitôt après le passage de l'empereur Alexandre, et j'y tombai sérieusement malade; les fatigues de toute espèce que j'avais éprouvées depuis un an avaient altéré mon tempérament, et je restai trois mois entre la vie et la mort; ma jeunesse et la force de ma constitution me sauvèrent (1).

(1) Ma maladie était une fièvre inflammatoire qui, de tierce, était devenue continue; les médecins de l'armée qui me soignaient, gens au reste fort peu habiles, ne savaient plus où donner de la tête; ils avaient essayé de tous les remèdes et aucun ne réussissait. J'avouais un jour à l'un d'eux que dans la nuit j'éprouvais fréquemment une violente envie de boire de l'eau à la glace. « Gardez-vous-en bien, me dit-il, cela vous serait funeste; je ne répondrais pas du tout de vous après cette imprudence »; je consultai aussi ses confrères à ce sujet, et ils furent de son avis.

Cependant, quelques jours après, je me trouvai le matin si altéré à la suite d'un violent redoublement, que je résolus de me délecter avec un bon

J'étais à peine convalescent quand le maréchal Soult reçut ordre de se rendre à Berlin pour en prendre le commandement en place du maréchal Victor qui partait pour l'Espagne.

Ce fut à cette époque que les maréchaux de France et d'autres personnages marquants reçurent des titres auxquels étaient joints un nouveau nom et une dotation considérable; le maréchal Soult désirait et espérait être appelé duc d'Austerlitz; c'était effectivement son plus beau fait d'armes et l'époque la plus glorieuse de sa carrière militaire; mais Bonaparte ne voulait partager avec personne l'honneur de cette belle victoire, et le maréchal Soult reçut le titre de duc de Dalmatie, pays où il n'avait jamais été, et avec lequel il n'avait rien de commun; il se voyait ainsi mis sur la ligne des ducs de Vicence, de Bassano, de Bénévent, d'Istrie et de tant d'autres dont les nouveaux noms n'étaient pas plus significatifs que les anciens, tandis que Ney, Davout, Lannes, Kellermann, Masséna et d'autres généraux qui s'étaient, comme lui, illustrés dans la guerre de la Révolution, avaient reçu, avec le titre de duc, un nom qui rappelait leur plus beau fait d'armes.

pot d'eau fraîche; j'appelai mon valet de chambre qui me veillait, et je lui ordonnai très impérativement de m'aller chercher de l'eau au puits de la maison; il refusa, disant que les docteurs le lui avaient défendu; mais je me mis dans une affreuse colère contre lui, et après lui avoir dit toutes les injures qu'elle me suggérait, je lui annonçai que je le chasserais le jour même s'il ne m'obéissait pas; c'était un bon Picard que j'avais tiré de sa chaumière quelques années avant, et il ne sut pas me résister; il m'apporta donc un pot d'eau vraiment glaciale; je le bus tout entier et si avidement, qu'il ne lui fut pas possible de me l'ôter avant qu'il fût vide.

La fièvre me quitta de ce moment-là et ne revint plus; peu de jours après, j'entrai en convalescence, et elle fut prompte et heureuse.

Si quelqu'un croyait, d'après cette anecdote, que j'ai peu de confiance dans les médecins, je lui dirais qu'il se trompe beaucoup et que je leur obéis toujours aveuglément; sans avoir précisément la scrupuleuse exactitude du malade de Molière, qui veut savoir combien de grains de sel il doit mettre dans son œuf, moi je veux savoir juste à quelle heure et en quelle quantité je dois prendre ma tisane, et il ne m'est jamais arrivé de les dépasser d'une minute ni d'une goutte; aussi j'attribue ma crânerie, dans l'exemple que je viens de citer, à une espèce de délire qui accompagne toujours la fièvre et au dégoût de la vie que cause une maladie de trois mois.

Cette note a été écrite il y a très longtemps, et depuis, j'ai bien changé vis-à-vis des médecins, dans lesquels je n'ai aucune confiance.

Le maréchal Soult en conçut un violent dépit, mais la grosse dotation qui accompagnait le titre de duc, soit en terres dans les pays conquis, soit en rentes sur le grand-livre, dut l'apaiser un peu.

Quant à moi, l'Empereur ne pouvait me donner ni titre ni nom qui valût ceux que m'avaient transmis mes ancêtres; je reçus une rente de 2,000 francs en une ferme dans le royaume de Westphalie; cette rente fut assez mal payée jusqu'en 1813, où elle ne le fut plus du tout.

Le départ du maréchal Victor pour l'Espagne et les bruits répandus à Berlin par nos ennemis (nous n'en manquions pas) nous donnèrent une idée confuse des grands événements qui s'étaient passés en Espagne et qu'on avait tenus cachés jusque-là assez soigneusement; mais quand on aurait permis qu'ils fussent publiés, nous n'aurions jamais pu y croire entièrement, tant il était loin de notre pensée qu'une armée française de 20,000 hommes pût être forcée de se rendre aux Espagnols; c'était pourtant ce qui venait d'arriver à l'armée du général Dupont après la bataille de Baylen.

La joie des Prussiens aurait cependant dû nous convaincre de ces désastres; ils portaient aux nues la valeur des soldats espagnols, qu'ils n'appelaient pas autrement que les libérateurs du monde, et ils semblaient nous prédire que nous avions trouvé le terme de nos prospérités et de notre gloire.

En attendant, la vie que nous menions à Berlin était des plus agréables, et nous enterrions la synagogue avec honneur; nous avions maison de ville et maison de campagne, à Berlin et à Charlottenbourg, et dans ces deux endroits, nous jouissions avec profusion de tous les plaisirs qu'offre aux étrangers une grande capitale; nous jouissions, pour ainsi dire, de notre reste.

Sur ces entrefaites, le maréchal Soult reçut ordre de se rendre à Erfurt, près de l'empereur Napoléon : il nous fut alors facile de juger que nous étions aussi destinés pour l'Espagne.

En effet le maréchal nous envoya d'Erfurt, où un aide de camp seulement l'avait accompagné, l'ordre de mettre en

route toute sa maison, bagages, chevaux et domestiques (ainsi que les nôtres), et de le rejoindre, nous, en poste à Paris, où il se rendait directement.

Ce départ me fit plaisir : ma santé s'était rétablie, et, comme tous les hommes, je m'ennuyais d'être longtemps tranquille et heureux; je quittai donc sans regret l'Allemagne pour aller guerroyer dans un pays qui lui ressemblait si peu, et où nous attendaient tant de fatigues, de dangers et de privations.

J'arrivai à Paris avec les autres aides de camp du maréchal le jour même où il en partait pour se rendre à Bayonne; nous en partîmes nous-mêmes le lendemain, et j'avoue qu'il me fut pénible, au moment d'une séparation qui pouvait être si longue, de ne passer qu'un jour avec ma famille et mes amis.

La route d'Espagne était couverte de troupes et de trains d'artillerie et d'équipages; nous pensions que nous allions avoir des succès brillants et rapides, et jugeant de l'Espagne par l'Allemagne, nous nous imaginions que dans peu de temps nous aurions obligé, dans Madrid, les Espagnols à signer la paix.

Nous étions quatre aides de camp dans la grosse berline du maréchal, et l'énorme quantité de gens de toute espèce qui couraient vers l'Espagne nous faisait éprouver de grandes difficultés pour avoir six chevaux à chaque poste; jusque dans les environs de Bordeaux, nous allâmes cependant assez bien, mais en approchant de cette ville, nous trouvâmes tous les chevaux de poste retenus pour le service de l'Empereur, dont le prochain passage était annoncé; nous ne pouvions plus alors marcher qu'en louant des chevaux de particulier, et même quelquefois des attelages de bœufs; de cette manière, nous n'avançions pas vite; dans un village, avant d'arriver à Bordeaux, nous ne pûmes partir qu'avec un attelage de huit vaches, et l'Empereur qui passa en ce moment, seul et courant la poste sur un franc bidet, se prit à rire en voyant notre équipage; il était effectivement assez plaisant de voir cette belle voiture, avec les armes des maréchaux de France sur les panneaux, et remplie d'officiers richement habillés,

attelée de huit maigres vaches et conduite par quatre paysans gascons, armés de longs bâtons ferrés.

A notre arrivée à Bordeaux, on nous déclara qu'il fallait nous faire inscrire à la poste pour avoir des chevaux à notre tour; la liste au bout de laquelle nous fûmes mis était d'une longueur énorme; nous vîmes bien qu'il faudrait attendre longtemps, mais nous en prîmes gaiement notre parti : les auberges étaient bonnes, la chère excellente, et le spectacle très passable, même pour des gens qui auraient été tout frais émoulus de ceux de Paris.

Au bout de trois jours passés dans toutes sortes de plaisirs, nous commençâmes à penser que Bordeaux ne valait certainement pas mieux que Paris, où nous n'étions restés que vingt-quatre heures, et il fut résolu, coûte que coûte, de partir le lendemain; après nous être assurés à la poste que notre tour d'avoir des chevaux était encore éloigné, nous fîmes marché avec un voiturier pour qu'en cinq jours il nous conduisît à Bayonne, d'où je partis le 7 novembre pour rejoindre le maréchal Soult qui, à la tête d'un corps d'armée, marchait sur Burgos; je courais à franc étrier avec un de mes camarades nommé Anthoine (1), neveu de Joseph Bonaparte et dont la sœur allait épouser le général Suchet, depuis maréchal de France et duc d'Albuféra; nos deux autres compagnons de voyage ne partirent de Bayonne qu'après nous.

A peine étions-nous entrés en Espagne que nous commençâmes à jouir des passe-temps de ce pays, car nous nous croisâmes à la poste d'Irun avec un courrier qui rentrait en France et qui nous raconta qu'on venait de lui tirer plusieurs coups de fusil dans le premier village que nous allions trouver sur notre route; il en était encore tout pâle, et son postillon, quoique Espagnol, n'avait pas l'air plus rassuré que lui.

Cela ne nous empêcha pas de continuer sur-le-champ notre voyage, car nous pensâmes que les brigands, après ce beau coup, se seraient éloignés; nous courûmes toute la nuit sans accident et toute la journée du lendemain, et le 9 novembre

(1) Lieutenant général en 1845, sous le nom de baron de Saint-Joseph.

au point du jour, nous étions à Vitoria, où se trouvait alors Joseph Bonaparte avec toute sa cour et quelques troupes; il en partait ce jour-là même pour suivre l'armée française qui marchait sur Burgos; il n'y avait plus de chevaux à la poste, et j'étais assez embarrassé pour continuer mon voyage, mais mon camarade Anthoine avait du crédit dans cette cour; il obtint pour lui un cheval des écuries du Roi son oncle, et pour moi une place dans les voitures de Sa Majesté Catholique; j'étais tout seul dans une bonne berline où je me reposai des fatigues des deux dernières nuits; j'y trouvai une grammaire espagnole, et je commençai à étudier cette langue qu'il me devenait si utile de parler; je fus enchanté de la facilité que j'y trouvai, et je jugeai que la connaissance que j'avais des langues latine et italienne, quoique très imparfaite, me rendrait cette étude fort aisée.

Nous allâmes coucher le 9 à Miranda del Ebro; cette malheureuse ville, presque entièrement pillée, brûlait encore en partie : j'y étais logé chez une vieille femme dont la maison annonçait l'opulence; on me fit beaucoup d'offres quand j'y entrai; je ne voulus rien accepter, mais enfin étant pressé de plus en plus, je demandai du raisin; j'en avais mangé de très bon à Vitoria, et l'échauffement de la route me le faisait trouver encore meilleur; on me répondit qu'il n'y en avait pas, mais que tout ce qui était dans la maison était à mon service; je demandai alors de l'eau que je bus toute pure, prenant mon mal en patience; un moment après, j'entendis de grands cris dans la cour, et étant descendu précipitamment, je trouvai la maîtresse de la maison aux prises avec un de nos soldats qui lui emportait quelques pièces d'argenterie qu'elle cherchait à retenir; je les repris aussitôt en donnant des coups de plat de sabre à ce pillard qui se sauva promptement; après avoir rendu à mon hôtesse son argenterie, je remontais dans ma chambre quand son valet, ou intendant, me faisant signe de le suivre, me mena dans une chambre où il y avait de beaux fruits, et entre autres du raisin, dont il me présenta une assiette; j'en pris une grappe que je lui écrasai sur le nez, en lui disant pour lui et sa maîtresse

toutes les injures que ma colère, et le peu d'espagnol que je savais, me suggérèrent; je sortis ensuite et n'en revis plus un.

Il me semble que j'étais en droit de le traiter ainsi, et même le maître de la maison, si ce n'avait pas été une femme.

Le 10, je voyageai de la même manière que la veille; nous allâmes coucher à Briviesca, où nous arrivâmes de bonne heure. Nous y apprîmes que le maréchal Soult avait battu ce même jour l'armée espagnole aux environs de Burgos, et qu'il était entré dans cette ville : la nouvelle de cette bataille augmenta encore le désir que j'avais de le rejoindre, et après avoir consulté plusieurs personnes sur les moyens de partir à l'instant même pour Burgos, j'allais me mettre en route à pied en calculant que j'y arriverais dans la nuit, quand on m'offrit de me vendre un petit cheval du pays, espèce de mauvais bidet de poste, mais qui pouvait bien faire douze lieues tout d'une traite. J'acceptai avec empressement, et le marché fut bientôt conclu; je le payai sept louis, vu la circonstance; Anthoine en trouva un encore plus mauvais, et nous partîmes le soir, seuls et sans guides; mais nous suivions une grande route que l'armée avait tenue toute la journée, nous n'avions que douze lieues à faire, ainsi le danger n'était pas bien grand.

Nous eûmes quelque peine à obtenir de nos rosses qu'elles fissent ce trajet sans rafraîchir; mais il le fallait bien, et nous arrivâmes tous quatre, éreintés, avant le jour, à Burgos; il me serait difficile de dire si nos chevaux étaient plus fatigués de nous que nous ne l'étions d'eux; et j'aurais mieux aimé courir cinquante postes sur de bons chevaux que d'en faire six sur ce criquet qui n'avait certainement jamais porté autre chose que des sacs de blé au moulin; quant à mon pauvre camarade, j'étais souvent forcé de marcher à pied derrière lui pour battre son cheval, sans quoi ils seraient restés en route.

En entrant dans Burgos, qui brûlait en trois endroits, nous ne savions de quel côté tourner pour trouver la maison qu'occupait le maréchal; il n'était pas resté d'habitants dans la ville; d'ailleurs, quand il y en aurait eu, nous n'en aurions pas trouvé dans les rues à cette heure-là.

Enfin, à force de marcher, nous arrivâmes sur une grande

place où nous trouvâmes un poste d'infanterie qui nous indiqua, tant bien que mal, ce que nous cherchions; nous errâmes encore longtemps dans cette direction, et nous finîmes par arriver chez le maréchal au point du jour.

Mon premier soin fut de lâcher mon pauvre cheval dans une écurie où je voyais des tas d'orge et de paille hachée (seule nourriture des chevaux en Espagne); je fus convaincu dans la journée même qu'il n'y avait pas perdu son temps, car il marcha mieux qu'il n'avait fait la nuit.

Un moment après, on vint avertir le maréchal que le feu avait pris dans une maison voisine de celle occupée par l'Empereur. Il y courut aussitôt : je ne jugeai pas nécessaire de l'accompagner, et je me mis dans un fort bon lit où je réparai en peu d'instants les fatigues de la nuit.

Je fus réveillé deux heures après : il fallait partir; le maréchal venait de recevoir l'ordre de se diriger promptement, avec son corps d'armée, sur Santander, en passant par Reinosa, pour se placer sur les derrières du corps de Blake, successivement battu par les maréchaux Lefèvre et Victor.

Nous étions le 12 novembre à Huermeces, le 13 à Canduela, le 14 à Reinosa; nous fîmes dans ces marches un assez grand nombre de prisonniers, mais sans nous battre : toute cette armée de Blake était dans la terreur et dans la confusion; les Espagnols ne songeaient qu'à s'enfuir, et pas du tout à se défendre.

Une grande partie de nos prisonniers étaient de pauvres paysans qu'on avait armés, et auxquels on avait mis sur le dos un uniforme anglais; c'étaient les plus misérables soldats qu'on pût voir, et les moins redoutables sur le champ de bataille, mais fort convenables pour assassiner sur la grand'-route le Français voyageant isolément; aussi bientôt ne furent-ils plus employés qu'à ce métier, et, de cette manière, ils nous firent plus de mal que les armées espagnoles ne nous en faisaient en bataille rangée.

Les paysans qui n'avaient pas pris les armes abandonnaient, à notre approche, leur habitation, et n'y rentraient que quand nous nous en étions éloignés.

Nous trouvâmes à Reinosa cinquante pièces de canon abandonnées, une fort grande quantité de fusils et des magasins immenses en vivres et en munitions; les Anglais y avaient envoyé un approvisionnement considérable de rhum, et de beaux et bons fromages de Chester.

De Reinosa, où nous restâmes le 15, nous fûmes le 16 à los Cozales, et le 17 à Santander, où nous entrâmes sans résistance; cette ville était, comme Reinosa, entièrement abandonnée de ses habitants; les troupes anglaises et espagnoles qui s'y étaient embarquées avaient, en partant, fait sauter quelques tonneaux de poudre, dont l'explosion avait causé d'assez grands dégâts dans la ville.

Santander, autant qu'il me fut possible d'en juger dans son état d'abandon, était une ville riche et commerçante; nous n'y séjournâmes point, et nous marchâmes promptement sur Sanvicente de la Barquera, où nous savions qu'il existait un rassemblement de troupes espagnoles; le pont de cette ville, extrêmement long et étroit, aurait offert à de bonnes troupes un moyen de défense dont nous n'aurions peut-être pas triomphé; mais il fut enlevé, sans beaucoup de résistance, par l'avant-garde de la division d'infanterie du général Mouton (1); on y tua quelques Espagnols, et on y fit des prisonniers.

Après y être restés huit jours, nous nous rendîmes à Saldaña, en passant par Potès, Cervera et Menbrillas.

Le maréchal s'établit à Saldaña, en attendant de nouveaux ordres de l'Empereur qui manœuvrait sur Madrid, où, peu de jours après, nous apprîmes qu'il était entré; nous nous

(1) Plus connu depuis sous le nom de comte de Lobau, maréchal de France. George *Mouton*, comte de Lobau, né à Phalsbourg le 28 février 1770, † 27 novembre 1838, entré comme soldat, le 1er août 1792, dans le 9e bataillon de la Meurthe, général de brigade le 12 pluviôse an XIII, aide de camp de l'Empereur, général de division le 5 octobre 1807, comte de l'Empire le 28 mai 1809, comte de Lobau, avec majorat, le 19 septembre 1810; prisonnier de guerre à Leipzig, chevalier de Saint-Louis le 8 juillet 1814, le 20 mars 1815, il reçut le commandement de la 1re division militaire; fait prisonnier à Waterloo, il fut conduit en Angleterre, puis exilé; rétabli sur le tableau des officiers généraux en disponibilité le 1er janvier 1819; grand'croix de la Légion d'honneur le 19 août 1830, commandant des gardes nationales de la Seine le 26 décembre 1830, maréchal de France le 27 juin 1833.

regardions comme assez loin de l'ennemi pour dormir tranquilles, quand tout à coup notre avant-garde de cavalerie, qui s'était postée à Sahagun, fut attaquée et surprise par la cavalerie anglaise (21 décembre).

C'était le général Debelle (1) qui commandait cette avant-garde, composée du 1er régiment de chasseurs provisoire (dont le colonel était M. de Tascher (2), cousin de l'impératrice Joséphine) et du 8e régiment de dragons, commandé par le comte Alexandre de Girardin (3).

Le 1er régiment de chasseurs provisoire fut presque entièrement détruit dans cette surprise; le 8e régiment de dragons souffrit aussi, mais moins.

Le maréchal Soult, se voyant sur les bras toute l'armée anglaise, à laquelle il ne pouvait opposer qu'un faible corps d'armée, se rapprocha de Burgos et s'établit le 24 décembre à Carrion; il m'avait envoyé la veille à Palencia porter l'ordre aux généraux Delaborde (4) et Lorge (5), qui y étaient postés,

(1) *Debelle de Gachetière* (César-Alexandre, baron), né à Voreppe (Isère) le 27 novembre 1770, † 19 juillet 1826, entré comme canonnier au 6e régiment d'artillerie à pied le 1er juillet 1787; passa au 1er régiment de chasseurs le 1er octobre 1789, où il devint brigadier le 15 mars 1791; sous-lieutenant au 12e dragons le 15 septembre 1791, colonel du 11e régiment de dragons le 1er germinal an V, général de brigade le 12 pluviôse an XIII, baron de l'Empire en 1808; admis à la retraite le 15 mars 1812; traduit devant un conseil de guerre et condamné à mort le 24 mars 1816, peine commuée en détention de dix ans dans une prison d'État; enfermé dans la citadelle de Besançon, il fut remis en liberté, sur la demande du duc d'Angoulême, le 16 juillet 1817.

(2) *Tascher de la Pagerie* (Pierre-Claude-Louis-Robert, duc de), né à Fort-Royal (Martinique) le 1er avril 1787, † 3 mars 1861, élève à l'École militaire de Fontainebleau, sous-lieutenant en 1806, comte de l'Empire le 9 mars 1810, général de brigade le 17 février 1814, sénateur du second Empire le 31 décembre 1852; grand maître des cérémonies de l'Impératrice.

(3) Depuis lieutenant général et premier veneur des rois Louis XVIII et Charles X.

(4) *Delaborde* (Henri-François, comte), né à Dijon le 21 décembre 1764, † 3 février 1833, sous-officier au moment de la Révolution, fut élu lieutenant en 1792 au 1er bataillon de la Côte-d'Or, commandant le 3 juin 1792, général de brigade et gouverneur de l'île de Corse en 1793, général de division en l'an VIII, gouverneur du château de Compiègne en 1812, chambellan de l'Empereur et pair de France le 2 juin 1815, proscrit par la loi du 24 juillet 1815.

(5) *Lorge* (Jean-Thomas-Guillaume, baron de), né à Caen le 22 novembre 1767, † 28 novembre 1826, s'enrôla le 19 novembre 1785 au 7e régiment

le premier avec une division d'infanterie, et le second avec une division de dragons, de se réunir à lui pour faire tête à l'armée anglaise; il s'était aussi hâté de prévenir l'Empereur, alors à Madrid, du mouvement des Anglais.

Le 27 décembre, nous étions à Cervatos de la Cueza, le 28 à Grajal, le 29 entre Grajal et Léon, et le 30 à Léon, où nous croyions combattre l'armée de la Romana, et où nous ne trouvâmes que ses hôpitaux, encombrés de soldats malades, si jeunes, si faibles et si abattus qu'il était facile de juger de la nullité de cette armée.

Nous séjournâmes le 31 à Léon, où la plupart des habitants étaient restés, ce qui formait un spectacle nouveau pour nous, car nous n'étions pas encore entrés dans une ville d'Espagne sans la trouver déserte.

De Léon, nous fûmes à Astorga où nous nous réunîmes à l'armée de l'Empereur qui venait de Madrid, et dont l'avant-garde de cavalerie, formée par les chasseurs de la garde, avait été battue la veille au pont de Benavente par la cavalerie anglaise : le général Lefebvre-Desnouettes, colonel des chasseurs à cheval de la garde, y avait été fait prisonnier.

de dragons, entra comme capitaine au 1er bataillon des Lombards en septembre 1792; général de brigade le 25 septembre 1793, général de division le 15 germinal an VII (4 avril 1799), baron de l'Empire en 1808, mis en disponibilité le 11 février 1814, nommé par le Roi commissaire en Portugal et en Espagne pour le retour des prisonniers, admis à la retraite le 1er janvier 1825.

1809

« Les troupes soldées sont plus propres
« pour attaquer et les peuples pour défendre :
« un ennemi n'attaque qu'avec une partie de
« sa population ; un État se défend avec toute
« la sienne ; l'un attaque par obéissance, l'autre
« se défend avec des sentiments. »
(M. de Bonald, *Pensées sur divers sujets.*)

L'Empereur, sans perdre de temps, mit toute sa cavalerie, soutenue par les corps d'infanterie des maréchaux Soult et Ney, à la poursuite de l'armée anglaise, dont nous ramassions tous les jours 5 à 600 traînards; il faisait un temps épouvantable, et les montagnes de la Galice offraient des passages difficiles où les Anglais abandonnèrent successivement la plus grande partie de leurs bagages, et même plusieurs fourgons chargés d'argent, dont s'emparèrent les dragons de l'avant-garde commandés par le général Lahoussaye, et quelques régiments de cavalerie légère, commandés par le général Franceschi (1); le butin fut si considérable que cette cavalerie ne pouvant plus porter tant d'argent sur ses chevaux le vendait à vil prix pour de l'or; j'ai vu dans cette occasion donner 1,000 francs

(1) *Franceschi-Delonne* (Jean-Baptiste), né à Lyon le 4 septembre 1767, sous-lieutenant au 9e bataillon des volontaires de Paris le 11 septembre 1792, aide de camp du général Debelle à l'armée de la Moselle, fit partie de l'expédition d'Irlande, aide de camp de Soult le 10 messidor an VII, colonel le 11 brumaire an XII, commandant du 8e régiment de hussards le 12 pluviôse an XIII, général de brigade le 3 nivôse an XIV, aide de camp du roi Joseph; fait prisonnier par la guerilla du Capucino ainsi que ses aides de camp, le capitaine Anthoine de Saint-Joseph et le lieutenant Bernard, fut emprisonné à Carthagène, où il mourut le 23 octobre 1810.

en argent pour 100 francs en or; nos bivouacs étaient des marchés d'or et d'argent.

Quand la rapidité de notre poursuite forçait les Anglais à prendre position et à se battre, ils tenaient ferme, et nous jugions bien que nous n'avions pas affaire à de mauvaises troupes; leur arrière-garde nous livra un petit combat à Cacabellos; le général Colbert (1) et son aide de camp Latour-Maubourg (2) y furent tués; leur armée s'arrêta deux jours à Lugo, mais il n'y eut que quelques escarmouches (la nôtre n'étant pas entièrement réunie); elle défendit aussi le passage du pont de Betauzos qu'elle avait fait sauter, et enfin, le 16 janvier dans l'après-midi nous lui livrâmes bataille à une lieue de la Corogne, et près de l'embranchement des routes de Saint-Jacques de Compostelle et de Lugo.

Le combat fut sanglant et disputé; notre artillerie, postée avantageusement tandis que celle des Anglais ne pouvait agir, fit un grand carnage; le général en chef anglais, sir John Moore (3) y fut tué; le commandant en second, sir David Baird (4) y eut un bras emporté; enfin la plupart des officiers

(1) *Colbert* (Auguste-Marie-François, comte), né à Paris le 18 octobre 1777, entra au service comme simple soldat, aide de camp de Grouchy et de Murat en Égypte; colonel du 10e chasseurs le 3 nivôse an XII; général de brigade sur le champ de bataille d'Austerlitz, cité au bulletin de la Grande Armée pour sa brillante conduite à Iéna, tué à l'ennemi le 3 janvier 1809. Par décret du 1er janvier 1810, l'Empereur décida que la statue de Colbert, mort au champ d'honneur, serait placée sur le pont de la Concorde. Ce projet ne fut point exécuté.

(2) *Latour-Maubourg* (Alfred-Marie-Louis-Florimond), né à Paris le 29 mars 1784, † 8 janvier 1809, cavalier au 10e régiment de chasseurs le 8 thermidor an IX, sous-lieutenant au 22e régiment de chasseurs le 14 ventôse an XIII, lieutenant le 22 novembre 1806, aide de camp du général Colbert le 21 décembre 1806.

(3) *Moore* (John), né à Glascow en 1761, tué à la Corogne en 1809, prit part à la guerre d'Amérique, à l'expédition contre la Corse en 1794, à la prise de Sainte-Lucie en 1796, à la répression des troubles de l'Irlande en 1798, aux batailles d'Aboukir et d'Alexandrie en 1800. Après la paix de Tilsitt il fut mis à la tête d'une division de 10,000 hommes destinée à secourir la Suède contre les attaques combinées de la Russie et du Danemark; mais, revenu bientôt sans avoir pu accomplir sa mission, il prit le commandement en chef des troupes anglaises en Espagne. Poursuivi par le maréchal Soult en 1809, il opéra une admirable retraite, dérobant son armée au général français jusqu'au port de la Corogne, où des vaisseaux l'attendaient. Là il livra bataille et fut tué pendant la lutte.

(4) *Baird* (David, baronnet), né en 1757, † en 1829, entra au service

supérieurs anglais furent tués, blessés ou pris; parmi ces derniers se trouvait le major Napier, que nous rendîmes sur parole peu de temps après; il était assez dangereusement blessé.

La perte fut grande aussi de notre côté, et chaque armée resta sur son terrain; mais dans la nuit, les Anglais se jetèrent en désordre dans la Corogne, ville fortifiée, dans le port de laquelle se trouvait leur flotte avec un grand nombre de bâtiments de transport; ils s'y embarquèrent précipitamment pendant la nuit, et le lendemain matin, 17 janvier, ils mirent à la voile pour retourner en Angleterre, en essuyant le feu de quelques batteries que nous avions établies sur une hauteur qui dominait le port, et dont ils me parurent souffrir beaucoup.

Les environs de la Corogne présentaient un spectacle déplorable; outre leurs morts et les blessés abandonnés, les Anglais ne pouvant embarquer leurs chevaux, faute de temps, les avaient tous tués afin qu'ils ne tombassent pas en notre pouvoir, et l'on voyait sur les bords de la mer des escadrons entiers de très beaux chevaux étendus morts, et presque rangés en ordre de bataille. Ils avaient aussi abandonné quelques pièces d'artillerie et fait sauter un superbe magasin à poudre situé hors de la ville.

Nous restâmes deux ou trois jours devant la Corogne sans y entrer, et nous y fussions difficilement parvenus, n'ayant pas de grosse artillerie, si le gouverneur avait voulu se défendre; mais c'était un vieux général, faible et sans moyens, mené par une espèce de courtisane. Il s'empressa de capituler, le 19 janvier, aussitôt que nous eûmes fait semblant de remuer un peu de terre autour de la ville; nous entrâmes donc fort tranquillement dans la Corogne, où nous trouvâmes des ressources immenses. Il ne s'y commit aucun désordre.

fort jeune et fut envoyé aux Indes, fut fait prisonnier et détenu pendant quatre années dans la forteresse de Seringapatam; promu lieutenant-colonel en 1791, il lutta victorieusement contre Tippoo-Saïb; envoyé en Égypte en 1801 au moment de la capitulation de Rosette; en 1807 prend part à l'expédition de Danemark, se distingua à l'armée d'Espagne en particulier à la Corogne et reçut le commandement en chef à la mort de sir John Moore. Ses blessures le contraignirent peu après à rentrer en Angleterre.

Après y être restés deux jours, nous en partîmes pour aller mettre le siège devant le Ferrol, qui se rendit aussi facilement, le 26 janvier; il est vrai que cette ville n'avait pas les mêmes moyens de défense que la Corogne et que la retraite précipitée des Anglais avait répandu la terreur et le découragement dans ce pays.

Nous prîmes dans le port du Ferrol une fort belle escadre espagnole, composée de vaisseaux de ligne et de frégates; la ville fut ménagée comme celle de la Corogne, où nous retournâmes peu de jours après; mais le maréchal Ney y était arrivé pour prendre le commandement de la Galice, et le maréchal Soult ayant reçu l'ordre d'entrer en Portugal avec son corps d'armée, nous nous mîmes aussitôt en marche dans cette direction.

Nous commençâmes par nous rendre à Saint-Jacques de Compostelle, où se réunissait l'armée destinée à envahir le Portugal; elle se composait d'environ 20,000 hommes d'infanterie et 3 à 4,000 hommes de cavalerie, avec une quantité d'artillerie proportionnée à ce nombre d'hommes; cette force était tellement insuffisante pour une pareille opération qu'il faut croire qu'au moment où il l'ordonna, Napoléon était possédé de cet esprit de vertige qu'il a montré si souvent depuis. Pouvait-il risquer, au milieu d'un royaume insurgé tout entier, un si faible corps d'armée, sans communication avec les autres troupes françaises en Espagne, surtout dans l'instant où lui-même rentrait en France avec une partie de ses forces pour aller combattre les armées autrichiennes qui s'avançaient vers le Rhin? Cette démence est inconcevable! sa confiance pourtant était telle qu'il avait envoyé au maréchal Soult un ordre de marche, que j'ai vu, et d'après lequel nous devions être à Lisbonne le 24 février; il est vrai qu'il nous y faisait aller par journées d'étape, et sans éprouver d'obstacles.

De Saint-Jacques de Compostelle nous marchâmes sur Vigo, et de là à Tuy et à la Guardia; ce pays est rempli de petites villes riches et bien peuplées; les habitants y étaient restés; nous ne trouvâmes pas de paysans révoltés sur la route, et ces marches, quoique faites par un temps pluvieux, ne nous fati-

guèrent pas trop, parce que partout on trouvait bon gîte et bonne table.

Le projet du maréchal était d'entrer en Portugal en jetant un pont sur le Minho, vis-à-vis de la Guardia, près de l'embouchure de ce fleuve; suivant ensuite le bord de la mer, il serait arrivé à Porto en peu de jours; mais les grandes pluies avaient grossi le Minho, les paysans armés et quelques milices étaient campés sur la rive gauche de ce fleuve vis-à-vis de notre point de passage, et paraissaient très résolus à ne pas nous recevoir en amis; nous apprenions de tous côtés que les Portugais, que l'Empereur nous avait représentés comme nous attendant à bras ouverts, et dont, disait-il, nous viendrions à bout avec des proclamations, étaient, au contraire, exaspérés contre les Français et résolus à se défendre jusqu'à la dernière extrémité.

Nous fîmes cependant une tentative pour jeter de nuit quelques compagnies de voltigeurs sur la rive gauche de Minho, au moyen de plusieurs gros bateaux qu'on s'était procurés; étant ainsi maîtres des deux rives du fleuve, on aurait pu établir un pont avec nos bateaux et faire passer toute l'armée sur ce point; mais cette entreprise ne réussit pas; un de nos bateaux, et tous ceux qu'il portait, furent pris par les Portugais en abordant sur l'autre rive; la plupart des bateaux dans l'obscurité de la nuit se séparèrent les uns des autres, et se trouvèrent très heureux de revenir s'échouer de notre côté.

Le maréchal renonça alors à son premier projet, et il résolut de remonter le Minho et d'aller le passer à Orense, où il y avait un beau pont, et où d'ailleurs le fleuve n'était pas assez fort pour qu'on ne trouvât pas moyen de le passer à gué ou autrement, quand bien même les Espagnols auraient coupé le pont; la difficulté était de faire suivre notre artillerie, car les chemins étaient affreux et pratiqués seulement pour des mules, ou de petites charrettes du pays; on remédia en partie à cet inconvénient en mettant une compagnie de sapeurs à l'avant-garde, pour arranger les chemins et les élargir avant que l'artillerie y arrivât; malgré cette précaution, il fallut s'arrêter tous les trois ou quatre jours pour réparer les trains

et les affûts des pièces, que ces mauvais chemins mettaient dans le plus triste état.

Du reste, le pays était assez bon; nous trouvions partout du vin, de la viande et du grain en abondance; les habitants nous faisaient tout le mal qu'ils pouvaient nous faire; ils se cachaient dans les rochers et dans les bois, et tous les Français qui s'écartaient de la route suivie par la colonne étaient impitoyablement massacrés.

Nous trouvâmes le pont d'Orense en bon état, et nous fûmes assez bien reçus dans cette ville (le 20 février), où l'on observa une exacte discipline; nous nous y reposâmes quelques jours; on en profita pour remettre en bon état l'artillerie et les voitures d'équipages; les soldats y avaient de tout en abondance, et nous avançâmes gaiement vers les frontières de Portugal, ne doutant pas du succès de notre expédition; le maréchal Soult, se conformant aux instructions que l'Empereur lui avait données, inondait le pays de proclamations, mais nous vîmes bientôt qu'elles étaient de peu d'effet sur un peuple fanatique et exhorté par ses prêtres à faire une défense opiniâtre; les excès, les vols et la mauvaise conduite de l'armée du duc d'Abrantès, lors de la première expédition, avaient d'ailleurs soulevé tous les Portugais contre le nom français.

Nous entrâmes en Portugal le 10 mars par Verin; les moindres villages se défendaient avec opiniâtreté, et il n'était pas rare de voir, dans ces commencements, de riches paysans fermer et barricader les entrées de leurs maisons, et tirer par les fenêtres sur nos troupes jusqu'à ce que leurs portes étant enfoncées, ils fussent massacrés et leurs habitations incendiées; ils s'y défendaient jusqu'à la dernière extrémité sans parler de se rendre, et certes, si des gens d'un si grand courage et d'un tel dévouement avaient eu des points de réunion et de bons chefs, nous n'aurions pas hasardé l'expédition de Portugal, ou bien nous n'en serions pas sortis; mais dans cette partie, leur résistance était individuelle; chacun d'eux se faisait tuer en défendant l'entrée de son village, de sa maison, et un seul bataillon d'avant-garde suffisait pour nous

rendre maîtres de tout le pays sur notre route; j'ai vu à cette époque de jeunes et belles filles faire le coup de fusil contre notre avant-garde, et recevoir la mort sans reculer; leurs prêtres leur avaient persuadé qu'elles gagnaient ainsi les palmes du martyre, et que le paradis était ouvert pour tous ceux qui périssaient en défendant leur pays contre nous.

Dans les petits combats que nous avions tous les jours avec les paysans, il nous arrivait aussi de trouver parmi les morts des moines revêtus de leurs robes, et le crucifix dans les mains; nous les voyions aussi de loin animer les paysans au combat, et ils étaient toujours les premiers chefs des rassemblements d'insurgés.

Nous arrivâmes ainsi le 10 mars devant Chaves, première ville forte du Portugal, sur cette frontière (aussi *chaves*, en portugais, veut-il dire *clef*). On y avait renfermé un grand nombre de paysans armés de mauvais fusils, de piques, etc.; mais les fortifications étaient en mauvais état, et toute l'artillerie de la place consistait en quelques vieilles pièces posées sur des madriers, et qui ne pouvaient se manœuvrer; cette ville se rendit aussitôt qu'elle fut attaquée (le 12 mars); la garnison, c'est-à-dire cette multitude de paysans armés, fut renvoyée chacun chez soi; le maréchal leur délivrait des paquets de proclamations, leur faisait donner de l'argent, et expliquer par ses interprètes qu'il n'était envoyé en Portugal que pour faire le bonheur du pays, et le délivrer du joug des Anglais.

Il laissa dans la citadelle de Chaves une garnison composée de malades, de blessés, et d'une centaine d'Espagnols et de Portugais qui se disaient de notre parti; ce détachement était destiné à entretenir notre communication avec le corps du maréchal Ney, qui était en Galice, et qui devait avoir des troupes à Orense; mais rien de tout cela ne fut fait; c'était le sort des opérations pour lesquelles ces deux maréchaux devaient se concerter ensemble, car ils ne pouvaient jamais être d'accord; Chaves, assiégé peu de temps après notre départ par des corps espagnols et portugais, fut pris, et la garnison en partie passée au fil de l'épée, ou pendue, malgré la stipu-

lation qu'elle avait faite avec le général portugais Silveyra.

En partant de Chaves, l'armée se dirigea sur Braga, ville grande et belle; les approches en étaient défendues par une espèce d'armée assez considérable, composée de paysans, auxquels on avait joint quelques troupes de nouvelles levées; tout cela fut bientôt culbuté (1), mais comme ils avaient voulu tenir, la cavalerie en tua beaucoup; on ne fit point de quartier à ceux qu'on put joindre; car les horribles cruautés commises par les Portugais sur le peu de prisonniers qu'ils pouvaient nous faire, avaient exaspéré nos soldats, et il fallait que nous montrassions (les officiers) une grande rigueur vis-à-vis de nos troupes pour en obtenir de ne pas massacrer tous les paysans qu'elles prenaient.

La ville de Braga était déserte; il n'y restait pas une âme; mais nous y trouvâmes en abondance, comme dans tous les pays que nous venions de parcourir, des vivres et de bons vins.

Nous nous y arrêtâmes peu de temps, et nous marchâmes sur Oporto, où nous étions impatients d'arriver, car la conquête de cette ville paraissait aussi importante que celle de Lisbonne; nous espérions, d'ailleurs, rétablir de là nos communications avec l'armée française en Espagne, dont le maréchal annonçait qu'il attendait de puissants renforts.

Entre Braga et Oporto, nous trouvâmes à combattre des nuées de paysans; chaque village formait sa troupe, et ces hommes, armés, les uns de fusils de chasse, les autres d'armes de calibre, se postaient derrière les rochers, ou sur les montagnes escarpées à portée de la route que nous suivions, et de là, ils tiraient sur nous comme sur des lapins, jusqu'à ce qu'on eût envoyé quelques compagnies de voltigeurs pour les déloger; favorisés par la parfaite connaissance qu'ils avaient de leur terrain, ils attaquaient la nuit nos postes avancés, ou venaient même tirer des coups de fusil et assassiner des hommes jusque dans nos bivouacs; cette espèce de guerre, quoique peu meurtrière, nous fatiguait beaucoup, parce qu'elle

(1) Au combat de Lanhozo, livré le 20 mars.

nous tenait perpétuellement sur le qui-vive, et d'ailleurs, tout ce que nous laissions en arrière de soldats éclopés, malades ou ivres, était impitoyablement égorgé; les paysans portugais leur faisaient même souffrir, avant de leur donner la mort, des tortures atroces dont ma plume se refuse à tracer ici le déplorable détail.

Le métier d'aide de camp avait bien ses désagréments dans cet affreux pays; sans cesse employés à porter des ordres aux divisions détachées, et sans avoir d'autre escorte qu'un cavalier d'ordonnance, nous courions perpétuellement le risque de tomber entre les mains des paysans.

Un soir, le maréchal me fit appeler et me donna l'ordre de me rendre auprès du général Franceschi et de lui porter des nouvelles; ce général commandait notre avant-garde de cavalerie qui devait être à six lieues en avant de nous, et depuis deux jours, on n'en avait pas entendu parler; je devais trouver à moitié chemin la division d'infanterie du général Delaborde qui, ayant tenu cette route toute la journée, l'avait sans doute assez éclairée pour qu'il y eût moins de dangers à la parcourir; la commission ne m'en parut pas moins mauvaise, mais il fallait faire contre fortune bon cœur : je choisis pour m'accompagner, parmi les ordonnances du maréchal, un vieux dragon fort bien monté, et il me fut aisé de juger à sa mine qu'il se serait bien passé de cette préférence; je pris mon meilleur cheval, et je partis fort vite dans l'espérance d'arriver avant la nuit noire auprès du général Delaborde, qui me faciliterait peut-être les moyens de parvenir jusqu'au général Franceschi.

Tant que le crépuscule m'éclaira, mon voyage se fit assez bien; les paysans, ayant jugé qu'à cette heure-là nous étions établis dans nos camps, avaient quitté les environs de la route, et la trace de notre infanterie m'indiquait suffisamment le chemin que je devais suivre; car, comme ce n'était pas une grande route (il n'y en a guère dans ce pays-là), j'avais besoin de ce renseignement; je fis près de trois lieues de cette manière, et je me croyais près des bivouacs de la division Delaborde, lorsque la nuit devint tout à fait noire; c'était un

pays assez boisé et très montueux, de manière qu'on n'y voyait pas loin devant soi; nous étions forcés de marcher au petit pas, et de mettre souvent pied à terre pour tâtonner le terrain et nous assurer que nous étions toujours dans le chemin battu par l'infanterie; à mi-côte d'une assez forte montagne, nous trouvâmes des fusils et des gibernes abandonnés sur le chemin, ce qui nous persuada que nous étions dans la bonne route, et un moment après, nous aperçûmes un grand feu briller dans un enfoncement sur notre droite; je ne doutai pas que ce ne fût le bivouac d'un de nos postes d'infanterie, et nous nous dirigeâmes aussitôt droit sur ces feux en descendant très rapidement, et en quittant le chemin battu que nous avions suivi jusqu'alors.

Nous marchâmes ainsi près d'un quart d'heure, mais plus nous approchions de ce feu, moins nous pouvions croire qu'il appartînt à nos troupes; nous n'en voyions aucun autre aux environs, et nous n'entendions pas le bruit que font ordinairement nos soldats dans leurs bivouacs; bientôt nous aperçûmes quelques maisons, et en avançant davantage vers ce feu, mais avec précaution, nous y vîmes distinctement rassemblés un assez grand nombre de paysans portugais avec leurs femmes et leurs enfants; à peine les avions-nous vus, qu'avertis sans doute par le bruit de nos chevaux, ils firent de notre côté une décharge de leurs escopettes; nos chevaux tournèrent bride d'eux-mêmes et je leur en sus gré, car je n'en demandais pas davantage pour savoir à quoi m'en tenir; nous commençâmes à remonter le plus rapidement possible la côte que nous venions de descendre, mais dans ce brusque mouvement, mon dragon se sépara de moi; je l'appelai plusieurs fois à mi-voix, mais ce fut en vain, et entendant toujours les cris des paysans qui semblaient nous poursuivre, je craignis qu'il n'eût été pris par eux, et mon secours ne pouvant lui être bon à rien, je continuai à gravir la montagne avec beaucoup de peine et dans une fort grande inquiétude.

Je montai près d'une heure, tirant mon cheval par la bride, car n'étant plus dans aucun chemin tracé, je craignais qu'il ne se jetât dans quelque précipice où nous nous serions brisés;

enfin trouvant un terrain plus uni et doux à marcher, je pensai que j'avais atteint la route que nous avions si malheureusement quittée pour nous diriger vers le bivouac des Portugais.

Je remontai aussitôt à cheval, et je suivis ce chemin lentement, et en m'arrêtant souvent pour écouter si rien ne venait de mon côté; enfin, j'entendis galoper derrière moi; j'espérai que c'était mon ordonnance, et je l'attendis, en ayant soin de crier qui-vive d'assez loin pour éviter une mauvaise rencontre; on me répondit : France! et je reconnus un moment après que je ne m'étais pas trompé.

Je ne sais s'il eut du plaisir à me retrouver, mais quant à moi, je l'aurais volontiers embrassé; je lui pris cordialement la main et nous vidâmes une fiole d'excellente eau-de-vie que j'avais dans ma sabretache et à laquelle je n'avais pas pensé jusqu'alors.

Cette goutte, bue militairement, et le danger que nous venions de courir ensemble, nous rapprochèrent davantage et inspirèrent de la confiance à ce vieux soldat; je vis qu'il était en train de jaser, et pour m'étourdir sur la longueur et les désagréments de notre voyage, je lui fis conter ses vieilles guerres; et après m'avoir parlé de plusieurs houras malheureux où il s'était trouvé, il avoua qu'il n'avait jamais eu peur comme il venait d'en avoir cette même nuit.

Ce mot effarouchera sans doute nos militaires qui n'ont pas fait la guerre, car j'ai vu beaucoup de ces messieurs qui paraissaient croire qu'un bon soldat n'avait jamais peur. Je confesse humblement que je ne suis pas de leur avis, et j'ai rencontré de braves officiers et de bons soldats qui avouaient franchement que dans plusieurs occasions ils avaient eu peur, et en même temps un grand désir de voir arriver la nuit pour mettre fin au combat et se trouver en sûreté; mais pour cela, ils n'en avaient pas moins bravement fait leur devoir : le vrai courage ne consiste pas à ne pas avoir peur, mais bien à la surmonter.

Nous montions toujours, et arrivés en haut de cette côte, nous aperçûmes à peu de distance de nous quelques maisons en feu; j'avoue que ce spectacle me fit grand plaisir, car je

ne doutai plus que nous ne fussions près d'un campement de nos troupes : c'était effectivement celui de la division du général Delaborde.

Je trouvai ce général dans une des maisons épargnées; il m'apprit que sa division avait tiraillé toute la journée avec les paysans, et que les coups de fusil qu'il avait entendus en avant de lui prouvaient que la cavalerie du général Franceschi avait eu aussi affaire à eux; il me conseilla de ne pas aller joindre ce général, qui devait être au moins à deux grandes lieues de lui et avec lequel il n'avait pas communiqué de la journée; mais j'avais mes ordres, et aucune considération ne pouvait m'empêcher de m'y conformer tant que cela était physiquement possible.

Après avoir fait rafraîchir mon cheval et avoir mangé un morceau sur le pouce, je me remis en route avec le même dragon que j'avais eu jusque-là; nous marchâmes encore trois heures avant de rejoindre le général Franceschi, et nous arrivâmes au point du jour dans ses bivouacs.

Nos chevaux étaient éreintés, et le général Franceschi envoya sur-le-champ un officier avec vingt-cinq hommes porter ses rapports au maréchal, car il n'aurait pas été possible de suivre cette route en plein jour avec une moindre escorte, à cause des paysans embusqués dans les bois et derrière les rochers.

Je rejoignis le soir le maréchal, après avoir passé une partie de la journée avec mon ami et ancien camarade Lameth, qui était alors chef d'escadrons dans le 22e régiment de chasseurs à cheval. Je dirai plus loin, en rendant compte de la triste fin de mon malheureux ami, comment il se trouvait là après nous avoir quittés à Stettin pour passer aide de camp de Murat.

Je me gardai bien, en revoyant le maréchal Soult, de lui raconter toutes les infortunes de ma dernière nuit : je savais qu'il se fâchait sérieusement quand on voulait lui donner une idée des dangers qui accompagnaient les Français dans cet affreux pays, et de l'exaspération des Portugais contre nous; il apportait dans ses résolutions et dans ses entreprises une ténacité extrême, et il prenait beaucoup d'humeur contre ceux

qui auraient cherché, soit directement, soit indirectement, à l'en détourner et à lui en faire voir les inconvénients. Il ne put cependant se les dissimuler longtemps, et cette connaissance de sa dangereuse position le jeta dans des démarches politiques fausses et hasardées, dont on n'a jamais bien pu saisir le fil et que lui seul peut-être aurait pu parfaitement développer; mais je parlerai tout à l'heure plus au long de cette circonstance, et j'en dirai franchement ce que j'ai vu et ce que je crois.

Nous arrivâmes enfin devant Oporto le 27 mars; cette ville était défendue par une ligne de redoutes qui, partant de la rive droite du Douro au-dessus de la ville, formait un demi-cercle et allait aboutir, en entourant la ville, près de l'embouchure de ce fleuve, en se joignant à un vieux fort qui défend l'entrée du port, le fort de la Foz. Cette ligne de défense, dans laquelle se trouvaient renfermés un grand nombre de redoutes et plusieurs camps retranchés, était immense, et il fallait pour la garnir une armée forte au moins du double de la nôtre. Cette armée y était bien effectivement, mais de quelles troupes était-elle composée? On y comptait un ou deux régiments de ligne, autant de nouvelles levées, quelques bataillons de milice et environ 50,000 bourgeois ou paysans armés, soit d'Oporto, soit de ceux qui s'y étaient réfugiés avec leurs familles et leurs richesses, car ils regardaient cette ville comme imprenable. Toute cette armée était commandée en chef par l'évêque d'Oporto, ayant sous ses ordres des généraux portugais et des officiers anglais.

Nous restâmes deux jours sans attaquer, pendant lesquels les paysans faisaient hors de portée, et pour ainsi dire sans nous voir, un feu très vif d'artillerie et même de mousqueterie sur nos camps; les militaires qui étaient en arrière, à une ou deux lieues de la ville, croyaient qu'il se livrait une terrible bataille, et cependant les Portugais ne nous tuaient personne.

Le maréchal, en même temps qu'il faisait reconnaître les approches et les côtés faibles de cette ligne de redoutes, fidèle à son système de douceur et de persuasion, tâcha d'entrer en pourparlers avec les Portugais; mais ils s'y refusèrent opiniâ-

trément, et le général Foy (1), qui parlait leur langue, s'étant approché d'eux pour entrer en conversation, en ayant soin d'agiter son mouchoir déployé en signe de paix et d'amitié, ils s'emparèrent de lui et l'emmenèrent prisonnier dans la ville, quoiqu'il voulût toujours leur persuader qu'il était parlementaire (2); nous le reprîmes le lendemain, quand nous fûmes maîtres de la ville, mais ils l'avaient entièrement dépouillé, et il n'avait pour se couvrir qu'une mauvaise capote d'infanterie qu'un soldat lui avait prêtée dans la prison.

Enfin, le 29 mars, le maréchal, voyant que tout espoir de conciliation était évanoui et ayant pris toutes les mesures les plus propres à lui assurer le succès, fit attaquer impétueusement la gauche de la ligne de défense. Le combat fut chaud et sanglant sur ce point; mais les Portugais, peu aguerris et mal commandés, y ayant porté toutes leurs forces, leur centre et leur droite, qu'ils avaient dégarnis, furent aussitôt attaqués et enlevés; dès ce moment, nous étions maîtres d'entrer en ville et leur gauche n'avait plus de retraite.

Leur déroute devint épouvantable; ils jetaient leurs armes pour fuir plus vite, et en rentrant précipitamment en ville, sans ordre et sans moyens de défense, ils tombaient au milieu

(1) *Foy* (Maximilien-Sébastien, comte), né à Ham (Somme) le 3 février 1775, † 28 novembre 1835, aspirant au corps royal d'artillerie de la Fère le 1er novembre 1790, sous-lieutenant le 1er mars 1792, adjudant général chef de brigade à l'armée d'Italie, général de brigade le 3 septembre 1808, général de division le 29 novembre 1810, reçut sa quatorzième blessure au combat d'Orthez le 27 février 1814, comte de l'Empire et commandeur de la Légion d'honneur en 1813, député de l'Aisne en 1819.

(2) Un chef de bataillon (M. Roger) qui était avec lui, ayant voulu faire résistance, fut aussitôt massacré; le général Foy l'aurait été par le peuple, qui le prenait pour le général Loyson, s'il n'avait pas eu la précaution d'élever ses deux bras en l'air, pour bien leur montrer qu'il n'était pas manchot. Je tiens ce fait de sa propre bouche.

Le général Loyson, objet de l'exécration des Portugais, était manchot.

Loyson (Louis-Henri, comte), né à Damvillier (Meuse) le 16 mai 1771, † 30 décembre 1816, s'enrôla dans le bataillon auxiliaire des colonies le 20 juin 1787, sous-lieutenant aux volontaires de la Meuse le 15 septembre 1791, adjudant général, chef de brigade, le 25 prairial an III, général de brigade le 3 fructidor an III, général de division le 25 septembre 1799, gouverneur des palais impériaux de Saint-Cloud et de Meudon, comte de l'Empire le 14 avril 1810, compromis dans la conspiration militaire de Laffitte en Espagne. Chevalier de Saint-Louis e 27 juillet 1814, prend du service pendant les Cent-jours, retraité le 15 novembre 1815.

de nos soldats, qui les fusillaient à bout portant et les tuaient sans miséricorde; le peu d'habitants qui étaient restés dans les maisons en avaient fermé les portes, et la très grande partie de la population de la ville, femmes, enfants, vieillards, et tous les débris de cette armée en déroute, se précipitaient pêle-mêle vers le pont pour mettre la rivière entre eux et nous.

Les généraux portugais avaient fait quelques dispositions de défense dans la ville; on avait construit quelques petites redoutes dans les principales rues, et on y avait placé de l'artillerie, avec ordre, si nous nous emparions de la première ligne de défense, de tenir ferme dans la ville en s'appuyant à ces redoutes, mais ce plan fut détruit par l'impétuosité de notre attaque et la déroute complète de leur armée; quelques hommes, et même des femmes, essayèrent de se défendre à l'entrée de la ville, mais ce fut sans succès. Je fis remarquer au maréchal Soult une jeune fille qui, quoique morte, paraissait encore fort belle : elle était étendue près d'une de ces redoutes et avait son fusil et des cartouches à côté d'elle; elle s'était défendue sans vouloir se rendre jusqu'à ce qu'elle eût reçu le coup mortel; elle avait été tuée à bout portant, et sa robe brûlait encore.

Nous traversâmes rapidement la ville, et nous arrivâmes près du pont de bateaux en chassant devant nous cette multitude immense composée de paysans, de soldats la plupart sans armes, de vieillards et de femmes entraînant leurs enfants.

Là, je fus témoin du plus triste spectacle qu'il soit possible d'imaginer.

J'ai dit que c'était un pont de bateaux. J'ignore par quel accident il s'était rompu sur le bord qui touchait à la rive droite; on prétend que ce fut un des boulets que les Portugais nous envoyaient de la rive gauche qui, ayant frappé cette partie du pont, la fit enfoncer; d'autres personnes croient que la grande foule qui se pressait à l'entrée du pont l'avait fait effondrer. Je n'ai jamais pu éclaircir positivement ce fait, car les malheureux qui furent les premiers témoins de ce déplorable accident périrent tous.

Ce que je puis assurer, c'est que le fleuve, profond à l'endroit où le pont était crevé, mais déjà embarrassé de débris, fut comblé par les cadavres des infortunés habitants d'Oporto qui se pressaient pour le passer et qui, dans cette foule, ne pouvant voir devant eux, poussaient dans le précipice leurs malheureux concitoyens et finissaient par y être poussés eux-mêmes; car, après avoir employé tous leurs efforts pour arriver sur ce point, ils avaient beau crier à ceux qui étaient derrière eux : « Arrêtez, le pont est rompu, nous allons tous périr! » ils n'en étaient pas entendus; le bruit du canon, la fusillade, les cris des vainqueurs, les gémissements des blessés et la peur de la mort avaient bouché les yeux et les oreilles de ce pauvre peuple, et une quantité immense de gens, hommes, femmes, enfants et vieillards, périrent misérablement dans cet endroit.

Cet amas de noyés, qui s'amoncelait toujours, ayant sans doute été arrêtés par quelques débris de la partie du pont effondrée, forma enfin un pont de cadavres sur lequel une partie de cette foule, toujours empressée de se sauver, parvint à passer et à rejoindre la portion du pont qui était en bon état; mais beaucoup trébuchaient sur les corps de leurs concitoyens et tombaient dans la rivière; d'autres, saisis par ceux qu'ils foulaient aux pieds, et qui étaient déjà dans les angoisses de la mort, étaient renversés et promptement étouffés par cette foule qui ne s'arrêtait pas. Une faible division de cavalerie de l'évêque, montée sur des mules, arriva, et se faisant jour à coups de sabre, elle parvint, en partie, à passer sur le corps de tous ces malheureux; plusieurs mules, cependant, s'abattirent, et restèrent avec leurs cavaliers au milieu de ce monceau de morts, sans pouvoir s'en tirer.

J'arrivais dans ce moment sur le quai avec les premiers Français, et ignorant encore que le pont était rompu, nous nous y portâmes précipitamment en faisant rentrer à coups de crosse et à coups de plat de sabre cette foule de fuyards qui en obstruait les avenues.

Nous fûmes saisis d'horreur en voyant ce triste spectacle, et je dois dire ici, à la louange de nos soldats, qu'ils ne s'occu-

pèrent dans cet instant que de sauver ceux de ces infortunés qui donnaient encore signe de vie; nous en retirâmes une assez grande quantité auxquels on donna de prompts secours et qui, quelques heures après, furent en état de regagner leurs maisons.

On déblaya ensuite les approches du pont qui était encombré de morts, de blessés, d'effets abandonnés et de mules chargées, et nos sapeurs, ayant apporté des solives et des planches, qui servirent à rejoindre les deux parties du pont, on fit passer le Douro à quelques bataillons qui s'emparèrent bientôt des hauteurs de la rive gauche, nommées Villanova, et firent ainsi cesser le feu des Portugais, qui s'éloignèrent sans opposer de résistance.

Nous nous trouvâmes donc possesseurs d'Oporto; mais, quelle possession, grand Dieu! que celle d'une ville emportée d'assaut, et que le soldat, échauffé par la résistance et le danger, regarde comme sa proie! Malgré toutes les peines que se donnèrent les officiers, il fut impossible d'empêcher le pillage et les excès qui l'accompagnent; il dura deux jours, et nos soldats y firent un butin très considérable, car les habitants d'Oporto, à qui on avait persuadé, pour leur donner meilleur cœur à la défendre, que nous ne pourrions jamais entrer dans leur ville, n'en avaient pas enlevé leurs richesses, et les habitants des provinces que nous venions de parcourir y avaient apporté les leurs; on trouva aussi beaucoup d'or et de diamants sur les malheureux noyés qu'on retirait du Douro, et sur les cadavres qui, d'abord entraînés par le fleuve, venaient ensuite s'échouer sur le rivage de la mer.

Le maréchal Soult fut logé dans une fort belle maison qui appartenait à de riches banquiers faisant le commerce d'or et d'argent avec le Brésil; je me logeai dans une petite maison d'assez bonne apparence et fort près de celle du maréchal : elle appartenait à un Anglais marié à une Hollandaise; celle-ci avait manqué, dans le sac de la ville, d'être violée par nos soldats (si tant est qu'elle l'avait manqué); mais, enfin, nous étions arrivés une fois assez à temps, mon frère et moi, pour la préserver de ce mauvais sort, et, dans les premiers jours,

son mari et elle m'en parurent reconnaissants; rien, à les entendre, n'était assez bon pour nous dans leur maison; le meilleur thé, des confitures exquises du Brésil, et du vin d'Oporto qui avait plus de trente ans de bouteille, nous étaient offerts à chaque instant, et l'on se fâchait si nous n'acceptions pas; mais bientôt le thé ne fut plus que du lavage de théière, les confitures étaient communes et gâtées, le vin, du plus médiocre qui se trouvât dans la ville, et il fallut à notre tour nous fâcher pour obtenir ce qui nous était nécessaire; dès ce moment, l'expérience que j'avais des manières des vaincus me fit juger que nous étions en mauvaise position, et que ces braves gens savaient bien que nous n'étions pas les plus forts, et qu'ils ne tarderaient pas à être débarrassés de nous.

Effectivement, malgré cette brillante victoire, notre position était fort critique; l'armée de sir Arthur Wellesley (depuis si fameux sous le nom de duc de Wellington), forte de 30,000 Anglais et réunie à l'armée portugaise, était à Lisbonne et s'apprêtait à marcher sur Oporto; plusieurs corps d'armée portugais très nombreux, composés de milices et de paysans, étaient sur nos derrières et sur notre flanc gauche; ils étaient commandés par le général portugais Sylveira et par le général anglais sir Robert Wilson (le même qui, depuis, a été jugé à Paris pour avoir fait évader Lavalette). Ces derniers corps étaient destinés à nous intercepter toute communication avec l'Espagne.

Si le maréchal Soult n'avait pas été absorbé par des idées d'ambition qui, chez lui, dominaient alors toutes les autres, il aurait senti que sa position n'était pas tenable, et qu'il n'avait qu'un parti à prendre : c'était de regarder Oporto comme une conquête dont il fallait profiter pour bien nourrir son armée pendant quinze jours et la remettre de ses fatigues; de se rejeter ensuite avec toutes ses forces sur le Minho, de s'emparer de Valença (1), ville forte de Portugal, sur ce

(1) Une expédition, commandée par le général Heudelet, partit d'Oporto après que nous nous fûmes emparés de cette ville et se dirigea sur Valença, avec mission de s'en rendre maître et de communiquer avec Tuy,

fleuve, vis-à-vis de Tuy, dont il aurait fait une excellente tête de pont qui aurait communiqué de l'une à l'autre de ces deux dernières villes; il se serait lié ainsi avec le corps du maréchal Ney, dont le quartier général était à la Corogne, et dont les troupes occupaient Tuy et Santiago; de cette manière, il aurait tranquillement évacué ses blessés et ses malades dans de bons hôpitaux établis dans des villes bien fermées, au lieu d'être obligé de les abandonner à la fureur des Portugais, comme il le fit quand il évacua précipitamment Oporto; il aurait conservé toute son artillerie, perdue à la même époque; il rendait sa tributaire la partie du Portugal qui est entre le Minho et le Douro; il rétablissait sa communication directe avec l'armée française en Espagne et la France; son armée, qui n'était que de 24,000 hommes, aurait vécu dans l'abondance; il conservait à l'armée française la plus belle entrée en Portugal pour l'époque où l'on se serait trouvé en mesure de faire la conquête de ce pays, et il pouvait jusque-là y faire une guerre d'expédition, par laquelle nous aurions forcé les Portugais de ces provinces, entre le Minho et le Douro, à se soumettre, plutôt qu'en nous y établissant; car ces peuples n'auraient pu alors jamais apprécier notre faiblesse numérique; ils auraient cru que l'armée qui s'était emparée d'Oporto n'était que l'avant-garde de l'armée française en Galice. Mais,

où devaient se trouver les dépôts des régiments de l'armée de Portugal, l'artillerie, car nous n'en avions amené qu'une très petite partie avec nous en marchant sur Oporto, et le payeur avec sa caisse.

Le général Heudelet s'empara facilement de Valença et rallia à la colonne tout ce qui se trouvait de Français à Tuy; mais le payeur de l'armée, qui était resté à Vigo avec sa caisse, y fut pris par les Anglais.

Tuy fut occupé peu de jours après par les troupes du corps du maréchal Ney, et le général Heudelet eut ordre de détruire les fortifications de Valença avant de se remettre en route pour rejoindre le maréchal Soult.

Il eût donc été bien facile de nous conserver Valença pour point de retraite en cas d'échec sérieux en Portugal, surtout les troupes du maréchal Ney occupant en force les villes de Tuy, Santiago, la Corogne, Lugo et toute la province de Galice.

Heudelet de Brière (Etienne, comte), né à Dijon le 12 novembre 1770, fut élu lieutenant du 3e bataillon des volontaires de la Côte-d'Or le 3 août 1792, adjudant général, chef de brigade, le 10 nivôse an III, général de brigade le 13 pluviôse an VII, général de division le 4 nivôse an XIV, mis en non-activité le 8 janvier 1816, mis à la retraite en 1824, pair de France en 1832.

au contraire, à peine fûmes-nous renfermés dans les environs d'Oporto qu'ils connurent parfaitement notre petit nombre, et ils disaient hautement que 20,000 Français jetés en Portugal ne pouvaient pas résister à une armée de 30,000 Anglais, de 60,000 Portugais et à toute la nation insurgée contre eux; ils avaient, certes, bien raison. Tous les Français en état de concevoir la guerre en grand le sentaient comme eux; mais accoutumés à vaincre, nous étions sans inquiétude pour l'avenir, et nous étions bien sûrs, s'il fallait battre en retraite, de nous frayer un passage; quelquefois aussi, nous nous persuadions que plusieurs divisions de notre armée d'Espagne s'avançaient par Zamora pour venir nous rejoindre; nous ignorions alors que l'Autriche avait déclaré la guerre à la France, et que l'Empereur, au lieu d'envoyer des troupes en Espagne, pensait plutôt à en retirer.

Mais toutes ces considérations ne s'accordaient pas avec les projets du maréchal Soult; c'est pourquoi il ne s'y arrêta pas. Soit que l'Empereur lui eût fait espérer la royauté ou la vice-royauté du Portugal, à peine était-il établi dans Oporto qu'il commença à démasquer son plan; un officier, semi-français, semi-portugais, nommé Laffitte (1), intrigant s'il en fût jamais,

(1) En 1811, après la bataille de Halbuera, le maréchal Soult envoya ce Laffitte porter à Paris les six drapeaux pris aux Anglais dans cette bataille; le prince de Neuchâtel choqué, avec raison, qu'on eût confié à un homme taré les seuls drapeaux anglais pris dans cette guerre, en fit des reproches très durs au maréchal Soult, et plaça Laffitte dans un régiment d'infanterie qui était en Allemagne. Je le perdis alors de vue et je ne puis dire comment, dans l'année 1812 (il y a ici quelque erreur; il me semble que ce Laffitte était capitaine dans un régiment de lanciers en 1812, lors de l'entrée en Russie), il se trouvait maître d'armes à la Nouvelle-Orléans; de là, il se mit à la tête d'une troupe de flibustiers et s'établit dans les îles du lac de Barataria d'une manière très formidable.

Le gouverneur de la Louisiane, inquiet du voisinage et ennuyé des rapines du capitaine Laffitte et de sa bande, met à prix la tête de cet aventurier pour 500 dollars; Laffitte à son tour en promet 15,000 à qui lui apportera celle du gouverneur; on envoie une expédition contre lui, il la détruit; sa réputation augmente tous les jours, et bientôt il est à la tête d'une marine assez forte pour battre une escadre de chaloupes-canonnières américaines envoyées contre lui.

Enfin les Américains ayant réuni des forces imposantes, Laffitte fut vaincu, son établissement détruit et lui-même disparut; j'ignore ce qu'il est devenu.

Lord Byron en a fait le héros de son poème intitulé : *le Corsaire*.

et qui avait été envoyé à son état-major pour l'expédition de Portugal, soi-disant comme interprète, car il parlait assez bien portugais, mais véritablement comme espion, fut son principal agent auprès des Portugais dans cette circonstance; ce misérable découvrit à Oporto un prêtre portugais aussi riche que borné, nommé Veloso, auquel on promit monts et merveilles, pourvu que le maréchal Soult devînt roi de Portugal; on persuada en même temps à ce prêtre ignorant, qu'il n'était pas un méchant homme, que tout cela était pour le plus grand bien de son pays; il le crut, et cette idée, jointe aux belles promesses qu'on lui avait faites, le rendit un des plus zélés partisans du maréchal; il agit en conséquence. Il haranguait le peuple dans les rues et sur les places publiques; il prêchait dans les églises, il répandait de l'argent pour faire des partisans au maréchal, et conduit par les conseils de Laffitte, il parvint à donner à ce parti, dans Oporto et aux environs, une espèce de consistance; des députations arrivèrent de Braga, de Guimaraens, d'Olivera, et d'autres villes dont nous étions les maîtres, et où une partie de la population était rentrée pour solliciter le maréchal de monter sur le trône de Portugal; des registres furent ouverts dans la ville d'Oporto pour recevoir les votes des habitants, dont le nombre était très considérable, et le général Ricard, chef d'état-major du maréchal Soult, et qui avait été son aide de camp, écrivit des circulaires aux généraux de division pour leur insinuer la chose, car le maréchal, malgré l'amour qu'avaient pour lui les bons habitants de ses bonnes villes d'Oporto et de Braga, sentait bien qu'il ne pouvait rien faire sans l'assentiment et la coopération de l'armée française.

Pendant que toute cette intrigue marchait, j'étais en mission à douze lieues d'Oporto près des généraux Loison et Delaborde qui, avec une division d'infanterie et quelque cavalerie, étaient chargés de s'emparer d'Amaranthe, et surtout du pont qui s'y trouve (sur la Tameyra); le maréchal Soult annonçait hautement que, de là, cette tête de colonne se porterait vers Zamora, afin de communiquer avec l'armée française en Castille; mais il était trop bon militaire pour avoir

sérieusement ce projet : s'il avait vraiment voulu communiquer avec des troupes françaises, c'était vers la Galice, où il savait positivement qu'était le corps du maréchal Ney, qu'il aurait manœuvré : il n'avait pour cela que vingt lieues à faire, et il se serait trouvé vis-à-vis de Tuy, qui devait être occupé par les Français du corps du maréchal Ney.

Toutes les fois que j'ai réfléchi aux mouvements militaires du maréchal Soult en cette circonstance, je suis resté convaincu qu'il ne voulait pas communiquer avec l'armée française en Espagne; il voulait surtout éviter toutes relations avec le maréchal Ney, dont il connaissait l'inimitié contre lui et le caractère violent : il pensait bien que ce maréchal s'empresserait de dire hautement et d'écrire en France que lui, Soult, en cette circonstance, avait sacrifié à son ambition personnelle les intérêts de l'Empereur et de l'armée; c'est ce qui n'a pas manqué d'arriver.

Peu de jours après notre entrée à Oporto, j'avais été envoyé à Amaranthe; j'en étais revenu un moment, et j'y étais retourné une seconde fois; on ne parlait encore que confusément des projets du maréchal; ce fut là que je reçus la nouvelle de la mort déplorable de mon bon ami et camarade Lameth, assassiné par des paysans près d'Olivera, sur la route d'Oporto à Coïmbre.

Lameth, après avoir accompagné Murat à Madrid, avait refusé de le suivre quand ce prince avait été prendre possession du trône de Naples; quelques plaisanteries légères sur la princesse, sur ses dames et sa lectrice, et particulièrement sur ses lectures (1), avaient attiré des désagréments, dans cette très petite cour, à mon pauvre ami, dont le principal défaut

(1) La lectrice de Mme Murat étant arrivée pour se mettre à table un peu plus tard que les autres personnes du service, Lameth lui demanda assez effrontément d'où elle venait. « Je viens de faire la lecture à Son Altesse, répondit-elle. — Ma foi, dit Lameth, vous ferez bien de lui lire le Nouveau Testament, il lui est plus favorable que l'Ancien. »

Cette mauvaise plaisanterie sur la nouveauté de la fortune de Mme Murat fit rire tous ceux qui étaient à table, et qui coururent ensuite charitablement le répéter à la princesse, laquelle s'en plaignit à son mari : celui-ci lava rudement la tête au pauvre Lameth qui, dès ce moment, fut tout à fait disgracié.

était de ne pouvoir se taire sur les ridicules qu'il découvrait dans ses chefs; il se trouva donc heureux de se tirer de cette boutique de « charlatan », comme il l'appelait lui-même, et il entra dans le 22e régiment de chasseurs à cheval, avec son grade de chef d'escadrons.

Ce régiment faisant partie de la division du général Franceschi, laquelle resta placée sous le commandement du maréchal Soult depuis la bataille de Burgos, Lameth, dans plusieurs rencontres, se conduisit parfaitement bien, et Franceschi, qui l'aimait et qui était le favori du maréchal, le réconcilia entièrement avec ce dernier, qui eut pourtant de la peine à oublier la manière dont Lameth l'avait quitté à Stettin.

En arrivant à Oporto, cet air de grande ville plut à Lameth, qui aimait à s'amuser, et il demanda la permission d'y passer quelques jours; je ne le quittai pas un moment pendant tout le temps qu'il y resta; nous étions ravis de nous trouver ensemble; enfin le maréchal nous fit appeler tous deux un matin, et me remit des lettres pour les généraux Loison et Delaborde, qui étaient à Baltar (village à cinq lieues d'Oporto, sur la route d'Amaranthe); et il en remit à Lameth pour le général Franceschi, qui était en avant-poste avec sa division sur la route de Coïmbre; je parvins, à travers quelques coups de fusil, à remettre mes dépêches; Lameth ne fut pas aussi heureux.

Arrivé à Olivera, il devança son escorte, avec M. de Choiseul (1), aide de camp du général Franceschi et deux dragons du 8e régiment : mais, à une demi-lieue de nos postes, dans un coude que fait la route, ils furent reçus à coups de fusil par une troupe de paysans embusqués; Lameth fut atteint d'une balle au travers du corps et tomba; M. de Choiseul eut son cheval tué sous lui, un des dragons fut blessé, et l'autre se sauva : M. de Choiseul, voyant que Lameth avait encore les yeux ouverts, lui demanda s'il était blessé : celui-ci le regarda fixement mais sans pouvoir lui répondre, et dans cet instant, les paysans accourant vers eux à toutes jambes pour se saisir

(1) Choiseul-Beaupré, aide-major général de la garde royale française depuis l'année 1825 jusqu'en août 1830.

de leur proie, M. de Choiseul se sauva vers un petit village à un quart de lieue de là, dans l'espérance d'y avoir du secours; les assassins l'y rejoignirent, mais comme il parlait fort bien l'espagnol, ils le crurent de leurs amis et ne le massacrèrent pas; les troupes françaises, averties par le dragon qui s'était sauvé, accoururent en ce moment et le délivrèrent. On retrouva alors le cadavre de mon malheureux ami, absolument nu, dans un buisson, hors de la route, où il paraît que les paysans l'avaient jeté après l'avoir dépouillé.

Ce cruel événement me fit une vive impression : depuis six ans, nous ne nous étions presque pas quittés, Lameth et moi : quelques rapports de caractère, de légers liens de parenté, beaucoup de camaraderie dans nos bonnes fortunes, une habitude continuelle de nous rendre service, de nous aider dans l'occasion, avaient établi entre nous des relations tout à fait fraternelles : il était fils unique, d'une tournure élégante et d'une figure très agréable : sa fortune, jointe à celle qu'il attendait de son père, était considérable. Il était bien vu des femmes, aimé et estimé dans l'armée, et déjà depuis deux ans il était chef d'escadrons, quoiqu'il n'eût que vingt-cinq ans !... et il disparaissait tout à coup, lâchement assassiné par des hommes qui, sur le champ de bataille, n'auraient pas osé le regarder en face, et quittant ainsi, à la fleur de son âge, parents, amis, maîtresses, fortune, une belle réputation militaire, et une grande existence dans l'avenir.

Ces réflexions, qui me frappèrent encore plus en apprenant sa mort qu'au moment où j'écris ces lignes, m'avaient inspiré quelque dégoût pour la carrière militaire et les chances qu'elle présente; d'ailleurs, le chagrin que j'éprouvais d'être depuis plusieurs mois sans aucune espèce de nouvelles de ma famille, ni de mon pays, ajoutait encore à ces dispositions moroses; je me figurais que le plus grand bonheur auquel je pusse aspirer dans l'avenir était de rentrer en France, et d'y vivre paisiblement chez moi.

Les événements militaires dont j'étais témoin contribuaient encore à m'affermir dans ces idées; nous venions d'attaquer Amaranthe, et après un combat long et sanglant, nous

n'avions pu nous en emparer qu'en y mettant le feu; encore le pont restait-il au pouvoir des Portugais, commandés par le général Silveyra, mais nous parvînmes plus tard à nous en emparer : ce carnage et cette destruction furent sans aucun profit pour nous, et nos communications avec l'armée française en Espagne ne s'en ouvrirent pas davantage.

Ce fut dans ces circonstances que je retournai à Oporto; j'y trouvai le maréchal Soult tout à fait enfoncé dans ses combinaisons politiques, et en apparence assez peu occupé des événements militaires; je voulus le mettre plusieurs fois sur ce chapitre, mais il m'arrêtait toujours en me disant qu'en Portugal, c'était de son cabinet qu'il faisait la guerre.

Ce n'était guère le moment, mais j'étais tellement accoutumé à le regarder comme un génie très supérieur que, d'après son apparente tranquillité, j'avais encore la bonne foi, dans cette crise si alarmante, d'espérer un dénouement qui nous serait favorable.

Ses démarches devenaient cependant si ambiguës que nous ne savions plus nous-mêmes qu'en penser, et un jour qu'on en parlait en plaisantant à la table des aides de camp, tous jeunes gens aimant à rire, nous nous partageâmes les grandes charges de sa cour; on me nomma tout d'une voix grand écuyer, parce que, de tous ses aides de camp, j'étais celui qui connaissait le mieux les chevaux et qui avait le plus servi dans la cavalerie; un autre était grand chambellan, celui-là grand veneur, etc. Enfin on rit et on plaisanta beaucoup sur ce sujet, car malgré ce que nous voyions et ce que nous entendions, aucun de nous ne pouvait s'imaginer qu'un projet aussi absurde que celui de se faire roi de Portugal fût entré sérieusement dans la tête du maréchal, que jusqu'alors nous avions vu si bonne.

Ces propos de table firent du bruit dans l'armée; les officiers d'état-major qui s'y trouvaient présents, les officiers de garde, les domestiques même, les commentèrent; je pense que cette conversation (1), rapportée au maréchal par ses affidés, lui

(1) On nous en fit un crime en France.

donna à penser, et quelques jours après, il me fit appeler dans l'après-midi et m'emmena promener avec lui dans un jardin d'orangers où il allait quelquefois se délasser de son travail de cabinet.

Nous étions seuls et il entama promptement la conversation : il s'était bien adressé, car je n'ai jamais su faire ma cour aux dépens de la vérité; il le savait mieux que personne, et c'était peut-être pour cela qu'il m'avait choisi.

Il alla droit au but : « Que dit-on de moi, ici? — Il y a peu de temps que j'y suis revenu, mais j'entends dire partout que vous voulez vous faire roi de Portugal. »

Il me regarda fixement, mais sans paraître surpris ni fâché; je restai froid et sans lui donner l'explication qu'il semblait attendre, car je voulais me faire questionner; c'est le moyen de n'en pas dire plus qu'on ne vous en demande.

« Je le conçois, reprit-il, mais pourquoi m'a-t-on envoyé ici? pourquoi m'a-t-on mis dans l'affreuse position où je suis à présent? je ne puis m'en tirer qu'en divisant les Portugais entre eux, et j'emploie pour cela le meilleur moyen politique qui soit en mon pouvoir, car je n'ai pas d'argent à leur jeter au nez.

— Croyez-vous, monsieur le maréchal, que ces moyens ne soient pas mal interprétés aux Tuileries, et qu'on ne cherche pas à vous en faire un crime?

— Vous avez raison, mais je répète que je n'ai pas d'autre moyen de me tirer d'affaire, et l'Empereur me rendra justice. »

Après quelques moments de silence, pendant lesquels il me paraissait péniblement agité, il ajouta :

« On fera bien d'autres cris en France quand on saura que je tolère que les habitants d'Oporto continuent leur commerce avec les Anglais, quand on pourra dire que je leur vends moi-même des vins, car je tâche dans ce moment-ci de leur vendre une partie de ceux que nous avons pris en entrant ici.

— Il ne manque pas de gens en France, ni même en Espagne, dis-je, qui, pour vous nuire, représenteront ces démarches sous des couleurs bien noires.

— Je m'y attends, reprit-il avec une sorte de désespoir vio-

lent; je porterai peut-être ma tête sur l'échafaud, mais en y montant, j'aurai la consolation de me dire que j'ai fait tout ce que je devais faire pour sauver 20,000 Français de la triste position où ils sont réduits!!... Fais ce que dois, advienne que pourra. »

C'était une de ses maximes favorites, soit qu'elle fût véritablement dans son caractère, soit qu'il voulût persuader qu'elle était la règle de sa conduite.

Nous en étions là de cette conversation, qui pouvait devenir intéressante, car il était disposé à la confiance, et moi à la causerie, chose qui ne nous arrivait pas tous les jours à tous les deux, et j'entamais une question sur ses mouvements militaires, pour lui demander pourquoi il ne se mettait pas en marche pour repasser le Minho, quand nous fûmes joints, au détour de l'allée où nous nous promenions, par le général Ricard, qui s'avançait vers nous avec une liasse de papiers : c'étaient des rapports pressés des généraux commandant sur différents points nos avant-postes; le maréchal rentra pour donner des ordres, et notre conversation en resta là; je ne l'ai jamais reprise avec lui sur ce sujet.

L'idée que je me suis faite de la conduite du maréchal Soult en cette circonstance a toujours été qu'il aurait voulu se faire demander pour roi de Portugal par les habitants de la partie de ce pays dont il était maître; qu'alors, ce premier pas fait, il aurait sollicité les suffrages de l'armée qu'il commandait; ils auraient été consignés sur des registres pour chaque corps ou état-major, et il aurait mis ensuite toutes ces pièces sous les yeux de l'Empereur, en lui demandant son approbation et en lui faisant sentir qu'il n'y avait que ce moyen de maintenir les Portugais dans les intérêts de la France; peut-être, de cette manière, aurait-il réussi, au moins pour un certain temps, dans ses projets.

Mais l'arrivée de l'armée anglaise et de toutes les armées portugaises, qui marchaient à la fois et dans toutes les directions sur Oporto, fut un coup de tonnerre qui anéantit le frêle édifice de sa royauté.

Avant ce dénouement, le hasard fit découvrir une conspira-

tion qui ne tendait à rien moins qu'à livrer aux Anglais l'armée française en Portugal; un adjudant-major du 18e régiment de dragons nommé Argenton (1) communiquait avec les Anglais, dont une escadre bloquait le port d'Oporto; le but de ce misérable était de soulever l'armée contre ses principaux chefs, qu'on devait arrêter et livrer aux Anglais, avec lesquels on aurait ensuite conclu une capitulation, Dieu sait à quelles conditions; forcé de s'ouvrir à quelques officiers pour assurer la réussite de ce complot, Argenton fut arrêté la nuit à l'entrée du port, au moment où il revenait de communiquer avec l'escadre anglaise; les papiers saisis sur lui, parmi lesquels on trouva des passeports de l'amiral anglais, ne lui permirent pas de nier ses projets; mais pour embrouiller son affaire et gagner du temps, il dénonça la plupart des chefs de l'armée comme étant déjà d'accord avec lui; cette révélation jeta le maréchal Soult dans une terrible perplexité. Il fit arrêter quelques colonels, et le procès allait s'instruire, si l'arrivée des Anglais qui attaquèrent la division de cavalerie du général Franceschi n'avait mis fin à toute cette intrigue.

Argenton, qui avait été mis au secret, fut confié à la gendarmerie lorsque les Anglais attaquèrent Oporto; il s'échappa dans le désordre qui accompagna l'évacuation de cette ville, et passa en Angleterre : je dirai tout de suite, pour finir son histoire, qu'étant revenu quelques mois après en France, pour y chercher sa femme, et peut-être aussi pour lier quelque nouvelle intrigue, il fut arrêté, jugé à Paris, et fusillé à la plaine de Grenelle; ce dernier événement fut un bonheur pour le maréchal Soult, car ses ennemis avaient cherché à persuader qu'Argenton était lui-même un agent de Soult que ce maréchal avait envoyé aux Anglais, qu'il ne l'avait fait arrêter que parce que le complot avait été publiquement découvert, et qu'il l'avait fait échapper à la sortie d'Oporto pour le soustraire à un jugement criminel, et aussi pour

(1) *Argenton* (Jean-Constantin), né à Rabat (Ariège) le 18 janvier 1775, volontaire au 1er bataillon de l'Ariège le 15 janvier 1792, sous-lieutenant le 16 fructidor an VI, aide de camp du général de brigade Lefèvre, lieutenant-adjudant-major au 18e dragons le 28 août 1807, capitaine au 18e dragons le 27 octobre 1808.

avoir un agent auprès des Anglais, et se conserver ainsi les moyens de traiter secrètement avec eux.

Je reviens aux événements et aux opérations militaires.

Le général Franceschi fut attaqué le 10 mai par l'avant-garde de l'armée anglaise; il se retira en deux marches, mais non sans quelque désordre, sur Oporto; des prisonniers anglais qu'il avait faits, nous apprirent qu'une armée anglaise de 25,000 hommes, réunie à un même nombre de Portugais, marchait de Lisbonne sur Oporto; nous savions que d'autres corps d'armée portugais et espagnols manœuvraient sur nos derrières et sur notre flanc gauche.

La position n'était plus tenable : il fallait promptement évacuer Oporto, et tâcher de rentrer en Espagne pour nous joindre à l'armée française qui s'y trouvait et, ainsi réunis, faire face aux armées anglaises, espagnoles et portugaises qui auraient pu nous écraser en détail.

Le maréchal Soult fit ses dispositions en conséquence, mais dans cette circonstance, je le trouvai faible et irrésolu; sa mauvaise position, ses espérances déçues, la crainte des rapports qu'on ne manquerait pas de faire contre lui en France; la conspiration d'Argenton connue seulement l'avant-veille de l'attaque des Anglais, et qui lui inspirait de violents soupçons contre plusieurs des chefs de son armée, abattirent un instant la force de son caractère : je dis un instant, car deux jours après il se montra aussi grand et bon militaire qu'il eût jamais été.

Le 11 mai, l'armée anglaise couronna les hauteurs de Villanova, sur la rive gauche du Douro, vis-à-vis de la ville, et qui la dominent entièrement; toute l'armée française était passée sur la rive droite, et, dans la nuit, on fit sauter le pont : on prit, ou l'on crut prendre les précautions nécessaires pour qu'il ne restât sur la rive gauche aucun bateau à la disposition des Anglais; le lendemain 12, l'armée anglaise paraissait avoir la même position, tandis que la plus grande partie de l'armée française, remontant le Douro sur la rive droite, prenait la route d'Amaranthe, d'où le maréchal Soult comptait gagner Zamora et se réunir à l'armée française en Castille,

sans rien perdre dans sa retraite : les blessés et les malades qui se trouvaient assez forts pour quitter Oporto, les équipages et le grand parc d'artillerie marchaient avec une division d'infanterie, en tête de la colonne.

Le maréchal était resté dans Oporto avec une division d'infanterie, quelques pièces d'artillerie, et la division de cavalerie légère du général Franceschi; ces troupes étaient destinées à faire l'arrière-garde. Il m'avait fait appeler le 11 au soir, et après m'avoir entretenu un instant de sa position militaire, il me dit que son intention était de rester encore quelques jours à Oporto, afin d'avoir par son avant-garde des nouvelles de ce qui se passait au delà d'Amaranthe; que rien ne le gênait, puisque le Douro était entre l'armée anglaise et la nôtre, mais qu'il craignait que les Anglais, au moyen de leur escadre, ne tentassent un débarquement sur la rive droite de ce fleuve; il m'ordonna, en conséquence, de faire des patrouilles toute la nuit sur le bord de la mer, de bien examiner au point du jour si tout était tranquille, si l'escadre ne faisait pas de mouvement, et de venir ensuite lui en rendre compte.

Je rôdai effectivement toute la nuit sur le bord de la mer, mais rien ne parut; au point du jour, l'escadre anglaise était dans la même position, et je pus, en toute sûreté de conscience, assurer au maréchal qu'il n'avait rien à craindre de ce côté.

Ce rapport parut le tranquilliser; je pense qu'il ne s'était pas couché de la nuit, car il me parut fatigué; il était alors à peu près dix heures du matin; depuis quelques jours il était indisposé, et il se mit au lit pour se reposer; j'allai déjeuner avec mes camarades, comptant bien me coucher en sortant de table, car, depuis ces derniers événements, je me trouvais très fatigué par un service fort actif, et ma dernière nuit ne m'avait pas reposé.

M'étant approché d'une fenêtre, après déjeuner, je vis arriver précipitamment un aide de camp dont l'air et la figure annonçaient quelque événement sinistre; je courus au-devant de lui : il montait les escaliers quatre à quatre :

— Le maréchal y est-il?

— Oui, répondis-je.

— Ah! tant mieux! il faut que je lui parle sur-le-champ.

— C'est impossible, il repose.

— Les Anglais sont dans la ville, me cria-t-il en courant toujours.

A ces derniers mots, je commençai à courir aussi vite que lui, et je le menai en toute hâte au maréchal, auquel il raconta en peu de mots que le général Foy, qui l'envoyait, et dont il était aide de camp (1), venait de voir distinctement l'infanterie anglaise passer la rivière sur plusieurs bateaux un peu au-dessus de la ville; que ce passage, favorisé par les Portugais sur les deux rives du fleuve, se faisait rapidement, et qu'un corps nombreux était déjà passé.

Cet aide de camp ajouta que le général Foy était occupé à ramasser le plus de troupes possible pour faire face aux Anglais, et conserver la sortie de la ville sur la route d'Amaranthe, car c'était précisément sur ce point-là, qui était notre route de retraite, que les Anglais débarquaient.

Le maréchal renvoya aussitôt cet aide de camp au général Foy, pour lui recommander de tenir ferme dans cette position, afin que la ville pût être évacuée par nos troupes, tandis qu'il allait lui-même réunir tous les corps que nous avions dans Oporto, et marcher à leur tête sur les Anglais, afin de les jeter dans la rivière : il m'ordonna en même temps de faire monter à cheval tout son état-major et de prévenir tout ce qui tenait au grand quartier général de se diriger promptement sur Baltar.

(1) Cet aide de camp s'appelait Brossard; depuis il a été colonel d'état-major, et a commandé en cette qualité l'école d'application du corps royal d'état-major, et ensuite l'école d'équitation de Versailles, qu'on a transférée depuis à Saumur.

Il fut, après la révolution de 1830, envoyé en Afrique, où il commandait comme maréchal de camp à Oran, lorsque le général Bugeaud le renvoya en France pour y être jugé, comme prévenu de concussions, affaires d'argent, etc.

Marquis de Brossard (Amédée-Hippolyte), né à Folleny (Seine-Inférieure), le 8 mars 1784, gendarme d'ordonnance le 20 décembre 1806, lieutenant au 10e régiment de chasseurs le 18 février 1808, colonel d'état-major le 12 février 1823, maréchal de camp le 2 février 1831, mis à la retraite le 7 juillet 1839.

Il s'habillait précipitamment, et donnait en même temps ses ordres à divers aides de camp pour indiquer le lieu de rassemblement des troupes et leur point de direction.

J'avais heureusement tous mes chevaux sellés et chargés; je fus prêt en un instant, et je courus prévenir les différents chefs de ce qui se passait et de la nécessité d'évacuer promptement la ville; je fis battre la générale par tous les tambours que je rencontrai, et ce bruit, joint à la fusillade que les tirailleurs du général Foy engageaient avec les Anglais, apprit aux plus paresseux qu'il était temps de partir.

Je retrouvai le maréchal à la tête de son état-major qui montait la grande rue qui conduit à la route de Baltar, avec un régiment d'infanterie (le 70e) : une vive fusillade et quelques coups de canon ne laissaient plus de doutes sur l'attaque des Anglais, qui, en ce moment, étaient aux prises avec le 17e régiment d'infanterie légère dirigé par le général Foy; le maréchal m'ordonna d'y marcher avec le 70e régiment, qui partit au pas de course, et de dire au général Foy qu'il allait être soutenu par une plus grande quantité d'infanterie, de la cavalerie et de l'artillerie.

J'arrivai promptement sur le champ de bataille; le 17e régiment d'infanterie légère, écrasé par le feu des Anglais, qui étaient en beaucoup plus grand nombre, ployait déjà; mais l'arrivée du 70e régiment, qui donna vigoureusement, rétablit nos affaires, et nous conserva libre la sortie d'Oporto sur la route d'Amaranthe; si ce premier coup de collier du 70e avait été appuyé par une réserve, la journée aurait été superbe pour nous; mais malheureusement, le reste des troupes que nous avions dans la ville n'était pas encore arrivé sur le champ de bataille.

Pendant ce combat acharné, les équipages, les femmes, les malades, les chevaux de main, évacuaient la ville en désordre et se dirigeaient précipitamment sur Baltar; plusieurs femmes furent blessées de coups de feu à cette sortie de la ville.

Nous nous battions sur un terrain de chicane; dans des vignes, des jardins et des maisons de campagne qui tenaient à la ville; nos soldats, quoiqu'ils ne se battissent pas bien,

car ils étaient déjà démoralisés, tinrent assez longtemps dans cette position pour que tous les Français, excepté les malades et les blessés qui ne pouvaient marcher, eussent le temps de sortir d'Oporto; on y perdit quelques pièces d'artillerie et quelques bagages; nous nous repliâmes ensuite lentement sur Baltar, sans être suivis par les Anglais, qui ne se crurent pas assez forts sur la rive droite du Douro pour nous suivre et nous attaquer; ils s'occupèrent, le reste de cette journée et le lendemain, à faire passer le fleuve à leur armée.

Nous ne pouvions encore concevoir comment cette infanterie anglaise avait pu passer la rivière en si grand nombre et si secrètement; mais les Portugais nous haïssaient tant qu'ils auraient volontiers fait à l'armée anglaise, pour lui faciliter l'arrivée dans Oporto, un pont de leurs corps comme celui qu'ils avaient fait pour se sauver de nous, lorsque nous nous étions emparés de cette ville; dans cette disposition d'esprit, ils s'ingénièrent de toutes les manières pour fournir des bateaux aux Anglais; ils en avaient fait descendre de Lamego, et ils parvinrent à soustraire quelques-uns de ceux que nous gardions si négligemment sur la rive droite, et auxquels on aurait dû mettre le feu; le point de passage avait été choisi fort habilement, dans un endroit où le fleuve était très encaissé, avait moins de largeur, offrait aussi moins de prise à la vue, et où les Anglais, en débarquant, pouvaient tirer un grand parti des maisons, des jardins et des vignes pour se retrancher, et donner ainsi le temps au reste de leur armée de passer le fleuve.

C'en était fait de nous, et nous étions surpris et écrasés dans Oporto, si le général Foy, qui se promenait avec son aide de camp, ne s'était pas arrêté sur une éminence d'où l'on découvrait le cours de la rivière. Il s'aperçut bientôt du mouvement des bateaux qui transportaient les Anglais d'une rive à l'autre. Il reconnut facilement l'infanterie anglaise et il en donna avis au maréchal comme je l'ai dit plus haut; cet événement fut fâcheux, mais il aurait pu l'être bien davantage sans la présence d'esprit et la bonne contenance du général Foy, qui était d'ailleurs un homme de moyens et d'une grande bravoure.

Si les troupes chargées de surveiller le bord de la rivière avaient fait leur service, cela ne serait sans doute pas arrivé, mais chacun négligeait son devoir depuis que le général en chef en avait le premier donné l'exemple, et c'est comme cela dans tous les états de la vie; les inférieurs se règlent toujours sur le mouvement qui leur vient d'en haut.

Nous arrivâmes à Baltar à la nuit tombante : les troupes y prirent position; nous y rejoignîmes l'infanterie partie d'Oporto avant l'attaque, et alors nous nous trouvions trop forts pour craindre que les Anglais vinssent nous chercher dans la nuit.

En approchant de Baltar, le maréchal fit une chute de cheval; cet accident, joint à la fatigue d'esprit et de corps qu'il avait éprouvée depuis plusieurs jours, le rendit vraiment malade; il se coucha en arrivant; il avait une forte fièvre; toute la nuit, des aides de camp envoyés par les généraux qui commandaient nos avant-gardes sur les différentes routes par lesquelles nous aurions pu nous retirer, apportèrent des renseignements d'après lesquels il n'était plus permis de douter que nous ne fussions cernés; je m'attendis alors aux événements les plus désastreux, surtout d'après l'abattement qu'avait montré le maréchal dans toute cette soirée.

J'entrai dans sa chambre avant le jour, et je fus surpris de son calme; il paraissait réfléchir, mais sans inquiétude ni agitation; il avait fait appeler les différents généraux qui commandaient sous lui, et consultait sa carte avec une grande attention; il adressait par moments des questions à une espèce de contrebandier que le général Randon-Dulaulois (1) lui avait amené, et qui paraissait avoir une connaissance parfaite du pays; tout le monde, debout, inquiet, et dans le plus grand silence, attendait avec anxiété ce qu'il allait ordonner; quant à moi, je ne doutais pas qu'il n'eût pris un parti décisif, et je

(1) *Randon-Dulaulois* (Charles-François), né à Laon (Aisne) le 9 décembre 1764, † 30 juin 1832, élève d'artillerie 1er août 1780, adjudant général 1er février 1793; destitué comme ci-devant noble 8 messidor an II; colonel 10 fructidor an II, général de brigade 20 frimaire an III, général de division 9 fructidor an XI, colonel commandant l'artillerie de la garde 29 mars 1813, retraité le 18 octobre 1815.

recommençai à espérer, car j'avais conservé une grande confiance en lui.

Il avait appris par les généraux Loison et Delaborde qu'une armée anglo-portugaise lui fermait les routes d'Amaranthe à Zamora; on ne pouvait tenter de passer sur le corps de cette armée; c'est un pays où on n'enlève pas facilement des positions presque inabordables, surtout avec des troupes découragées; c'était cependant la seule route dans notre retraite qui fût praticable pour les voitures, car il était trop tard pour se rejeter sur Braga. Il ordonna aussitôt qu'on fît sauter toute l'artillerie, et qu'on mît le feu aux voitures de bagages, en commençant par les siennes; il mit ensuite l'armée en marche sur Guimaraes, où elle se réunit tout entière le 14, et de là, il se dirigea par des sentiers, ou de mauvais chemins de mules, directement sur Orense; l'armée était guidée dans sa marche à travers ces sentiers par le contrebandier dont j'ai parlé ci-dessus.

Cette retraite fut très pénible; mais une fois notre artillerie et nos voitures d'équipages détruites, notre colonne marchait assez facilement dans ces défilés, tandis que l'armée anglaise, embarrassée de tout son matériel et ignorant précisément la direction que nous avions prise, ne pouvait pas nous joindre; nous n'en avions cependant pas moins à vaincre des obstacles qui auraient pu paraître insurmontables à des gens moins déterminés; la pluie, qui tombait par torrents (pendant dix jours de suite), avait rendu les moindres ruisseaux difficiles à passer; nous ne trouvions aucune ressource en vivres sur notre route; les paysans abandonnaient, à notre approche, leurs chétifs villages, en emmenant avec eux leurs bestiaux et leurs farines, tandis que des partis ennemis parcouraient le pays pour le faire soulever contre nous, coupaient les ponts, détruisaient les passages pour retarder notre marche, et nous harcelaient sans cesse (1); mais le maréchal Soult avait

(1) Affaire du pont de Salamonde, dit « Puente Nuovo », sur le Cavado: dans la nuit du 15 au 16, le major Dulong, à la tête d'une centaine d'hommes, surprend un régiment portugais qui, après avoir presque entièrement détruit ce pont, était posté là pour nous empêcher de le rétablir; Dulong et ses hommes, pour aller à l'ennemi, sont forcés de traverser

retrouvé son caractère et son activité militaires; parcourant sans cesse la colonne de la tête à la queue, il remédiait à tout, encourageait tout le monde, et trouvait des ressources où personne n'en voyait. L'avant-garde anglaise qui nous suivait nous inquiéta peu; nous marchions d'ailleurs, pendant cette retraite, dans un pays qui, à chaque instant, offrait de formidables positions de défense.

Le 19, nous atteignîmes ainsi Orense, où nous nous reposâmes un jour; ce repos était nécessaire, et il nous rendit la force et les moyens de continuer cette pénible marche; nous fûmes bien reçus dans cette ville, parce que nous nous étions bien conduits en y passant : car les Espagnols, malgré la haine qu'ils portaient à notre gouvernement, étaient justes envers nous, et si tous nos corps d'armée en Espagne avaient été aussi bien disciplinés et administrés que ceux commandés par les maréchaux Soult et Suchet, nous nous serions établis dans les provinces conquises de manière à n'en pas être chassés facilement; mais l'indiscipline de nos troupes dans d'autres parties de l'Espagne, les désordres de toute nature qu'elles commettaient, la soif d'argent de quelques généraux, les dilapidations et les vols de la plupart des agents de l'administration militaire, joints à la mauvaise conduite de Joseph Bonaparte et de sa cour, ruinèrent nos affaires dans ce pays et nous aliénèrent toute la nation.

Nous acquîmes à Orense la certitude que le corps du maréchal Ney était toujours en Galice, et qu'il avait des troupes à Lugo; le maréchal se dirigea sur cette ville, afin d'y opérer sa jonction avec Ney.

Nous traversâmes, entre Orense et Lugo, un pays qui avait peu souffert des maux de la guerre, et nos troupes y vécurent bien; cette armée, chassée du Portugal, et qui venait de faire une marche si pénible, était encore belle et redoutable; les chevaux de la cavalerie, qui s'étaient toujours nourris de blé

le pont détruit sur une poutre qui y restait encore, mais, favorisés par la nuit la plus noire, la plus orageuse et pluvieuse, vraie nuit d'hiver, ils ne sont vus ni entendus des Portugais, dont ils égorgent le premier poste; le reste du régiment prend la fuite, et le passage et le salut de l'armée française sont ainsi assurés. (*Note de l'auteur.*)

dont les épis étaient déjà bien formés, se trouvaient dans le meilleur état; nous avions conservé tous nos chevaux d'artillerie, et ils étaient superbes; enfin notre infanterie, déguenillée à la vérité, ne se composait que d'hommes éprouvés par les plus grands dangers et les plus grandes fatigues; ils ne doutaient plus de rien, car ils venaient d'éprouver qu'avec de la résolution et de la persévérance on pouvait se tirer de la plus mauvaise position.

Quand nous approchâmes de Lugo (1), cette ville était assiégée par une armée de milices et de paysans espagnols, qui se retirèrent précipitamment en apprenant notre arrivée; le général Fournier, du corps du maréchal Ney, commandait dans cette place, où nous entrâmes le 23.

Nous y fûmes d'abord assez bien reçus; mais le maréchal Ney étant arrivé peu de jours après, les choses changèrent de face, et on eût dit alors que nous n'étions plus un corps français; tout nous était refusé, et nos malades mouraient en foule dans les hôpitaux, faute de remèdes et d'aliments; car tout était réservé, par les ordres de Ney, pour son corps d'armée, et l'on peut bien dire qu'il nous traita de Turc à Maure.

Le maréchal Soult se hâta alors de composer un fort détachement des bouches inutiles dont son corps d'armée était encombré; il y joignit quelques cadres de bataillon, tous les cavaliers démontés, donna le commandement de cette troupe au comte de Girardin, alors colonel du 8e de dragons, et fit partir tout ce monde, soit pour rentrer en France, soit pour se rendre dans les dépôts établis en Castille et en Biscaye; il chargea Brun de Villeret (2), un de ses aides de camp, de por-

(1) J'y fus envoyé par le maréchal un jour avant que l'armée y pût arriver; j'avais sous mes ordres un fort détachement de cavalerie; je revins le lendemain matin au-devant du maréchal et lui rapportai des nouvelles de France, les journaux et les bulletins de la Grande Armée; il y avait quatre mois que nous n'avions communiqué avec la France, ni directement, ni indirectement.

(2) *Brun de Villeret* (Pierre-Louis-Bertrand, chevalier), né au Malzieu (Lozère) le 3 février 1773, † 11 février 1845, élève à l'École d'artillerie an VI, sous-lieutenant et aide de camp de Soult an VII, chevalier de l'Empire le 21 décembre 1808, général de brigade le 18 mai 1813, prisonnier

ter à l'Empereur, qui était alors à Vienne, ses rapports sur l'expédition de Portugal, et ces affaires terminées, il se sépara du maréchal Ney, avec lequel il eut l'air d'arrêter, pour la conservation de la Galice, un plan de campagne auquel tous les deux étaient, je crois, résolus d'avance de ne pas se conformer, car ils voulaient le moins possible se trouver ensemble; d'ailleurs, nous venions d'apprendre que l'Empereur était engagé dans une nouvelle guerre en Autriche, et personne ne se souciait de rester en Galice, loin de toute communication avec l'armée d'Espagne, et exposé à chaque instant à être cerné par des forces très supérieures qui auraient pu venir du Portugal et de toutes les parties de l'Espagne.

Il fallut donc se mettre encore en marche, après un repos d'une quinzaine de jours à Lugo : nous nous rendîmes d'abord à Monforte de Lemor, d'où nous manœuvrâmes sur Orense, ce qui entrait dans le plan arrêté entre les deux maréchaux; et là, le maréchal Soult n'ayant eu aucune nouvelle de l'autre corps, qui devait aussi se porter sur ce point, crut ou feignit de croire que le maréchal Ney avait changé d'idée, et se rejeta sur Zamora, où il était pressé d'arriver, car c'était là qu'était son grand dépôt, et il comptait par conséquent y réorganiser entièrement son corps d'armée au moyen des secours en hommes et en effets qu'il devait y trouver arrivant de France pour le rejoindre et de l'artillerie qu'il recevrait de nos dépôts en Espagne.

Après avoir parcouru longuement ce pays de montagnes, entre Lugo et l'Esla, nous arrivâmes près de Zamora.

Sur les bords de l'Esla, nous commençâmes à communiquer avec les troupes françaises qui étaient dans cette partie et dont la plupart, cantonnées à Zamora et à Toro, étaient destinées à renforcer le corps du maréchal Soult; le frère du maréchal, le général Soult, commandait tous ces dépôts, et nous apprîmes par lui, avec une bien vive satisfaction, que

de guerre à Leipzig. Ce fut chez lui que le maréchal Soult se cacha lorsqu'il tomba sous le coup de l'ordonnance du 28 juillet 1815. Pair de France, lieutenant général.

tous les moyens nécessaires pour recruter et réorganiser nos régiments étaient près de nous.

Ce fut dans ce moment que le général Franceschi nous quitta; nous ne devions plus le revoir; c'était un de mes bons amis et camarades, et j'ai déjà dit les services qu'il m'avait rendus au camp de Boulogne; son amitié pour moi ne s'était pas démentie depuis cette époque.

Après la bataille d'Austerlitz, où il commandait le 8e régiment de hussards à la tête duquel il s'était couvert de gloire, il avait été nommé général de brigade, et avait ensuite accompagné, comme aide de camp, Joseph Bonaparte, qui, après la même bataille, avait été nommé (1) roi de Naples.

Dans ce pays, Franceschi avait rendu de grands services lors de la guerre de Calabre, car il se distinguait partout où il allait, et de quelque manière qu'on l'employât; c'était un excellent officier; il avait, à son retour de la Calabre, épousé Mlle Dumas, fille du général Mathieu Dumas, alors ministre de la guerre du roi Joseph.

Franceschi était éperdument amoureux de sa femme, qui était dame d'honneur de Mme Joseph Bonaparte, reine de Naples. Quand toute cette cour, par un nouvel avancement, passa du trône de Naples à celui de Madrid, Mme Franceschi resta à Paris avec sa reine, et Franceschi ayant accompagné Joseph Bonaparte en Espagne, y reçut le commandement d'une division de cavalerie légère composée du 1er régiment de hussards, du 22e de chasseurs, du 8e de dragons et de la légion hanovrienne à cheval; c'est avec cette division qu'il faisait l'avant-garde du maréchal Soult en Portugal.

A notre retour à Lugo, il reçut de sa femme des lettres, déjà vieilles de dates, où elle lui disait qu'elle allait partir avec la Reine pour rejoindre Joseph Bonaparte à Madrid.

L'extrême désir de revoir cette femme qu'il adorait agita Franceschi depuis notre départ de Lugo jusqu'au moment où nous pûmes communiquer avec les troupes françaises sur les bords de l'Esla, et alors il partit en poste pour Madrid avec

(1) Napoléon, à cette époque, commençait à créer des rois et des royaumes de même qu'il « nommait » des généraux.

M. Bernard, son aide de camp, et M. Anthoine, aide de camp du maréchal Soult et neveu du roi Joseph. Il était porteur de dépêches du maréchal Soult pour Joseph Bonaparte.

L'empressement qu'avait ce malheureux Franceschi de rejoindre sa femme à Madrid ne lui permit pas de songer à prendre les précautions si nécessaires à des Français qui voyageaient en Espagne; il se donnait à peine le temps, dans les postes, de changer de chevaux, et n'ayant point de renseignements sur le pays qu'il parcourait, il s'en fiait à l'amour pour le préserver de tout danger; mais près de Toro et de Valladolid, il tomba entre les mains d'une bande de brigands commandés par le fameux Capucchino (ainsi nommé parce qu'il était Capucin). Ce chef empêcha qu'on ne massacrât les trois voyageurs, mais ils furent traînés de prison en prison jusqu'à l'Alhambra de Grenade (1).

Pour finir l'histoire de mon malheureux ami, j'interromprai un moment le cours de ma narration.

En 1810, quand nous nous emparâmes de Grenade, il fut transféré par les Espagnols à Carthagène et mis à bord d'un ponton, où, ayant été atteint de la fièvre jaune, il mourut misérablement, en appelant sans cesse sa femme qu'il regrettait plus que toute chose au monde; Anthoine avait déjà été échangé par les soins du maréchal Suchet, son beau-frère, et Bernard, qui avait suivi Franceschi à Carthagène, trouva moyen, après la mort de ce dernier, de rentrer en France; c'est par lui que j'ai appris tous ces tristes détails.

Quand nous entrâmes à Grenade, notre premier soin fut de courir à l'Alhambra, dans l'espérance d'y délivrer notre brave camarade, mais nous ne trouvâmes que la chambre qu'il y avait occupée, sur les murs de laquelle il avait tracé avec des charbons les principaux détails de sa malheureuse captivité; il dessinait parfaitement bien, et ces ébauches grossières, rapportées en France par quelques amateurs qui les avaient

(1) Ce chef fut à son tour pris par la cavalerie française; on lui laissa la vie en récompense de ce qu'il avait épargné celle de beaucoup de Français qu'il avait pris, et on l'envoya prisonnier en France dans un château fort; mais, s'étant échappé de sa prison, il fut repris et renfermé très étroitement dans un cachot, où je crois qu'il mourut de misère.

copiées sur les murs de sa prison à Grenade, ont fourni le sujet de gravures très intéressantes et fort recherchées.

Mme Franceschi, qui avait conservé longtemps l'espoir de faire échanger son mari, qu'elle aimait avec passion, fut frappée d'un coup mortel en apprenant sa mort; elle résista peu de temps à une douleur aussi vive et mourut quelques mois après lui, en bénissant le coup qui allait la rejoindre à celui sans qui elle ne pouvait vivre.

Je me suis peut-être trop appesanti sur ces douloureux détails; mais le vif intérêt que je portais à Franceschi, et le plaisir de m'occuper encore de lui, m'ont entraîné sans que je me sentisse la force de m'arrêter, et j'ai trouvé une sorte de douceur à me le rappeler; je ne puis penser sans émotion à ce guerrier sans peur et sans reproche, qui méritait tant de bonheur, et qui fut moissonné au moment où il aurait peut-être pu en jouir.

Je reprends la suite des opérations militaires.

Ce fut le lendemain de mon arrivée à Zamora que j'appris qu'il venait d'être enlevé par la bande de Capucchino; peu d'instants après, le maréchal Soult me fit appeler et me remit des dépêches pour le maréchal Ney, dont il venait d'apprendre l'arrivée à Astorga; je fus aussi chargé de lettres pour le général Delaborde, dont la division, qui faisait partie de notre corps d'armée, était cantonnée entre Zamora et Benavente.

J'avoue franchement que je me serais bien passé de cette mission; le sort de Franceschi me revenait sans cesse à l'idée, et d'ailleurs, après une campagne aussi fatigante que celle que nous venions de finir, je n'aurais pas été fâché de rester tranquille pendant quelque temps; je fis pourtant bonne mine, et je partis, en apparence fort content, mais, dans le fond de l'âme, très contrarié.

En arrivant sur les bords de l'Esla, le maréchal Soult avait reçu des dépêches de l'Empereur, qui était en Autriche et qui, par les journaux anglais, ayant eu connaissance de la retraite du maréchal, et prévoyant les grands événements qui allaient se passer en Espagne entre ses armées et les armées

anglaise, espagnole et portugaise, avait senti la nécessité de donner un grand commandement au maréchal Soult. En conséquence, il l'avait nommé général en chef de trois corps d'armée : celui de Ney, qui était alors à Astorga, celui de Mortier, qui était à Valladolid, et celui qu'il venait de ramener de Portugal, qui était à Zamora et à Toro. L'Empereur lui prescrivait de s'opposer avec ces forces à tout ce que les Anglais, réunis aux Espagnols, tenteraient en Espagne, et surtout à l'évacuation de Madrid. Il joignait à ces dépêches des lettres pour les maréchaux Ney et Mortier, par lesquelles il les instruisait de ses intentions et leur prescrivait d'obéir au maréchal Soult.

C'était la communication de ces différents ordres que je portais au maréchal Ney; si j'en avais été instruit avant mon départ, j'aurais été encore bien plus contrarié de cette course, car j'aurais pu prévoir que je serais fort mal reçu à Astorga.

Je m'arrêtai chez le général Delaborde, cantonné dans un grand village entre Zamora et Benavente; il était dans son lit, et en me voyant entrer dans sa chambre, il s'imagina que je lui apportais un ordre de mouvement, et il s'écria d'une voix dolente « qu'il ne pouvait plus remuer, qu'il était rongé de douleurs de goutte, qu'il serait forcé de quitter l'armée et de se faire transporter à Valladolid et de là en France », et cent autres lamentations pareilles sur sa santé.

Je reconnus là les discours que tenaient tous nos généraux en revenant de Portugal; aucun d'eux ne se souciait plus de faire une guerre où l'on courait de si tristes chances, et ils désiraient tous rentrer en France pour y jouir tranquillement de leurs dignités et de leurs richesses; mais l'Empereur ne l'entendait pas ainsi; il consentait bien à leur donner des titres, des décorations, des rentes, et même de jolies femmes avec lesquelles il les mariait, mais c'était à condition qu'ils mourraient sous le harnais en traînant son char de triomphe, et ces pauvres malheureux ressemblaient à ces joueurs timides qui, s'étant mis en jeu avec un écu, cherchent tous les prétextes pour quitter la partie quand ils ont gagné une somme considérable, mais qui, ne pouvant y parvenir,

finissent par perdre leur gain et le peu qu'ils ont risqué. Les généraux français (pour la plupart) jouissaient de nouveaux titres qui ne leur donnaient pas dans l'armée plus de considération qu'ils n'en auraient eu sans cela, d'une décoration déjà discréditée parce qu'on avait abusé de l'institution, de rentes et de riches dotations avec lesquelles ils étaient exposés tous les jours à mourir de faim, et d'une jolie femme qu'ils ne voyaient jamais. Mieux aurait-il valu pour leur bonheur rester dans leur village, roturiers, pauvres et mariés à quelque bonne ménagère.

J'en reviens au général Delaborde : j'avais posé sur son lit les dépêches que j'avais pour lui, et après l'avoir laissé faire toutes ses doléances, je le priai de vouloir bien les ouvrir, car je voulais repartir promptement et j'ignorais si, dans ses lettres, il n'y avait rien qui eût rapport à mon voyage; il commença alors, d'un air renfrogné, à lire ce que je lui apportais; mais je vis bientôt son visage se dérider, et ce cacochyme qui, un moment avant, n'aurait pas pu mettre un pied devant l'autre et traînait ses paroles comme un agonisant, s'élança vivement hors de son lit et, courant à la porte de sa chambre, d'une voix forte et triomphante appela son aide de camp.

« Bardinet (1), Bardinet, lui criait-il, venez me faire compliment : l'Empereur m'a nommé comte; venez, venez vite; il faut faire un ordre du jour pour la division. »

Bardinet se fit attendre : il dormait de son côté; il arriva enfin : c'était un bon gros garçon d'aide de camp qui ne s'émouvait pas facilement; il prit la chose assez tranquillement, et se contenta de demander au général si la dotation attachée au titre de comte était forte. « Oh! sans doute, répondit celui-ci; au moins 30,000 francs de rentes. — Mme la comtesse va être bien contente, dit Bardinet en bâillant »; et il se retira pour aller reprendre sa sieste.

(1) *Bardinet* (Pierre), né à Langon (Gironde) le 20 novembre 1771, sergent au 4e bataillon de la Gironde 25 septembre 1791, sous-lieutenant dans la 58e demi-brigade le 7 vendémiaire an V, chef de bataillon le 21 novembre 1812, retraité le 28 février 1827.

Le général continuait ses exclamations; je jugeai à propos de le laisser savourer sa joie, et je remontai aussitôt à cheval pour me rendre à Benavente; je côtoyais toujours l'Esla, et j'arrivai bientôt dans cette petite ville qui me parut fort misérable.

J'en repartis promptement pour Astorga, et je ne pus m'empêcher d'éprouver quelque appréhension en me trouvant seul, avec un postillon, dans les vastes plaines qui sont entre Benavente et Astorga; cependant mon voyage se termina sans mauvaise rencontre.

Je ne pus voir le maréchal Ney en arrivant, et je lui fis remettre mes dépêches par un de ses aides de camp; tout me parut sombre et contraint dans cet état-major, et je m'aperçus que l'on s'observait pour ne rien dire devant moi; je cherchais à m'éclairer à cet égard, et je ne trouvais personne pour me répondre, quand j'appris que le général Lamartinière (1) était malade à Astorga. Je le connaissais assez intimement; il avait servi sous les ordres du maréchal Soult, et je m'empressai d'aller le voir.

Il me reçut fort amicalement et me dit tout ce que je voulais savoir; il me dit que le maréchal Ney avait répandu le bruit dans tout son corps d'armée que le maréchal Soult s'était fait proclamer roi de Portugal à Oporto, et que, de plus, il avait, en dernier lieu, manœuvré de manière à faire écraser, en Galice, le corps du maréchal Ney, en manquant au plan de campagne que les deux maréchaux, en se séparant à Lugo, avaient concerté ensemble.

Cent autres contes plus ridicules que ceux-là avaient été faits dans le même but (celui de perdre le maréchal Soult). On avait composé des chansons sur le roi Nicolas (quoique son nom fût Jean). On avait fait courir ces cancans jusqu'à

(1) *Lamartinière* (Thomas Mignot, baron de), né à Machecoul (Loire-Inférieure) le 28 février 1768, † 6 septembre 1813, sous-lieutenant au 32e d'infanterie (Bassigny) le 15 septembre 1791, chef de brigade du 77e le 1er nivôse an IX, colonel du 50e d'infanterie le 17 vendémiaire an XII, général de brigade le 10 février 1807, baron de l'Empire le 19 mars 1808, chef d'état-major de l'armée de Portugal le 7 septembre 1811, général de division le 11 février 1813.

Madrid et jusqu'à Paris; enfin, on n'avait oublié aucun de ces moyens, si bien connus depuis notre Révolution, pour perdre un homme.

J'avoue que ces bassesses et ces petits moyens, mis en œuvre par une vile jalousie, me révoltèrent; j'ai toujours été un ami ardent de la vérité; je ne me suis jamais contraint à dire du bien de ceux dont je pensais du mal, quelque élevée que fût leur position, et il ne m'est non plus jamais venu dans l'idée de supposer ou de dénaturer des faits pour nuire à quelqu'un, pas même à mes ennemis (et qui n'en a pas?). C'est une adresse que je me félicite de ne pas avoir, malgré tous les succès qu'ont eus de nos jours ceux qui en ont fait usage.

Je restai deux jours à Astorga, et au moment de mon départ, le maréchal Ney voulut bien me voir un instant; il était dans son lit, et il s'échauffa beaucoup à vouloir me persuader que le maréchal Soult lui avait manqué de parole dans le mouvement qu'ils devaient faire de concert pour la conservation de la Galice; je lui soutins le contraire, en lui détaillant les manœuvres du maréchal depuis Lugo jusqu'à Zamora; il me dit, un moment après, que l'exécution des ordres que je lui avais apportés était impossible, impraticable, qu'il n'y fallait pas penser (ces derniers mots avec beaucoup d'emportement). Je répondis, ce qui était vrai, que j'ignorais entièrement ce dont il me parlait, et nous nous séparâmes fort peu satisfaits l'un de l'autre. Il me remit des lettres pour le maréchal Soult.

Je retournai promptement à Zamora; je n'eus pas plus d'escorte qu'en venant, et mon voyage se passa aussi bien.

En arrivant chez le maréchal, je lui rendis mot pour mot mes conversations avec le maréchal Ney et le général Lamartinière; je ne lui fis même pas grâce de la chanson sur le roi Nicolas; il prit tout cela en riant, mais il me sembla que ce n'était pas de bon cœur.

J'ai su depuis que la lettre que je lui rapportais du maréchal Ney était virulente, et que ce dernier refusait de lui obéir.

De Zamora, nous vînmes nous établir à Toro; le maréchal

ayant jugé ce point plus central, y porta son quartier général.

Nous n'y restâmes pas longtemps; l'armée anglaise, commandée par sir Arthur Wellesley, la même qui nous avait renvoyés de Oporto, était sortie du Portugal et marchait sur Madrid par Plasencia.

Joseph Bonaparte, qui commandait en chef toute l'armée française en Espagne, mandait au maréchal Soult, en lui apprenant cette nouvelle, qu'il partait de Madrid pour aller combattre les Anglais, et il lui ordonnait de marcher aussi sur ce point avec les trois corps d'armée dont l'Empereur avait dernièrement confié le commandement au maréchal. Ce dernier résolut aussitôt de se porter sur les derrières du général anglais qui, sans songer à assurer sa ligne d'opération, s'était imprudemment engagé sur Madrid : en conséquence, les maréchaux Ney et Mortier reçurent l'ordre de se diriger sur Plasencia, qui était indiqué comme le point de réunion des trois corps d'armée; le maréchal Soult s'y rendit aussitôt avec le corps qu'il commandait particulièrement, en passant par Salamanque, où nous nous arrêtâmes deux jours, afin de donner le temps aux deux autres corps de serrer sur nous.

Ces trois corps d'armée, formant environ 40,000 combattants d'excellentes troupes et presque tous vieux soldats, se réunirent à Plasencia, et c'est là que nous coupâmes la ligne d'opération du général anglais; il fut aisé de juger alors combien sa marche sur Madrid était imprudente, car nous nous trouvions à vingt lieues sur ses derrières, lui coupant la seule belle route de retraite qu'il eût, tandis que Joseph Bonaparte, à la tête d'une fort belle armée, à la vérité bien mal commandée, se trouvait en face de lui, à Talaveyra de la Reyna.

La précipitation avec laquelle Joseph Bonaparte, ou, pour mieux dire, le maréchal Jourdan, son major général, engagea la bataille (le 28 juillet), au lieu d'attirer le général anglais sur Tolède ou sur Madrid, nous priva des grands résultats que devait avoir cette belle manœuvre du maréchal Soult; sir Arthur Wellesley, après avoir eu de l'avantage sur l'armée française qui lui était opposée de front, apprit tout à coup l'arrivée du maréchal Soult à Plasencia, où nous nous étions

soupirs qu'il poussait quelquefois dans ses moments de rêverie me donnaient beaucoup à penser sur ce sujet.

Le maréchal avait un secrétaire intime, nommé Voidel, avec lequel j'étais étroitement lié; nous n'avions rien de caché l'un pour l'autre : je lui fis part de mes doutes, et il me confia qu'il avait lu la lettre de l'Empereur au maréchal, rapportée par l'aide de camp M. Brun; elle était foudroyante, et je trouve même que Napoléon ne dissimulait pas assez adroitement qu'il ne pardonnait au maréchal que parce qu'il avait besoin de lui.

Dans cette lettre, l'Empereur reprochait durement au maréchal Soult d'avoir cherché à se faire nommer roi de Portugal, et d'avoir ainsi trahi les intérêts de la France; d'avoir, par sa conduite à Oporto, démoralisé ses troupes, et d'être ainsi la cause de notre sortie honteuse de cette ville et de la perte de tout le matériel de l'armée; il disait que « son premier mouvement avait été de le traduire devant une haute cour impériale pour lui faire subir la peine qu'il avait si bien méritée; « cependant j'ai voulu, ajoutait-il, user de clémence envers vous, en mémoire des bons services que vous m'avez rendus, notamment à la bataille d'Austerlitz, et pour vous mettre à même, en m'en rendant de nouveaux, d'effacer votre faute, je vous ai nommé major général de mes armées en Espagne. »

Il lui ordonnait ensuite de se rendre à Madrid, auprès du roi Joseph, pour diriger ce dernier dans le commandement de l'armée, qui lui était dévolu; et il finissait sa lettre en disant qu'aussitôt qu'il aurait terminé la guerre en Allemagne, il irait lui-même planter ses aigles sur les tours de Lisbonne.

Je compris alors d'où provenaient tous les soupirs du maréchal; mais je ne doutais pas qu'il n'eût bientôt fait sa paix avec l'Empereur, car il était nécessaire, et il devait tous les jours le devenir davantage.

Nous arrivâmes à Madrid; le maréchal s'établit dans le palais du prince de la Paix; j'y avais aussi un appartement, mais je l'occupais rarement, et j'aimai mieux me loger un peu moins près de mon patron; je m'établis dans la maison d'un conseiller d'État du roi Joseph, nommé D. Bernardo Yriarte,

avec lequel je me liai d'une amitié sincère; c'était un fort bon et brave homme, et d'une société douce et aimable.

Je m'amusais beaucoup à Madrid; j'y trouvais tous les plaisirs des grandes villes, et il y avait longtemps que j'en étais sevré; les femmes, quoiqu'elles eussent de la haine et même, à les entendre, de l'exécration pour notre nation, traitaient fort bien les Français qui leur convenaient, et quand nous étions assez intimement avec elles pour les plaisanter à ce sujet, elles répondaient avec beaucoup d'aisance qu'elles haïssaient le gouvernement français et la nation en masse, mais qu'elles aimaient les individus, en particulier, quand elles en rencontraient d'aimables; la cour du roi Joseph n'était pas plus ennuyeuse qu'une autre; il y avait à Madrid un assez bon opéra italien et des ballets passables; j'aurais volontiers passé l'hiver de cette manière, mais les événements militaires ne nous le permirent pas.

L'armée espagnole, qui avait peu souffert à Talaveyra et à Almonacid, s'était retirée dans la Manche et derrière la Sierra Morena : le général Arizaga, qui la commandait, homme rempli de présomption et d'ignorance, se mit en tête de nous chasser de Madrid sans le concours de l'armée anglaise, qui ne s'était pas encore remise en état de faire campagne depuis la bataille de Talaveyra et sa retraite précipitée.

Arizaga s'avança donc vers Madrid; les corps du maréchal Mortier et du général Sébastiani se réunirent, en avant d'Aranjuez, à la réserve partie de Madrid sous les ordres de Joseph Bonaparte et du maréchal Soult; le corps du maréchal Victor manœuvrait sur le flanc droit de l'ennemi.

La bataille s'engagea près du village d'Ocaña, le 2 novembre; au commencement de l'action, les Espagnols montrèrent assez de résolution, et pendant plus de deux heures la bataille fut meurtrière et indécise; mais une division d'infanterie commandée par le général Girard (1) (tué, depuis, dans la campagne

(1) *Girard* (Jean-Baptiste, baron), né à Aups (Var) le 21 février 1775, volontaire dans le bataillon du district de Barjols en 1792, quartier-maître-trésorier au 3e bataillon révolutionnaire de Marathon, sous-lieutenant le 26 ventôse an IV, adjudant général le 25 brumaire an VIII, chef d'état-major de Murat en 1805-1806, général de brigade le 18 novembre 1806,

de Waterloo) ayant chargé à la baïonnette le centre de l'armée espagnole, l'enfonça et le mit dans une déroute complète; notre cavalerie, qui était bonne et nombreuse, chargea aussitôt avec la plus grande impétuosité, et, dans un instant, toute l'armée ennemie fut à la débandade; on tua beaucoup de monde, et nous fîmes en outre 25,000 prisonniers.

Le maréchal Soult me détacha avec la cavalerie de l'avant-garde, qui était aux ordres du général Sebastiani; nous allâmes le même soir jusqu'à la Guardia, village situé à quatre lieues du champ de bataille, ramassant toujours des prisonniers, de l'artillerie et des bagages. Nos cavaliers avaient pris une si grande quantité de chevaux et de mules, qu'ils en donnaient deux ou trois pour un louis d'or; j'en achetai plusieurs, surtout des mules, que je revendis fort bien à Madrid quelques jours après.

Notre cavalerie eut ordre de poursuivre les tristes débris de cette armée jusqu'au pied de la Sierra Morena; quelques corps d'infanterie s'établirent dans la Manche, et, dès le lendemain de la bataille, Joseph Bonaparte et le maréchal Soult retournèrent à Madrid; les trophées de la victoire y arrivèrent le surlendemain, et notamment les 25,000 prisonniers.

On les logea dans de grandes casernes ou couvents abandonnés où leurs parents, leurs amis et les âmes charitables allaient leur porter des secours en tout genre. C'était un spectacle assez singulier que celui de 25,000 prisonniers espagnols gardés, dans la capitale de l'Espagne, par un petit nombre de troupes françaises; mais ce dernier coup de massue avait tellement abasourdi ce pauvre peuple qu'il n'était pas à craindre dans ce moment-là.

Les actions du roi Joseph étaient, par ce même coup, bien remontées, et sa cour française et espagnole se livra à la joie que cet événement lui inspirait : nous avions souvent des bals et des concerts, soit chez le Roi, soit chez ses ministres ou autres personnes tenant au gouvernement; tous ces gens-là regardaient alors Joseph Bonaparte comme solidement établi

général de division le 20 septembre 1809; tué à l'ennemi, à Fleurus, le 16 juin 1815.

en Espagne, et ils exploitaient en idée les richesses de ce beau pays et surtout les mines du Pérou.

L'hiver se passait donc gaiement; mais nous ne restâmes pas longtemps dans cette bonne ville de Madrid, et au mois de janvier 1810, le maréchal Soult, voulant profiter de la belle victoire d'Ocaña, détermina Joseph Bonaparte à s'arracher aux délices de la capitale pour marcher vers l'Andalousie, dont la conquête paraissait facile.

Je reçus à cette époque la décoration d'officier de la Légion d'honneur, à l'occasion de la bataille d'Ocaña (22 décembre 1809).

1810

L'armée destinée à faire la conquête de l'Andalousie était composée des corps des maréchaux Mortier et Victor et de celui du général Sebastiani, plus une réserve de quatre régiments d'infanterie qui étaient toujours restés à Madrid sous les ordres du général Dessolle (1).

Nous pensions que les restes de l'armée espagnole battue à Ocaña nous opposeraient encore quelque résistance dans les défilés de la Sierra Morena; c'était une erreur : toute leur défense se borna à placer quelques bataillons derrière de mauvais retranchements qui coupaient la route; ces troupes, battues avant de combattre, lâchèrent pied aussitôt qu'elles furent attaquées, et le passage de la Sierra Morena ne fut pour l'armée française qu'un jour de marche ordinaire; le soir, elle bivouaquait presque toute aux environs de la Caroline, où le quartier général était établi.

Nous traversâmes le lendemain ces champs de Baylen qui avaient été si fatals à la gloire de nos armées et du général Dupont (2) en particulier.

(1) *Dessolle* (Jean-Joseph-Paul-Augustin), né à Auch le 3 juillet 1767, † novembre 1828, capitaine à la légion des Montagnes à l'armée des Pyrénées; destitué comme ci-devant noble; général de brigade le 12 prairial an V, général de division et chef d'état-major de l'armée de Moreau en Italie, chef d'état-major de Lannes au camp de Boulogne, gouverneur de Cordoue en 1810, commandant des gardes nationales de la Seine le 2 avril 1814; accompagna le Roi à Béthune au mois de mars 1815; ministre des affaires étrangères et président du conseil le 28 décembre 1818.

(2) *Dupont* (Pierre, comte), né à Chabanais (Charente) le 14 juillet 1765, † 9 mars 1840, sert en Hollande, dans la légion française commandée par

Nous passâmes rapidement à Andujar, et nous nous emparâmes sans coup férir de Cordoue; nous entrâmes de même à Ecija et à Carmona. Cette dernière ville n'est qu'à neuf lieues de Séville; on fit la faute de s'y arrêter trois jours à parlementer pour la reddition de Séville, qui ne pouvait se défendre, au lieu de marcher droit sur Cadix, dont nous nous serions emparés très facilement; cette faute fut énorme et eut une grande influence sur les suites de la guerre en Andalousie; le duc d'Albuquerque eut ainsi le temps de se jeter dans l'île de Léon et dans Cadix avec un corps de troupes espagnoles; nous aurions pu y être avant lui; son arrivée releva le courage des habitants qui, dans leur consternation, n'avaient aucunement pensé à se défendre : aidés des soldats du duc d'Albuquerque, ils travaillèrent jour et nuit, et ils fortifièrent si bien le passage de l'île de Léon que, quand nous nous présentâmes quelques jours après pour y entrer, on reconnut que cela était absolument impossible : on y aurait perdu beaucoup de monde sans résultat.

Il fallut donc se borner à bloquer Cadix par terre, ce qui ne gênait en rien les Espagnols, et nous fûmes forcés de laisser devant cette ville une immense quantité d'artillerie et le corps d'armée du maréchal Victor, qui nous aurait été si utile sur d'autres points.

Nous étions entrés fort paisiblement à Séville; la population entière de cette ville y était restée et nous fournissait toutes les ressources d'une province riche et civilisée. Je n'ai rien vu

Maillebois, avec le grade de sous-lieutenant; passa dans l'artillerie hollandaise, où il resta jusqu'en 1791; aide de camp du général Dillon à l'armée du Nord, général de brigade en 1793, général de division le 13 floréal an V, comte de l'Empire le 6 juin 1808; capitule à Baylen et ne partage pas le sort de ses troupes; à sa rentrée en France, il est arrêté et traduit devant la haute cour de justice; reconnu coupable à l'unanimité, l'Empereur rendit sur cette affaire, le 1er mars 1812, un décret contenant l'article suivant : « Le général Pierre Dupont est destitué de ses grades militaires. Les décorations qui lui ont été accordées lui sont retirées; son nom sera rayé des contrôles de la Légion d'honneur. Il lui est interdit de porter à l'avenir l'habit militaire. Il sera transféré dans une prison d'État pour y être détenu jusqu'à nouvel ordre. » La Restauration le fit sortir de prison, le nomma ministre de la guerre et commandeur de Saint-Louis le 6 décembre 1814.

d'aussi beau dans aucun pays que cette campagne de l'Andalousie, qui offrait à la fois à nos yeux, étonnés de tant de richesses, les productions de l'Europe et de l'Afrique : ces bois d'orangers et de citronniers, ces buissons d'aloès et de lauriers-roses, ces forêts d'oliviers se mêlaient de la manière la plus pittoresque avec les arbres fruitiers, les vignes et les autres productions de notre pays. Cette population immense, qui ne nous paraissait avoir rien de l'air farouche des habitants des autres provinces espagnoles que nous avions parcourues, augmentait encore la riante perspective que nous avions devant nous, et, dans ces premiers moments, je crois que nous avions tous oublié les dangers et les horreurs de la guerre d'Espagne, et que peu d'entre nous auraient désiré être transportés en France. Il faut nous pardonner ces sentiments et ce moment de distraction : ils ne furent pas de longue durée.

Sur ces entrefaites, le maréchal Soult me remit des dépêches à porter au général Sebastiani qui, d'Andujar où il s'était séparé du gros de l'armée, avait marché sur Jaen et Grenade; il avait même l'ordre de pousser jusqu'à Malaga.

Le maréchal, en me remettant ces dépêches, me recommanda ce qu'il nous recommandait toujours : de faire grande diligence, de ne point nous faire tuer, surtout de ne pas nous laisser prendre et de revenir promptement, toutes choses aussi faciles les unes que les autres dans ce maudit pays; je dis maudit, malgré le portrait que je viens d'en faire, car, en enfourchant mon bidet de poste, les orangers, les citronniers, les aloès et les lauriers-roses étaient pour fort peu de chose dans ma pensée : je ne voyais que les guérillas, et il me semblait déjà être entre les mains du Capucchino.

Pour suivre le chemin qu'avait tenu l'armée française, il aurait fallu que je retournasse jusqu'à Andujar, et là, j'aurais couru sur la route qu'avait prise le corps du général Sebastiani; mais ce chemin était beaucoup plus long qu'en allant directement, par les montagnes, de Cordoue à Grenade; le maréchal Soult m'avait dit de consulter le général Dessolle, qui commandait à Cordoue, sur la meilleure direction à suivre,

et il m'avait recommandé de prendre des escortes quand j'aurais passé Cordoue : « Vous n'en avez pas besoin jusque-là, ajoutait-il, car la route est bien sûre. » Il m'ordonna en même temps de commander dans toutes les postes jusqu'à Cordoue qu'on tînt des chevaux prêts pour M. Curnillon (1), officier supérieur de l'état-major de Berthier qui, arrivé l'avant-veille, devait partir quelques heures après moi pour porter à Paris la nouvelle de notre entrée à Séville.

Cette précaution fut bien inutile, car le pauvre Curnillon, parti de Séville six heures après moi, fut assassiné à la Venta de la Portuguesa, maison de poste à douze lieues de Séville. Je n'appris heureusement qu'à mon retour cet événement, car il n'aurait pas contribué à égayer mon voyage.

J'avais quitté Séville le 2 février, et j'arrivai à Cordoue le 3 de grand matin; je sus par le général Dessolle qu'il n'y avait pas de communication directe ouverte avec Grenade, qu'il fallait donc que je passasse par Andujar et Jaen, et qu'il ne pouvait me faire donner que des escortes d'infanterie, parce qu'il n'avait pas de cavalerie; ces renseignements me désespérèrent, car il me restait donc soixante lieues à faire avec de l'infanterie, ce qui suppose au moins six jours de route, et je savais que le général Sebastiani marchait toujours. Pourrais-je le rejoindre? et plus il serait éloigné de moi quand je marcherais avec une faible escorte d'infanterie pour le rejoindre, plus je serais compromis.

Ces réflexions me déterminèrent sur-le-champ à me jeter dans la traverse qui conduit directement de Cordoue à Grenade, sans escorte, sans poste où je pusse trouver des chevaux pour relayer, et ayant vingt lieues de traverse à faire pour arriver sur la grande route qu'avait suivie le corps d'armée du général Sebastiani.

Je pris à Cordoue des chevaux de poste qui me menèrent à

(1) *Curnillon* (Antoine), né à Lyon le 16 août 1771, † 3 février 1810, soldat dans le 4e bataillon de Seine-et-Oise le 18 octobre 1791, sous-lieutenant au 54e régiment d'infanterie le 10 thermidor an VI, chef de bataillon à l'état-major du prince de Wagram le 30 juin 1807; assassiné par les insurgés espagnols dans la matinée du 3 février 1810, entre Carmona et Fuentès, à une lieue de cette dernière ville.

Bujalance, petite ville où nous avions passé en marchant sur Séville et où nous avions été bien reçus; je descendis à la municipalité, qui dans ce moment était rassemblée; j'appris aux municipaux la prise de Séville, qui me parut faire beaucoup d'impression sur eux, et je leur demandai, en offrant de bien payer, un cheval de louage et un guide à cheval pour me diriger sur Grenade; le tout me fut gracieusement accordé, et pendant qu'on préparait mes chevaux, je dînai avec el señor corregidor.

De Bujalance, j'allai à Cañete de los Toros, où je ne me vis pas sans quelque émotion entouré par un assez grand nombre de paysans que la surprise de voir un Français seul chez eux, l'envie d'apprendre des nouvelles et mon uniforme de hussard (fort riche) avaient attirés près de moi; je leur contai mon affaire, tout comme à la municipalité de Bujalance, et j'obtins le même succès; on me fournit une mule pour moi et un guide monté de même pour me conduire à Valenzuela, où je n'arrivai pas sans peine, car l'allure de cette mule et ses fréquents caprices m'avaient cruellement fatigué.

Entre Cañete et Valenzuela, je rencontrai un officier et une douzaine de soldats espagnols; je n'étais pas monté de manière à leur échapper, et je me crus perdu; ils avaient gravi une montagne de leur côté, tandis que je la montais du mien, en sorte que nous nous trouvâmes nez à nez quand nous eûmes atteint le haut de cette côte; je repris quelque confiance en voyant que l'officier seul était armé; ils s'arrêtèrent en m'apercevant et eurent l'air de se consulter; ils croyaient sans doute que j'étais suivi de quelques troupes françaises; je leur souhaitai fort poliment le bonjour, sans trop m'approcher; l'officier me le rendit de même; je lui demandai où ils allaient, et il me répondit qu'ils rentraient chez eux, à Bujalance, qu'ils étaient fatigués de la guerre et qu'ils ne voulaient plus la faire; je me hâtai de leur souhaiter un bon voyage, et je continuai ma route; j'en rencontrai encore d'autres, isolés et aussi sans armes, auxquels je fis une grande peur, car ils se jetèrent dans la campagne à droite ou à gauche de la route, aussitôt qu'ils me virent; je ne me

croyais pas si redoutable sur ma mule, et tous ces petits incidents me donnèrent une grande confiance dans la tranquillité du pays; mais j'étais réservé à une rude épreuve à Valenzuela.

En y arrivant, je trouvai tous les paysans rassemblés sur la place; ils me regardèrent avec mécontentement, et je les entendais murmurer contre les Français, ce qui ne paraissait pas de bon augure; je me hâtai de m'accrocher à l'alcade, à qui je fis part de mes nouvelles en lui demandant de me procurer les moyens de continuer promptement ma route; j'étais fort pressé, mais il me répondit avec assez de franchise et un air fort ouvert que le moment n'était pas favorable pour moi; qu'une brigade de nos dragons, qui avait couché l'avant-veille dans ce village, y avait commis toutes sortes d'excès, et que le rassemblement du peuple que je voyais là était pour assister à l'enterrement d'une jeune fille, morte à la suite des violences qu'elle avait éprouvées; la plupart des femmes du village, ajouta-t-il, ont été traitées de même; celle-là seule en était morte.

Pendant ce colloque, les paysans nous entouraient de fort près, et leurs dispositions ne me paraissaient pas en ma faveur, je tâchai d'entrer en conversation amicale avec eux, et m'adressant à l'un de ceux qui causaient avec l'alcade et qui me paraissait moins échauffé que les autres, je feignis d'avoir grand soif, et tirant une pièce d'or de ma poche, je la lui donnai en le priant de m'aller chercher du vin, ce qu'il fit avec assez d'empressement; il me rapporta bientôt un pot d'assez bon vin dont je bus un verre en le priant de boire le reste à ma santé; il voulut me rendre la monnaie, je refusai de la recevoir; il ne voulàit pas la garder, et je finis par le prier de la porter à M. le curé pour qu'elle fût donnée aux pauvres.

Cependant d'autres paysans s'étaient mis à causer avec le guide qui m'avait amené de Cañete, et que j'avais grassement payé; cet aparté me fut sans doute avantageux, et ils commencèrent à s'entretenir avec moi d'une manière assez cordiale. Ils me disaient que la guerre ne devait pas autoriser

des excès pareils à ceux que nos troupes avaient commis chez eux, et que les Français se faisaient bien du tort par cette conduite; je me trouvai entièrement de leur avis, et jugeant le moment favorable, je pressai de nouveau l'alcade de me fournir des chevaux et un guide; il s'y prêta alors d'assez bonne grâce, et un quart d'heure après, je vis arriver deux mauvaises mules sur l'une desquelles était, pour me servir de guide, le paysan qui m'avait été chercher du vin; je me sentais une grande répugnance à remonter sur ces incommodes bêtes, et je témoignai à l'alcade que j'aimerais mieux avoir des chevaux; mais un paysan m'ayant répondu assez brutalement que les Français les avaient tous volés, je ne jugeai pas à propos d'insister davantage, et je me mis promptement en route, m'estimant encore fort heureux d'en sortir de cette manière.

J'arrivai de nuit, et par un mauvais temps, à Alcaudete; c'était là que je rejoignais la route que le corps d'armée du général Sebastiani avait suivie pour se rendre de Jaen à Grenade; j'avais donc fait en moins de quinze heures le chemin que je n'aurais pas parcouru en quatre jours si j'avais pris par Andujar et Jaen avec des escortes d'infanterie.

J'espérais trouver là une partie des troupes de ce corps et passer une nuit tranquille, dont j'avais vraiment grand besoin, car depuis quarante heures j'étais à cheval; je n'en pouvais plus, et en mettant pied à terre chez le corrégidor, je me promis bien d'y coucher, quoique je me fusse déjà aperçu qu'il n'y avait pas de Français dans la ville; c'était sans doute une imprudence, mais la lassitude ne me permettait plus de remuer, et je me disais qu'il valait autant être égorgé dans mon lit que de mourir de fatigue sur la grand'route, où d'ailleurs je courrais au moins autant de risques.

Le corrégidor m'engageait à partir; c'était un honnête homme, et il me donnait à entendre que l'indiscipline des troupes françaises et les excès qu'elles avaient commis ayant exaspéré le peuple, je n'étais pas en sûreté dans sa ville; il m'apprit que je n'avais plus que quatre lieues à faire pour joindre la cavalerie française, qui était à Alcala la Réal; il

m'offrit une bonne mule et un guide bien monté pour m'y conduire sur-le-champ; toutes ses instances furent inutiles; je m'endormais sur ma chaise en l'écoutant, et je n'avais de forces que pour lui demander à manger et un lit.

Il me conduisit enfin dans une grande chambre à deux lits; son père en occupait un et dormait déjà; je m'emparai de l'autre; on m'apporta au même instant une soupe passable et de bon vin; je mangeai et bus avec avidité, et une minute après, je dormais profondément.

Il me laissa dormir quelques heures, et au milieu de la nuit, il vint me réveiller pour me faire partir; j'étais déjà à moitié reposé; deux bonnes mules m'attendaient à sa porte, l'une pour moi, l'autre pour mon guide, et je me mis aussitôt en route, non sans faire à ce brave homme de vifs remerciements de ses bons procédés et de sa confortable hospitalité; je ne l'ai plus revu depuis, et je regrette de ne pas savoir son nom.

J'arrivai devant Alcala la Réal un peu avant le jour; il tombait de la pluie mêlée de grésil, et l'on ne pouvait distinguer que confusément les objets; il me semblait que je voyais au milieu de la route, à cinquante ou soixante pas de moi, une grosse masse blanche qui remuait; je ne me trompais pas : c'était un dragon français monté sur un cheval blanc et enveloppé dans son manteau; son « qui-vive », fortement prononcé, me fit un bien que je ne puis dire; je me retrouvais donc avec des Français, après avoir craint tant de fois, depuis la veille, de ne plus les revoir.

Je me hâtai de me faire reconnaître, et je me rendis sur-le-champ chez le commandant de la place; c'était un chef d'escadrons du 21e régiment de dragons, et ce régiment était là en entier; il m'apprit que le général Sebastiani devait partir ce jour-là même de Grenade pour rejoindre son avant-garde, qui était déjà fort en avant sur la route de Malaga.

Je n'avais plus que douze lieues jusqu'à Grenade; je partis donc sur-le-champ dans l'espérance d'y trouver encore le général Sebastiani, mais je ne pus y arriver que deux ou trois heures après son départ; le gouverneur de Grenade, le colonel

Doguereau (1), m'apprit que le général Sebastiani avait été coucher à Antequera, au moyen de relais qu'il avait établis sur la route, et je me décidai à voyager encore toute la nuit afin de le rejoindre avant le jour à Antequera.

Je restai environ deux heures chez le colonel Doguereau, et j'en partis dans l'après-midi, monté sur un assez bon cheval, escorté de quatre dragons, et muni d'un guide qui s'annonçait comme connaissant parfaitement la route; j'avais vingt lieues à faire et j'espérais être à Antequera dans la nuit, mais vers dix heures du soir, notre guide s'égara; j'ai toujours cru qu'il l'avait fait exprès; un de mes dragons d'escorte le battit pour lui faire retrouver son chemin; il se sauva, et nous ne le revîmes plus.

Nous étions alors à moitié embourbés dans un petit marais; il fallut y attendre le jour, car nous ne pouvions plus espérer de trouver notre route, et en la cherchant, nous nous serions embourbés davantage; la nuit était froide, et j'eus beaucoup à souffrir pendant les cinq ou six heures que je passai là.

Je ne pus arriver à Antequera avant neuf heures du matin; le général Sebastiani en était parti à sept, et je perdis là encore près de deux heures avant de pouvoir me procurer une méchante mule; enfin je partis pour Malaga par un temps et un chemin superbes, au milieu de montagnes très escarpées.

A trois lieues d'Antequera, je rejoignis l'artillerie du corps du général Sebastiani, qui s'était arrêtée pour faire manger les chevaux, et j'éprouvai une grande joie de me trouver au milieu d'un corps d'armée français et à l'abri de toute insulte; je continuai à cheminer paisiblement sur ma mule et j'avais devancé l'artillerie à peu près d'une demi-lieue, lorsque dans un coude que faisait la route, je fus tout à coup salué par une

(1) *Doguereau* (Louis, baron), né à Dreux (Eure-et-Loir) le 12 juillet 1777, † 19 août 1856, élève à l'école d'artillerie de Metz le 1er pluviôse an II, colonel le 28 mars 1807, chef d'état-major de l'artillerie à l'armée d'Espagne, baron de l'Empire en 1808, maréchal de camp le 26 avril 1814, commandant de l'École d'application de Metz, lieutenant général le 30 septembre 1832, commandant de l'École polytechnique en 1839, pair de France le 14 août 1845, retraité le 30 mai 1848.

fusillade très vive, j'entendis en même temps de grands cris sur ma gauche, et j'aperçus une cinquantaine de drôles armés de fusils qui accouraient sur moi du haut de la montagne; j'avais à ma droite un précipice impraticable, et ma mule, peu faite aux coups de fusil, ne voulait plus ni avancer ni reculer.

Je me crus perdu, et je l'étais effectivement, si un caporal de grenadiers, qui escortait un fourgon d'argent et qui vit de loin la position critique où je me trouvais, ne fût accouru à mon secours avec six grenadiers; c'était tout ce qu'il avait de monde avec lui; au même moment, à force de coups de fouet, je parvins à déterminer ma mule à prendre le petit galop, et je rejoignis ces grenadiers avant que les brigands se fussent placés entre eux et moi; ils nous suivirent pendant près d'une demi-lieue, en nous fusillant; mais comme nos armes valaient mieux que les leurs, ils se tenaient à une distance respectueuse et ne nous firent aucun mal; ils nous quittèrent enfin, et j'appris le lendemain à Malaga qu'ils avaient attaqué l'artillerie et mis quelque désordre dans des voitures de bagages mal escortées.

J'arrivai à Malaga avant la nuit et au moment où la ville venait d'être enlevée de vive force par notre cavalerie qui, malgré le feu très vif qui partait des maisons et la mitraille des pièces placées dans différentes rues, avait exécuté plusieurs charges dans la ville et avait tué plus de 1,500 paysans des environs, ou habitants de Malaga, qui s'étaient follement imaginé qu'ils pourraient résister à une armée disciplinée et aguerrie; nous y perdîmes fort peu de monde.

Je remis mes dépêches au général Sebastiani, et après lui avoir donné tous les renseignements qui pouvaient lui être utiles sur la position de l'armée en Andalousie, je me hâtai d'aller prendre quelque repos dans une maison que j'avais sauvée du pillage à mon entrée dans la ville, et dont j'avais préservé les habitants, et surtout les habitantes, des plus grands malheurs; mais la nuit fut très bruyante, et telle qu'elle pouvait être dans une ville où l'on était entré de vive force.

Je restai à Malaga près de deux jours; la ville, et surtout le

port et les quais, me parurent bien; je trouvai que les habitants de cette ville étaient plus accorts que les autres Espagnols que j'avais rencontrés jusqu'alors; les femmes me semblèrent très jolies, mais n'ayant pas le même genre de beauté que les autres Espagnoles, car j'en remarquai beaucoup qui étaient blondes et très blanches, sorte de beauté fort rare en Espagne, où la plupart des femmes sont tout à fait brunes et un peu basanées (1).

Le général Sebastiani me remit le 7 février au soir des dépêches pour le maréchal Soult; il avait fait à son entrée à Malaga une réquisition de chevaux, et il m'en donna un très beau afin, me dit-il, que je ne fusse plus exposé à voyager sur des mules.

Je partis la nuit même avec une faible escorte de dragons, et le 8, de grand matin, j'arrivai à Antequera; j'étais convenu avec le général Sebastiani que, de cette dernière ville, je me rendrais directement à Ecija; cette route était beaucoup plus directe que celle que j'avais prise en venant, et il m'avait remis un ordre pour prendre une escorte de 40 soldats dans un bataillon suisse qui, ayant été pris à Grenade, s'était engagé tout entier au service de Joseph Bonaparte; et quoique cette escorte ne me parût pas bien sûre, j'aimais cependant mieux l'avoir que de voyager seul.

A Estepa, petite ville où je fus fort bien reçu, entre Antequera et Ecija, j'imaginai pour aller plus vite de demander à l'alcade une quinzaine de mules sur lesquelles je fis monter un même nombre de mes Suisses, et j'en partis au bon trot pour Ecija avec l'officier suisse, qui, ainsi que moi, était à cheval; quelques paysans montés nous accompagnaient pour ramener les mules, et nous avions ainsi l'air d'un petit escadron.

Rien n'était plus comique que de voir ces grands et gros

(1) Les provisions et les vivres en tout genre dont on s'empara à Malaga répandirent une grande abondance dans ce corps d'armée; nos soldats y burent plus de vin de Malaga qu'ils ne boivent d'eau en France dans leurs casernes; il y avait notamment dans le corps de Sebastiani une division d'infanterie composée de Polonais, et je ne me rappelle pas, dans les deux jours que j'ai passés à Malaga, avoir vu un seul soldat de cette nation qui ne fût tout à fait soûl.

Suisses, sur leurs mules, avec leurs fusils en travers, trottant à la queue les uns des autres; de temps en temps il en tombait quelqu'un, ce qui occasionnait une grande gaieté dans notre troupe; les habitants d'Estepa, parmi lesquels nous avions trouvé un Français établi là depuis longtemps, nous avaient prédit que nous rencontrerions quelques brigands entre cette ville et Ecija; cela ne manqua pas; ils étaient une douzaine, dont six à pied, tous biens armés; mais sans faire de résistance, ils s'enfuirent quand ils nous aperçurent; nous les poursuivîmes vivement et nous prîmes les six qui n'étaient point montés, dont un se fit sabrer plutôt que de rendre son fusil; quant à ceux qui étaient à cheval, ils étaient mieux montés que nous, et nous ne pûmes les joindre; l'un d'eux nous côtoya pendant près d'un quart d'heure pour avoir le plaisir de nous crier des injures; nous ne pûmes jamais le joindre.

J'arrivai dans la soirée à Ecija, où je remis mes prisonniers au commandant de la place; je pense qu'il les aura fait pendre, mais j'ai toujours oublié de m'en informer.

J'y appris l'assassinat de M. Curnillon parti de Séville six heures après moi, et j'avoue que je balançai à me remettre en route sans escorte; mais n'ayant plus qu'une vingtaine de lieues jusqu'à Séville, et craignant, si je m'arrêtais, que Joseph Bonaparte n'en fût parti et que je ne fusse obligé de courir encore la poste isolément pour rejoindre le maréchal Soult, je me déterminai à partir sur-le-champ; il commençait à faire nuit, et je ne passai pas sans répugnance devant l'endroit où mon postillon me dit que Curnillon avait été assassiné quelques jours avant; mais la nuit était si noire et la pluie si abondante qu'il aurait fallu être plus que brigand pour attendre les passants sur la grande route.

J'arrivai à Séville le 10 février à deux heures du matin; j'étais gelé, mouillé jusqu'aux os et éreinté, et avec tout cela, l'homme le plus content du monde de voir ma course heureusement terminée.

Nous partîmes deux jours après pour Xérès, où nous passâmes quelques jours à examiner et à tracer les travaux du siège de Cadix; il fut alors aisé aux gens du métier de juger

que nous ne prendrions pas facilement cette ville; effectivement nous n'y sommes point entrés, et le siège en fut levé en 1812, après la perte de la bataille de Salamanque.

De Xérès, Joseph Bonaparte alla faire, avec le maréchal Soult, une tournée dans le royaume de Grenade, d'où il retourna à Madrid, tandis que le maréchal revint à Séville pour commander l'armée destinée à occuper l'Andalousie.

Nous nous établîmes donc d'une manière stable à Séville, et nous y étions fort bien; rien ne nous manquait de tous les plaisirs que peut offrir une grande ville; nous avions même un assez bon spectacle et des courses de taureaux fort belles et qui nous offrirent un spectacle aussi nouveau pour nous qu'il était peu agréable; je n'ai jamais pu concevoir le plaisir que trouvent les Espagnols à voir, en trois heures de temps, tuer huit taureaux, lesquels, avant de mourir, éventrent douze ou quinze chevaux, et parfois, mais rarement, des hommes; les femmes de Séville les plus belles et les plus élégantes ne manquaient pas un seul de ces spectacles; elles paraissaient y prendre un très grand plaisir, surtout quand les taureaux étaient braves et qu'ils tuaient beaucoup de chevaux; je n'ai jamais vu d'hommes périr dans ces combats, mais on m'a assuré que, quand cela arrivait, l'intérêt et le plaisir des spectateurs et spectatrices étaient portés au plus haut degré.

Le 18 mai, un des pontons chargés de prisonniers français du corps du général Dupont, qui étaient encore dans la rade de Cadix, vint à s'échouer sur la côte occupée par nos troupes, les prisonniers qui y étaient détenus ayant, par un grand vent et au moment du flot, coupé les câbles; ils furent tous sauvés par nos troupes et un équipage de marins que nous avions avec nous sur la côte, pour aider au siège de Cadix; il y avait sur ce ponton, appelé *la Castille,* 900 prisonniers dont 450 officiers; je laisse à penser la joie de ces malheureux; ils vinrent à Séville par le Guadalquivir, et après les avoir fait soigner et choyer pendant quelques jours, le maréchal Soult les fit armer et partir pour la France; peu de temps après, le même événement se répéta, mais cette fois les prison-

niers furent moins heureux, et beaucoup périrent par le feu des Espagnols et des Anglais; nous en sauvâmes cependant encore plus de 300.

Vers le milieu d'août, le 22, le maréchal Soult ayant des dépêches importantes à envoyer en France m'expédia en courrier pour Paris; malgré les risques à courir dans ce voyage, je fus charmé d'aller respirer l'air de France; d'ailleurs, l'exemple de tant d'officiers d'état-major pris et massacrés sur les routes avec leurs escortes ne m'effrayait pas, et je ne doutai pas que je ne fusse plus heureux qu'eux.

Nous étions si paisiblement possesseurs de l'Andalousie qu'on pouvait y voyager jour et nuit sans escorte; et la Manche étant bien garnie de cavalerie, j'obtins facilement d'être escorté ainsi depuis la Caroline jusqu'à Madrid; je traversai donc rapidement les provinces qui sont entre Séville et cette capitale, quoique la distance soit de quatre-vingt-dix lieues d'Espagne, c'est-à-dire environ cent quarante lieues de France.

Je restai un ou deux jours à Madrid, et j'en partis pour Bayonne avec un courrier-estafette de l'Empereur qui était chargé de dépêches du roi Joseph et deux courriers de la malle aux lettres qui avaient leurs femmes et leur malle-poste avec eux; ils étaient ravis de faire le voyage avec moi, parce que j'avais plus facilement des escortes.

Notre course se passa bien jusqu'à Olmedo, où nous couchâmes le 30 août; l'estafette, qui avait déjà fait plusieurs fois le voyage, me prévint que cet endroit était fort dangereux, parce que le maître de poste d'Olmedo était connu pour ennemi acharné des Français et avait son beau-frère dans une des bandes qui infestaient ces provinces; en partant de cette petite ville au point du jour, le 31, nous avions pour escorte 50 hommes d'infanterie qui devaient nous conduire jusqu'à Ornachos, petit village à deux lieues d'Olmedo, où il y avait un poste de 50 hommes et un officier qui devaient nous mener à Valdestillas, tandis que mon escorte d'Olmedo devait garder son poste d'Ornachos jusqu'à son retour.

En arrivant à Ornachos, l'officier qui y commandait, jeune

homme qui me parut fort intelligent, me dit qu'il était absolument inutile qu'il marchât avec ses 50 hommes pour m'escorter, puisque d'après tous les rapports des paysans et des alcades des environs, il n'y avait plus aucune guérilla dans le pays, qu'elles en étaient parties depuis plus d'un mois pour la Navarre, et que les routes étaient entièrement sûres.

En conséquence, je ne pris que 30 hommes d'infanterie, commandés par un sergent; cette escorte devait être relevée à deux petites lieues de là par un poste établi dans un grand couvent fortifié appelé Siete Iglesias. (L'escorte venue avec nous d'Olmedo y retourna sur-le-champ.)

Nous marchions gaiement et en toute confiance, et arrivés à un grand quart de lieue de ce couvent (que nous voyions très bien ainsi que la sentinelle française avancée), l'estafette me dit qu'il allait faire un temps de galop pour commander l'escorte qui, là, devait relever celle d'Ornachos, afin que nous n'attendissions pas et que nous pussions arriver de bonne heure à Valladolid; il partit en même temps, mais à peine était-il à cent cinquante pas de nous que les guérilleros, débouchant en foule d'un chemin creux où ils étaient embusqués, se jetèrent sur lui et le massacrèrent à nos yeux; je le vis se débattre un instant au milieu d'eux, mais il tomba bientôt percé de coups, et plusieurs de ces misérables mirent pied à terre pour s'emparer de ses dépouilles.

Cette rencontre me parut des plus fâcheuses; je voyais bien que nous n'étions pas en état de résister; les femmes des courriers commencèrent à jeter les hauts cris, et leurs maris ne paraissaient pas non plus très rassurés. « Voilà, dis-je au sergent, une vilaine affaire; il faut nous pelotonner autour de la voiture (la malle du courrier) et nous battre là. — Je crois, me répondit-il, qu'il vaut mieux gagner ce fourré, si nous en avons le temps. »

Il me montra, en disant ces mots, une espèce de petit bois qui était à environ cent pas sur notre droite; notre parti fut aussitôt pris, et nous nous y jetâmes promptement; mais avant d'y arriver, nous fûmes chargés par une partie des guérilleros; nos coups de fusil les arrêtèrent; ils commencèrent à

tirailler avec nous, et un de leurs premiers coups atteignit mon cheval et lui cassa l'épaule au moment où nous entrions dans le bois; ils s'emparèrent au même instant de la malle aux lettres, mais les courriers n'y étaient pas restés.

Ce que nous avions pris pour un bois n'était autre chose qu'un ravin profond et très escarpé, assez bien garni d'arbres et de buissons, et au fond duquel coulait une petite rivière qui longeait toute cette plaine sur notre droite; cette position nous était avantageuse en ce que les Espagnols ne pouvaient pas arriver à cheval sur nous; mais ils étaient si nombreux que je ne doutais pas qu'ils ne missent pied à terre (au moins en partie) et qu'ils ne vinssent nous prendre dans notre trou; ils étaient 5 à 600, tous à cheval.

Le sergent rangea ses hommes sur une ligne, sur le bord du ravin, et pendant ce temps, je cachai toutes mes dépêches dans le creux d'un buisson, où certainement on n'aurait jamais été les chercher; je finissais cette opération au milieu des coups de fusil et des cris des Espagnols qui nous promettaient de nous passer au cuchillo (c'est-à-dire de nous égorger), quand je vis tomber le sergent; il avait les deux cuisses traversées d'une balle, mais heureusement rien de cassé. Il m'appela; je m'approchai de lui, et il me dit tout bas : « Mon commandant, ne laissez pas à ces jeunes gens le temps de se parler, car ils se rendraient; ils n'ont encore jamais vu le feu, et ils sont déjà étourdis; tenez-les de près, ou nous sommes perdus. » Après ce peu de mots qui n'étaient pas rassurants, il se glissa au fond du ravin sur le bord de la rivière, et il se cacha si bien sous des ronces qu'il était impossible de l'apercevoir.

La fusillade continuait, elle était assez nourrie; les Espagnols avaient mis pied à terre au nombre de 50 ou 60 hommes, mais seulement pour tirailler plus à leur aise, car ils ne firent aucun mouvement pour venir nous attaquer corps à corps; une seule fois, l'un d'eux s'approcha pour parlementer, avec un mouchoir au bout de son fusil; il parlait très haut, en espagnol, nous promettant bon quartier si nous voulions nous rendre prisonniers, mais je fis tirer sur lui plusieurs coups à la fois, et il se retira précipitamment; aucun de mes jeunes

gens (la plupart Alsaciens) n'entendait assez bien l'espagnol pour comprendre ce qu'il avait dit.

Ce combat durait depuis deux mortelles heures; les Espagnols nous avaient déjà couché douze hommes par terre; il ne restait plus que dix-huit hommes en état de se battre, et je voyais approcher le moment où, faute de soldats et de cartouches, nous tombions au pouvoir de ces brigands; j'apercevais distinctement le poste français du couvent de Siete Iglesias rangé en bataille en dehors des palissades, mais il ne paraissait pas songer à venir nous secourir, quoiqu'il n'eût pas un quart de lieue à faire pour cela; j'étais convaincu que nous serions massacrés par les partisans auxquels nous avions affaire, et je résolus de brûler jusqu'à notre dernière cartouche et d'essayer ensuite de gagner le couvent, en nous défendant à coups de baïonnette; en ce moment, un de nos hommes tomba, blessé d'une balle à la tête, et un autre jeta son fusil en criant qu'il n'avait plus de cartouches et qu'il fallait se rendre; je lui mis entre les mains la giberne d'un blessé, en lui ordonnant de reprendre son rang. Il s'y refusa; le désordre augmentait; j'avais dans ma main un de mes pistolets, je le lui appuyai sur la poitrine, en réitérant mon ordre; il n'obéit pas davantage, je fis aussitôt feu sur lui.

Ces pistolets étaient chargés depuis Séville; l'amorce brûla, le coup ne partit pas; mais l'effet moral fut le même, peut-être meilleur; cet homme vit le danger auquel il venait d'échapper miraculeusement; il pâlit, ramassa son fusil, le rechargea précipitamment et recommença à tirer. Dès ce moment, le calme se rétablit parmi mes hommes, et ils exécutaient ponctuellement ce que je leur commandais.

Nous étions là depuis sept heures du matin, il en était neuf et demie; nous nous battions toujours bien, mais le temps me paraissait cruellement long, quand le sergent qui était blotti dans son buisson, et depuis près de deux heures n'avait pas donné signe de vie, s'écria : « Mon commandant, nous sommes sauvés; j'entends battre la charge. »

Moi je n'entendais rien que la fusillade; mais je crus qu'il disait cela pour encourager nos soldats, et je lui répondis que

je l'entendais comme lui. Je fus bien agréablement surpris, quelques minutes après, de voir les cavaliers espagnols qui avaient mis pied à terre pour tirailler, remonter à cheval, et toute leur troupe s'éloigner tranquillement; je commençai à croire qu'il nous arrivait du secours, et bientôt j'aperçus un nuage de poussière sur la route que nous avions parcourue; le son d'un tambour qui battait la charge, bruit que je n'avais jamais entendu avec autant de plaisir, vint augmenter mes espérances, et dans peu de moments, je vis s'approcher de notre ravin le jeune officier que j'avais laissé à Ornachos avec 20 hommes. Il n'avait pas craint, avec ce faible détachement, de faire près de deux lieues en plaine, au milieu de 5 à 600 Espagnols à cheval, pour essayer de nous sauver, tandis que celui qui était avec 50 hommes à un quart de lieue de nous, dans le couvent de Siete Iglesias, n'avait pas même fait une démonstration pour nous secourir!

J'adressai de vifs remerciements à ce brave jeune homme. « Vous m'avez mis dans une cruelle position, lui dis-je ensuite, mais vous m'en tirez trop glorieusement pour que je vous en fasse des reproches. »

Le sergent et les autres blessés qui, comme lui, s'étaient cachés au fond du ravin, entendant notre conversation et jugeant l'ennemi déjà loin, criaient qu'on vînt les chercher et qu'on ne les laissât pas mourir là; car la première idée de l'homme blessé qui ne peut plus marcher et s'aider lui-même, est la crainte qu'on ne l'abandonne. Cela était bien loin de notre pensée; mais nous avions si peu de moyens que nous perdîmes un temps considérable pour remonter ces pauvres malheureux du fond de leur ravin; je n'osais pas détacher un homme pour aller demander du secours au poste de Siete Iglesias, dans la crainte qu'il ne fût pris par les cavaliers espagnols dont la retraite ne me paraissait pas encore bien certaine, ou qui pouvaient avoir laissé une arrière-garde pour nous observer.

Enfin, nous les remontâmes tous; ils étaient treize blessés, dont trois seulement très dangereusement; il ne nous restait plus qu'un cheval vivant (les autres avaient été tués ou estro-

pié par le feu des Espagnols). Je lui fis mettre ma selle sur le dos, et nous y plaçâmes le sergent soutenu par deux hommes; il souffrait beaucoup; nos autres blessés furent portés ou aidés par leurs camarades, selon que leur état l'exigeait, et nous nous mîmes en route, marchant très militairement et prêts à combattre si nous y étions forcés; mais l'ennemi s'était décidément retiré.

Nous fûmes plus d'une demi-heure avant d'arriver au couvent de Siete Iglesias, car nous marchions très lentement à cause des blessés; le premier objet que nous aperçûmes sur la route fut le cadavre du malheureux courrier-estafette; il était entièrement nu et couvert de blessures; les brigands l'avaient encore lardé de coups de lance ou de baïonnette après sa mort; je fis remarquer à tous ces jeunes soldats qui venaient de se battre si glorieusement, le sort affreux auquel ils avaient échappé par leur bravoure.

Nous trouvâmes sur les glacis du couvent, fortifié comme tous les postes isolés en Espagne, l'officier qui y commandait et sa troupe rangée en bataille. Il s'égosillait à nous rendre des honneurs et à nous faire des compliments; je n'étais pas disposé à le payer de la même monnaie, et je l'abordai en lui disant que, si je lui rendais justice, je lui arracherais ses épaulettes qu'il n'était pas digne de porter. Il balbutia des excuses, et prétendit qu'il avait envoyé son sergent et 25 hommes pour nous secourir, mais qu'ils n'avaient pas pu pénétrer jusqu'à nous; cela n'était pas vrai.

Je laissai là ceux de nos hommes qui ne pouvaient supporter le transport, et faisant mettre les autres sur des charrettes que nous nous procurâmes dans un village voisin, je continuai ma route pour Valladolid, par Valdestillas, quelques heures après, en me faisant escorter par cet officier et ses 50 hommes, et je laissai à la garde du poste de Siete Iglesias, important par sa position militaire, le brave jeune homme qui m'avait secouru et tout son détachement, excepté les blessés que j'emmenais.

Notre séparation fut fort amicale, quoique nous nous fussions vus pour la première fois seulement quelques heures

avant cet événement, mais celles-là valaient des années d'intimité; rien ne rapproche les hommes et ne leur inspire de véritable attachement comme de grands dangers qu'ils partagent à la guerre et les secours qu'ils se prêtent, au risque même de leur propre vie, dans ces occasions d'un péril si imminent; je l'ai cependant perdu de vue, parce qu'il resta en Espagne et que j'allai en Russie; je crois me rappeler qu'il s'appelait de Guillebon (1); c'est une bonne famille de Picardie.

Il me raconta qu'aux premiers coups de fusil qu'il avait entendus après notre départ d'Ornachos, il avait rassemblé ce qui lui restait de monde pour venir à notre secours, mais un homme qui lui manquait, et qui n'avait pas paru (2), l'avait retardé, parce qu'il ne voulait pas l'abandonner: enfin après l'avoir attendu vainement une demi-heure, il était parti, en recommandant à ses hommes de marcher à la distance de six pieds les uns des autres et de traîner leurs pieds dans la poussière, afin de faire croire qu'ils étaient beaucoup plus nombreux; ce stratagème, tout simple qu'il était, réussit: les guérilleros l'envoyèrent reconnaître par quelques éclaireurs, mais il les reçut en faisant pousser de grands cris à ses hommes et en faisant battre la charge, en même temps qu'il faisait exécuter des feux de peloton; les Espagnols, qui virent qu'il n'y avait là que des coups à gagner et point de butin à faire, eurent bientôt pris leur parti, et c'est alors qu'ils s'éloignèrent de nous, emmenant la malle aux lettres, dans laquelle ils mirent leurs blessés, au nombre de huit, aiusi que me le dirent les postillons de Valdestillas, quand je repassai par cet endroit à mon retour de France.

(1) *De Guillebon* (Antoine-Joseph-Théodore), né à Amiens le 14 juillet 1789, lieutenant au 4e bataillon auxiliaire de l'armée d'Espagne, mis à l'ordre du jour le 8 septembre 1810, pour avoir traversé un corps de 600 à 700 Espagnols avec un détachement de 22 hommes allant au secours de M. de Saint-Chamans, aide de camp de M. le duc de Dalmatie. (Archives de la guerre.)

(2) Cet homme ne revint dans le village qu'après le départ de l'officier et fut caché par l'alcade dans le clocher; les cavaliers espagnols qui nous avaient attaqués se portèrent sur ce village en apprenant qu'il était évacué et y brûlèrent le poste retranché qu'avait occupé M. de Guillebon et ses cinquante hommes.

En arrivant dans ce dernier village, j'y trouvai M. de Fontenay (1) (fils de la célèbre Mme Tallien, princesse de Caraman ou de Chimay). Il était aide de camp du général Beaumont (2) et allait joindre ce général employé à l'armée d'Andalousie; je lui appris ce qui venait de m'arriver; depuis le matin il entendait notre feu et attendait à Valdestillas le départ d'un détachement pour continuer sa route, mais on savait déjà que les guérilleros étaient en force du côté d'Olmedo, et personne n'était pressé de se diriger vers ce point; je lui persuadai de revenir avec moi à Valladolid, et je mis mes blessés dans un convoi de malades qui partait de Valdestillas pour Valladolid, où ils arrivèrent le même jour.

J'allai descendre dans cette ville chez le général Kellermann (3) (comte de Valmy), qui en était gouverneur; il était à table au moment où j'entrai chez lui, et après avoir reçu de moi tous les détails que je viens de donner sur cette affaire, il me dit qu'on lui avait rapporté que les bandes réunies des Bourbons (4) et de Sahornil avaient enlevé le matin un officier (c'était moi) avec son escorte, et que tout avait été massacré; et effectivement, un quart d'heure après, au moment où nous sortions de table, un officier d'état-major, qu'il avait encore

(1) *Devin de Fontenay* (Théodore), né à Paris le 1er mai 1789, volontaire dans la garde du roi de Naples en 1806, officier dans la légion portugaise le 1er avril 1808, aide de camp du général Beaumont le 29 août 1809, capitaine au 8e hussards le 9 février 1813, aux chasseurs des Ardennes en 1824.

(2) *Beaumont de Carrière* (Louis, baron), né à Malplacey (Aisne) le 14 avril 1771, † 16 décembre 1813, cavalier au 6e dragons le 1er avril 1787, sous-lieutenant au 6e hussards le 29 novembre 1792, chef de brigade le 27 germinal an IX au 10e hussards, général de brigade le 1er nivôse an XIV, général de division le 4 novembre 1812.

(3) *Kellermann* (François-Étienne, comte de Valmy), né à Metz en 1770, † 2 juin 1835, sous-lieutenant au régiment colonel-général-hussards, volontaire au 1er régiment de hussards, chef de brigade, puis adjudant général pendant la campagne d'Italie; contribua d'une manière décisive à la victoire de Marengo par sa charge à la tête des 2e et 10e régiments de grosse cavalerie; général de division le 16 messidor an VIII, pair de France en 1815; quitte le service en 1816.

(4) La bande des Bourbons s'appelait ainsi, parce qu'elle s'était formée d'une partie du régiment de Bourbon-cavalerie.

La bande de Sahornil avait pris le nom de son chef.

Ces deux bandes réunies formaient un corps de 500 à 600 chevaux. (*Note de l'auteur.*)

envoyé aux renseignements (et qui n'y avait pas été), vint lui rapporter que l'officier attaqué du côté de Valdestillas avait été pris et tué avec toute son escorte; ces messieurs de l'état-major, qui entendaient dire cela dans la ville, aimaient mieux le croire que d'aller y voir; le général Kellermann le reçut assez mal, et lui fit entendre clairement qu'il n'était qu'un étourdi, pour ne rien dire de pis.

Je restai deux jours à Valladolid, attendant toujours une escorte, car le général Kellermann avait fait marcher toutes ses troupes disponibles pour donner la chasse aux guérilleros; j'y étais vu d'assez bon œil, ce combat avait fait du bruit, et le rapport de mes blessés, que plusieurs personnes avaient été questionner, était fort à mon avantage; le général fit lui-même au prince Berthier, alors major général, un rapport très favorable pour moi, et dont j'étais porteur; je n'en fus pas plus récompensé. Si un officier de l'état-major de l'Empereur ou de Berthier s'était aussi bien tiré de ce mauvais pas, il n'y aurait pas eu assez de place dans les journaux pour chanter ses louanges, pas assez de grâces à répandre sur lui, soit au ministère de la guerre, soit à la Légion d'honneur; mais c'était un aide de camp du maréchal Soult qui s'était distingué, cet aide de camp était tout à fait étranger à la cour et aux coteries de ces messieurs, on n'en parla donc pas. On me refusa même le grade de colonel, que le maréchal Soult demandait pour moi à cette époque, et je vis accorder ce grade, dans ce même voyage, à beaucoup de mes cadets qui avaient l'esprit de ne pas aller se faire échiner en Espagne et de gagner leurs épaulettes dans les salons et dans les boudoirs de Paris.

Un gouvernement se garderait bien de ces injustices, si communes dans l'état militaire, s'il savait le déplorable effet qu'elles produisent : un régiment donné à tort à un officier médiocre décourage et mécontente les lieutenants-colonels de l'armée et tous les officiers de son grade qui y prétendaient avec plus de droits que lui; quelque dévoué que soit un militaire, un passe-droit l'irrite; il se néglige, et souvent cette injustice le jette hors de la ligne de ses devoirs; il en est

sévèrement puni, et il paye quelquefois de sa tête une faute que le gouvernement, qui le fait condamner, l'a presque forcé à commettre; mais ceci n'est pas de mon sujet : je viens de me transporter à Paris et à la cour, revenons à Valladolid.

J'en partis avec une escorte d'infanterie de 50 hommes commandés par un officier, relevés à toutes les stations par un détachement de pareille force, et je continuai ma route jusqu'à Hernani, petit bourg à quelques lieues des frontières de France, sans aucune rencontre fâcheuse; mais à moitié chemin de cette poste à Oyarzun, je fus attaqué de nouveau par une bande d'une cinquantaine de brigands à pied qui étaient embusqués dans les bois et les gorges au milieu desquels passe le grand chemin dans cette partie; nous continuâmes notre route en tiraillant avec eux pendant une lieue, et en approchant d'Oyarzun, nous trouvâmes une partie de la garnison de cette place qui, avertie par le bruit de la fusillade, venait à notre secours. Les brigands se sauvèrent aussitôt dans les bois, et nous n'en pûmes prendre aucun; j'eus dans cette rencontre un homme blessé, et je reçus une balle qui perça ma redingote sans me blesser.

J'atteignis Irun le même jour, et j'entrai aussitôt en France, me sentant un poids de cent livres de moins sur les épaules en quittant l'Espagne, où j'aurais bien voulu ne jamais rentrer; je courus à franc étrier jusqu'à Bordeaux; là, je louai une chaise de poste, et je me rendis plus commodément à Paris.

J'y restai environ un mois, et j'appris, en recevant mes dépêches pour retourner vers le maréchal Soult, que l'on m'avait refusé le grade de colonel; cela amortit un peu le beau feu qui m'animait en venant; je résolus de voyager moins vite, afin de voyager plus sûrement, et ayant rejoint à Burgos le corps d'armée du général Drouet (1) qui se rendait à Valla-

(1) *Drouet* (Jean-Baptiste, comte d'Erlon), né à Reims le 29 juillet 1765, enrôlé dans un bataillon de volontaires nationaux en 1792, aide de camp du général Lefebvre, général de brigade an VIII, général de division an XI; se distingua tout particulièrement à Iéna; comte de l'Empire avec dotation en 1807; arrêté par ordre du ministre de la guerre le 13 mars 1815; pair de l'Empire le 2 juin 1815; se couvre de gloire à Waterloo; poursuivi à la deuxième Restauration, il se retire en Bavière; amnistié à l'occasion

dolid, je marchai jusque-là à petites journées, et en assez bonne compagnie pour ne rien craindre; de Valladolid, je gagnai Ségovie avec un fort détachement d'infanterie et de dragons, et bien m'en prit, car nous rencontrâmes près de Ségovie la bande de Sahornil; mais elle nous trouva trop forts pour nous attaquer, et elle se contenta de nous observer; nous prîmes, avant d'arriver à Ségovie, un officier des chasseurs de la Romana, qui était déguisé en paysan; il avait son uniforme sous sa grosse veste de drap brun, et il était porteur de papiers qui le compromettaient; nous le remîmes au gouverneur de Ségovie, et il fut, quelque temps après, jugé et fusillé comme espion et embaucheur.

De Ségovie, j'allai par les escortes ordinaires jusqu'à Madrid, où je ne restai qu'un ou deux jours; j'y vis en passant Joseph Bonaparte, avec qui je causai tête à tête à peu près une heure; il me demanda d'abord ce qu'il y avait de nouveau à Paris, et ensuite si l'on n'y disait pas que le prince des Asturies (Ferdinand VII, alors enfermé à Valançay) allait remonter sur le trône d'Espagne. Je lui répondis, ce qui était vrai, que j'en avais entendu parler confusément à Paris, mais pas par des personnes qui fussent à portée de le savoir de bonne source.

A l'air aisé et même gai dont il m'avait fait cette question, je m'imaginai qu'il n'aurait pas été fâché que l'Empereur l'eût tiré d'Espagne, pour l'envoyer régner autre part; ce qu'il y a de certain, c'est que les Espagnols en auraient été fort aises.

Je me rendis de Madrid à Séville assez facilement, et j'arrivai dans cette dernière ville trente jours après mon départ de Paris; je n'en avais mis que seize en allant.

Je trouvai le maréchal Soult occupé à préparer une expédition contre Badajoz; il espérait prendre cette ville pendant que les troupes anglaises, espagnoles et portugaises étaient employées en Portugal contre l'armée du maréchal Masséna, et faire en même temps une diversion favorable à cette armée

du sacre, le 23 mai 1823, il ne fut rappelé à l'activité qu'en 1832; gouverneur général de 'Al érie en 1834, maréchal de France le 9 avril 1843.

en se portant en Estramadure; je lui avais appris que le maréchal Masséna était assez embarrassé dans ce pays; en revenant de Paris, j'avais rencontré à Torquemada le général Foy, qui portait à l'Empereur des dépêches de ce maréchal, et qui m'avait donné sur l'armée française en Portugal des détails qui prouvaient qu'elle n'était pas dans une position avantageuse; il m'avait chargé de les communiquer à Joseph Bonaparte et au maréchal Soult.

Ces nouvelles déterminèrent le maréchal à hâter sa marche sur Badajoz, et il mit ses troupes en mouvement à la fin de 1810; je fus envoyé par lui à Cordoue, afin de marcher avec la colonne, qui, de cette ville, se dirigeait directement sur l'Estramadure, où elle devait rejoindre les troupes venant de Séville.

1811

Je partis de Cordoue avec deux régiments de dragons commandés par le général Bouvier des Esclaz (1), homme sans moyens et qui s'effrayait de tout; nous allâmes nous joindre, en passant par les montagnes de Cordoue, à une belle division d'infanterie commandée par le général Girard (2), jeune homme de beaucoup de bravoure, et qui avait contribué puissamment, à la tête de cette même division, au gain de la bataille d'Ocaña; cette division était à Guadalcanal, et nous marchâmes ensemble sur Llerena, d'où nous chassâmes les Espagnols, et continuant notre route, nous rejoignîmes le maréchal Soult dans les environs de Zafra.

Cette armée, qui allait faire le siège de deux places fortes, se composait de deux divisions d'infanterie du corps du maréchal Mortier, faisant ensemble à peu près 10 à 11,000 hommes, d'un matériel d'artillerie assez considérable, mais cependant pas en proportion de la grandeur de l'entreprise, de quelques troupes de l'artillerie et du génie, d'une division de dragons et de quelque cavalerie légère.

C'était bien peu, sans doute, mais toutes ces troupes étaient éprouvées, et l'on pouvait tout entreprendre avec elles; d'ail-

(1) *Bouvier des Esclaz* (Joseph, baron), né à Belley le 7 décembre 1759, † 12 janvier 1830, cavalier dans le 11e régiment de dragons le 7 novembre 1778, lieutenant le 3 juin 1792, colonel du 14e régiment de dragons le 20 septembre 1806, baron de l'Empire le 22 novembre 1808, général de brigade le 8 octobre 1809, retraité le 15 novembre 1815.

(2) Tué au combat de Fleurus, en 1815.

leurs, il n'avait pas été possible de dégarnir davantage l'Andalousie.

Le maréchal Soult, ayant ainsi réuni tout son monde, se porta sur Olivenza, ville forte à quatre lieues de Badajoz; il la croyait abandonnée; mais les Espagnols y avaient jeté une garnison de quelques mille hommes, la plupart milices ou régiments de nouvelle formation, et nous y fûmes reçus à coups de canon; il fallait donc commencer par prendre cette ville avant de songer à Badajoz, et c'était déjà un grand obstacle de plus; on se hâta de remuer de la terre et de mettre quelques pièces en batterie afin de jeter des obus dans la ville; la garnison n'opposa qu'une faible résistance, et au bout de peu de jours elle se rendit prisonnière de guerre.

La prise de cette ville nous donna de grands moyens en artillerie, et surtout en poudres et boulets, pour le siège de Badajoz, qui fut aussitôt entrepris; mais c'était un morceau de plus dure digestion.

Nous avions aussi trouvé des vivres et beaucoup de bon vin à Olivenza; le maréchal y établit ses hôpitaux et une petite garnison composée d'hommes malingres; l'administration y resta également pendant tout le siège de Badajoz.

On commença, comme dans tous les sièges, par remuer beaucoup de terre autour de la ville, sur les deux rives du Guadiana, car Badajoz est traversée par cette rivière; le maréchal Soult n'épargnait pas ses aides de camp, et toute la journée et toute la nuit, il y en avait dans la tranchée; je ne prétends pas cependant faire l'historique de ce siège avec la minutieuse exactitude d'un officier du génie, qui n'oublierait pas un seul gabion, ni une seule fascine; je me contenterai d'en indiquer les événements.

Nos travaux avançaient rapidement, et la garnison n'en retardait point les progrès; une seule sortie qu'elle avait tentée, et où elle avait été repoussée vigoureusement, l'avait sans doute dégoûtée d'en faire d'autre, quoiqu'elle fût commandée par un homme de cœur et de tête nommé Menachos; les Espagnols se contentèrent de faire sur nous un feu continuel de leur artillerie qui était très nombreuse et très forte;

mais ils nous faisaient peu de mal, car nous étions bien à couvert dans la tranchée.

Cependant l'armée espagnole, dite de la Romana (quoique ce général fût mort), qui était en Portugal réunie aux Anglais et Portugais pour faire tête à l'armée du maréchal Masséna, apprenant la prise d'Olivença et l'investissement de Badajoz, se mit promptement en marche pour secourir cette dernière ville; cette armée était encore forte de 15 à 18,000 hommes; elle arriva dans la nuit par la route de Campo-Mayor, où nous n'avions qu'une faible avant-garde de cavalerie qu'elle culbuta facilement, et elle se mit aussitôt en communication avec la ville et la garnison, composée d'environ 8,000 hommes; ces deux troupes réunies formaient donc une armée d'au moins 25,000 hommes; l'armée française qui les assiégeait n'en comptait que 10 à 12,000. La partie n'était pas égale.

Je m'attendais, quand le maréchal Soult me fit appeler, le lendemain de l'arrivée de cette armée espagnole, pour me dicter des ordres, que ce serait un ordre de retraite; je m'aperçus que je ne le connaissais pas encore bien, et je pus juger, en cette circonstance, avec quelle force il se raidissait contre les obstacles; toutes les mesures qu'il annonçait prouvaient, au contraire, sa ferme résolution de continuer le siège, quoiqu'il ne fût plus possible de bloquer la ville sur les deux rives.

Il fallait s'attendre à une sortie vigoureuse sur nos ouvrages; elle eut lieu effectivement deux jours après l'arrivée des Espagnols, qui montrèrent en débutant quelque résolution; mais ils furent si vigoureusement reçus qu'ils perdirent l'envie d'y revenir; ils se retirèrent en désordre dans la ville, et l'armée qui venait d'arriver, ne voulant sans doute pas s'y loger, alla camper sous le canon du fort Saint-Christoval, sur la rive droite de la Guadiana; nous étions sur la rive gauche.

Quand le maréchal Soult eut bien reconnu la position qu'elle occupait, il résolut d'aller l'y attaquer : cette entreprise était si téméraire qu'elle aurait pu passer pour folle, si le succès ne l'avait pas justifiée; le maréchal prouva qu'il connaissait bien ses troupes et celles qu'il avait à combattre.

Il fallait, pour aller attaquer cette armée espagnole, passer d'abord la Guadiana, rivière large, profonde et rapide, passer ensuite la Gévora, petite rivière, mais d'un accès assez difficile, les bords en étant fangeux, puis s'avancer dans une plaine pour aller attaquer l'armée espagnole campée sur la hauteur et sous le canon du fort de Saint-Christoval; il fallait aussi laisser dans nos ouvrages sur la rive gauche assez de monde pour les garder et les mettre à l'abri des attaques que la garnison pourrait tenter contre eux pendant que nous serions occupés sur la rive droite à combattre l'armée espagnole.

Ce plan, qui aurait pu présenter des chances de succès avec une armée de 30 ou 40,000 hommes, semblait d'une exécution impraticable quand on n'en avait que 10,000; mais rien n'arrêta le maréchal, qui était résolu à tout tenter pour s'emparer de la ville et faire une puissante diversion en faveur de l'armée française en Portugal.

On avait réuni quelques gros bateaux sur la Guadiana; on en fit une espèce de pont volant qui, dans une nuit, transporta d'une rive à l'autre les 3,000 hommes d'infanterie que le maréchal prit avec lui pour cette expédition; 2,000 chevaux qui composaient toute notre cavalerie passèrent la Guadiana à un gué que l'on avait découvert; le maréchal Mortier, qui commandait les troupes du siège, voulut aussi être de la partie : ainsi l'on vit deux maréchaux de France, à la tête de 5,000 hommes, aller attaquer une armée de 15,000 hommes, bien pourvue d'artillerie et de cavalerie, et campée sous le canon d'une place forte.

A la pointe du jour, le 19 février, toute cette petite troupe était transportée sur la rive droite de la Guadiana, et immédiatement après nous commençâmes à passer à gué la Gévora : l'infanterie était dans l'eau jusqu'à la ceinture, et les chevaux enfonçaient dans la boue; ce passage fut donc lent, et il faisait grand jour avant qu'il fût terminé; les Espagnols nous voyaient parfaitement, mais ils manœuvrèrent si lentement et si mal qu'ils ne s'y opposèrent pas; d'ailleurs notre cavalerie, dont les escadrons se formaient à mesure

que nous passions la Gévora, les inquiétaient beaucoup; ils en ont toujours eu une grande appréhension, et je n'ai jamais vu, dans cette guerre, aucune troupe espagnole tenir contre la cavalerie française; il est vrai qu'ils ne tenaient guère mieux contre notre infanterie.

Ce fut sans doute par suite de cette même appréhension que le général en chef espagnol, Mendizabal, rangea son infanterie en un gros carré aux angles duquel il plaça son artillerie, et qu'il couvrit par quelques bataillons de tirailleurs; il plaça sa cavalerie en réserve, et elle s'y tint si bien qu'on ne la vit point pendant toute l'action, et qu'elle s'enfuit ventre à terre aussitôt qu'elle eut été témoin de la déroute de l'infanterie, sans essayer de la soutenir ni même d'en protéger la retraite.

Le général en chef espagnol, puisqu'il voulait se tenir sur la défensive, aurait sans doute mieux fait de se retirer avec ses troupes dans le fort de Saint-Christoval, et ensuite dans la ville; au moyen du pont sur le Guadiana qui lie ce fort à la ville, il aurait été maître de ses opérations sur les deux rives, et même d'écraser le peu de monde que nous avions laissé sur la rive droite en attaquant inopinément nos ouvrages avant que nous eussions eu le temps de repasser les deux rivières; mais à la guerre, on ne s'avise jamais de tout; d'ailleurs peut-être aurait-il craint d'être accusé de trop de prudence en se retirant devant 5,000 hommes quand il en avait 15,000; en s'en tenant pourtant avec opiniâtreté à cette manœuvre, il nous aurait forcés tôt ou tard à lever le siège, et ce devait être là son but; cette crainte de paraître trop timide ou même trop prudent a fait bien souvent commettre de grandes fautes à de bons généraux, et il faut une grande force de caractère pour y résister; mais revenons au champ de bataille de la Gévora.

L'action commença par un feu de mousqueterie assez vif entre nos tirailleurs d'infanterie et ceux de l'ennemi, placés en avant de son grand carré : une charge fort vive de notre cavalerie légère les rejeta sur le carré, où ils portèrent le désordre : une de nos batteries d'artillerie légère se plaça à

portée de mitraille de cette grosse masse d'infanterie espagnole, et la cribla; les obus, surtout, y causèrent un grand désordre; la division de dragons du général Latour-Maubourg (1) la chargea au même moment, et dans un instant elle fut rompue et mise dans la déroute la plus complète; le général en chef parvint à se jeter dans Elvas avec un bataillon d'infanterie et quelque cavalerie; tout le reste fut sabré ou pris; après l'affaire, nous avions plus de 8,000 prisonniers et nous n'avions pas perdu 50 hommes.

Par suite de cette victoire décisive, la ville fut investie sur la rive droite aussi étroitement que sur la rive gauche, et les travaux du siège furent poussés plus vigoureusement que jamais; car un si beau fait d'armes avait enflé le cœur de nos soldats, et le mauvais temps et les privations de tout genre que nous éprouvions journellement n'étaient plus comptés pour rien.

Le fort de Pardaleyras, qui couvrait le front de la ville du côté de notre attaque, avait été enlevé par une surprise de nuit, et tous les Espagnols qui s'y trouvaient avaient été faits prisonniers; notre tranchée avait été poussée jusqu'au bord du fossé, et nous établissions la batterie de brèche; le gouverneur jugea qu'il était temps de tenter encore une sortie; il y employa ses meilleures troupes, et nous fûmes un moment chassés de nos ouvrages; mais notre réserve étant accourue, les Espagnols furent rejetés en désordre dans la ville, et le gouverneur Menachos qui les excitait, du haut du rempart, à bien faire leur devoir, fut atteint d'un boulet qui ne le laissa vivre que peu d'instants.

Nous commençâmes à battre en brèche, et quoique nous y perdions un grand nombre de canonniers, au bout de deux

(1) *Latour-Maubourg* (Marie-Victor-Nicolas de Fay, comte), né à la Motte-Galante (Drôme) le 22 mai 1768, sous-lieutenant au régiment de Beaujolais-infanterie le 15 juillet 1782, sous-lieutenant dans les gardes du corps avec rang de lieutenant-colonel le 6 mars 1789, colonel du 3ᵉ régiment de chasseurs le 5 février 1792, général de brigade le 3 nivôse an XIV, général de division le 14 mai 1807, baron de l'Empire le 12 février 1808; eut la cuisse emportée par un boulet à Leipsig; marquis par lettres patentes du 31 août 1817, ministre de la guerre le 19 novembre 1819, gouverneur des Invalides le 15 décembre 1821.

jours, la brèche était praticable; les troupes étaient commandées pour l'assaut et y couraient déjà quand un parlementaire envoyé par le nouveau gouverneur, le général Imas, annonça qu'il demandait à capituler. Toute la garnison se rendit prisonnière de guerre, et nous prîmes possession de la ville.

Nous y trouvâmes encore beaucoup de ressources, et nous espérions nous y reposer des fatigues d'un siège qui avait été vraiment très pénible; mais, à peine commencions-nous à nous loger et à nous établir que le maréchal reçut la nouvelle que le maréchal Victor, que nous avions laissé devant Cadix, avait été attaqué par une armée anglaise et espagnole sortie de cette ville, et qui était bien supérieure en nombre à celle qu'il commandait; le combat avait eu lieu près de Chiclana de la Frontera; il avait été long et sanglant sans être décisif, mais cependant le maréchal Victor avait eu du désavantage, et d'après son rapport il paraissait craindre d'être forcé à abandonner ses positions et à se replier sur Séville. Cette retraite nous aurait fait perdre toute l'artillerie et les magasins établis devant Cadix, et une partie de nos établissements en Andalousie.

Il n'y avait donc pas à balancer, et le maréchal Soult se mit aussitôt en marche avec une partie des troupes qu'il avait à Badajoz, pour aller soutenir le maréchal Victor; il laissa dans cette dernière ville le maréchal Mortier avec le reste de ses troupes, et il le chargea de faire le siège de Campo-Mayor (1) et d'approvisionner Badajoz, qu'on s'attendait à voir bientôt assiégé par les Espagnols.

Nous fîmes de grandes journées pour regagner Séville, car nous craignions d'arriver trop tard et de trouver cette place, qui nous était d'une si grande importance, au pouvoir de l'ennemi : heureusement il n'en fut pas ainsi, et l'armée anglo-espagnole se trouva tellement fatiguée et désorganisée après le combat de Chiclana qu'elle rentra aussitôt dans Cadix en laissant le maréchal Victor tranquille dans ses positions.

(1) Place forte portugaise, à quelques lieues de Badajoz.

Mais les événements qui se passaient en Portugal, d'où l'armée du maréchal Masséna venait de se retirer, ne nous permettaient pas d'espérer de repos. Le maréchal Mortier fut attaqué par l'armée anglo-portugaise au moment où, après avoir pris Campo-Mayor, il en évacuait l'artillerie et les provisions sur Badajoz; il n'eut que le temps de jeter dans cette dernière ville une faible garnison et quelques provisions de bouche, et de se replier sur Zafra, où il établit son quartier général. L'ennemi entreprit aussitôt le siège de Badajoz; c'était le général Philippon (1) qui commandait les troupes françaises dans cette ville : il ne manquait point de résolution, et il fut bien secondé par les officiers du génie qu'il avait avec lui.

La place de Badajoz nous était trop importante à conserver pour que le maréchal Soult ne fît pas tous ses plus grands efforts pour forcer l'ennemi à en lever le siège : il rassembla donc à Séville tout ce qu'il put retirer de troupes des corps d'armée qui étaient à Cordoue et à Grenade; toutes ces forces pouvaient monter à 15,000 hommes, avec lesquels il se mit en marche pour délivrer Badajoz. Ce corps était sans doute peu nombreux pour une entreprise si importante, mais il n'était composé que d'hommes d'élite avec lesquels on pouvait tout entreprendre.

Nous arrivâmes jusqu'au village d'Albuéra (quatre lieues de Badajoz) sans presque voir l'ennemi; mais arrivés là, nous aperçûmes l'armée anglo-portugaise rangée en bataille derrière ce village et un petit ruisseau qui, je crois, porte le même nom. Le maréchal Soult l'attaqua sur-le-champ, et ce fut une faute, car, outre que toutes les troupes n'étaient même pas encore arrivées sur le champ de bataille, les soldats étaient harassés d'une longue marche et épuisés par la chaleur, il n'y avait point d'inconvénients à leur accorder

(1) *Philippon* (Amand), né à Rouen le 27 août 1761, † 4 mai 1836, soldat au régiment de Lorraine-infanterie le 15 avril 1778, capitaine au bataillon du Bec d'Ambès le 9 août 1792, colonel du 54e de ligne le 17 vendémiaire an XII, général de brigade le 23 juin 1810, général de division le 9 juillet 1811, prisonnier de guerre au siège de Badajoz en 1811; était gouverneur de la place; retraité le 15 septembre 1813.

quelques heures de repos pour préparer leurs armes et prendre quelque rafraîchissement, car nous étions dans un bois assez épais qui dérobait à l'ennemi la vue de nos forces et de nos mouvements.

Le commencement de la bataille fut tout à notre avantage : une charge de notre cavalerie légère, et principalement des lanciers polonais, mit le plus grand désordre dans l'aile droite de l'ennemi; nous y prîmes 2,000 hommes, 6 drapeaux et quelques pièces d'artillerie. Si notre infanterie avait appuyé sur-le-champ ce mouvement, nous remportions la victoire la plus complète, mais elle était à peine arrivée sur la ligne de bataille, ses colonnes étaient mal formées, et elle n'attaqua pas assez promptement pour profiter de ce beau mouvement de cavalerie; elle eut ensuite du dessous dans un combat corps à corps qu'elle engagea avec le centre et l'aile gauche de l'armée anglaise, et nous fûmes forcés de reprendre la position du bois, que nous avions avant la bataille : nous y revînmes dans le meilleur ordre et sans même être suivis par l'ennemi.

Cette bataille ne dura pas plus de deux heures, et je n'en ai jamais vu de plus chaude ni de plus meurtrière; l'armée française, qui comptait à peine 15,000 combattants, y perdit plus de 7,000 hommes tués ou blessés; l'armée ennemie, forte de 20 à 25,000 hommes, y perdit encore plus de monde; les trophées de la victoire nous restèrent, car nous avions pris 6 drapeaux, quelque artillerie, et fait beaucoup de prisonniers, tandis que l'ennemi n'avait rien de tout cela à nous.

Le maréchal Beresford, qui commandait cette armée anglo-portugaise, fut si consterné de l'énormité de sa perte que tout le reste de la journée et toute celle du lendemain se passèrent sans qu'il osât rien entreprendre; nous restâmes dans notre même position; les deux armées étaient à une demi-portée de canon l'une de l'autre, les sentinelles se touchaient presque, et l'on n'entendit pas tirer un coup de fusil; étrange effet de la stupeur où une perte si prodigieuse avait jeté ces deux armées, tellement animées l'une contre l'autre que, la veille encore, on n'entendait parler dans les deux camps que

de la nécessité d'une bataille à toute outrance; il est vrai de dire aussi que les plus enragés étaient restés sur le champ de bataille.

Ce fameux combat s'était livré le 19 mai; dans la journée du 20, le maréchal Soult fit partir pour Séville les blessés et les prisonniers (1), et le 21, il leva son camp et se dirigea tranquillement avec toute l'armée sur Llerena, à la vue de l'armée ennemie qui n'osa pas nous inquiéter dans notre marche.

Pendant ces quatre ou cinq jours, la garnison de Badajoz n'avait pas perdu son temps : délivrée de la présence de l'armée qui l'assiégeait, le général Philippon avait détruit tous les ouvrages de l'ennemi et fait entrer quelques provisions dans sa place; ainsi donc, quand l'armée anglo-portugaise vint reprendre le siège, après la bataille d'Albuéra, il fallut qu'elle en recommençât les travaux comme si elle n'avait rien fait avant; à cette époque, le fameux lord Wellesley, plus connu depuis sous le nom de duc de Wellington, vint lui-même commander cette armée, dont il augmenta beaucoup la force.

Le maréchal Soult m'avait envoyé reconnaître un jour d'avance la route par laquelle il voulait opérer son mouvement de retraite; je m'étais acquitté de cette mission de manière à m'attirer des compliments de sa part, et il n'en faisait pas souvent : je lui fus utile pour ce même service jusqu'à Llerena, où il établit son quartier général, ce point lui étant essentiel à conserver, puisque de là il pouvait facilement se jeter dans les montagnes et gagner Séville, s'il était attaqué par des forces supérieures, et qu'en même temps il pouvait aussi observer l'armée ennemie qui était autour de Badajoz, et lui en faire lever le siège si une occasion favorable se présentait.

Nous restâmes dans cette position plus d'un mois, et je trouvai encore pendant ce temps le moyen de me rendre utile et agréable au maréchal : utile, en écrivant dans son cabinet

(1) La plupart de ces prisonniers s'échappèrent à Usagre et rejoignirent l'armée anglaise.

une partie de la journée, et agréable en faisant sa partie de whist quand il n'avait pas d'autres occupations. J'étais auprès de lui dans la plus grande faveur, peut-être même n'aurait-il tenu qu'à moi, si j'avais eu un peu plus de liant dans le caractère, de devenir tout à fait son ami; mais au contraire, je tombai bientôt après dans la disgrâce la plus prononcée, et il ne faut pas s'en étonner, car c'est surtout sous ce rapport qu'auprès des grands seigneurs (et il l'était alors) les extrêmes se touchent.

Je vais tâcher de donner clairement et brièvement une idée de la scène qui amena cette brouille; elle fut assez sérieuse pour que le maréchal Soult ne l'ait jamais parfaitement oubliée.

Sa maison, quoique montée sur un pied assez maigre, suffisait pour ses aides de camp, et nous vivions même dans l'abondance, surtout comparativement au reste de l'armée; mais nos domestiques n'y étaient pas reçus, et ils mouraient de faim dans Llérena, où ils ne pouvaient rien trouver en vivres que les rations qui nous étaient dues en pain et en viande; or, MM. les agents des subsistances militaires, qui vendaient au poids de l'or, dans l'armée, tout ce qu'ils avaient en magasin, trouvaient toujours des prétextes pour ne point acquitter nos bons de vivres; les choses en vinrent à un tel point que mes camarades me prièrent d'en parler au maréchal; car, comme je faisais le service de premier aide de camp, c'était à moi à traiter de ces petits détails.

Je lui en parlai, mais sans doute je choisis mal mon moment; peut-être aussi crut-il que notre intention était de lui faire entendre qu'il conviendrait que nos domestiques mangeassent chez lui avec les siens, et certes nous n'y pensions pas; le fait est qu'il s'emporta vivement; je me piquai de mon côté, et comme font toujours les gens qui se fâchent, nous sortîmes tous deux de la question, et cela ne contribua pas à raccommoder les affaires.

Il me parla très haut des prétentions ridicules de ses aides de camp, et moi je lui parlai tout aussi haut des petits abus qui régnaient dans l'administration de son quartier général;

il en voulut des preuves, j'en donnai à l'instant même, et cela me rendit encore plus noir à ses yeux.

Il me dit avec emportement que, si je ne me trouvais pas bien auprès de lui, le chemin était libre pour en sortir; je lui répondis assez froidement qu'il fallait cependant encore qu'il m'en ouvrît la porte, puisque je ne pouvais l'ouvrir moi-même, et il se retira dans sa chambre en me disant qu'il me comprenait et qu'il allait écrire au ministre.

Je sentis bien, après une scène aussi violente, qu'il saisirait la première occasion pour me placer dans un régiment, et je le désirais, car je le savais assez rancunier pour juger combien ma position auprès de lui devenait désagréable; effectivement, dans les quinze jours que je restai encore à son état-major, après cette explication, il ne me parla pas une seule fois, et ne me regarda même pas, quoique je continuasse mon service auprès de lui et que je l'accompagnasse dans ses courses comme les autres aides de camp.

Le maréchal Marmont s'étant mis en mouvement pour secourir Badajoz et ayant concerté ses opérations avec le maréchal Soult, nous nous portâmes en avant; les deux armées se réunirent près de cette ville, et lord Wellington, ne se trouvant pas assez fort pour leur faire face, leva le siège de Badajoz et se retira sous le canon d'Elvar, où les deux maréchaux ne jugèrent pas à propos de l'aller attaquer.

Nous entrâmes donc sans obstacle dans la ville, et on put juger qu'il n'aurait pas fallu perdre de temps pour venir à son secours, car les Anglais avaient déjà battu en brèche, même au corps de la place, et avaient livré au fort Saint-Christoval deux assauts qui, il est vrai, leur avaient coûté énormément de monde, et sans aucun résultat avantageux pour eux.

Je venais de visiter tous ces ouvrages et je rentrais chez moi, quand un ordonnance vint me prévenir que le maréchal voulait me parler; comme c'était la première fois qu'il me faisait appeler depuis la scène de Llérena, je me doutai qu'il y avait quelque chose d'extraordinaire, et je courus chez lui, non sans éprouver quelque émotion.

Aussitôt que j'entrai dans son cabinet, il me tendit une lettre ministérielle, en m'annonçant que c'était mon brevet de colonel, et que je devais me rendre sur-le-champ à la tête du 20e régiment de dragons, dont le chef était depuis quelque temps en France et paraissait ne devoir pas revenir en Espagne. « Je vais demander pour vous au ministre, ajouta-t-il, le commandement définitif de ce régiment, qui restera provisoirement sous vos ordres, jusqu'à ce que j'aie reçu sa réponse. »

Je le remerciai de ses bontés, et je me retirais lorsqu'il me rappela pour me dire que, le maréchal Marmont désirant visiter le champ de bataille d'Albuéra, c'était moi qu'il avait désigné pour le lui montrer et lui indiquer nos principales positions et celle des Anglais. Ce fut la dernière mission que je reçus du maréchal Soult, et je m'en acquittai de mon mieux.

Il y avait huit ans que j'étais son aide de camp sans l'avoir quitté une minute, autrement que par suite des missions qu'il m'avait confiées; j'étais entré auprès de lui avec une grande joie et j'en sortis de même, car les mauvaises manières qu'il avait avec moi depuis notre dernière conversation m'avaient tout à fait dégoûté de sa société; il avait déjà été de même lorsque je l'avais rejoint à Stettin en 1808, mais alors j'étais dans mon tort, et je redoublai de zèle pour le lui faire oublier; cette fois-ci, je croyais avoir raison, et je ne fis aucun effort pour apaiser sa mauvaise humeur.

Je dis donc que je m'éloignai de lui avec joie, et je m'attends que beaucoup de gens vont me taxer d'ingratitude et me rappeler qu'étant entré auprès de lui en 1803 avec le grade de sous-lieutenant, je le quittais en 1811 avec celui de colonel; que j'étais officier de la Légion d'honneur; que dans ces huit années de service j'avais joui à son état-major de très bons appointements, et qu'il m'avait souvent donné des missions agréables, notamment celle de Pétersbourg; mais il me sera facile de répondre à ces allégations, toutes vraies qu'elles puissent être.

Le maréchal Soult est d'un caractère dur, et surtout égoïste; il ne prend qu'un médiocre intérêt à ceux qui servent auprès de lui; il a donc fallu que je lui eusse rendu des services bien

prouvés et de quelque importance pour qu'il m'ait accordé tous les avantages dont je viens de parler; si l'on avait vu de près combien de fois, dans ces huit années, j'ai fait une entière abnégation de moi-même et des choses qui m'intéressaient le plus pour mieux m'acquitter des ordres qu'il me donnait; si l'on avait été à portée d'apprécier le zèle infatigable et même irréfléchi avec lequel je m'employais de tous mes moyens physiques et moraux pour des choses auxquelles il était presque seul intéressé; si l'on pouvait compter combien de jours et de nuits j'ai passés sans repos pour mieux le servir, combien de soins empressés et de petits sacrifices de plaisirs et de jouissances je m'étais imposés pour lui; si, dis-je, on pouvait sans prévention récapituler toute cette masse d'obligations, on serait peut être forcé d'avouer que les torts étaient de son côté, car une partie des avantages que j'avais trouvés auprès de lui, il me les avait fait involontairement, tandis qu'au contraire j'avais toujours employé mes plus grands efforts pour l'obliger et lui être agréable.

J'avoue que sans lui mes services auraient pu être oubliés, ou moins bien récompensés; mais je crois avoir acquitté ma dette par les preuves nombreuses que je lui ai données d'un dévouement sans bornes; j'eusse été blâmable de ne pas en agir ainsi; il eût été ingrat de ne pas m'en récompenser; si cet échange tacite de services et de récompenses n'existait pas entre les petits et les grands, les uns et les autres se trouveraient fort embarrassés; mais en voilà assez, et peut-être même trop sur cet article.

En quittant le maréchal Marmont, après lui avoir montré le champ de bataille d'Albuéra, je me rendis à Séville pour y faire quelques emplettes que ma nouvelle position me rendait nécessaires; j'y tombai légèrement malade, et je ne rejoignis le 20e régiment de dragons que dans le mois d'août! Il était alors à Llerena; il était faible en chevaux, et je voyais peu de probabilités qu'il dût être bientôt renforcé; cela m'en dégoûta, et j'écrivis à mes amis de Paris pour qu'ils tâchassent de me faire obtenir le commandement d'un des régiments de cavalerie stationnés en Allemagne ou en Italie.

Sur ces entrefaites, le 20e régiment de dragons reçut l'ordre d'aller tenir garnison à Carmona, petite et jolie ville d'Andalousie à huit lieues de Séville; le maréchal me nomma en même temps gouverneur de cette place et du pays aux environs dans un rayon de quelques lieues; nous étions fort bien dans cette garnison, et je commençai à mon tour à trancher du grand seigneur; je montai ma maison sur un bon pied, et j'avais tous les jours dix ou douze officiers à ma table, pour laquelle, au reste, je recevais 1,500 francs par mois, sans compter de fortes rations de vivres.

Je me trouvai assez heureux, pendant deux mois que je passai dans cette ville, pour désirer d'y rester plus longtemps; on se doute bien que les belles Andalouses étaient pour quelque chose dans ce bonheur-là, et je veux aujourd'hui leur prouver, sinon une grande reconnaissance, au moins une grande franchise en esquissant ici leur portrait, telles que je les ai vues à cette époque.

Les femmes du royaume de Séville sont grandes et bien faites : leur figure, sans être régulièrement belle, ni jolie, est piquante et voluptueuse; elles ont le teint un peu basané, les dents belles, les yeux, les sourcils, les cheveux d'un noir jais; leur taille est parfaite, leur jambe est très jolie, leur pied charmant.

Elles ont une tournure admirable d'élégance et de grâce, avec la toilette la plus simple; une mantille (ou châle long) de couleur noire couvre leur tête et tombe jusqu'à leurs genoux; elles s'en coiffent de manière à ne laisser voir de leur visage que ce qu'elles ont de mieux; je n'ai jamais vu une Andalouse qui ne parût jolie avec sa mantille, qu'elle ne quitte jamais dans les rues, à la promenade ni à l'église.

Elles sont toujours et entièrement habillées de noir; elles se lacent fort bas, et la beauté de leur taille ne s'en développe que mieux, ainsi que la perfection de leurs formes, dont je n'ose parler; les Français qui les ont vues m'entendront, les autres ne peuvent s'en faire qu'une idée imparfaite.

Leurs robes (basquines) sont presque collantes depuis la ceinture jusqu'à la cheville du pied; cela fait l'effet d'un linge

mouillé, mais point transparent; j'ai connu des femmes qui mettaient des morceaux de plomb au bas de leurs basquines pour les rendre plus collantes.

Elles sont toujours chaussées avec la plus grande recherche, même des femmes d'une basse condition; elles portent en tout temps des bas blancs et des souliers d'étoffe de soie noire que quelquefois elles cousent et bordent elles-mêmes; j'en ai vu rire aux éclats quand je leur disais que souvent, en France, les femmes mettaient des bas de soie noire; elles répondaient qu'il n'y a que le diable (1) qui porte des bas noirs; elles marchent avec une *prétention* qui ne manque pas de *grâce*; elles seules pourraient peut-être réconcilier ensemble ces deux mots.

Leur esprit est vif, mais de peu d'étendue; elles sont d'une ignorance honteuse et ne lisent que fort peu; ordinairement, ce sont des livres de religion, la Bible, l'Imitation, la Vie des saints; on ne leur en confie guère d'autres, excepté le fameux *Don Quichotte*.

Les Andalouses sont paresseuses et nonchalantes; dans les grandes chaleurs (qui durent sept mois par an), elles passent ordinairement la matinée et l'après-midi en déshabillé, assises dans leur patio (petite cour pavée de marbre), près d'une fontaine entourée de pots de fleurs, à chanter ou babiller; elles n'aiment pas à s'occuper de choses sérieuses et travaillent fort peu à l'aiguille; elles ne sortent que le soir, après le coucher du soleil.

Elles sont avides de plaisirs, surtout de ceux de l'amour; leurs yeux en disent plus là-dessus que leur bouche, car elles sont observées de fort près; mais souvent ce sont elles-mêmes qui sont chargées de se surveiller mutuellement, et alors elles ont de l'indulgence les unes pour les autres.

Je n'ai pas tout dit sur elles; la matière est inépuisable, en bien comme en mal; en résumé, je crois que ce sont les femmes les plus séduisantes du monde, et que celui qui les a

(1) Effectivement, en Espagne, dans les anciennes pièces de théâtre, où le diable joue souvent son rôle, il ne paraît jamais sur la scène sans porter une culotte rouge et des bas noirs.

connues, et qui en est éloigné, les regrettera toujours; c'est pour cela que je ne veux plus en parler.

Mon commandement se trouvant ainsi rapproché du quartier général du maréchal Soult, alors établi à Séville, j'avais de fréquentes relations avec lui; j'y mis tout le respect que je devais à mon chef militaire, et l'empressement affectueux que je portais à mon ancien général.

Il commença à me regarder d'un œil moins irrité, et quelques affaires heureuses que j'eus dans mon gouvernement contre les partisans espagnols, jointes à mon extrême exactitude dans le service, me rendirent, non pas son amitié, mais une demi-bienveillance gracieuse qui était tout ce que je lui demandais; je résolus de m'en tenir là, et je crois que j'ai bien fait; d'ailleurs, il n'aimait pas qu'on le recherchât trop directement, et si je m'étais jeté à sa tête il m'aurait tourné le dos.

J'avais obtenu de faire quelques remontes dans le pays pour mon régiment; d'un autre côté, j'avais reçu du dépôt, qui était en France, des hommes, des habits et quelques chevaux; à la fin de 1811, j'avais déjà 300 hommes à cheval, et je commençais à me plaire dans le commandement de ce régiment, dont la réputation, sous tous les rapports, était excellente, lorsque je reçus de Paris la nouvelle que j'avais été nommé colonel d'un régiment de chasseurs qui était en Italie (1); le plaisir de rentrer en France, ne fût-ce que pour la traverser, l'espérance d'obtenir un avancement plus prompt en faisant la guerre sous les yeux de l'Empereur (car on parlait déjà de ses querelles avec la Russie), me firent oublier le 20e régiment de dragons et les belles Andalouses; je fis promptement et avec joie les apprêts de mon départ, et le 1er janvier 1812, je me rendis à Séville pour y prendre congé du maréchal Soult.

(1) C'était le 8e régiment de chasseurs; il était alors en garnison à Brescia.

1812

Je restai deux jours à Séville en attendant les dépêches que le maréchal voulait me remettre pour Paris; je revins passer deux autres jours à Carmona pour faire mes adieux à mes amis, car j'en avais beaucoup, hommes et femmes, dans cette jolie ville, et le 15 janvier dans la nuit, je me mis en route pour France.

A cette époque, on ne voyageait plus en Espagne, une fois sorti d'Andalousie, qu'avec 3 ou 400 hommes d'escorte et quelquefois plus; encore n'était-on pas sûr d'arriver sans obstacles à sa destination; j'étais payé pour bien prendre mes précautions, d'après le combat très vif que j'avais eu à soutenir près d'Olmedo, en 1810; mais d'un côté l'impatience d'arriver au terme d'une traversée aussi cruelle, et de l'autre l'alternative de rester plusieurs jours dans un mauvais village à attendre une forte escorte, ou d'en partir sur-le-champ avec 50 hommes, me fit prendre souvent ce dernier parti; je n'eus heureusement pas lieu de m'en repentir; je n'aperçus que deux fois les guérillas espagnoles dans ce voyage, et j'étais alors trop bien escorté pour qu'elles vinssent nous attaquer.

J'arrivai à Irun à la fin de janvier, et je me rendis aussitôt à Bayonne, où je trouvai plusieurs lettres qui m'attendaient, dans l'une desquelles on m'apprenait que l'Empereur, à qui on avait persuadé que je n'arriverais pas de longtemps, avait donné le 8e régiment de chasseurs au comte Edmond de Périgord (1) (depuis duc de Dino et lieutenant général).

(1) *Talleyrand-Périgord* (Alexandre-Edmond, duc de Dino), né à Paris le 1er août 1787 (aide de camp du prince de Neuchâtel du 10 mars 1807 au

Je me rendis promptement à Paris, et à mon arrivée, je ne savais même pas avec quel uniforme je devais me présenter devant l'Empereur.

Un de mes amis, auquel je parlais de mon incertitude à cet égard, me conseilla d'aller à la cour avec l'uniforme de colonel du 8e de chasseurs. « Si l'Empereur s'en étonne, me dit-il, cela amènera une explication qui ne peut que vous être favorable, car vous avez le bon droit de votre côté. Je pris ce parti, quoiqu'il me parût un peu hasardé, et j'allai aux Tuileries, le dimanche qui suivit mon arrivée à Paris, avec l'uniforme de colonel du 8e régiment de chasseurs.

Au retour de la messe, l'Empereur s'arrêta, suivant sa coutume, dans les salons, et parla à plusieurs de ceux qui y étaient; lorsqu'il fut près de moi, il me demanda de quel régiment j'étais colonel. « Du 8e de chasseurs, Sire. — Mais non, reprit-il, c'est Périgord à qui j'ai donné ce régiment. — Sire, ajoutai-je, Votre Majesté me l'avait donné antérieurement, je n'ai pas perdu un moment pour rejoindre, puisqu'il n'y a qu'un mois, j'étais encore aux environs de Cadix, et en arrivant, j'ai trouvé ma place prise. »

Je prononçai ces dernières paroles avec fermeté et d'un ton de voix assez élevé; une grande quantité d'officiers nous entouraient; l'Empereur me regarda avec quelque surprise, mais cependant sans paraître fâché : « Bien, bien, dit-il, je vous donnerai un autre régiment; allez voir le ministre de la guerre »; puis il passa à d'autres.

Je craignais que ces paroles ne fussent de l'eau bénite de cour; j'avais déjà éprouvé plusieurs fois que l'Empereur ou ses ministres promettaient très facilement ce qu'ils n'avaient aucune envie de donner; cependant, la première fois que je me présentai chez M. Tabarié (1), alors chef du personnel de

19 janvier 1812, colonel du 8e régiment de chasseurs, général de brigade le 26 avril 1814; nommé duc de Dino en 1817 par le roi de Naples Ferdinand Ier; admis dans le cadre de réserve le 7 février 1831.

(1) *Tabarié* (Michel-Marie-Étienne-Victor, vicomte), né à Montpellier le 6 juin 1768, † 30 juillet 1839, sous-inspecteur aux revues sous l'Empire, secrétaire général du ministère de la guerre sous le duc de Feltre, intendant de la maison du Roi en 1815; vicomte le 6 mars 1816; intendant militaire le 15 septembre 1817; admis à la retraite le 30 novembre 1828.

la guerre, il m'annonça que j'étais nommé au commandement du 7e régiment de chasseurs le 10 février 1812 et que je recevrais incessamment l'ordre de rejoindre ce corps, qui était à Strasbourg.

J'appris, deux jours après, que les escadrons de guerre de ce régiment étaient en route pour se rendre à Munster et à Hanovre, où ils devaient recevoir une très grande quantité de chevaux de remonte; aussi était-il parti 2 ou 300 hommes à pied.

Ce me fut une raison de plus pour hâter mon départ; je me rendis d'abord à Strasbourg pour y inspecter mon dépôt, et y prendre connaissance de l'état du régiment; je m'y aperçus facilement que le colonel Montbrun (1), que je remplaçais (frère du général de division, tué à la bataille de la Moskowa), l'avait mal administré; je crois même que c'est pour cela qu'on le lui avait ôté.

Je me rendis directement de Strasbourg à Munster, où je rejoignis une partie de mon régiment; bientôt après, nous nous mîmes en marche pour Hanovre, où alors il se trouva réuni tout entier (2).

(1) *Montbrun* (Alexandre, baron), né à Florensac (Hérault) le 2 février 1775, † 29 septembre 1821, cavalier au 1er chasseurs le 19 mars 1792, sous-lieutenant au corps et à l'élection le 10 avril 1799, colonel du 7e régiment de chasseurs le 15 juillet 1809, général de brigade le 18 octobre 1812, baron de l'Empire le 28 septembre 1813.

(2) *Situation du 7e régiment de chasseurs à la date du 1er juin 1812.*

Colonel..................	Chevalier de Saint-Chamans.
Major..................	Boyer, au dépôt.
Chefs d'escadrons.......	Bourbel.
	N...
Quartier-maître.........	Mougenot, au dépôt.
Adjudants-majors.......	Castel.
	N...
Chirurgien-major.......	Gonot.
Chirurgien aide-major...	Desnois.

1er ESCADRON.

Compagnie d'élite.	Sourd, capitaine.
	Présigny, lieutenant.
	Buchez, sous-lieutenant.
	Dubois, sous-lieutenant.

Je fus peu content de la manière dont s'organisait cette cavalerie; de jeunes recrues, parties des dépôts de France sans avoir encore appris à monter à cheval, ni aucun des devoirs d'un cavalier en route ou en campagne, recevaient à Hanovre des chevaux, très beaux, à la vérité, mais qu'ils n'étaient pas capables de conduire; il était facile de prévoir

5e compagnie.....	Paravey, capitaine.
	Chaumont, lieutenant.
	Gulhand, sous-lieutenant.
	Vaccari, sous-lieutenant.
	2e ESCADRON.
2e compagnie....	Brutel, capitaine.
	Caudrillier, lieutenant.
	Duboismandé, sous-lieutenant.
	Durlet, sous-lieutenant.
6e compagnie.....	Dausse, capitaine.
	Hulot, lieutenant,
	Lamarle, sous-lieutenant.
	Lormeau, sous-lieutenant.
	3e ESCADRON.
3e compagnie.....	Masséna, capitaine.
	N..., lieutenant.
	Poupard, sous-lieutenant.
	Perret, sous-lieutenant.
7e compagnie.....	Larderet, capitaine, au dépôt.
	Grandin, lieutenant.
	Chevalier, sous-lieutenant, au dépôt.
	D'Aubusson, sous-lieutenant.
	4e ESCADRON.
4e compagnie.....	N..., capitaine.
	Vénière, lieutenant, au dépôt.
	Mespliés, sous-lieutenant, au dépôt.
	N...
8e compagnie.....	Gothwaltz, capitaine.
	Pousson, lieutenant.
	Saleta, sous-lieutenant.
	Viellageux, sous-lieutenant.
	5e ESCADRON.
9e compagnie.....	Saudemont, capitaine, au dépôt.
	Bouvaut, lieutenant.
	Deboutin, sous-lieutenant.
A la suite........	Crotel, lieutenant, au dépôt.
	Minot, lieutenant, au dépôt.
	Saint-Chamans, sous-lieutenant, au dépôt.

(Archives de la guerre.

que ces mauvais cavaliers ne pourraient tenir contre la vieille et bonne cavalerie comme celle qui allait nous être opposée. Aussi tous les régiments organisés de cette manière furent-ils bientôt fondus en Russie.

De Hanovre, nous nous rendîmes à Berlin, où se trouvait alors le quartier général du maréchal Oudinot (duc de Reggio), du corps d'armée duquel mon régiment faisait partie; nous restâmes environ trois semaines cantonnés aux environs de cette ville, et nous avions bien besoin de ce repos, car la plupart des chevaux reçus à Hanovre étaient déjà blessés, soit que les selles fussent mal faites, soit par la faute de nos jeunes cavaliers, qui dormaient souvent à cheval et y avaient une mauvaise position.

Je passai à Berlin presque tout le temps que me laissaient mes occupations; c'est une ville de plaisir, et quoiqu'il fût facile de voir à quel point les Prussiens nous détestaient, ils recevaient de fort bonne grâce l'argent que nous dépensions chez eux; c'était un bien léger dédommagement de tout ce que leur coûtait l'armée française; mais les marchands, les traiteurs, et une autre espèce de marchandise que je ne veux pas nommer, n'eurent pas à se plaindre du séjour des Français en Prusse.

De Berlin, nous gagnâmes successivement les rives de l'Oder et de la Vistule, et bientôt après, nous nous trouvâmes sur le Niémen.

Nous avions reçu l'ordre, sous notre propre responsabilité, d'enlever tout ce que nous trouverions en grain, eau-de-vie et bétail, dans tous les cantonnements que nous occuperions entre la Vistule et le Niémen. Ce pays était très riche et très fertile; aussi les réquisitions et les enlèvements que nous y fîmes furent-ils très abondants, et chaque corps, en arrivant sur le Niémen, traînait à sa suite de riches troupeaux et des parcs immenses de voitures chargées de vivres.

L'exécution de cet ordre avait cependant vivement répugné à tous les officiers, et il faut avouer qu'il était bien cruel pour nous, après avoir passé quelques jours chez un seigneur de village ou chez un riche fermier, et y avoir été reçus aussi

bien qu'en France, et souvent mieux, d'en enlever en partant, pour les remercier de leur bon accueil, leurs attelages, leurs grains et leurs bestiaux; ces malheureux nous suppliaient en gémissant de diminuer la rigueur de cet ordre qui, de l'opulence, les faisait tomber dans la misère, et je crois que tous les officiers tâchèrent, comme moi, d'adoucir leur sort; mais, même avec des ménagements, nous leur fîmes encore bien du mal.

Et c'était ainsi qu'on traitait un pays allié, dont les troupes s'étaient même réunies aux nôtres pour combattre les armées russes. En voyant cette mauvaise conduite et ce désordre, je pris d'avance une fâcheuse opinion de la guerre que nous allions entreprendre; je sortais de l'Andalousie, où j'avais pu juger que nous ne nous étions maintenus jusqu'alors que par une excellente discipline et une bonne administration militaire; je voyais dans l'armée qui entrait en Russie des éléments tout à fait contraires; l'administration militaire surtout était remplie de gens qui n'avaient jamais vu la guerre, et qui disaient hautement qu'ils étaient venus faire cette campagne pour y faire leur fortune; il leur semblait qu'une fois hors de France, il n'y avait plus qu'à se baisser et à prendre; mais toutes ces idées de fortune, ainsi que ceux dont elles avaient monté les têtes, sont restés sur la route de Moscou à Kōnigsberg.

Le 24 juin, nous entrâmes en Russie en passant le Niémen; avant cette opération, on lut aux troupes une proclamation de l'Empereur; cette proclamation était maladroite et sans chaleur.

Le passage du fleuve fut vraiment imposant; on avait établi trois ponts sur lesquels les troupes défilaient sans interruption; de nombreuses batteries protégeaient cette opération, les troupes étaient remplies d'ardeur; on croyait que les Russes défendraient le passage de la rivière, mais on n'en vit pas un seul, et la cavalerie qui fut jetée aussitôt en avant, à une assez grande distance, ne rencontra pas d'ennemis, excepté quelques Cosaques qui étaient là pour nous observer et se retiraient à mesure que nous avançions.

Je traversai rapidement Kowno, assez grande ville située presque vis-à-vis du point de passage; il me parut que la plupart des habitants y étaient restés; ils nous reçurent amicalement, et il ne leur fut fait aucun mal; mais l'Empereur vint, après nous, y établir son quartier général, et la ville fut pillée par sa garde.

La brigade de cavalerie dont mon régiment faisait partie était composée des 7e et 20e régiments de chasseurs et du 8e de chevau-légers lanciers, ce dernier corps composé presque tout de Polonais; elle était commandée par le général Corbineau (1), qui, à la fin de la campagne, fut nommé aide de camp de l'Empereur.

Nous allâmes jusqu'à Polotsk, ville assez considérable, sans avoir avec l'ennemi d'affaires sérieuses; j'avais appris en route l'entrée de nos troupes à Wilna, et je m'imaginais que cette campagne était terminée; que l'armée allait être établie dans la Pologne russe et dans la Courlande, pendant qu'on ferait les sièges de Riga, de Dunabourg et de quelques autres places ou châteaux forts établis sur la Dwina ou dans l'intérieur des terres; que l'Empereur allait organiser le royaume de Pologne, et profiter de la fertilité de ce pays et du voisinage du Niémen, sur les rives duquel étaient des approvisionnements immenses pour bien faire vivre son armée, qui commençait déjà à diminuer considérablement par les maladies et par la perte des maraudeurs, enlevés par les Cosaques ou assommés par les paysans; maître alors de la Lithuanie, il aurait, de Wilna, donné des lois à la Russie, et si elle n'avait pas voulu les recevoir, il aurait pu profiter de toute la belle saison de 1813 avec une armée fraîche, aguerrie et parfaitement en état, sous tous les rapports, pour faire en Russie toutes les

(1) *Corbineau* (Jean-Baptiste-Juvénal baron, puis comte), né à Marchiennes (Nord) le 1er août 1776, sous-lieutenant au 18e régiment de cavalerie le 1er mars 1792, colonel du 20e régiment de dragons le 7 janvier 1807, baron de l'Empire le 17 mars 1808, général de brigade le 6 août 1811, aide de camp de l'Empereur le 26 janvier 1813, général de division le 23 mai 1813, comte de l'Empire en 1813, aide de camp de l'Empereur pendant les Cent-jours; retraité le 1er janvier 1815; rappelé à l'activité en 1830, pair de France le 11 septembre 1835; fit arrêter le prince Louis-Napoléon à Boulogne, lors de la tentative du 6 août 1840.

conquêtes qu'il aurait ambitionnées, soit vers Pétersbourg, soit vers Moscou.

Mais ce plan était trop lent et trop sage pour Napoléon, qui des plus grandes entreprises de guerre voulait toujours faire des coups de main... Revenons à Polotsk.

Le maréchal Oudinot eut, les 30 juillet et 1er août, sur l'armée russe qui nous était opposée, et qui était commandée par le prince de Wittgenstein, quelques avantages marqués; sur ces entrefaites, le général Gouvion-Saint-Cyr, qui commandait un corps d'armée bavarois (de 25,000 hommes en entrant en Russie, et déjà, sans avoir combattu, réduit à 8,000), vint se joindre à nous; ce qui restait de ce corps était très beau et se battit fort bien.

Le prince de Wittgenstein marchait au même moment pour nous attaquer; après diverses affaires assez insignifiantes, le maréchal Oudinot se replia sous les murs de Polotsk le 16 août.

Le 17, une fusillade fort vive s'engagea entre les deux armées, sans cependant qu'il y eût d'engagement général, ni de mêlée; un village fut vivement disputé par les tirailleurs des deux armées; la cavalerie ne donna pas; le maréchal Oudinot, toujours au milieu des tirailleurs, y fut atteint d'une balle et partit pour Wilna. Le général Gouvion-Saint-Cyr prit alors le commandement des deux corps d'armée réunis; il était fort capable de les bien mener.

Le 18, après avoir passé une partie de la journée à faire ses dispositions, le général Gouvion-Saint-Cyr attaqua l'ennemi campé à un quart de lieue de nous, et profita si bien de quelques accidents de terrain en faisant filer son infanterie dans des ravins et des chemins creux, qu'il surprit l'infanterie russe dans ses bivouacs et la battit complètement, quoiqu'elle fît une vigoureuse résistance; mon régiment fut engagé le soir, et fit d'ailleurs une assez belle charge sur des tirailleurs d'infanterie russe, au nombre d'environ 1,500, qui furent tous tués ou pris; mais ayant rencontré ensuite quelques escadrons de cuirasisers russes, nous fûmes ramenés, dans le plus grand désordre, jusqu'auprès de Polotsk, où les Russes furent à leur

tour chargés par des cuirassiers français qui les hachèrent, et nous les poussâmes fort loin, même après la nuit venue.

Le général en chef bavarois de Roy fut tué dans cette bataille, où l'armée bavaroise fit merveille.

Cette affaire, fort belle pour le général Gouvion-Saint-Cyr, et qui lui fit donner aussitôt le bâton de maréchal, fut assez triste pour notre brigade; car le 20e chasseurs et le 8e lanciers furent encore plus malmenés que mon régiment; j'y courus de grands dangers (1).

Une circonstance assez plaisante m'arriva dans toute cette mêlée; un de mes chasseurs qui conduisait mon cheval de rechange, ayant vu de loin que notre première charge avait réussi, accourut, dans l'espérance de dépouiller quelques prisonniers et de faire du butin; mais il se trouva mêlé dans la chasse que nous donnèrent les cuirassiers russes, et fut pris par deux d'entre eux qui mirent aussitôt pied à terre et commencèrent par lever la schabraque qui était sur ma selle et par prendre mes effets de bivouac, c'est-à-dire une grande redingote dans laquelle je me couchais, et un bonnet fourré de velours, pour la nuit; ce bonnet fourré, où il y avait quelques galons d'or, les tenta tous deux, et ils se disputèrent vivement et longtemps à qui l'aurait; pendant ce temps, nos cuirassiers ramenèrent vigoureusement les Russes, et mes deux coquins, n'ayant pas eu le temps de remonter à cheval,

(1) Le maréchal de Gouvion-Saint-Cyr, dans ses *Mémoires*, donne la relation suivante de l'affaire du 3 septembre 1812 devant Polotsk :

« Le 3 septembre, le général Radianow ayant passé la Dwina, près de Drissa, à la tête d'un détachement de cavalerie composé de son régiment de Cosaques, de celui de Platow, des escadrons de réserve des régiments de uhlans et de dragons de la garde, tomba à l'improviste sur un petit bataillon de marche d'environ 300 hommes, que le commandant de Wilna avait envoyé pour détruire le vaste et fameux camp retranché établi si inutilement par les Russes à Driessa avant l'ouverture de la campagne.

« Le bataillon en question avait avec lui pour s'éclairer un escadron du 7e chasseurs. Surpris et enveloppé par les troupes dix fois supérieures du colonel Radianow, il eut assez de bonheur ou d'adresse pour se tirer d'affaire sans d'autre perte que celle de ses maraudeurs. Mais l'escadron du 7e chasseurs perdit une grande partie de ses cavaliers. »

L'escadron engagé dans cette affaire était le 3e; il perdit : 1 sous-lieutenant tué, M. d'Aubusson-Lafeuillade; 2 sous-lieutenants prisonniers, M. Perret, M. Poupard; 48 hommes de troupe tués. (Archives de la guerre.)

se rendirent à mon chasseur, qui me les amena avec leurs chevaux, et le *bonnet fourré;* leurs chevaux étaient fort beaux, et j'en gardai un pour moi.

Le prince de Wittgenstein ayant eu la plus grande partie de son armée détruite ou désorganisée dans cette bataille et les combats qui l'avaient précédée, se retira assez loin pour que nous pussions nous étendre et prendre des cantonnements sur la rive droite de la Dwina; j'eus pour ma part un petit village nommé Jurowitschi, à quatre lieues de Polotsk, sur la rive gauche et sur le bord de la Polota, très petite rivière qui va se jeter dans la Dwina, au-dessous de Polotsk.

Avant d'être envoyés dans ce petit endroit, nous étions campés avec les Bavarois, à une demi-lieue de Polotsk, près d'un lac; la misère y était grande; il fallait aller fourrager très loin et en grande troupe armée, afin d'être en sûreté contre les attaques des Cosaques.

Il régnait alors parmi les Bavarois une épidémie si terrible, qu'ils tombaient presque tous malades et mouraient par milliers; des hommes bien portants la veille tombaient malades le matin et étaient morts le soir; quelques-uns moururent sur la route du camp à Polotsk, quoiqu'il n'y eût qu'une demi-lieue; quand ils quittèrent le camp, il n'en restait pas plus de trois mille.

Avant de m'établir dans le village de Jurowitschi, j'eus soin de m'assurer de la sûreté de ce poste; je fis enlever toutes les planches du pont sur la Polota, et détruire le seul gué qu'il y eût; je logeai ensuite tous mes hommes et chevaux dans les granges du village, et je m'établis dans la maison du curé : c'était une espèce de chaumière, fort sale à la vérité, mais où nous couchâmes à couvert et sur de la paille fraîche, ce qui me paraissait très préférable à un bivouac.

J'étais gardé à ma gauche par la Polota, en avant par d'autres troupes françaises, à droite par des bois et des marais, et derrière nous étaient Polotsk et toute notre armée.

Ce fut là que nous apprîmes la fameuse bataille de la Moskowa; on nous la représenta encore plus avantageuse pour l'armée française qu'elle ne l'avait été effectivement, et j'es-

pérais qu'elle nous amènerait la paix, dont nous avions un si grand besoin.

Notre armée était tellement affaiblie par les maladies et les combats, que les régiments étaient réduits à rien; l'indiscipline s'accroissait tous les jours, et la grande quantité de maraudeurs qui inondaient nos flancs et les derrières de l'armée nous privaient des ressources que nous aurions pu tirer du pays; quoique le temps fût beau et chaud, les habitants nous prédisaient que dans deux mois nous aurions l'hiver, et je crois, à la manière dont ils nous en parlaient, qu'ils prévoyaient notre destruction.

Je ne restai qu'un mois environ dans ce petit endroit; de là, mon régiment fut envoyé à Sarnopol, qui était tout à fait en avant-poste.

C'était un château sans village qui en dépendît, mais tellement entouré de granges et d'étables, qu'après avoir visité le pays, avoir placé mes grand'gardes et m'être assuré qu'il n'y avait pas de surprises à craindre, je mis tous mes hommes à couvert, ainsi que les chevaux; je n'aperçus pas l'ennemi, pendant près d'un mois que nous y restâmes.

Je trouvai des ressources dans le château et dans quelques villages avoisinants, et pendant tout le temps que nous y fûmes, je fis donner tous les jours à chaque homme une forte ration de viande, une ration de pain et un verre d'eau-de-vie de grain; je faisais faire l'eau-de-vie et de la bière dans le château même; nous étions, je crois, les plus heureux sous le rapport des vivres, de toute l'armée active en Russie.

Le 16 octobre, le prince de Wittgenstein attaqua nos avant-postes sur la Polota, afin de passer cette rivière, justement à Jurovitschi, où j'étais campé un mois avant; son armée, qui était fort augmentée par tous les renforts qu'il avait reçus, était au moins double de la nôtre, et il avait fait passer la Dwina à un corps de 10,000 hommes commandé par le général Steinheil, afin de les jeter sur nos derrières.

Nous nous repliâmes, sans perte, sur Polotsk, que le maréchal Gouvion-Saint-Cyr avait fait fortifier; notre brigade y repassa la Dwina pour aller avec d'autres troupes au-devant

du corps russe qui avait passé cette rivière, et avec lequel nous eûmes quelques affaires assez vives, et toutes à notre avantage; dans la dernière, nous lui fîmes près de 2,000 prisonniers; mais le maréchal Gouvion-Saint-Cyr avait été forcé de s'affaiblir pour nous envoyer des renforts.

C'était à Polotsk que la grande affaire se décidait; le maréchal, après s'y s'être battu avec acharnement pendant deux jours, jugea nécessaire d'évacuer la ville, que l'ennemi bombardait et qui était déjà en feu; les Russes souffraient horriblement pendant ces diverses attaques.

Ce fut dans la nuit du 19 au 20 octobre que la retraite se fit; le maréchal Saint-Cyr, blessé, se retira à Wilna; mon régiment se trouva pendant quelques jours sous les ordres du comte de Wrède, général bavarois qui commandait une de nos colonnes; c'était un bon général, et qui connaissait bien la guerre; je l'avais vu aussi fort beau sur le champ de bataille de Polotsk, le 18 août.

Du 19 au 23 octobre, nous nous battîmes tous les jours avec la cavalerie russe, en continuant notre retraite sur Lepel.

Le 24 octobre (1), nous fûmes attaqués par 12 ou 1,500 che-

(1) Relation de l'affaire du 24 octobre, d'après les mémoires du général Curely, qui y prit part avec un détachement du 20e régiment de chasseurs :

« Pendant ce temps, l'ennemi arriva avec des forces supérieures et nous « canonna de manière à nous faire partir; il répara de suite le pont et mit « toute sa cavalerie à nos trousses.

« Nous nous trouvâmes alors adossés à un bois, le colonel de Saint-Chamans avec le 7e régiment de chasseurs et moi avec mes 50 hommes. Nous « avions contre nous toute la cavalerie ennemie, accompagnée d'artillerie, « qui tiraillait à mitraille sur le 7e. Le bois que traversait le régiment était « très étroit; nous retirer par ce chemin en colonne par deux nous exposait à « perdre les trois quarts de notre monde. J'étais placé avec mes 50 hommes « juste en avant du défilé et j'avais le 7e à ma gauche; je pouvais me retirer « sans perte, mais il n'en était pas de même du 7e. Le colonel le sentit bien; « il vint au galop me trouver, et en deux mots nous convînmes qu'avec « mes 50 cavaliers je chargerais et je mettrais en fuite plus de 200 Cosaques « qui étaient devant moi, que je tournerais ensuite rapidement à gauche « pour prendre en flanc le gros de l'ennemi, qui faisait face au 7e, et qu'au « même moment ce régiment le chargerait de front. Ce qui fut dit fut fait; « les 200 Cosaques ne pesèrent pas une once; je tombais déjà sur le gros de « l'ennemi, très étonné de voir que le 7e ne l'avait pas encore abordé, mais « il arriva une minute après; l'ennemi fut culbuté, sabré, mis en déroute, « et ses canons furent pris; il revint encore à la charge et fut encore re- « poussé. Alors un régiment de troupes fraîches reprit la charge en masse;

vaux soutenus par de l'artillerie; le pays par lequel nous devions nous retirer étant un défilé presque continuel, nous nous hâtâmes d'en sortir, afin de trouver une plaine où notre brigade, qui faisait l'arrière-garde du général de Wrède, pût se former et manœuvrer devant l'ennemi; mais les Russes nous serrèrent de si près qu'à la sortie d'un défilé, et avant d'entrer dans un autre, le général Corbineau profita d'une petite plaine pour y mettre mon régiment en bataille, et il m'ordonna d'y tenir ferme afin d'arrêter l'ennemi, et de donner aux deux autres régiments le temps de passer tranquillement le défilé qui était derrière nous, ce qu'ils firent aussitôt.

Au même moment, l'avant-garde de l'ennemi débouchait sur moi en trois colonnes formant à peu près six escadrons de hussards et lanciers; ils mirent, sans perdre un instant, leur artillerie en batterie, et ils commencèrent à nous mitrailler vigoureusement.

J'avais quatre escadrons; j'en laissai un en réserve, et j'ordonnai aux trois autres de charger chacun une des colonnes ennemies; je me plaçai à la tête de l'escadron du centre, et je fis aussitôt mon mouvement.

En un clin d'œil ces trois colonnes furent enfoncées et leur

« nous tînmes encore un instant, mais il fallut céder; nous perdîmes les « canons que nous avions pris; nous nous repliâmes sur le chemin du « bois et y entrâmes fort tranquillement; l'ennemi respectait notre audace.

« Le colonel de Saint-Chamans, qui montra une grande bravoure, fut « blessé d'un coup de lance à l'épaule droite. Le 7e était fort de 300 hommes, « j'en avais 50, nous battîmes à nous deux plus de 1,200 cavaliers russes. « Le renfort qui leur survint ne comptait pas moins de 400 à 500 hommes. « Nous perdîmes 5 ou 6 hommes; l'ennemi eut beaucoup de blessés, et « nous tuâmes tous les chevaux de ses canons et de ses caissons, puisque « nous ne pouvions les emmener. »

Etat nominatif des officiers et sous-officiers proposés pour l'avancement ou l'admission dans la Légion d'honneur après la bataille de la Bérézina.

« Sourd, chef d'escadron, proposé pour officier; Dausse, capitaine; Mouginot, capitaine; Grandin, lieutenant-adjudant-major; Hulot, lieutenant; Crillon, lieutenant; Dubois (Hippolyte), sous-lieutenant; Villageux, sous-lieutenant; Durelet, sous-lieutenant; Denoix, chirurgien; Vandelmer, maréchal des logis; Gendron, maréchal des logis; Ancé, maréchal des logis, proposés pour chevaliers.

« Certifié par le colonel du 7e régiment de chasseurs,

« Chevalier DE SAINT-CHAMANS. »

(Archives de la guerre.)

artillerie enlevée; mais, dans l'abordage, je reçus un coup de lance qui me traversa l'épaule droite et me fit éprouver une douleur si violente dans tout le bras, que je fus forcé de me retirer aussitôt; je vis encore cependant mes trois escadrons, ramenés par une ligne de dragons russes, se rallier à l'escadron de réserve et enfoncer encore une fois la cavalerie ennemie.

Je rencontrai, en me retirant, le général Corbineau qui revenait avec le 20e de chasseurs pour me soutenir, mais l'affaire était déjà terminée.

Je fus pansé dans un petit village chez un curé polonais qui m'ennuya bien, car il était soûl comme une bête et voulait toujours me panser lui-même; il pleurait de mes souffrances, car le vin rend tendre, et si on l'avait laissé faire, il m'aurait disloqué l'épaule; je souffrais des douleurs horribles; ma blessure était très voisine de l'articulation, et les chirurgiens paraissaient craindre que cette dernière partie ne fût endommagée, ce qui aurait été un cas très grave.

Je remontai à cheval après avoir été pansé, et je souffrais beaucoup; l'épaule, le bras et la main étaient déjà fort enflés, et les mouvements du cheval me causaient de vives douleurs; je fis cependant quatre ou cinq lieues avant de trouver un endroit où je pusse passer la nuit, et je m'arrêtai dans un hameau où étaient campés les cadres de régiments bavarois qui retournaient en Allemagne pour s'y recruter.

Je me couchai sur un peu de paille qu'on m'étendit dans une grande salle où plusieurs Bavarois s'établirent également (mais pour boire et pour chanter suivant la coutume allemande), et je puis dire que leurs chansons m'ennuyèrent au moins autant que les pleurs de mon curé polonais.

Le lendemain, je me remis en marche avec cette troupe pour aller à Lepel; on m'avait mis dans une mauvaise calèche dont les cahots me faisaient beaucoup souffrir; j'y étais cependant mieux qu'à cheval.

Je comptais rester quelques jours à Lepel, mais l'ennemi s'étant présenté près de cette ville, le lendemain du jour où j'y étais arrivé, et nos troupes se retirant, je ne jugeai pas à

propos d'y rester plus longtemps; j'en partis le 26 octobre dans l'après-midi, et j'allai coucher dans une maison isolée au milieu d'un bois sur la route de Lepel à Borisov, à côté d'un campement d'infanterie; j'eus beaucoup de peine à me faire céder cette chaumière par des soldats qui l'occupaient, mais un adjudant-major et un chirurgien de mon régiment qui m'accompagnaient avec quelques ordonnances me firent faire place, et je pus y passer une mauvaise nuit; le lendemain, j'arrivai à Borisov, où je fus bien reçu par M. de Béarn (1) qui y commandait; je m'y arrêtai deux jours, et j'avais grand besoin de ce séjour, car depuis ma blessure j'avais toujours la fièvre, et je ne dormais pas.

De Borisov, je me rendis à Minsk, où je fus logé chez un seigneur lithuanien appelé le comte de Snida; j'y restai environ huit jours, et ce repos me donna la force de gagner Wilna.

Le comte de Snida, quoique indisposé contre les Français par les excès de toute espèce que nos troupes avaient commis, désirait cependant vivement que nous eussions le dessus dans cette grande lutte; il redoutait beaucoup le retour des Russes en Lithuanie; il était encore plein du souvenir des affronts qu'il en avait essuyés, comme presque tous les autres seigneurs polonais, et de l'esclavage humiliant dans lequel ils étaient tenus; il me demandait plus de dix fois par jour si je croyais que les armées françaises fussent assez nombreuses pour résister aux armées russes, et je tâchais toujours de le rassurer; effectivement, je croyais bien que l'Empereur ne pourrait rester en Russie, mais je me flattais encore qu'il pourrait se retirer derrière la Dwina ou la Bérézina et y passer l'hiver, d'autant plus que je savais qu'on formait de grands magasins de vivres à Minsk, Borisov, Gloubokoé, et d'autres villes de la Lithuanie jusque sur les bords du Niémen; et je crois encore que si les circonstances l'avaient per-

(1) *Béarn* (comte Alex. de), surnuméraire aux gardes du corps en mai 1785, lieutenant au régiment d'infanterie de Bresse en 1787, chef de bataillon des gardes nationales de la Somme le 27 brumaire an XIV; passé au 129e de ligne le 14 mars 1811, prisonnier de guerre en Russie, disparu. Comte de l'Empire.

mis, l'armée française, quelle que fût sa force, aurait très bien vécu pendant six mois d'hiver dans le pays situé entre la Bérézina et Wilna, recevant ainsi des approvisionnements de ses derrières.

Le comte de Snida avait encore, comme tant d'autres seigneurs polonais, d'autres motifs de redouter le retour des Russes; ses fils avaient pris parti contre eux, et étaient officiers dans la nouvelle armée lithuanienne qui se formait.

Je partis de Minsk avec un grand convoi de blessés conduits par le général Nansouty, et nous arrivâmes sans encombre à Wilna.

Depuis Lepel, on m'avait mis dans une petite charrette du pays qui, quoique non suspendue, n'était pas très dure; d'ailleurs, la neige et la gelée avaient rendu les chemins fort unis, et mes grandes douleurs avaient cessé; j'étais couché sur un bon matelas, bien entouré de couvertures et roulé dans ma pelisse, je ne sentais nullement le froid, qui commençait pourtant à être très vif.

Je descendis à Wilna chez M. de Nicolaï (1), que je connaissais depuis longtemps et qui était intendant de la province; il se donna beaucoup de peine pour me faire avoir un logement passable, ce qui n'était pas chose facile, car, comme dans toutes les grandes villes, les habitants se dispensaient autant qu'il leur était possible de logements militaires; cela pourtant n'était pas bien à charge à mes hôtes, car nous ne leur coûtâmes pas un verre de schnick.

Je vis en passant à Wilna le duc de Bassano, qui y gouvernait en monarque absolu; c'était lui qui disposait de tout, même des troupes qui y arrivaient pour renforcer l'armée; le général Hogendorp (2), Hollandais, aide de camp de l'Em-

(1) *Nicolaï* (Scipion-Cyprien-Jules-Louis-Marie, marquis de), né à Avignon le 1er septembre 1780, mort à Busagny (Seine-et-Oise) le 3 novembre 1843, auditeur au Conseil d'État en janvier 1810; fut pendant cinq mois intendant de la province de Wilna; successivement préfet de la Loire, de l'Ariège et de l'Aisne de 1813 à 1815.

(2) *Hogendorp* (Thierry, comte de), né à Rotterdam en 1761, † à Rio-Janeiro en 1830, officier général, ambassadeur de Hollande en Russie, gouverneur de Java, ministre de la guerre de Hollande en 1806, ministre à Vienne en 1807, à Berlin en 1809, à Madrid en 1811, général de division

pereur, était gouverneur de la ville; c'était un homme très haut et généralement détesté des Français et des Polonais.

Je m'arrangeai pour partir de Wilna avec le colonel Christophe (1), du 25e régiment de chasseurs, qui, blessé comme moi, retournait aussi en France. Il avait une bonne voiture sauvée de l'incendie de Moscou; nous y attelâmes chacun deux forts chevaux et, nous faisant suivre d'un fourgon rempli de provisions, nous partîmes gaiement de Wilna à la fin de novembre.

Le froid était excessivement vif et les chemins couverts de verglas, tellement que nous eûmes bien de la peine à faire gravir à notre voiture la montagne de Ponari, près Wilna, quoique nous eussions attelé deux chevaux de plus et que tous nos gens poussassent aux roues.

Nous arrivâmes à Kowno, où nous fîmes séjour pour laisser reposer nos attelages, qui, quoiqu'ils fussent venus seulement par journées d'étapes, étaient très fatigués.

Ce fut là que je commençai à ressentir les atteintes de cette terrible maladie qu'ont eue presque tous ceux qui sont revenus de Russie; elle s'annonça par des frissons et des maux de tête insupportables qui, n'ayant fait qu'augmenter tous les jours, me forcèrent à m'arrêter à Gumbinnen, où je me séparai du colonel Christophe. Il continua sa route vers la France; j'envoyai un de mes domestiques à Königsberg pour y chercher ma calèche, qui y était avec le petit dépôt de mon régiment, et me la ramener; je gardai avec moi un valet de chambre et trois chasseurs, mais ces derniers tombèrent malades à Gumbinnen et y moururent tous.

J'y fus pendant quinze jours en très grand danger et dans un délire presque continuel; je fus traité par un médecin du pays (je crois qu'il se nommait Hartmann) qui prit grand soin

français en 1811, aide de camp de l'Empereur, gouverneur de Hambourg en 1813; se retire en Hollande en 1814, reprend du service en 1815, se distingue à Waterloo, quitte l'Europe et fonde un établissement agricole au Brésil.

(1) *Christophe* (Nicolas-François, baron), né à Nancy le 23 septembre 1770, † 14 août 1839, sous-lieutenant au 2e hussards le 29 juillet 1792, colonel du 25e régiment de chasseurs le 22 mars 1807, général de brigade le 25 mars 1813, retraité le 24 décembre 1814, baron de l'Empire.

de moi; après avoir employé beaucoup de remèdes, il m'appliqua un vésicatoire à la nuque du col, et j'en éprouvai aussitôt un soulagement merveilleux. Il s'était formé aussi un dépôt très volumineux à ma blessure, et qui sans doute m'aurait bien fait souffrir si j'avais eu ma connaissance; mais je ne le sentis presque pas.

Enfin, au bout de trois semaines, je commençai à entrer en convalescence. J'étais encore si faible que je ne pouvais sortir de mon lit, lorsque je vis entrer dans ma chambre le prince de Salm (1), chef d'escadrons au 8e régiment de lanciers et l'un de mes amis. Il retournait en France, seul, dans un petit traîneau découvert qu'il conduisait lui-même; il avait la figure rouge et saignante par l'effet du froid, et, des pieds à la tête, il était entouré de fourrures et de peaux de mouton; il était épouvantable à voir et me fit vraiment peur.

« Allons, allons, debout! me dit-il en entrant dans ma chambre; il faut partir. — Comment! partir? répondis-je, croyant qu'il plaisantait. Vous voyez bien que je n'ai qu'un souffle de vie, et je ne puis me tenir sur mes jambes. — N'importe, il faut partir, car les Cosaques seront ici avant deux jours. »

Je le crus fou. Depuis Wilna, je n'avais eu aucune nouvelle de l'armée française; j'ignorais donc ses désastres, et je la croyais dans de bons quartiers d'hiver en Lithuanie; je serais resté dans cette croyance jusqu'à l'arrivée des Russes, si le prince de Salm, que mon valet de chambre avait rencontré dans la rue et qu'il avait amené chez moi, ne fût venu me désabuser.

L'explication entre lui et moi fut longue; ma tête était faible, et je me faisais répéter dix fois des événements si désastreux et si éloignés de toute idée raisonnable que, même avec une tête plus forte, j'aurais eu de la peine à les comprendre. Quand je fus bien convaincu, je lui fis part de tous mes embarras.

Je ne pouvais me soutenir. « On vous portera, mais il faut partir. » Il ne me restait personne pour conduire mes che-

(1) *Salm-Salm* (François-Louis, prince de), né à Nancy le 1er août 1774, † décembre 1813, émigré; entré au service de l'Autriche en 1790, chef d'escadrons dans les hussards à la paix de Lunéville; au service de la France, lieutenant dans les gendarmes d'ordonnance le 3 avril 1807, chef d'escadrons au 8e chevau-légers le 10 décembre 1811.

vaux. « Il faut les abandonner et partir. » Mais comment partir? Le domestique que j'avais envoyé à Königsberg y était resté mourant, et je n'avais pas de voiture.

A cela il me répondit qu'il ne pouvait me proposer la sienne, puisqu'il n'avait qu'un mauvais traîneau à une place et découvert, et que, quand même il pourrait m'y emballer, l'état de ma santé ne me permettrait pas de voyager ainsi.

Le froid était alors de 28 à 29 degrés, au thermomètre de Réaumur.

Le prince de Salm me quitta en m'assurant qu'il allait chercher un moyen de me faire transporter, et je restai seul, dans une grande perplexité, ne sachant pas encore si je pourrais partir et même, dans ce dernier cas, si je supporterais une route si longue et sous un tel climat dans l'état où j'étais; d'un autre côté, la perpective de rester au pouvoir des Russes me faisait horreur.

Mon domestique, en rentrant, leva toutes mes irrésolutions. Il venait de causer avec plusieurs des *spectres* revenant de Moscou, et ce qu'il me rapporta de leurs discours me détermina à ne pas courir la chance d'être ramené en Russie. Je me résolus donc à partir à quelque prix que ce fût, et, dans le même instant, le comte d'Affry (1), colonel suisse que je connaissais depuis longtemps, informé par le prince de Salm de mon embarras et de l'état où j'étais, vint m'offrir une place dans sa calèche. Il avait avec lui plusieurs officiers et soldats de son régiment qui se chargeaient de mes chevaux jusqu'à Königsberg. J'acceptai son offre avec reconnaissance et empressement, et il fut décidé que nous partirions le lendemain de grand matin, afin de pouvoir gagner un peu d'avance sur nos malheureux fuyards et sur les Cosaques, qu'on savait n'être pas loin.

Il fallut me porter dans la calèche; on m'avait entouré de fourrures et de couvertures, et l'on mettait sous mes pieds

(1) *Affry* (Charles-Philippe, comte d'), né à Fribourg le 7 avril 1772, † 9 août 1818, cadet aux gardes suisses le 7 avril 1786, licencié le 10 août 1792; au service de l'Autriche de 1792 au 26 septembre 1806; colonel du 4e suisse au service de la France le 26 septembre 1806, maréchal de camp et colonel du 2e régiment de la garde royale le 22 juillet 1816.

une grosse boule remplie d'eau bouillante; arrangé de cette manière, je ne souffris pas du tout du froid; le mouvement de la voiture et le grand air me donnèrent des forces, l'appétit me revint, et je crois que le voyage décida ma convalescence d'une manière plus avantageuse et plus prompte que si je fusse resté dans ma chambre de Gumbinnen.

Avant mon départ de cette dernière ville, j'avais eu soin de remercier mon docteur, et je lui devais bien cette attention, car il venait de me tirer d'un bien mauvais pas. Il m'avait recommandé de rester à Königsberg, si je me trouvais plus mal en y arrivant.

Je fus effrayé pendant la route du spectacle qui s'offrait à mes yeux : une foule innombrable de soldats qui tous avaient l'air de sortir de l'hôpital, noirs de la fumée des bivouacs, décharnés, sans armes, sans sacs, la tête entourée de peaux de mouton et le corps couvert de haillons, en s'appuyant sur un grand bâton, encombraient les routes; quelques-uns, ayant déjà la mort peinte sur la figure, étaient assis sur les côtés du chemin : ils regardaient passer leurs camarades sans rien dire, les yeux fixes et étonnés; ils étaient déjà frappés de cette stupidité morne qui était l'avant-coureur de la mort causée par le froid et la faim; si de temps en temps ils n'avaient pas fait un léger effort pour se relever, effort infructueux, on aurait pu les prendre pour des statues.

Des chevaux décharnés et tombant à chaque moment traînaient encore quelques voitures particulières échappées au désastre général; mais je doute qu'il y en ait beaucoup de celles-là qui aient repassé la Vistule.

Et c'était là cette belle armée française qui, six mois avant, défilait sur les trois ponts du Niémen!

A une journée de Königsberg, je rencontrai ma calèche qu'un brigadier de mon régiment m'amenait; je remerciai aussitôt le comte d'Affry, et, prenant la poste, j'allai coucher le même jour à Königsberg, où mes chevaux me rejoignirent le lendemain; quant à mon fourgon, qui renfermait tous mes effets et beaucoup de provisions, il resta entre Gumbinnen et Königsberg, et je n'en ai plus jamais entendu parler; il aura

sans doute été pillé par nos soldats, qui s'en seront en même temps servis pour voyager plus commodément. Je souhaite que ce secours ait pu leur sauver la vie ou la liberté.

Je m'organisai à Königsberg pour continuer ma route de la manière la plus douce qu'il me serait possible. J'y trouvai le petit dépôt de mon régiment, et je pris avec moi trois chasseurs jeunes et vigoureux pour conduire mes chevaux; mais, dès le premier jour de marche, l'un d'eux eut les mains gelées et resta à Brandenbourg (à six lieues de Königsberg).

Je reprenais tous les jours des forces, et je pus continuer ma route jusqu'à Berlin, marchant toujours par journées d'étapes, mais sans faire aucun séjour. De cette manière, je me détachai promptement de la colonne revenant de Russie. et j'en étais beaucoup mieux dans tous les gîtes militaires.

Je ne m'arrêtai que trois jours à Berlin; j'étais déjà presque entièrement rétabli de ma maladie; ma blessure allait très bien aussi, mais je n'avais point encore retrouvé l'usage du bras.

Il n'était pas difficile, malgré toutes les protestations du cabinet prussien, de reconnaître ses dispositions hostiles à notre égard; l'animosité qu'on témoignait contre les Français dans toutes les classes de la société, les rixes journalières qui avaient lieu entre nos soldats et la populace de Berlin, la gaieté répandue sur tous les visages prussiens depuis la nouvelle de nos désastres, ne me laissèrent pas douter un moment des mauvaises intentions de ce gouvernement à notre égard ; d'ailleurs, nous avions fait tout ce qu'il fallait pour être en exécration dans ce pays; aussi, je me hâtai d'en sortir; je suivis la route militaire jusqu'à Gotha, d'où je me rendis directement à Strasbourg, où était le grand dépôt de mon régiment, en passant par Smalkladen et Wurtzbourg.

J'avais une extrême impatience de rentrer en France; les épreuves terribles par lesquelles je venais de passer me rendaient le repos nécessaire; je me croyais d'ailleurs estropié pour ma vie, je ne pensais qu'à prendre ma retraite et à aller vivre tranquille à la campagne; je faisais pour l'avenir les plus beaux plans de bonheur, mais dans lesquels l'état militaire et l'ambition n'entraient pour rien.

J'étais donc loin de prévoir, en arrivant avec ces idées à Strasbourg le 1er février 1813, que six mois après je me retrouverais encore sur les champs de bataille.

Il y avait un an que j'avais quitté les environs de Cadix et les bords du Guadalquivir pour venir faire la guerre sur les rives de la Dwina et du Dniéper; j'avais parcouru un espace de 1,200 lieues de continent, et partout sur ma route j'avais trouvé les divisions de l'armée française occupant les principaux points militaires, et leurs commandants donnant des lois depuis le détroit de Gibraltar jusque sur le Kuriches Haff; à présent cette même armée, non pas battue, mais anéantie, et qui avait perdu l'existence sans perdre l'honneur, repassait l'Elbe sans cavalerie, sans artillerie, sans armes, et dans le plus affreux dénuement; mais tout à coup, paraissant reprendre une nouvelle vie à mesure qu'elle s'approchait de la terre natale, elle se reporta en avant et courut à de nouveaux triomphes qui, hélas! ne devaient être qu'un nouvel aliment à l'extravagance de son général; en approchant des bords du Rhin, je rencontrais chaque jour de nombreux bataillons qui, par la gaieté et la rapidité de leur marche, semblaient appeler et défier les armées ennemies; j'espérais encore une paix avantageuse pour la France; j'avais oublié que Napoléon était là pour nous commander et nous détruire (1).

(1) *Note de la main du colonel de Saint-Chamans figurant au dossier du 7e régiment de chasseurs.*

État des pertes en officiers subies pendant la campagne de 1812 :
Capitaine Minot, blessé à la bataille de la Bérézina, pris à Wilna;
Buchot, lieutenant, mort des suites de ses blessures;
Caudrillier, lieutenant, prisonnier de guerre;
Chaumont, lieutenant, tué le 24 octobre 1812;
D'Aubusson-Lafeuillade, sous-lieutenant, tué le 3 septembre 1812;
Perret, sous-lieutenant, prisonnier de guerre le 3 septembre 1812;
Picquot, sous-lieutenant; Niclard, sous-lieutenant; Poupart, sous-lieutenant, prisonniers de guerre.

On n'a pas de nouvelles de M. le capitaine Crottel, mais il y a tout lieu de croire qu'il est à Dantzig.

Certifié véritable par le colonel.

Chevalier de Saint-Chamans.

Paris, le 26 février 1813.

1813

Je restai quinze jours à Strasbourg, et j'y achevai ma convalescence. La bonne chère, le bon vin, l'air de France, le plaisir de parler à des Français, la joie de n'être pas resté en Russie, les lettres de ma famille et de mes amis..., que de motifs pour reprendre de la santé! Aussi j'en repris si fort que, quand j'arrivai à Paris, où le ministre m'autorisa à venir soigner ma blessure, on me trouva presque engraissé et vermeil.

Une seule chose m'inquiétait : c'est que je ne retrouvais pas l'usage de mon bras droit; je faisais assez bien les mouvements qui dépendent de la main, mais je ne pouvais lever le bras, ni le porter en arrière; les plus fameux chirurgiens, que je consultai, me conseillèrent d'attendre les chaleurs et de prendre des douches très chaudes sur l'épaule et sur le bras.

Malgré nos affreux désastres et la perte, en une seule campagne de 300,000 hommes, nos compatriotes ou nos alliés, on n'en était pas moins gai à Paris; il y avait même des fêtes à la cour très fréquemment, et notamment un bal masqué où je fus invité, et où l'on ne voyait que des dominos roses.

Je suivis le torrent, et je m'amusai beaucoup; le vin de Bordeaux et les belles Parisiennes me firent oublier la bière et les paysannes de Jurowitschi; je ne pensai plus que je venais de bivouaquer en Russie, et que bientôt j'irais bivouaquer en Allemagne; dans ce temps de ma jeunesse, hier ni demain n'étaient rien pour moi.

Le carême vint cependant, et avec lui les réflexions; je n'en

voulus pas faire de tristes et je le passai, excepté les bals masqués, à peu près comme le carnaval; mais tout le monde n'avait pas l'épaule traversée d'un coup de lance, ni le bras en écharpe, et je vis successivement partir les joyeux camarades de nos orgies, qui allaient gaiement se faire casser la tête en Saxe; je pensai que j'irai probablement les rejoindre bientôt, et je n'en éprouvai pas de peine; on se lasse plus vite des plaisirs de Paris que des fatigues de la guerre.

Le mois de mai arriva, et je commençai à prendre des douches; je fus quelque temps avant d'en sentir le bon effet, mais enfin je m'aperçus que mon bras devenait plus fort et plus maniable; le canon qui annonçait les victoires de Lutzen et de Bautzen ne contribuait pas peu non plus à lui rendre de la force, et je commençais à entrevoir mon prochain départ pour rejoindre mon régiment, qui était déjà réorganisé et nombreux, quand la nouvelle d'un armistice me détermina à consolider davantage ma guérison et à soigner ma blessure, puisqu'il n'y en avait plus, au moins pour le moment, à aller chercher.

Enfin, un ordre, que je reçus du maréchal Berthier, major général de l'armée, de rejoindre en poste mon régiment qui était près de Breslau, en Silésie, me rappela que je n'avais pas de temps à perdre pour faire mes préparatifs, et, le 1er juillet, je me mis en route pour Strasbourg, où je voulais inspecter le dépôt de mon régiment.

La terre qu'habitait mon frère aîné avec sa famille se trouvant sur ma route, je résolus d'aller le voir encore une fois avant de courir les hasards d'une guerre qui devait être terrible; je passai trois jours avec lui, et j'avoue que cette vie douce et tranquille de la campagne me fit quelque impression; je n'avais encore cherché le bonheur et les plaisirs que dans les camps ou dans le tourbillon des grandes villes; les amusements de la vie campagnarde, l'existence calme et heureuse de mon frère, les joies et le tapage de ses enfants..., enfin tout le bonheur de cette vie inagitée me frappa et changea tellement en un instant ma manière de voir, que depuis ce moment j'ai toujours conservé l'idée que, pour être heureux,

il fallait rester chez soi à la campagne, en famille : toute mon ambition se borne là, et je ne serai content que quand je pourrai réaliser ce projet (1).

Le 6 juillet, j'étais à Strasbourg, et peu de jours après à Dresde; j'y reçus l'ordre de me rendre à Freystadt, petite ville de Silésie, dans les environs de laquelle mon régiment était cantonné : je me remis aussitôt en route, et, le 15 juillet, j'avais rejoint mes escadrons.

Le corps de cavalerie dont ils faisaient partie était sous les ordres du général Sébastiani, qui avait été mon premier colonel, et dont j'étais connu avantageusement : il avait là un grand commandement; ce 2e corps de cavalerie était fort de 90 escadrons et de 30 pièces de canon; mon régiment était compris dans la division du général Exelmans, cavalerie légère.

Cette cavalerie était fort belle; mais, comme on l'avait dit autrefois de l'armée du grand Condé, il ne lui manquait que d'être majeure; effectivement, ni les hommes ni les chevaux n'avaient fait la guerre; les premiers avaient vingt ans, les autres quatre (2); tout cela était fort beau et rempli d'ardeur, mais aussi tout cela creva aux premières fatigues.

L'infanterie était presque dans le même cas; beaucoup de bravoure, mais peu de fond; nous avions, avec l'honneur et l'enthousiasme français, emporté d'assaut la victoire à Lutzen et à Bautzen; il aurait fallu en rester là; c'était assez pour conclure une paix glorieuse, et qui aurait encore fait de la France le premier empire du monde; cette paix signée à Breslau, il aurait fallu ramener cette armée de 300,000 conscrits, hommes et chevaux, sur les bords du Rhin, et l'y laisser deux ans dans des camps d'instruction à l'instar de ceux de Boulogne, et nous aurions ensuite donné des lois à l'Europe; il aurait encore fallu pour cela..., oh! il aurait fallu seulement être sages, et nous ne l'étions pas; la folie de l'Empereur avait

(1) C'est ce qui m'est arrivé après la révolution de 1830, et je ne suis pas encore bien sûr d'avoir trouvé ce qu'il me faut. (*Note écrite à Tœplitz le 12 septembre 1835.*)

(2) Nous disions nous-mêmes que c'étaient des poulets sur des poulains.

tourné toutes les têtes françaises; quand Auguste buvait, la Pologne était ivre.

Les grandes dames de la cour de France à cette époque, à commencer par Marie-Louise d'Autriche, qui écrivit une lettre fort impertinente à son auguste père, ne manquaient pas de souffler le feu; l'une voulait que son mari, qui n'était encore que duc, devînt prince; celle-ci craignait que la dotation que son mari avait dans la Poméranie ou en Pologne ne fût perdue; celle-là que son mari, si on faisait la paix, ne revînt demeurer auprès d'elle; enfin, l'ambition, la cupidité, l'amour (en voilà bien assez!) conspiraient contre la paix; aussi ne se fit-elle point.

Après avoir raisonné aussi sensément que je viens de le faire, oserai-je dire que je n'en fus pas fâché? Mais ma campagne de Russie ne m'avait valu que le titre de baron (1), dont je me souciais fort peu; je n'étais pas encore officier général, et je voulais l'être; j'appris donc avec plaisir la rupture de l'armistice et la reprise des hostilités.

Cette campagne ne nous fut pas heureuse; quant à moi, j'y fus toujours battu, quoique mon régiment se conduisît avec beaucoup de bravoure, ce qui me consolait un peu. L'Empereur gagna une fort belle bataille sur les Autrichiens, près de Dresde; mais le même jour, le maréchal Macdonald, de l'armée duquel mon régiment faisait partie, se fit battre à plate couture sur les bords de la Salzbach, et perdait dans sa retraite 40,000 hommes et 120 pièces de canon. Oudinot et Ney, en marchant sur Berlin, se firent tailler en pièces, et Vandamme, qui alla donner tête baissée à Kulm, dans un entonnoir d'où il ne put pas sortir, se fit prendre avec tout son corps d'armée.

Tous ces revers à la fois, et l'incertitude où était l'Empereur des dispositions de la Bavière, le déterminèrent à rassembler son armée sur l'Elbe; nous commençâmes à jouer aux barres avec les Russes et les Prussiens; nous les poussions jusqu'à Bautzen, et ils nous ramenaient sur Dresde; dans toutes ces allées et venues, où la cavalerie légère jouait toujours un

(1) Baron de l'Empire le 11 septembre 1813.

grand rôle, soit à l'avant, soit à l'arrière-garde, j'attrapai une balle dans le ventre, sans en éprouver grand mal; voici comment la chose se passa :

Le 5 septembre, nous poussions la cavalerie ennemie; mon régiment était d'avant-garde et je marchais avec mes tirailleurs pour juger d'avance mon terrain, et voir s'il n'y avait pas moyen de pousser une charge avantageuse sur l'ennemi, qui se retirait. Au sortir du défilé de Reichenbach, j'aperçus un régiment de hussards qui nous prêtait le flanc. « Voici les Prussiens, dis-je à Dubois (1), mon adjudant-major, qui était à côté de moi. — Vous vous trompez, mon colonel, me répondit-il; c'est un régiment français qui aura passé sur un autre point, et qui vient se lier avec nous. »

Je lui soutins que c'étaient des hussards prussiens; il m'assura le contraire, et tout en discutant, nous approchions d'eux; nous n'en étions plus qu'à 60 ou 80 pas, et nous ne nous accordions pas davantage, quand une douzaine d'entre eux se détachèrent et s'avancèrent vers nous; ils nous mirent en joue à moins de quarante pas.

« Vous voyez bien, dis-je à Dubois, que ce sont les Prussiens »; et je tournai bride; et il leur criait dans sa bonne foi : « Ne tirez pas, nous sommes Français », lorsqu'ils nous lâchèrent leurs coups de carabine; une balle traversa mon colback, une autre vint me frapper au bas-ventre, en plein sur le tranchant de ma montre; je sentis un coup violent qui me renversa presque sur la croupe de mon cheval, et je dis à l'adjudant-major : « Allons-nous-en, car je suis bien blessé. »

Nos tirailleurs s'avançaient en foule, et ces hussards se retirèrent. Lawœstine (2), aide de camp du général Sébastiani, arrivait dans ce moment; il mit pied à terre en me

(1) *Dubois* (Hippolyte), né à Paris en 1778, † 1813, volontaire dans la compagnie de l'Eure le 2 floréal an II, sous-lieutenant au 7e chasseurs le 6 mai 1811, lieutenant-adjudant-major le 8 juillet 1813, tué devant Leipzig.

(2) *Lawœstine* (Anatole-Charles-Alexis Becelair, marquis de), né à Paris le 14 décembre 1786, † 24 avril 1870, élève à l'école de Fontainebleau le 23 décembre 1804, sous-lieutenant au 9e dragons le 19 avril 1806, colonel du 3e chasseurs en 1814, au licenciement de 1815 donne sa démission et se retire en Belgique, rentre en France en 1829, est nommé colonel du 6e hussards le 12 août 1830, maréchal de camp le 2 avril 1831, lieutenant

voyant pâle et souffrant; on me descendit de cheval, et les trous faits par la balle à mon pantalon alarmèrent beaucoup, car la place était mauvaise; il n'y avait cependant qu'une forte contusion sanguinolente (les docteurs disent, je crois, une ecchymose). La balle s'était coupée sur ma montre, qui était à double boîte et très forte; et une moitié seulement m'avait écorché la peau du ventre; j'eus des vomissements violents, et cependant je remontai à cheval et commandai mon régiment tout le reste de cette journée, où il y eut encore bien des coups de sabre donnés; j'aurais mieux aimé rester tranquille, mais la nouvelle de ma blessure avait jeté de l'émoi dans le régiment, et si mes chasseurs ne m'avaient pas revu, ils m'auraient cru mort et auraient peut-être moins bien fait leur devoir.

Je souffris de cette blessure pendant une quinzaine de jours, mais cependant sans quitter mon commandement; ma conduite dans cette occasion fut très approuvée, et j'en reçus des compliments flatteurs.

L'Empereur avec l'armée était rentré à Dresde, mais il avait laissé notre pauvre division de cavalerie sur la rive droite de l'Elbe, afin de pouvoir dire à la France qu'il n'avait pas repassé ce fleuve; nous y perdîmes, par le manque d'approvisionnements de toute espèce, la moitié de nos chevaux et beaucoup d'hommes; le mécontentement était grand. Il sentit qu'il fallait nous remonter un peu la tête afin de nous porter à nous faire tuer ou à mourir de faim avec plus de plaisir, ou du moins avec plus de résignation, et il vint les mains et les poches pleines de récompenses, et le miel sur les lèvres, nous passer en revue le 28 septembre.

Sa position était si mauvaise qu'il le sentait lui-même; aussi ne nous fit-il que des compliments; je le reçus à la tête de mon régiment : j'avais encore près de 300 chevaux; j'en avais 600 en entrant en campagne, cinq semaines avant : les généraux Sébastiani et Exelmans lui firent un grand

général le 21 avril 1841, commandant supérieur des gardes nationales de la Seine au coup d'État, sénateur le 26 janvier 1852, gouverneur des Invalides le 22 octobre 1863.

éloge de moi; ils en dirent vraiment plus que je ne méritais.

L'Empereur nomma à tous les emplois vacants dans nos corps, et il y en avait beaucoup : après lui avoir présenté les officiers que je proposais pour le grade de colonel, de chef d'escadrons, de capitaine, de lieutenant, je lui présentai quelques jeunes gens pour en faire des sous-lieutenants : « Ce n'est pas cela que je veux, me dit-il avec quelque vivacité; c'est trop jeune : donnez-moi de nos bons terroristes (1).

Je ne comprenais pas, et j'ouvrais de grands yeux.

« Oui, ajouta-t-il, de nos braves de 93. »

Je fis alors avancer quelques vieux maréchaux des logis, aussi bêtes et incapables qu'ils étaient anciens; il en fut charmé, et les agréa aussitôt sans même les questionner; je pense qu'il avait peur qu'ils ne répondissent quelque sottise qui aurait fait tout de suite la critique de son choix.

Quand je me suis rappelé dans la suite ces paroles de l'Empereur : « Donnez-moi de nos bons terroristes de 93 », je me suis toujours persuadé qu'il avait déjà l'arrière-pensée de se jeter, au moment où il chancellerait sur son trône, dans les bras du parti révolutionnaire en France, ce qu'il n'a pas manqué de faire à son retour de l'île d'Elbe en 1815.

Après avoir terminé toutes ces promotions, il me quitta en m'annonçant qu'il accordait dix décorations de la Légion d'honneur à mon régiment, et que je pouvais dresser la liste de ceux que je désignerais pour les avoir : je remerciai, et il passa à un autre régiment (2).

(1) Promotions accordées au 7e régiment de chasseurs à la suite de la revue passée par l'Empereur le 28 septembre 1813 :

Sourd, chef d'escadrons, nommé colonel du 20e chasseurs;

Dausse, capitaine, nommé chef d'escadrons; Larderet, capitaine, nommé chef d'escadrons;

Geelhart, lieutenant, nommé capitaine; Pouffon lieutenant, nommé capitaine; Saleta, lieutenant, nommé capitaine;

Carrère, sous-lieutenant, nommé lieutenant; Goholin, sous-lieutenant, nommé lieutenant; Gendron, sous-lieutenant, nommé lieutenant; Vieillageux, sous-lieutenant, nommé lieutenant;

Lasnier, Ancé, Bussy, Vanldemer, Durud, maréchaux des logis, nommés sous-lieutenants. (Archives de la guerre.)

(2) Croix accordées au 7e régiment de chasseurs à la suite de la revue du 28 septembre 1813 :

Lamarle, adjudant-major; Denoix, chirurgien-major; Vieillageux, lieu-

A peine m'eut-il quitté que je m'aperçus qu'il ne m'avait rien donné, à moi chef de corps, et qui croyais mériter plus que personne, surtout après ma blessure du 5 septembre, je courus en faire des représentations au général Sébastiani qui s'écria avec surprise que j'avais bien raison, et qu'il avait toujours eu le projet de demander pour moi la croix de commandant de la Légion d'honneur, mais qu'au milieu de tous nos colloques il l'avait oublié; il s'approcha aussitôt de l'Empereur et lui dit quelques mots à voix basse; celui-ci fit un signe de consentement, et le général Sébastiani revint joyeux m'annoncer que j'étais commandant de la Légion d'honneur.

Mais il vaut mieux avoir affaire à Dieu qu'à ses saints; le général Corbineau, qui était aide de camp de service auprès de Napoléon ce jour-là, et qui tenait la plume pour inscrire les récompenses que son maître accordait, prétendit qu'il n'avait pas entendu l'Empereur m'accorder cette grâce (1); il se refusa donc à m'inscrire sur son livret, quoique les généraux Sébastiani et Exelmans l'en pressassent vivement; et je me trouvai aussi peu avancé après cette revue que je l'étais avant.

Tout le monde rentra content au camp, excepté moi et nos chevaux, qui avaient le ventre vide, et auxquels les nouvelles épaulettes de leurs maîtres ne donnaient ni cœur ni jambes.

Je boudai pendant quelques jours; mais ce n'était pas le moment de se retirer, et je pris mon parti de me battre de mon mieux, tout comme si j'avais été payé pour cela.

Peu de jours après, on nous fit enfin repasser l'Elbe; l'ennemi ne nous avait pas même fait l'honneur de nous attaquer dans la position hasardée où nous étions, car il savait bien que la faim s'était chargée de nous détruire sans qu'il s'en mêlât; on nous donna quelques jours de cantonnements sur la rive gauche de l'Elbe dans des villages qui n'étaient pas

tenant; Grandin, capitaine; Dubois, adjudant-major; Saint-Chamans, lieutenant. (Archives de la guerre.)

(1) Ce général me voulait beaucoup de mal, parce que je lui avais souvent témoigné en Russie le peu de cas que je faisais de lui et qu'il méritait bien qu'on en fît, car ce n'était rien de bon sous aucun rapport; son frère, tué à la bataille d'Eylau, valait beaucoup mieux.

encore entièrement ruinés, et je crois que nos chevaux furent aussi surpris et charmés de revoir de l'avoine que moi de trouver la nappe mise.

Nous restâmes quelques jours à nous remplir dans ce bon village, et ensuite notre corps de cavalerie alla passer l'Elbe à Wittenberg, faisant mine de marcher sur Berlin, puis tout à coup on nous rappela ; nous repassâmes à Wittenberg pour courir à Leipzig, où nous arrivâmes le 15 octobre au soir. Tout annonçait que la grande question allait se décider et que le choc serait terrible. Le 16, de grand matin, notre division se mit en marche pour aller relever quelques escadrons de cavalerie de la garde qui se trouvaient détachés de grand'-garde ; mon régiment faisait l'avant-garde, ce qui lui arrivait très souvent ; nous prîmes le poste qu'occupaient les chasseurs de la garde, et je me trouvai vis-à-vis d'un régiment de hussards autrichiens dont nous étions séparés par un petit ruisseau sur lequel il y avait un pont assez étroit qu'ils n'avaient pas l'air de se soucier de passer ; je n'en avais pas non plus grande envie ; nous nous établîmes donc les uns et les autres au bivouac, fort tranquillement, en attendant l'ordre de nous couper la gorge.

Un général de cavalerie (1) de mes amis, qui était établi avec sa brigade dans un petit village fort près de notre camp, vint m'avertir qu'il avait un pâté et quelques bouteilles de vin blanc et me proposer d'en prendre ma part... Un pâté ! il y avait trois mois que je n'en avais vu l'ombre d'un seul ; il était huit heures du matin, je crevais de faim, et nous courûmes environ une douzaine d'affamés sur le pâté ; mais il était à peine entamé qu'une terrible canonnade nous força de remonter précipitamment à cheval, et il fallut aller se battre à jeun, chose la plus fâcheuse du monde, et qui n'a lieu que trop souvent dans l'armée française.

J'arrivai à temps pour faire monter mon régiment à cheval, les hussards autrichiens en avaient fait autant ; une terrible canonnade s'engageait sur notre droite, ce qui ne nous

(1) Général Boyer.

regardait pas, mais pour tuer le temps, nous nous amusâmes à tirailler; nous n'étions pas en force sur ce point du champ de bataille; les Autrichiens s'en aperçurent, et ils firent venir un bataillon dont le feu nous gênait beaucoup, et une batterie d'artillerie qui nous incommodait encore davantage, car elle nous tirait si fort à son aise que pas un coup ne manquait son homme; je perdais beaucoup de monde sans pouvoir me défendre, et j'avoue que cela me faisait de la peine; ce feu devint si vif, et mes rangs s'éclaircirent tellement que le désordre commença à s'y mettre; les chevaux abattus et qui gigotaient encore faisaient reculer les autres, et plusieurs hommes mettaient pied à terre pour emporter leurs camarades blessés; la contenance du régiment était encore fort bonne, mais il fallait encourager mes chasseurs pour que cela continuât, et je commençais à leur dire quelques bonnes paroles militaires en allant de la droite à la gauche, quand tout à coup je fus enlevé de dessus mon cheval et jeté à terre sans aucune connaissance (1).

C'était un boulet qui, ayant passé assez près de moi pour effleurer le cuir de ma giberne, à hauteur des épaules, m'avait renversé et causé une terrible commotion (particulièremen dans la poitrine) dont je me suis ressenti longtemps, et dont je me ressens encore quelquefois.

(1) *État des pertes subies par le 7e régiment de chasseurs pendant la bataille de Leipzig.*

MM. Dubois, adjudant-major, tué.
Grandin, capitaine, tué.
Duboismandé, lieutenant, tué.
Bontin, sous-lieutenant, tué.
Vangrasweld, sous-lieutenant, tué.
Castel, capitaine, mort des suites de ses blessures.
Saint-Chamans, colonel, blessé et prisonnier de guerre.
Vieillageux, lieutenant, blessé.
Larderet, chef d'escadrons, blessé.
Denoix, chirurgien aide-major, prisonnier de guerre.
Vénière, capitaine, prisonnier de guerre.
Saint-Chamans, lieutenant, prisonnier de guerre.
Mespliés, lieutenant, prisonnier de guerre.
Chavaudon, lieutenant, prisonnier de guerre.
Michonnet, sous-lieutenant, prisonnier de guerre.
Boussi, sous-lieutenant, prisonnier de guerre.

(Archives de la guerre.)

Quand je revins à moi, on m'emportait dans un manteau et j'entrais dans le village où, deux heures avant, nous devions manger le pâté; je sentais ma bouche se remplir abondamment, je crachai dans ma main, et je vis avec effroi que c'était du sang; je ne doutais plus que je ne fusse perdu; d'ailleurs, j'éprouvais d'affreuses douleurs, et je me persuadai fermement que j'avais les reins cassés.

J'avais avec moi mon chirurgien, il en appela un autre fort instruit (je crois du 23e ou du 24e de chasseurs); malgré leur air d'assurance, ils me paraissaient assez inquiets; enfin, après m'avoir déshabillé et tâté tout le corps, ils décidèrent que c'était une forte contusion et commotion, et qu'il fallait me saigner, ce qu'ils firent aussitôt et fort abondamment; mais je ne me sentis pas soulagé, et je persistais à croire que j'avais peu de moments à vivre.

Le village où l'on m'avait déposé pouvait à chaque instant être emporté par l'ennemi, car la fusillade était très vive et notre armée ne gagnait pas de terrain; on résolut de me porter à Leipzig; nous en étions à deux lieues; on mit de la paille sur une civière à fumier, on me campa là-dessus non sans me faire jeter les hauts cris, car pour peu qu'on me touchât le haut du corps, j'éprouvais des douleurs atroces depuis la nuque du cou jusqu'au bas des reins.

On me portait avec beaucoup de peine, et nous avancions lentement; en entrant dans un grand village, à une lieue de Leipzig, nous vîmes revenir beaucoup de blessés qui nous apprirent que les Cosaques interceptaient la route de Leipzig, et l'on me déposa dans une maison inhabitée; il me prit un moment après des vomissements violents presque tout composés de sang noir et en caillots; j'éprouvais des douleurs si vives que je suppliais ceux qui m'avaient porté de m'achever en leur disant que c'était un service à me rendre; heureusement, aucun d'eux n'en voulut rien faire, car quoique j'aie bien souffert depuis, je trouve que la vie est encore une bonne chose (1).

(1) Il fallait que je fusse bien *high-spirited* au moment où je dictais cette dernière phrase, mais je chante rarement sur ce ton-là.

Enfin, vers le soir, on apprit que la route était libre pour entrer à Leipzig; l'armée ennemie ayant perdu du terrain dans la journée, ses partis de cavalerie s'étaient aussi retirés; on me transporta donc dans cette ville, où j'arrivai vers huit ou neuf heures; mon logement y avait été fait d'avance, et l'on me coucha aussitôt que j'y fus arrivé, non sans me faire souffrir de si grandes douleurs que je me confirmai dans l'idée que j'avais les reins ou l'épine vertébrale fracassés. J'avais d'ailleurs vu à la bataille d'Ocaña, en Espagne, un colonel de mes amis recevoir une contusion à peu près semblable dont il était mort trois jours après dans des douleurs atroces.

Je ne dormis pas de la nuit; j'avais une forte fièvre, et je souffrais à crier; le danger de ma position, d'ailleurs, troublait ma pauvre tête déjà affaiblie par la diète et le sang que j'avais perdu (car on m'avait encore saigné deux fois le soir); hors d'état d'être transporté, que deviendrais-je si l'armée française était forcée de se retirer!

Le 17 et le 18 se passèrent dans de pareilles angoisses; mes souffrances physiques ne diminuaient pas non plus, et chaque pansement, qui consistait à me bassiner et frotter le dos avec de l'eau-de-vie camphrée, me faisait jeter les hauts cris, quoiqu'on s'y prît avec les plus grandes précautions pour me soulever de dessus mon oreiller.

Enfin, le 19 au point du jour, nous apprîmes que l'armée française se retirait; je reçus en même temps des nouvelles de mon régiment : il était anéanti; il n'en restait pas 100 hommes, et de 22 officiers présents le 16 au matin, 13 étaient tués ou blessés.

Le maréchal Augereau vint un moment après pour faire créneler la maison où j'étais et y poster quelques compagnies de grenadiers; il n'était donc pas possible que j'y restasse, et il me fit transporter dans mon lit, par quatre grenadiers, à l'hôtel de Bavière (dans Peterstrasse), où je pris la chambre qu'occupait le maréchal Ney, qui venait d'en partir; je crachais encore le sang à tout moment, malgré trois fortes saignées.

Ma tête était si faible, et tous ces événements arrivés coup sur coup me bouleversaient tellement, que j'étais dans une espèce de stupeur; mon cousin, le comte Louis de Saint-Chamans (1), qui était lieutenant dans mon régiment, ne m'avait pas quitté depuis ma blessure, et resta encore avec moi; le docteur Denoix (2), mon chirurgien, ne m'abandonna pas non plus, et ils gardèrent aussi mon valet de chambre.

Il était aisé de prévoir que nous allions être faits prisonniers; mes compagnons d'infortune s'occupèrent donc à cacher soigneusement tout l'or que nous avions, et qui se montait à une centaine de louis environ, et ils laissèrent en vue un sac d'argent où il pouvait y avoir 2 ou 300 francs pour satisfaire l'avidité des soldats et nous sauver des perquisitions qu'ils auraient faites sans cela.

Leurs arrangements ainsi pris, ils attendirent l'événement; quant à moi, j'étais presque insensible à tout, et une seule chose m'inquiétait, c'est qu'on ne me jetât à bas de mon lit pour voir s'il n'y avait rien de caché dans mes matelas; les douleurs que j'éprouvais quand on me remuait un peu étaient si vives, qu'il me semblait que le plus grand malheur que j'eusse à craindre était qu'on ne me touchât brutalement.

Quelques coups de fusil tirés dans les rues, et presque sous ma fenêtre, les cris de la populace, les hourras des Russes nous apprirent que l'ennemi était maître de la ville; un instant avant, nous avions entendu dans la cour de notre auberge un grand bruit, et le docteur Denoix y ayant couru, avait en quelque sorte sauvé la vie à notre hôte, qu'un officier d'infanterie français voulait tuer parce qu'il lui refusait du pain; ce malheureux aubergiste avait déjà reçu un coup d'épée dans la gorge, dont sa cravate l'avait préservé, lorsque le docteur, qui était très fort, était arrivé assez à propos pour

(1) *Saint-Chamans* (Louis-Gaëtan-Marie), né à Loches le 13 mars 1792, élève de Saint-Germain le 15 novembre 1809, sous-lieutenant au 7e chasseurs le 24 avril 1812, lieutenant au régiment des chasseurs du Roi le 1er mai 1814, capitaine adjudant-major au régiment des dragons de la garde royale le 1er janvier 1816.

(2) *Denoix* (Guillaume), né à Beleymas (Dordogne) le 20 juin 1783; chirurgien sous-aide 12 septembre 1805; chirurgien-major 1er septembre 1816; admis au traitement de réforme le 3 février 1823.

mettre le holà et faire sortir cet officier; nous espérions, d'après cela, être mieux traités; mais, notre erreur était grande : la nation française était dans une exécration telle en Allemagne, que faire du mal à des Français paraissait une œuvre méritoire à ces *bons* Saxons.

Le garçon d'auberge conduisit soigneusement jusqu'à la porte de notre chambre une escouade de grenadiers prussiens; ceux-ci y entrèrent, la baïonnette en avant, comme s'il s'était agi de donner l'assaut, et l'un d'eux, qui paraissait leur chef, demanda en entrant (en allemand) :

— Y a-t-il des Francais ici?

Le docteur s'avançant vers lui :

— Nous sommes tous Français.

Le grenadier (en mauvais français) :

— L'argent?

Le docteur lui donna le sac que nous lui avions destiné; il le regarda intérieurement avec attention et parut s'en contenter; il le mit dans sa poche, et dit en français :

— La montre!

Le docteur lui donna la sienne, qu'il n'avait pas songé à cacher; mon cousin fit signe qu'il n'en avait pas; quant à mon valet de chambre, grand flandrin de dix-neuf ans, il tremblait si fort qu'il n'eut pas le courage de leur présenter une mauvaise patraque en argent qu'il avait dans son gousset, quoiqu'il en eût bonne envie; ils ne le fouillèrent pas, et elle lui resta.

Ils parurent satisfaits du petit butin qu'ils avaient fait sur nous et se retirèrent sans toucher à nos portemanteaux, où étaient notre linge et quelques menus effets; ils ne s'emparèrent pas non plus de nos armes.

Nous imaginâmes bien que nous n'en serions pas quittes pour cette visite, et mon cousin, qui avait été aux informations, mais seulement dans notre corridor, ayant appris que plusieurs généraux russes, dont un général en chef, venaient d'arriver dans cet hôtel pour y loger, le docteur alla leur demander une sauvegarde pour moi.

— Soyez tranquille, dit ce général, il ne lui arrivera rien;

j'ai donné les ordres les plus sévères sous ce rapport; les prisonniers seront bien traités.

— Mais, répondit le docteur, on vient de nous dépouiller.

— C'est impossible, répliqua le général, car nous avons prononcé peine de mort contre ce délit; ainsi, soyez tranquille.

— Mais, dit le docteur...

On le mit à la porte en lui recommandant d'être tranquille.

Nous fûmes effectivement assez tranquilles jusqu'à dix heures du soir; mes trois compagnons d'infortune venaient de se mettre sur leurs matelas, quand on frappa rudement à notre porte; il fallut ouvrir; c'était un officier de Cosaques, complètement soûl, qui entra en trébuchant dans notre petite chambre, et il s'établit le dialogue suivant entre lui et le docteur; ils parlaient fort mal allemand tous les deux, et j'en savais assez pour les entendre; l'officier cosaque disait quelques mots en français; je traduirai la conversation pour mes lecteurs.

Le Cosaque. — Donnez-moi de l'argent; je veux de l'argent.

Le Docteur. — Nous n'avons plus rien; les Prussiens nous ont tout pris ce matin.

Le Cosaque. — Les Prussiens! oh, les voleurs! donnez-moi vos montres; je veux vos montres.

Le Docteur. — Les Prussiens nous les ont prises ce matin; ils ne nous ont rien laissé.

Le Cosaque. — Les Prussiens!... Ces brigands... vous n'avez donc rien pour nous?

Le Docteur. — Hélas! non, et voilà dans ce lit mon colonel blessé qui est bien mal, et qui se trouve privé de tout.

Le Cosaque. — Ces gueux, ces voleurs de Prussiens!... mais vous avez cependant encore quelque chose pour moi.

Le Docteur. — Voyez, regardez vous-même dans la chambre; nous n'avons plus que nos habits.

Le Cosaque. — Voleurs de Prussiens!... mais voici de l'or! (*Montrant la dragonne de mon sabre.*)

Le Docteur. — C'est le sabre du colonel.

Le Cosaque. — Le colonel est prisonnier... il n'a plus

besoin de sabre... (*Regardant la dragonne* :) C'est un bon sabre... j'en ai besoin... je prends ce sabre pour moi... Vous n'avez donc rien autre chose?

Le Docteur? — Rien du tout.

Le Cosaque (*ouvrant la porte et sortant*). — Oh, les voleurs de Prussiens! les voleurs! je les retrouverai, ils me le payeront.

Le reste de la nuit se passa tranquillement; le lendemain, nous pensâmes que pour nous débarrasser de pareilles visites, et en même temps pour éclaircir notre avenir, qui n'était pas couleur de rose, il fallait nous mettre sous la protection de quelqu'une des grandes puissances; je sus, par des généraux autrichiens logés dans la chambre à côté de la mienne, que M. de Metternich était à Leipzig; je l'avais rencontré quelquefois dans le monde à Paris, et il était possible qu'il se rappelât mon nom; je lui écrivis donc pour le prier de nous réclamer comme prisonniers de l'empereur d'Autriche, et de nous faire conduire en Hongrie, ou en Moravie, aussitôt que ma blessure me permettrait de voyager; les généraux, mes voisins de chambre, s'étaient chargés de lui faire remettre ma lettre; je ne sais s'ils le firent, mais je n'y ai jamais reçu de réponse.

Le docteur m'apprit, quelques jours après, que le prince royal de Suède (Bernadotte) était à Leipzig, et qu'il accueillait bien les prisonniers français; je me rappelai que le comte de Noailles (1) (Alexis), que j'avais connu autrefois à Paris et dont la famille était alliée de la mienne, servait auprès de lui comme aide de camp; je m'accrochai aussitôt à lui avec confiance; je me sentais fort d'espérance en parlant à des Fran-

(1) *Noailles* (Alexis-Louis-Joseph, comte), né à Paris le 1er juin 1783, † le 14 mai 1835, arrêté en 1809 pour avoir répandu la bulle d'excommunication de Pie VII contre les auteurs de l'usurpation des États romains, refusa la liberté que Fouché lui offrait à la condition de servir dans l'armée et d'accepter les fonctions d'aide de camp de l'Empereur; connut le général Malet, qui porta son nom sur la liste des membres du gouvernement provisoire. Mis en liberté en 1810, exilé en Suisse d'où il fut expulsé, il se réfugia à la cour de Vienne, puis de Suède; aide de camp de Bernadotte en 1813, aide de camp du duc de Berry, ministre d'Etat, colonel d'état-major, aide de camp de Charles X.

çais de la malheureuse position d'un colonel français; je m'imaginais qu'ils feraient tout pour m'en tirer; je ne me trompais pas.

J'écrivis donc à M. de Noailles; il accourut aussitôt auprès de moi; nous causâmes longtemps; je le trouvai tel que je le désirais; j'en revins encore à mon opinion de m'adresser aux Autrichiens; je m'imaginais que, par égards pour Marie-Louise, ils nous feraient bonne réception; d'ailleurs, de quel autre côté me serais-je tourné? Je connaissais trop bien les Prussiens pour vouloir être prisonnier chez eux, et l'idée de la Russie me glaçait.

M. de Noailles se chargea de parler à M. de Metternich, et il le fit avec toute la chaleur de son bon cœur, mais il n'obtint rien; le temps se passait, le prince royal de Suède pouvait quitter Leipzig d'un moment à l'autre, il fallait donc prendre un parti, et le prendre vite; M. de Noailles me proposa de faire partie d'un convoi de prisonniers français, tous officiers, que le prince envoyait en Suède, et, de guerre lasse, j'y consentis, quoique j'éprouvasse de la répugnance à aller dans ce pays-là; c'était cependant ce que je pouvais faire de mieux; mais dans l'état de faiblesse physique où je me trouvais, le climat de la Suède m'effrayait; d'ailleurs ce convoi devait partir très prochainement, et je ne pouvais encore sortir de mon lit qu'avec peine.

Quatre généraux français, prisonniers comme moi, furent chargés de l'organisation de ce convoi, dont on pressait le départ; ils avaient en conséquence l'insigne faveur de voir quelquefois le prince Repnin, gouverneur de Leipzig, afin de convenir de tout avec lui; on me persuada que si je remettais moi-même à ce prince une lettre de recommandation que M. de Noailles m'avait donnée au nom du prince royal de Suède, je serais peut-être mieux traité, et malgré mes douleurs, qui étaient encore très vives, et l'état de faiblesse où j'étais, je me traînai à l'hôtel du gouverneur; mais après être parvenu avec beaucoup de peines et d'intrigues jusque dans dans son antichambre, je trouvai là une sentinelle russe qui n'entendait ni allemand ni français, et qui repoussait rude-

ment tous les malheureux qui voulaient approcher de la porte du salon; j'espérais qu'avec mes épaulettes de colonel et ma lettre de recommandation je serais mieux traité, et je mettais déjà la main sur la clef de ce salon qui, à tous les pauvres prisonniers, paraissait être le paradis; mais mon obstination me valut un bon de coup de crosse dans le ventre, et je me hâtai de lâcher prise afin d'en éviter un second, qui était déjà en l'air.

Cette sortie me fit du mal, et je renonçai à obtenir plus que les autres; le vieux général Valory (1), doyen des généraux prisonniers, me porta sur la liste des officiers qui devaient être conduits en Suède, avec mon cousin, mon docteur et mon valet de chambre, et nous partîmes pour Stralsund une vingtaine de jours après la bataille de Leipzig.

Notre convoi se composait d'environ 40 officiers; il y avait trois voitures pour les généraux et les colonels, le reste marchait à pied.

Nous restâmes plus de quinze jours avant d'arriver à Stralsund; je fus bien malade en route; ma blessure me faisait souffrir intérieurement, et j'éprouvais des douleurs de poitrine insupportables.

Nous étions reçus dans les villes où nous passions avec moins d'insolence que je ne l'aurais cru; les Allemands sont bons, excepté les Prussiens, et ils eurent quelques égards pour notre malheureuse position; nous n'étions plus à craindre, et c'était le cas de dire : Morte la bête, mort le venin.

Pendant la route, nous ne recevions aucune paye; les habitants qui étaient chargés de nous loger, l'étaient aussi de nous nourrir: nous étions presque toujours dans de mauvaises auberges ou chez de pauvres gens; aussi, pendant le premier mois de captivité, je vécus de pruneaux et de veau rôti;

(1) *Valory* (Louis-Guy-Henri, baron de), né à Toul le 20 mars 1757, † 8 avril 1817, sous-lieutenant au 38e d'infanterie ci-devant Turenne le 29 septembre 1775, démissionnaire en 1777, adjudant général, chef de bataillon, il organisa la garde nationale de la Meurthe en 1792; chef de la 12e demi-brigade le 15 fructidor an IV, général de brigade le 11 fructidor an XI, retraité le 4 septembre 1815.

encore faisions-nous souvent notre premier repas de la journée à huit heures du soir, et nous mangions en route quelques croûtes, reste du souper de la veille. Il y avait dans notre convoi des colonels et autres officiers qui, ayant été dépouillés de tout au moment où ils avaient été pris, se trouvaient sans aucune espèce de ressources et seraient morts de faim, si ceux d'entre nous qui avaient sauvé quelques louis de la bagarre n'avaient pas pris soin d'eux; je m'étais chargé d'un colonel nommé Fortier (1), et je lui ai rendu bien des petits services qui, dans la circonstance où nous étions, devenaient bien essentiels; il ne m'en a jamais remercié, ni remboursé; il a sans doute trouvé que ma conduite était toute naturelle, et, au fait, il avait raison.

A notre arrivée à Stralsund, on nous envoya dans une petite ville voisine, où nous étions fort bien; les habitants, la plupart commerçants, étaient les meilleures gens du monde, et nous y fûmes bien logés et bien traités; mais nous n'y restâmes que quelques jours, et de là on nous envoya à Rostock, où nous recevions un demi-thaler (2) par jour pour toutes nos dépenses : ceux qui n'avaient que cela vécurent misérablement; mon cousin, le docteur et moi, nous nous mîmes en pension dans une bonne auberge sur la place, avec les autres prisonniers qui possédaient quelque argent, et nous y vivions assez bien.

Nous restâmes là près de trois semaines pendant lesquelles ma santé parut se rétablir un peu; on oublia ses chagrins, et nous pensions à nous amuser; il n'y avait alors aucune garnison à Rostock, et avec nos uniformes, quoique sans armes, nous avions encore l'air d'être les maîtres; nous allions au spectacle et nous y faisions du train; nous imposions silence à l'orchestre, ou aux acteurs, ou même au parterre s'il se fâchait, et personne ne nous tenait tête; je rêvais quelquefois que nous étions encore les maîtres de l'Allemagne, et que

(1) *Fortier* (Ferjus), né à Losne (Côte-d'Or) le 25 novembre 1768, canonnier à la 1re compagnie d'artillerie de Paris le 1er septembre 1792, lieutenant le 20 janvier 1794, chef de bataillon à la 89e demi-brigade le 1er novembre 1807, colonel du 37e de ligne le 15 novembre 1812.

(2) Environ 1 fr. 90 de notre monnaie.

j'étais en garnison avec mon régiment à Rostock; mais le réveil était rude quand il nous fallait aller toucher notre demi-thaler chez le commandant suédois.

Je ne voyais pas de raison pour que tout cela finît, et je commençais à m'ennuyer de cette position; mes finances, d'ailleurs, touchaient à leur fin; j'avais bien écrit partout, même en Amérique, pour avoir de l'argent; mais les lettres voyageaient d'une manière si lente et si incertaine que je désespérais de jamais recevoir de réponse, quand nous apprîmes tout à coup que le prince royal de Suède venait de donner l'ordre que nous fussions reconduits en France, sur parole de ne plus servir, de toute la guerre, contre la Suède ni ses alliés, jusqu'à parfait échange.

Je n'essayerai pas de peindre notre joie; elle tenait de la folie; nous calculions déjà le jour de notre rentrée en France, celui où chacun de nous reverrait sa famille et ses amis; nous ne prévoyions aucun obstacle, et nous signâmes gaiement le cartel qui nous fût représenté par ordre du prince royal de de Suède; il était ainsi conçu :

« Je soussigné.... fait prisonnier de guerre par l'armée que « commande S. A. R. le prince royal de Suède, et remis en « liberté à condition de me représenter au temps et lieu où « j'en serai requis et de ne plus servir pendant la guerre « actuelle, ni contre les troupes de S. M. le roi de Suède, ni « contre celles des puissances ses alliés, jusqu'à parfait « échange, promets et m'engage sur mon honneur de remplir « fidèlement lesdites conditions. En foi de quoi j'ai signé la « présente.

« Rostock, le 4 décembre 1813. »

Le jour de notre départ, le commandant suédois nous donna à déjeuner; nous n'avions eu qu'à nous louer de lui pendant que nous avions été sous sa surveillance; le déjeuner fut gai et amical; nous bûmes, et de grand cœur, à la santé du prince royal, qui nous rendait à notre pays et à nos familles, et les officiers suédois burent à la santé de l'empereur Napoléon.

Nous partîmes dans des chars à bancs et dans des charrettes du pays qu'on renouvelait dans chaque gîte; nous avions avec nous un officier suédois chargé de notre police en route.

Tout se passa bien jusqu'à Hanovre, mais là, nous eûmes un premier désagrément : ce fut de voir changer l'officier commandant le convoi; il avait eu tant d'attentions pour nous que nous résolûmes de lui donner une marque de souvenir; ce n'était pas un cadeau riche, nous n'étions pas en état de l'offrir, et il ne l'aurait pas accepté; mais en nous cotisant, nous ramassâmes quelques louis dont on acheta une assez belle pipe d'écume de mer, garnie en argent; il ne fit aucune difficulté de l'accepter, car nous étions plutôt ses amis que ses prisonniers.

Nous continuâmes notre route pour Wesel, qui était le point où nous devions être rendus; ce trajet était rude pour nous dans une saison aussi cruelle et voyageant toujours dans des charrettes découvertes; nous arrivions le soir transis de froid et mouillés jusqu'aux os, et le gîte et le souper qu'on nous donnait ne contribuaient pas à nous restaurer; ma santé, déjà languissante, en souffrit beaucoup, et je recommençai à sentir des douleurs de poitrine qui provenaient de ma dernière blessure, mais le bonheur de revoir la France et ma famille me faisait passer par-dessus tous ces maux, et je me promettais tant de repos et de plaisirs dans mon pays, que j'aurais été presque fâché de ne pas souffrir avant d'y arriver; je n'avais plus d'argent, mais je me disais que dans peu de jours rien ne me manquerait.

Nous arrivâmes à la fin de décembre dans la petite ville de Bochold, où le général prussien de Borstell, qui commandait dans cette partie, avait établi son quartier général; nous n'étions qu'à deux lieues de Wesel, où nous savions qu'était le maréchal Macdonald avec un corps d'armée français; nous ne doutions pas que le lendemain nous ne lui fussions envoyés par un parlementaire; mais qui compte sans son hôte compte deux fois, et le général Borstell fut pour nous un hôte très fâcheux.

Il nous fit venir chez lui, et quand nous y fûmes tous ras-

semblés, il nous déclara fort sèchement qu'il ne reconnaissait pas l'autorité d'après laquelle le prince royal de Suède nous renvoyait en France, qu'il devait en référer aux autres souverains alliés, et qu'en conséquence il allait nous envoyer à leur quartier général, qui était à Francfort.

Je laisse à penser l'effet que produisit ce discours sur des gens qui se croyaient au terme de leurs maux et sur le point de rentrer dans leur pays et dans leurs familles, dont ils étaient depuis longtemps si cruellement séparés; je voyais le feu de l'indignation sur le visage de mes compagnons; je n'étais pas plus tranquille moi-même; nous essayâmes, avec modération, de faire valoir nos droits auprès de ce Prussien, mais ce fut peine perdue, et tout ce que nous pûmes en obtenir, ce fut qu'il enverrait un parlementaire le lendemain au maréchal Macdonald lui porter une lettre dans laquelle nous demandions de l'argent, car nous étions tous à cette époque sans le sou dans notre poche; il ne nous permit pas même d'attendre le résultat de cette démarche, et le lendemain de grand matin nous prîmes tristement la route de Francfort.

Dans la nuit, nous avions pensé à nous échapper et à gagner les bords du Rhin, d'où il nous aurait été facile d'entrer dans Wesel; mais il fallut forcément renoncer à ce projet, car nous ne pouvions même sortir de la ville où nous étions, remplie de soldats prussiens et entourée de vedettes, et nous ignorions aussi par quelle rue et quelle porte il en fallait sortir pour nous diriger sur Wesel.

En allant à Francfort, nous passâmes par Münster, et nous y restâmes trois jours; j'y étais logé chez la princesse de Galitzin, et j'y fus si bien traité que je ne l'ai jamais oublié; cette excellente dame venait elle-même dans ma chambre s'informer si rien ne me manquait; elle me prêtait des livres, et voulait que j'invitasse quelques-uns de mes compagnons d'infortune à venir manger avec moi; la veille de mon départ, elle me fit souper avec elle et deux ou trois Français émigrés, entre autres le marquis de Sesmaisons, Mme de Flamarens, et une autre dame dont je ne me rappelle pas le nom; sa maison me parut gouvernée par un prêtre français.

D'après les questions qu'elle me faisait, je jugeai qu'elle avait envie de m'offrir de l'argent; mais malgré la certitude que j'avais de pouvoir le lui rendre un jour, je répugnais trop à cette idée pour y entrer, et elle n'osa pas m'en faire ouvertement la proposition.

Il fallut quitter cette bonne maison et remonter sur nos charrettes, sans avoir reçu aucune réponse du maréchal Macdonald; ce voyage fut bien triste; en venant de Rostock à Wesel, l'espoir de rentrer en France nous animait; d'ailleurs, nous avions encore de l'argent et quelquefois, quand nous rencontrions de bonnes auberges, nous faisions bombance: aujourd'hui notre espoir de rentrer en France était presque évanoui, et nous avions le gousset vide. Mes douleurs de poitrine, suite de ma blessure, se faisaient ressentir plus vivement, et cela n'était pas étonnant d'après l'inclémence du temps et la vie que nous menions; mon avenir m'effrayait; je me voyais déjà dangereusement malade, dénué de tout, et abandonné sans aucun secours dans quelque mauvais village sur la route.

Nous étions alors dans les derniers jours de l'année 1813; je me rappelais avec tristesse qu'en 1812, à la même époque, j'étais aussi blessé, souffrant, en route de même pour rentrer en France; mais au moins j'étais libre, et au milieu de l'armée française; cette seule idée de liberté m'agitait avec force; il me semblait que le bonheur le plus grand qui fût dans le monde était de rester maître de ses actions, d'aller où l'on voulait, de séjourner si l'on était fatigué ou malade, et surtout de ne point être rangés et placés sur des charrettes, dans la paille, comme des veaux qu'on mène au marché.

Nous approchions de Francfort, et il ne me restait plus un sou; mes compagnons de voyage n'étaient guère plus avancés. Ce dénuement, joint au mauvais état de ma santé, m'affectait vivement, quand la nouvelle du passage du Rhin et de l'entrée en France par les armées alliées vint me porter le coup de grâce; je sentais bien que ces armées commençant une campagne en France, leurs généraux ne nous permettraient pas d'y rentrer, surtout au moment où nous venions de tra-

verser une partie de l'Allemagne; ils auraient craint que nous ne donnassions au gouvernement français des renseignements utiles sur tout ce que nous avions vu et appris.

Je renonçai donc à l'espoir de revoir ma famille et mes amis, et j'arrivai à Francfort la mort dans l'âme, et en proie aux plus noirs pressentiments.

1814

Nous trouvâmes à Francfort un autre convoi de prisonniers, partis de l'île de Rugen avant que nous ne le fussions de Rostock, que Bernadotte avait voulu aussi renvoyer en France, qui avait été refusé comme nous devant Wesel et venait de l'être à Francfort; notre sort était donc décidé avant notre arrivée, et il fallut se borner à obtenir de rester quelques jours à Francfort pour nous y reposer, chose dont nous avions tous un grand besoin, après une route d'un mois, toujours sur des charrettes, et dans le cœur de l'hiver.

Je commençais à éprouver des maux de tête et des frissons; je ressentais aussi fréquemment des douleurs de poitrine; il était facile de voir dans ces symptômes le commencement d'une forte maladie, et je m'y préparai.

La première chose était d'avoir de l'argent : je me fis refuser chez deux ou trois banquiers à qui j'allai proposer de leur faire des billets à ordre sur Paris, même avec de gros intérêts; et, en vérité, à l'air sot et honteux que j'avais en leur faisant cette proposition, ils durent croire que je pensais plutôt à les voler qu'à les rembourser un jour; j'avais beau leur décliner mon nom, leur parler de ma famille, de ma position en France, je fus impitoyablement éconduit, et même une fois je me hâtai de me retirer, car à l'air touché de ces arabes, je craignais qu'ils ne voulussent me faire l'aumône.

Je rentrais désespéré à l'auberge où l'on m'avait logé, quand je me rappelai que ma giberne, dont le coffret était d'argent, mon ceinturon de sabre, dont les agréments étaient du même

métal, et quelques bijoux en or et en argent, étaient encore dans le fond de mon colback, dont j'avais fait une espèce de sac de nuit pendant la route; cela avait échappé aux recherches de l'officier cosaque à Leipzig, et je courus à ce trésor que je trouvai intact; j'estimais le tout ensemble à quarante ducats environ, et je priai le garçon d'auberge de m'aller chercher quelque juif.

Il ne tarda pas en trouver, et m'en amena plusieurs qui, tour à tour, après avoir examiné ces effets et en avoir loué la façon, m'en offraient de quinze à vingt ducats; je refusai, et ils s'en allèrent; mais je m'aperçus bientôt que plusieurs agréments en argent manquaient déjà au ceinturon et à la giberne depuis que ces honnêtes marchands les avaient examinés, et je fus bien vite convaincu qu'ils étaient beaucoup plus adroits que moi et que le mieux était de me défaire promptement de mes marchandises, si je voulais qu'il en restât encore quelque chose.

Je les laissai donc au premier qui se présenta ensuite, pour dix-huit ducats; quand il fut parti, je m'aperçus qu'il m'en avait volé un par la mauvaise monnaie qu'il m'avait donnée; le garçon d'auberge vint réclamer son droit de courtage; il m'en resta seize, ce que je regardai comme un trésor dans la position où j'étais.

Mon cousin, dont les finances étaient aussi réduites à zéro, avait vendu sa montre, qu'il avait cachée à Leipzig, et en avait eu une vingtaine de ducats; nous nous trouvâmes donc en état de faire face aux événements, et nous prîmes la résolution de réserver pour l'avenir une traite de 500 francs que le docteur avait sur le Trésor, à Paris, et qu'on lui avait offert de lui acheter, mais à des conditions très désavantageuses.

On nous fit partir, après quelques jours de séjour à Francfort, pour Fulde, où nous devions attendre une décision quelconque sur notre sort : dès le premier jour de route, le colonel Clouet (1), aide de camp du maréchal Ney, s'échappa, ce qui

(1) *Clouet* (Anne-Louis-Antoine), né à Créteil le 13 septembre 1781, sous-lieutenant à la suite du corps des sapeurs le 18 juin 1802, capitaine, aide

n'était pas difficile, car une fois dans nos logements, et même pendant la route, nous n'étions pas gardés; au reste, il n'en fut pas plus heureux pour cela, car ayant été repris par les paysans, dans les environs de Würtzbourg, il resta en prison en Allemagne longtemps après que nous étions rentrés en France.

En arrivant à Fulde, j'y tombai sérieusement malade; les douleurs de poitrine, qui ne m'avaient presque pas laissé depuis ma dernière blessure, me reprirent avec beaucoup de force; je voulais attribuer d'abord cette augmentation de mal à l'asthme dont j'avais eu quelques attaques dans ma grande jeunesse; mais des crachements de sang et d'autres symptômes aussi alarmants firent croire aux docteurs, et il n'en manquait pas dans notre convoi, que c'était une suite de ma blessure, et que c'était un dépôt qu'elle avait formé sur ma poitrine; après avoir essayé différents remèdes qui produisirent peu de soulagement, ils résolurent de m'appliquer des vésicatoires : l'effet en fut prompt et admirable; mes étouffements cessèrent; l'expectoration, pour parler médecine, n'était plus sanguinolente, et je recommençai à dormir, chose qui ne m'était pas arrivée depuis près d'un mois.

Je n'étais pas mal logé à Fulde, et je comptais m'y dorloter pendant ma convalescence; mon hôte me nourrissait passablement, et je commençais à siffler tous les jours une bouteille de petit vin blanc, tel qu'on le fait dans ce pays-là, c'est-à-dire qu'il serait insignifiant, s'il n'avait pas un léger goût d'aigre; mais les bons bourgeois de Fulde s'étaient fatigués de nous héberger, ils avaient sollicité à Francfort pour que nous changions de cantonnements tous les mois, et au moment où je commençais à me lever et à me promener dans ma chambre, on reçut l'ordre de nous envoyer à Hamelbürg, gros bourg, petite ville si l'on veut, entre Fulde et Würtzbourg.

de camp du maréchal Ney le 18 décembre 1807, colonel le 4 mai 1813, baron de l'Empire le 10 août 1813; déserte avec Bourmont le 15 juin 1815, maréchal de camp le 3 octobre 1823, mis en réforme le 30 septembre 1830; condamné à mort par contumace par arrêt de la cour d'assises du Loiret le 18 mars 1833, comme déclaré coupable d'avoir levé ou fait lever des troupes armées sans ordre ou autorisation du pouvoir légitime.

Nous étions alors au commencement du mois de février; il faisait un froid de Russie, et la neige couvrait la terre à plusieurs pieds de hauteur : il fallait traverser une chaîne de montagnes assez hautes pour gagner notre nouvelle destination, et en traîneau découvert : je laisse à penser si ce voyage convenait à un homme souffrant de la poitrine et couvert de vésicatoires : il fallut cependant le faire, et je crois qu'il me fit du bien; ce fut comme le pot d'eau fraîche, à la suite de ma fièvre de Stettin.

J'arrivai à moitié languissant, à moitié vigoureux, à Hamelsburg; je ne savais pas bien précisément si c'était la fièvre ou la convalescence qui me soutenait : j'y fus logé chez un bon paysan qui me donnait le matin une bonne soupe au bœuf et des betteraves au vinaigre, et le soir, le veau rôti avec la compote de pruneaux, le tout arrosé à discrétion d'un vin blanc un peu moins aigre que celui de Fulde. Mon cousin et le docteur étaient logés à une portée de fusil de Hamelsburg, dans un couvent de moines fort sales, mais qui aimaient beaucoup les jeunes gens : la nappe, ou, pour mieux parler, le torchon, y était mise du matin au soir, et quand un énorme flacon de ce vin du cru était fini, on en rapportait un autre. Le docteur venait me voir le matin pour me soigner, et l'après-midi, accompagnés d'autres prisonniers, nous montions au couvent; après nous être remplis du petit vin des moines, nous allions faire des pelotes de neige; on formait deux armées, et nous attaquions et défendions tour à tour un calvaire que nous appelions Dantzig ou Glogau; le temps passait assez vite de cette manière; nous étions bien portants, vermeils, et presque joyeux; je n'ose pas dire que j'ai toujours attribué mon rétablissement et notre bon état, sous les rapports physiques et moraux, à la piquette et aux jambons des moines; ce n'étaient cependant que des frères quêteurs, mais leur cave était mieux garnie que celle des plus riches châteaux des environs.

Quelquefois, quand la neige tombant en abondance nous empêchait de passer le pont et de monter au couvent, nous nous réunissions chez un des prisonniers le mieux logé, et

nous faisions un cent du curé, ou les douze trous, ou un écarté; on jouait parfois assez gros jeu, mais à condition de ne payer qu'en France; aussi jamais débiteurs ne furent plus impatients de s'acquitter; mais comme on ne désire que ce qu'on espère, l'idée de la France ne nous avait jamais moins tourmentés, depuis notre capture à Leipzig, que dans ce moment; nous n'espérions plus être rendus qu'à la paix générale, et nous en avions pris notre parti; le bien nous vint en dormant.

Tous les prisonniers de notre convoi, et entre autres nos quatre généraux et les médecins et chirurgiens en chef, ne venaient point au couvent, ne buvaient pas, par conséquent, le vin des moines; et partant ils ne chantaient pas le soir, et n'avaient pas le plaisir de se pocher les yeux avec des balles de neige à l'attaque ou à la défense de Dantzig; ils n'admiraient pas comme nous la mine enluminée du frère cuisinier et du frère portier, qui avaient une demi-passion pour mon cousin, jeune rose de vingt et un ans; ainsi, ces illustres prisonniers s'ennuyaient à Hamelsburg autant qu'à Fulde, et plus qu'à Rostock; ils avaient délibéré sur les moyens d'en sortir, et par une suite naturelle de ces idées, ils avaient écrit au prince royal de Suède pour se plaindre de toutes les contrariétés, de toutes les souffrances que nous avions éprouvées depuis notre départ de Rostock, et ils demandaient au prince de nous faire venir du moins à son quartier général à Liège, s'il était au-dessus de son autorité de nous faire rentrer en France.

La lettre était apparemment tournée assez adroitement pour piquer l'amour-propre du prince ou pour émouvoir sa sensibilité; elle produisit un effet merveilleux, d'autant plus qu'elle parvint à Son Altesse dans un moment de brouille avec les autres souverains alliés, qui l'avaient tout à fait négligé depuis Leipzig, où cependant il avait pris une bien grande part au succès qu'ils avaient obtenu; c'est peut-être au reste pour cela qu'ils ne voulurent plus se servir de lui; d'ailleurs, le plus fort était fait.

Un soir, vers la fin de février, il faisait mauvais temps, et

nous étions réunis chez un des nôtres qui logeait à une des extrémités de la place de Hamelsburg; la poste aux chevaux était à l'autre extrémité; c'était une des bonnes maisons de la ville, et nous avions tous convoité ce logement sans l'obtenir, ce qui faisait que nous le regardions souvent.

Ceux qui ne jouaient pas étaient à la fenêtre, les yeux fixés sur cette maison, quand ils y virent arriver un chariot allemand conduit par la poste; c'était déjà un petit événement qu'un chariot de poste arrivant à Hamelsburg à cette époque, car il n'en passait pas souvent sur cette route; mais ce fut tout à fait un événement important quand nous en vîmes sortir un officier auquel nous crûmes reconnaître l'uniforme suédois, cet uniforme qui, depuis notre captivité, nous avait toujours traité en amis; les plus curieux, les questionneurs descendirent précipitamment et allèrent rôder près du chariot de poste; ceux qui aimaient mieux dissimuler leurs espérances attendirent avec impatience les nouvelles, mais il était facile de voir que chacun de nous avait un battement de cœur.

Un moment après, nous vîmes revenir en courant nos camarades qui avaient été à la poste; on devina qu'ils portaient de bonnes nouvelles. Était-ce la paix? était-ce notre délivrance? Nous ouvrîmes la fenêtre avec précipitation, et ils nous criaient de loin : « Nous partons demain pour France. »

Cette mauvaise salle de jeu devint une salle de bal; notre joie était du délire, et je renonce à la peindre.

Les premiers transports un peu calmés, nous apprîmes que le prince royal de Suède, déterminé à nous faire rentrer dans notre patrie, nous envoyait chercher par un officier de son état-major, qui était chargé de nous amener à son quartier général, d'où Son Altesse nous ferait escorter jusqu'aux avant-postes français.

Nos paquets et nos adieux furent bientôt faits, et le lendemain matin, nous voilà encore une fois sur la route de France; nous nous dirigions d'abord sur Cologne, où nous devions passer le Rhin, pour nous rendre ensuite à Liège, où se trouvait le prince royal, pendant qu'une partie de son armée faisait le siège de Maëstricht.

Notre voyage fut gai, car nous étions remplis d'espérance; ma santé était tout à fait bonne, et notre direction actuelle compléta ma convalescence, encore mieux que n'aurait fait toute la cave des moines de Hamelsburg.

Nous passâmes, à Cologne, le Rhin, qui charriait beaucoup, et je me crus alors en France; je me promis bien, quelque chose qui arrivât, de ne pas le repasser comme prisonnier; nous nous attendions à être reçus sur la rive gauche de ce fleuve comme des compatriotes, et nous fûmes tout à fait trompés dans nos espérances; les habitants de ce pays se regardaient déjà comme délivrés de notre joug et espéraient bien n'y jamais rentrer; quant à nous, nous étions encore bien loin de ces idées, et nous ne croyions pas la position de l'Empereur aussi mauvaise qu'elle l'était effectivement.

Nous fûmes promptement arrivés à Liège, où nous nous arrêtâmes quelques jours, car les idées du prince royal de Suède n'étaient pas encore absolument fixées à notre égard.

J'étais logé à Liège chez un vieux chanoine de la cathédrale, qui avait une maison fort bien montée et une cave garnie, à l'avenant, d'excellent vin du Rhin et de bon vin de Bourgogne; je donnai la préférence à ce dernier, et je crois que c'était vraiment par patriotisme que nous en buvions un coup de trop tous les soirs, en causant avec M. le chanoine.

Nos finances étaient à sec; le prince royal nous fit donner à chacun huit frédérics d'or; je voyais assez souvent ses aides de camp français, les colonels de Camps et Fléchier, qui étaient fort aimables pour nous.

On ne parlait pas de nous faire partir, et cela m'impatientait fort, quoique je me trouvasse beaucoup plus heureux à Liège que je n'avais encore été depuis ma captivité; enfin, le prince royal nous fit appeler un jour, et quand nous fûmes réunis dans son salon, il y entra et nous fit un accueil plein de bonté; il nous parla de la France en vrai Français, nous fit beaucoup de compliments, et nous dit entre autres choses : « Napoléon est venu me chercher au milieu de mes glaces, « et m'insulter pour de misérables querelles de sucre et de « café; j'aurais supporté ses injures avec patience si elles

« n'avaient pas porté sur les Suédois plus que sur moi; il m'a « jeté le gant, je l'ai ramassé; j'irai lui demander réparation « sur les bords de la Seine, et les Français seront juges entre « lui et moi. »

Ces paroles, jointes aux bonnes manières qu'il avait pour nous, à l'intérêt qu'il paraissait mettre à nous faire rentrer en France et aux recommandations qu'il nous fit de dire à nos parents, à nos amis, aux Français, « qu'il était et qu'il serait toujours Français, qu'il préférait ce titre à tous les trônes du monde », toutes ces choses réunies, dis-je, me firent penser qu'il prévoyait la chute de l'Empereur, et qu'il travaillait à lui succéder.

Je l'avais vu très fréquemment à l'armée, et il reconnut ma figure sans se rappeler mon nom; il me le demanda, et sur ma réponse, il s'écria qu'il se le rappelait parfaitement et que nous étions pays (1); je fis un peu l'étonné, car il n'en était rien, mais il me le soutint de si bonne foi, dans son accent gascon, et d'une manière si aimable, que j'aimai mieux m'en laisser persuader que de le contredire.

Il annonça aux quatre généraux qu'il allait les renvoyer en France. « Quant aux autres officiers, dit-il, ils sont si nombreux que j'en ferai deux convois. Quel est le plus ancien colonel? »

Il se trouva que c'était moi, et il me chargea de remettre à M. de Camps, son premier aide de camp, l'état nominatif de tous les officiers qui composeraient le premier convoi, et il nous congédia.

C'est alors que je reçus bien des révérences et des amitiés, car presque tous voulaient faire partie du premier convoi; je ne fis pas le cruel; je n'aurais eu le courage de refuser personne, et je finis par convenir avec M. de Camps que tous les officiers portant épaulette partiraient en premier, et que les administrateurs et officiers de santé formeraient un second convoi; j'intercalai cependant mon docteur dans le premier, car j'avais encore l'état de malade; d'ailleurs, il en fallait bien au moins un.

(1) J'ai appris depuis qu'un de mes cousins, le marquis de Saint-Chamans, avait eu effectivement des terres en Béarn.

Enfin, le jour de ce bienheureux départ arriva; il nous donna un avant-goût de la France, car au lieu de voyager, comme nous avions fait depuis Rostock, dans des charrettes découvertes, on nous empila dans cinq ou six de ces grosses messageries ou diligences françaises que nous n'avions pas vues depuis si longtemps, et nous partîmes pour Gand, où nous devions connaître précisément le point sur lequel nous serions rendus.

Avant notre départ, j'avais eu quelques conversations avec les aides de camp français du prince royal, et je m'étais confirmé dans l'idée qu'il songeait à monter sur le trône de France; ce qui me donna le plus à penser sous ce rapport, ce fut d'apprendre qu'il avait congédié de son service le comte Alexis de Noailles, parce que ce dernier ne parlait que du rétablissement des Bourbons sur leur trône quand la chute de l'Empereur aurait lieu.

Nous arrivâmes à Gand, où nous nous retrouvâmes au milieu des Cosaques, qui ne manquèrent pas de déclarer tout de suite que nous n'irions pas plus loin; mais l'aide de camp que le prince royal nous avait donné avait des instructions précises; il se rendit auprès du duc de Saxe-Weimar, qui commandait cette armée, et qui finit par consentir à ce que nous fussions conduits à Ypres, où il y avait garnison française et où rien ne s'opposerait à ce que nous fussions rendus.

Nous le fûmes effectivement, et j'avoue que ce fut un des moments les plus heureux de ma vie; il faut avoir été prisonnier en pays étranger pour bien comprendre tout le bonheur qu'il y a à rentrer libre dans le sien.

Je ne séjournai pas à Ypres, et je me hâtai de gagner Paris, où m'attendait le plaisir bien vif de revoir ma famille et mes amis après des traverses si cruelles et de si grands dangers; j'y arrivai le 23 mars, c'est-à-dire huit jours avant les alliés.

Les armées ennemies attaquaient la France dans toutes les directions; leurs partis de cavalerie inondaient toutes les routes, et on était encore assez tranquille dans cette capitale du monde, qui avait cependant à redouter la vengeance de Vienne, de Berlin et de Moscou; il est vrai que les ministres

de l'Empereur mettaient tous leurs soins à cacher l'imminence du péril, et d'un autre côté, le souvenir de nos anciens succès et du bonheur de Napoléon rassurait les Parisiens.

La veille de la bataille de Paris, j'étais au spectacle, et dans le foyer; un jeune homme dit tout haut qu'on tiraillait dans la plaine Saint-Denis. Je vis le moment où il serait assommé, car l'indignation qu'inspirait « ce mensonge » fut à son comble, et il se hâta bien vite d'ajouter qu'il l'avait entendu dire, mais qu'il n'en croyait rien; j'étais avec quelqu'un qui le connaissait, et il vint nous parler; il nous assura tout bas que sa nouvelle était vraie, et qu'il avait lui-même vu et entendu le feu.

J'en doutais pourtant encore; mais, dès le point du jour, le lendemain 30 mars, les tambours de la garde nationale qui battaient la générale dissipèrent tous les doutes à cet égard, et il fallut s'attendre à livrer bataille dans Paris, car je ne doutais pas que l'Empereur ne fût là pour nous défendre avec toute l'armée, et je savais bien qu'il aimerait mieux faire piller et brûler Paris que de consentir à une capitulation pour cette grande ville; je vis un moment après passer sous ma fenêtre, dans la rue de Caumartin, l'ex-roi Joseph Bonaparte qui se rendait à Montmartre (il n'aurait dû jamais régner que là), et un quart d'heure après, le duc de Feltre, ministre de la guerre, qui s'y rendait aussi avec empressement.

Quant à moi, lié par l'engagement que j'avais signé à Rostock, il ne m'était pas possible de prendre les armes, et je ne m'y sentais nullement disposé; je courus Paris pour voir quelles étaient les dispositions du peuple, et ce qu'il y avait à espérer et à craindre dans cette grande circonstance; je vis dans tous les lieux publics des bourgeois insouciants, très divisés d'opinion sur ce qui allait se passer, mais s'accordant cependant tous sur le même point, c'est qu'ils ne voulaient point se battre.

Je trouvai quelques faibles bataillons de gardes nationales qu'on traînait du côté des barrières, et il était facile de juger, en les voyant passer, que ce n'étaient point là les troupes qui empêcheraient les Russes de rentrer à Paris.

La canonnade, qui se rapprochait toujours, ne contribuait pas à mettre le cœur au ventre aux marchands des faubourgs, et vers les trois heures après midi la retraite de nos troupes commença, et les troupes alliées occupèrent Montmartre, d'où elles envoyèrent quelques boulets et obus sur Paris, sans doute pour nous avertir qu'il était temps de se soumettre.

Je me promenais alors avec le général comte de Castella sur le boulevard de la chaussée d'Antin, qui était couvert de monde, hommes et femmes, partie canaille, et partie gens bien mis; un boulet qui vint à raser le toit d'une maison de la rue Basse du Rempart, et fit voler quelques tuiles sur le boulevard, le nettoya en un clin d'œil; toute cette foule se dissipa si complètement, que je me trouvai seul sur ce boulevard avec e comte de Castella, et encore nous en allions-nous aussi, mais tranquillement. « Voyez, me dit-il, la belle besogne qu'on aurait faite avec tous ces commis et ces courtauds, si l'on avait voulu les forcer à défendre l'entrée de la ville contre les grenadiers de la garde russe! »

Le soir, on capitula pour la ville de Paris; le maréchal Marmont s'en chargea, et rendit là un grand service, car la terreur que le nom de Napoléon inspirait encore aurait peut-être empêché que personne ne voulût s'y employer, et Paris aurait pu être saccagé, d'autant plus que le comte de Girardin, envoyé par l'Empereur, qui arrivait par Fontainebleau, vint le soir apporter l'ordre de résister, à quelque prix que ce fût; il ne s'agissait de rien moins, d'après lui, que de dépaver les rues, de créneler les maisons, et de se battre dans Paris jusqu'à la dernière extrémité, afin de donner le temps à l'armée française, qui était à Fontainebleau, d'arriver (pour voir brûler la capitale et égorger ses habitants).

Le maréchal Marmont ne tint aucun compte de tous ces beaux discours; il signa la capitulation, et se retira sur Corbeil avec les débris du corps d'armée qui s'était battu sous Paris et avait fait tout ce qu'il était possible de faire en cette circonstance.

Le 31 mars de grand matin, on sut officiellement dans Paris que les souverains alliés y feraient leur entrée le même

jour, et ces bonnes gens de Paris, toujours avides de spectacles et de nouveautés, furent enchantés de cette bonne nouvelle qui leur promettait une journée amusante; les boulevards, depuis la porte Saint-Martin jusqu'à la place Louis XV, se garnirent d'une foule immense, de tout âge et de toute condition, et chacun dans ses habits de fête, afin de mieux faire les honneurs de la ville aux étrangers.

Le parti royaliste, qui dormait profondément depuis vingt-cinq ans, jugea que le moment était convenable pour se réveiller, et quelques petits rassemblements de 15 à 30 personnes parcouraient les boulevards avec une cocarde blanche au chapeau et un tambourin à leur tête, en criant : « Vive le Roi! » Personne ne les tracassa, ni ne se joignit à eux, mais cela éveilla cependant les idées sur le rétablissement des Bourbons au trône de France. Les femmes très parées, qui garnissaient les fenêtres des boulevards, agitaient leurs mouchoirs blancs et criaient : « Bravo! » en levant les mains au ciel, beaucoup plus pour se faire voir et remarquer que par amour pour nos rois légitimes.

Cette entrée des souverains alliés m'aurait paru belle, s'il pouvait jamais être beau, pour un soldat français, le spectacle d'une armée russe entrant victorieuse à Paris! L'empereur de Russie et le roi de Prusse défilant avec un état-major superbe, et à la tête de l'élite de leur armée, sur les boulevards de Paris, au milieu d'une population immense, d'abord tranquille, et ensuite joyeuse, l'élégance des femmes, la beauté des troupes, un ciel superbe, l'espérance d'un avenir plus heureux, d'une paix désirée que l'empereur de Russie annonçait à tous ceux qui pouvaient l'approcher... il faut avouer qu'il y avait là de quoi tourner bien des têtes.

Le soir, parut la fameuse déclaration des souverains qui assuraient le peuple français qu'ils ne traiteraient jamais avec Napoléon Bonaparte, ni personne de sa famille; on avait appris en même temps la réception que les Bordelais avaient faite au duc d'Angoulême, et de ce moment tous les regards, toutes les espérances des Français se tournèrent vers l'auguste famille des Bourbons.

Je pensai qu'il fallait prendre mon parti le plus promptement possible, et j'allai offrir mes services au général Dupont, qui venait d'être nommé ministre de la guerre par le gouvernement provisoire; il me nomma aussitôt (le 3 avril 1814) son premier aide de camp, et je crus que j'allais obtenir un avancement brillant et les récompenses que j'avais méritées; certes, si l'Empereur avait fini par se tirer de ce mauvais pas, je n'aurais pas eu d'autre ressource que de passer en pays étranger; mais les récompenses furent pour les intrigants, et ceux qui s'étaient exposés pour la cause des Bourbons et s'étaient mis en avant, sans chercher ensuite à se faire valoir et sans prôner eux-mêmes leur bonne conduite et leurs droits, n'obtinrent rien; c'est toujours ainsi que cela se passe sous les gouvernements faibles, et celui du Roi le fut beaucoup dans les commencements.

Ce fut alors qu'on vit une foule d'intrigants encombrer la cour et les salons des favoris, circonvenir les princes et presque commander au premier ministre (M. de Blacas) (1), qui, débutant dans la carrière politique en France, ignorait à peu près tout ce qui s'y était passé depuis plus de vingt ans, et se trouvait trop heureux de rencontrer quelques personnes qui se disaient instruites des affaires les plus secrètes de l'ancien gouvernement, et voulaient bien le mettre au fait.

Ces gens, cherchant à profiter, pour se rendre importants, de la confusion qui accompagne toujours une grande révolution et un changement de gouvernement, voulaient persuader au Roi que c'était à eux qu'il devait d'être remonté sur son trône; je me rappelle, entre autres exemples de ce manège, que deux de ces agents obscurs firent un très beau rapport à M. de Polignac, qui fut affiché avec profusion dans tout Paris, où ils rendaient compte de la manière dont ils avaient agi pour faire déclarer la ville de Rouen en faveur du Roi.

(1) *Blacas d'Aulps* (Pierre-Louis-Jean-Casimir, duc de), né à Vérignon (Var) le 10 janvier 1771, mort à Prague le 17 novembre 1839, sous-lieutenant de remplacement en 1786, émigra en 1790, servit à l'armée de Condé et en Vendée, maréchal de camp le 8 août 1814, ministre de la maison du Roi, grand maître de la garde robe, pair de France le 17 août 1815, ambassadeur à Naples, puis à Rome, créé duc le 30 avril 1821.

Or c'était moi qui, quelques jours avant, avais été envoyé par le ministre de la guerre à Rouen, porter au maréchal Jourdan les ordres du Roi, l'annonce de l'abdication de l'Empereur, la nouvelle de la prise de la cocarde blanche par toute l'armée du maréchal Marmont, etc., et je partais de Rouen emportant la soumission du maréchal Jourdan, celle du préfet et des autres autorités civiles et militaires, et après avoir vu prendre aux cris de : « Vive le Roi ! » la cocarde blanche à toutes les troupes, quand ces deux intrigants y arrivèrent; ils trouvèrent la besogne faite et se l'attribuèrent, afin de s'attirer des récompenses, qu'ils obtinrent sans doute.

A mon retour de Rouen, j'entrai tout à fait en fonction auprès du ministre, et je vis avec un grand chagrin que tout son temps se passait à accorder des grades et des récompenses, et qu'il ne donnait pas une minute au travail le plus pressant, qui était la réorganisation de l'armée; les premiers commis du ministère arrivaient tous les matins à huit heures avec leur portefeuille sous le bras, et à peine l'un d'eux était-il entré dans le cabinet du ministre pour travailler avec lui, que les protégés des princes commençaient aussi à arriver; à tout moment, il fallait interrompre le ministre pour lui annoncer ceux qui venaient de la part de Monsieur, de Madame, du duc de Berry, du duc d'Angoulême; c'était pendant toute la matinée une procession de cette espèce qui ne finissait pas, car le général Dupont, qui croyait se consolider au ministère en faisant absolument, et les yeux fermés, tout ce que demandaient les princes, ne voulait pas renvoyer un seul de ceux qui lui arrivaient avec une recommandation de l'un d'eux, sans avoir le plaisir d'annoncer lui-même à ces heureux courtisans que leur demande était accordée; la matinée se passait ainsi, l'heure du conseil des ministres ou du travail avec le Roi arrivait sans que le ministre eût rien fait autre chose que de nouveaux généraux, et les premiers commis s'en allaient en soupirant avec leurs portefeuilles sous le bras; ils revenaient le lendemain, n'en faisaient pas davantage, et les portefeuilles s'empilaient dans le cabinet du ministre, sans qu'il prît le temps d'en expédier aucun.

Ce fut alors que commença ce grand scandale militaire qui a perdu en France la noble profession des armes; on vit tous les hommes qui, depuis vingt-quatre ans, dont vingt-deux de guerre, s'étaient réduits à la plus honteuse nullité dans les salons ou dans les boudoirs de Paris, ou avaient sollicité vivement du service dans les administrations, dans les droits réunis ou dans les antichambres de l'Empereur, on vit ces mêmes hommes envahir les grands emplois militaires avec autant d'assurance et de facilité que s'ils avaient passé ces vingt-deux années dans les camps et sur les champs de bataille; la faiblesse des ministres du Roi était telle qu'ils accordaient les décorations et les grades militaires à ceux qui pouvaient se vanter de n'avoir rien fait depuis vingt-cinq ans, et c'est la première fois qu'on a vu des hommes, demandant des épaulettes et la croix de Saint-Louis, apporter pour états de leurs services des certificats qui prouvaient qu'ils n'avaient jamais quitté le coin de leur feu.

Cette faiblesse dans le gouvernement, que je voyais de trop près, me donna de l'humeur; le ministre s'en aperçut, et quoiqu'il n'en prît pas pour cela contre moi, il résolut de me placer d'une manière plus convenable à mon caractère et à mes idées, uniquement militaires, et il me proposa le commandement d'un régiment d'élite, de chasseurs à cheval, qu'on formait alors, et qui, disait-il lui-même, devait faire partie de la garde du Roi; j'acceptai avec autant d'empressement que je pouvais décemment en mettre à m'éloigner de lui, et nous nous séparâmes fort bons amis.

Je m'occupai alors tout entier de l'organisation de ce corps; j'y attirai de tous côtés les officiers que je connaissais, ou qui m'étaient indiqués comme gens d'honneur ou bons militaires, mais au moment où je croyais avoir réussi, et où je m'applaudissais de mon ouvrage, il fut totalement renversé; le gouvernement avait changé d'avis à notre égard; l'établissement d'une maison militaire, gardes du corps et compagnies rouges, avait fait juger inutile la formation d'une garde royale; grande et énorme faute, qui conduisit au bout de dix mois le Roi à Gand, et la France dans un abîme de maux

dont il lui faut un demi-siècle de bonheur pour se retirer.

J'attendrai cette désastreuse époque de mars 1815 pour rendre compte de toutes les contrariétés que j'essuyai dans la formation de ce régiment, qui devint le 1er régiment de chasseurs, dits chasseurs du Roi.

Le général Exelmans, fameux depuis par les événements du mois de mars 1815, fut l'inspecteur général d'armes chargé de surveiller l'organisation de ce corps; il commença par supprimer la moitié au moins des officiers que j'avais choisis, afin d'y intercaler ceux qui lui étaient dévoués, et qui tous se seraient fait hacher pour l'Empereur (1); il ne cessa depuis la première organisation de me contrarier en tout ce que je voulais faire pour assurer au Roi l'esprit de ce régiment, et je ne fus nullement surpris quand, à la fin de 1814, j'appris qu'une

(1) *Composition du 1er régiment de chasseurs (chasseurs du Roi) à la date du 1er juillet 1814.*

Colonel	Comte de Saint-Chamans.
Major	De Meyronnet.
Chefs d'escadrons	Bernard.
	Lanthonnet.
Adjudants-majors	Debut.
	De Saint-Chamans.
Quartier-maître trésorier	Granier.
Porte-étendard	Godart-Desmarets.
Médecins	Lardouinat.
	Denoix.

Capitaines.	*Lieutenants.*	*Sous-lieutenants.*	
MM.	MM.	MM.	MM.
Riquet.	Dolizy.	Saint-Martin.	Leclerc.
Dumenil.	Berte.	Saint-Yon.	Schmalz.
Girardt.	David.	Seine.	Niclaise.
Gelly.	Rochatte.	Delahaye.	Irouard.
Bouvard.	Arnavon.	Rollet.	Chanon.
Dervilliers.	Girardin.	François.	Chaiqueraud.
Percy.	Rostant.	Brille.	Brachy.
Crèvecœur.	Dôle.	Sénarmont.	Legay.

Officiers à la suite.

MM. De Fontenu, chef d'escadrons.
De Guichen, capitaine.
Masson, capitaine.
Donnadieu, lieutenant.
Darjuzon, lieutenant.

MM. De Juigné, sous-lieutenant.
Jourdan, sous-lieutenant.
Fétis, sous-lieutenant.
Hix, sous-lieutenant.

(Archives de la guerre.)

correspondance interceptée entre lui et Murat avait fourni la preuve qu'il conspirait contre le gouvernement de Louis XVIII.

Déchu de mes espérances d'avancement, et voyant tous les jours des gens qui n'avaient aucune espèce de services ni de mérites militaires obtenir les grades que j'ambitionnais, je me sentis tout à fait découragé, et je crois que sans la faveur d'être en garnison à Paris, où je m'amusais beaucoup, je me serais retiré du service. Les princes, entourés de leurs officiers des gardes, qui tous étaient de leurs anciennes créatures, étaient prévenus contre nous et nous montraient de la défiance; nos officiers et nos sous-officiers, écrasés par les prérogatives et les grosses épaulettes des gardes du corps, chevau-légers, gendarmes, mousquetaires, etc., tous jeunes gens sortant de l'école, ou vieux incapables qu'il aurait fallu y envoyer, ne pouvaient taire leur mécontentement, et cet été de 1814 éloigna entièrement des Bourbons la vieille armée française. Ces idées de la garnison de Paris, composée d'anciens soldats d'élite tirés de tous les corps de l'armée pour former les régiments d'infanterie et de cavalerie dits du Roi et de la Reine, se répandaient promptement dans toutes les garnisons; tout ce qui était militaire murmurait hautement et protestait avec force contre un gouvernement qui faisait si peu de cas des anciens services de guerre; et les ministres et le favori du Roi semblaient se reposer tranquillement du destin du trône sur cette formidable maison militaire, qui cependant n'était pas capable de fournir, avec ses dix compagnies de quatre escadrons chacune, cinq escadrons de bonne cavalerie.

Les régiments de nouvelles formations furent passés en revue par le Roi le 16 juin 1814. A la suite de la revue, le ministre de la guerre fit paraître l'ordre suivant :

Ordre du Ministre de la guerre.

« Le ministre de la guerre, après avoir pris les ordres de « LL. AA. RR. Monseigneur le duc d'Angoulême et Monseigneur le duc de Berry, fait connaître en leur nom, aux « corps qui sont entrés aujourd'hui à Paris et dont les

« princes ont passé la revue aux Champs-Élysées, que Leurs « Altesses Royales sont entièrement satisfaites de la belle « tenue et de l'excellent esprit qui les dintinguent.

« Sa Majesté, daignant apprécier la fidélité et le dévouement « de tous les braves qui composent les régiments d'infanterie « de ligne du Roi et de la Reine, d'infanterie légère du Roi et « de la Reine, des cuirassiers du Roi, des chasseurs du Roi et « de Berry et des hussards du Roi, autorisent les militaires « qui composent ces corps à porter la « décoration du Lys », « qui leur sera remise par leurs colonels respectifs.

« Le Ministre de la guerre,

« Général comte DUPONT. »

Cependant, quand on eut fait faire au général Dupont tous les avancements ridicules qu'on voulait tirer de lui, et auxquels il s'était prêté si complaisamment, on jugea que, pour faire marcher la machine militaire, il fallait donner à un homme plus capable le ministère de la guerre; le maréchal Soult, disgracié d'abord après sa bataille de Toulouse, qui est cependant un de ses plus beaux faits d'armes, était remonté sur l'eau par sa conduite adroite et royaliste en Bretagne, où le Roi l'avait envoyé comme gouverneur dans un moment critique. Il convoitait depuis longtemps le ministère de la guerre, et la circonstance lui parut favorable pour l'obtenir; son aide de camp favori, le général Brun de Villeret, se trouva, par sa femme, neveu du comte de Bruges, favori de Monsieur, frère du Roi; ce fut de ce côté que le maréchal établit ses batteries, et il réussit plus facilement encore qu'il ne l'avait espéré. Le comte de Bruges (1) se fit promettre le grade de lieutenant général et la grande chancellerie de la Légion d'honneur, et le maréchal Soult ne fit

(1) *Bruges* (Henri-Alphonse, vicomte de), né en 1764 dans le comtat Venaissin, † 1820, fit les campagnes maritimes de 1780 et 1782, lieutenant de vaisseau en 1784; émigra à la Révolution et servit à l'armée de Condé, puis se rendit aux Antilles où il devint colonel des troupes anglaises; rentré en France en 1814, il fut nommé maréchal de camp le 15 décembre 1814.

pas le cruel; il lui aurait donné volontiers le bâton de maréchal de France; quand M. de Bruges fut assuré de son affaire vis-à-vis du maréchal, il parla de la chose à Monsieur, Monsieur en parla au Roi; on demanda au maréchal des notes et des mémoires sur le ministère de la guerre, il les fournit d'une manière parfaite, car il était très fort dans cette partie, et la chose fut aussitôt décidée; le général Dupont fut remercié au commencement de décembre, et le maréchal Soult entra aussitôt en fonction (1) (le 3 décembre 1814).

Son ministère dura si peu que l'on ne put pas voir éclore tous ses projets; je suis persuadé qu'il en avait de très vastes (car c'était un homme à grands moyens) et qu'il aurait mis l'armée française sur un pied très formidable, mais les événements du mois de mars 1815 l'arrêtèrent tout court dans sa carrière ministérielle, et ce qu'il fit de plus marquant, ce fut de renvoyer de Paris les régiments du Roi et de la Reine, infanterie et cavalerie, qui s'y regardaient établis comme à poste fixe; j'en fus prévenu confidentiellement un mois avant que la chose se fît, et comme j'étais assez bien avec lui, il me promit que je serais fait maréchal de camp à la première promotion; cela me consola un peu; j'avais refusé dix fois ce grade pendant que le général Dupont était ministre, mais puisque mon régiment quittait Paris, je le demandais avec empressement, car c'était un moyen de revenir dans cette bonne ville, où je me plaisais beaucoup.

Pendant cet été de 1814, je reçus, comme tout le monde, la croix de Saint-Louis (le 8 juillet 1814), et comme tant d'autres celle de commandeur de l'Ordre de la Légion d'honneur (le 29 juillet 1814) (2); comme tout le monde, je fus révolté de la

(1) J'ai eu ces détails d'une manière si positive et si sûre, que je n'ai pas balancé à les consigner ici. (*Note de l'auteur.*)

(2) Le même décret conférait la croix d'officier de la Légion d'honneur au major Meyronnet et au capitaine Percy, et celle de chevalier à

MM. Bouvant, capitaine.
Masson, capitaine.
Ornavon, lieutenant.
Saintion, lieutenant.
Brachy, sous-lieutenant.

MM. Wyart, maréchal des logis chef.
Pimont, maréchal des logis.
Goudmann, maréchal des logis.
Magny, brigadier.

Tous appartenant à mon régiment.

fatuité, de la hauteur et de la nullité des officiers des compagnies des gardes du corps et des compagnies rouges, et comme tant d'autres, j'aurais désiré y entrer avec de l'avancement. Enfin, comme tout le monde, j'étais indigné de la faiblesse et de l'incapacité de notre gouvernement, et, comme tant d'autres, je fus désolé de l'événement qui le renversa peu de temps après.

1815

« Dans les crises politiques, le plus diffi-
« cile, pour un honnête homme, n'est pas de
« faire son devoir, mais de le connaître. »
(*Pensées sur divers sujets et Discours politiques*, par M. de Bonald.)

Je reçus l'ordre de partir de Paris avec mon régiment pour me rendre à Béthune, où nous devions arriver le 1er février. Ce changement de garnison mécontenta beaucoup la plupart des officiers et des soldats qui, lors de la formation de ce corps, ayant eu l'espoir, je dirai même la promesse, de faire partie de la garde royale, se consolaient un peu par les avantages et les plaisirs de la garnison de Paris d'avoir été trompés dans leurs espérances. Des murmures très vifs éclatèrent; je les réprimai, je parlai à tous les hommes et je réussis à les calmer, au moins pour le moment, puisque de Paris à Béthune je ne perdis pas quatre hommes par la désertion, sur 500 dont se composait mon régiment.

Le séjour de Béthune était triste pour des militaires accoutumés depuis longtemps à la garnison de Paris; de là se renouvelèrent les regrets et un mécontentement très vif contre le gouvernement, qui, disaient-ils, avait manqué aux promesses qu'il leur avait faites, en les renvoyant de Paris pour les placer dans une des moins bonnes garnisons de France (1).

(1) Il était tout simple que nous n'eussions pas une meilleure garnison que Béthune, puisque depuis huit mois que nous étions à Paris, les meilleures avaient été données aux autres régiments. Mais les anciens militaires aiment mieux grogner que de raisonner. (*Note de l'auteur.*)

C'est dans ces circonstances que nous reçûmes la nouvelle du débarquement de l'Empereur. Je l'appris le 9 mars au matin; je me rendis aussitôt aux casernes, je rassemblai les escadrons, je parlai vivement aux hommes des bontés que le Roi avait eues pour eux, je leur recommandai de se tenir prêts à partir et à entrer en campagne, car je croyais que nous allions combattre l'ex-empereur; enfin, je n'attendis pas les ordres du gouvernement pour m'efforcer de disposer favorablement les esprits pour la cause royale, et je me flattai d'y avoir réussi. J'appris par la suite que, le même jour, des officiers et des sous-officiers de mon régiment s'étaient réunis pour boire à la santé de l'Empereur et jurer de le seconder de tout leur pouvoir dans son entreprise (1).

Je reçus le 9 au soir, par un aide de camp, l'ordre de mettre mon régiment en marche sur Arras, d'où je devais, d'après un ordre du maréchal Soult, encore ministre de la guerre, me diriger sur Châlons (Marne).

Le 10, j'étais Arras; le 11, à Cambrai. En y arrivant, je trouvai les journaux remplis de détails sur la marche et les progrès de l'Empereur; je craignis que quelques militaires de mon régiment ne se fissent de fausses idées à cet égard, et je donnai un ordre le soir même pour être lu le lendemain matin, avant le départ, à chaque compagnie rassemblée : ect ordre portait en substance que « nous ne devions concevoir aucune inquiétude; que les troupes, restées fidèles au « Roi, étaient en mouvement de tous côtés, et que l'Empe-

(1) Protestation de fidélité adressée au Roi par les officiers du 1er chasseurs (chasseurs du Roi) insérée au *Moniteur* du 13 mars 1815 :

A Son Excellence le Ministre de la guerre.

Monseigneur, dans la circonstance imprévue où se trouve la France, le régiment du Roi, premier de chasseurs à cheval, éprouve le besoin de mettre au pied du trône l'assurance bien sincère de son dévouement à son bon Roi et à son auguste famille.

Il supplie Votre Excellence d'obtenir de Sa Majesté qu'Elle veuille bien nous rapprocher des lieux où nous pourrons Lui donner les plus fortes preuves de notre attachement à sa personne.

Nous avons l'honneur, etc.

Le colonel comte DE SAINT-CHAMANS.
(*Suivent les signatures.*)

Béthune, le 9 mars 1815.

« reur et ses vils agents auraient le sort qu'ils méritaient ».

En arrivant, le 12, à Saint-Quentin, je sus par le *Moniteur* que Napoléon était à Lyon. Je fus étonné de la rapidité de sa marche, mais je me persuadai que nous lui livrerions bataille entre Lyon et Paris; je comptais encore sur le bon esprit de mon régiment : cette espérance ne fut pas de longue durée.

J'allai voir le commissaire des guerres de la ville; on m'avait dit qu'il me donnerait des renseignements sur le mouvement insurrectionnel du régiment des chasseurs à cheval de la garde, commandé par le général Lefebvre-Desnouettes (1); le bruit courait dans la ville, d'ailleurs assez mal disposée, que ce régiment, marchant sur Paris, était à Compiègne, où l'artillerie de la Fère, les grenadiers à cheval de la garde et le 6e régiment de chasseurs s'étaient réunis à lui. Le commissaire des guerres me confirma la nouvelle de l'insurrection des chasseurs de la garde, mais il ne put me donner d'autres détails.

Le temps était très mauvais; aucun groupe dans les rues n'annonçait de fermentation; je vis les officiers du régiment, et tout me parut tranquille.

A dix heures du soir, au moment où j'allais me coucher, je reçus l'avis que le régiment de chasseurs de la garde, de l'artillerie et d'autres troupes (car, en fait de rapports de guerre, on grossit toujours les objets) étaient à Ham (quatre lieues de Saint-Quentin). Cette nouvelle m'inquiéta faiblement; les Français n'étaient pas en guerre entre eux, et je ne donnai aucun ordre : je pensai que si j'établissais un poste aux portes de la ville, j'alarmerais mon régiment, sans pour cela éviter d'être haché dans la ville si on venait m'y attaquer, et je sentais trop la nécessité de contenter les soldats dans la circonstance où nous étions pour vouloir les établir au bivouac par un temps affreux.

(1) *Lefebvre-Desnouettes* (Charles), né à Paris le 14 septembre 1773, chasseur dans la garde nationale parisienne le 1er décembre 1789, sous-lieutenant au 5e dragons le 15 février 1793, aide de camp du premier Consul le 1er février 1800, chef de brigade du 18e dragons le 30 décembre 1802, général de brigade le 19 septembre 1806, colonel commandant les chasseurs de la garde le 18 janvier 1808, général de division le 28 août 1808, condamné à mort par contumace le 11 mai 1816, mort en mer le 22 avril 1822.

Sur ces entrefaites, on vint me prévenir que plusieurs officiers, réunis au café, avaient résolu d'aller avec leurs compagnies joindre les chasseurs de la garde, pour soutenir l'entreprise de l'Empereur; que d'autres s'occupaient à faire faire des drapeaux tricolores pour les délivrer le lendemain matin aux hommes et provoquer ainsi le mouvement insurrectionnel; on m'avertit aussi que ces mêmes officiers devaient venir au point du jour chez moi, me déclarer positivement qu'ils voulaient pour chef l'empereur Napoléon et que tout le régiment était prêt à les suivre.

Je commençais à voir la vérité et à sentir tout le malheur de ma position. Et que pouvais-je faire? Je me trouvais, avec huit ou dix officiers de confiance, seul de mon opinion, au milieu de tout un régiment composé d'anciens militaires qui soupiraient après leur premier chef.

La nuit que je passai fut cruelle : je me voyais déçu dans l'espérance que j'avais eue jusqu'alors d'amener au Roi un beau et fidèle régiment pour soutenir le trône dans cette terrible circonstance. Je voyais, après quatorze ans de bons services, le déshonneur terminer ma carrière militaire et mon pays en proie à tous les malheurs de la guerre civile.

Avant le jour, un voyageur venant de Paris demanda à me parler. Je le fis entrer avec empressement, et je reconnus, à mon grand étonnement, M. Viennet (1), aide de camp de M. le général Montélégier (2), premier aide de camp de M. le duc de Berry. Cet officier, avec lequel j'avais été prisonnier de guerre

(1) *Viennet* (Jean-Paul-Guillaume), né à Béziers le 18 novembre 1777, † au Val-Saint-Germain le 10 juillet 1868, lieutenant dans l'artillerie de la marine le 26 mars 1796, capitaine en 1813; passa à l'armée de terre et se distingua à Lutzen et à Bautzen; prisonnier de guerre à Leipzig, aide de camp de M. de Montélégier en 1814, chef d'escadrons d'état-major en 1818, retraité en 1827; contribua à l'établissement de la monarchie de Juillet; membre de l'Académie française le 18 novembre 1830; rappelé à l'activité, il fut promu lieutenant-colonel en 1834; admis à la retraite le 5 mai 1836; pair de France le 7 novembre 1839.

(2) *Bernon* (Gabriel-Gaspard-Achille-Adolphe, dit *Montélégier*, vicomte), né à Romans (Drôme) le 6 janvier 1780, † 2 novembre 1825, cavalier au 7e régiment *bis* de hussards le 30 floréal an VI, lieutenant aide de camp du général Davout an VII, colonel du 26e régiment de dragons le 19 avril 1811, général de brigade le 30 mai 1813, lieutenant général le 25 avril 1821.

et en qui j'avais toute confiance, me dit qu'il voyageait par ordre de Son Altesse Royale pour avoir des renseignements sur les bonnes ou mauvaises dispositions de la garde à cheval; il m'apprit la défection du colonel Labédoyère (1), le désordre qui régnait à Paris, la soumission des chasseurs à cheval, qui retournaient à Cambrai, leur ancienne garnison, et la fuite de Lefebvre-Desnouettes.

Cette dernière nouvelle me fit grand plaisir; j'espérai qu'elle me servirait à ramener des esprits échauffés et égarés à l'idée de leurs devoirs envers le Roi. Je me hâtai de faire appeler chez moi les officiers dont je croyais avoir le plus à me méfier, et de leur faire connaître la soumission des chasseurs de la garde. Plusieurs parurent en douter et me donnèrent à entendre qu'ils étaient prêts à se réunir avec leurs soldats à l'Empereur. Je fis aussitôt sonner à cheval et, le régiment étant réuni sur la place d'Armes, je parcourus les rangs pour causer familièrement avec les hommes, comme j'en avais l'usage quand je voulais m'en faire mieux entendre que par la voie de l'ordre du régiment. Je les trouvai mornes : ces vieux soldats à l'air sévère et même revêche, qui avaient coutume de rire avec moi, semblaient alors ne pas m'entendre. Je leur demandai s'ils voulaient quitter leur colonel, et l'un d'eux me répondit que Napoléon était son premier colonel et qu'il sacrifierait

(1) *Labédoyère* (Charles-Angélique-François Huchet, comte de), né à Paris le 17 avril 1786, † 19 août 1815, s'enrôla à vingt ans dans le corps des gendarmes d'ordonnance, aide de camp de Lannes, l'accompagna en Espagne, le suivit pendant la campagne d'Autriche, se distingua à Ratisbonne et à Essling, où il fut blessé; aide de camp du prince Eugène en 1812 et en 1813, colonel du 112e d'infanterie, se couvre de gloire à Lutzen; reçut en 1814 la croix de Saint-Louis et le commandement du 7e de ligne; se rallia à l'Empereur, le suivit à Waterloo; général de brigade; arrêté le 2 août 1815 et passé par les armes le 19 août 1815.

Malgré ses vingt-huit ans, Labédoyère fut proposé deux fois pour le grade de général pendant la campagne de France. Ces deux propositions, du 22 janvier et du 21 février 1814, sont rédigées dans ces termes par le général Gérard :

« Le colonel de Labédoyère est l'un des plus dignes d'être promu au grade de général. Il a toutes les qualités nécessaires pour commander une brigade avec distinction et communiquer à sa troupe l'élan et la bravoure dont il est lui-même animé. C'est pour le bien du service seul que je demande ce grade, car je n'ai connu le colonel de Labédoyère que sur le champ de bataille. » (H. Houssaye, *1815*, p. 247.)

tout pour le revoir; ses voisins me parurent approuver cette réponse. Je ne jugeai pas à propos de leur parler davantage, et je mis sur-le-champ le régiment en marche sur Ham, où nous devions aller coucher.

A moitié chemin de Saint-Quentin à Ham, nous rencontrâmes les chasseurs de la garde qui retournaient à Cambrai; le général Lion (1) était à leur tête; je m'arrêtai peu à causer avec lui; je ne le connaissais pas, et je craignais, si les deux régiments communiquaient ensemble, que le mien en prît un plus mauvais esprit que celui qu'il manifestait déjà; j'envoyai un chef d'escadrons à la queue du régiment pour empêcher que personne ne restât en arrière, et je continuai ma route. Je remarquai avec plaisir que toutes ces vieilles moustaches de la garde avaient l'air abattu, et qu'ils étaient embarrassés de la démarche qu'ils venaient de faire.

Une heure après, je rencontrai le chef d'escadrons Ravault de Kerboux (2), officier d'état-major de S. Exc. le duc de Feltre, alors ministre de la guerre; il se rendait en poste auprès du général Lion pour vérifier si, effectivement, les chasseurs de la garde rentraient dans leur ancienne garnison et témoignaient de meilleurs sentiments; je le mis au fait de tout ce que j'avais remarqué, et je lui conseillai de profiter

(1) *Lion* (Jean-Dieudonné, comte), né à Morialmé (Bas-Rhin) le 28 octobre 1771, † 8 août 1840, soldat au Royal-Liégeois le 10 septembre 1789, sous-lieutenant le 1er pluviôse an II, colonel du 14e régiment de chasseurs le 30 avril 1809, baron de l'Empire, colonel-major du régiment des chasseurs de la garde le 10 août 1809, général de brigade le 23 juin 1813, maintenu par Louis XVIII comme major des chasseurs de la garde, lieutenant général le 13 mars 1815; admis dans le cadre de réserve le 15 août 1839.

(2) *Ravault de Kerboux* (Adrien-Charles-Marie), né à Paris le 22 février 1773, sous-lieutenant au 12e hussards le 5 mai 1800, officier d'ordonnance de Dupont le 25 avril 1814, chef d'escadrons le 10 juillet 1814, major de la place de Brest le 14 février 1835, admis à la retraite le 24 décembre 1843.

Note adressée à S. Exc. le duc Doudeauville et figurant au dossier du comte Kerboux.

« Quelques jours avant le 20 mars, M. le duc de Feltre, ministre de la guerre, envoya M. de Kerboux seul pour arrêter la colonne du général Lefebvre des Nouettes, qui marchait sur Paris; il la trouva à Château-Thierry, commandée par M. le général Lyon; par les seules voies de la persuasion, il la fit rétrograder aux cris de : Vive le Roi! » (Archives de la guerre).

de l'abattement où ils étaient pour en obtenir ce qu'il voudrait; je revis cet officier le 18 mars, jour de notre arrivée à Paris, et il m'apprit que le général Lion lui avait rapporté que des officiers de mon régiment étaient venus lui offrir de se réunir à lui, de marcher ensemble sur Paris, et de m'arrêter si je ne voulais pas y consentir; c'était une suite du même plan de Saint-Quentin, d'après lequel on voulait me livrer à Lefebvre-Desnouettes.

J'arrivai avec mon régiment le 18 mars à Paris; l'aspect de cette ville n'était rien moins que rassurant; beaucoup d'émotions, beaucoup de cris, mais pas une mesure qui pût faire croire qu'on arrêterait le torrent dont nous étions menacés. Toute la maison du Roi était encore dans Paris et paraissait peu en état de faire campagne; les volontaires royaux étaient à peine armés, et le surlendemain Bonaparte devait être aux Tuileries.

Je me présentai, à mon arrivée, chez Mgr le duc de Berry; Son Altesse Royale déjeunait; elle eut la bonté de me faire asseoir à sa table, où il y avait beaucoup de monde, entre autres les généraux Rapp et Belliard. Le prince me demanda avec gaieté si j'étais sûr de mon régiment : ma réponse fut affirmative, ne jugeant pas qu'il fût à propos, devant tout le monde, et des domestiques, de faire soupçonner l'affreuse vérité; mais le soir, je retournai chez le prince, et Son Altesse Royale m'ayant pris à part dans son cabinet, elle m'ordonna de lui dire sur mon honneur et conscience ce que je pensais de mon régiment : je lui dis alors que je ne pouvais répondre de la manière dont nos hommes se conduiraient, et qu'il était possible que si une troupe dévouée engageait chaudement l'affaire, ils se battissent contre les troupes de l'Empereur pour soutenir celles qui se seraient déjà engagées; et je le pensais : le prince ne m'en demanda pas davantage.

Je vis dans la journée M. le duc de Feltre; il me confirma ce que le chef d'escadrons Ravault de Kerboux m'avait dit de deux officiers de mon régiment qui avaient proposé au général Lion de m'arrêter, et il m'ordonna de les renvoyer au dépôt, à Béthune, en m'indiquant deux autres officiers pour les remplacer.

Le lendemain 19, le régiment étant rassemblé sur la place Louis XV pour être passé en revue par les princes, M. le lieutenant général Roussel d'Hurbal (1), qui devait commander la division, vint me demander si l'esprit du régiment était bon; je lui répondis que non. « Faites rassembler vos officiers, me dit-il, je veux leur parler. »

Les officiers rassemblés, le général les harangua en peu de mots pour leur représenter leurs devoirs envers le Roi, dont ils n'avaient jamais reçu que des bontés; je le secondai de mon mieux; les officiers furent froids, mais calmes. Lorsque le cercle fut rompu, je jugeai le moment favorable pour exécuter les ordres du ministre de la guerre, et appelant les deux officiers que j'avais à punir, je mis pied à terre avec eux; à peine leur eus-je déclaré qu'il fallait qu'ils s'en retournassent à Béthune, qu'ils éclatèrent; ils protestèrent d'une voix très élevée qu'ils n'iraient pas, que je n'avais pas le droit, sans les traduire devant un conseil de guerre, de leur ôter leur commandement; qu'ils voyaient bien qu'on voulait les perdre, mais qu'ils aimaient mieux être fusillés sur la place où ils étaient que de l'être à Béthune.

Ce moment fut très critique : les chasseurs nous regardaient avec mécontentement et en murmurant; quelques gens du peuple se ramassaient; je craignis de produire une émeute sérieuse, à la porte des Tuileries, dans un moment d'une si grande effervescence, au milieu de troupes et de gens mal intentionnés; je frémis du danger que pouvaient courir le Roi et la famille royale, et je vis bien que je devais renoncer à me conformer à un ordre verbal, pour l'exécution

(1) *Roussel d'Hurbal* (Nicolas-François, vicomte), né à Neufchâteau le 7 septembre 1763, † avril 1849, entré au service en qualité de cadet gentilhomme dans le régiment autrichien de Kaunitz-infanterie (20e d'infanterie) le 4 juillet 1781, sous-lieutenant aux chevau-légers de Vincent le 1er janvier 1782, colonel commandant les cuirassiers de Liechtenstein le 1er janvier 1807, général-major décoré de la croix de Marie-Thérèse pour sa vaillance sur le champ de bataille d'Essling le 23 mai 1809; retraité le 1er avril 1811; admis au service de la France comme général de brigade le 31 juillet 1811, général de division le 4 décembre 1812, baron de l'Empire le 28 septembre 1813 avec dotation de 4,000 francs, commandant la division de cuirassiers à l'armée des Pyrénées le 12 février 1823

duquel je n'avais aucune force sur laquelle je pusse compter.

Je tirai donc de ces officiers leur parole d'honneur qu'ils n'entreprendraient rien contre le service du Roi, et à cette condition je les laissai rentrer au régiment (car il faut bien souffrir ce qu'on ne peut empêcher).

Je me hâtai alors de mettre le régiment en marche sur Essonnes, où nous avions l'ordre d'aller coucher, et convaincu, par la scène qui venait de se passer, de la propension à la révolte qui existait dans le corps, j'allai sur-le-champ en rendre compte à M. le lieutenant général Belliard, chef d'état-major de Mgr le duc de Berry, afin qu'il en prévînt Son Altesse Royale; je lui dis entre autres choses qu'il était de la plus grande folie d'envoyer l'armée au-devant de l'Empereur, puisqu'elle ne désirait que de se réunir à lui; qu'il fallait au contraire la ramener en Flandre ou vers le Rhin, afin de la disséminer; que les chefs pourraient venir à bout de leurs hommes quand ils seraient loin de Napoléon, tandis qu'au contraire, si on les en rapprochait, une défection unanime était inévitable.

Le général Belliard me répondit qu'il y avait quatre ou cinq jours qu'il prêchait dans le même sens, mais qu'on ne voulait pas l'écouter. « Allez vous-même, me dit-il, rendre compte de ce que vous venez de me dire à Mgr le duc de Berry; peut-être vous en croira-t-on plus que moi. »

Je me rendis aussitôt aux Tuileries; Son Altesse Royale était déjà chez le Roi, pour la messe; j'y courus, et rencontrant M. le comte de la Ferronnays (1) dans le premier salon (le salon de la paix), après la salle des maréchaux, je lui demandai de me faire parler au prince, en lui représentant que c'était pour une affaire de service pressée; il passa dans

(1) *Ferronnays* (Auguste-Pierre-Marie Ferron, comte de la), né à Saint-Malo le 4 décembre 1777, † 17 janvier 1842, sert à l'armée de Condé, puis en Suède; en 1814, il débarqua à Cherbourg avec le duc de Berry; maréchal de camp le 23 août 1814, pair de France le 17 août 1815, ambassadeur en Danemark le 25 août 1817, créé comte le 15 janvier 1818, ambassadeur en Russie en 1819, ministre des affaires étrangères le 4 janvier 1828, lieutenant général le 16 novembre 1828, admis à la retraite le 25 février 1829, ambassadeur à Rome en 1830; s'offrit en otage à la place de la duchesse de Berry en 1832

les autres salons, et peu d'instants après, il vint me chercher et me conduisit dans la salle du Trône, où je trouvai Son Altesse Royale avec beaucoup de monde. Le prince m'emmena à l'écart, et je lui dis sans détour que je croyais de mon devoir de le prévenir que je ne pouvais plus répondre de mon régiment, que je venais à l'instant même d'acquérir la preuve de ses mauvaises dispositions, et que je ne doutais pas qu'il courût se joindre à l'Empereur, aussitôt qu'il serait à portée de le faire. Son Altesse Royale me demanda si je pensais que son régiment de chasseurs (le 6e) ne se battrait pas pour le Roi. « Ni celui-là ni d'autres, Monseigneur, lui répondis-je : si on vous promet qu'ils se battront contre l'Empereur, on vous trompe. — Mais quel remède y a-t-il à cela? dit le prince. — Il faut, répliquai-je, renvoyer tous nos régiments en Flandre, car en les faisant marcher sur Fontainebleau nous les conduisons à Napoléon et nous lui amenons tout ce qui lui manque, de la belle cavalerie et de l'artillerie; en nous éloignant de lui, je serai toujours le maître de mon régiment; qu'une partie de l'armée soit envoyée à marches forcées en Flandre et en Alsace, et nous paralyserons la force de l'Empereur. — Il n'est plus temps, me dit le prince; nous avons engagé la maison du Roi, il faut la soutenir. — Alors, répondis-je, je dois m'attendre à voir mon régiment déserter tout entier. — Si ce malheur arrivait, me répliqua le prince, ne quittez pas votre régiment. — Quoi! dis-je, Monseigneur, si mes hommes passent à l'Empereur vous voulez que je les suive? — Oui, me répondit-il... : au reste, voilà longtemps que nous causons ensemble, cela pourrait donner de l'inquiétude. Allez rejoindre votre régiment, et faites ce que je vous dis. »

J'ai encore cet entretien si présent à l'esprit, que je puis jurer de n'en avoir pas changé un mot, mais il fut plus long.

Je quittai les Tuileries la mort dans l'âme, et je courus après mon régiment, qui était déjà sur la route d'Essonnes; je trouvai en arrière et hors des barrières plusieurs chasseurs, la plupart soûls, qui parlaient hautement du « Petit Caporal » et du plaisir qu'ils auraient à le revoir.

En approchant d'Essonnes, je pris les devants pour aller recevoir les ordres relatifs au campement de mon régiment; je rencontrai le marquis de Talhouet, colonel des chasseurs de Berry, qui s'y rendait pour le même objet, et, chemin faisant, nous nous communiquâmes notre manière de penser sur les événements qui se préparaient. Nous étions assez liés depuis que nous nous étions trouvés ensemble à Pétersbourg; nous nous avouâmes réciproquement le peu de fond que nous faisions sur nos troupes, et nous fîmes des vœux pour que l'Empereur usât modérément de la victoire, sans combat, qu'il allait remporter.

En arrivant à Essonnes, nous allâmes trouver le comte de Valmy, sous les ordres duquel nos régiments étaient placés. Il nous indiqua les endroits où nous devions nous rendre, et ensuite il nous parla des dispositions où était la troupe; je lui avouai franchement que je ne croyais pas que mon régiment voulût engager la lutte contre les troupes de l'Empereur. « J'en suis fâché, me dit-il, car c'est sur lui que je comptais pour se battre. » Je lui répétai que je ne le croyais pas, Talhouet lui en dit à peu près autant, mais moins ouvertement que moi; ce n'est pas qu'il n'en fût aussi sûr, mais c'est qu'il avait dans le caractère quelque chose de renfermé et de politique que je n'avais pas.

Je m'informai de la maison du Roi, que Mgr le duc de Berry m'avait dit être engagée et qu'il fallait soutenir; personne ne l'avait vue ni n'en avait entendu parler; je n'y concevais plus rien, et je m'imaginai qu'on l'avait dirigée sur un autre point.

Mon régiment fut placé dans différents villages situés sur la rive droite de la Seine; je rencontrai sur le pont de Corbeil le comte d'Affry, colonel du 4e régiment suisse, le même qui m'avait pris dans sa voiture à Gumbinnen, au retour de Russie; nous nous promenâmes et causâmes longtemps ensemble. Il me dit, comme tous les autres colonels que j'avais vus, que son régiment ne se battrait pas contre l'Empereur; je lui parlai aussi de la maison du Roi; il m'assura qu'elle était encore dans Paris, et qu'elle n'était pas en état de se présenter devant

l'ennemi; c'était bien ce que je croyais; mais cela s'accordait si peu avec ce que Mgr le duc de Berry m'avait dit le matin même que je ne savais qu'en penser.

Cela se passait le 19 mars; la soirée et la nuit furent assez tranquilles; le 20 au matin, je fus prévenu par des officiers qu'on répandait le bruit que le Roi était en fuite, et que les princes, escortés par la maison militaire du Roi, étaient aussi partis prenant la route de Flandre; on me disait encore que plusieurs officiers avaient manifesté le projet d'aller avec leurs soldats à Fontainebleau où se trouvait l'Empereur, que toute la garnison de Paris était en route pour se joindre à lui, enfin que la petite insurrection étouffée à Saint-Quentin allait éclater avec plus de force.

Je donnai ordre que le régiment montât à cheval et se réunît au pont de Corbeil; je venais de recevoir une lettre de M. le comte de Girardin, lieutenant général sous le commandement duquel j'étais placé, où il me disait de diriger mon régiment sur Saint-Denis, en passant par Villeneuve-Saint-Georges; cette lettre aurait dû me parvenir dans la nuit, mais le cuirassier chargé de me la remettre s'était sans doute égaré, et elle n'arriva chez moi qu'entre sept et huit heures du matin. Je me rendis en même temps chez le général Roussel d'Hurbal, qui était logé à Essonnes, afin de lui rendre compte de ce qui se passait; je rencontrai à sa porte le général comte Edmond de Périgord (depuis duc de Dino), qui s'affligea avec moi de la tournure que prenaient les affaires; mais nous sentions bien tous deux qu'il n'y avait plus de force humaine qui pût arrêter l'Empereur.

Je retournai à mon régiment, que je trouvai réuni et assez en désordre; la plupart des soldats étaient ivres, soit de l'eau-de-vie de distribution, soit de celle que des bourgeois venus de Paris et de Fontainebleau leur faisaient boire en leur racontant le départ du Roi et de sa famille, et la prochaine arrivée de Napoléon; des cris de : « Vive l'Empereur! » se faisaient déjà entendre, mais isolément.

Je voulus encore essayer de maintenir cette troupe égarée dans la fidélité qu'elle devait au Roi; je rassemblai les officiers

autour de moi, je leur dis que j'avais reçu l'ordre de conduire le régiment à Saint-Denis, et leur demandai s'ils répondaient de leurs hommes; le commandant de la 1re compagnie me répondit qu'ils me suivraient partout, et ceux des autres compagnies en dirent autant; plusieurs officiers s'écrièrent en même temps et tumultueusement qu'ils ne se battraient pas contre l'Empereur; je leur répondis qu'il n'était pas question de se battre, mais de se rendre à Saint-Denis, comme j'en avais l'ordre, et en même temps j'ordonnai à un adjudant qui se trouvait à mon côté de prendre sur-le-champ un guide pour Villeneuve-Saint-Georges, mais dans ce moment, plusieurs officiers qui étaient derrière moi, élevant leurs sabres en l'air, crièrent : « Vive l'Empereur! » et tout le régiment leur répondit aussitôt avec le même cri et avec un enthousiasme qui tenait de la fureur; beaucoup s'écrièrent : « A Fontainebleau! à Fontainebleau! » et ce cri devint aussi général dans le régiment. Plusieurs officiers m'entourèrent, et avec des marques d'une vive affection (feinte ou véritable, c'est ce dont je n'ai pu me rendre compte positivement), ils m'assurèrent que je ne les quitterais pas, qu'ils ne le souffriraient pas.

Ma première pensée fut de m'éloigner à l'instant même d'un régiment qui venait de trahir ainsi la fidélité jurée à son Roi, mais ensuite le souvenir des ordres que Mgr le duc de Berry m'avait donnés la veille m'arrêta; je pensai que peut-être il y avait un projet arrêté dont le prince n'avait pas jugé à propos de me donner connaissance, et pour le succès duquel la présence des colonels royalistes à leurs régiments pouvait être utile; d'ailleurs, je ne nuisais pas au service du Roi en restant; je pouvais y nuire en m'éloignant; ma résolution était bien et fermement prise de quitter le service aussitôt que la cause de l'Empereur aurait pleinement triomphé, ce qui devait être décidé dans la journée. Il importait donc peu, dans ce dernier cas, que je m'éloignasse de mon régiment le 20 ou le 21 mars.

C'est ce que je dis en peu de mots à M. du Bouexic de Guichen (1), capitaine, qui, n'ayant pas les mêmes motifs que moi

(1) *Du Bouexic de Guichen* (Pierre-Luc), né à Rennes le 2 juillet 1788, sous-lieutenant au 19e chasseurs à cheval le 20 février 1811, aide de camp

pour rester, vint m'embrasser et me dire adieu; je le chargeai à voix basse de voir ma famille à Paris, et de lui dire que le lendemain je serais avec elle, et probablement pour ne plus la quitter.

Au même instant, les trompettes sonnèrent la marche, nous passâmes le pont de Corbeil, et nous prîmes la grand'route d'Essonnes à Fontainebleau.

A une lieue d'Essonnes environ, nous rencontrâmes le 4e régiment de chasseurs qui se repliait sur Paris d'après l'ordre qu'il en avait reçu; du plus loin que nous aperçûmes ce régiment, quelques officiers vinrent me demander la permission d'aller au-devant de ce corps, m'assurant qu'ils lui feraient crier « Vive l'Empereur! » et l'emmèneraient à Fontainebleau; je leur défendis positivement, et dans le but d'affermir encore plus le 4e de chasseurs dans sa fidélité au Roi, j'ordonnai aux officiers de dire en passant à ceux du 4e que nous allions faire une reconnaissance contre les troupes de l'Empereur.

Je frémis, en cette circonstance, de la position où je me trouvais, car avec les intentions les plus droites et les plus pures, si ces officiers avaient exécuté leur dessein, j'aurais pu passer ensuite pour un chef de parti, débauchant les troupes du Roi pour les mener à Napoléon.

Le comte de Vence, colonel du 4e régiment de chasseurs, vint me dire bonjour et marcher quelques instants avec moi à la tête de mon régiment. Il me fit la guerre en plaisantant sur la profonde tristesse où il me voyait plongé; il y avait trop de témoins, dont je me défiais, autour de nous, pour que je pusse lui faire part de ma position.

Je rencontrai un quart de lieue plus loin le général Alphonse Colbert (1), et le colonel Jacquinot (2) du 1er régiment de

du général Piré, capitaine aux chasseurs du Roi en 1814, démissionnaire le 20 mars 1815, chef d'escadrons aux lanciers de la garde royale le 2 avril 1820, en demi-solde le 31 août 1830.

(1) *Colbert* (Louis-Pierre-Alphonse, comte de), né à Paris le 29 juin 1776, † 2 juin 1843, soldat au 7e bataillon de Paris, colonel du 9e hussards le 11 janvier 1812, général de brigade le 9 juillet 1814, lieutenant général le 18 mai 1838.

(2) *Jacquinot* (Jean-Baptiste-Nicolas), né à Vitry-sur-Marne le 20 avril

lanciers; je les tirai à part et leur appris ce qui se passait, et le départ du Roi qu'ils ignoraient entièrement; je leur dis aussi que j'allais prendre ma retraite et que je ne voulais plus servir dans une armée aussi indisciplinée et qui se déshonorait; ils me parurent fort affectés de ces nouvelles, surtout le général Colbert, qui s'écria plusieurs fois avec un son de voix très altéré : « Et voilà comme on compromet de braves gens! »

Nous dépassâmes Pont-Thierry, et un peu plus loin, apercevant un village sur la droite de la route, j'y envoyai ma troupe sous prétexte de faire rafraîchir les hommes et les chevaux, mais effectivement pour éviter de rencontrer l'Empereur, qui ne pouvait être éloigné, car plusieurs courriers passés depuis le matin à Essonnes y avaient dit hautement qu'ils allaient le chercher et qu'on l'attendait à Paris; je suppose qu'ils lui étaient envoyés par M. de la Valette (1).

J'entrai seul dans une petite auberge sur la grand'route, dans un village dont j'ignore le nom, pour y manger un morceau, car j'étais exténué. Je trouvai, dans cet endroit, quelque cavalerie formant l'avant-garde de l'armée de l'Empereur (des 4e régiment de hussards, 6e lanciers et 13e dragons). Nous avions rencontré un quart d'heure avant un détachement de cavalerie de la même armée, qui avait remis en passant à nos hommes des paquets de proclamations et de décrets de Napoléon.

Il n'y avait pas une demi-heure que j'étais dans ce village,

1768, † 19 juin 1845, lieutenant au 1er bataillon des volontaires nationaux de la Meurthe le 20 août 1791, colonel du 1er chevau-légers-lanciers le 5 août 1813, colonel du 1er régiment de lanciers le 16 août 1814; en non-activité le 16 février 1816, lieutenant du Roi de la place de Besançon le 15 août 1821, retraité le 12 août 1834.

(1) *La Valette* (Antoine-Marie Chamant, comte de), né à Paris le 14 octobre 1769, † le 15 février 1830, garde national de la Seine à la Révolution, s'engagea à la légion des Alpes formée par Baraguay d'Hilliers dont il devint l'aide de camp, destitué le 13 vendémiaire, aide de camp de Bonaparte à l'armée d'Italie, épousa peu après Louise de Beauharnais, nièce de Joséphine, ministre en Saxe et en Hesse, directeur général des postes, conseiller d'Etat, comte de l'Empire le 3 juin 1808, pair des Cent-jours le 2 juin 1815, destitué le 24 juillet 1815, condamné à mort le 19 novembre par la cour d'assises de la Seine, s'évada la veille de son exécution et resta caché à Paris jusqu'au 10 janvier 1816, gracié par Louis XVIII le 19 janvier 1820, rentra en France, où il vécut fort retiré jusqu'à sa mort.

qu'un courrier y arriva, venant de Fontainebleau : il nous apprit que l'Empereur le suivait de très près; je remontai aussitôt à cheval, et je repris la grande route de Paris, dans l'intention de rejoindre mon régiment dans le village où je l'avais envoyé rafraîchir; mais avant d'arriver au chemin qui y conduisait, je fus joint par une assez mauvaise voiture de poste, escortée par quelque cavalerie : je me doutai bien que c'était Napoléon, et me rangeant de côté, je jetai les yeux dans la voiture, où je reconnus effectivement l'ex-Empereur, et le général Bertrand (1) assis dans le fond à côté de lui; l'Empereur me parut engraissé et très bruni; il était tout à fait basané.

La voiture s'éloignant rapidement, je continuai ma route lentement, ne me doutant pas que j'allais le rejoindre bientôt; mais à un quart de lieue de là, et à un coude que faisait la route, je me trouvai tout à coup assez près de l'Empereur et du général Bertrand; Napoléon avait mis pied à terre, pour passer le revue de deux régiments d'infanterie venus au-devant de lui jusque-là, et ils finissaient de défiler au moment où j'arrivais; le général Bertrand, que je connaissais beaucoup depuis le camp de Boulogne, me salua et, s'approchant de moi, me demanda où était mon régiment : je lui indiquai de la main le village où je l'avais envoyé, et qu'on apercevait de l'endroit où nous étions; il me demanda s'il était bien monté, et sur ma réponse affirmative : « Tant mieux, dit-il, il nous escortera aujourd'hui à Paris. »

Dans cet instant, l'Empereur ayant fini sa revue remontait en voiture, le général Bertrand le suivit; je ne les ai plus, depuis ce moment, revus ni l'un ni l'autre.

(1) *Bertrand* (Henri-Gratien, comte), né à Châteauroux le 23 mars 1773, † 31 janvier 1844, fait partie de la garde nationale et défend les Tuileries le 10 août; élève sous-lieutenant du génie le 17 septembre 1793, chef de bataillon le 27 pluviôse an VII, chef de brigade au mois de prairial an VIII, général de brigade le 19 fructidor an VIII, se distingue à Austerlitz; aide de camp de l'Empereur, général de division le 30 mai 1807, gouverneur de la Dalmatie, grand maréchal du palais le 18 novembre 1813; suit l'Empereur à l'île d'Elbe; condamné à mort par le 1er conseil de guerre le 7 mai 1816, amnistié le 24 octobre 1821; commandant de l'École polytechnique après 1830; reçut la mission d'aller chercher les cendres de l'Empereur.

Le bruit de son passage se répandit rapidement, et je vis bientôt arriver mes chasseurs qui espéraient encore le voir, mais il était trop tard; nous prîmes alors, et lentement, la route de Paris; j'envoyai les adjudants-majors avec les sous-officiers et les fourriers à Ris, village sur la route d'Essonnes à Paris, y faire le logement, mon intention étant d'y arrêter le régiment jusqu'au lendemain; mais je fus encore contrarié dans ce projet.

Un quart d'heure avant d'arriver à Ris, un officier d'ordonnance de Napoléon arrivant au galop me donna l'ordre de prendre le trot afin de rejoindre l'Empereur, qui nous attendait; je lui répondis que nos chevaux étaient éreintés, mais il continua sa route en me disant que c'était l'ordre formel du général Bertrand, et qu'il en allait dire autant aux troupes qui se trouvaient aussi dernière nous.

Je continuai à marcher toujours au pas, espérant que l'Empereur, naturellement vif, s'ennuierait de nous attendre, mais je vis bientôt après arriver un officier général qui prit le commandement supérieur de mon régiment, lui fit doubler l'allure, et nous arrivâmes promptement à Villejuif, où effectivement Napoléon nous attendait; il avait avec lui quelques pelotons de hussards et de lanciers qui entouraient sa voiture; il était nuit noire.

Villejuif me parut illuminé, par la quantité de chandelles qu'il y avait aux fenêtres, et je crois qu'il l'était effectivement; des crix tumultueux de : Vive l'Empereur! se faisaient entendre; je ne sais s'ils venaient des troupes ou des habitants; le général qui nous commandait m'ordonna de faire passer deux escadrons en avant de la voiture, et d'en laisser deux derrière.

Nous nous mîmes aussitôt en marche : beaucoup d'officiers généraux, faisant les empressés et les nécessaires, se disputaient à qui aurait mon régiment sous ses ordres : l'un disait que l'Empereur lui-même lui avait dit d'en prendre le commandement; celui-là avait reçu le même ordre du général Bertrand; un autre se disait envoyé par Exelmans; le général Montholon (1), un des plus acharnés,

(1) *Montholon* (Charles-Tristan, comte de), né à Paris le 21 juillet 1783, † 20 août 1853, élève de marine; passa dans l'armée de terre en 1798;

était très surexcité; il était monté sur un cheval blanc.

C'est ce même général qui, avec sa femme, a suivi l'Empereur à l'île Sainte-Hélène.

A l'entrée de la barrière de Paris, nous trouvâmes cinq ou six cents personnes, tout populace, qui attendaient leur héros; les cris, les vociférations, le tumulte furent extrêmes dans cet endroit : Vive l'Empereur! A bas les nobles! A bas la calotte! voilà ce que j'entendis distinctement à plusieurs reprises.

Aussitôt après avoir passé la barrière, on nous fit tourner à gauche pour prendre les boulevards neufs, que nous suivîmes jusqu'à la place des Invalides; nous traversâmes le pont Louis XVI, et tournant aussitôt après à droite, nous longeâmes la rivière et le jardin des Tuileries, et nous entrâmes dans la cour du château par la grille qui est vis-à-vis du pont Royal; il était alors près de dix heures du soir; il n'y avait presque personne dans les rues, du moins dans celles que nous avions traversées.

La cour du château des Tuileries était pleine de gardes nationaux, avec leur musique qui jouait des airs analogues à la circonstance, comme : *Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille*, et *Veillons au salut de l'Empire*, etc. Quelques pièces de canon étaient braquées contre les différentes entrées du château; précaution bien inutile, car certainement personne ne songeait à troubler Napoléon dans sa prise de possession.

Nous nous mîmes en bataille, faisant face au château; je ne vis point arriver la voiture de l'Empereur, ainsi je ne puis rien dire de la manière dont il fut reçu à sa sortie du carrosse, et à son entrée dans le château.

Une demie heure après, le général Exelmans (1), sous les

comte de l'Empire le 28 mai 1809, adjudant général de l'Empire en 1815; accompagna l'Empereur à Sainte-Hélène, publia les *Mémoires de Sainte-Hélène*, rentra dans l'armée après 1830; condamné par la Chambre des pairs à vingt années de détention pour l'échauffourée de Boulogne; enfermé à Ham, il fut relâché après l'évasion du prince Louis-Napoléon; admis à la retraite comme général de brigade le 17 mai 1850; fut réintégré dans les cadres après le coup d'État.

(1) *Exelmans* (Remy-Joseph-Isidore), né à Bar-sur-Ornain le 13 novembre 1775, † 22 janvier 1852, volontaire au 3e bataillon de la Meuse le 6 septembre 1791, sous-lieutenant le 1er brumaire an V, aide de camp de Murat

ordres duquel était mon régiment, sans que j'en fusse prévenu officiellement, me fit dire de conduire ma troupe à la caserne de la rue de Grenelle, et de faire donner deux francs à chaque homme pour qu'ils pussent vivre; cette précaution était bonne, car il était onze heures du soir, les soldats avaient encore la tête échauffée de ce qu'ils avaient fait dans la journée, ils avaient faim et soif, et si on ne leur avait pas donné quelque argent pour acheter ce dont ils avaient besoin, il y aurait certainement eu pillage de quelques boutiques dans ce quartier.

Je fis cette avance de ma poche, et je fus ensuite longtemps sans pouvoir en obtenir le remboursement.

La révolution du mois de mars étant terminée, le Roi et les princes hors du royaume ou près d'en sortir, il me parut que je n'avais plus rien à faire au service, et je résolus de me retirer : la manière dont j'aurais pu désormais me rendre utile à la cause du Roi en restant à la tête de mon régiment n'aurait été qu'une suite de démarches basses et empreintes de duplicité; elles répugnaient à mon caractère, naturellement franc; le 21 mars au matin, je notifiai donc hautement l'intention où j'étais de quitter le commandement de ce régiment, et je chargeai un officier, assez bon maquignon, de faire vendre mes chevaux, qui ne m'étaient plus bons à rien et me devenaient à charge.

Peu d'instants après, je reçus une lettre du général Exelmans qui me prévenait que mon régiment faisait partie de sa division, et me donnait ordre de le conduire à midi sur la place du Carrousel pour y être passé en revue par l'Empereur.

Je lui répondis aussitôt que ma santé ne me permettant plus de servir activement, j'avais remis le commandement au major Le Nourry (1), que je fis aussitôt appeler, et auquel je fis

le 1er prairial an IX, colonel du 1er régiment de chasseurs le 6 nivôse an XIV, général de brigade aide de camp de Murat le 14 mai 1807, général de division le 8 septembre 1812, grand chancelier de la Légion d'honneur le 15 août 1849, maréchal de France le 10 mars 1851.

(1) *Le Nourry* (Amédée-Charles-Louis), né à Craconville (Eure) le 8 juillet 1777, † 18 janvier 1825, cavalier au 19e chasseurs le 21 mars 1794, sous-lieutenant le 5 janvier 1799, major à la suite des chasseurs du Roi le 1er septembre 1814; cesse ses fonctions le 29 mars 1815; lieutenant-

part de cette résolution; il la combattit de toutes ses forces, ainsi que plusieurs officiers qui accoururent chez moi, mais leurs efforts furent inutiles; mon parti était bien pris, et rien ne pouvait plus m'en faire dévier.

Les officiers se séparèrent de moi avec regret; j'en eus aussi à les quitter : j'avais formé ce régiment au retour du Roi, en 1814, la plupart des officiers y avaient obtenu quelque récompense, et beaucoup m'étaient attachés, mais ils étaient entraînés vers Napoléon par ce prestige de gloire nationale (si puissant sur les officiers français) attaché au nom de cet homme; il y en eut cependant dix ou douze qui donnèrent leur démission, et quittèrent le régiment en même temps que moi.

Plusieurs personnes m'ont demandé, depuis ces événements, comment il avait pu se faire qu'un régiment qui portait le nom du Roi et qui, par conséquent, était privilégié, eût pu se tourner aussi rapidement en faveur de l'Empereur, et contre le Roi qui lui avait accordé tant de grâces?

La réponse à cette question est facile, mais elle demande quelque développement.

Par ordonnance du 23 avril 1814, Monsieur, frère du Roi, lieutenant général du royaume, ordonna la création de quatre régiments du Roi (cavalerie), cuirassiers, dragons, chasseurs et hussards; de deux régiments du Roi (infanterie de ligne et légère), et de deux régiments de la Reine (aussi infanterie de ligne et légère). Plus tard, on créa un régiment de lanciers du Roi.

On avait eu un instant l'idée de former une garde royale, à l'instar de celle de l'Empereur, et c'étaient ces huit régiments qui devaient la composer. Cette idée était bonne, sans doute, et valait certainement mieux que celle de créer des gardes du corps et des compagnies rouges de la maison du Roi, qui augmentèrent notre état militaire d'un état-major énorme et dispendieux et de 5,000 officiers de cavalerie, sans donner au Roi un seul soldat.

En conséquence du premier projet de former une garde

colonel aux hussards de la garde le 17 décembre 1818; colonel aux chasseurs du Cantal le 20 juin 1821.

royale militaire, les lieutenants généraux Lagrange (1) et Pajol (2) (je ne parlerai que de la cavalerie) furent chargés de l'organisation des quatre régiments de cette arme; entre autres instructions, ils avaient celle de choisir les plus beaux chevaux et des hommes d'élite dans tous les corps de cavalerie de l'armée (excepté l'ex-garde impériale), et si les hommes choisis se conduisaient mal dans ces nouveaux régiments, ils devaient, pour punition, être renvoyés dans les corps d'où ils sortaient.

Ce recrutement et cette organisation étaient donc les mêmes que ceux de l'ex-garde impériale.

Je reçus de cette manière 450 hommes d'élite choisis dans 26 régiments de chasseurs à cheval; on leur fit la promesse qu'ils seraient de la garde royale; le général qui nous organisait le leur dit hautement et devant le front des régiments rassemblés.

Tous ces vieux soldats ne laissèrent dans les corps qu'ils quittaient que des hommes moins anciens de service et moins bien notés qu'eux; s'ils étaient restés dans ces corps, ils avaient la certitude de faire partie de la compagnie d'élite et d'avoir part aux récompenses ou aux congés accordés en 1814 aux hommes les plus anciens et les mieux notés; la persuasion où ils étaient qu'ils entraient dans la garde royale et qu'ils y jouiraient des avantages et des prérogatives toujours attachés à un corps d'élite, pouvait seule les déterminer

(1) *Lagrange* (Adélaïde-Blaise-François Lelièvre, marquis de), né à Paris le 21 décembre 1766, † 2 juillet 1833, volontaire au bataillon d'Artois le 21 décembre 1781, sous-lieutenant aux carabiniers le 4 août 1784, colonel du régiment le 8 septembre 1792; il se distingua à la bataille de Valmy; passa le 12 octobre 1792 au 5e régiment de hussards; chef de brigade à l'état-major de Murat à l'armée d'Italie an VIII, colonel du 7e régiment de chasseurs le 19 pluviôse an IX, général de brigade le 15 juin 1807, général de division le 29 juin 1809, gouverneur de Wesel en 1813, de Metz en 1814, capitaine-lieutenant à la 2e compagnie de mousquetaires le 15 juin 1814.

(2) *Pajol* (Claude-Pierre, comte), né à Besançon le 3 février 1772, s'enrôla en 1791 dans le 1er bataillon des volontaires du Doubs; sous-lieutenant au 82e régiment d'infanterie (Saintonge) le 12 janvier 1792, aide de camp de Kléber le 1er prairial an II; nommé chef de brigade par Masséna à l'armée d'Helvétie; commande successivement le 23e régiment de cavalerie, puis le 6e hussards; général de brigade le 10 mars 1807, général de division le 7 août 1812, commandant du 1er corps de cavalerie pendant les Cent-Jours; retraité le 3 janvier 1816; rappelé à l'activité le 26 septembre 1830; pair de France le 19 novembre 1831.

à quitter des régiments où ils étaient connus et considérés.

Mais pendant que les régiments du Roi s'organisaient et que tous ceux qui en faisaient partie se berçaient d'espérances flatteuses, le gouvernement changeait d'idée à leur égard et, passant d'un extrême à l'autre, voulait leur donner le dernier numéro de leur arme; mon régiment apprit ce changement en arrivant à Saint-Germain en Laye; le prêt fut fait à la troupe sur le même pied que dans les corps de la ligne, et le lendemain matin, j'appris que 40 hommes, tous anciens soldats, avaient déserté; les jours suivants, la désertion diminua, mais elle existait encore; le ministre de la guerre, apprenant que ces corps d'élite, pour lesquels on avait déjà fait des frais, allaient se fondre, se hâta de leur donner le n° 1 de leur arme, le titre de régiment du Roi, le privilège de porter l'aiguillette, et la promesse de la garnison de Paris *ad vitam æternam*.

Ces concessions, tout insignifiantes qu'elles devinrent par la suite, arrêtèrent la désertion, mais non pas le mécontentement, qui alla toujours croissant, car tous les jours ces vieux soldats apprenaient que leurs cadets en ancienneté militaire, qu'ils avaient laissés dans les régiments dont ils sortaient, étaient de la compagnie d'élite, ou décorés de la Légion d'honneur, ou rentrés chez eux avec des retraites ou des congés honorables, tandis que la plupart de ceux venus dans les régiments du Roi étaient privés de ces avantages.

La garnison de Paris leur était une puissante consolation; on se hâta de la leur enlever, et le 24 janvier 1815, nous nous mîmes en route pour Béthune; leur mécontentement ne connut plus de bornes, et avant leur départ, ils tinrent les propos les plus effrayants; nous en fûmes instruits par les rapports de la police (1).

Le départ de la garnison de Paris, cinq semaines avant le

(1) POLICE. *Extrait des rapports du 23 janvier 1815.*

Le 1er régiment de chasseurs à cheval part demain à neuf heures du matin pour Béthune.

Les militaires de ce corps, surtout les officiers et sous-officiers, sont en général mécontents de quitter Paris, parce que leur régiment étant régiment du Roi, ils regardent leur départ comme une sorte d'affront fait à leur titre.

Les agents ont passé une partie de la journée avec nombre de ces mili-

débarquement de l'Empereur, a paru à beaucoup de personnes une preuve d'intelligence entre ce dernier et le maréchal Soult, alors ministre de la guerre; je ne partage pas cette opinion. Le maréchal Soult, en entrant au ministère, fut offusqué du pouvoir du général Maison, qui, comme gouverneur de Paris, en commandait toute la garnison; ces troupes formaient une belle armée; n'ayant pu réussir à faire ôter au général Maison son gouvernement, il imagina de lui ôter sa garnison, et sous des prétextes d'économie, il éloigna de Paris toutes les troupes qui s'y trouvaient, n'y gardant que quelque infanterie absolument nécessaire pour le service; ces deux généraux ne s'aimaient pas, et cette inimitié fut encore augmentée par des picoteries de société entre leurs femmes.

Mais j'en reviens à ma position après le 20 mars.

Ne me voyant pas à la tête de mon régiment à sa revue du 21, l'Empereur demanda où j'étais, et sur la réponse du général Exelmans, il ordonna mon remplacement, qui eut lieu aussitôt en faveur du colonel Simonneau (1), aide de camp de

taires, et ils ont été à portée d'être convaincus que beaucoup d'entre eux sont animés d'un mauvais esprit.

Ils en ont entendu plusieurs qui disaient que les cuirassiers partis le 20 pour Blois avaient crié en route : Vive l'Empereur! et que quelques-uns d'eux se disposaient à en faire autant.

C'est particulièrement dans les chasseurs du Roi qu'on a reconnu le plus de mauvaises têtes; l'un d'eux disait hautement que les soldats français avaient tout perdu en perdant Napoléon.

On a entendu nombre de sous-officiers dire entre eux que, partant demain, ils voulaient jouir de leur reste et faire leurs bamboches.

D'autres se sont donné rendez-vous ce soir au Palais-Royal, à la Halle au blé. (*Note de l'auteur.*)

(1) MINISTÈRE DE LA GUERRE (2e division : Cavalerie.)

« Paris, ce 5 avril 1815.

« Messieurs, je vous préviens que l'Empereur, par décret du 26 mars dernier, a nommé M. Simonneau colonel du régiment que vous administrez, en remplacement de M. de Saint-Chamans.

« Vous voudrez bien le faire reconnaître en cette qualité et m'en rendre compte.

« Recevez, Messieurs, l'assurance de ma considération,

« Le ministre de la guerre.

« *Signé* : DAVOUT, prince d'Eckmühl.

Au conseil d'administration du 1er régiment de chasseurs. (Archives de la guerre.)

Simonneau (Pierre-Joseph-Victor), né à Nézignan (Hérault) le 6 dé-

ce général; je me retirai tranquillement dans ma famille, je vendis mes chevaux, et je vécus pendant les Cent-jours de l'interrègne aussi heureux qu'on pouvait l'être à cette désastreuse époque (1).

Le maréchal Soult, quelques jours avant le départ du Roi, s'était retiré dans sa terre de Villeneuve-l'Étang, près Saint-Cloud; j'allai l'y voir peu de temps après le retour de l'Empereur, et je le trouvai dans son parc, occupé à faire travailler ses ouvriers; il me parut assez gai et tranquille; nous parlâmes peu des affaires publiques; je lui dis que j'étais remplacé à mon régiment; il m'apprit, de son côté, que l'Empereur l'avait envoyé chercher deux fois, et qu'il avait refusé d'aller lui parler; qu'à la troisième, c'était Savary lui-même qui était venu le prendre pour le mener chez l'Empereur et qu'il y avait été, qu'il avait eu une conversation d'une heure avec l'Empereur, que le résultat en avait été insignifiant, et qu'il voulait rester tranquille chez lui.

Mais il ne tarda pas à se rallier à l'Empereur, et lorsque je le revis peu de temps après, il me tira à part dans son cabinet, et il me dit que, connaissant bien mon attachement pour lui, il m'avait réservé une place avantageuse dans son état-major;

cembre 1775, cavalier au 1er chasseurs le 21 mars 1798, sous-lieutenant au 1er chasseurs le 5 mars 1803, colonel le 28 septembre 1813, maréchal de camp le 12 août 1830; admis au cadre de réserve au mois d'août 1839.

(1) Je me trouvais cependant, dans cette circonstance, dans une position gênante; la société des nouveaux militaires qui, entrés au service en 1814, s'étaient trouvés sans emploi et sans grade au retour de Napoléon, m'ennuyait, parce que, quoique je partageasse leur opinion sous beaucoup de rapports, leur extravagance et leur ignorance quand ils parlaient guerre et état militaire me révoltaient; d'un autre côté, mes anciens camarades de l'armée me voyaient d'un mauvais œil parce que, au retour de leur maître, je n'avais pas voulu le servir; d'ailleurs, leur opinion était si différente de la mienne que nous ne pouvions plus socier ensemble. Il m'arriva en cette circonstance ce qui arrivera toujours à ceux qui ne sont pas exclusivement d'un parti, c'est d'être mal vus de tous.

Dans cette extrémité, je me résolus à vivre fort retiré et dans ma famille : ce fut un bonheur nouveau pour moi; depuis treize ans, j'en avais toujours été si éloigné que je n'avais pu la bien connaître, et en la voyant de plus près, j'en vins à penser que c'était peut-être pour mon bonheur que j'étais forcé de me retirer de l'état militaire et d'abandonner toute carrière politique pour vivre et mourir tranquillement dans mon intérieur; mais ces pensées ne durèrent pas longtemps et je les abandonnai tout à fait au retour du Roi; je m'en suis souvent repenti. (*Note de l'auteur.*)

je le remerciai froidement, et lui dis que mon intention n'était pas de faire cette campagne.

Je ne pouvais lui déduire trop ouvertement mes motifs, puisque c'eût été faire la censure de sa conduite actuelle, mais je pensais qu'il m'entendrait bien.

Il insista cependant, et je crus comprendre qu'il me faisait espérer que j'entrerais avec le grade de maréchal de camp dans son état-major, et que je n'en resterais pas longtemps là.

Je lui répondis alors fort résolument que mon parti était bien pris, et que rien ne pouvait me porter à servir l'Empereur.

Il s'emporta à ces paroles, et s'écria que sa résolution de servir l'Empereur de tous ses moyens était aussi bien arrêtée; que les Bourbons avaient voulu, avant leur départ de Paris, le faire massacrer, lui Soult, et que s'ils n'y avaient pas réussi, ce n'était pas faute d'avoir fait ameuter le peuple contre lui par leurs agents de police; il me dit encore cent pauvretés pareilles avec un emportement extrême.

Le déjeuner fut froid; j'étais mal à mon aise vis-à-vis de lui, et il était mécontent de moi, et peut-être de lui-même; je me retirai aussitôt qu'on sortit de table, et je ne comptais plus le revoir, mais j'y fus bientôt forcé par un accident fâcheux qui arriva à un de mes proches parents.

Le comte de Meulan (1), mon cousin germain, s'étant mis dans la tête d'aller rejoindre le Roi à Gand, s'embarqua au Havre, et fut pris presque aussitôt par une canonnière française; ses intentions n'étaient pas douteuses; on le conduisit à Rouen, où on le mit dans un cachot, et on ne parlait de rien moins que de lui casser la tête.

Dans cette extrémité, je courus chez le maréchal Soult pour implorer sa protection; mais j'en fus mal reçu, et il me répondit froidement qu'il ne pouvait interrompre le cours de la justice, et que si mon cousin n'était pas coupable, il n'avait rien à craindre.

(1) *Meulan* (Marie-Joseph-Théodore, comte de), né à Paris le 5 janvier 1778, † 20 novembre 1832, soldat au 2e régiment de cavalerie le 7 novembre 1798, sous-lieutenant au 5e dragons le 22 mars 1801, adjudant-commandant le 18 septembre 1814, maréchal de camp le 16 avril 1817.

Ce n'était pas là notre affaire, et pour l'attendrir, je lui rappelai que M. de Meulan, dans toutes nos dernières campagnes, avait bien servi l'Empereur et la France, et qu'il était même couvert de blessures.

— Qu'importe cela! répondit le maréchal en me regardant fixement; j'en connais beaucoup qui ont bien servi dans nos dernières guerres, qui ont aussi des blessures honorables, et qui aujourd'hui trahissent leur prince et leur pays.

Quand je vis qu'il le prenait sur ce ton-là, je me hâtai de me retirer sans en demander davantage. Il partit peu de jours après pour la campagne de Waterloo, et les événements qui suivirent tirèrent d'affaire M. de Meulan.

Une agitation sourde régnait dans toutes les sociétés de Paris à cette époque : on savait positivement que les souverains de l'Europe avaient refusé d'entrer en aucune communication avec l'Empereur, et qu'ils faisaient marcher leurs troupes dans toutes les directions vers les frontières de France; les gens qui approchaient Napoléon et les plus dévoués de son parti ne pouvaient dissimuler leurs inquiétudes; la plupart même, qui avaient été bien traités par le Roi et avaient joui, pendant les dix mois de son règne, de places honorables et lucratives, maudissaient le retour de leur ancien maître qui venait les lancer de nouveau parmi les hasards d'une révolution et d'une guerre désavantageuse; ils le servaient mollement, et craignaient de se mettre trop en avant; ils voulaient se ménager une porte de derrière dans le cas où Napoléon succomberait.

D'un autre côté, le parti royaliste, consterné, abattu au 20 mars, se relevait avec beaucoup de force à mesure que l'espérance lui revenait; il prit la tactique que les révolutionnaires avaient suivie en 1814; on écrivit et on colporta des journaux et des pamphlets contre le « grand homme » et son parti, on le chansonna, et ces vaudevilles malins et spirituels étaient chantés à demi-voix, dans toutes les rues; on répandait de fausses nouvelles, toujours à son désavantage; tantôt une division de son armée avait déserté tout entière; tantôt les hostilités étaient commencées, et ses armées en déroute;

ces nouvelles, ces pamphlets, ces chansons étaient envoyés dans les provinces, et y faisaient encore plus d'effet qu'à Paris; on les faisait circuler jusque dans les rangs de l'armée destinée à le soutenir, et ils y portèrent l'hésitation et le mécontentement.

Le caractère de l'Empereur n'était déjà plus le même; il avait perdu beaucoup de sa force et de sa témérité; il laissa voir qu'il était embarrassé de sa position et qu'il ne savait de quel côté se tourner; enfin, il se jeta dans les bras des jacobins, parce que c'étaient les seuls qui lui fussent ouverts, et qu'il lui fallait un appui.

On vit alors la France offrir de nouveau le spectacle des intrigues révolutionnaires de 1792; les fédérations recommencèrent, les clubs se rouvrirent, on enrégimenta les charbonniers et les forts de la halle de Paris; les faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau s'organisèrent en bataillons commandés par des chefs militaires pris parmi les anciens officiers; le lieutenant général Darricau (1) eut le commandement de cette dégoûtante armée.

Mais cette effervescence dura peu; la fièvre révolutionnaire s'était bien amortie depuis vingt ans, et ce nouvel accès tomba de lui-même et sans qu'il fût nécessaire d'y appliquer des remèdes violents; je crois que l'Empereur lui-même fut honteux du rôle qu'on lui faisait jouer, et d'être un mannequin dans la main des jacobins; et en effet l'homme qui avait passé, en vainqueur, la revue de l'armée d'Austerlitz dans les plaines de Vienne, ne pouvait pas, sans éprouver quelque honte, passer dans la cour des Tuileries la revue des forts de la halle de Paris.

Il rencontra, d'ailleurs, quelque opposition de la part de la Chambre des députés et de la Chambre des pairs, qu'il venait

(1) *Darricau* (Augustin, baron), né à Tartas (Landes) le 5 juillet 1773, † 7 mai 1819, soldat dans le 1[er] bataillon des volontaires de son département en 1791, colonel du 32[e] d'infanterie le 7 floréal an IX, général de brigade le 15 février 1807, baron de l'Empire le 27 juillet 1808, général de division le 31 juillet 1811. L'Empereur lui donna à Paris le commandement de fédérés qu'il organisa avec beaucoup d'activité pour la défense de la capitale. Mis à la retraite à la deuxième restauration.

de convoquer; il comprit alors que toutes ses ressources étaient dans son armée, et il partit le 12 juin pour ouvrir en Flandre la campagne qu'il aurait dû, dans ses intérêts, commencer le 21 mars; il aurait été à Bruxelles le 1er avril, et sa position était bien différente; heureusement, le ciel qui le conduisait à sa perte l'aveugla cette fois sur la seule ressource qu'il eût, et qui alors pouvait le sauver. Il s'opiniâtra à rester à Paris, pour entamer avec les souverains étrangers des négociations qui restèrent sans effet, et pour jouer sa comédie du champ de Mai, dont il ne tira aucun profit.

Tout le monde connaît le résultat de la fameuse campagne des *Cent-heures*, qui termina si convenablement le règne des Cent-jours; ainsi, je n'en parlerai pas : d'ailleurs, je me suis imposé la loi de ne parler, dans ces mémoires, que de ce que j'ai vu de mes propres yeux, ou entendu de mes deux oreilles, et j'avoue que je suis resté à Paris sans en sortir depuis le départ jusqu'au retour du Roi.

J'eus plus d'une fois le désir de rejoindre les princes à Gand, mais les difficultés du voyage me retinrent, et encore plus l'incertitude où j'étais si, en restant à Paris et en agissant de tous mes moyens en faveur de la cause royale, je ne me rendrais pas plus utile qu'en allant à Gand, où il me paraissait impossible que je fusse bon à rien.

Cependant M. de Guichen, ancien capitaine de mon régiment de chasseurs, était venu un beau jour du mois de mai m'avertir qu'il partirait le lendemain pour Gand; je lui remis une lettre pour le duc de Feltre, ministre de la guerre du Roi, où, après lui avoir rendu compte de ma conduite le 20 mars, je le priais de vouloir bien me faire connaître les ordres de Sa Majesté, en l'assurant que je ne perdrais pas de temps pour m'y conformer (1).

Mon frère, indigné de tous les mauvais ouvrages que les

(1) La réponse à cette lettre fut remise à ma porte le 22 juin, sans que j'aie jamais su par qui ni comment; le duc de Feltre m'y disait que le Roi était satisfait de mon zèle et de ma fidélité, et me donnait à entendre que l'intention de Sa Majesté était que je vinsse la rejoindre. Mais tout était fini heureusement alors, et le Roi était déjà en route pour revenir à Paris. La lettre du duc de Feltre était datée de Gand, le 8 juin 1815.

bonapartistes et les jacobins faisaient paraître à cette époque contre le gouvernement du Roi pendant les dix mois qui venaient de s'écouler, entreprit de les réfuter tous dans une brochure assez courte, mais écrite avec talent, et surtout avec courage, car elle fut imprimée, avec son nom, dans le moment le plus critique pour les royalistes.

Elle lui fit beaucoup d'honneur, mais elle fixa en même temps, d'une manière fâcheuse, les yeux de l'Empereur et de sa police sur notre famille, et un de mes amis, ou soi-disant tel, vint tout effaré me trouver chez moi et me demander si j'étais l'auteur de la brochure en question. « Non, lui répondis-je, mais je voudrais l'être. — Ne le souhaitez pas, me dit-il, et tâchez plutôt de désabuser le gouvernement à cet égard, car hier soir, chez le duc de Rovigo, j'ai entendu qu'il était question de vous faire arrêter, et je pense que c'est à propos de cet ouvrage. »

Je lui répliquai que mes principes étaient absolument les mêmes que ceux développés dans la brochure dont il me parlait, et nous nous séparâmes assez froidement : je tirai cependant parti de l'avis qu'il me donnait, pour me ménager les moyens de quitter Paris et de me cacher si l'on me recherchait.

La nouvelle de la bataille de Waterloo et du retour précipité de l'Empereur à Paris nous délivra bientôt de ces angoisses ; les royalistes commencèrent à se montrer plus ouvertement, et même à se rassembler, quoique le parti révolutionnaire ne se tînt pas encore pour battu ; l'armée française, qui s'était repliée sur Paris et qui entoura cette ville pendant plusieurs jours, tenait comme enchaînée la volonté des habitants de la capitale, car cette armée, égarée par ses officiers, était si mal disposée pour la cause royale qu'on ne parlait pas moins que de mettre Paris au pillage, si les habitants se déclaraient pour le Roi ; d'ailleurs, les misérables qui, à cette époque, siégeaient dans la Chambre des députés et dans celle des pairs, voyant leur règne fini, et croyant leurs personnes compromises du moment où le Roi rentrerait dans sa capitale et remonterait sur son trône, prenaient tous les moyens pos-

sibles pour expulser les Bourbons du royaume de France, et ces hommes, qui se disaient Français par excellence, ne rougissaient pas de demander aux souverains alliés un prince étranger pour roi de France; déchus de cet espoir, ils voulurent imposer au Roi des conditions, et, à les entendre, il aurait fallu que pour rentrer dans l'héritage de ses pères ce monarque se fût affublé d'une cocarde tricolore, c'est-à-dire des couleurs teintes du sang de Louis XVI et de ses plus fidèles serviteurs; ces intrigues durèrent quelques jours, mais c'était la dernière agonie de ces infâmes, reste déshonoré des patriotes de 1793 et des plus furieux bonapartistes.

Cependant, le Roi était arrivé à Ermenonville (quatre lieues de Paris); je m'y rendis aussitôt, et je fus presque témoin, en y entrant, d'un événement fâcheux; le marquis de la Grange qui, au 20 mars, était capitaine de la 1re compagnie des mousquetaires de la maison du Roi, y étant venu aussi pour présenter ses respects à Sa Majesté, fut entouré par plusieurs mousquetaires et gardes du corps, de ceux qui avaient accompagné le Roi à Gand et qui, croyant avoir à lui reprocher sa conduite à l'époque du 20 mars, se jetèrent sur lui en le maltraitant, lui arrachèrent ses épaulettes, son épée et ses décorations (avec d'autant plus de facilité qu'il était manchot) et le comblèrent d'outrages : je désapprouvai hautement ces excès, qui devenaient encore bien plus coupables en étant commis dans la demeure du Roi, et, pour ainsi dire, sous ses yeux.

Je fus fort bien reçu du Roi et des princes; Mgr le duc de Berry me fit même l'honneur de m'embrasser en me témoignant sa satisfaction de la conduite que j'avais tenue dans ces circonstances difficiles; le Roi me dit qu'il aurait soin de moi.

D'Ermenonville, Sa Majesté vint à Saint-Denis, car les intrigues des jacobins lui fermaient encore les portes de Paris, quoique les Anglais et les Prussiens en fussent maîtres; nous conjurions tous le Roi et les princes d'y entrer, en les assurant qu'avec la seule escorte de Français fidèles qu'ils auraient à leur suite, il n'y avait à craindre aucun événement fâcheux; mais Sa Majesté avait sans doute, dans sa haute

sagesse, de bonnes raisons pour différer cet heureux moment, et ce ne fut que quelques jours après, le 8 juillet, qu'elle fit son entrée dans sa capitale, où elle fut reçue avec toute la joie et l'enthousiasme que devait produire un si beau jour; les troupes alliées, sans doute par un motif de délicatesse bien louable, ne parurent point rassemblées en armes ce jour-là : au reste, il n'y en avait pas besoin, et les Français, même ceux qui n'étaient pas royalistes de cœur, étaient si dégoûtés du règne de l'Empereur que tous se faisaient une fête du retour du roi légitime.

Il était hors de doute que la première opération du gouvernement royal serait de licencier l'armée et d'en créer une nouvelle. Je jugeai qu'il fallait tirer parti de cette circonstance pour obtenir de l'avancement et un placement avantageux dans la nouvelle armée. Je présentai à M. le duc de Berry un mémoire que j'adressais au ministre de la guerre; alors le duc de Feltre, pour demander le grade de maréchal de camp, et le prince l'apostilla de la manière la plus favorable. Je trouvai le duc de Feltre bien disposé pour moi; mais au moment où j'allais obtenir ma nomination, le ministère changea, et ce fut le maréchal Gouvion-Saint-Cyr qui fut nommé ministre de la guerre.

Son premier soin en arrivant au ministère fut d'arrêter tout avancement; le Roi rendit une ordonnance à ce sujet, et cette mesure était bonne, car les prétentions de chacun lors de ce second retour de Sa Majesté étaient encore plus élevées qu'en 1814, et avec quelque apparence de raison; car, au moins, pendant les Cent-jours, plusieurs militaires avaient donné au Roi légitime de véritables preuves de dévouement, chose qui n'était pas arrivée avant le retour du Roi en 1814, époque à laquelle cependant les épaulettes et les croix de Saint-Louis s'étaient données à boisseaux. Si on avait suivi les mêmes errements au mois de juillet 1815, nous aurions été inondés de généraux et de cordons de tous les ordres, et nous aurions vu en France ce qu'on voit en Biscaye, où tout le monde est gentilhomme et où les paysans labourent leur champ l'épée au côté et le plumet au chapeau.

Cette ordonnance du Roi détruisait mes espérances d'avancement, une autre ordonnance me les rendit : on décréta la formation d'une garde royale dans laquelle chacun devait avoir, en y entrant, un grade supérieur à celui qu'il avait effectivement dans l'armée. J'étais colonel : par conséquent, en ayant le commandement d'un régiment de la garde royale, je devenais maréchal de camp ; cette position, d'ailleurs, convenait tout à fait à mes goûts, qui à cette époque étaient exclusivement militaires.

Le lendemain même du jour où parut l'ordonnance du Roi portant création d'une garde royale, je me présentai à M. le duc de Berry et je le priai de m'appuyer auprès du ministre de la guerre, auquel je comptais demander un des régiments de cavalerie de cette garde. « Mon cher Saint-Chamans, me dit le prince avec beaucoup de bonté, vous arrivez trop tard ; tous les régiments de cavalerie de la garde sont déjà donnés : il aurait fallu faire votre demande plus tôt. »

Cela m'aurait été assez difficile, puisque j'ignorais qu'il dût y avoir une garde royale ; mais les bons courtisans et les hommes du conseil du Roi, qui l'avaient su depuis quelque temps, en avaient prévenu sous main leurs parents et leurs amis, et ceux-ci croyaient avoir cause gagnée parce qu'ils nous avaient gagnés de vitesse.

Quoiqu'en fait d'intrigues de cour et d'antichambre je me décourage très facilement au premier obstacle que je rencontre, cependant cette fois-ci je tins bon, car je sentais que ma cause était bonne.

« Je suis, dis-je au prince, aussi apte au service de l'infanterie qu'à celui de la cavalerie, et j'ai commandé des bataillons en campagne et devant l'ennemi. Puisque tous les régiments de cavalerie sont déjà promis, je supplie Votre Altesse Royale de m'en accorder un d'infanterie. »

Même réponse que pour la cavalerie.

J'étais résolu à entrer comme colonel dans la garde royale, et quand j'ai mis quelque chose dans ma tête, après avoir bien raisonné mes droits, je ne m'en dépars pas aisément. Ma position était bonne, et je ne voulais pas me laisser battre. Je

vis que le prince s'était engagé vis-à-vis de plusieurs personnes auxquelles il ne voulait pas manquer de parole, et j'allai frapper à une autre porte.

J'avais connu dans la campagne de Russie M. d'Albignac (1), à cette époque colonel chef d'état-major du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, et qui venait d'être placé au second retour du Roi comme secrétaire général du ministère de la guerre. Je courus chez lui porter mes demandes et l'état de mes services : je le connaissais pour un homme droit et juste, et je me sentais fort de mon bon droit. Il me fit d'abord les mêmes réponses que M. le duc de Berry. « Je me réjouis, lui dis-je tristement en parodiant un ancien sage, que vous ayez trouvé dans l'armée française quatorze colonels qui méritent mieux que moi un régiment de la garde ; mais j'avoue que je ne me les rappelle pas bien. Ne pourriez-vous pas me mettre sur la voie ? »

Il m'en cita plusieurs : je connaissais leur réputation dans Paris, mais ils n'en avaient aucune dans l'armée, où ils n'avaient jamais paru, et on aurait pu leur appliquer ce mot d'un général des gardes du corps, âgé de soixante ans, qui, passant à deux lieues du champ de bataille de Waterloo sans le savoir, disait le lendemain matin, en apprenant qu'il en avait été si près : « Mon Dieu ! que je suis bête de n'y avoir pas été, moi qui n'ai jamais vu de champ de bataille ! »

« Quoi ! dis-je avec indignation à M. d'Albignac, ce sont là les chefs que vous donnez aux régiments de la garde ? Ce sont là les militaires chargés de veiller autour du trône, et de le soutenir s'il chancelle ? Ce sont des écoliers dans le métier des armes que vous allez charger de dresser l'élite de la nouvelle armée française.

— Que voulez-vous ? me répondit-il, assez embarrassé, la cour le veut comme cela, elle a indiqué ses choix.

— Et quel rôle joue donc le ministre de la guerre ? lui répli-

(1) *Albignac* (Jean-Philippe-Aymar, baron d'), né à Bayeux (Calvados) le 26 octobre 1782, † 29 octobre 1823, aide de camp de Ney en Espagne et en Russie, colonel du 138e régiment d'infanterie, maréchal de camp le 11 octobre 1814, aide de camp de Gouvion-Saint-Cyr, ministre de la guerre, gentilhomme de la chambre du Roi en 1821 ; mourut pendant la guerre d'Espagne, en 1823.

quai-je avec feu. N'est-il pas là pour soutenir contre les prétentions des courtisans les justes droits des anciens soldats qui se sont dévoués à la cause royale ? Se contentera-t-il de recevoir les ordres des princes, ou plutôt de leurs favoris, et de porter à signer au Roi le travail qu'on lui aura dicté ? Ne veut-il entrer pour rien dans la composition de l'élite de l'armée ? »

Je continuai sur le même ton, et j'obtins enfin de M. d'Albignac qu'il remettrait le jour même au ministre de la guerre une note que j'allai préparer, et dans laquelle je m'expliquai avec autant de chaleur, mais avec plus de ménagement que je ne venais de le faire dans la conversation.

Le succès en fut prompt : je vis le lendemain le ministre de la guerre à son audience publique, et il m'assura avec beaucoup de bonté que, si on formait effectivement une garde royale, je serais le premier colonel proposé au Roi pour y commander un régiment de cavalerie.

Le maréchal Gouvion-Saint-Cyr mettait encore en doute, malgré l'ordonnance rendue, qu'on formât une garde royale, parce qu'il s'y opposait de toutes ses forces : cela n'était pas dans ses idées, mais ses raisons ne furent pas goûtées dans le conseil des ministres, et la création de ce corps fut décidée.

Le ministre me tint parole : je ne le vis plus jusqu'aux nominations, mais je me rappelai à son souvenir par M. d'Albignac, qui me témoigna un véritable intérêt dans cette circonstance, et le 8 septembre 1815, je fus nommé au commandement du régiment des dragons de la garde royale et maréchal de camp.

Par le conseil de M. d'Albignac, je revis, la veille de ma nomination, M. le duc de Berry pour lui demander son appui dans un moment intéressant, en lui annonçant que le ministre me proposait au Roi pour le régiment de dragons de la garde. « Vous êtes nommé, me dit le prince fort affectueusement; c'est une affaire arrangée et qui ne pouvait pas manquer : on ne vous opposait que des gens qui ne pouvaient pas lutter contre vous. » Je me retirai, fort joyeux, en pensant que les chances tournaient bien vite à la cour.

Par l'organisation première de la garde, les colonels furent chargés de la nomination de leurs corps d'officiers. Nous fûmes pendant quelque temps de petits ministres, et je recevais tous les jours cinquante ou soixante officiers qui venaient me supplier de les admettre dans mon régiment; on m'adressa plus de 400 demandes pour cinquante emplois dont je pouvais disposer. Je tâchai de faire le meilleur choix possible dans ce grand nombre de postulants : je me fis des ennemis de ceux que je refusai, et les élus ne me surent aucun gré de ce que je faisais pour eux (1).

Pendant que je m'occupais avec un zèle continu à choisir de bons officiers parmi le grand nombre d'hommes qui se présentaient, et à attirer dans mon régiment les gens de mérite qui ne s'étaient pas offerts et dont je connaissais les services, les intrigants qui avaient espéré avoir des régiments de la garde et qui n'en avaient pas, les gens de cour qui voulaient y placer leurs parents et leurs amis et qui n'y voyaient point jour avec des colonels tout militaires et qu'ils ne connaissaient pas, tous ces gens-là s'occupaient à trouver des défauts ou des inconvénients majeurs dans les colonels nommés, afin de nous expulser de ces places avant que nous fussions entrés en fonction; aussi tous les jours était-ce quelque nouvelle calomnie sur notre compte, et on annonçait d'avance la destitution de plusieurs d'entre nous, sans doute pour en donner l'idée, qu'on n'osait pas ouvertement mettre en avant. Des salons de Paris, ces bavardages arrivèrent à la cour, et ils y prirent une telle consistance qu'il nous fut facile de voir qu'on nous y regardait de mauvais œil.

. . . .

(1) Le régiment des dragons de la garde royale, créé par l'ordonnance du Roi du 1er septembre 1815, a commencé à se former le 1er novembre 1815.

Le 27 décembre 1815, M. le lieutenant général Digeon, aide de camp de S. A. R. Monsieur, frère du Roi, et commandant la 2e division de cavalerie de la garde, organisa définitivement ce régiment et reçut le serment de fidélité au Roi, prêté individuellement par tous les militaires en faisant partie.

Le régiment des dragons de la garde royale a été formé par des enrôlés volontaires venus soit des départements, soit de différents corps de l'ancienne armée.

Son organisation s'est faite à Châteaudun. (*Note de l'auteur.*)

Ma conduite lors du retour de l'Empereur et pendant les Cent-jours avait été si franche et si ouverte, qu'il ne me paraissait pas, malgré leur bonne volonté, que les envieux pussent me faire tort : mais, de quoi les courtisans ne viennent-ils pas à bout auprès des princes avec la calomnie et l'impudence nécessaire pour la soutenir? Ceux qui avaient intérêt à me nuire parce que je ne les protégeais pas, et leurs amis, répandirent le bruit que j'avais eu un entretien secret aux Tuileries avec l'Empereur, qu'il m'avait embrassé, que je lui avais demandé de l'emploi dans son armée, et que j'étais sur le point d'en obtenir au moment où il avait été renversé.

Quelques personnes attachées à Mgr le duc de Berry eurent la complaisance de lui rapporter ces faux bruits, en lui protestant qu'ils étaient de la plus grande exactitude, et ce prince, oubliant la franchise de mes discours et de ma conduite vis-à-vis de lui, le 19 mars, et tout le dévouement que j'avais montré pour la cause royale, commença à me battre froid et à ne plus me parler du tout; il détournait même la tête quand je me présentais pour lui faire ma cour.

Un changement si marqué et si prompt ne pouvait manquer de me frapper; je devinais bien qu'on m'avait desservi auprès de ce prince; mais de quoi m'accusait-on? Voilà ce que je ne pouvais deviner.

Le général Montélégier, qui commandait la brigade de cavalerie dont mon régiment faisait partie, était en même temps premier aide de camp de Mgr le duc de Berry; je l'avais connu assez intimement en Espagne où, comme moi, il avait commandé un régiment de dragons, et je courus lui faire part de mes remarques sur le refroidissement du prince à mon égard, et de mes inquiétudes à ce sujet; au reste, lui dis-je, ma conduite a été si franche, et je me sens si fort de ma conscience, que si le prince continue à me traiter de cette manière, je ne me présenterai plus devant lui, et j'attendrai tranquillement, en continuant à bien servir, que le temps m'ait rendu ses bonnes grâces.

« Gardez-vous-en bien, me répondit Montélégier; à la cour, celui qui se tait est battu; on suppose qu'il avoue ses torts,

puisqu'il ne provoque pas une explication; et d'ailleurs, les princes aiment à être recherchés, surtout les nôtres, qui, d'après le peu de crédit dont ils jouissent dans le gouvernement, sont toujours portés à croire, quand on ne court pas après eux, qu'on fait peu de cas de leur faveur; vous dites que la froideur du duc de Berry pour vous est très marquée; eh bien! puisque ce n'était pas comme cela avant votre nomination au commandement des dragons de la garde, demandez-lui-en respectueusement l'explication, dans une lettre que je me charge de lui remettre. »

Je suivis ce conseil, et je revis Montélégier le lendemain pour avoir la réponse à mon épître; je le trouvai sombre et contraint avec moi; il se faisait prier pour s'expliquer, mais je le pressai tellement qu'il ne put pas se taire plus longtemps.

— Puisque vous l'exigez, me dit-il, il faut vous apprendre que des personnes très recommandables, et en qui Mgr le duc de Berry a la plus grande confiance, lui ont rapporté qu'au retour de l'Empereur, vous aviez eu un entretien secret avec lui, aux Tuileries, qu'il vous avait embrassé, et que vous lui aviez demandé de l'emploi dans son armée; vous concevez bien, d'après cela, que le prince ne peut pas vous voir avec plaisir à la tête d'un des régiments de la garde royale.

Ma réponse à cette absurde accusation était bien facile; je commençai par désabuser Montélégier, dont l'air renfrogné au commencement de la conversation m'avait prouvé que j'avais besoin de me justifier aussi à ses yeux, et je le priai ensuite de se charger d'une seconde lettre pour le duc de Berry, dans laquelle j'exposais les faits qui me justifiaient complètement; il me le promit, et je la lui remis une heure après cette conversation.

Après y avoir dit au prince que je connaissais les causes de sa froideur envers moi, je lui faisais remarquer :

1° Que j'avais été destitué de mon commandement le 21 mars par l'Empereur, pour avoir refusé de paraître ce même jour à la tête de mon régiment à la revue qu'il en avait passée dans la cour des Tuileries, et que j'avais été remplacé le 26 mars

par le colonel Simonneau, aide de camp du général Exelmans;

2° Que, quoique sans fortune, je n'avais pas voulu toucher un jour de solde depuis le départ du Roi jusqu'à son retour;

3° Que le maréchalt Soult, dont j'avais été pendant huit ans l'aide de camp, m'avait proposé, quand il avait été nommé major général, une place avantageuse dans son état-major, et que je l'avais opiniâtrément refusée;

4° Qu'à la fin de mars, j'avais officiellement demandé ma retraite au ministre de la guerre, et que cette retraite m'ayant été refusée, j'avais offert ma démission. Je n'avais pu demander ma retraite plus tôt, parce qu'il m'avait fallu quelques jours pour me procurer les pièces nécessaires;

5° Que, dans le mois d'avril, j'avais écrit au duc de Feltre, ministre de la guerre du Roi à Gand, pour lui rendre compte de ma conduite, et lui demander les ordres de Sa Majesté; que ma lettre lui avait été remise par M. de Guichen, et que j'en avais reçu la réponse.

Enfin, j'établissais positivement que je n'avais pas vu l'Empereur depuis le 20 mars, jour auquel je l'avais rencontré sur la route de Fontainebleau, où j'étais d'après les ordres du prince, et je défiais qui que ce fût au monde de dire qu'il m'avait vu lui parler depuis son retour, ni que j'eusse été à aucune de ses audiences publiques ou particulières, soit aux Tuileries, soit à l'Élysée.

Il m'était facile de faire vérifier les cinq premières assertions; quant à la sixième, c'était à mes ennemis et à mes calomniateurs à prouver qu'elle n'était pas exacte. Aucun d'eux ne se présenta pour celà, et il est à croire que cette manière ferme, franche et concise d'établir les faits qui détruisaient leurs odieuses imputations leur ferma la bouche.

Quand le général Montélégier eut lu cette lettre, il la trouva si positive et si forte en preuves, qu'il me conseilla de la présenter moi-même à Mgr le duc de Berry; car, dit-il, quand le prince l'aura lue, elle le frappera, il vous questionnera, et, avec votre bon droit, c'est ce qui peut vous arriver de plus heureux.

J'étais ennuyé de la froideur du prince vis-à-vis de moi et des sots commérages des salons de Paris; ainsi, j'adoptai avidement le conseil du général Montélégier, puisque cela me conduisait à un dénouement plus prompt et plus positif. Je ne suis pas ordinairement aventureux; mon caractère tient plutôt de la circonspection, et, cependant, toutes les fois que je me suis trouvé dans une position douteuse, j'ai choisi pour en sortir le moyen le plus prompt et le plus décisif, quelque imprudent qu'il pût être; c'est une bizarrerie dont je n'ai jamais pu me rendre compte.

Le parti que je prenais, de rechercher une explication avec Mgr le duc de Berry, était effectivement fort scabreux : le prince était d'une extrême vivacité; de plus, il était prévenu contre moi; je ne pouvais le voir seul, et j'avais tout à craindre de son premier mouvement; ne pouvait-il pas, avant de m'avoir écouté assez longtemps pour être désabusé, s'emporter de manière à me mettre dans le cas, par une réponse trop vive, de manquer au respect que je lui devais, ce qui, en me plaçant dans une fausse position, m'aurait sans doute forcé à quitter le service?

Ces considérations ne m'arrêtèrent point, et je me rendis chez lui vers onze heures du matin, après son déjeuner. C'était l'heure où les officiers généraux, surtout ceux employés dans la garde royale, pouvaient le voir le plus facilement.

Il y avait peu de monde : sept ou huit officiers; le prince, après avoir dit un mot agréable à chacun d'eux, s'avança pour sortir, sans presque me regarder; je m'y attendais, et n'en fus point intimidé; je me plaçai entre la porte et lui, et le priai respectueusement, mais d'une manière ferme, de m'accorder un moment d'entretien; j'éprouvai dans ce moment qu'on est bien fort quand on n'a rien à se reprocher.

Le prince, sans me répondre, et d'un air assez contrarié. m'emmena dans une embrasure de fenêtre, et là, en tirant ma lettre, que je n'avais pas cachetée afin qu'il la lût promptement : « Je sais, Monseigneur, lui dis-je d'un ton pénétré et même altéré, car à cette pensée, ma fermeté m'abandonnait, je sais qu'on m'a calomnié d'une manière atroce auprès de

Votre Altesse Royale; qu'on a voulu lui inspirer des doutes sur ma fidélité au Roi; mais je proteste ici sur mon honneur et sur ma tête de ma parfaite innocence, vous en trouverez les preuves dans ce papier; je supplie Votre Altesse Royale d'y jeter les yeux. »

Il y avait dans ma voix et dans ma contenance une espèce d'assurance, mêlée d'attendrissement, que je me persuade qu'un coupable n'aurait pas eue. Le prince me regarda d'un air plus favorable, et ouvrit ma lettre qu'il commença à lire; j'en éprouvai un vif plaisir, car j'étais sûr qu'on ne pouvait la lire sans être persuadé; il y a dans la vérité quelque chose que l'art ne peut imiter, surtout quand elle s'exprime clairement et brièvement.

Pendant qu'il lisait, je regardai autour de moi, et je vis que l'entretien que nous venions d'avoir excitait une vive curiosité parmi les officiers qui en étaient témoins; tous me connaissaient bien, quelques-uns même n'étaient peut-être pas étrangers aux intrigues dont j'avais failli être victime, et ils attendaient sans doute le résultat de cet entretien pour me tendre la main, ou pour me tourner le dos.

Je fus distrait de mes observations par un mouvement d'impatience et de dépit que fit le prince; arrivé à l'endroit de ma lettre où je racontais comment j'avais rencontré l'Empereur sur la route de Fontainebleau : « Vous avouez donc l'avoir vu et lui avoir parlé? s'écria-t-il en frappant du pied. — Je l'ai vu, Monseigneur, répliquai-je, comme le meilleur royaliste de France pouvait le voir, en le rencontrant dans la rue ou sur un chemin; j'atteste de nouveau que je ne lui ai pas parlé; je supplie Votre Altesse Royale de relire ma lettre à tête reposée, et de faire vérifier les faits qu'elle contient; il n'y a rien de plus facile. »

Le prince ploya le papier et le mit dans sa poche, sans humeur; il sortit ensuite, et il me parut qu'il n'était pas fâché de cette explication.

Les bons amis de cour s'approchèrent alors de moi; chacun chercha à me faire parler, mais ils y perdirent leur temps.

Je me sentis bien soulagé après cette explication : je ne

doutai pas un moment que le prince ne me rendît ses bonnes grâces; j'en fus convaincu quelques jours après, car étant allé lui faire ma cour avant d'aller à Châteaudun, où mon régiment s'organisait, il me dit des choses agréables, et me traita comme il avait coutume de le faire avant cet orage.

Après m'être tiré cette épine du pied, je n'eus plus d'autre pensée que celle d'organiser mon régiment; les nominations à tous les emplois d'officiers venaient d'être signées par le Roi sans qu'il eût été fait aucun changement aux propositions que j'avais présentées, ainsi que cela avait été accordé aux colonels de la garde royale pour la première formation; mais notre libre arbitre avait été fort violenté sur cet article, car si l'on nous avait donné cette importante prérogative du choix des officiers pour la première mise, c'est que les princes avaient cru que les colonels, leurs courtisans, qu'ils avaient désignés d'avance au Roi (même avant l'ordonnance de formation de la garde royale) et à un ministre de la guerre trop soumis à leurs volontés, le duc de Feltre, seraient appelés au commandement de ces régiments et qu'alors ils n'auraient plus que la peine de dicter à ces pauvres colonels les noms des officiers à placer dans les corps de la garde royale; car le projet des princes, aussitôt qu'il avait été question de la former, avait été d'en encombrer les cadres de tous leurs protégés et de ceux de leur camarilla; mais ils se trouvèrent dupes de ce calcul : le duc de Feltre ayant quitté le ministère de la guerre avant la nomination définitive des colonels de la garde, le maréchal Gouvion-Saint-Cyr qui lui succéda, se montra beaucoup moins facile aux désirs des princes, et, tout en leur accordant quelques-uns des colonels qu'ils recommandaient le plus chaudement, il substitua à tous leurs autres protégés des hommes beaucoup plus militaires, et ayant assez d'habitude du service pour bien commander des régiments; ce fut surtout pour les régiments de cavalerie qu'il rogna le travail des camarillas, car il savait que des officiers exercés étaient nécessaires dans cette arme pour la bien organiser et tirer un bon parti des éléments précieux que le gouvernement allait leur confier, tandis que dans l'infanterie, le choix de

colonels habiles était moins indispensable; aussi, ce fut là que trouvèrent place quelques colonels de l'émigration et d'autres se disant colonels vendéens, dont la plupart n'avaient jamais revêtu un uniforme ni vu le feu, ce qui ne les empêchait pas d'être pourvus de brevets de colonels, antidatés de quinze ou vingt ans; et ainsi, ils se trouvaient beaucoup plus anciens que les officiers du même grade qui avaient le mieux servi sous Napoléon et fait toutes ses glorieuses campagnes.

Le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, après avoir fait échouer les fâcheux projets des princes sous ce rapport, le plus essentiel, puisque la bonne formation des troupes de la garde allait dépendre des colonels qu'on leur donnerait, abandonna en quelque sorte aux protections de la cour, comme un os à ronger, une partie des nominations dans l'état-major de la garde; les lieutenants généraux Bordesoulle (1) et Digeon, pour la cavalerie, Lauriston et Bourmont, pour l'infanterie, eurent le commandement des quatre divisions : je crois que le roi Louis XVIII eut beaucoup d'influence sur ces choix, mais néanmoins pas autant que son frère (depuis le roi Charles X), qui, ne sachant résister à aucune des demandes de ceux qui formaient sa petite cour, quelque déraisonnables qu'elles fussent, encombrait de ses recommandations tous les ministères, et surtout le ministère de la guerre; ainsi les lieutenants généraux Bordesoulle et Digeon, commandant les deux divisions de cavalerie de la garde, étaient tous deux ses aides de camp; M. de Bourbon-Busset (2), qui fut nommé aide-

(1) *Bordesoulle* (Étienne Tardif de Pommeroux, comte de), né à Lizeray (Indre) le 4 avril 1771, † 3 octobre 1837, cavalier au 2e régiment de chasseurs le 27 avril 1789, sous-lieutenant le 16 thermidor an II, chef d'escadrons au 6e régiment de hussards le 25 floréal an VII, colonel du 22e régiment de chasseurs le 6 nivôse an XIV, général de brigade le 25 juin 1807, baron de l'Empire le 17 mai 1810, général de division le 4 décembre 1812, suivit le roi Louis XVIII à Gand; chef d'état-major du duc de Berry, commandant de la 1re division de cavalerie de la garde royale, comte le 3 mai 1816, gentilhomme d'honneur du duc d'Angoulême le 1er juillet 1820, gouverneur de l'École polytechnique, commandant de la garde à l'armée des Pyrénées, pair de France le 9 octobre 1823.

(2) *Bourbon-Busset* (François-Louis-Joseph, comte), né à Paris le 4 février 1782, † 14 décembre 1856, sert dans la cavalerie blanche de Saint-Domingue; lieutenant au régiment des chevau-légers belges (27e chasseurs)

major général de la garde, était un de ses gentilhommes d'honneur; le comte de Trogoff (1), un de ses aides de camp, était chef d'état-major de la division Bourmont; le duc de Guiche (il était deux ans avant simple lieutenant dans un régiment de cavalerie anglais) obtint le commandement d'une brigade de cavalerie de la division Digeon, comme maréchal de camp et premier écuyer de M. le duc d'Angoulême; le général Montélégier, nommé commandant de l'autre brigade de cette division, était premier aide de camp de M. le duc de Berry, etc. Vous voyez bien que chaque prince avait sa part : au reste, beaucoup de ces choix étaient bons, et la plupart des officiers que je viens de nommer avaient bien servi et bien fait la guerre dans l'armée impériale.

Après avoir pourvu tous ces gros bonnets de l'état-major des princes, il fallut songer à caser aussi les jeunes fils, neveux, cousins et protégés de toute espèce de leur cour et de celle des princesses, car la plupart de ces débutants dans la carrière militaire venaient d'être licenciés avec les quatre compagnies rouges et deux des compagnies des gardes du corps de la maison du Roi; or, pour les faire entrer dans la garde royale, ce n'était plus au ministre de la guerre qu'il fallait s'adresser, mais uniquement aux colonels des régiments, puisque, ainsi que je l'ai déjà dit, nous avions le choix de nos officiers pour la première formation; en général, nous tînmes bon contre les demandes ridicules des courtisans, et nous luttions avec succès quand Monsieur, comte d'Artois, qui n'y allait pas de main morte quand il était poussé par ses

en 1806; fait prisonnier par les Anglais à la bataille de Talaveyra, colonel aide-major des gendarmes du Roi en 1814, maréchal de camp le 18 mars 1815, pair de France le 23 décembre 1823, chef d'état-major de la garde royale pendant la campagne de 1823, lieutenant général le 25 mai 1825, démissionnaire en 1830.

(1) *Trogoff* (Joachim-Simon-Louis de), né à Quimper le 22 novembre 1762, sous-lieutenant en 1782, il prend part à la guerre de l'indépendance en Amérique. émigre en 1790 et sert à l'armée des princes, puis en Autriche; revient en France avec les alliés en 1814; colonel aide de camp du comte d'Artois le 12 février 1814, maréchal de camp le 3 septembre 1814; accompagna le Roi à Gand; chef d'état-major du duc de Berry pendant les Cent-jours, aide de camp du Roi le 4 novembre 1824; accompagna le comte d'Artois en 1830; mis en réforme le 20 août 1830

entours, fit ordonner à tous les colonels de la garde royale de se rendre chez lui, et là, après nous avoir fait appeler successivement dans son cabinet, il nous déclara, entre quatre yeux, qu'il entendait que chacun de nous admît dans son régiment huit officiers désignés par lui, qui, pour la plupart, sortaient de ses gardes du corps. En mon particulier, j'eus beau me débattre, il fallut en passer par là, et j'ai le regret de dire que les officiers qui me furent fournis de cette manière se trouvèrent les plus mauvais de mon régiment, quoique Monsieur eût bien voulu m'assurer qu'il ne m'enverrait que des sujets distingués et tout à fait dignes de figurer dans des corps d'élite; mais cela était bon pour la parole, et il se mêla si peu de ce choix qu'il ignorait même les noms de la plupart des officiers qu'il m'envoya, ainsi que j'eus occasion de m'en convaincre par la suite (1).

(1) Contrôle des officiers du régiment des dragons de la garde royale à la date du 10 octobre 1815, indiquant leur origine :

Colonel de Saint-Chamans. A*.
Lieutenant-colonel comte de Meyronnet. A.
Chef d'escadron comte de Saint-Belin-Malain. M*.
— vicomte de Sinety. A.
— comte du Merdy de Catuélan. A.
Major chevalier le Page. A.
Capitaine adjudant-major Decaqueray. A.
— — baron Petit de Chemellier. A.
— — comte de Saint-Chamans. A.
— trésorier baron Darguesse. A.
— d'habillement chevalier Bouvant. A.
Lieutenant porte-guidon Lego de la Pommerais. A.
Docteur Bugnottet. A.
Chirurgien Gillet. A.
— Denoix. A.
Capitaine commandant chevalier Villain. A.
— — de Boudard. A.
— — Dumesnil du Pineau. A.
— — Mey Dechales. A.
— — comte de Sarcus. A.
— — Cortois, comte de Charnailles. A.
— en deuxième chevalier de la Bigottière, armée de Condé.
— — de Froissard. A.
— — Testu, vicomte de Balincourt. A.
— — comte du Manoir. A.
— — comte des Réaulx. M.
— — comte de Bonneval. A.

* A signifie armée impériale, M maison du Roi.

Enfin toutes ces tracasseries étant terminées, et les nominations signées par le Roi, on envoya les colonels dans leurs garnisons pour y organiser leurs régiments; nous eûmes en même temps l'ordre de faire partir des officiers pour toutes les villes où se trouvaient casernés les corps de cavalerie de l'ancienne armée, qu'on s'occupait de licencier, afin d'y recruter les hommes, sous-officiers et soldats, reconnus pour bons sujets et qui se présenteraient volontairement pour entrer dans la cavalerie de la garde royale; ces officiers étaient aussi chargés de choisir les meilleurs chevaux de ces corps et de les faire conduire dans nos garnisons, pour servir aux remontes de nos régiments.

Lieutenant	en premier	de Miribel. A.
—	—	comte de Lalonde. A.
—	—	Koller. A.
—	—	chevalier Hamon Desroches de Bournagné. A.
—	en deuxième	baron Deriviers. M.
—	—	chevalier d'Urringer. A.
—	—	de Moreau Faverney. M.
—	—	de Chateaubriand. M.
—	—	Dôle. A.
—	—	comte du Parc. M.
—	—	Rancillac de Chazelles. A.
Sous-lieutenant		Gouyn de Lurieu. M.
—		de Sain de Bois le Comte. M.
—		de Montagu. M.
—		de la Motte. M.
—		Aubé. M.
—		du Liége d'Aunis. M.
—		de la Roquète Quatrefages. M.
—		Clérel de Tocqueville. M.
—		de Saimeville. M.
—		Coataudon. M.
—		de Récourt. M.
—		de Villiers. M.
—		Thierry de Mauregard. M.
—		Lacour. M.
—		comte d'Inguimbert. M.
—		Lebarbier de Tinan. M.
—		de Regnonval de Courcelles. A.
—		Randon de Saint-Martin. A
—		Bouchet de Grandmay. A.
—		de Balleroy. A.
—		Dupont Laserve. A.
—		Pisseau. A.
—		Valorge. A.

Ces opérations qui paraissent si simples au premier coup d'œil offraient cependant de nombreuses difficultés qui retardaient et entravaient notre organisation complète; les armées ennemies occupaient presque toute la France; les environs de Paris à une grande distance étaient encombrés de leurs troupes qui s'étaient logées dans les meilleures villes; ainsi, il fallut nous envoyer dans des garnisons où nous ne trouvions que de mauvaises casernes, presque abandonnées depuis longtemps et tout à fait insuffisantes pour loger le nombre d'hommes et de chevaux que nous devions recevoir; Châteaudun, petite ville de six mille âmes, dans la Beauce, à trente lieues de Paris, me fut désignée, et je m'y rendis aussitôt.

D'un autre côté, le ministère de la guerre, qui avait toujours été opposé à la création d'une garde royale, mettait, autant qu'il le pouvait, des bâtons dans les roues pour entraver nos opérations; les bureaux de ce ministère étaient encombrés des mêmes commis qui y travaillaient sous le règne de Napoléon, et qui étaient animés du plus mauvais esprit contre la garde du roi de France; d'ailleurs, l'orgueil de cette bureaucratie se révoltait à l'idée de ce corps d'élite qui, par l'entremise des quatre maréchaux de France qui en étaient les majors généraux, et des aides de camp du Roi et des princes destinés à en commander les divisions et les brigades, devait toujours avoir des rapports directs avec ces hauts personnages, et être ainsi à même de leur ouvrir les yeux sur les dangereuses menées des commis et d'en obtenir justice. Nous avions donc à lutter contre la malveillance et les arrière-pensées des bureaux, et c'était cependant à eux qu'il fallait nous adresser tous les jours pour obtenir des hommes et des chevaux et les moyens d'habiller et d'équiper les uns, de harnacher les autres; la mauvaise volonté de ces gratte-papier se montra surtout lorsque les officiers envoyés par nous aux points les plus éloignés de nos garnisons, eurent mis en route de nombreux convois de beaux chevaux pour monter nos régiments; les commis de la guerre firent alors persuader aux capitaines des gardes du corps du Roi qu'ils trouveraient dans ces détachements un choix à faire de très bons chevaux

pour les remontes de leurs compagnies, et ils s'arrangèrent pour faire partir en toute hâte de Paris des officiers généraux et supérieurs employés dans ces compagnies qui, munis des ordres impératifs du ministre de la guerre, couraient au-devant de nos détachements, les arrêtaient en route, et en retiraient les plus beaux chevaux pour les envoyer aux gardes du corps, opération déplorable et ruineuse : déplorable en ce qu'elle produisait le plus fâcheux effet sur l'esprit des officiers et des soldats qui, chargés de nous amener ces chevaux, voyaient ainsi les intérêts des corps de la garde royale sacrifiés à ceux des gardes du corps; ruineuse en ce que ces chevaux de troupe, qui auraient fait un long et excellent service dans nos régiments, n'en firent aucun dans les compagnies des gardes du corps, dont les officiers, les jugeant ou trop lourds, ou trop vieux, ou de taille peu avantageuse, ou de poils disparates et d'un mauvais effet dans leurs rangs, auprès de leurs chevaux fringants, élégants et anglaisés, les firent réformer et vendre à si vil prix qu'on n'en retira pas le montant des rations qu'ils avaient mangées dans leur longue route, sans compter les frais de poste alloués à MM. les officiers généraux des gardes du corps qu'on avait envoyés postillonner sur les grands chemins pour faire cette belle opération.

Bien d'autres dégoûts nous furent donnés par les commis de la guerre : les injustices les plus criantes, les vexations les plus dures à supporter venaient chaque jour nous arrêter dans notre travail d'organisation, et quoique, avec beaucoup de peine, nous eussions réussi à nous y soustraire quelquefois, le bon état de nos régiments n'en souffrait pas moins, pour le moment présent et l'avenir, des entraves apportées à notre première formation par ceux-là mêmes qui avaient mission de la faciliter.

En arrivant à Châteaudun, où je m'étais fait précéder par tous les officiers déjà nommés, je fus presque effrayé du peu d'ordre qu'on pouvait remarquer dans cette réunion d'officiers de tous grades et portant des uniformes différents, et du peu de concordance qui régnait dans les éléments destinés à for-

mer un même corps. Si j'avais été choqué de la bizarrerie des uniformes, qui était cependant inévitable parmi des officiers tirés de tous les corps de l'armée, et qui au reste allait disparaître promptement, je le fus bien davantage, et avec plus de raison, du peu d'uniformité que je trouvai dans leur instruction militaire. J'aurais cependant bien dû m'y attendre, puisque les uns n'avaient servi que dans la grosse cavalerie, d'autres dans les différentes armes de la cavalerie légère, et enfin le plus grand nombre dans les compagnies de la maison militaire du Roi et de Monsieur. Quant à ces dernières catégories, l'instruction des officiers qui en faisaient partie n'était pas embarrassante, car ils n'en avaient aucune, sous aucun rapport du service militaire, et leur ignorance était poussée à ce point que plusieurs ne savaient pas même se tenir à cheval. J'étais aussi rebuté par le manque de ressources que j'éprouvais, au cœur de l'hiver, dans une garnison sans terrain de manœuvre et sans manège couvert (1), et dont les établissements militaires étaient si peu en rapport avec la force de nos régiments (900 hommes et 800 chevaux), puisque l'on ne pouvait y caserner, en affectant à ce service une vieille maison et une grande église, que 350 hommes et 250 chevaux. J'étais donc réduit à loger chez les bourgeois les hommes qui arrivaient tous les jours des différents corps de l'armée, et les enrôlés volontaires des diverses provinces de France, dont plusieurs, surtout les Alsaciens et les Bretons, dont j'avais un grand nombre, n'entendaient ni ne parlaient le français. J'étais aussi forcé de loger dans les écuries des auberges les nombreux convois de chevaux que je recevais journellement, tandis qu'il aurait été, au contraire, si nécessaire de réunir dans une seule caserne tous ces éléments, afin d'être à portée de les voir tous les jours et de les fondre de la manière la plus avantageuse en escadrons, pelotons et escouades; mais toutes ces contrariétés ne me rebutèrent pas : j'avais à cette époque une grande confiance dans mes forces physiques et morales;

(1) Il y avait un petit manége couvert, mais il était alors rempli de fourrages, et il n'y avait pas moyen de le faire déblayer assez tôt pour qu'il nous fût utile.

j'en avais aussi, et avec raison, dans ma grande habitude du service militaire, surtout dans les fonctions du grade de colonel, car depuis quatre ans j'avais commandé successivement trois régiments différents, et j'avais eu à organiser en 1814 un régiment de cavalerie, presque sur les mêmes bases et avec quelques-uns des embarras que je rencontrais en 1815 pour le régiment des dragons de la garde. Je ne me décourageai donc pas totalement : je m'occupai jour et nuit de mon affaire et je veux dire tout de suite qu'après deux ans d'un travail assidu et d'efforts continuels pour arriver à un bon résultat, je réussis à faire de ce régiment le meilleur et le plus solide régiment de cavalerie, sous tous les rapports, qu'on pût trouver à cette époque dans l'armée française, et je ne crains pas d'affirmer que si, par la suite des temps, on peut parvenir à en former un aussi parfait, jamais du moins on n'en verra qui lui soit supérieur. Il y eut beaucoup à faire pour atteindre ce brillant résultat; je n'étais point, dans les commencements, aidé par la plupart de mes officiers : les uns étaient ignorants, les autres avaient pris de mauvaises habitudes militaires dans les corps où ils avaient déjà servi, et tous en général, fiers de leur admission dans la garde royale, position très enviée à cette époque, étaient remplis de prétentions et s'imaginaient n'avoir rien à faire que de se pavaner avec leurs uniformes neufs. Presque tous les lieutenants et sous-lieutenants étaient des jeunes gens riches, de haute naissance et très protégés par la cour et les gens en place : partant ils se montraient très disposés à l'insubordination envers leurs supérieurs et à se familiariser avec ceux-ci. Ces jeunes seigneurs s'étaient imaginé n'avoir qu'une apparition à faire dans une petite garnison comme Châteaudun, et comme ils avaient établi entre eux que les corps de la garde royale devaient être continuellement à Paris, je me trouvai, dans les premiers moments de notre réunion à Châteaudun, assommé des demandes de congé de ces messieurs, qui tous voulaient retourner à Paris, et encore seulement de la part de ceux qui avaient la modestie de demander des congés; car plusieurs, après avoir fait acte de présence au corps, repartirent sans dire gare et

sans en demander la permission à personne, en confiant néanmoins à leurs camarades qu'ils allaient à Paris attendre que le régiment y arrivât; mais ils avaient compté sans leur colonel, et j'écrivis de si bonne encre aux généraux de la garde et au ministre de la guerre, que ces fugitifs eurent à peine le temps de se débotter dans la capitale, et qu'ils revinrent à Châteaudun, sinon avec autant d'empressement, du moins avec autant de promptitude qu'ils avaient mis à en partir. Je me trouvai très bien de cette sévérité pour établir tout d'abord sur un bon pied un esprit de discipline exacte parmi tous ces jeunes gens. Mais leurs pères, et surtout leurs mères, qui avaient les grandes et les petites entrées à la cour et chez le ministre de la guerre, me représentèrent dans ces bons lieux sous les couleurs les plus noires. Peu m'importait. Je les laissai crier, eux et bien d'autres. J'avais un but à atteindre : j'y marchai d'un pas ferme dans la route que je m'étais tracée, et j'eus grande raison, car je réussis complètement : ces jeunes gens, qui à la vérité avaient de la légèreté, étaient au fond remplis d'honneur et de bons principes; ils ouvrirent promptement les yeux à la raison et devinrent en peu de temps, pour la plupart, d'excellents officiers d'escadron, soumis aux règles de la discipline, exacts dans leurs devoirs, subordonnés envers leurs chefs et tout à fait solides dans toutes les parties du service militaire. Quant au très petit nombre de ceux qui se montrèrent incorrigibles, je mis de mon côté une extrême ténacité à les expulser de mon régiment, et ils finirent par aller porter dans d'autres corps leurs mauvaises habitudes militaires et leurs ridicules prétentions.

1816

Trois mois s'étaient passés dans ces détails de garnison si nécessaires à un corps qui s'organise, et dans le mois de janvier 1816, je pouvais déjà montrer 400 hommes à cheval auxquels les inspecteurs de cavalerie les plus difficiles auraient trouvé peu de chose à reprocher. On reconnut alors la nécessité de nous retirer de Châteaudun; cette ville ne pouvait plus nous contenir, et notre organisation ne pouvait plus y faire de progrès; il n'y avait cependant pas de temps à perdre pour nous mettre à même de l'achever promptement, puisqu'au 1er avril nous allions prendre notre service près de la personne du Roi, et à ce sujet, il n'est pas hors de propos de dire comment se composait ce service pour les corps de cavalerie de la garde royale.

J'ai déjà expliqué qu'il y avait dans cette garde deux divisions de cavalerie formées chacune de deux brigades, et chaque brigade, de deux régiments. La 1re division de cavalerie, commandée par le lieutenant général comte de Bordesoulle, était forte de deux régiments de grenadiers à cheval, et de deux régiments de cuirassiers; c'était là la grosse cavalerie. La 2e division, commandée par le lieutenant général vicomte Digeon, était de même composée de deux brigades formées, la première d'un régiment de dragons et d'un régiment de chasseurs, la deuxième d'un régiment de lanciers et d'un régiment de hussards; c'était la cavalerie légère.

Chaque régiment de ces deux divisions devait faire, par an, trois mois de service spécial auprès de la personne du Roi et

des princes de la famille royale; ce service consistait en un piquet de garde fourni journellement dans la résidence royale, et en escortes quand Sa Majesté ou les princes sortaient en voiture; mais la grosse cavalerie n'escortait que le Roi, et seulement dans Paris; la cavalerie légère seule, avec les gardes du corps, escortait le Roi aussitôt qu'il sortait des barrières, et elle était chargée exclusivement de l'escorte des princes, dans et hors Paris; aussi fournissait-elle quelquefois jusqu'à 100 et même 150 hommes (1) d'escorte dans la même journée, tandis que la grosse cavalerie ne faisait jamais marcher plus de vingt chevaux, et seulement jusqu'à la sortie de Paris, ainsi que je viens de le dire; on comprend que, dans les rues de cette ville si populeuse, les voitures du Roi ne pouvaient aller un très grand train (ainsi les chevaux de la grosse cavalerie ne pouvaient être fatigués); mais il s'en dédommageait bien aussitôt qu'il avait passé les barrières. Je dis qu'il s'en dédommageait, parce que le plus grand plaisir de Louis XVIII était de se faire voiturer au grand galop de huit chevaux, avec toutes les glaces baissées; aussi dans l'été, il était, ainsi que tout ce qui l'accompagnait, tellement couvert de poussière qu'il en était méconnaissable; ses chevaux d'attelage étaient disposés en relais comme nos escortes de cavalerie, et il faisait ordinairement huit et douze lieues en deux ou trois heures; c'était de deux à cinq heures du soir que ces promenades avaient lieu, et par raison de santé qu'il les faisait aussi rapidement : goutteux au point de ne pas pouvoir marcher, même dans sa chambre, il se faisait ainsi secouer en plein air, et les cahots de la voiture étaient le seul exercice qu'il pût faire; c'est pour cette raison qu'il voulait rouler toujours

(1) Le roi Louis XVIII se promenait cinq jours par semaine, et habituellement il y avait deux ou trois relais de cavalerie légère (chacun de 24 hommes et 1 officier) disposés hors des barrières; pour la promenade dite des bois de Verrières, il fallait quatre relais, mais c'était la seule. Louis XVIII ne sortait ni les mercredis ni les dimanches, à cause du conseil des ministres et des exercices religieux.

Qu'on joigne à ces escortes celles à fournir journellement aux sept princes et princesses de la famille, et l'on pourra juger de l'énorme quantité d'hommes et de chevaux employés chaque jour à ce service. (*Note de l'auteur.*)

sur le pavé; les cochers avaient défense de le mener sur les bas côtés de la route; il y aurait roulé trop mollement.

On voit, d'après l'organisation de ce service, que puisque trois régiments de cavalerie de la garde pouvaient être casernés dans Paris, il eût été raisonnable d'y en avoir deux de cavalerie légère, et un seulement de grosse cavalerie; c'est sans doute pour cela qu'on fit le contraire; le général Bordesoulle établit et fit adopter le principe qu'il appartenait à la grosse cavalerie d'être le plus près possible de la personne du Roi, et l'on caserna une de ses brigades à Paris et l'autre à Versailles (ce qui donna à cette division un grand avantage de solde et de casernement) (1), tandis que les régiments de cavalerie légère furent établis dans des villes à dix ou vingt lieues de Paris, et même quelquefois à cinquante lieues, car ils eurent pendant plusieurs années la garnison de Cambrai.

Bien que ce service d'escorte fatiguât excessivement la cavalerie légère, hommes et chevaux, les officiers, et même la troupe, le préféraient à celui de la grosse cavalerie, parce qu'il les mettait tous les jours en rapport direct avec les princes et les princesses de la famille royale, qui souvent leur adressaient la parole et avaient des conversations suivies avec nos jeunes officiers, qu'ils connaissaient tous de figure et de nom, tandis que le Roi voyait à peine les officiers qui l'escortaient et ne leur parlait jamais; mais au bout d'un an, on s'aperçut par la quantité de chevaux qu'il y eut à réformer dans la cavalerie légère, et par ceux que perdaient fréquemment nos officiers, que ce service était trop actif, et alors la durée en fut limitée à deux mois au lieu de trois; nous n'en faisions pas moins six mois de service en deux ans auprès du Roi.

Dans le mois de février de cette année, nous eûmes une grande parade aux Tuileries où figurèrent trois régiments de cavalerie de la garde : le 1er de grenadiers à cheval, le régiment de dragons et le régiment de chasseurs; les dragons

(1) Par la suite, quand on eut détruit la caserne de cavalerie située au coin des rues de Grenelle et de Bourgogne, cette division n'eut plus qu'un régiment à Paris; les trois autres furent casernées à Meaux, Versailles et Beauvais.

étaient le corps le mieux tenu de toutes ces troupes; les anciens militaires présents à cette revue m'en donnèrent l'assurance en m'en faisant compliment; je veux espérer que nous eûmes le même succès auprès des Parisiens, mais je n'oserais le certifier; dans ces solennités militaires, au milieu d'une grande ville, en présence des rois et des princes, toute la population, le peuple, la bourgeoisie, et même les gens comme il faut, accourent en foule; les femmes surtout ne veulent pas perdre l'occasion de se faire voir; or tout ce monde veut juger en dernier ressort de la beauté et de la bonne tenue des régiments; mais il n'apprécie qu'une chose, c'est le joli et l'élégant dans les uniformes; on se laisse séduire par le clinquant, et souvent le corps le mieux tenu, militairement parlant, est celui qui obtient le moins de suffrages; cela est bien simple; toute cette bourgeoisie et paysannerie ne peut apprécier ni juger le mérite d'une bonne tenue militaire, simple, sévère, et surtout parfaitement uniforme; ils ne peuvent pas davantage reconnaître que les chevaux sont bien embouchés, les portemanteaux bien placés, et mille autres détails minutieux, mais essentiels, et qui n'échappent pas aux anciens officiers de cavalerie, sont nuls à leurs yeux; je me rappelle à ce sujet que, quand le régiment de lanciers de la garde vint parader à Paris, il enleva tous les suffrages de la population de cette capitale, rien seulement que par l'effet des petits fanions bariolés flottant au haut de leurs lances; c'était du reste un fort joli régiment, mais mal monté.

Peu de temps après cette revue, un événement très fâcheux pour moi me dispensa forcément, pour quelque temps, de tout service actif; emporté par un cheval fougueux que j'essayais, il s'abattit au détour d'une rue, et dans cette chute j'eus le malheur de me casser la cuisse; le célèbre Dupuytren me la remit promptement, mais, malgré ses soins, je restai légèrement boiteux par suite de cet accident, qui ne me laissa pourtant pas d'autres traces fâcheuses, car lorsque ma guérison fut achevée, je supportai la fatigue, à pied et à cheval, aussi bien que dans les années antérieures à ma chute.

Ce fut à cette époque que le duc de Berry épousa Marie-

Caroline, princesse de Naples; je me bornerai à la simple mention de cet événement, car étendu alors sur mon lit de douleur, je ne pus être témoin des réjouissances qui l'accompagnèrent.

Le service de mon régiment étant terminé, le 30 juin nous nous mîmes en route pour Beauvais, notre nouvelle garnison; cette ville, pendant l'occupation de la France par les armées étrangères, avait une garnison anglaise, qui venait seulement d'en partir, et l'on n'avait pas trouvé le temps nécessaire, avant notre arrivée, pour préparer le casernement d'un régiment de cavalerie aussi nombreux que le mien, d'autant plus qu'il fallait convertir une vieille caserne d'infanterie en quartier de cavalerie; nous fûmes donc fort mal établis dans cette vilaine ville, à laquelle ses habitants eux-mêmes donnent avec quelque raison les épithètes de puante, sonnante et médisante, sans doute à cause de la saleté des petites rues, des nombreuses et énormes cloches de la cathédrale (monument d'architecture fort remarquable, mais non terminé) et de l'esprit de la société, qui y est effectivement provinciale et de petite ville, malgré son voisinage de Paris, autant qu'à Brive-la-Gaillarde ou à Quimper-Corentin; au reste je n'y résidai, de ma personne, dans les premiers moments, que le temps nécessaire pour mettre de l'ordre dans cette prise de possession des établissements militaires, et quand j'eus tout vu par moi-même et que j'eus reconnu ce qu'il était nécessaire de faire pour que mon régiment y fût par la suite mieux caserné, je me rendis à Paris où, d'après l'ordonnance de Dupuytren, je devais prendre des bains et des douches d'eaux minérales pour hâter et compléter mon parfait rétablissement; il fallait aussi m'occuper, auprès des généraux de la garde et dans les bureaux de la guerre, d'assurer le succès des demandes en tout genre que j'avais faites pour compléter la mise en état de mon régiment; j'avais d'ailleurs grande envie d'obtenir le commandement d'une brigade de cavalerie de la garde. Le général Montélégier, qui commandait celle formée par mon régiment et les chasseurs à cheval, se trouvait fort protégé par le duc de Berry, dont il était premier aide de camp, et je pensais qu'il ne tarderait pas à être nommé lieutenant général;

il me semblait donc qu'étant le plus ancien colonel de cavalerie de la garde, et déjà en possession du grade de maréchal de camp, cette place me revenait de droit.

J'eus à ce sujet (le 6 septembre) une conversation avec M. le duc d'Angoulême. Ce prince m'avait, à diverses reprises, témoigné de l'intérêt, je savais qu'il cherchait à s'instruire des détails relatifs au personnel de l'état militaire, et j'espérais m'en faire un appui et pour le présent, et pour l'avenir; je le désirais d'autant plus que je me trouvais placé colonel dans la garde, et par conséquent en pied à la cour, sans avoir aucune autre protection que mes services, et au milieu d'une foule d'officiers de mon grade qui, au contraire, étaient fortement épaulés; je savais très bien que, dans le temps où nous vivions, les meilleurs services ne mènent à rien si on n'a pas, parmi les puissances du jour, un protecteur influent qui les fasse valoir, et je pensais que M. le duc d'Angoulême, prince d'un extérieur sévère et d'habitudes sérieuses, pourrait m'estimer ce que je valais sous le rapport militaire et me faciliter l'avancement que je mériterais. J'ai pu me tromper en cela, comme en bien d'autres choses.

J'en obtins une audience particulière, et sans préambule, sans phrases, je le priai, tout d'entrée de conversation, de vouloir m'appuyer auprès du ministre de la guerre pour obtenir l'emploi de maréchal de camp commandant une brigade de cavalerie de la garde; je lui exposai toutes les raisons qui militaient en ma faveur, et entre autres que j'étais déjà maréchal de camp et en même temps le plus ancien colonel de cavalerie de la garde; j'étais d'un âge mûr (35 ans); je faisais la guerre sans interruption depuis quinze ans, et, en treize campagnes, j'avais reçu quatre blessures; enfin, ma conduite pendant cette époque militaire, et notamment dans les Cent-jours, avait toujours été exempte de tout reproche.

Le prince me répondit d'un air fort gracieux qu'il en parlerait au ministre de la guerre, bien que la chose fût contre son opinion (à lui, duc d'Angoulême); car il ne voulait pas que Montélégier, ni aucun autre maréchal de camp, passât alors lieutenant général. « Il ne faut plus, de longtemps, donner

d'avancement, continua-t-il; il n'y en a déjà eu que de trop depuis notre retour en France; c'est une grande faute que l'on a faite en 1814, et dont j'ai ma bonne part; mais nous avions Dupont pour ministre de la guerre, et au lieu de faire le difficile et de nous arrêter dans nos demandes continuelles et peu motivées, il nous offrait sans cesse pour nos entours et nos protégés des faveurs auxquelles nous n'aurions pas pensé sans lui. Pourriez-vous croire, ajouta le prince en riant, qu'il nous proposait en 1814 de porter, par exception, au complet de guerre, tous les régiments qui portaient nos noms? » Et Son Altesse Royale levait les épaules.

Je ne puis m'empêcher de penser en ce moment à la lourde bévue qu'avait commise le général Dupont pendant son ministère en se rendant esclave de la volonté des princes qui, en résultat, au lieu de lui en savoir gré, l'avaient pris, précisément à cause de cela, en déconsidération.

M. le duc d'Angoulême continuait : « Et cette maladroite formation de la maison du Roi, dans quel désordre ne nous a-t-elle pas jetés? A combien d'avancements ridicules et scandaleux n'a-t-elle pas donné lieu? Quand je vois un maréchal de camp avec la plaque de grand officier de la Légion d'honneur, je me tiens pour dit qu'il sort de la maison du Roi. Combien de décorations prodiguées! (Ces derniers mots d'un ton de pitié et même de chagrin.)

— J'ai entendu dire, répondis-je, que depuis le mois d'avril 1814, on a fait 10,000 nominations dans la Légion d'honneur.

— Cela ne pouvait être autrement, reprit-il. Quand mon père, Berry ou moi, nous partions pour faire une tournée en province, on nous chargeait de répandre à profusion les décorations sur notre route. »

Il en revint ensuite à ma demande et me fit diverses objections qu'il me fut facile de combattre, car mes prétentions n'étaient pas exagérées, je puis même dire qu'elles étaient fondées en droit. Il s'enquit, avec détail, du sort des officiers de mon régiment et de la troupe; je l'assurai que tous étaient aussi bien traités qu'ils pouvaient l'être, vu le mauvais état des finances du pays, et cela était vrai.

Entre autres raisons qu'il m'opposait, il m'objecta que, depuis le dernier retour du Roi jusqu'à ce jour, on n'avait pas nommé de généraux. « Excepté Vautré (1), ajouta-t-il, qui commandait la légion de l'Isère, lors des événements de Grenoble; au reste, c'est une mauvaise tête. Savez-vous ce qu'il m'a dit, à moi parlant? C'est que s'il avait été le maître, il aurait fait conduire le préfet de Grenoble pieds et poings liés à Paris pour y répondre de sa triste conduite dans toute cette affaire. Et Vautré avait tort de dire cela, continua-t-il, car M. de Montlivault (2) est un bon sujet du Roi et un homme de moyens. »

Je n'avais rien à répondre sur cet article, et Son Altesse Royale poursuivant, me dit : « Mon général Saint-Chamans (3), je ne veux pas que vous pensiez à présent à quitter les dragons de la garde; ils sont fort bien entre vos mains, c'est un très bon régiment, dont l'esprit est excellent, et j'en suis d'autant plus content que, dans l'origine, on avait beaucoup crié contre lui, mais on a été forcé d'en revenir. »

Je pensai que c'était contre moi qu'on avait crié, car on rencontre partout des envieux et des gens portés à nuire, surtout à la cour. Je répondis, en faisant une profonde inclination, que Son Altesse Royale ne m'ayant pas légèrement accordé ses bontés, j'espérais bien qu'elle ne me les retirerait jamais, et que par la suite elle me ferait retrouver les avantages que je perdrais peut-être en ce moment. Il ne répondit rien, et je me retirai.

Cette conversation, dans laquelle M. le duc d'Angoulême me parut raisonner fort juste et avec beaucoup de bon sens sur notre position militaire, offrait, à l'époque où elle eut lieu, des traits assez intéressants pour que je voulusse en conserver le

(1) *Vautré* (Victor, baron), né à Dompaire (Vosges) le 10 mai 1770, † 16 mai 1849, garde à pied du Roi le 1er avril 1792, colonel du 9e régiment d'infanterie le 17 août 1809, maréchal de camp le 17 juillet 1816; admis au traitement de réforme le 22 mars 1831.

(2) *Montlivault* (Casimir-Maurice Guyon, comte de), 1771 † 1846, chevalier de Malte avant la Révolution, émigré, intendant des domaines de l'impératrice Joséphine de 1811 à 1814, préfet des Vosges en 1814 et de l'Isère en 1815, où il se signala par un zèle exagéré.

(3) Manière amicale de parler, que ce prince employait souvent.

souvenir; je la mis donc aussitôt en écrit, et j'ai la certitude de n'y avoir rien changé.

Je prolongeai peu mon séjour à Paris. L'été fut effroyable; la pluie par torrents ne cessa pas de tomber un seul jour; les blés, dans presque toute la France, pourrirent, soit sur pied, soit en javelles, et l'on put prévoir une famine pour l'année suivante.

Ce n'était pas un été favorable pour faire usage des eaux minérales; aussi me firent-elles peu d'effet, et j'étais de retour à Beauvais dans le mois d'octobre; je pouvais déjà me tenir à cheval, même aux allures vives, et je m'occupai dès lors activement de remettre mon régiment dans le meilleur état pour notre prochain service à Paris, qui devait commencer le 1er janvier 1817, d'après notre nouveau règlement.

1817

Nous arrivâmes effectivement à Paris le 31 décembre 1816 pour prendre notre service le lendemain et faire en même temps les visites de corps auxquelles les officiers de la garde royale étaient tenus le 1er janvier de chaque année, d'abord chez le Roi, ensuite chez les princes de la famille royale, enfin chez les ministres et chez les maréchaux et généraux de service dans la garde royale. C'était à n'en pas finir, et les trois ou quatre premiers jours de l'année se passaient en courses perpétuelles pour couler à fond toutes ces visites du jour de l'an, dont on s'était fait un devoir, et qui étaient devenues une gêne et un ennui pour tous, visitants et visités.

Ce service se passa fort tranquillement, le Roi sortant peu l'hiver; la goutte dont il était affreusement perclus ne lui permettait pas de grandes promenades extérieures, et il y avait aussi moins de courses à faire pour les chasses des princes.

Les mois de janvier et de février se passèrent donc sans fatigues, et nous étions de retour le 1er mars à Beauvais. Peu de temps après, nous y apprîmes que la compagnie des gardes du corps dite compagnie de Noailles (1), s'étant mise en quelque sorte en état de rébellion contre ses chefs, le Roi

(1) *Noailles* (Philippe-Louis-Marie-Antoine de), prince de Poix, duc de Mouchy, né à Paris le 21 novembre 1752, † 15 février 1819, entra au corps de carabiniers en 1768; colonel du régiment de Noailles en 1774, maréchal de camp en 1788, commandant de la garde nationale de Versailles en 1790, capitaine des gardes du corps en 1814, pair de France le 4 juin 1814, lieutenant général le 8 août 1814.

l'avait cassée et avait ordonné qu'elle fût rétablie, mais avec d'autres éléments; cet événement fit quelque sensation à Beauvais, parce que le prince de Poix, ou le duc de Mouchy, qui commandait cette compagnie, ayant sa terre d'habitation dans les environs de Beauvais, beaucoup de jeunes gens des premières familles du pays servaient dans cette compagnie. J'appris par ma correspondance de Paris qu'on y était assez embarrassé sur la manière dont on opérerait pour réorganiser ce corps sur de nouvelles bases et particulièrement sur le mode de recrutement qui serait adopté à cet effet; j'avais déjà eu la pensée de proposer que les gardes du corps se recrutassent parmi les sous-officiers de la garde royale et de l'armée; j'y trouvais de grands avantages pour le bien du service en général et pour les régiments de la garde et les compagnies des gardes du corps en particulier; l'occasion me parut donc favorable pour produire cette idée, puisqu'il fallait recruter tout d'un coup une compagnie tout entière, ce qui exigeait un grand nombre de sujets à présenter en même temps.

J'écrivis en conséquence à M. le duc d'Angoulême, et je lui faisais observer dans ma lettre qu'il était à craindre qu'avec la promptitude qu'on voulait employer pour reformer cette compagnie, il ne s'y glissât des gens mal intentionnés, ou des hommes tarés qu'on accepterait faute d'avoir le temps nécessaire pour se procurer des renseignements certains sur tous les individus qui se présenteraient; j'indiquais alors le moyen qui me paraissait le meilleur pour parer à cet inconvénient et arriver ainsi à une bonne formation.

Je proposais donc de choisir dans chacun des régiments français de la garde, infanterie et cavalerie, quatre sous-officiers désignés par les colonels sous leur propre responsabilité, et réunissant toutes les conditions requises pour l'admission dans les compagnies des gardes du corps, excepté celles relatives à la fortune (car on n'aurait pas trouvé parmi nos sous-officiers assez d'hommes recevant de leurs parents, ou ayant à eux, la pension exigée annuellement des jeunes gens qui se présentaient pour les gardes du corps); ainsi les 14 régiments d'infanterie et de cavalerie de la garde fournissaient déjà un

noyau de 56 hommes d'élite; je proposais en même temps de prendre, toujours dans la garde royale, deux sous-officiers d'artillerie à cheval et deux d'artillerie à pied. Enfin j'ajoutais que si ce mode de recrutement des sous-officiers de la garde royale pour les compagnies des gardes du corps paraissait bon, on pourrait l'étendre aux régiments de cavalerie de la ligne, où l'on trouverait plus de sous-officiers distingués que dans l'infanterie, et demander un sous-officier par régiment, ce qui donnerait encore 47 hommes, non compris les régiments d'artillerie à cheval, d'où il fallait éviter de tirer des sous-officiers instruits.

Je représentais au prince qu'on devait attendre de cette mesure de grands avantages; elle donnerait à la compagnie de Noailles, à sa formation, 60 instructeurs de cavalerie, d'infanterie et d'artillerie, tous hommes choisis dans l'élite de la garde royale; les chefs de cette compagnie pourraient compter entièrement sur ces 60 hommes qui, ayant déjà bien servi, étaient rompus à la plus exacte discipline et à la subordination la plus respectueuse vis-à-vis de leurs chefs; ainsi avec ce noyau on donnerait facilement à la nouvelle compagnie un bon esprit de corps et des idées saines et droites sur toutes les habitudes et les exigences du service militaire; enfin ce passage de 60 sous-officiers de la garde royale dans une compagnie des gardes du corps devait favoriser l'esprit d'union qu'il était si important d'établir et de fomenter entre les deux corps d'élite, et, d'un autre côté, l'ambition des sous-officiers de la garde, qui quelquefois s'inquiétaient en pensant qu'il y avait peu de moyens pour eux de passer officiers, se trouverait satisfaite quand ils verraient un si grand nombre d'entre eux recevoir tout à coup l'épaulette et le grade d'officier.

La réponse du prince ne se fit pas attendre : elle était favorable (1); il la terminait cependant en me faisant remarquer

(1) Cette lettre est ainsi conçue :

« Paris, le 16 avril 1817.

« Monsieur le général comte de Saint-Chamans, j'ai lu avec intérêt votre dernière lettre. Vos idées sur la réorganisation de la compagnie de Noailles me semblent renfermer des vues utiles; j'en ai causé avec un des capi-

que, ne se mêlant en rien des affaires du gouvernement, il ne pouvait faire autre chose que de mettre sous les yeux du Roi la lettre que je lui avais écrite touchant la nouvelle formation de la compagnie de Noailles.

Peu de temps après je sus que les mesures que j'avais proposées dans cette circonstance avaient été presque entièrement adoptées, non seulement pour le cas présent, mais encore pour l'avenir, et qu'ainsi les vacances qui surviendraient dans les emplois de gardes du corps du Roi seraient remplies en partie par des sous-officiers tirés des corps de la garde royale.

A la même époque, le duc d'Orléans (1), revenant d'Angleterre, arriva à Beauvais, où il s'arrêta pour dîner et coucher; je n'étais pas prévenu par le ministre de la guerre, ni d'aucune autre manière, de son passage; le préfet, le maire, ni le général commandant le département ne l'étaient pas plus que moi; ainsi donc on ne lui devait aucun honneur et on ne lui en rendit aucun; au reste, on n'aurait pas eu le temps de s'y préparer, car il y avait à peine un quart d'heure que j'étais instruit de sa prochaine arrivée lorsque je vis ses voitures traverser la ville.

Je fis aussitôt rassembler le corps d'officiers, en petite tenue comme il était déjà, pour le présenter à M. le duc d'Orléans, et je fis demander à ce prince par M. de Montmorency, son aide de camp, s'il voulait nous recevoir. Cet officier revint un moment après me dire que Son Altesse me recevrait sur-le-champ, mais seul, et m'indiquait en même temps l'heure à laquelle le corps d'officiers serait admis en sa présence.

Je me rendis aussitôt à l'auberge où il était descendu et où je trouvai réunis dans la même chambre M. le duc et Mme la

taines des gardes du corps, et je mettrai sous les yeux du Roi ce que vous me mandez à ce sujet; je ne puis pas faire davantage, puisque je ne me mêle en rien des affaires du gouvernement, n'ayant aucun droit de le faire. Votre régiment a sans doute repris ses exercices à Beauvais; c'est avec plaisir que je le verrai quand le service du Roi le rappellera à Paris.

« Recevez l'assurance de mes sentiments d'estime pour vous.

« Votre affectionné,

« Louis-Antoine. »

(1) Depuis Louis-Philippe Ier, roi des Français.

duchesse d'Orléans, leurs enfants et Mlle d'Orléans, Adélaïde; ces deux princesses étaient indisposées.

Le prince me reçut fort bien, mais il parut étonné que je n'eusse pas été averti de son passage; sur toute la route, depuis son entrée en France, on lui avait rendu les honneurs qui lui auraient été dus si on avait été officiellement prévenu de son passage, mais qu'au contraire dans cette circonstance il n'était certes pas dans les intentions du gouvernement de lui faire rendre, puisque ni le ministre de la guerre, ni celui de l'intérieur n'avaient averti les autorités de son arrivée.

Après avoir répondu à quelques questions qu'il m'adressa sur mon régiment, je me retirai en lui demandant quand il voudrait recevoir le corps d'officiers. Il me répondit que ce serait pour le lendemain à dix heures du matin; avant de m'y rendre, je sus par le duc d'Estissac (1), commandant du département, que le prince s'était plaint à lui de n'avoir pas reçu à Beauvais les honneurs qui lui avaient été rendus sur toute la route. « Mais, Monseigneur, lui répondit ce général, nous avons eu peur qu'on nous reprochât à Paris d'être des orléanistes. » Si je ne tenais pas de lui-même cette spirituelle réponse, je n'aurais certes pu y croire. Il a ajouté que le prince lui avait répliqué : « Monsieur le duc, soyez persuadé que je sens bien ma position. »

Le lendemain, je présentai à Son Altesse, à l'heure qu'elle m'avait fixée, le corps d'officiers en grande tenue. Elle nous fit très bon accueil; je n'en appris pas moins, quelques jours après, que ce prince s'était plaint au ministre de la guerre de la froideur de la réception que je lui avais faite à Beauvais; mais comme le ministre ne me fit adresser aucun reproche à ce sujet, je suis persuadé qu'on avait approuvé à Paris notre conduite en cette circonstance, d'autant plus qu'elle avait été

(1) *La Rochefoucauld* (François, duc *d'Estissac*), né à Paris le 8 septembre 1765, † le 19 novembre 1848, cadet gentilhomme dans la Rochefoucauld-dragons le 10 septembre 1780, major en deuxième au régiment des chasseurs à cheval de Champagne le 1er mai 1788, émigré le 11 août 1792, sert dans l'armée des princes puis dans l'armée anglaise, colonel du 1er régiment de la garde nationale de Cherbourg le 25 novembre 1813, maréchal de camp le 10 mars 1815, mis en disponibilité le 1er janvier 1829.

strictement conforme aux règlements militaires en vigueur à cette époque (1).

Ainsi que chacun avait pu le prévoir, d'après les grandes pluies tombées sans relâche pendant tout l'été de 1816 et la perte totale des moissons dans la plus grande partie de la France, le pain fut rare et cher pendant toute la durée de l'année 1817, et les gens mal intentionnés profitèrent de ces fâcheuses circonstances pour ameuter les paysans, surtout dans les environs de Paris; sur plusieurs points du département de l'Oise, il se forma des attroupements considérables qui parcouraient le pays pour piller les fermes et les moulins, mais ces mouvements tumultueux étaient uniquement provoqués par la malveillance, et la famine n'y entrait pour rien, car si, d'un côté, le pain était réellement trop cher pour que la classe indigente pût s'en procurer suffisamment, il est certain aussi que personne ne courait le danger de mourir de faim et qu'avec du vin, de la viande, des pommes de terre et quelques légumes secs, — et il n'y avait pas disette sur tous ces articles, — le peuple pouvait pourvoir à sa subsistance; il ne manquait pas d'argent, le travail et la main-d'œuvre étaient payés plus cher que les années ordinaires; mais le parti révolutionnaire, si nombreux en France, quoiqu'à cette époque il fût encore abattu et découragé par les événements de 1815, ne

(1) Ce fut par le comte de Meulan, mon proche parent et à cette époque chef du personnel au ministère de la guerre, que je sus que le duc d'Orléans s'était plaint au ministre de la guerre de la triste réception qui lui avait été faite à Beauvais. J'ignore ce que le duc de Feltre répondit au prince, mais il est certain que nous ne devions rien à M. le duc d'Orléans, puisque nous n'avions pas reçu, je le répète, ordre de le recevoir avec les honneurs dus à son rang, ni même l'avis qu'il dût passer par Beauvais; dans cette position, lui rendre ces honneurs aurait pu être maladroit et contre les intentions du gouvernement. J'ignorais tout à fait son passage par Beauvais, quand son aide de camp y arriva en courrier un quart d'heure avant lui: mais quand je l'aurais appris indirectement, je ne me serais pas conduit autrement que je l'ai fait. Nos devoirs, dans l'état militaire, nous sont rigoureusement tracés par les règlements, et je tiens qu'il ne faut rendre à César que ce qui appartient à César, et non pas agir comme ce colonel qui faisait sonner la marche à ses trompettes toutes les fois qu'un maréchal de camp passait à portée de son régiment, et sur ce que je lui représentais qu'il ne leur devait pas cet honneur : « Bah, bah! disait-il, ils ne s'en fâcheront pas... »; et cela était vrai, car aucun d'eux ne lui en fit jamais la leçon. (*Note de l'auteur.*)

négligea pas une si belle occasion d'échauffer les mauvaises passions et d'ameuter les vagabonds et les mauvais sujets : les officiers commandant les détachements que j'eus à fournir pour dissiper ces rassemblements de revoltés et de pillards, me rendaient souvent compte, dans leurs rapports journaliers, que la plupart des misérables qui en faisaient partie étaient soûls de vin et d'eau-de-vie et paraissaient plutôt disposés à périr par excès d'intempérance que par suite d'inanition; au reste, comme il n'y avait vraiment pas famine, tout rentra dans l'ordre au bout de quelques jours, et il n'y avait plus apparence de trouble longtemps même avant la moisson.

Le lieutenant général vicomte Digeon (1) arriva à Beauvais dans le mois d'août pour y passer la revue d'inspection générale de mon régiment, et elle était à peu près terminée, lorsqu'un jour, au moment où le corps d'officiers était réuni chez lui (à deux heures après midi), nous reçûmes tout à coup par un courrier l'ordre de partir au moment même pour Paris, où nous devions faire partie d'une grande revue de la garde royale, convoquée en l'honneur du roi de Prusse qui venait d'y arriver incognito et n'y resterait que peu de jours.

Une heure après la réception de cet ordre nous étions en route, et il n'y avait effectivement pas de temps à perdre, puisqu'il fallait aller coucher le même jour à Beaumont (9 lieues de Beauvais).

Le lendemain 22 août, nous fûmes cantonnés à la Villette et à la Chapelle-Saint-Denis, en attendant le 1er septembre, jour auquel nous prenions notre service auprès du Roi, et, en conséquence, possession de la caserne qui était destinée à la cavalerie légère de la garde.

La revue en l'honneur du roi de Prusse eut lieu au Champ de Mars et fut superbe; mon régiment y présenta six beaux

(1) *Digeon* (Alexandre-Élisabeth-Michel, vicomte), né à Paris le 27 juin 1771, † 21 août 1826, sous-lieutenant au 104e régiment d'infanterie le 1er janvier 1792, colonel du 26e régiment de chasseurs; enlève trois étendards à l'ennemi à Austerlitz; général de brigade, baron de l'Empire en 1808, général de division le 3 mars 1813, aide de camp de Monsieur le 8 juillet 1816 et commandant de la division légère de cavalerie de la garde royale, vicomte le 20 mars 1817, pair de France le 5 mars 1819, ministre de la guerre par intérim en 1823.

escadrons bien complets et parfaitement tenus sous tous les rapports; le temps était magnifique, et les princes français, ainsi que Sa Majesté Prussienne, durent être très satisfaits de la belle tenue de la garde royale.

Au reste personne ne comprit rien, du moins dans les salons de la bonne compagnie, à ce voyage imprévu du roi de Prusse; chacun en cherchait le secret sans le deviner, et faute d'y pouvoir découvrir un motif sérieux, on se rejeta sur des niaiseries : ainsi, tandis que les uns prétendaient que Sa Majesté était venue voir à Paris une dame qu'Elle y avait remarquée et dont Elle s'était fort occupée en 1815, d'autres soutenaient que, s'ennuyant à Berlin, ce prince était venu s'égayer à Paris et rire des bons mots et des farces de Potier (1); le fait est que, le soir même de son arrivée, il était au théâtre des Variétés, où cet acteur jouait ce jour-là dans plusieurs pièces, et c'est sans doute ce qui avait donné lieu à cette ridicule conjecture; enfin, des personnes qui se prétendaient bien instruites soutenaient qu'il était venu à Paris pour y épouser de *la main gauche* une demoiselle de Sainte-Hermine, qu'il n'épousa cependant ni à gauche ni à droite. Cherchez la vérité dans tous ces bruits; car pour moi je n'en ai jamais su plus sur ce voyage que je n'en dis ici.

A la fin de notre service, nous reçûmes l'ordre, au lieu de retourner à Beauvais, d'aller tenir garnison à Melun, où l'établissement militaire était beaucoup meilleur. Nous nous y établîmes donc le 1er novembre; cette garnison valait infiniment mieux sous tous les rapports que celle de Beauvais; nous avions souvent l'occasion d'y faire notre cour aux princes de la famille royale, qui venaient fréquemment à Fontainebleau pour y chasser et notamment dans un petit endroit nommé Sermaise, où l'on avait établi un tiré très giboyeux. Il était d'usage, quand Leurs Altesses Royales venaient y chasser, que les officiers supérieurs des régiments

(1) *Potier* (Charles-Gabriel), né à Paris le 23 octobre 1774, † 20 mai 1838, volontaire sous la République. Célèbre acteur d'un des petits théâtres de Paris et le meilleur comique de cette époque; débuta au théâtre des Victoires nationales et quitta la scène le 11 avril 1827.

de la garde en garnison à Melun allassent les y saluer; ainsi, quelques mois après notre établissement dans cette ville, j'appris que Monsieur, depuis Charles X, accompagné de ses deux fils, les ducs d'Angoulême et de Berry, viendrait le lendemain chasser à Sermaise; je m'y rendis à cheval avec les officiers supérieurs de mon régiment, et en arrivant dans le tiré, nous mîmes pied à terre et nous approchâmes des princes avec grande précaution, car j'avais été prévenu qu'il ne fallait pas les déranger dans leur chasse; mais le moment était malheureux, le duc de Berry venait de manquer plusieurs beaux coups de fusil et il cherchait quelqu'un sur qui décharger sa mauvaise humeur; quand il nous aperçut et bien que nous eussions eu l'attention d'arriver derrière lui : « Qu'est-ce que c'est, s'écria-t-il avec fureur, que ces b.....-là, qui viennent se mettre dans mon tiré? Ils m'ont fait manquer deux faisans; je ne veux pas les voir..... Allez-vous-en, que je ne vous voie plus. »

Il continuait sur le même ton et je ne sais quand cela aurait fini, si heureusement le cri : « Coq à Monseigneur! » n'était venu le tirer de sa colère, et plus heureusement encore il tua son faisan, ce qui nous donna la facilité de nous esquiver pour aller saluer son père que nous voyions à quelques pas plus loin. Monsieur nous fit un accueil tout contraire et nous invita à suivre sa chasse et à venir, quand elle serait terminée, dîner avec lui à Chailly, ce qui me consola tout de suite de la mauvaise réception du duc de Berry, dont, au reste, je m'inquiétais peu, car je savais que ce prince s'apaisait aussi facilement qu'il s'emportait, et je pensais même qu'il avait oublié notre fâcheuse arrivée, lorsqu'à la fin de la chasse, qui n'avait pas été mauvaise (1), ce prince s'approcha de moi, et me tendant la main : « Vous devez me bouder, mon cher Saint-Chamans, me dit-il, mais vous vous êtes pré-

(1) A eux trois, les princes avaient tué 1,200 pièces (lièvres, lapins, faisans et perdreaux); deux ou trois de leurs aides de camp qui avaient permission de tirer le gibier qui ne passait pas aux princes en avaient tué environ 300. Cette chasse a eu lieu dans l'été de 1818, mais je l'ai placée ici parce qu'elle entrait mieux dans mon récit sur notre établissement à Melun et les agréments de cette garnison.

senté dans un mauvais moment, n'y pensons plus. (On lui apporta alors des rafraîchissements.) Vous avez certainement bien chaud et soif, continua-t-il en me donnant un verre, il faut que nous trinquions ensemble..... » Et il me fit servir en même temps des boissons frappées de glace, dont j'avais vraiment grand besoin, car la chaleur était excessive, et avec nos uniformes bien serrés, bien boutonnés et agrafés, nos bottes éperonnées et nos sabres, nous n'étions vraiment pas à notre aise pour suivre la chasse.

Les princes montèrent en calèche et nous les escortâmes jusqu'à Chailly, où leur *bouche* leur avait fait préparer un excellent dîner, dans la maison de la poste aux chevaux; j'en avais tout autant besoin que du punch à la glace servi sur le terrain, et nous y fîmes honneur en vrais officiers de garnison. J'étais placé à table à côté du duc d'Angoulême, qui fut très causant, gracieux et aimable avec moi pendant tout le temps du dîner et qui eut la bonté de me dire que, toutes les fois qu'il serait à Fontainebleau, il voulait que je vinsse dîner avec lui.

Le repas terminé, Monsieur et ses fils remontèrent en voiture pour retourner à Paris et nous sur nos chevaux pour rentrer à notre garnison, fort contents de notre journée malgré la tempête du matin.

Le lendemain, un valet de pied de Monsieur m'apporta, de la part de Son Altesse Royale, une bonne quantité de faisans et de perdrix dont je distribuai la plus grande partie parmi les tables d'officiers du régiment.

Le duc d'Angoulême vint dans l'hiver chasser à courre à Fontainebleau; le duc et la duchesse de Berry étaient du voyage. Je me trouvai à cette chasse et j'eus l'honneur d'y suivre Leurs Altesses, en m'arrangeant toutefois pour ne pas barrer le passage à M. le duc de Berry : les princes, cette fois, couchaient à Fontainebleau, et c'est au château que nous dînâmes.

Assez ordinairement, quand les deux princes étaient accompagnés de Mme la duchesse de Berry, ils recevaient le soir les personnes notables de la ville ou des environs, qui ve-

naient faire leur cour; mais ce jour-là, Mme la duchesse de Berry, se trouvant légèrement indisposée, avait annoncé qu'elle ne recevrait personne, et les deux princes en avaient dit autant, de sorte qu'après le dîner M. le duc d'Angoulême fit donner aux gardes et aux domestiques l'ordre de ne laisser entrer qui que ce fût, et Leurs Altesses passèrent dans la salle de billard avec tous ceux qui avaient eu l'honneur d'être admis à leur table.

Les deux princes commencèrent leur partie, et Mme la duchesse de Berry s'établit près d'une table pour jouer au casse-tête chinois, alors fort en vogue; les assistants se tenaient autour du billard, et je marquais les points que prenaient les princes, emploi qui m'avait été dévolu depuis quelque temps, parce que j'y avais montré de l'attention et de l'exactitude; c'était bien là qu'il ne fallait pas avoir de distractions sous peine d'attraper de bonnes bourrades de la part de M. le duc de Berry, le meilleur homme et le plus brusque que j'aie jamais rencontré.

Un valet, qui se tenait à la porte, appela Mme de Gontaut, dame de Mme la duchesse de Berry; elle sortit un instant, revint parler à la princesse, qui appela son mari et leur frère, tous trois chuchotèrent à voix basse et firent à Mme de Gontaut un signe négatif; peu d'instants après, le marquis de Montgon (qui habitait une terre dans les environs de Fontainebleau) entra en uniforme d'officier général dans la salle de billard et alla parler à Mme de Gontaut, qui lui répondit à haute voix : « Monsieur, il faut demander cela à M. le duc » (voulant désigner le duc de Guiche (1), premier écuyer du duc d'Angoulême).

M. de Montgon comprit que c'était au duc d'Angoulême lui-même qu'il devait s'adresser : « Oh ! s'il ne tient qu'à cela,

(1) *Guiche* (Antoine-Louis-Marie de Gramont, duc de), né à Paris le 17 août 1755, † 28 août 1836, sous-lieutenant au régiment Royal-Piémont-cavalerie en 1772, capitaine aux gardes du corps en juin 1789, commandant de la maison militaire du Roi dans l'émigration, rentré en France avec le Roi en 1814, premier aide de camp du duc d'Angoulême, pair de France le 4 juin 1814, lieutenant général le 8 août 1814; se retira en Espagne pendant les Cent-jours; licencié le 24 août 1830.

répondit-il d'un petit air léger, ce sera bientôt fait », et il s'avança vers M. le duc d'Angoulême, qui, ayant quitté la partie, s'était mis à causer avec M. le comte de Vence, colonel des hussards de la garde en garnison à Fontainebleau, et avec moi, mais il était facile de voir que ce prince était préoccupé et mécontent.

— Monseigneur, lui dit M. de Montgon, Mme de Montgon désire faire sa cour à Mme la duchesse de Berry.

— Monsieur, répondit fort sèchement le duc d'Angoulême, personne ne vient ici sans auparavant en avoir fait demander la permission.

— Mais, monseigneur, reprit M. de Montgon, Mme de Montgon est venue, et il serait fort désagréable pour elle de s'en retourner sans avoir été présentée à Mme la duchesse de Berry.

— Monsieur, répliqua le prince avec colère, je vous ai déjà dit que personne ne devait venir ici sans l'avoir demandé, pas même vous, monsieur (en le prenant par la boutonnière), entendez-vous? pas même vous, et sortez sur-le-champ de chez moi.

Et comme M. de Montgon (1) ne sortait pas et se préparait, toujours avec le même aplomb, à insister, le duc d'Angoulême appela le duc de Guiche, et lui dit très haut : « Duc de Guiche, j'ai ordonné à M. de Montgon de s'en aller, faites-le sortir. »

Le duc de Guiche, assez embarrassé de sa commission, s'avança, ouvrit la porte, et s'approchant de M. de Montgon, ce dernier comprit qu'il était temps pour lui de se retirer : il sortit donc, les princes reprirent leur partie, mais M. le duc d'Angoulême paraissait très ému.

Pendant cette scène, je mourais de peur que M. le duc de Berry, qui, comme on le sait, était violent dans l'occasion et même sans occasion, ne lavât de son côté la tête à ce pauvre

(1) *Montgon* (Jacques-François Cordebœuf Beauverger, marquis de), né à Saint-Hippolyte (Gard) le 13 juin 1756, † à Bourron (Seine-et-Marne) le 3 mars 1829, sous-lieutenant dans Dauphin-infanterie le 13 juin 1772, capitaine dans le régiment de septimanie-cavalerie le 6 avril 1788, émigré, maréchal de camp le 23 août 1814.

M. de Montgon, qui n'en aurait pas alors été quitte pour des paroles aussi modérées; mais comme, d'après l'étiquette, c'était chez M. le duc d'Angoulême que la chose se passait, le duc de Berry n'ouvrit pas la bouche et laissa son frère parler seul, ce qui nous fut un grand soulagement, car tout le monde était sur les épines, et je me sentais *la petite mort* en pensant à tout ce que cette scène pouvait finir par amener de violent et de désagréable avec un entêté comme M. de Montgon. Mais au fait, M. le duc d'Angoulême ne s'emporta pas trop, et je pense qu'il se conduisit en cette circonstance comme doit le faire un prince qui veut être maître chez lui.

J'eus encore plusieurs fois, pendant mon séjour à Melun, l'occasion de dîner à Fontainebleau avec Monsieur et ses deux fils; on y était assez sans façons après dîner, et souvent les princes faisaient une poule avec les personnes qu'ils avaient invitées; on en faisait ordinairement deux dans la soirée, et la mise de chacun était de 10 francs par poule.

Une partie de l'hiver se passait ainsi agréablement, et je n'ai jamais eu l'occasion à Melun de regretter, SOUS AUCUN rapport, la garnison de Beauvais.

1818

Ces relations journalières avec la famille royale étaient sans doute un grand agrément et auraient pu même nous procurer de grands avantages, si ces princes avaient été doués d'un esprit plus militaire et plus observateur, car les colonels de la garde ainsi admis dans la familiarité de leur intérieur auraient pu se faire connaître pour ce qu'ils valaient, et la plupart n'avaient qu'à gagner à un examen approfondi ; ils se seraient ainsi à l'avance établis d'une manière avantageuse dans l'esprit et la pensée des héritiers du trône, mais nos bons et vertueux princes n'étaient pas pourvus des moyens ni des qualités nécessaires pour juger sainement et apprécier les hommes, et je les ai toujours vus faire même accueil et accorder même faveur aux médiocres comme aux bons ; d'adroits courtisans, d'astucieux hypocrites étaient assurés de réussir auprès d'eux ; enfin ils étaient faits pour être dupes, ils l'ont été.

Il n'y avait donc au fond dans nos chasses, nos dîners et nos parties de billard avec eux, dans nos causeries familières du salon de Fontainebleau, que le plaisir et l'honneur de les voir fréquemment d'aussi près, mais voilà tout, et il fallait que cette fumée nous fît passer par-dessus tous les désagréments que nous éprouvions sans cesse de la part des bureaux de la guerre et même quelquefois de nos généraux de la garde, car ces derniers, travaillés et poussés par les protections de cour, qui malheureusement, comme c'est assez l'ordinaire, tombaient presque toujours sur les officiers les moins méritants, et aussi animés du désir de se mettre bien avec les

grands seigneurs qui les accablaient de demandes et de recommandations pour tous les emplois vacants dans la garde, essayaient sans cesse de nous forcer la main pour faire tomber sur les protégés l'avancement, les décorations, enfin toutes les faveurs, pour lesquelles nous avions au moins le droit de proposition, et cette proposition du colonel n'était pas sans influence.

Pour développer et rendre plus clair ce que je viens de dire, il faut donner un exemple, et je le prends dans ma correspondance avec le lieutenant général Digeon, entre cent du même genre que je pourrais citer; il servira en même temps à faire connaître avec quelle légèreté nos généraux, uniquement occupés à faire leur cour aux princes, traitaient les affaires de service des corps placés sous leur commandement. Le fait que je vais citer n'est point à l'avantage du général Digeon, qui commandait notre division et était en même temps aide de camp de Monsieur, frère du Roi; je dois dire cependant qu'il était encore moins étourneau en affaires que le général Montélégier, qui commandait la brigade dont mon régiment faisait partie et était premier aide de camp du duc de Berry; ce dernier officier général, très préoccupé de l'envie de plaire à son prince et aux puissances du jour, était aussi extrêmement adonné à la passion du jeu, et il y consacrait une partie des nuits, de manière que tout son temps étant pris par le métier de courtisan et par celui de joueur, il ne lui en restait plus pour son service d'officier général de la garde royale, et mes dépêches les plus pressées et relatives aux affaires les plus urgentes et les plus importantes pour mon régiment, restaient souvent plusieurs jours sur son bureau sans qu'il eût pris le temps de les ouvrir, et quand j'allais parler de ces affaires au lieutenant général Digeon et au major général de la garde, ou bien dans les bureaux de la guerre, tous m'assuraient qu'ils n'en avaient aucune connaissance; il me fallait alors courir après le général Montélégier, qui avait la transmission, comme général commandant la brigade, de toutes les affaires militaires des deux régiments qui la composaient; on peut juger de tout le temps perdu pour

ces affaires et des chagrins répétés qu'un colonel aussi attentif et aussi exact que moi, dans tous les détails, avait à supporter, en se trouvant placé sous les ordres de deux chefs aussi négligents et aussi légers. Au reste, mon collègue de brigade, le général comte Potier (1), colonel des chasseurs de la garde, était encore plus maltraité que moi sous ce rapport; mais, bien qu'il m'en fît souvent ses plaintes, il prenait ces contrariétés plus en patience que je ne le faisais.

Mais revenons au fait que j'ai annoncé.

Chaque régiment de cavalerie envoyait des officiers élèves à l'école d'équitation de Saumur, pour y recevoir une instruction étendue et complète dans toutes les parties qui concernent la cavalerie et y perfectionner leur éducation comme hommes de cheval; cette destination était assez recherchée par nos jeunes officiers, parce qu'après avoir passé au moins deux ans dans cette école, ils revenaient à leur régiment pour y exercer les fonctions d'instructeur et par conséquent avec des droits, dans la suite de leur carrière, à un plus prompt avancement. Les colonels de cavalerie proposaient habituellement leurs meilleurs officiers parmi les lieutenants et sous-lieutenants et les plus aptes à devenir de bons écuyers et des instructeurs exacts et solides, car c'était là tout l'avenir des régiments pour l'instruction de détail, soit au manège, soit sur le terrain, ainsi que pour la bonne éducation des recrues.

Un de ces emplois étant venu à vaquer pour mon régiment, je jetai les yeux sur un sous-lieutenant nommé Mortet (2), qui me paraissait, dans l'intérêt du corps, le plus capable de le bien remplir, j'adressai mon mémoire de proposition au lieutenant général vicomte Digeon; mais lui, cédant aux

(1) *Potier* (Pierre-Jacques, comte de), né à Metz le 7 mars 1780, † 2 mai 1840, cavalier au 8e hussards le 2 septembre 1796, sous-lieutenant au 8e régiment de hussards le 3 octobre 1802, colonel du 3e régiment de chasseurs le 6 novembre 1813; a suivi le Roi à Gand; colonel des chasseurs à cheval de la garde royale le 7 septembre 1815, maréchal de camp le 6 novembre 1817; admis dans le cadre de réserve le 22 mars 1831.

(2) *Mortet* (Charles-Claude), né à Arc en Barrois le 21 mai 1791, soldat au 1er régiment de hussards le 25 octobre 1811, maréchal des logis le 28 novembre 1813, maréchal des logis des dragons de la garde le 14 décembre 1815, sous-lieutenant le 3 décembre 1817.

obsessions de quelques courtisans de Monsieur, m'écrivit que son intention était de proposer M. Maréchal (1), également sous-lieutenant.

Or ce Maréchal était le plus mauvais officier du régiment, incapable de devenir meilleur et, de plus, taré sous quelques rapports essentiels. Mais il était entré dans les dragons de la garde par suite de la haute protection que S. A. R. Monsieur, abusé sur son compte comme sur celui de tant d'autres, lui avait accordée à la recommandation de sa camarilla la plus intime. M. Maréchal jouait le rôle d'un dévot outré et fournissait des notes sur la moralité religieuse et les principes royalistes du corps d'officiers de mon régiment. (J'ai eu lieu de croire que, dans la plupart des régiments de la garde, la petite cour de Monsieur avait introduit ainsi des officiers chargés, sous ces différents points de vue, de lui adresser des rapports confidentiels.) Mais ce jeune homme, ultra dévot à la cour, devenait à la garnison le plus mauvais sujet de tout le corps d'officiers, et je l'avais déjà fréquemment et sévèrement puni, tant pour quelques sales aventures que pour ses fautes perpétuelles dans le service.

On peut bien penser d'après ces détails que je me hâtai d'écrire au lieutenant général que cet officier ne convenait nullement pour être envoyé à Saumur, et je lui en donnai toutes les raisons que je devais tirer de l'ignorance et de la négligence de M. Maréchal dans tout ce qui tenait à l'état militaire.

A cette lettre point de réponse : au bout de quelques jours, j'écrivis de nouveau dans le même sens, mais je ne fus pas plus heureux; enfin le major du régiment étant venu me prévenir que M. Maréchal s'était vanté parmi ses camarades de la certitude où il était d'obtenir l'emploi vacant à Saumur, parce que, disait-il, il l'avait demandé à des personnes qui le lui feraient avoir, je pris le parti d'envoyer aussitôt au lieute-

(1) *Maréchal* (Henry-Joseph), né à Lyon le 6 février 1788, entré au service comme sous-lieutenant de voltigeurs au régiment du Rhône le 1er février 1814, lieutenant de cavalerie garde du corps le 27 décembre 1814, lieutenant au 2e d'infanterie de la garde royale le 10 janvier 1816, sous-lieutenant des dragons de la garde le 6 mai 1817.

nant général le mémoire de proposition que j'avais fait établir en faveur de M. Mortet et de lui détailler de nouveau dans ma lettre d'envoi les motifs qui militaient en faveur de ce dernier et contre M. Maréchal.

Cette fois je reçus une prompte réponse, et pour mieux faire connaître les détails et le dénouement de cette affaire, je prends le parti de transcrire ici la lettre que j'écrivis aussitôt au général Digeon, en réponse à celle que je venais de recevoir de lui.

A M. le lieutenant général vicomte Digeon.

« Melun, le 15 mars 1818.

« MON GÉNÉRAL,

« Dans la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 13 de ce mois, vous voulez bien m'inviter à examiner, telle qu'elle est, l'affaire relative à MM. Maréchal et Mortet, et vous ajoutez « qu'il doit être dur pour moi d'être obligé de « convenir que j'ai eu tort dans cette affaire ».

« Il n'est jamais dur pour moi de convenir que j'ai eu tort, car d'après ma manière de servir, quand j'ai des torts envers mes chefs, c'est par maladresse ou par étourderie, mais jamais par mauvaise intention, et j'avoue sans honte que je suis ordinairement maladroit et souvent étourdi; je ne le serai cependant pas assez aujourd'hui pour convenir que j'ai eu tort dans cette affaire, et c'est vous seul que j'en veux prendre pour juge.

« Vous me dites dans cette même lettre du 13 : « M. Maré« chal, d'après les conseils de personnes qui lui veulent du « bien, désire aller à Saumur; j'ai pensé, à moins de raisons « contraires, que cela n'avait pas d'inconvénients, et au lieu « de me faire des observations, si vous pensez qu'il peut y en « avoir, de but en blanc vous désignez M. Mortet sans me « demander mon avis et sans m'envoyer son mémoire de pro« position à signer, comme vous l'enverriez chez votre quar« tier-maître. »

« Ce passage est littéralement copié de votre lettre, mon

général. Permettez-moi, pour y répondre, de copier aussi un passage de la mienne du 2 mars, la première que j'aie eu l'honneur de vous écrire sur cette affaire et antérieure de onze jours à la vôtre du 13; je vous y disais :

« D'après la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire « le 27 février, votre intention serait de faire remplacer à « l'école de Saumur M. de la Motte (1) par M. Maréchal; je dois « vous dire à ce sujet que M. Maréchal ne convient sous aucun « rapport pour être envoyé à Saumur; quoiqu'il n'ait pas « d'instruction, il n'annonce ni le désir ni les moyens d'en « acquérir; cet officier est mou dans son service et n'y apporte « aucun zèle; vous avez été à portée d'en juger vous-même « par la mauvaise volonté qu'il a mise à se monter en arrivant « au corps; je ne pense pas qu'il soit apte à devenir jamais « instructeur de cavalerie, et alors le but du gouvernement et « les intérêts du régiment seraient également faussés, car c'est « pour procurer de bons instructeurs aux corps de cavalerie « que le gouvernement leur prescrit d'envoyer des élèves à « l'école de Saumur; cette destination ne doit donc être donnée « qu'à des hommes susceptibles de devenir bons instructeurs « dans cette arme, et de rester longtemps dans le même régi- « ment pour y exercer ces fonctions; je vous répète que M. Ma- « réchal ne me paraît pas convenir pour atteindre ce double « but; d'ailleurs, d'après plusieurs rapports qui m'ont été faits « par les officiers supérieurs du régiment, M. Maréchal montre « un goût prononcé pour le jeu; ce serait un motif de plus « pour ne pas l'éloigner de la surveillance de ses chefs. »

« Comment, mon général, ce ne sont pas là des *observations*? Je ne m'efforce pas de vous faire voir les *inconvénients* qu'il y aurait à envoyer M. Maréchal à Saumur? J'avoue alors que je me suis bien *maladroitement* exprimé! Je vous prie de remarquer en même temps que c'est à la suite de ces mêmes observations que je vous proposais M. Mortet.

« J'ai relu avec attention les circulaires du ministre en date

(1) *De la Motte* (Oronce-Damaze), né à Grenoble le 7 septembre 1797, garde du corps (compagnie écossaise) le 16 juin 1814; a suivi le Roi à Gand; sous-lieutenant aux dragons de la garde le 10 octobre 1815.

du 30 décembre 1814 et du 19 mars 1816, qui sont les seules relatives à cet objet, et je m'y suis conformé scrupuleusement en vous adressant mon mémoire de proposition; c'était mon devoir, et je n'ai pu croire en cela vous manquer en rien, puisque cette manière d'opérer m'est prescrite par les lettres ministérielles que je viens de citer; en vous remettant ce mémoire, je vous le soumettais et vous demandais votre approbation; c'est le mode que nous avons toujours suivi dans ces sortes d'affaires, et c'est le seul que nous puissions suivre.

« Si quelqu'un en cette circonstance a manqué à son devoir, aux convenances et au respect qu'un militaire doit à ses chefs, c'est M. Maréchal, qui, sans en parler au colonel du régiment, spécialement chargé de vous présenter un officier pour cet emploi, sollicite une place d'élève à l'école d'équitation de Saumur et se vante dans le régiment d'être certain de l'obtenir, bien que le colonel, ajoutait-il, eût proposé un autre officier. Il me semble que c'était lui qui devait être réprimandé et non pas moi qui ai suivi pas à pas les règlements; au reste, rien ne peut surprendre de la part de cet officier qui, il y a cinq jours, a quitté son poste établi à Lieusaint et destiné à l'escorte de M. le duc de Berry, pour venir chanter à Melun dans un concert!

« Vers le 20 février dernier, lorsque j'eus acquis la certitude que M. de la Motte ne pouvait se rendre à l'école d'équitation, j'écrivis à mon lieutenant-colonel, qui commandait le régiment en mon absence et qui lui-même m'avait proposé M. Mortet, de vous adresser un mémoire de proposition en faveur de ce dernier; c'est la même marche que nous avions suivie pour M. de la Motte, et vous ne vous en étiez pas formalisé; j'ai toujours regardé ce mode d'opérer comme le seul à employer d'après la circulaire du 30 décembre 1814, qui prescrit aux colonels de remettre à l'avenir les mémoires de proposition à l'inspecteur général..

« Si vous avez la bonté de lire attentivement la présente lettre et de peser mes raisons, vous reconnaîtrez, je l'espère, que je ne me suis pas écarté des égards respectueux que je vous dois.

« Puisque M. Mortet ne vous convient pas, j'aurai l'honneur de vous adresser incessamment un mémoire de proposition en faveur d'un autre officier; beaucoup de ceux qui sont aptes à cet emploi se trouvant en semestre, il faut que je leur écrive pour savoir s'ils consentent à l'accepter, car ils ne peuvent pas être envoyés à Saumur contre leur gré.

« J'ai l'honneur d'être, etc...

« Le Maréchal de camp, colonel des dragons de la garde,

« Comte DE SAINT-CHAMANS. »

Je reçus courrier pour courrier la réponse du général Digeon à cette lettre; elle était la plus aimable et la plus affectueuse du monde. Il me mandait qu'il avait parfaitement goûté mes raisons et qu'il désirait que nous ne pensions plus à cette affaire; qu'au surplus il avait proposé M. Mortet, ainsi que je le désirais, pour l'emploi vacant, au tour de mon régiment, à l'école de Saumur.

Cet officier fut effectivement nommé peu de temps après.

Je ne pouvais pas plus m'expliquer la satisfaction que me témoignait le général Digeon, après ma dernière lettre, que je n'avais pu me rendre compte de sa colère; je n'eus le mot de l'énigme que quand j'allai à Paris, au mois de mai, pour le service de mon régiment auprès du Roi. Ce n'est pas qu'il m'en ait parlé, mais je m'arrangeai pour être éclairci de cette affaire par l'aide de camp qui tenait la plume dans son cabinet, et j'appris que, ma première lettre relative à M. Maréchal étant arrivée au moment où le général sortait, il l'avait décachetée puis mise dans sa poche sans la lire, et qu'à son retour, l'ayant mêlée avec tous les autres papiers qui étaient sur son bureau, elle fut classée dans les cartons sans qu'il en eût pris connaissance; ce n'était donc qu'en recevant celle dont je viens de donner copie qu'il avait recouru à la première, en date du 2 mars, où il avait trouvé effectivement toutes les preuves de ma rectitude dans cette affaire.

Au reste, le général Digeon était le meilleur des hommes, mais il avait peu de moyens militaires, et il apportait dans les

affaires une légèreté qui me mettait souvent au supplice, car pour moi toutes celles qui concernaient mon régiment étaient d'une grande importance.

Notre service de mai et juin à Paris se passa sans événements marquants ; Paris était tranquille, la fortune publique et celle des particuliers commençaient à se remettre de l'invasion de 1814 et de 1815 et des désastres financiers qui en avaient été la suite, mais les passions politiques s'échauffaient tous les jours et produisaient des querelles et des dissensions qui éclataient dans toutes les classes de la société; nos corps de jeunes officiers s'en ressentirent, et je fus fort surpris, peu après notre retour à Melun, d'apprendre que deux partis se formaient parmi les lieutenants et sous-lieutenants de mon régiment. L'un se disait le parti des gentilshommes, et il va sans dire qu'il se composait de nos jeunes gens de bonne maison et de grande fortune; l'autre se disait le parti du tiers état et était formé, pour la plupart, des sous-officiers du régiment promus au grade de sous-lieutenant depuis la création de la garde, et de quelques sous-lieutenants qui nous avaient été envoyés des régiments de la ligne. Chaque parti s'était arrangé pour faire table avec gens de leur opinion; ainsi il y avait parmi les lieutenants et les sous-lieutenants du régiment (car les capitaines n'avaient pas donné dans ce travers) la table des gentilshommes et la table des vilains. Jusqu'alors, tout cela n'avait donné lieu qu'à des plaisanteries, quelquefois un peu aigres, mais n'avait pas amené de discussion dans le corps d'officiers; aussitôt que je fus instruit de cet abus, ce qui ne fut pas long, j'y coupai court en ordonnant aux lieutenants et aux sous-lieutenants de faire table commune par deux escadrons (ainsi que le prescrit le règlement), sans que sous aucun prétexte aucun d'eux pût faire ordinaire à une table autre que celle de ses camarades d'escadron.

Mais pour cela nos jeunes politiques ne se tinrent pas pour battus, et je remarquai bientôt après qu'à l'église et dans d'autres réunions du corps d'officiers les *gros bonnets*, parmi les lieutenants et les sous-lieutenants, se réunissaient ensemble

et se plaçaient à la droite, notamment dans le chœur de l'église, où nous nous rendions fort exactement les dimanches et fêtes, et par les renseignements que je me procurai, j'appris que nous avions dans le régiment, comme aux Chambres, un côté droit et un côté gauche : l'ancienne table des gentilshommes s'intitulait le côté droit, et par conséquent celle des vilains voulait être le côté gauche. Il fallut encore user d'autorité et exiger que dans toutes nos réunions militaires nos officiers fussent placés par rang d'escadron. Enfin je mis toute l'opiniâtreté et la surveillance nécessaires pour éteindre dans le corps d'officiers ces ferments de discorde, et j'y réussis complètement; les congés de semestre furent donnés dans ces circonstances, et au printemps suivant, lors de la rentrée des officiers semestriers, il ne fut plus question de gentilshommes ni de vilains, non plus que de côté droit et de côté gauche.

Les colonels de la garde reçurent encore cette année quelques petits déboires, produits sans doute par la jalousie qu'inspirait aux autres militaires la position élevée et importante où nous étions placés aux Tuileries et auprès des ministres; je n'en citerai qu'un seul exemple. *Ab uno disce omnes.*

Lors de la fête du Roi, Sa Majesté dînait en famille; cela s'appelait le *grand couvert*, et les personnes notables dans le gouvernement et dans la société étaient admises à y assister, dans des places réservées, au moyen de billets que distribuait le capitaine des gardes du corps de service; ces billets étaient ceux dits des *personnes présentées*. Le public était aussi admis à voir le grand couvert, mais seulement en traversant la salle où dînait le Roi avec toute sa famille, et presque sans s'arrêter, afin que, défilant toujours, plus de gens pussent être favorisés du bonheur de voir Sa Majesté à table. Ces dernières personnes étaient aussi munies de billets qu'on appelait billets des *personnes non présentées* et parmi tout ce monde il se trouvait sans doute mêlés des gens de bonne compagnie qui, n'ayant pu obtenir de billets de la première catégorie, se résignaient à se servir de ceux de la seconde, mais en général il y avait plus de petites gens que d'autres dans ces personnes dites non présentées.

Tous les colonels de la garde, soit pour raison de service, soit comme faisant partie de la députation que leur régiment envoyait à Paris pour la fête du Roi, y étaient réunis à cette époque, et on imagina de nous envoyer, pour voir le grand couvert, des billets de personnes non présentées, tandis que les colonels des régiments de la ligne en garnison à Paris reçurent tous des billets de personnes présentées. (C'était, sans nul doute, une petite malice de MM. les capitaines des gardes du corps, qui ne manquaient pas une occasion de rabaisser la garde royale.)

J'ignore ce que firent mes collègues; mais, quant à moi, je renvoyai mon billet à ceux qui me l'avaient adressé, avec une lettre fort vive où je ne ménageais pas les termes pour exprimer tout le mécontentement que j'avais ressenti d'une conduite aussi ridicule et aussi déplacée vis-à-vis des colonels commandant les corps d'élite de l'armée, et depuis lors je ne voulus jamais mettre les pieds au grand couvert du Roi, et j'en dis très haut la raison.

Il était bien fâcheux, dans les circonstances critiques où se trouvaient les Bourbons, de voir faire de pareilles maladresses. L'Empereur ne les aurait pas commises, et il s'était toujours appliqué, depuis qu'il était monté sur le trône, à régler et à maintenir les rangs et les prérogatives de chacun, soit dans l'état militaire, soit dans les autres positions, de manière que tout fonctionnaire fût mis à sa place, et il aurait sévèrement puni ceux qui se seraient écartés des règles qu'il avait établies sur cet article si important. Il en surveillait soigneusement lui-même la stricte exécution; mais nos bons princes n'y regardaient pas de si près et ne voulaient rien voir par eux-mêmes; ils laissaient donc les hommes de la cour à la disposition entière et à l'arbitraire des capitaines des gardes et des premiers gentilshommes de la chambre, sans jamais redresser les bévues commises journellement par tous ces messieurs, qui ne s'occupaient de leur service que quand ils avaient assuré les premières faveurs et les meilleures places à leur famille et à leurs coteries.

1819

Mon régiment prit son service auprès du Roi le 1er janvier de cette année. Ce service fut calme, comme tous ceux d'hiver, car le Roi ne sortait pas par le froid, et alors le service d'escorte se réduisait à peu de chose.

J'allais souvent à la cour : M. le duc d'Angoulême me témoignait la même bienveillance que j'ai trouvée en lui pendant tout le temps que j'ai été colonel du régiment de dragons de la garde.

La maréchale Soult était à Paris, sollicitant du gouvernement le rappel de son mari, exilé depuis le mois de janvier 1816; je la voyais quelquefois, tant par reconnaissance des bontés que son mari avait eues pour moi dans le commencement de ma carrière militaire que par un motif qui a toujours influé plus puissamment que tout autre sur mon esprit, l'intérêt qu'on doit au malheur : celui de cette famille était très grand; elle avait passé par des épreuves terribles lors de la seconde restauration (1), et il me semblait qu'elle

(1) Quand il fut décidé que le maréchal Soult devait quitter la France, il était chez lui, à Saint-Amans, département du Tarn; l'esprit royaliste de ces provinces était très exalté, et le maréchal craignait d'avoir à courir pendant la route les mêmes risques qu'il avait courus dans le département de la Lozère, quand il s'était réfugié chez M. Brun de Villeret, son ancien aide de camp. En conséquence, il s'habilla en paysan, et, monté sur une rosse, il fit sa route *incognito* en voyageant ainsi jusqu'à Limoges, et il mit à sa place dans sa calèche un de ses parents nommé La Barthe. Bien lui en prit de toutes ces précautions, car il arriva sain et sauf, tandis que sa calèche, en entrant à Castres, fut entourée par une populace furieuse qui voulait le traiter comme le maréchal Brune avait été traité à Avignon; le pauvre La Barthe eut quelque peine à s'en tirer, mais enfin

avait été plus maltraitée qu'elle n'aurait dû l'être; le maréchal Soult avait sans doute manqué à son devoir quand il avait accepté l'emploi de major général auprès de Napoléon dans la campagne de Waterloo, si peu de temps après avoir été ministre de la guerre de Louis XVIII, mais c'était sa seule faute. J'étais convaincu qu'il était resté fidèle aux intérêts du Roi jusqu'au 20 mars, et je voyais tous les jours à la cour des gens qui n'en pouvaient pas dire autant et que les ministrs comblaient de faveurs, car dans ce malheureux ministère, tout était affaire de commérage. (Le général Dessolle en était président de nom, mais c'était le comte, depuis duc de Cazes, qui en était véritablement le chef.)

Un jour, je trouvai la maréchale Soult encore plus abattue et affligée qu'à son ordinaire; les ministres qu'elle avait vus ne lui avaient pas même donné de l'*eau bénite de cour*, et ils ne lui laissaient pas d'espérances pour le prochain retour du maréchal, disant que le Roi n'en voulait pas entendre parler, tandis que cinquante-cinq régicides venaient d'obtenir leur rentrée en France; or ces cinquante-cinq assassins avaient été exilés par une loi, et on leur pardonnait, et le maréchal Soult, qui n'avait pas, comme eux, un crime atroce à se reprocher et qui n'était exilé que par ordonnance, ne pouvait obtenir d'indulgence; ainsi donc le roi de France amnistiait ceux qui avaient envoyé son frère à l'échafaud et que la nation française, par l'organe de ses députés, avait proscrits, et il ne voulait pas excuser un moment d'erreur dans un homme si recommandable par ses talents militaires et administratifs et condamné seulement par un ministère incapable ou passionné.

Cette injustice me révolta : je résolus de plaider la cause de cet homme, victime de l'arbitraire et de la jalousie des ministres; j'offris à la maréchale Soult de parler en faveur de son mari à M. le duc d'Angoulême. « Je n'ose pas vous promettre, lui dis-je, que mes paroles feront un grand effet sur

il parvint à prouver qu'il n'était pas le maréchal Soult, et on le laissa passer. On concevra facilement à quelles angoisses était vouée la malheureuse duchesse de Dalmatie pendant ce pénible et périlleux voyage à travers la France.

ce prince : je n'ai ni assez d'éloquence ni assez de crédit pour l'espérer, mais je puis m'engager sur mon honneur à lui parler avec toute la chaleur d'un avocat convaincu de l'innocence de son client et avec toute la fermeté et la franchise d'un homme qui ne demande rien pour lui-même et qui est désintéressé dans la cause qu'il défend. »

La duchesse de Dalmatie accepta mon offre; cependant elle me pria de différer de la réaliser; elle voulait, par égard pour les ministres et afin de ne pas se les rendre plus contraires, les consulter avant de s'adresser directement au prince. Elle en parla au général marquis Dessolle, président du conseil, qui lui répondit que ma démarche ne pouvait pas avoir d'inconvénients; je demandai donc à M. le duc d'Angoulême une audience particulière, qu'il m'accorda aussitôt.

Je m'attendais qu'à propos du maréchal Soult il me parlerait du mois de mars 1815 et du règne des Cent-jours, et je m'étais tenu prêt à donner les meilleures raisons possibles non pour justifier, mais pour atténuer la faute commise par le duc de Dalmatie dans ces circonstances. Je voulais surtout parler de son repentir, dont j'étais persuadé; enfin, comme il arrive souvent, j'avais préparé ma défense du côté où l'on ne songeait pas à m'attaquer, car le prince ne proféra pas un mot de reproche pour le maréchal sur cet article.

Aussitôt que Son Altesse Royale m'eut fait entrer dans son cabinet, où nous étions seuls, je lui dis que je venais lui demander une grande faveur et à laquelle j'attachais beaucoup de prix, quoique je n'y fusse pas personnellement intéressé : « C'est même, ajoutai-je, ce dernier motif qui me donne la force de vous en parler, monseigneur, car peut-être ne l'oserais-je pas si c'était pour moi ou pour mon frère que j'aurais à intercéder; mais l'absence de tout motif personnel dans cette affaire, le désir d'être utile à un homme trop durement puni, me donnent l'assurance nécessaire pour vous en entretenir. »

Le prince me regarda fort sérieusement et d'un air de bonté qui m'encouragea; j'avoue que j'étais fort ému, et je sentis qu'il fallait aller droit au fait. J'entamai donc chaudement la défense du maréchal Soult, et sans nier le tort qu'il

avait eu d'accepter les fonctions de major général de l'Empereur au moment où il sortait des conseils du Roi, j'établis du moins et je prouvai au prince qu'il n'y avait pas eu trahison de sa part comme ministre de la guerre, et qu'il était tout à fait innocent et du retour de l'île d'Elbe et de la nullité de la résistance qu'avait éprouvée Napoléon jusqu'à son entrée dans Paris.

J'ai lieu de croire que le prince était, de son côté, déjà persuadé de la vérité de ce que je lui disais.

Enfin, après avoir lavé le maréchal de la tache dont on avait voulu le salir, je sollicitai M. le duc d'Angoulême de s'intéresser auprès du Roi pour obtenir le prompt retour du maréchal dans ses foyers.

Son Altese Royale m'avait écouté fort attentivement, et elle me répondit sans hésitation qu'elle se sentait naturellement portée à faire ce que je lui demandais et que le rappel des exilés pour fautes politiques était tout à fait dans ses idées, mais que la question relative précisément au maréchal Soult, dont je venais de l'entretenir, avait été traitée peu de jours avant dans le conseil du Roi, et que le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, ministre de la guerre, s'était vivement opposé à la rentrée du maréchal, en prétendant que la grande réputation militaire du duc de Dalmatie remuait encore trop de souvenirs dans l'armée, que ce maréchal y jouissait d'un trop grand crédit et exerçait une trop grande influence sur l'esprit de tous les anciens militaires pour qu'il n'y eut pas inconvénient, et même danger, à le rappeler en France en ce moment. « Vous sentez bien, continua le prince, que je ne puis, d'après cela, demander aujourd'hui au Roi de revenir contre ce qui a été décidé dans son conseil il y a peu de jours, mais je ne manquerai pas de saisir l'occasion favorable, quand elle se présentera, pour remettre cet article sur le tapis et tâcher d'obtenir une décision à l'avantage du maréchal Soult; il a en vous un trop bon avocat pour ne pas gagner sa cause. »

Après ces paroles, je ne pouvais pas insister davantage; je remerciai donc avec effusion M. le duc d'Angoulême et je me retirai, n'emportant que de bonnes paroles et des espérances;

mais c'était déjà beaucoup dans une pareille circonstance; néanmoins, quand je fis part de cet entretien à la maréchale Soult, elle se livra au chagrin le plus violent et voyait déjà son mari exilé pour toute sa vie; je la rassurai de mon mieux et je m'efforçai de lui donner l'espérance, que cependant je n'avais pas moi-même, d'une prompte et favorable décision sur la rentrée de son mari en France; nous avions tort tous les deux de n'y pas compter, car le 26 mai de cette même année, c'est-à-dire trois mois après la conversation dont je viens de rendre compte, le Roi signait le rappel du maréchal, et le ministre de l'intérieur, M. Decazes, en l'annonçant à la maréchale, lui disait que le duc d'Angoulême l'avait demandé avec instance à Sa Majesté.

Le dénouement de cette affaire me fut très agréable; j'avouerai d'abord que j'étais flatté d'avoir trouvé et si bien saisi l'occasion de rendre un grand et notable service au général dont j'avais été l'aide de camp pendant huit ans et auquel j'avais dû un prompt avancement et une bonne réputation militaire; ensuite, j'avais lieu de croire que M. le duc d'Angoulême, en mettant autant de chaleur et d'empressement à obtenir cette grâce du Roi, n'avait pas perdu de vue l'entretien que j'avais eu avec lui à ce sujet, et que par conséquent il avait mis de l'intérêt à m'accorder ce que je lui avais demandé avec une si vive insistance, et j'en prenais l'idée que j'étais favorablement noté dans son esprit, chose que j'avais toujours fort désirée.

Le maréchal Soult fut bientôt de retour à Paris : lui et sa femme m'écrivirent pour me presser vivement de venir l'y trouver, car j'étais alors à ma garnison de Melun; je m'y rendis effectivement peu de temps après, et aussitôt que je me présentai chez lui, il me sauta au cou avec une extrême tendresse et en versant d'abondantes larmes; il me parla de sa reconnaissance avec une affection chaleureuse qui m'émut aussi au plus haut degré. Il me parut pénétré des bontés du Roi et s'exprima dans les meilleurs termes à ce sujet; il m'assurait en même temps qu'il ne voulait plus jamais se mêler d'affaires politiques et qu'il n'aspirait qu'à vivre tran-

quille chez lui. Je suis persuadé qu'alors il était de bonne foi dans ses paroles; mais autant en emportait le vent, et quelques mois après il était, autant que jamais, lancé dans les grandes affaires, et au reste cela convenait à ses moyens, à sa position militaire et sociale et à sa grande réputation.

Je passai tout l'été à Melun et je m'y occupai très activement et fructueusement des détails relatifs à l'instruction à pied et à cheval de mon régiment; aussi à la fin de la saison avions-nous gagné prodigieusement sous ces différents rapports, et nous avions aussi acquis dans l'exécution des grandes manœuvres un aplomb que nous n'avions pas eu jusqu'alors.

Je profitai des chaleurs de cet été pour établir à Melun une école de natation sur la Seine; j'y fis successivement passer tous les militaires de mon régiment, et au 1er septembre, il n'y avait pas un dragon qui ne sût nager, et la plupart étaient même devenus très forts dans cet exercice; en cas de guerre, et même en garnison, cette partie de l'instruction militaire peut être d'une grande utilité.

Nous arrivâmes à Paris le 1er septembre pour prendre notre service auprès du Roi, et nous y fûmes en même temps passés en revue d'inspection générale par le lieutenant général vicomte Digeon.

Cette revue avait lieu au Champ de Mars, et l'inspecteur général y voyait successivement tous les jours deux escadrons : le 23 septembre, un de ces escadrons commandé par le vicomte de Froissard de Broissia (1), ancien militaire ayant fait plusieurs campagnes dans les armées de Napoléon, revenait au Champ de Mars à la caserne, et passait en colonne, marchant par quatre sur la place des Invalides, lorsqu'une calèche d'assez mauvaise apparence et mal attelée voulut couper la colonne que formait cet escadron; mais les dragons ne le permirent

(1) *De Froissard-Poligny* (Charles-Édouard), vicomte de Broissia, né à Neublans le 4 novembre 1783, gendarme d'ordonnance le 8 février 1807, sous-lieutenant au 13e dragons le 16 juillet 1807, lieutenant au 20e chasseurs le 29 mai 1812, capitaine au 20e chasseurs le 28 septembre 1813, capitaine au 2e lanciers le 28 août 1814, capitaine aux dragons de la garde royale le 10 octobre 1815, breveté chef d'escadrons le 28 septembre 1817; admis au traitement de réforme le 2 mai 1827.

pas, et le cocher dans sa colère, et encouragé par les cris de ses maîtres qui lui ordonnaient de passer outre, donna un coup de fouet au dragon qui se trouvait le plus près de lui, celui-ci riposta par un coup de plat de sabre sur la tête des chevaux pour les empêcher d'avancer. Et M. de Broissia, qui était à la tête de l'escadron, ayant entendu quelque bruit, accourut sur ce point et empêcha, en maintenant le plus grand ordre parmi les dragons indignés de l'insolence du cocher, qu'elle ne fût rudement châtiée.

Il y avait dans cette calèche deux hommes habillés en bourgeois et sans aucune décoration; l'un d'eux mit la tête dehors, et s'adressant à M. de Broissia lui dit : « Je suis le prince d'Eckmühl. » Cet officier lui répondit qu'il n'avait pas l'honneur de connaître M. le prince d'Eckmühl, que rien ne l'indiquait en lui, et que d'ailleurs personne n'avait le droit de couper une colonne de troupes en marche. A ces mots, le maréchal Davout, prince d'Eckmühl, qui à cette époque faisait de l'opposition libérale, s'écria très haut et avec beaucoup de véhémence : « Voilà comme on vexe aujourd'hui les paisibles citoyens. »

Il était clair que si quelqu'un avait été vexé dans cette affaire, c'était le dragon, qui, sous les armes et à son rang, avait reçu au travers de la figure un coup de fouet de la part d'un laquais, et le prince d'Eckmühl, au lieu de crier à la vexation, aurait dû rendre grâce à l'excellente discipline qui régnait parmi les dragons de la garde, sans quoi l'insolence de son cocher aurait été autrement punie.

Le vicomte de Broissia, à sa rentrée au quartier, me rendit compte de cet incident, et je m'empressai d'en faire mon rapport au général Montélégier, car je connaissais assez la mauvaise volonté que portaient à la garde royale, d'une part le général commandant à Paris la 1re division militaire, et de l'autre la bureaucratie du ministère de la guerre, pour pressentir qu'on voudrait faire de ce léger incident une affaire sérieuse contre nous; je m'étais donc d'avance mis en règle, et bien m'en prit, car le prince d'Eckmühl écrivit une lettre toute de doléances au maréchal duc de Reggio, qui était

alors de service comme major général de la garde royale. Le bon prince arrangeait les faits à sa guise pour rendre les dragons de l'escadron de Broissia le plus noirs possible; le duc de Reggio m'envoya sa lettre, et je me rappelle qu'entre autres torts dont il nous chargeait, il alléguait celui de l'avoir retardé d'arriver près de sa fille dangereusement malade, et qu'il allait voir; or, il n'y avait là que l'escadron de M. de Broissia marchant en colonne par quatre; c'était le centre de cet escadron que la calèche du maréchal Davout avait essayé de percer : ainsi il avait bien pu être retardé d'une demi-minute pour attendre que le reste de l'escadron fût passé.

Enfin, comme nous avions totalement raison en cette occasion, il fut impossible de trouver personne à réprimander pour ce fait, malgré la bonne envie qu'on en témoignait de tous côtés et même à l'état-major de la garde royale, car, comme le prince d'Eckmühl répétait plusieurs fois dans sa lettre qu'on avait manqué d'égards pour un maréchal de France et qu'on avait insulté ce haut grade dans sa personne, MM. les majors généraux de la garde, qui tous les quatre étaient maréchaux de France, se sentaient écorchés par cette assertion de leur collègue et se croyaient intéressés, avant tout, à maintenir l'honneur du corps; mais je pus cependant faire comprendre à M. le maréchal duc de Reggio, qu'un bourgeois dans une mauvaise voiture sans armoiries et avec des domestiques sans livrée ne pouvait, quoiqu'il en dît, prétendre aux honneurs et à la déférence dus à un maréchal de France, à moins qu'il ne fût personnellement connu de la troupe à laquelle il se nommait, et que, si l'on adoptait un système contraire, il ne tiendrait qu'au premier faquin qui se trouverait dans une voiture de remise de mystifier non seulement la garde royale, mais toute la garnison de Paris, en forçant les consignes au moyen d'un nom respectable qu'il se donnerait.

Cette niaiserie fut cependant l'épisode important de notre service à Paris pendant ces deux mois, et me donna plus de lettres à écrire et plus de courses à faire que tout le service du Roi et de la famille royale.

Nous reprîmes avec plaisir, le 1er novembre, la garnison de Melun. Nous y étions fort agréablement, car les habitants appréciant l'excellente discipline des dragons les y voyaient de bon œil, et l'établissement militaire y était d'ailleurs très bon, sauf qu'il n'y avait pas de manège couvert, qu'on nous promettait tous les ans, et qui n'a jamais été fait.

1820

Je me rendis à Paris, ainsi qu'il était d'usage au renouvellement de l'année, pour y présenter au Roi et à la famille royale la députation du corps d'officiers de mon régiment, et c'est à cette occasion que j'eus l'honneur de voir, pour la dernière fois, M. le duc de Berry. Ce prince m'invita fort à venir à Fontainebleau toutes les fois qu'il irait y chasser avec ou sans son frère; mais, je n'eus malheureusement plus occasion de profiter de l'honneur qu'il voulait bien me faire.

Je retournai à Melun aussitôt après avoir fait ma cour à la famille royale.

Le 14 février, je chassais le matin avec quelques officiers dans les bois de la Rochette, qui sont aux portes de Melun, sur la route de Fontainebleau, lorsque j'aperçus de loin un officier de mon régiment qui arrivait à bride abattue en se dirigeant vers moi. J'eus aussitôt le pressentiment d'un malheur, mais j'étais loin d'en soupçonner la portée, et toutes mes appréhensions, jusqu'à ce que cet officier m'eût rejoint, ne parcouraient que le cercle des événements militaires qui avaient pu arriver soit dans l'intérieur de la caserne, soit dans la ville de Melun. Mais quels furent notre consternation et notre désespoir lorsque M. de Chateaubriand, officier dans mon régiment (1) et qui était en permission à Paris depuis

(1) Jeune homme dévot de bonne foi et véritablement vertueux; il entra, quelques années plus tard, dans l'Ordre des Jésuites; il était neveu du célèbre écrivain, le vicomte de Chateaubriand.

De Chateaubriand (Christian-Antoine), né le 29 avril 1791 à Paris, garde à cheval aux Tuileries du 12 avril au 4 juillet 1814, a suivi le Roi à Gand;

quelques jours, nous eut appris l'assassinat et la mort de M. le duc de Berry ! Je ne m'étendrai pas sur les détails de ce douloureux événement, ils sont trop connus; je n'appuierai pas non plus sur le deuil qu'il répandit tout à coup dans mon intérieur et dans ma vie intime. Tous ceux qui me liront sont à même d'apprécier les sentiments et les regrets que j'éprouvai dans cette funeste circonstance et qui furent bien partagés en France, excepté par quelques misérables, indignes du nom de Français.

Je me hâtai de rentrer à Melun et de me rendre à la caserne, où je trouvai tous les hommes réunis et dans la plus grande tristesse; il n'y en avait presque pas un qui, depuis quatre ans, n'eût escorté M. le duc de Berry et n'eût eu quelque occasion d'apprécier son bon cœur. Aucun dragon de la garde ne pouvait oublier qu'un an auparavant, un de leurs camarades s'étant cassé la jambe dans l'escorte du Roi, sur la route de Neuilly, M. le duc et Mme la duchesse de Berry, qui se promenaient en voiture au bois de Boulogne, mirent sur-le-champ pied à terre pour faire placer ce dragon dans leur propre voiture et le faire ainsi conduire à l'hôpital de la garde, après lui avoir fait donner devant eux les premiers soins et lui avoir remis quelque argent. Le prince et la princesse revinrent à Paris de leur pied léger et bras dessus, bras dessous, avec la satisfaction de leur bonne action, dont le mérite ne fut pas perdu dans mon régiment, car il y avait encore augmenté le dévouement et l'amour que tous nos dragons leur portaient.

Ils furent donc consternés en apprenant le lâche assassinat qui venait d'être commis, et tous les capitaines commandants vinrent au-devant de moi, à mon entrée dans la caserne, pour me rendre compte que leurs hommes demandaient qu'il fût écrit au Roi, au nom de tout le régiment, pour témoigner à Sa Majesté notre douleur et notre indignation; je m'empressai de communiquer ce fait au général vicomte

chevau-léger garde du Roi le 1er mai 1814, lieutenant en second de la garde royale le 10 octobre 1815, breveté capitaine le 1er juillet 1818, en non-activité le 5 mars 1824.

de Montélégier, en le priant de faire parvenir mon rapport par l'intermédiaire de nos chefs jusque sous les yeux du Roi, et j'ai su que cela avait eu lieu et que cette démarche et ces démonstrations si promptes firent bon effet à Paris, où l'on éprouvait une vive inquiétude que ce crime atroce ne fût le résultat d'un complot qui aurait étendu ses ramifications jusque dans l'armée; mais il n'en était rien, et tout porte à croire que l'exécrable *Louvel* n'avait pas de complices.

Mon régiment prit son service à Paris, auprès du Roi, le 1er mai. On pouvait déjà prévoir que des troubles sérieux éclateraient prochainement dans cette ville : la licence et les violences de la presse libérale avaient exalté, au plus haut degré, l'imagination ardente des jeunes républicains et des bonapartistes : les écoles de droit et de médecine étaient remplies de jeunes gens à tête chaude qui tous étaient engoués des idées libérales et républicaines; enfin, dans tous les lieux publics on entendait les propos les plus séditieux contre le gouvernement, et tous les symptômes d'une prochaine explosion frappaient les yeux des personnes accoutumées à observer les dispositions du peuple.

Les élections qui avaient eu lieu l'année précédente avaient envoyé à la Chambre des députés un grand nombre de chefs du parti libéral, ce qui lui donnait encore plus de crédit dans l'opinion publique : le conseil des ministres jugea donc qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour apporter à la loi d'élection, alors en vigueur, les modifications qu'ils avaient jugées nécessaires pour sauver la royauté des dangers qui la menaçaient, et dont le plus redoutable et le plus probable était d'arriver, par une suite d'élections libérales, à subir dans la Chambre des députés les lois dictées par ce parti qui, en y obtenant la majorité, n'aurait tenu à rien moins qu'à amener la chute du trône.

Le gouvernement présenta, en conséquence, à la Chambre une nouvelle loi d'élection qu'il croyait plus favorable au maintien de la monarchie légitime en France; les députés libéraux, la jugeant de même sous ce point de vue, la firent attaquer avec véhémence à la tribune de la Chambre par les

meilleurs orateurs de leur parti, tandis qu'au contraire elle était vivement appuyée par le ministère et le parti royaliste. Le grand intérêt que de part et d'autre on mettait à cette question attirait tous les jours, pendant le temps que dura la discussion, une foule immense aux alentours du palais de la Chambre des députés, et les jeunes gens des opinions les plus opposées se trouvant réunis et pêle-mêle aux abords du Palais-Bourbon, il s'ensuivait des querelles et ensuite des duels dont le nombre augmentait tous les jours. Une grande quantité d'officiers de la garde et de gardes du corps, habillés en bourgeois, s'y donnaient rendez-vous pour saluer de leurs bravos, à la levée des séances, les députés royalistes; les libéraux et les bonapartistes s'y réunissaient dans le même but, et un commencement de guerre civile allait éclater sur ce point, lorsque le 3 juin, le maréchal duc de Tarente, major général de la garde royale, défendit expressément, par une circulaire (1), à tout militaire de la garde de paraître aucunement soit en uniforme, soit en bourgeois, dans les groupes qui se réunissaient autour de la Chambre des députés; il nous prévenait en même temps que les gardes du corps avaient reçu le même ordre.

(1) Cette lettre est ainsi conçue :

« M. le major général de service a reçu avis que quelques officiers de la garde se sont trouvés hier, ainsi que des gardes du corps, aux rassemblements qui ont eu lieu autour de la Chambre des députés; on assure qu'il doit y en avoir aujourd'hui un plus grand nombre. M. le maréchal défend expressément à MM. les officiers, sous-officiers et soldats de la garde, de paraître en aucune manière, soit en uniforme, soit en bourgeois, dans les groupes qui pourront avoir lieu autour des séances de la Chambre. MM. les gardes du corps ont reçu le même ordre. MM. les colonels de la garde enverront à cet effet reconnaître s'il existe dans ces groupes des officiers, sous-officiers et soldats de leurs régiments et leur feront donner l'ordre de se retirer. M. le maréchal se réserve de punir sévèrement ceux qui contreviendraient à cet ordre.

« En vous confiant l'exécution de ces dispositions, M. le maréchal vous prévient, Monsieur le colonel, que toutes les mesures ont été prises pour prévenir les désordres et que les militaires de la garde, en se mêlant de cette affaire, ne pourraient que nuire à la cause que nous devons tous servir.

« Pour l'aide-major général de service,

« *Signé :* MODÈNE. »

A M. le colonel des dragons de la garde royale.

Mais ces mesures n'apaisèrent pas l'effervescence qui se manifestait de plus en plus, et je reçus le 5 juin au matin de nouveaux ordres très détaillés du major général de service pour le rassemblement de la garde royale en cas d'alerte, et on me prescrivait diverses autres dispositions particulières à mon régiment qui me donnèrent à croire qu'on s'attendait à des mouvements sérieux dans la journée; je me tins en mesure d'y faire prendre à mes hommes, qui, du reste, était parfaitement disposés pour cela, une part active et toute dans les intérêts de la royauté.

Effectivement, dans l'après-midi de ce même jour, les rassemblements tumultueux qui, depuis le commencement du mois, s'étaient formés devant le lieu des séances de la Chambre des députés, prirent un caractère tellement séditieux et insurrectionnel que le gouvernement jugea nécessaire de les faire dissiper par les troupes de la garde royale en garnison à Paris : il n'y avait plus un moment à perdre pour prendre ce parti, car la sédition se montrait également par des groupes nombreux et agités dans divers autres quartiers de Paris, et notamment aux portes Saint-Denis et Saint-Martin et à l'entrée du faubourg Saint-Antoine, sur la place de la Bastille, etc.

Je reçus l'ordre, le 5 dans l'après-midi, de diriger mon régiment sur les Tuileries et d'occuper par de forts détachements les quais, le Carrousel, la rue de Rivoli, la rue de Richelieu et la rue Saint-Honoré; notre caserne étant située à cette époque rue de Grenelle-Saint-Germain, au coin de la rue de Bourgogne, nous fûmes promptement rendus sur ces différents points, que nous trouvâmes encombrés d'une foule innombrable de peuple qui vociférait les cris de : « Vive la Charte », mêlés à ceux de : « Vive l'Empereur! Vive Napoléon! Vive la Liberté! A bas les ministres! A bas les gardes du corps! » C'était un tapage à n'entendre pas Dieu tonner.

J'avais l'ordre de dissiper les factieux en employant d'abord les sommations et les moyens de persuasion : mais, s'ils ne s'y rendaient pas et qu'ils continuassent de se montrer menaçants, de les charger vigoureusement afin de disperser les groupes

et de les empêcher de se réunir de nouveau pour troubler l'ordre public.

Nous nous conformâmes exactement à ces instructions, mais il était impossible de rien faire entendre à ces furieux, au milieu de leurs cris et du tumulte qui avaient encore redoublé au moment où nous étions arrivés. Pendant longtemps les officiers de mon régiment, auxquels j'avais recommandé la plus grande modération, afin d'éviter les malheurs qui étaient à craindre pour cette populace entassée dans les rues, retinrent leur troupe, qui ne demandait qu'à tomber sur ces factieux (car, en général, quelle que soit l'opinion du soldat, quand il en a une, il ne demande pas mieux que de taper sur les bourgeois), lorsque les chefs de la révolte, prenant notre immobilité pour de l'hésitation, essayèrent de parlementer avec les dragons dans l'espérance sans doute, en les flattant, de les attirer dans leur parti et de leur faire trahir leur devoir; ainsi les plus avisés parmi ce peuple révolté s'avançaient vers la troupe rangée en bataille en lui criant : « Vive la Charte! nous ne voulons que la Charte qu'on nous a promise : vous n'êtes pas des Suisses ni des gardes du corps, vous êtes de braves soldats français, vous ne ferez pas de mal à des Français »; et tandis que par ces paroles insidieuses ils cherchaient à séduire et à capter les dragons, d'autres individus, placés en arrière de ceux-là et confondus dans la foule, poussaient le cri répété de : « Vive l'Empereur! »

Il fallut bien alors faire finir ces scènes scandaleuses; une plus grande modération aurait été dangereuse et coupable. j'ordonnai donc à quelques pelotons de se lancer vivement sur les rassemblements dont nous étions entourés, en recommandant aux officiers de veiller à ce que leurs hommes ne se servent de leurs armes qu'en cas de nécessité absolue, car nous espérions que la vivacité de l'allure des chevaux suffirait pour disperser tout ce peuple, et effectivement il en fut ainsi. Les 8 à 10,000 hommes qui encombraient les rues que nous étions chargés de nettoyer furent dissipés en un instant sans que la cavalerie eût tiré un seul coup de pistolet; quelques-uns plus mutins, ayant essayé de saisir les chevaux par

la bride, furent atteints de légers coups de sabre, mais le nombre en fut minime; une plus grande quantité fut blessée par les pieds des chevaux: pas un homme ne périt sur les divers points où mon régiment fut obligé de charger. Dans cette journée, un seul individu fut tué d'un coup de fusil sur la place du Carrousel par l'infanterie de la garde.

Au même moment des scènes semblables avaient lieu dans d'autres quartiers de Paris et notamment dans la rue Saint-Antoine, où des attroupements considérables d'hommes armés de bâtons étaient rassemblés et criaient : « Vive l'Empereur ! Vive la liberté ! » (ces deux personnages auraient été sans doute fort étonnés de se trouver accolés ensemble, car il faut se rappeler la liberté dont on jouissait sous le règne de Napoléon, pour mieux apprécier celle dont les Bourbons nous avaient dotés.) Dans ce quartier, des tuiles et des pierres furent lancées sur la troupe, mais un escadron de gendarmerie réuni à un escadron de mon régiment, à la tête desquels s'était mis le maréchal duc de Reggio, eurent bientôt dissipé ces rassemblements sans faire usage de leurs armes et en employant les mêmes moyens qui nous avaient si bien réussi dans le quartier des Tuileries.

De fortes averses qui survinrent pendant une partie de la soirée contribuèrent encore à calmer les Parisiens en les forçant de se séparer pour chercher des abris; à dix heures du soir, la tranquillité était rétablie dans les quartiers où elle avait été le plus troublée, et à onze heures nous rentrâmes dans nos casernes, fort contents d'avoir pu, pendant cette journée, prouver la solidité de notre dévouement au Roi, sans avoir été forcés pour cela de répandre le sang des Français égarés.

Les 6 et 7 juin, nous fûmes encore sans cesse en mouvement: des désordres presque semblables à ceux qui avaient éclaté le 5 eurent lieu à la porte Saint-Denis et dans les rues et boulevards des environs; ils furent réprimés de la même manière par le 1er régiment de grenadiers à cheval de la garde commandé par M. de la Rochejacquelein, et par le 1er régiment de cuirassiers de la garde. Un homme seul fut tué d'un coup de sabre par un cuirassier; mon régiment continua à

maintenir l'ordre dans le quartier des Tuileries, où le calme ne fut pas sérieusement troublé.

La sédition diminua beaucoup les jours suivants, et le 10 juin les désordres avaient entièrement cessé dans Paris.

Il n'est pas permis de douter à ceux qui, comme moi, ont vu de près ces différents mouvements, qu'il n'y eût un vaste plan de révolte formé à cette époque par le parti libéral et le parti impérial (qui dans cette circonstance se confondaient ensemble). Si ce plan avait réussi, il y aurait eu une révolution accomplie en France dans les journées des 5, 6 et 7 juin 1820, comme il y en a eu une en 1830, dans les trois journées de Juillet. Les tentatives de séduction vis-à-vis de la troupe, les cris de : « Vive la Charte ! » proférés en opposition aux cris de : « Vive le Roi ! » ceux de : « Vive la liberté ! Vive l'Empereur ! » ces derniers en plus grand nombre, étaient des preuves bien claires des projets des factieux à cette époque, mais il fallait trouver des frères et amis parmi les soldats de la garde royale, et c'est ce qui n'arriva pas. La fermeté et l'inébranlable fidélité que ces braves troupes montrèrent en cette occasion déconcertèrent les projets des révoltés, qui avaient espéré s'en faire une avant-garde pour aller dicter des lois à la Chambre des députés et au Roi lui-même dans son palais; la sédition fut donc forcée d'attendre encore et de mieux combiner ses plans, qui, malheureusement, arrivèrent à maturité lors des funestes journées de 1830.

Les chefs du parti libéral dans la Chambre (1) se répandirent à la tribune en déclamations violentes contre le régiment de dragons de la garde : ils prétendirent que les dragons qui avaient chargé dans la rue de Rivoli étaient dans un état complet d'ivresse; qu'un marchand de charbon avait été menacé d'un coup de pistolet; qu'un M. Dubief, orfèvre, avait eut le bras cassé d'un coup de sabre; que des dragons étaient entrés à cheval dans le passage Delorme, enfin que plusieurs centaines de citoyens paisibles avaient été foulés aux pieds des chevaux, et que ces citoyens s'écriaient avec fureur qu'on

(1) MM. Benjamin Constant, Laffitte, Martin de Gray, Demarçay et Casimir Périer.

n'était pas témoin de scènes semblables à Paris quand les Russes et les Prussiens y tenaient garnison.

A cela les royalistes répondaient que les dragons avaient tenu la meilleure conduite et observé la plus exacte discipline dans ces moments de trouble, et que pas un d'eux n'avait été pris de vin; que si M. Cornisset des Prés, le marchand de charbon, avait été menacé d'un coup de pistolet, il était certain qu'on s'en était tenu à la menace, puisqu'il n'y avait pas eu une amorce brûlée par le régiment de dragons; que M. Dubief, l'orfèvre, faisant partie d'un groupe assez nombreux qui, le 6 au soir, avait refusé de se retirer de la place Louis XV devant les patrouilles de dragons chargées de la faire évacuer, et que la résistance de ce groupe ayant attiré et causé un rassemblement tumultueux, il avait bien fallu que les dragons, pour suivre leur consigne, employassent la force pour disperser tout ce peuple, mais que personne n'avait été blessé sérieusement, et que sans doute le coup de sabre de M. Dubief, l'orfèvre, n'était pas plus dangereux que le coup de pistolet de M. Cornisset, le marchand de charbon; que les dragons vus à cheval dans le passage Delorme y poursuivaient pour les arrêter des individus qui étaient venus les aborder avec le cri de : « Vive l'Empereur ! » et qu'ils ne faisaient là que leur devoir; quant aux centaines de personnes foulées aux pieds des chevaux, le nombre en était certainement exagéré, mais il est vrai qu'il y en avait eu un certain nombre dans le moment où il avait fallu employer la force pour dissiper les groupes; pourquoi ces individus ne s'étaient-ils pas retirés après les sommations qui leur avaient été faites et avaient-ils continué à faire partie d'un rassemblement qui poussait des cris séditieux? qu'enfin il était bien simple qu'on n'eût pas vu de scènes semblables à Paris quand les Russes et les Prussiens y étaient, parce qu'à cette époque il n'y avait pas dans la Chambre des députés une trentaine de libéraux et de révolutionnaires qui, tous les jours, par leurs discours incendiaires excitaient le peuple à la révolte contre le gouvernement du Roi, ainsi que cela avait lieu au moment où nous nous trouvions.

Voilà ce qu'avec raison les députés royalistes et les officiers de la garde royale répondaient aux déclamations mensongères du parti libéral, mais le ministère, soit insouciance ou faiblesse, soit qu'il craignît de se dépopulariser en soutenant les troupes qui avaient bousculé les Parisiens, gardait un silence politique ou répondait mollement; cette conduite était une faute de la part du gouvernement de cette époque, et le parti libéral, dont l'adresse n'est jamais en défaut, répandait hautement le bruit que le gouvernement désavouait la conduite brutale de la garde royale. Déjà les dragons et quelques officiers commençaient à se demander s'ils avaient bien fait de charger ces masses d'insurgés, et si on ne leur donnait pas tort aux Tuileries, lorsqu'enfin le Roi, dans une de ses réceptions publiques, au retour de la messe, m'ayant aperçu dans le salon de la Paix, m'adressa les compliments les plus flatteurs et les éloges les plus positifs sur la bonne conduite de mon régiment en cette circonstance. Dès lors toute incertitude cessa, et la ligne de ses devoirs se trouva invariablement tracée pour ce beau et brave corps, qui a depuis si bien montré dans les désastres de 1830 qu'il n'avait rien perdu de son bon esprit.

Mon régiment avait été trop en vue et avait joué un rôle trop actif dans ces événements pour que la fureur du parti libéral ne se déployât pas contre nous: aussi ne nous épargna-t-il aucun des moyens qu'il employait ordinairement contre les royalistes : articles virulents dans les journaux, déclamations de tribune, pamphlets, caricatures et lettres anonymes, nous furent prodigués; ces dernières surtout pleuvaient avec une extrême abondance à mon adresse, et je reconnus l'écriture, quoique déguisée, de deux personnes qui s'étaient servies de cet ignoble moyen pour nous outrager sans péril. L'un d'eux particulièrement était un de mes anciens camarades d'état-major, qui, n'ayant pu obtenir de la Restauration la confirmation du grade de maréchal de camp — qu'un gouvernement provisoire lui avait donné en 1814 ou 1815, s'était jeté avec autant d'ardeur dans l'opposition libérale bonapartiste qu'il en aurait mis à servir le Roi si Sa Majesté

avait consenti à lui donner les épaulettes d'officier général; je me gardai bien de remettre sa lettre entre les mains du gouvernement, car il aurait été perdu dans son avancement, auquel il n'avait pas renoncé et qu'il a retrouvé plus tard.

Après les batailles gagnées viennent les récompenses : nos généraux commencèrent par eux-mêmes; le général Montélégier, qui n'avait pas paru dans cette circonstance, ni même mis un uniforme, fut nommé grand officier de la Légion d'honneur, uniquement parce que mon régiment faisait partie de sa brigade; quelque temps après, une décoration d'officier de la Légion d'honneur fut donnée au comte de Saint-Belin (1), premier chef d'escadrons de mon régiment, et puis ensuite... rien. Le général Digeon me fit appeler un matin pour me dire que le gouvernement ne jugeait pas d'une bonne politique d'accorder, pour cette affaire, des récompenses aux troupes de la garde, quoique le Roi y attachât une grande importance et exprimât journellement sa satisfaction de la bonne conduite de la garde et des services essentiels qu'elle venait de lui rendre. « Mais, ajouta-t-il, Sa Majesté et le ministre de la guerre en ont pris bonne note, et votre régiment s'en apercevra aux premières promotions qu'on fera dans l'armée; quant à vous personnellement, on ne peut trop faire pour vous récompenser, et c'est l'avis du gouvernement comme de la cour, mais en cherchant ce qu'on pouvait vous donner, on a trouvé des obstacles partout; il n'y a pas de brigade de cavalerie vacante dans la garde, ainsi il n'y a pas lieu d'y songer en ce moment (cette raison était sans réplique, mais je sus très bien par la suite que, quand même il y en aurait eu une de vacante, elle n'aurait pas été pour moi); quant à la décoration de grand officier de la Légion d'honneur, on y a bien pensé et on voulait vous l'accorder, mais les ministres ont décidé qu'il fallait

(1) *De Saint-Belin-Malain* (Louis-François-Nicolas), né le 3 septembre 1780 à Villeberny (Côte-d'Or), cavalier noble à l'armée de Condé le 1er juin 1800, au service de l'Autriche de 1801 à 1812, a fait contre la France les campagnes de 1800-1805 et 1809, lieutenant au service de la France le 5 septembre 1812, maréchal des logis à la 1re compagnie de mousquetaires le 6 juillet 1814, chef d'escadrons au régiment de dragons de la garde royale le 10 octobre 1815.

être au moins maréchal de camp en activité de service pour obtenir cette grâce. — Parbleu, je le suis, m'écriai-je en interrompant ici le lieutenant général dans ses phrases mielleuses; j'en ai le brevet signé du Roi, et j'en porte le titre et les épaulettes depuis cinq ans! — Sans doute, dit-il, mais vous n'en exercez pas les fonctions. »

Je me récriai encore plus haut sur cette dernière raison, qui n'avait pas le sens commun. « Et d'ailleurs, disais-je, peut-il y avoir dans l'état militaire une position où, en faisant bien son devoir, et plus que son devoir, en servant avec distinction et en rendant dans des circonstances critiques un grand service au gouvernement et au pays, il soit impossible de recevoir une récompense si bien méritée? »

A ce dernier argument le général Digeon ne trouva pas de réponse, et il me promit de remettre à nouveau la question sur le tapis et de la traiter avec chaleur; effectivement, au bout de quelques jours, il vint me voir pour m'apprendre qu'enfin on avait pensé sérieusement à moi. « Votre belle conduite dans les derniers événements, continua-t-il, a été bien appréciée et ne se sera pas mal récompensée; le Roi va organiser sa maison civile, et j'ai la promesse positive que vous y serez placé soit comme gentilhomme de la chambre, soit comme écuyer; mais afin de ne pas éveiller les jalousies et les prétentions des courtisans, n'en dites rien et tenez-vous tranquille; tout ira bien. »

Je me trouvai fort satisfait de cette communication; la place promise me convenait; j'avais depuis longtemps envie de me reposer, du moins pendant quelques années, de cette grande activité militaire qui ne m'avait pas laissé un instant de liberté depuis vingt ans, et cette place de cour, en même temps qu'elle ne me jetterait pas dans une totale oisiveté au moment où je voudrais quitter le commandement de mon régiment de la garde, me donnait les moyens de ne pas me laisser oublier du Roi, des princes, ni des ministres.

Ainsi que cela m'avait été recommandé, je gardai *in petto* la promesse qui m'était faite, je n'en dis rien à personne et me tins tranquille dans ma garnison de Melun, mais les bons

garçons qui restaient à Paris et à qui on n'avait rien promis ne se tinrent pas aussi tranquilles que moi : chacun se remua, demanda, intrigua et fit agir ses protections de cour; de jolies femmes (1) s'adressèrent directement au roi Louis XVIII et en obtinrent une promesse qui valait bien celle qui m'avait été donnée; il n'y avait d'ailleurs pas en ce moment de ministre de la maison du Roi, et les grands seigneurs en crédit dans l'intérieur du château profitèrent habilement de cette circonstance pour accrocher chacun pour ses fils, ses neveux, ou ses amis, quelqu'une des nouvelles places de cour; ainsi, en même temps qu'on publiait l'ordonnance de formation de la nouvelle maison civile du Roi, on fit paraître bien vite une première nomination qui pourvoyait à la moitié des emplois qu'on venait de créer, et mon journal, en m'apportant un beau matin à Melun les noms des nouveaux élus, m'apprit que le mien avait été oublié; j'avoue que j'en fus outré, et j'écrivis, sans prendre haleine, une véritable lettre *à cheval* au général Digeon; je reçus promptement sa réponse; comme moi il s'était endormi sur les promesses positives qui lui avaient été faites en ma faveur, et il n'était pas plus content que je ne l'étais moi-même; il m'expliquait cependant qu'il n'y avait que moitié des nominations de faites, que sans doute j'aurais dû y

(1) La comtesse Émeric de Narbonne-Pelet se mit en tête d'avoir une des nouvelles places de gentilhomme de la chambre pour son mari, qui n'avait jamais rendu aucun service à la monarchie ni exercé aucun emploi; elle demanda donc au roi Louis XVIII une audience particulière qu'elle obtint facilement; elle s'y présenta dans une toilette aussi élégante que coquette, et en entrant dans le cabinet du Roi et feignant un grand trouble, elle salua Sa Majesté de ces vers de la VII[e] scène du II[e] acte d'*Esther* :

« Seigneur, je n'ai jamais contemplé qu'avec crainte
L'auguste majesté sur votre front empreinte... »

C'était prendre Louis XVIII par son faible, car il aimait prodigieusement à réciter, à déclamer des morceaux de poésie et à faire montre de son admirable mémoire; aussi prit-il sur-le-champ la continuation de la scène, qu'il savait par cœur tout entière, et qui fut ainsi récitée par lui et Mme de Narbonne. Cette scène fut fort animée, et après avoir joué la tragédie ensemble, il est certain que la jolie femme n'avait pas à redouter un refus de la part de *l'auguste majesté qu'elle n'avait jamais contemplée qu'avec crainte*; il va donc sans dire que le comte Émeric de Narbonne-Pelet fut compris dans la première nomination de gentilshommes de la chambre.

être porté des premiers, mais que l'autre moitié était réservée pour le baptême du duc de Bordeaux et qu'il avait l'assurance formelle qu'à ce moment-là, qui ne pouvait être éloigné, j'y serais compris, qu'il valait mieux tard que jamais, et qu'il me conseillait de ne pas jeter le manche après la cognée.

D'après cette lettre il fallut bien prendre patience, et je me résignai, avant de donner ma démission, ainsi que j'en avais le projet après un pareil dégoût, à attendre le baptême du prince nouveau-né.

Entraîné par la suite de mon récit et par le plaisir de parler de choses qui me sont personnelles, j'ai sauté par-dessus la naissance de M. le duc de Bordeaux, qui eut lieu le 29 septembre de cette année. J'étais à Melun en ce moment, et je puis dire que le bonheur et l'enthousiasme de nos dragons égalèrent et surpassèrent tout ce qu'on éprouva dans les provinces les plus royalistes de France. Dans la division de cavalerie légère de la garde royale, tous les militaires, depuis le simple soldât jusqu'au grade le plus élevé, connaissaient de vue la famille royale et avaient été à portée, pour la plupart, d'apprécier la véritable bonté de ces augustes personnages; il n'y avait pas un homme dans mon régiment qui ne désirât vivement voir naître un prince héritier du trône; l'accomplissement de ces vœux fut un bonheur général, mais peut-être plus particulièrement senti de ceux qui, tant de fois et de si près, avaient entouré cette illustre famille.

1821

Je passai tout l'hiver et une partie du printemps à la garnison de Melun (moins les mois de janvier et de février, pendant lesquels nous fîmes à Paris auprès du Roi un service tout à fait dénué d'événements); mais ma famille et des amis zélés me tenaient assez au courant de ce qui se passait à la cour. Lès nouvelles places créées dans la maison civile du Roi et la moitié qui était mise en réserve pour faire des heureux à l'époque du baptême du duc de Bordeaux, tenaient les ambitions très éveillées, et je me rappelle que le général de Lauriston, ministre de la maison du Roi à cette époque, m'a dit depuis que, pour les seize places de gentilshommes de la chambre qui restaient à donner, il y avait plus de sept cents demandes : malgré ces nombreux concurrents, mes correspondants de Paris m'assuraient si positivement que ma nomination était certaine que je me tins tranquille. Effectivement à la fin d'avril je reçus le même jour plusieurs lettres, et deux entre autres du général de Lauriston et du général Digeon, qui m'annonçaient officiellement que le Roi m'avait nommé *gentilhomme de la chambre*. Mon régiment venait à Paris pour le baptême du duc de Bordeaux; ainsi j'arrivais tout à point pour me faire habiller, prêter mon serment et prendre langue sur le service de cour auquel j'allais être tenu par ma nouvelle charge.

Il y avait, d'après la nouvelle organisation de la maison civile du Roi, ainsi que je l'ai déjà dit, trente-deux gentilshommes de la chambre *titulaires*, car le nombre des *honoraires*

n'était pas fixé et, par la suite, est devenu innombrable, mais les titulaires seuls faisaient le service auprès du Roi. Ce service était réglé par *trimestre :* il y avait donc tous les deux mois huit gentilhommes de la chambre de service, chacun desquels avait à faire pendant ces deux mois deux semaines de service spécial près de la personne du Roi; pendant cette semaine de service spécial, il accompagnait le Roi toutes les fois que Sa Majesté sortait de son cabinet (1). Ainsi, à dix heures précises du matin, de même que tous les autres services du Roi, les deux gentilshommes de la chambre se mettaient à table et déjeunaient avec Sa Majesté et Mme la duchesse d'Angoulême; les autres princes ne venaient pas à ce déjeuner; cette

(1) Je pense que les places occupées dans les cortèges du Roi par les gentilhommes de la chambre avaient été réglées par le Roi lui-même, sur la proposition du marquis de Dreux-Brézé, grand maître des cérémonies, et des premiers gentilshommes de la chambre. Ce marquis de Dreux-Brézé était gonflé de l'importance qu'il supposait à la charge qu'il avait dans la maison du Roi, et il retournait si bien ou si mal, et si longtemps, ses calculs sur ce qu'il avait à décider dans les cas qui ne s'étaient pas encore présentés, qu'il finissait toujours par s'embrouiller et par embrouiller les autres. Pour donner une idée de ce que je viens de dire, je fournirai un exemple qui m'est personnel. A la mort du roi Louis XVIII, je me trouvais de service comme gentilhomme de la chambre avec le général Roussel d'Hurbal, mon ancien de nomination, et qui, par conséquent, marchait avant moi; nous ne savions ni l'un ni l'autre où nous devions nous placer lorsqu'on transporterait le corps du feu Roi de sa chambre dans la chambre de parade ou chapelle ardente. « Monsieur le marquis, lui dis-je, qui doit tenir la droite du Roi pendant la marche? — C'est le général Roussel d'Hurbal, me répondit-il; ...c'est-à-dire, entendons-nous, c'est vous, parce que la droite devient la gauche d'après la manière dont le corps est porté. — C'est bien, lui répondis-je en faisant semblant de le comprendre; mais devons-nous marcher devant ou derrière le corps du feu Roi? — Vous devez marcher devant... c'est-à-dire, entendons-nous, vous devez marcher derrière, parce que le derrière devient devant d'après la manière dont le corps est porté. »

Il avait sans doute été aussi précis et aussi clair avec les officiers des autres services de la maison du Roi, car au moment où le cortège se mit en marche, c'était un pêle-mêle et une confusion à ne plus s'y retrouver, et il avait beau s'écrier à chaque instant : « Entendons-nous, entendons-nous bien... », il ne put jamais parvenir à se faire comprendre, ce qui est bien simple, car il ne se comprenait pas lui-même.

Dreux-Brézé (Henri-Évrard, marquis de), baron de Berrye, né à Paris le 6 mars 1766, † 17 janvier 1829, succède à son père dans la charge de grand maître des cérémonies, dont sa famille était titulaire depuis un siècle; rejoignit le comte de Provence à Vérone et revint en France sur son ordre, en 1801; alla recevoir Louis XVIII à Calais en 1814; pair de France le 17 août 1815, maréchal de camp le 24 novembre 1824.

table était habituellement de douze couverts, rarement de plus de quinze, et jamais de plus de vingt-quatre; le roi Louis XVIII en faisait lui-même les honneurs, et j'ai vu peu d'hommes aussi aimables, aussi gracieux et aussi spirituels que ce prince, quand il le voulait; et il le voulait souvent, car forcé par la goutte et par ses infirmités de garder presque constamment la chambre et ne pouvant sortir de son fauteuil à roulettes, la conversation était pour lui une véritable occupation et un très grand plaisir, et il y apportait une coquetterie d'esprit très piquante.

Le déjeuner, parfaitement bien servi, durait une demi-heure; en sortant de table (à dix heures et demie) le Roi rentrait à son cabinet, où le suivaient tous ceux qui avaient eu l'honneur de déjeuner avec lui et où Monsieur et le duc d'Angoulême arrivaient peu d'instants après; le Roi était assis près d'une très mauvaise table à écrire, en bois blanc très commun et couverte d'un drap vert dont le mauvais état annonçait un long service (on disait que cette table était celle dont le Roi se servait à Mittau et qu'il avait toujours traînée avec lui depuis cette époque); elle était surchargée d'almanachs de toutes les espèces, où le Roi cherchait fréquemment les renseignements dont il avait besoin pour éclaircir ses doutes sur les phases de la lune, le lever du soleil, les familles royales et princières de l'Europe, les ministres et les ambassadeurs des différentes puissances, etc.

Vis-à-vis du Roi étaient assises Madame, duchesse d'Angoulême, et ses dames de service. Madame travaillait toujours à quelque ouvrage à l'aiguille; tout le reste des assistants, même le frère du Roi, restait debout et formait un demi-cercle autour du fauteuil de Sa Majesté.

La conversation était ordinairement gaie, et le Roi en faisait tous les frais, s'adressant tantôt à l'un, tantôt à l'autre; il parlait à chacun de nous des choses qui pouvaient nous intéresser, et toujours d'une manière aimable, excepté quelquefois à ceux qui étaient le plus dans son intimité, comme les premiers gentilshommes de la chambre et les capitaines des gardes du corps, qu'il raillait souvent et *bourrait* parfois, mais rarement avec humeur, et c'était un moyen qu'il employait

pour donner à la conversation, si elle languissait, un tour plus piquant et plus animé.

A onze heures moins dix minutes, Madame, duchesse d'Angoulême, quittait son ouvrage et se levait; elle s'avançait vers le fauteuil du Roi et faisait une profonde révérence; le Roi lui prenait et lui baisait la main avec une bonne grâce et une dignité remarquables : je n'ai jamais vu d'homme condamné à ne pas bouger de son fauteuil, y être aussi gracieux et aussi majestueux dans tous ses mouvements que Louis XVIII, et je m'étais tellement habitué à voir le Roi parler et agir toujours assis, qu'après sa mort j'ai été longtemps à m'accoutumer à voir son successeur recevoir et discourir debout et marcher sur ses jambes pour aller d'un endroit à un autre (ce qui est cependant bien naturel), et quoique assurément Charles X fût rempli d'élégance et d'aisance dans ses manières et dans ses réceptions, il me semblait que Louis XVIII était encore plus gracieux et plus roi dans son fauteuil..... Mais je reviens au détail de la journée de service des gentilshommes de la chambre.

Après ce baiser donné sur la main de la duchesse d'Angoulême, elle sortait du cabinet, ainsi que Monsieur et le duc d'Angoulême.

Le Roi, débarrassé alors de la présence des femmes, donnait souvent à la conversation, il faut bien l'avouer, un tour beaucoup plus libre et quelquefois même licencieux, mais ses gros mots étaient encore dits ordinairement avec esprit; d'autres fois ils provenaient des citations faites par le Roi de nos poètes anciens et modernes, parmi lesquels il y en avait dont les noms étaient aussi inconnus que les vers, mais la mémoire du Roi était prodigieuse, et à tout propos il citait des vers latins ou français et quelquefois en grande quantité.

A onze heures, le Roi faisait un petit signe de tête, accompagné d'un sourire gracieux, et nous regardant en même temps, il disait : « Messieurs... » A ce signal connu, chacun s'inclinait profondément et se retirait : parfois le Roi, en riotant, ajoutait : « Si j'étais chez vous, je m'en irais »; mais cette plaisanterie revenait rarement.

A onze heures et demie, nous accompagnions le Roi à la messe. Si c'était un jour de réception, au retour de la messe, nous nous tenions derrière son fauteuil pendant qu'il causait avec les personnes qui lui étaient présentées; cela durait jusqu'à midi ou midi et demi, excepté les dimanches, où les réceptions étaient beaucoup plus longues.

A deux heures, le Roi montait en voiture pour sa promenade (excepté les mercredis et les dimanches). Il descendait le grand escalier, toujours dans son fauteuil à roulettes, au moyen d'une mécanique assez semblable à celle des montagnes russes, et le fauteuil entrait de plain-pied dans la voiture, préparée exprès pour cela, sous le grand vestibule du pavillon de Flore.

Le premier gentilhomme de la chambre, le capitaine des gardes du corps et le premier chambellan maître de l'hôtel, tous trois de service se plaçaient avec le Roi dans sa voiture, tandis que les deux gentilshommes de la chambre et le maître d'hôtel de service montaient dans un carrosse tout pareil à celui où était Sa Majesté : on appelait cette seconde voiture l'en-cas. (Cet en-cas devait remplacer la voiture du Roi si elle venait à éprouver un accident pendant la promenade, ce qui arrivait bien quelquefois, car on roulait d'un train d'enfer sur le pavé, et alors on laissait au beau milieu de la route les deux gentilshommes et le maître d'hôtel jusqu'à ce qu'un piqueur leur eût amené, du relais le plus proche, un autre en-cas; ce désagréable accident m'est arrivé une seule fois.)

La durée des promenades était réglée de manière que le Roi fût rentré aux Tuileries au plus tard quelques minutes avant six heures; on remontait son fauteuil dans son appartement au moyen de la même mécanique qui l'avait descendu. Nous accompagnions le Roi jusqu'à la porte de son cabinet, et nous montions ensuite chez le premier maître d'hôtel pour y dîner; mais on était libre cependant d'aller dîner chacun chez soi, pourvu qu'on fût de retour à l'heure prescrite pour l'*ordre;* au reste cette table du premier maître était splendidement servie et absolument de même que celle du Roi; c'était là que dînaient le maréchal, major général de la garde, les

premiers gentilshommes de la chambre, les capitaines des gardes, le capitaine des Cent-Suisses et les officiers de service de la maison civile du Roi et de Madame, ainsi que les plus grands seigneurs de la cour et les ambassadeurs et seigneurs étrangers, quand ils étaient invités à dîner chez le Roi.

A huit heures et demie, nous nous rendions dans le grand cabinet, dit salle du conseil, pour attendre que le Roi vînt y donner l'*ordre;* c'était toujours entre huit heures trois quarts et neuf heures, et aussitôt qu'il entrait dans cette pièce, nous formions un demi-cercle autour de son fauteuil. Après avoir causé avec quelques-uns des assistants et parlé des événements de la matinée, de sa promenade et d'autres sujets, ordinairement de peu d'importance, Sa Majesté, se tournant vers le major général de la garde royale, disait à haute voix: « Monsieur le maréchal. » A ces mots, chacun reculait jusque dans le fond de l'appartement, et le maréchal, major général de service, s'approchant du Roi, se penchait vers Sa Majesté et recevait et rendait, à voix basse, le mot d'ordre; enfin le capitaine des Cent-Suisses, appelés dans la suite *gardes à pied ordinaires du corps du Roi*, recevait à son tour l'ordre du Roi, et aussitôt qu'il l'avait reçu, Sa Majesté, après avoir fait une légère inclination de tête au cercle, rentrait dans ses appartements, et de ce moment la journée de service était finie. Quelquefois Madame, duchesse d'Angoulême, nous faisait dire par un des officiers de sa maison qu'elle nous attendait chez elle, où nous trouvions une réunion assez peu nombreuse; on y faisait jusqu'à dix heures du soir quelques parties de jeu, soit au loto, soit à l'écarté.

Sous le roi Charles X, il y eut quelques changements dans le service de la journée, pour les gentilshommes de la chambre, mais j'en parlerai peut-être en son lieu.

On peut juger facilement, d'après le détail que je viens d'en donner, que ce service n'avait rien que d'agréable, et surtout d'honorable, par les occasions qu'il offrait d'approcher de si près de la personne du Roi, et particulièrement de s'asseoir à sa table et quelquefois même à son côté, ce qui paraissait presque sans exemple aux personnes de l'ancien régime,

c'est-à-dire de la cour de Louis XV et de Louis XVI; et une noble douairière du faubourg Saint-Germain, dont le petit-fils, gentilhomme de la chambre, lui racontait le soir qu'il avait déjeuné ce jour-là avec le Roi, lui disait avec une majestueuse gravité que cela valait mieux que 50,000 livres de rente (1).

Le Roi était ordinairement placé à table entre Madame, duchesse d'Angoulême, et sa dame de service; mais quand Madame ne venait pas au déjeuner, ce qui, par quelque motif que ce fût, arrivait assez souvent, le Roi faisait placer auprès de lui, une fois dans leur semaine, les deux gentilshommes de la chambre (2), et pendant le déjeuner il leur faisait toujours quelques phrases de conversation particulière et avait pour eux de ces attentions aimables que pourrait avoir pour ses convives un maître de maison qui voudrait faire bien les honneurs de sa table; je pense bien que la noble douairière dont je viens de parler aurait estimé ce dernier honneur au moins 60,000 francs de rente.

Au reste, malgré ses nombreuses infirmités et les souffances aiguës qui en étaient la suite, j'ai toujours vu le roi Louis XVIII aimable et de bonne humeur : il apportait beaucoup de recherche et d'empressement à être agréable à chacun de ceux qu'il admettait ainsi dans son intérieur, et par exemple, à table, il avait toujours devant lui les deux meilleurs plats qui y fussent servis, et il ne manquait jamais, aussitôt qu'on était assis, d'en offrir à tous les convives en les appelant chacun par leur nom : de même, un moment avant la fin du déjeuner, on lui apportait deux petites carafes remplies, l'une de vin de Malaga et l'autre de vin de Chypre. Il recommençait alors à en offrir, mais seulement à chaque personne qui était admise

(1) Comme appointements, la charge de gentilhomme de la chambre n'était pas largement rétribuée; elle donnait à ceux qui en étaient titulaires un traitement de 6,000 francs par an, auquel le Roi ajoutait, pour ceux qu'il voulait le mieux traiter, — et j'étais du nombre, — une pension annuelle de 2,000 francs sur sa cassette; il y avait bien quelques dépenses de toilette à faire, surtout la première année, mais néanmoins ce traitement était suffisant.

(2) Le premier gentilhomme de la chambre était placé, à table, en face du Roi.

pour la première fois à sa table, car n'oubliant pas lequel des deux vins vous aviez choisi cette première fois, il vous en envoyait un petit verre, sans vous consulter, toutes les autres fois que vous aviez l'honneur de déjeuner avec lui.

Voilà un long détail de choses bien minutieuses, mais tous ces riens, venant de la part du Roi, avaient de l'importance pour moi, et j'écris surtout pour des gens qui, je l'espère et le crois, seront aussi bons royalistes légitimistes que moi.

J'avais depuis longtemps le projet de me reposer, dans l'oisiveté des officiers généraux en temps de paix, de toutes les fatigues que j'avais éprouvées en remplissant pendant dix ans les fonctions de colonel commandant dans la cavalerie; j'étais maréchal de camp depuis l'année 1815, et je résolus de me mettre *sous la remise* pendant quelque temps; après en avoir donc respectueusement prévenu le Roi et M. le duc d'Angoulême, qui, tous les deux, voulurent bien me dire les choses les plus flatteuses sur les regrets qu'ils éprouvaient de me voir quitter le commandement des dragons de la garde, j'écrivis officiellement au général Digeon, pour le prier de demander au ministre de la guerre que je fusse admis au traitement des maréchaux de camp en disponibilité, et par conséquent remplacé dans les fonctions de colonel de ce régiment, et peu de temps après, le marquis de Castelbajac (1) fut nommé pour me succéder dans cet emploi; il était en ce moment et depuis six ans colonel commandant d'un régiment de chasseurs à cheval.

Aussitôt que j'eus connaissance de sa nomination, je me rendis à Melun, où les dragons de la garde étaient encore en garnison, pour y régler mes comptes (2) et faire mes adieux

(1) *De Castelbajac* (Barthélemy-Dominique-Jacques-Armand), né à Ricaud (Hautes-Pyrénées) le 12 juin 1787, élève de Fontainebleau le 17 octobre 1806, sous-lieutenant au 5e hussards le 11 avril 1807, colonel des chasseurs d'Angoulême le 4 juillet 1815, colonel des dragons de la garde le 6 juin 1821, maréchal de camp le 28 octobre 1826.

(2) Je confiai au conseil d'administration, afin qu'il en fît la remise au nouveau colonel lors de son arrivée, toutes les économies que j'avais faites en administrant le régiment; elles se montaient à plus de 30,000 francs, dont 14,000 francs en espèces sonnantes, et le surplus en draps, toiles, fourgons, etc.

à tous ces braves gens; cela se passa fort bien de part et d'autre, et j'avoue qu'au moment de cette séparation j'éprouvai un vif attendrissement et des regrets bien affectueux de quitter un corps si parfaitement composé et à la bonne organisation duquel j'avais donné des soins si attentifs.

1822

Je venais de passer six mois à la campagne avec ma famille, depuis le moment où j'avais quitté le commandement des dragons de la garde, lorsque je fus, au 1er janvier 1822, rappelé à Paris, afin d'y faire, pour la seconde fois, mon service de gentilhomme de la chambre; pour donner un échantillon des après-déjeuner du Roi, je vais copier ici, seulement pour cette année, les notes que j'avais soin d'écrire chaque jour en sortant du cabinet de Sa Majesté.

« *16 janvier*. — Nous étions ce matin seize à table au déjeuner du Roi; Madame, duchesse d'Angoulême, y était avec quatre de ses dames; il y avait en outre dix hommes; le Roi n'a pas causé, et en général il parle peu à table (sans doute à cause des domestiques).

J'étais séparé de Madame par quatre ou cinq personnes, et au milieu du déjeuner on vint à parler d'un jeune lieutenant des dragons de la garde. Madame me demanda, à haute voix, s'il était bon officier. Je trouvai la question un peu directe pour la place où nous étions, et pour qu'à l'avenir il ne m'en fût plus adressé de pareilles aussi publiquement et surtout en présence du Roi, je répondis affirmativement, mais en lui faisant observer que j'aurais été fort embarrassé pour lui répondre si je n'avais pas eu de bien à dire de ce jeune homme. « Oh! bah, bah! dit Madame en riant à moitié, il faut toujours répondre ce qu'on pense; le Roi n'entend jamais ces choses-là. »

Après déjeuner le Roi est rentré dans son petit cabinet,

comme tous les jours, et après plusieurs propos sur la pluie et le beau temps, on est venu à parler de l'opéra-comique de *Rose et Colas*, et il s'est mis à nous chantonner la parodie des paroles de cet air :

Sans chien et sans houlette (*bis*)
J'aimerais mieux garder cent moutons près d'un blé,
Qu'une fillette
Dont le cœur a parlé.

La parodie que le Roi chantait est ainsi conçue :

Sans brosse et sans sellette (*bis*)
J'aime mieux nettoyer
Cent paires de souliers.
Qu'une paire de bottes
Dont le cuir est mouillé.

Nous avons tous beaucoup ri, et le Roi a ajouté, en partant, aux ducs d'Havré et de Gramont qui étaient à côté de lui (mais cependant de manière que tout le monde pût l'entendre), qu'un acteur chantant cette ariette, sur le théâtre, et étant en distraction, après avoir dit : « cent moutons près d'un blé qu'une fillette... » se rappela tout à coup la parodie et en chanta le dernier vers, ce qui fit : « qu'une fillette... dont le cuir est mouillé. »

Madame n'a pas fait semblant d'écouter, et c'est la seule fois que j'aie vu le Roi s'égayer ainsi devant elle.

On parla un moment après de dames qui devaient quêter à l'Assomption le dimanche suivant, et le Roi nous a raconté à ce sujet que Mme de Forcalquier, quêtant un jour et s'étant arrêtée devant un gros financier, celui-ci lui avait dit très haut et brutalement : « Je n'ai rien. — Alors, monsieur, réplique Mme de Forcalquier en lui présentant la bourse, prenez, car c'est pour ceux qui n'ont rien que je quête. » Le financier, confus, se hâta de mettre beaucoup d'or dans la bourse de quête.

Après que Madame a été sortie du cabinet, on a parlé de l'église de l'Assomption, où elle se rendait pour entendre un sermon; et le Roi nous a dit que lorsque cette église fut

achevée on l'appelait *Sodôme*, à cause de la mesquinerie de son dôme (Sot dôme).

17 janvier. — Il y avait aujourd'hui plus de monde qu'à l'ordinaire au déjeuner du Roi, nous étions vingt-deux à table, et comme on était forcé de se serrer un peu, cela a occasionné un petit brouhaha — chuchoté au moment où l'on s'asseyait, — ce qui a empêché pendant un instant d'entendre le Roi, quand il a commencé à offrir des plats qui étaient devant lui; il m'a semblé qu'il en prenait quelque humeur, et il a bourré un maître d'hôtel qui ne le servait pas à son gré; cependant, après le déjeuner, il a été fort gai dans son cabinet; quand Madame en a été sortie, il a parlé de la naissance du duc d'Aumale, dont Mme la duchesse d'Orléans est accouchée fort lestement hier à neuf heures du soir, et Sa Majesté a dit que la duchesse d'Orléans devait être à présent comme Mme de Beuvron était autrefois; et aussitôt il a raconté à cette occasion qu'à une de ses couches, Mme de Beuvron avait dit à son mari : « Mon petit, donne-moi une prise de tabac, je l'ai bien gagnée, car je viens de te donner un garçon, je l'ai bien senti au passage. » On a bien ri de cette histoire.

Le Roi a ajouté qu'à une autre couche de Mme de Beuvron, où elle eut trois enfants, Mme Rouillé de Jouy, sa mère, qui logeait avec elle, avait recommandé qu'on vînt l'avertir quand sa fille ressentirait les premières douleurs. Effectivement un jour, un domestique entre précipitamment chez elle, de grand matin, et lui dit : « Madame, Mme votre fille accouche. » Mme Rouillé, qui était au lit, commence aussitôt à s'habiller, mais à peine a-t-elle mis un de ses bas qu'un autre domestique entre et lui dit : « Madame, votre fille est heureusement accouchée d'un garçon. » Mme Rouillé se remet tranquillement au lit, mais bientôt le premier domestique accourt de nouveau : « Madame, Mme votre fille accouche encore. — J'y cours », dit Mme Rouillé; et elle avait déjà remis ses bas quand le second domestique rentre et lui annonce que sa fille est heureusement accouchée d'une fille. « Dieu soit loué! » dit la bonne Mme Rouillé, et elle se recouchait quand on vint l'avertir que Mme de Beuvron sen-

tait de nouvelles douleurs; mais cette fois elle n'eut pas le temps de se rechausser avant qu'on vînt de la part de sa fille lui dire de ne pas se déranger et qu'elle était heureusement accouchée d'un autre garçon. Mme Rouillé se remit au lit, s'endormit promptement et ne fut plus réveillée.

Le Roi nous a conté cette histoire, qu'il nous a assuré être vraie dans tous ses détails, avec beaucoup d'esprit et de gaieté. Tout le monde en riait aux larmes, et lui-même ne pouvait s'empêcher, tout en contant, de rire aux éclats.

18. — Le duc de la Châtre, premier gentilhomme de la chambre (1) est très malade; le Roi en demande souvent des nouvelles.

Le Roi, après le déjeuner, étant dans son cabinet, nous a conté que, voyageant en Allemagne avec M. de Bombelles (2), à présent évêque d'Amiens, il (le Roi) demandait toujours dans les auberges du vin du Rhin, tandis que M. de Bombelles ne demandait jamais que du vin du Necker. « Je m'en garderai bien, répondit M. de Bombelles, car si je demande du vin du Rhin, on m'apportera de même du vin du Necker et on me le fera payer le double. » « Et cela était vrai », ajouta le Roi.

19. — J'ai perdu les notes que j'avais prises sur cette journée.

20. — Il y avait beaucoup de monde aujourd'hui au déjeuner du Roi. Aussitôt que Madame a été sortie du cabinet avec ses dames, le Roi nous a raconté des anecdoctes et cité des vers beaucoup plus que gais et tellement libres et chargés de gros mots que je ne les rapporterai pas ici.

21. — Il n'y avait aujourd'hui au déjeuner du Roi absolument que le service de Sa Majesté. Madame et les autres personnages qui ont coutume d'y venir étaient allés à Saint-Denis pour le service anniversaire de la mort de Louis XVI.

(1) La Châtre (Claude-Louis, duc de), né à Paris le 30 septembre 1745, † le 13 juillet 1794, lieutenant au régiment de Cambrésis le 1er février 1756; maréchal de camp le 9 mars 1788; émigré; rentré en France en 1814; lieutenant général le 14 septembre 1814 pour prendre rang du 9 mars 1798.

(2) *Bombelles* (Marc-Henry, marquis de), né à Bitche en 1744, † 1821, sert à l'armée de Condé; entra dans les ordres et fut aumônier de la duchesse de Berry; évêque d'Amiens en 1819.

La conversation, après déjeuner, a été sérieuse et insignifiante; j'ai pensé que nous étions trop peu de monde pour que le Roi fît de grands frais de conversation.

22. — Madame n'a pas déjeuné aujourd'hui avec le Roi. Sa Majesté a causé littérature latine et française et nous en a cité plusieurs morceaux remarquables et peu connus dans les deux langues.

Ma semaine de service pour le mois de janvier est finie d'aujourd'hui.

Pendant notre semaine de service, nous avions fréquemment occasion de voir dans le salon les ministres, quand ils attendaient le moment de travailler avec le Roi, et avant qu'ils fussent introduits dans son cabinet, nous pouvions facilement causer avec eux; cela valait mieux que d'en obtenir une audience particulière chez eux.

Le ministre de la guerre (maréchal duc de Bellune), me rencontrant dans le grand cabinet un jour de cette semaine de service, me plaisanta sur le repos que je me donnais, et je lui répondis à peu près sur le même ton qu'il ne tenait qu'à lui d'y mettre fin, en me faisant rentrer comme maréchal de camp commandant une brigade de cavalerie dans la garde royale, où j'étais payé pour croire qu'il n'y avait pas trop de repos. « Je ne demande pas mieux, me répliqua-t-il, mais il faut pour cela deux choses : la première, qu'il y ait une brigade de vacante, et ensuite que vous ayez fait une inspection de cavalerie dans l'armée. »

Je vis par ces paroles du ministre qu'il était dans de bonnes intentions pour moi; il n'aurait pas voulu me leurrer d'une fausse espérance, ni contracter si légèrement une sorte d'engagement envers moi, de me donner le commandement de la première brigade qui viendrait à vaquer dans la garde royale; je m'empressai donc de prendre la balle au bond, et je lui demandai tout de suite de me comprendre au nombre des inspecteurs de cavalerie pour cette même année; il me le promit, et je le quittai fort content d'avoir ainsi mis cette affaire en aussi bon train.

Quelques mois après, je reçus effectivement mes lettres de

service pour aller inspecter, dans le nord de la France, quatre régiments de cavalerie, savoir : le 6ᵉ de dragons à Lille, le 3ᵉ de chasseurs à Valenciennes, le 11ᵉ de chasseurs à Abbeville, et le 16ᵉ de chasseurs à Arras.

Après avoir reçu les instructions particulières du ministre, je partis de Paris vers le 15 juillet avec mon aide de camp (M. de Lauzière d'Arestel) (1), et je commençai mon opération par le 16ᵉ de chasseurs, commandé par le marquis d'Épinay-Saint-Luc (2); ce régiment, que je vis au grand détail et dont je passai fort rapidement l'inspection, me tint occupé pendant treize à quatorze jours, du matin au soir; je ne prenais à la lettre que le temps de manger, et je travaillais une bonne partie de la nuit pour mettre les écritures en état, car il y en avait à cette époque un grand nombre que l'inspecteur devait faire lui-même.

D'après ce premier échantillon, je vis bien qu'il me faudrait deux mois pour couler à fond les quatre régiments dont l'inspection m'était confiée; mais aussi je puis dire qu'il ne manquait rien à ce travail et qu'il fut fait le plus consciencieusement du monde. Ayant commandé moi-même, pendant dix ans de suite, différents régiments de dragons et de chasseurs, j'étais, sous tous les rapports, fort au fait de ce qui concernait ces deux armes, et il n'était pas facile aux colonels qui se trouvaient alors sous ma férule de me cacher ce qu'ils auraient bien voulu que je ne visse pas.

D'Arras, j'allai inspecter à Lille le 6ᵉ de dragons, qui était commandé par le baron Dornier (3).

(1) *De Lauzière d'Arestel* (René-Jean-Claude), né à Belmont (Ain) le 20 mars 1783, † 29 juin 1855, soldat dans la légion du Midi le 9 février 1805, sous-lieutenant le 9 mars 1807, garde du corps (compagnie Wagram) le 14 juin 1814, capitaine d'état-major le 12 décembre 1818, admis au traitement de réforme le 18 décembre 1830.

(2) *D'Épinay-Saint-Luc* (Timoléon, marquis), né à Paris le 4 novembre 1778, sous-lieutenant au régiment du Perche-infanterie le 7 juillet 1784, émigré, au service de l'étranger jusqu'en 1814, capitaine dans la garde à cheval de Paris en 1814, colonel du 16ᵉ régiment de chasseurs le 27 septembre 1815, maréchal de camp le 22 mai 1825.

(3) *Dornier* (Gabriel-François, chevalier, puis baron), né à Rueil le 10 janvier 1772, † 23 janvier 1844, enfant de troupe au régiment des gardes suisses le 1ᵉʳ février 1774, sous-lieutenant le 6 vendémiaire an VI; fait

Sans le désir que j'éprouvais de terminer au plus vite mon inspection, j'aurais pu m'amuser dans cette grande ville, car j'y trouvai plusieurs hommes de ma connaissance qui y occupaient les emplois les plus marquants et y tenaient fort bonne maison, entre autres le marquis de Jumilhac (1), lieutenant général, commandant la division militaire, le comte de Murat, préfet du département, et M. Baudon, receveur général des finances du département du Nord. Tous me firent fête, et tous les jours c'étaient de nouvelles invitations, mais je n'acceptai qu'un ou deux dîners dont je ne pouvais me dispenser, et, après avoir terminé sur ce point, je me rendis à Abbeville, pour y voir le 11e régiment de chasseurs, qui était commandé par le comte de Fontenilles (2), et après l'avoir inspecté dans le plus grand détail et y avoir redressé bien des choses qui n'allaient pas à ma fantaisie, ni comme elles devaient aller, je me rendis à Valenciennes pour y terminer ma tournée d'inspection par le 3e régiment de chasseurs, commandé par M. Desmichels (3). Ce dernier colonel était le plus instruit et le plus capable des quatre colonels que j'avais

prisonnier des Russes le 7 frimaire an XIV, après avoir reçu douze blessures dans un engagement qui précéda Austerlitz; chevalier de l'Empire avec dotation le 14 février 1810, colonel du 29e régiment de chasseurs le 4 septembre 1813, maréchal de camp le 30 juillet 1823, retraité le 5 avril 1834.

(1) *De Jumilhac* (Antoine-Pierre-Joseph, marquis), né à Paris le 31 août 1764, sous-lieutenant au régiment du Roi-infanterie le 31 août 1777, lieutenant-colonel le 21 juillet 1791, lieutenant-colonel dans la garde constitutionnelle du Roi le 1er janvier 1792, licencié le 5 juin 1792, sert en Angleterre puis major de cavalerie dans la légion portugaise le 30 août 1808, général de brigade le 18 août 1813, lieutenant général le 30 août 1814.

(2) *De Fontenilles* (Auguste, comte), né à Toulouse le 10 avril 1779, entré au service aux hussards volontaires le 1er octobre 1799, sous-lieutenant au 10e dragons le 19 septembre 1801, adjudant-commandant le 1er mars 1812, sous-lieutenant à la 5e compagnie des gardes du corps le 1er juin 1814, colonel des chasseurs de l'Isère le 27 septembre 1815, colonel du 1er régiment des grenadiers à cheval le 3 mars 1824.

(3) *Desmichels* (Louis-Alexis, baron), né à Digne le 15 mars 1779, cavalier au 13e hussards le 21 prairial an II, sous-lieutenant aux chasseurs de la garde des consuls le 5 nivôse an IX, colonel du 31e régiment de chasseurs le 14 octobre 1811; commande le 4e régiment de chasseurs pendant la campagne de 1815; licencié le 24 novembre 1815, colonel du 3e régiment de chasseurs en 1821, maréchal de camp le 30 juillet 1823, lieutenant général le 31 décembre 1835.

eu à inspecter; aussi m'arrêtai-je quelques jours de moins avec lui qu'avec les autres.

Toutes ces inspections m'avaient excessivement fatigué, et je comptais bien me donner du bon temps à Paris et à la campagne, et mettre le meilleur ordre dans mon travail d'écritures avant de l'envoyer au ministre, mais en arrivant chez moi à Paris, j'y trouvai une lettre qui m'attendait depuis quelques jours et par laquelle le lieutenant général comte Du Coëtlosquet (1), chef du personnel au ministère de la guerre, m'invitait à me rendre sans délai auprès de lui; j'y étais effectivement le lendemain matin de bonne heure, et je pensais que c'était pour quelque affaire de l'inspection que je venais de terminer, mais après m'avoir retenu à déjeuner avec lui, il me fit entrer dans son cabinet où, nous trouvant seuls, il me dit que l'intention du Roi étant de donner plus d'importance au corps de troupes réuni sur la frontière d'Espagne, sous le prétexte et le titre de *cordon sanitaire*, mais en réalité pour surveiller les mouvements révolutionnaires qui depuis deux ans avaient éclaté dans ce malheureux royaume, le ministre avait résolu d'y rassembler un véritable corps d'armée organisé en divisions et brigades sous le nom de corps d'observation des Pyrénées, et que Son Excellence m'avait désigné pour commander une des brigades d'avant-garde de ce corps, qu'on était fort pressé à Paris d'en avancer promptement la formation, et que tous les généraux qui devaient en faire partie avaient déjà reçu l'ordre de se rendre en poste dans les Pyrénées, mais toutefois en gardant le secret le plus absolu sur leur destination. « Ainsi donc, ajouta-t-il fort sérieusement, le ministre compte bien que vous vous mettrez demain en route, et voilà vos lettres de service et les instructions qui vous guideront. »

Je fus fort étonné et même contrarié de cette communica-

(1) *Coëtlosquet* (Charles-Yves-César-Cyr, comte du), né à Morlaix le 21 juillet 1783, † 1836, engagé volontaire au 10e régiment de hussards le 23 octobre 1800, aide de camp de Lasalle le 3 janvier 1806, colonel commandant le 8e hussards le 11 août 1812, général de brigade le 15 octobre 1813, aide-major de la garde royale le 8 septembre 1815, lieutenant général le 25 avril 1821; rentra dans la vie civile en 1830.

tion; j'aurais sans doute éprouvé un vif chagrin, si une armée française était entrée en Espagne, de n'en pas faire partie, mais ce n'était pas de cela qu'il s'agissait pour le moment; il fallait aller s'établir en observation dans les Pyrénées, probablement pour tout l'hiver, afin d'y commander une ligne d'avant-postes établis le long de la frontière d'Espagne, et cette destination ne me plaisait aucunement; d'ailleurs, je postillonnais depuis deux mois d'un régiment à l'autre pour ma tournée d'inspection, et je me trouvais physiquement et moralement très fatigué, et au moment où je comptais me reposer de cette vie exclusivement militaire, on m'envoyait précipitamment à 200 lieues de Paris, pour y recommencer non seulement une inspection des corps qui formeraient ma brigade, mais encore pour organiser une chaîne d'avant-postes et un service de surveillance active vis-à-vis des révolutionnaires espagnols, ce qui ne me paraissait nullement plaisant.

J'arrivais d'ailleurs à Paris le 20 septembre, pour faire ma semaine de service auprès du Roi, comme gentilhomme de la chambre, et j'aurais été fort contrarié d'être privé de cet honneur pour aller m'enfermer dans quelque mauvais bourg des Pyrénées.

D'un autre côté, je sentais bien qu'il n'y avait pas moyen de refuser la nouvelle destination, toute de confiance, que le ministre me donnait, mais je résolus de gagner du temps; j'en avais d'ailleurs un véritable besoin pour faire mes préparatifs d'entrée en campagne, car il n'était pas douteux que ce prétendu corps d'observation, qu'on organisait si promptement et sur le pied de guerre, ne fût destiné à être l'avant-garde de l'armée française qu'on ne tarderait pas à faire entrer en Espagne.

Je représentai donc au comte Du Coëtlosquet, avec lequel j'étais depuis longtemps dans la plus intime familiarité, que comme nous n'étions pas en présence de l'ennemi, il ne me paraissait pas d'une si grande urgence que je parte dès le lendemain pour Toulouse (d'où je devais me rendre sur le point des Pyrénées qui me serait plus tard indiqué); qu'il me fallait des chevaux et des équipages de guerre que je n'avais

pas en ce moment, qu'il m'était aussi nécessaire de me mettre en quête et de faire choix d'un aide de camp, car je savais que celui qui m'avait suivi dans mon inspection ne voulait pas faire partie de l'armée d'Espagne (il s'en était déjà expliqué ouvertement avec moi, sans prévoir cependant que je dusse y être envoyé si prochainement), enfin, et cette considération était la plus forte, je n'entendais pas, pour aucun motif, renoncer à l'honneur de faire mon service de gentilhomme, qui allait commencer dans deux jours.

A toutes ces raisons dont le général Du Coëtlosquet ne pouvait méconnaître la justesse, il ne faisait d'autre réponse que de me mettre sous les yeux ma lettre de service, où il m'était ordonné de me rendre *sans délai* au quartier général de la 2e division du corps d'observation, dont je devais commander la 1re brigade dite d'avant-garde (cette brigade se composait de deux régiments de cavalerie, un régiment d'infanterie légère et deux pièces de canon). « Vous sentez bien, mon cher ami, me disait-il, que je ne peux rien changer d'un ordre aussi positif signé du ministre »; et il me faisait remarquer qu'au bas de l'expédition de cette lettre le duc de Bellune avait ajouté un *post-scriptum* de sa propre main ainsi conçu : « Partez sur-le-champ et gardez le secret le plus absolu sur votre destination. » « Au reste, ajoutait Du Coëtlosquet, comme il n'y a que lui-même qui puisse revenir sur sa décision, je vais, si vous le désirez, vous mener chez lui et nous verrons ce qu'il vous accordera après avoir entendu vos raisons. »

J'acceptai avec empressement sa proposition, et cinq minutes après nous étions dans le cabinet du ministre, où il travaillait seul en ce moment. Le général Du Coëtlosquet, qui avait conservé de son ancien métier de colonel de hussards et d'aide de camp du fameux général Lasalle un grand fond de *blague* militaire, lui cria en entrant : « Monsieur le maréchal, voilà Saint-Chamans qui a, à Paris, une maîtresse qui ne veut pas qu'il parte; aussi depuis une heure qu'il me donne de mauvaises raisons il n'a rien gagné avec moi. Il espère être plus heureux avec vous; aussi je vous l'amène et je vous le laisse... »; puis se tournant vers moi : « Mon cher ami, vous viendrez me

dire, en sortant d'ici, ce que M. le maréchal aura décidé », et sans attendre une réponse, il sort en fermant la porte et me laisse vis-à-vis du ministre, qui ne savait trop ce que voulait dire cette entrée de ballet et me regardait entre deux yeux en paraissant attendre que je lui en donnasse l'explication.

Quant à moi, j'étais assez décontenancé de cette introduction ; cependant, comme je savais que le duc de Bellune me voulait du bien, je ne perdis pas tout à fait la tramontane, et m'approchant de lui en souriant : « Monsieur le maréchal, lui dis-je, Du Coëtlosquet a raison, j'ai effectivement une maîtresse qui ne veut pas que je parte de Paris et qui exerce tout pouvoir sur moi depuis vingt et un ans que je suis militaire ; cette maîtresse, c'est mon devoir ; je prends après-demain mon service de semaine auprès du Roi, comme gentilhomme de la chambre, et Votre Excellence ne voudrait pas me faire manquer à ce devoir, qui doit être considéré comme le premier et comme primant tous les autres, puisque c'est celui qui nous approche le plus de la personne de Sa Majesté ; je viens donc vous demander de rester encore un mois à Paris, pour faire mes deux semaines du service de bimestre (septembre et octobre), et en même temps je me pourvoirai de tout ce qui m'est nécessaire pour entrer en campagne si l'ordre nous en est donné. Je vous engage ma parole d'honneur que le jour même où finira ma semaine de service, en octobre, je courrai la poste sur la route de Toulouse. »

Le ministre commença par jeter feu et flammes contre les généraux qui ne pouvaient pas quitter Paris, et cela me donna l'occasion d'apprendre, au milieu des fougues de sa colère, que les généraux de Vence (1) et Vallin (2), qui, comme moi,

(1) *Villeneuve-Vence* (Clément-Louis-Hélion, comte, puis marquis de), né à Paris le 11 février 1783, † le 9 février 1834, gendarme d'ordonnance le 9 février 1807, lieutenant en second le 1er juin 1807, officier d'ordonnance de l'Empereur le 13 novembre 1808, chef d'escadrons au 1er chasseurs le 13 janvier 1811, colonel du 4e régiment de chasseurs le 13 avril 1813, colonel du régiment des hussards de la garde le 8 septembre 1815, maréchal de camp le 13 avril 1817, baron de l'Empire le 15 août 1809, marquis et pair héréditaire par succession paternelle en septembre 1819 ; grand officier de la Légion d'honneur 1825.

(2) *Vallin* (Louis, baron, puis vicomte), né à Dormans (Marne) le 16 août

avaient été nommés à un commandement dans le corps d'observation, étaient encore à Paris, après avoir demandé et obtenu d'y rester quelque temps pour leurs affaires.

Je fis alors remarquer au ministre que ma prétention de séjourner un mois à Paris était sans doute mieux motivée que celle de ces deux généraux, puisque je rentrais seulement la veille d'une tournée d'inspection qui m'avait tenu occupé sans relâche depuis le mois de juillet, que d'ailleurs je n'avais pas d'aide de camp, etc.; enfin je lui récitai le même chapelet qu'à son chef du personnel, et tout en grommelant et en rechignant, il consentit à ce que je demandais, et je m'engageai à me mettre en route pour ma nouvelle destination le 23 octobre.

Je me retirai fort content de ce délai, qui me donnait largement le temps de me reposer et de faire mes dispositions pour une longue absence de Paris et peut-être de France.

Je pris pour aide de camp le capitaine Dalpuget (1), que j'avais eu, en 1814, pour officier payeur dans le 1er régiment de chasseurs à cheval (chasseurs du Roi); je savais qu'il me serait utile, surtout pour le travail de cabinet, et qu'il pouvait être à la fois aide de camp et secrétaire intime; d'ailleurs il avait, comme moi, fait pendant cinq ou six ans la guerre en Espagne, et il en parlait aussi très facilement la langue, ce qui est un immense avantage en campagne, surtout pour un officier d'état-major. Je fis aussi toutes les dispositions que je pensai m'être les plus utiles en supposant une guerre en Espagne, et après avoir fait mon service à la chambre du Roi et avoir pris congé de Sa Majesté et de M. le duc d'Angou-

1770, grenadier au 1er bataillon des volontaires de son département le 13 août 1792, colonel du 6e hussards le 1er mars 1807, général de brigade le 5 décembre 1812, colonel en second du 2e régiment des gardes d'honneur en 1814; se distingua à Waterloo et au combat de Roquencourt; lieutenant général le 3 juillet 1815 (non reconnu), commandant la brigade d'avant-garde de l'armée des Pyrénées en 1823, lieutenant général le 19 avril 1823; admis au cadre de réserve en 1839.

(1) *Dalpuget* (Semac), né à Paris le 31 août 1789, † 9 juillet 1861, soldat à la 1re légion de réserve le 18 décembre 1807, lieutenant-quartier-maître le 15 avril 1812, quartier-maître aux chasseurs du Roi le 15 juillet 1814, capitaine au corps d'état-major le 12 décembre 1818, sous-intendant militaire de 1re classe le 22 décembre 1845; retraité le 31 décembre 1850.

lême, je me mis en route, comme je m'y étais engagé, aussitôt ma semaine d'octobre finie, et le 30 du même mois, j'étais à Toulouse. Cette première destination m'était d'autant plus agréable que mon frère, le baron de Saint-Chamans était préfet de la Haute-Garonne déjà depuis longtemps, et que je me trouvais ainsi, à mon arrivée dans cette grande ville, établi au milieu de ma famille; ma sœur, la comtesse de Lambertye, s'était réunie à lui à Toulouse, et y faisait les honneurs de la préfecture.

Je trouvai donc bon gîte et bonne mine d'hôte en y arrivant, et j'y aurais volontiers passé tout l'hiver et en fort bonne compagnie, car il y en a beaucoup dans cette grande ville, si les exigences du service ne m'eussent forcé d'en partir après un court séjour, pour me rendre à Saint-Gaudens, où je devais établir le quartier général de la brigade d'avant-garde. Cette brigade faisait partie de la 2e division du corps d'observation, et le lieutenant général comte Liger-Belair (1), qui commandait en même temps la 10e division territoriale à Toulouse, était, mais seulement de nom, aussi commandant de la 2e division d'observation; je savais bien qu'il n'était pas destiné à partir avec nous quand nous marcherions sur l'Espagne, car, outre que ses infirmités ne lui permettaient plus de faire la guerre, le ministre et le général Du Coëtlosquet m'avaient confié tous les deux qu'il ne tarderait pas à être remplacé dans son commandement de Toulouse et de la 2e division du corps d'observation.

Je m'établis à Saint-Gaudens, du 10 au 12 novembre; c'est une petite ville fort triste et dénuée de toutes ressources sous le rapport de la société, mais elle se trouvait dans une position favorable relativement au commandement dont j'étais chargé, et je pouvais en peu d'heures me rendre par de belles communications sur la frontière d'Espagne en passant par la petite ville de Saint-Béat, qui n'est qu'à une lieue

(1) *Liger-Belair* (Louis), né à Vandœuvre (Aube, le 11 juillet 1772, † en 1834, sous-lieutenant au 29e régiment d'infanterie (Dauphin) le 3 mai 1792, chef de brigade du 3e hussards le 17 pluviôse an VII, général de brigade le 15 novembre 1806; capitule à Baylen avec le général Dupont; général de division le 31 juillet 1811; admis à la retraite le 11 mars 1827.

du *Pont du Roi*, limites des deux royaumes dans cette partie.

Je trouvai à Saint-Gaudens et dans les villages aux environs le 8e régiment d'infanterie légère commandé par le colonel baron Levavasseur (1); le 4e régiment de chasseurs à cheval, commandé par le marquis de Castries (2), était à Saint-Martory (quatre lieues de Saint-Gaudens); ces deux corps faisaient partie de ma brigade; mon troisième régiment, le 20e de chasseurs à cheval, était détaché avec son colonel, le comte de Sourdis (3), à Tarbes, où il se trouvait momentanément sous les ordres du général comte d'Arbaud-Jouques (4), qui commandait le département des Hautes-Pyrénées.

Je commençai, sans perdre un instant, à mettre tous ces régiments sur le meilleur pied pour entrer prochainement en campagne, et dans les ordres que je leur donnais je comprenais surtout les parties de l'instruction militaire et les exercices les plus utiles pour le temps de guerre active, soit théoriquement pendant les mauvais temps d'hiver, soit en simulacres sur le terrain quand nous avions quelques beaux jours; aussi mes chasseurs à cheval devinrent-ils très forts sur le service des avant-postes et sur le maniement de la lance et du sabre (5). Cette instruction était d'autant plus

(1) *Levavasseur* (Charles-Amable), né à Rouen le 21 juin 1769, † 17 janvier 1854, garde à pied dans la garde constitutionnelle du Roi le 19 janvier 1792, sous-lieutenant au 61e de ligne le 25 avril 1792, colonel du 15e de ligne le 21 février 1813, colonel du 8e d'infanterie légère le 17 novembre 1820, maréchal de camp le 11 août 1823, admis au cadre de réserve le 22 mars 1831.

(2) *Castries* (Edmond, marquis de), né à Paris en 1787, sous-lieutenant surnuméraire au 5e régiment de chasseurs le 30 mars 1809, aide de camp du prince d'Eckmühl le 24 juillet 1811, sous-lieutenant surnuméraire aux gendarmes de la garde du Roi le 1er juillet 1814, colonel des chasseurs de l'Ariège (4e) le 27 septembre 1815.

(3) *Sourdis* (Ange-Théophile, comte de), né à Paris, gendarme d'ordonnance le 24 mars 1807, sous-lieutenant au 9e hussards le 3 juin 1809, sous-lieutenant aux gardes du corps le 19 juillet 1814, colonel du 20e chasseurs (Var) le 27 septembre 1815.

(4) *Arbaud-Jouques* (Bache-Augustin-Philippe, comte d'), né à Aix en Provence le 20 juillet 1770, † 13 avril 1831, chevalier de Malte; sert à l'étranger de 1790 à 1813; chef d'escadron au 4e régiment des gardes d'honneur le 12 avril 1813, colonel de la légion de la Charente le 16 août 1815, maréchal de camp le 25 avril 1821.

(5) Il y avait à cette époque, dans chaque régiment de chasseurs à cheval, deux escadrons armés de lances.

nécessaire que, à l'exception de quelques officiers, notre jeune armée ne comptait dans ses cadres qu'un très petit nombre d'hommes qui eussent fait la guerre; il y avait déjà plus de sept ans que nous étions en pleine paix, et tous les soldats et les sous-officiers de l'armée de 1814 et de 1815 étaient rentrés dans leurs foyers après avoir fini leur temps de service.

Ces occupations militaires, la correspondance à tenir avec le général comte Liger-Belair, celle que, d'après les ordres du ministre de la guerre, j'entretenais directement, soit avec lui, soit avec le général Du Coëtlosquet, me prenaient une bonne partie de mon temps, mais ce qui exigeait le plus de soins et d'attention était la police à établir dans nos cantonnements et surtout sur la chaîne des avant-postes répartis le long de la frontière: une surveillance active était d'autant plus indispensable sous ce rapport qu'on s'inquiétait outre mesure, à Paris, des points de contact qui pouvaient s'établir entre nos jeunes soldats et les révolutionnaires espagnols, et à presque tous les courriers, je recevais à ce sujet de longues dépêches du ministre de la guerre, qui était vivement poussé sur cet article par son collègue le ministre de l'intérieur, chargé de la police générale du royaume. Tantôt Leurs Excellences écrivaient (lettre du 31 octobre) qu' « il se formait en Espagne « et près de nos frontières un corps de partisans destiné à « faire une tournée en France, et composé de libéraux, réfu- « giés italiens et français; ce corps devait être sous les ordres « d'un officier général français, qui se déguisait sous le nom « de Legros et dont on n'avait pu savoir le véritable nom; mais « on savait qu'un des deux généraux Lallemand (1) comman- « derait sous lui; quatre cents uniformes de l'ancienne garde « impériale française étaient en dépôt à Saint-Sébastien; des- « tinés aux réfugiés et aux transfuges français, avec les « armes et les munitions nécessaires. Un second corps orga- « nisé de même et dans le même but, composé de réfugiés

(1) Les deux frères Lallemand s'étaient tellement compromis dans le parti bonapartiste et contre les Bourbons, à l'époque du 20 mars 1815, qu'ils durent, après la perte de la bataille de Waterloo, se réfugier en pays étranger; on les supposait, en 1822, ralliés aux révolutionnaires espagnols. (*Note de l'auteur.*)

« napolitains et piémontais, commandé par Olini, Ausoldi et « Regis, se formait à Barcelone et Girone : ces corps n'attendaient pour entrer en France que les avis des meneurs du « comité de Paris, avec lesquels ils étaient en grande correspondance. Des écrits incendiaires, des proclamations au nom « de Napoléon II, étaient imprimés et devaient être répandus « dans le corps d'observation pour y provoquer une défection « à laquelle on le croyait disposé. »

Enfin on citait deux ou trois officiers ou généraux français, résidant en ce moment même en France, comme fort compromis dans toutes ces menées révolutionnaires.

Une autre fois (lettre du 3 novembre), « Nantil et Delamotte (1) étaient débarqués dans un port sur la côte de « Biscaye avec le projet d'organiser un bataillon de déserteurs « français et de venir ensuite se présenter ainsi devant nos « troupes dans le but d'exciter nos soldats à la désertion, « tandis que divers officiers ou agents espagnols, parmi lesquels on citait don Augustin Fernandez, administrateur des « tabacs de la Havane, don André Pachez et son frère « don José l'adjudant général devaient entrer en France sous « divers prétextes pour y répandre des proclamations incendiaires. »

Ces balivernes, inventées et colportées par la police de Paris pour se donner quelque importance et surtout pour se faire allouer plus de fonds secrets, étaient ordinairement signées par M. Franchet-Despéreux, directeur de la police à cette époque; il fallait que cet homme créât lui-même ces faux bruits, ou qu'il fût bien grossièrement joué par ses agents pour donner une pareille importance à de telles billevesées; d'un autre côté, le lieutenant général Liger-Belair, qui ne voulait pas être en reste avec les trembleurs de Paris, m'écrivait de Toulouse le 15 novembre qu'il était instruit que les francs-maçons du rit de Misraïm et d'autres rits, cherchaient à accaparer nos soldats et nos sous-officiers afin de s'en faire des partisans et de les diriger dans une mauvaise voie.

(1) Officiers français compromis récemment dans une conspiration militaire libérale et qui s'étaient réfugiés en pays étranger.

Enfin ce général, sans doute éclairé par les lumières de son chef d'état-major et soupçonnant que plusieurs voyageurs venant d'Espagne ou y allant portaient d'un pays dans l'autre des lettres tendant à favoriser les projets de la malveillance, m'invitait (lettre du 23 novembre) à faire fouiller par la gendarmerie, placée à l'extrême frontière, tous les voyageurs, sans distinction, allant en Espagne ou en revenant, pour s'assurer s'ils n'étaient pas porteurs de lettres contraires aux intérêts du Roi et à la tranquillité générale; et toutes les lettres qui présenteraient un caractère hostile, ou fortement douteux, devaient lui être immédiatement envoyées à Toulouse.

Pour cette fois je me révoltai tout à fait; tant qu'il n'avait été question que des sots rapports de police de Paris et de Toulouse, je m'étais contenté de répondre que j'exerçais une surveillance active, et effectivement j'avais les yeux fort grands ouverts sur tout ce qui se passait à portée de la frontière dont le commandement m'était confié, et je n'y voyais rien ou du moins rien de dangereux ni de répréhensible; mais puisqu'on voulait me prescrire des mesures aussi acerbes et aussi arbitraires que celles ordonnées par M. Liger-Belair dans cette lettre du 29 novembre, je ne pouvais plus honorablement me taire et m'y soumettre, et s'il avait persisté dans ces idées, j'aurais demandé à être remplacé dans mon commandement; j'écrivis donc courrier par courrier au lieutenant général pour lui représenter que les mesures qu'il avait arrêtées offraient des difficultés insurmontables; que certains jours dans le mois, et notamment ceux de marché ou de foire à Saint-Béat, à Aspet et dans bien d'autres localités près des frontières, il entrait en France dans une seule matinée 1,000 ou 2,000 Espagnols venant de la vallée d'Aran qui, le soir même ou le lendemain, rentraient en Espagne, et qu'il en était de même des Français allant pour leurs intérêts de commerce dans la vallée d'Aran. Comment alors surveiller et fouiller tant de monde? Comment deviner dans une si grande multitude s'il s'y trouve des individus suspects, et quels ils sont? Quel est d'ailleurs le voyageur, soit français, soit espagnol, qui consentirait à se laisser fouiller par un

gendarme, à laisser décacheter les lettres dont il serait porteur? Qu'aurait-on à lui répondre s'il accusait le gendarme de lui avoir soustrait tout ou partie de ses effets? Qui jugera si les lettres décachetées (qu'il faudra d'abord traduire si elles sont en espagnol) présentent un caractère hostile ou seulement douteux? Ce ne serait certes pas moi, car je me refuserais à une pareille mission, qui n'était plus dans mes attributions militaires; enfin je faisais pressentir mille autres difficultés de détail qu'il serait trop long de déduire ici.

Je terminais en proposant, si l'on voulait absolument fouiller les personnes venant d'Espagne en France, ou allant de France en Espagne, d'indiquer dans chaque département frontière un seul point par où l'on pourrait entrer et sortir et d'y établir un officier de gendarmerie et des agents de police chargés de fouiller et d'interroger les voyageurs, ainsi que de visiter leurs papiers, mais je déclarais que, dans mon opinion, on n'atteindrait pas, même en prenant cette mesure, le but qu'on se proposait; c'était d'ailleurs renoncer à tout commerce avec l'Espagne, peut-être même à toute communication, car si on tenait absolument à empêcher l'introduction en France des lettres ou autres papiers révolutionnaires pouvant être envoyés de la Péninsule, il fallait donc établir la même surveillance dans tous nos ports de mer pour les bâtiments provenant des ports espagnols, et cependant nous étions encore en pleine paix avec ce pays.

Ces représentations firent sans doute ouvrir les yeux au lieutenant général Liger-Belair sur le ridicule et l'inutilité des dispositions qu'il avait prescrites; il biaisa dans sa réponse sur ce qu'il était possible de faire pour nous préserver du dangereux contact d'un mauvais voisinage, et je ne donnai aucune suite à sa lettre du 23 novembre, mais je n'en étais pas moins tracassé par les embarras de police qu'on nous suscitait à chaque instant sur la frontière, et qui presque toutes nous venaient de M. Franchet-Despéreux (1).

Nous n'étions pas moins contrariés de l'indécision, je dirai

(1) Qu'à cause de cela nous avions surnommé Franchet le peureux.

même du désaccord qui régnait parmi les divers membres du ministère, relativement aux affaires d'Espagne; le duc de Bellune voulait intervenir activement et ouvertement, fournir des armes, des munitions, etc., aux troupes royales dites l'*Armée de la foi* et se mettre en mesure de faire entrer en Espagne l'armée française qui y pénétra au printemps suivant, tandis que M. de Villèle, président du conseil et ministre des finances, et M. de Corbière, ministre de l'intérieur, répugnaient fort à intervenir et désiraient maintenir la France dans une ligne de stricte neutralité; dans cet état de choses, il est arrivé qu'au moment où le duc de Bellune me faisait prévenir confidentiellement que des caisses de fusils expédiées pour l'Armée de la foi, soit par ses ordres secrets, soit par suite d'entreprises commerciales, étaient en route et devaient incessamment franchir la frontière sur un point situé dans mon commandement, en me prescrivant de favoriser leur passage par tous les moyens qui étaient en mon pouvoir, les autorités civiles recevaient en même temps du ministre de l'intérieur les instructions les plus positives pour ne laisser entrer en Espagne ni armes ni munitions de guerre, et j'ai pu un jour prévoir la chance où je me trouverais forcé de faire charger les douaniers français par les troupes françaises pour nous conformer, les uns et les autres, aux instructions que nous recevions du gouvernement.

Au reste l'Armée de la foi, qu'on voulait bien appeler la *Vendée* espagnole, était si misérablement organisée que, quand nous lui aurions fourni des milliers de fusils, elle n'aurait pas été plus en état de lutter contre l'armée constitutionnelle; aussi le baron d'Eroles, général en chef royaliste et digne par son zèle, sa bravoure et ses moyens militaires de commander à de meilleurs soldats, après avoir essayé de lutter pendant peu de temps contre les troupes constitutionnelles qui, sous les ordres de Mina, lui faisaient une guerre active, finit par être mis dans une déroute complète, et son fantôme d'armée fut si bien dispersé que, n'ayant plus autour de lui un seul homme de troupe, il se trouva bien heureux de pouvoir arriver à mes avant-postes, et il me

tomba comme du ciel, à Saint-Gaudens, le 11 décembre, avec trois officiers d'état-major espagnols et le comte de Crénolle (1), général français mis en retraite depuis quelques années et qui avait été en amateur faire cette campagne avec l'Armée de la foi : c'était pour le moment tout ce qui se trouvait réuni du grand état-major de cette armée.

Le baron d'Eroles se présenta chez moi dès son arrivée à Saint-Gaudens, et me demanda un entretien particulier que nous fixâmes pour le lendemain matin, car il était déjà tard et il se trouvait très fatigué des courses des jours précédents.

Il commença notre conversation en me priant de faire connaître à mon gouvernement que, s'il n'était promptement appuyé par les troupes françaises, il n'était plus en position de continuer la guerre en Catalogne; que les hommes dont il pouvait disposer dans cette province commençaient à se décourager, qu'ils manquaient de tout, armes et munitions de toutes espèces et d'habillements; qu'il n'y avait pas dans cette armée, pour les commander, d'officiers capables, et qu'enfin elle se trouvait tellement dispersée, par suite de la défaite qu'elle avait essuyée le 28 novembre, qu'il n'avait plus connaissance que d'une centaine d'hommes réunis à Sterry.

Je l'assurai que je ne perdrais pas un moment pour faire passer au ministre de la guerre les renseignements qu'il me donnait sur la position de l'Armée de la foi, et, effectivement, j'én fis le sujet d'une dépêche confidentielle qui fut expédiée e jour même.

Il me fallut subir ensuite un long récit de ses opérations militaires pendant les deux derniers mois : il attribuait ses revers à la trahison d'un des chefs de l'Armée de la foi, nommé Romanillo; mais dans tout ce qu'il me dit à ce sujet, j'aperçus plutôt de la mésintelligence et de la jalousie de commandement entre eux et incapacité de la part de Romanillo que trahison dans ce dernier.

(1) *De Quengo*, comte *de Crénolle* (Guy-Auguste-François), né à Paris le 6 juin 1764, cadet gentilhomme au régiment de Béarn le 6 juin 1776, sous-lieutenant le 3 février 1778, émigré, ne rentre en France qu'en 1814, maréchal de camp le 20 août 1814, retraité le 20 décembre 1820.

Je lui parlai des troupes qu'il avait jetées dans le fort d'Urgel ; il me répondit que le général Romagosa, qui y commandait, avait une garnison de 2,000 hommes, mais fort peu de vivres, parce que la place, qu'on n'avait approvisionnée d'abord que pour 1,000 hommes pendant un mois, s'était, après plus mûr examen, trouvée si délabrée qu'on avait jugé nécessaire, pour la défendre, d'y mettre 2,000 hommes, mais qu'on n'avait pas augmenté les vivres en proportion de ce surcroît de garnison. Il me confia que, dans une dépêche qu'il venait de recevoir du général Romagosa, ce dernier lui mandait qu'il n'avait plus que pour sept jours de vivres ; le baron croyait ce renseignement inexact, mais il m'assura que si, dans quinze jours, l'armée française n'était pas en Catalogne, la garnison d'Urgel serait obligée d'évacuer le fort et de faire une trouée à travers l'armée de Mina pour gagner les frontières de France. Mais, disait-il, si une division de 6,000 Français marchait sur Urgel, toute l'armée de Mina serait détruite ou dispersée ; il ajoutait que, lors de l'entrée de l'armée française en Espagne, il se chargerait de réunir 10,000 Catalans avec lesquels il couvrirait parfaitement nos deux flancs, et que ces auxiliaires espagnols seraient pour nous ce que les Cosaques sont pour l'armée russe. Le fait est qu'il jouissait d'un grand crédit en Catalogne et que c'était l'homme le plus propre à commander les royalistes de cette province.

Il me fut facile de juger par la suite de cette conversation qu'il y avait peu d'accord entre les chefs royalistes espagnols et entre ceux-ci et la régence.

Au reste, le baron d'Eroles avait des opinions fortes et prononcées qui, en général, me parurent justes, bien qu'il fût quelquefois difficile de les comprendre, parce qu'il s'exprimait mal en français, et je fus plusieurs fois sur le point de le prier de me parler espagnol; je l'aurais mieux entendu.

Je lui donnai à dîner le même jour, ainsi qu'aux officiers qui étaient avec lui; M. de Courten, son chef d'état-major, Suisse d'origine, me parut fort bien ; tous ces officiers semblaient penser que, si nous tardions à déclarer la guerre à la

révolution espagnole, dans trois mois il ne resterait pas vestige de l'Armée de la foi, bien qu'ils ne portassent pas le nombre des troupes constitutionnelles, organisées en ce moment, à plus de 40,000 hommes; mais on faisait alors, pour l'augmenter, une levée de 60,000 recrues.

Le baron d'Eroles partit peu de jours après pour Toulouse. Il avait laissé sa femme avec un assez grand nombre de réfugiés des deux sexes dans le village français de Chaune, près la frontière, et les paysans étaient naturellement si mauvais dans cette partie qu'ils insultaient à tout propos ces malheureux Espagnols, et ils eurent, pour la baronne d'Eroles elle-même, les plus mauvais procédés. Ces paysans étaient portés en faveur de Mina et des constitutionnels, et ils étaient confirmés dans cette idée par nos libéraux, dont les petites villes frontières étaient remplies, surtout dans la classe des notaires, des avoués et des médecins, précisément l'espèce d'hommes qui ont le plus de crédit sur l'esprit des paysans.

Bientôt après une division des troupes de Mina arriva dans la vallée d'Aran et ses avant-postes s'établirent près du Pont du Roi, sur l'extrême frontière; les miens y étaient également placés, mais j'avais donné les ordres les plus sévères pour qu'il n'y eût aucune communication entre nos troupes et les leurs; je fus même forcé d'interdire aux individus faisant partie de cette division constitutionnelle toute entrée en France, car nos villages sur la frontière étant pleins de réfugiés royalistes espagnols, si les officiers ou les sous-officiers de l'armée de Mina y avaient été admis, cet héroïque peuple (ainsi qu'il s'intitule lui-même) en serait venu tout de suite aux coups de couteau, suivant leur usage dans leur propre pays, et il nous aurait été bien difficile de maintenir la police parmi ces furieux; au reste, ce détachement de constitutionnels ne passa que peu de jours dans la vallée d'Aran, et il eut même beaucoup de peine pour en sortir, à cause de la quantité de neige qui interceptait tous les passages dans les montagnes.

1823

Le général Romagosa (1) ne tarda pas, ainsi que le baron d'Eroles me l'avait annoncé, à manquer de vivres dans la forteresse d'Urgel, mais il y tint cependant bien plus longtemps qu'il ne l'avait dit lui-même, car ma conversation avec le baron avait eu lieu le 12 décembre, et ce ne fut que le 3 février suivant que la garnison d'Urgel, n'ayant plus de vivres, dut évacuer ce fort après l'avoir vaillamment défendu. Romagosa fut forcé d'abandonner trois à quatre cents malades ou blessés dans la place, qui y furent massacrés par les constitutionnels, et à la tête de quinze à seize cents hommes, il perça à travers l'armée de Mina et gagna la vallée d'Andorre, pays neutre, d'où ils entrèrent en France, je crois, le 5 février.

A la fin de ce même mois, le lieutenant général comte Liger-Belair fut remplacé dans le commandement de notre division active, et aussi dans celui de la 10e division territoriale. Ce général avait pu être jadis un homme de guerre, mais depuis qu'il était dans l'impossibilité de monter à cheval et même presque de marcher à pied, il ne pouvait rien voir par lui-même, et, malheureusement pour lui, et et pour nous, il avait pris pour guide son chef d'état-major, un certain colonel Juchereau de Saint-Denis (2), homme

(1) Ce brave officier, qui sortait de la classe des paysans et savait à peine lire et écrire, fut placé dans la garde royale espagnole après la délivrance de Ferdinand VII par les armées françaises. Plus tard, lors de la mort de ce dernier, il se déclara pour Charles V, et ayant été pris en Catalogne par les troupes constitutionnelles, il fut barbarement assassiné.

(2) *Juchereau de Saint-Denis* (Antoine), né à Bastia le 14 septembre 1776,

sans moyens militaires et sans aucune connaissance pratique de la guerre, dont il croyait cependant tenir toute la science parce qu'il parlait à tout propos des contreforts des Pyrénées, des points culminants de telle ou telle position, et des versants sud et nord des montagnes; espèce de faux bel esprit sans suite dans ses idées et sans ordre dans son service, et dénué de toutes les qualités et de toutes les connaissances nécessaires à un bon chef d'état-major.

Conduit par un tel brouillon, totalement privé de ses jambes et ayant à peine sa tête, le comte Liger-Belair ne pouvait pas manquer de se fourvoyer souvent au milieu des circonstances difficiles où les événements de la révolution espagnole plaçaient sans cesse le commandement de la 10e division territoriale; sa faiblesse physique et morale, jointe aux bévues journalières de son chef d'état-major, nous firent faire bien du mauvais sang dans le long hiver de 1822 à 1823; aussi fut-il peu regretté dans les deux divisions dont il quittait le commandement; malheureusement, son successeur ne valait pas mieux sous les rapports militaires, et valait moins sous tous les autres; cependant, comme il était dans la force de l'âge et de la santé, il convenait sans doute davantage pour la guerre active que nous allions faire en Espagne.

Ce fut le lieutenant général vicomte Pamphile Lacroix (mon collègue à la chambre du Roi) qui remplaça le comte Liger-Belair, ou, pour mieux dire, ce fut Mme Pamphile Lacroix, car elle avait pris un tel ascendant sur son mari que, même pour les affaires de son commandement militaire, il ne faisait rien sans avoir pris ses avis ni contre ses avis. Il est rare de voir une captation et un aveuglement pareils, et vous allez vous imaginer sans doute que cette femme était jeune, belle, aimable et spirituelle? Eh bien, sur tous ces points, c'était le contraire; elle était bossue et laide à

† 19 septembre 1850, élève à l'école militaire de Pontlevoy en octobre 1785; successivement au service de l'Angleterre, du Canada, de la Sublime Porte; colonel du génie en Espagne et employé dans l'armée française le 20 mars 1810, adjudant commandant le 15 août 1814, maréchal de camp le 31 décembre 1831; retraité le 30 mai 1848.

faire peur, méchante et acariâtre au delà de toute expression; son seul mérite était d'être bonne musicienne et de chanter fort bien. On ne pouvait dire positivement qui elle était ni d'où elle venait, mais on savait qu'elle avait été mariée à un marchand italien ou piémontais. Pamphile Lacroix, alors adjudant commandant, passa par la ville qu'elle habitait avec son mari, et l'emmena à la suite de l'armée, sans doute par amour pour la musique; elle avait probablement obtenu, depuis cette *fugue*, un divorce ou une séparation, ou peut-être le mari était-il mort, mais enfin le bon Pamphile avait épousé ce monstre et s'en laissait mener à la baguette.

Le remplacement du comte Liger-Belair, et la prompte arrivée de son successeur, étaient pour moi un indice certain de notre prochaine entrée en campagne; d'ailleurs le discours du roi Louis XVIII, à la rentrée des Chambres, avait solennellement annoncé à la France que M. le duc d'Angoulême allait entrer en Espagne à la tête de 100,000 hommes; effectivement ce prince fit bientôt annoncer son arrivée sur la ligne des Pyrénées, et les trois divisions du corps d'observation reçurent en même temps l'ordre de faire un mouvement de concentration: je partis en conséquence de Saint-Gaudens, le 18 mars, pour me diriger sur Saint-Jean-Pied de Port, d'où nous devions entrer en Espagne en marchant sur Jaca. Je fus prévenu en même temps que la 2e division du corps d'observation dont ma brigade formait l'avant-garde devenait 6e division de l'armée française en Espagne, et qu'elle faisait partie du 2e corps d'armée, commandé par le lieutenant général comte Molitor.

En arrivant à Oléron, le 23 mars, je fus rejoint par un officier de l'état-major général de ce corps d'armée (le colonel Pozzo di Borgo), qui me remit des ordres du comte Molitor, transmis par le général baron Borelly, son chef d'état-major, d'après lesquels ma direction était changée; en conséquence de ces nouvelles dispositions, je me mis en marche pour Navarreins, où je devais rester avec ma brigade, en attendant le mouvement général d'entrée en Espagne.

J'y trouvai déjà établi le général comte Potier, mon col-

lègue comme gentilhomme de la chambre; il commandait la brigade d'avant-garde de la division du général Loverdo; cette division faisait également partie du corps d'armée du général en chef comte Molitor. Le comte Potier avait reçu, de même que moi, l'ordre de rester avec sa cavalerie à Navarreins en attendant une nouvelle destination, et nous nous y occupions tous les deux de mettre nos troupes sur le meilleur pied pour entrer en campagne. Il n'y avait pas de temps à perdre pour cela, car nous avions dans nos escadrons beaucoup de jeunes conscrits et quelques jeunes chevaux mal dressés, et nous savions bien que nous resterions peu de temps dans cette ville.

Nous avions aussi à nous occuper de nous mettre nous-mêmes en état de faire la guerre le moins durement possible dans un pays aussi difficile que l'Espagne sous le rapport des vivres et des grandes communications. Je connaissais trop bien le genre de guerre dont nous y étions menacés, pour m'embarrasser d'une calèche et d'un fourgon qui, toujours forcés de suivre la grand'route, ne m'auraient sans doute rejoint qu'à de longs intervalles; ainsi donc il avait fallu faire recherche et emplette de mulets et de muletiers, deux espèces d'animaux aussi difficiles à mener les uns que les autres; il fallait des bâts, des cantines fermées, etc.; pendant le dernier mois de mon séjour à Saint-Gaudens, Oléron et Navarreins, je me trouvais à peu peu près organisé, mais le général Potier, qui arrivait de Paris en poste pour prendre le commandement de sa brigade, qu'il avait rejointe en route, se donnait beaucoup de mouvement pour bien ordonner une entrée en campagne aussi précipitée. Les provisions de toutes espèces ne lui manquaient pas, et comme nous faisions table commune à Navarreins, il me faisait voir avec complaisance les bocaux d'huile d'olive et de fruits à l'eau-de-vie, les paniers de vins et de liqueurs qu'il avait apportés de Paris dans sa voiture et qu'il comptait placer à dos de mulets; il avait, pour cela, fait emplette d'un très beau mulet et qui paraissait fort vigoureux; on faisait un bât et des cantines pour ce fier animal et il avait arrêté un soi-disant muletier; comme j'avais

acquis une assez grande expérience des bêtes pendant mes quatre années de guerre en Espagne, je voulais toujours lui expliquer qu'il fallait beaucoup de précautions avec elles, parce qu'il s'en trouvait souvent de rétives et de ramingues; je prétendais lui donner à cet égard de bons avis, mais il me répondait toujours avec la plus grande confiance: « Mon Dieu, soyez tranquille, je ne l'aurais pas acheté s'il était vicieux, mais, au contraire, il est doux comme un mouton. Tenez, voyez! » et il lui passait la main sous le ventre et le chatouillait, et le mulet ne disait rien.

La veille de mon départ de Navarreins, je me promenais le matin sur les remparts qui dominent et où l'on découvre parfaitement la place d'Armes, lorsque j'entendis un grand bruit sur cette place et vis une quantité de gens qui couraient, les uns pour se sauver, les autres en s'efforçant d'arrêter un grand mulet chargé de ses cantines et que je reconnus pour celui du général Potier, dont la brigade se mettait en route ce même jour; cet animal (le mulet, bien entendu), si doux à l'écurie, faisait des bonds et des cabrioles comme un sauteur de manège; il ne pouvait sans doute supporter son bât, et, s'étant dégagé des mains du muletier, il galopait et sautait à travers la place en lançant à droite et à gauche des ruades à hauteur de l'entresol, si bien qu'il finit par faire tourner son bât et ses cantines sous son ventre, ce qui le rendit bien autrement furieux, et il n'avait pas assez de ses quatre pieds et de sa bouche pour les démolir; je voyais fort bien de dessus le rempart mon camarade Potier et ses domestiques s'efforcer, mais en vain, de rattraper cet enragé, et j'y courus moi-même pour leur porter aide et secours, mais en arrivant sur la place, un long débris d'anchois et de cornichons, de fruits à l'eau-de-vie et de pots de beurre de Bretagne, des bouteilles de vin et de légumes et toutes sortes d'autres effets répandus çà et là sur le pavé m'avertirent que je venais trop tard et que le mal était sans remède. Je ne cherchai donc pas à aborder mon infortuné collègue, et je me retirais discrètement chez moi, quand je me trouvai nez à nez avec le mulet, devenu calme depuis qu'il n'avait plus rien sur le dos, qu'on menait chez le

maréchal ferrant, car dans ses exercices sur la place, il s'était déferré de trois pieds; on courut en même temps chez tous les ouvriers pour réparer les effets délabrés, et je crois que les bagages du général Potier, qui devaient partir à huit heures du matin, purent se mettre en route à quatre heures du soir, mais je n'ai jamais pu savoir si le mulet avait agréé son bât.

J'avais reçu dans la nuit du 4 avril, par un officier d'état-major du corps d'armée, l'ordre de me rendre avec ma brigade à Bayonne en passant par Sauveterre et Bidache, et le 5 nous étions en route. Il y avait environ trois semaines que je n'avais reçu de nouvelles ni du lieutenant général Pamphile Lacroix (1), ni de son état-major; j'avais donc été forcé de décider, en dernier ressort, toutes les questions que les colonels, au moment d'entrer en campagne, me soumettaient journellement et en grand nombre, et je n'étais tenu par personne au courant des ordres généraux de l'armée, ce qui me mettait continuellement dans de grands embarras; mais notre pauvre lieutenant général avait, comme on dit vulgairement, *bien d'autres chiens à fouetter*, et sa division était certainement ce qui l'occupait le moins en ce moment, car le duc d'Angoulême ayant défendu qu'aucune femme d'officier pût suivre l'armée et entrer en Espagne, Mme Pamphile Lacroix avait été saisie d'un accès de fureur et de désespoir qui avait bouleversé son pauvre mari, et comme elle lui déclara formellement qu'elle ne se soumettrait pas à un ordre aussi barbare, ils s'avisèrent à eux deux (et probablement à eux trois, car la forte tête du chef d'état-major devait être pour quelque chose dans ce projet) de l'expédient le plus ridicule qu'il fût possible d'inventer pour se soustraire à l'ordre du prince, et, un tailleur ayant été promptement appelé, Mme Pamphile, au moment du

(1) *Pamphile-Lacroix* (François-Joseph, vicomte), né à Aimargues (Gard) le 1er juin 1774, sous-lieutenant au 14e régiment d'infanterie le 12 mai 1792, adjudant commandant à l'armée d'Italie; sert à l'armée de Saint-Domingue en l'an X, y est blessé et promu au grade de général de brigade; baron de l'Empire avec dotation en 1808, chef d'état-major de l'armée de Naples en 1809; général de division le 15 juin 1815; se distingua à Waterloo; mis en non-activité, rappelé à l'activité en 1820; vicomte le 10 août 1822; tomba en disgrâce pendant la campagne d'Espagne, y resta jusqu'à son admission à la retraite, au mois d'août 1831.

départ, se trouva culottée et bottée à la mode de Toulouse, avec une petite redingote courte sur sa malheureuse taille et une casquette sur la tête, costume dans lequel elle avait l'air d'un mauvais gamin mal bâti. Ce fut pourtant dans cet équipage et toujours à cheval, à côté de son grand pantalon de mari, qu'elle fit une partie de la campagne d'Espagne; ce n'est pas qu'elle n'eût une calèche à ses ordres, mais elle n'y monta jamais, car il aurait fallu alors marcher avec les équipages, et elle voulait au contraire être toujours à la tête de la division, aussi j'eus le chagrin de la voir toujours marcher avec ma brigade tant que je fis l'avant-garde.

Je n'étais nullement au fait de ce grotesque déguisement, et lorsque, après avoir rejoint le général Pamphile Lacroix, aux environs de Bayonne, je me fus rendu chez lui pour l'entretenir des affaires de ma brigade, il me dit légèrement au bout de quelques minutes de conversation : « Je me suis pourvu d'un très joli secrétaire pour la campagne, et comme vous en recevrez souvent des lettres, il faut que je vous le présente et que vous fassiez connaissance avec lui »; et passant au même instant dans un cabinet, il en ressortit bientôt en riant et tenant par la main son monstre qu'il m'amenait en triomphe, tandis que je pensai tomber à la renverse en voyant cette figure, car il n'était pas possible de s'y méprendre et de ne pas la reconnaître tout du premier abord; je me raffermis cependant assez pour demander l'explication de cette métamorphose, et le général, prenant la parole, m'expliqua très sérieusement que, comme d'après l'ordre du prince il était interdit aux femmes d'officiers de suivre leurs maris en Espagne, il avait pris le parti d'habiller la sienne en homme et d'en faire son secrétaire. « De cette manière, ajouta-t-il, on « n'a rien à me dire; il me faut bien un secrétaire, je n'en « veux pas d'autres, ce n'est plus ma femme, c'est mon gratte- « papier, et de fait, depuis notre départ de Toulouse, c'est elle « qui a écrit toute ma correspondance. »

Je le crus d'autant plus facilement sur ce dernier article que depuis trois semaines nous n'avions pas reçu un mot de lui. En sortant, encore tout bouleversé de cette cacade, je me

croisai dans l'antichambre avec une espèce de joli jockey, aux formes rondes, que je ne reconnus pas aussi facilement que sa maîtresse et qui était beaucoup mieux qu'elle en homme comme en femme; on s'était aperçu, au moment du départ, qu'un secrétaire intime n'avait pas besoin d'une jolie femme de chambre, et on avait aussitôt tranformé celle-ci en valet de chambre; mais du moins elle voyageait en calèche et n'avait heureusement pas eu la fantaisie de suivre à cheval sa maîtresse à la tête de la cavalerie d'avant-garde, car si cela leur avait convenu à toutes deux, le bon Pamphile aurait bien été forcé d'en passer par là.

Nous arrivâmes à Bayonne le 7 avril; la première personne que j'y rencontrai fut le général Du Coëtlosquet, qui déjà y était établi depuis quelques jours avec le duc de Bellune, ministre de la guerre, et de plus nommé par le Roi major général de l'armée, aux ordres du duc d'Angoulême (1); mais ce dernier, qui avait fait choix du lieutenant général comte Guilleminot (2) pour remplir cet emploi, osa dans cette circonstance se débattre contre la volonté du Roi, et donna à entendre à Sa Majesté que, si elle voulait absolument lui faire prendre pour major général le duc de Bellune au lieu du comte Guilleminot, il remettrait entre les mains du Roi le commandement dont Sa Majesté avait bien voulu l'honorer.

Cette lettre fit l'effet que le prince en attendait sans doute : le duc de Bellune reçut l'ordre de revenir à Paris à son ministère de la guerre, et le comte Guilleminot prit décidément les fonctions de major général. Ce fut un triomphe pour le parti libéral, qui était nombreux et puissant dans cette armée,

(1) On avait en même temps donné par intérim au lieutenant général vicomte Digeon le portefeuille de la guerre, et il est probable qu'il l'aurait gardé tout le temps de la campagne d'Espagne et peut-être même plus longtemps, si le duc de Bellune avait fait les fonctions de major général.

(2) *Guilleminot* (Armand-Charles, comte), né à Dunkerque le 2 mars 1774, † 14 mars 1840, entré au service comme sous-lieutenant au 4e bataillon du Nord le 23 juillet 1792, aide de camp du général Moreau le 31 décembre 1799, adjudant commandant le 9 janvier 1807, général de brigade le 19 juillet 1808, général de division le 28 mai 1813, major général de l'armée des Pyrénées le 12 février 1823, ambassadeur à Constantinople le 30 novembre 1823.

car étant parvenu depuis quelque temps à s'emparer de l'esprit de M. le duc d'Angoulême en circonvenant les personnes qui avaient la confiance de ce prince et notamment le duc de Guiche (1), c'était cette coterie qui avait poussé à la nomination du comte Guilleminot et qui écartait le duc de Bellune; la même influence avait aussi rempli les états-majors de cette armée, dans tous les grades d'officiers à idées libérales et surtout d'intendants militaires animés de ses principes.

Au reste, dans le but de faire ôter au comte Guilleminot la charge de major général pour la donner au duc de Bellune, le parti jésuitique avait ourdi à Paris une misérable intrigue, que les honnêtes gens, de quelque opinion qu'ils fussent, désapprouvaient hautement, et dont l'exécution, sinon l'invention, provenait de M. Franchet-Despéreux, intrigant sans pudeur et totalement dévoué à ce parti, au moyen duquel il avait déjà fait son chemin et espérait bien se pousser encore davantage et parvenir au ministère; mais il se fourvoya tout à fait dans cette direction, et il fut trompé dans ses calculs d'ambition.

On avait donc imaginé, un peu avant le départ du duc de Bellune pour Bayonne comme major général de l'armée d'Espagne, de faire mettre aux messageries partant pour cette ville une malle adressée au chef de bataillon de Lostende (2), premier aide de camp du général Guilleminot, et l'on avait rempli cette malle de cocardes et drapeaux tricolores et de brochures libérales. La police de Bayonne, qui, sans doute, avait reçu le mot de celle de Paris, saisit et ouvrit cette malle à son arrivée à Bayonne, et l'on fit tout de suite grand bruit

(1) *Guiche* (Antoine-Héraclius-Geneviève-Agénor, duc de), né à Versailles le 15 juin 1789, † 4 mars 1855, sous-lieutenant au régiment de Tauride, au service de Russie, le 31 décembre 1798; enseigne au régiment de Roll, au service d'Angleterre, le 25 décembre 1802; lieutenant du 10e hussards anglais le 11 janvier 1805, chef du quartier général de Wellington le 1er mars 1814, colonel de cavalerie en France le 12 mars 1814, aide de camp du duc d'Angoulême le 25 février 1815, maréchal de camp le 29 août 1815, lieutenant général le 10 décembre 1823, démissionnaire le 30 mars 1833.

(2) *Benoist de Lostende* (Grégoire), né à Isle (Haute-Vienne) le 8 juillet 1786, † 21 août 1849, élève à l'école de Fontainebleau le 26 mars 1804, sous-lieutenant au 75e de ligne le 20 mars 1805, colonel le 29 août 1832, maréchal de camp le 27 février 1841, admis à la retraite le 4 août 1848.

de la grande conspiration que l'on venait de découvrir dans l'état-major général de l'armée. Le duc de Bellune arriva sur ces entrefaites, fort innocent de cette intrigue qu'il n'aurait certes pas tolérée s'il en avait eu connaissance, et le parti jésuitique avait bien compté qu'à son arrivée près du prince, au moment où le général Guilleminot se trouvait aussi gravement compromis dans la personne de son premier aide de camp, M. le duc d'Angoulême ne ferait pas difficulté d'envoyer ces deux derniers à Paris éclaircir le fait devant le conseil des ministres, et se trouverait heureux d'avoir tout portés auprès de lui, juste au moment d'entrer en Espagne, le duc de Bellune pour major général et Du Coëtlosquet pour aide-major général, tous deux bien au fait des affaires militaires et connaissant bien l'armée et les projets formés pour la campagne qui allait s'ouvrir, puisque c'étaient eux-mêmes qui depuis un an en avaient préparé les éléments.

Mais il en fut autrement: le comte Guilleminot fit sans doute voir clairement au prince toute l'absurdité de la combinaison au moyen de laquelle on voulait incriminer son aide de camp, et Son Altesse Royale révoltée, et avec raison, de l'indignité et de la bassesse de ce moyen, s'opiniâtra, j'ai déjà dit avec quel succès, à conserver ce général pour son major général, et à renvoyer le duc de Bellune et Du Coëtlosquet à leur ministère. Elle fit aussi partir pour Paris le premier aide de camp du général Guilleminot, M. de Lostende, pour se justifier de l'odieuse inculpation qui pesait sur lui, et cet officier y réussit si bien et si victorieusement qu'on se crut obligé de lui donner de l'avancement en dédommagement du tort qu'on avait cherché à lui faire, et après être parti de Bayonne chef de bataillon incriminé, il y revint bientôt lieutenant-colonel triomphant.

M. Franchet avait réuni pour ce moment décisif tout ce qui pouvait jeter dans l'armée du trouble et de la méfiance sur les menées du parti libéral : une masse de dénonciations y étaient parvenues contre les officiers qu'on pouvait croire enclins à embrasser et à servir cette opinion, et en arrivant à Bayonne, j'y trouvai de ce directeur général de la police une

lettre à mon adresse et par laquelle il me disait avoir reçu avis que le sieur Tessier de la Marouze (1), lieutenant-colonel du 20e régiment de chasseurs, était en rapport avec le colonel Favier (2), alors en Espagne. »Il vous appartient, ajoutait-il, de vérifier l'exactitude de cet avis et d'y donner la suite convenable. »

Tout était absurde dans cette lettre, signée de M. Franchet. Comment voulait-on qu'en route ou en entrant en campagne je pusse vérifier l'exactitude d'une pareille dénonciation et y donner la suite convenable, d'après des renseignements aussi vagues? Si l'on avait voulu me mettre à même d'éclaircir cette affaire, il fallait m'envoyer le prétendu avis adressé à la police, ou tout au moins me faire connaître d'où il venait et qui l'avait donné; mais c'est précisément ce qu'on ne voulait pas et ce qu'on ne pouvait pas faire, car tout me porte à croire que M. Franchet n'avait pas reçu l'avis dont il parlait; mais, ainsi que je l'ai dit plus haut, on voulait, dans cette circonstance, semer dans les esprits des doutes et de l'inquiétude sur les menées du parti libéral; la malle aux cocardes tricolores devait donner du poids à ces dénonciations, et pour rendre encore plus vives les craintes qu'elles inspireraient, on avait donc adressé à quelques chefs royalistes dévoués des renseignements accusateurs sur les anciens militaires qui se trouvaient sous leurs ordres, et dont les services dans la vieille armée impériale ou républicaine pouvaient faire suspecter les principes monarchiques; mais les royalistes de bonne foi et d'un esprit droit, et je me mets du nombre, ne furent pas dupes de ces sottes et sales intrigues : au lieu donc de faire de la police d'armée sur cette lettre de la police de Paris et de mettre quelques mauvais espions, que j'aurais eus avec quelque argent, autour d'un ancien officier commandant

(1) *Tessier de la Marouze* (Jean-Marie-Sévère), né à Créteil le 27 janvier 1781, † 11 mai 1838, cavalier au 9e hussards le 29 octobre 1792, sous-lieutenant au 9e hussards le 8 juillet 1799, lieutenant-colonel du 20e régiment de chasseurs le 20 février 1822, colonel du 20e chasseurs le 22 août 1823; retraité le 31 janvier 1836.

(2) Officier français compromis dans des conspirations libérales et qui s'était réfugié en pays étranger.

un des régiments de ma brigade (car la mauvaise santé du comte de Sourdis, colonel du 20e régiment de chasseurs, ne lui permettait déjà plus de s'occuper avec suite du commandement de ce corps), je pris le parti de faire appeler à l'instant même M. Tessier de Marouse, et à son entrée dans mon cabinet je lui mis sous les yeux la lettre de M. Franchet. Son indignation fut grande, et il commençait à me protester qu'il y avait plusieurs années qu'il n'avait eu aucune communication directe ni indirecte avec le colonel Favier, qu'il connaissait à peine, quand je me hâtai de l'interrompre en lui disant que, d'après ma manière d'agir dans cette circonstance, il pouvait bien juger que je n'accordais aucune confiance à la lettre que je venais de lui communiquer, et que sa meilleure manière de se justifier était la conduite qu'il tiendrait dans la campagne qui allait s'ouvrir. Il se retira, fort calmé par ces paroles, et j'avoue que j'étais moi-même très tranquille sur le fait qui avait donné lieu à cette explication entre lui et moi.

Une chose qui, à cette époque, fit probablement grand tort au duc de Bellune dans l'esprit du prince généralissime, ce furent l'extrême désordre, l'imprévoyance et la pénurie qui se firent remarquer dans les approvisionnements de l'armée et dans la formation des moyens de transport qui devaient nous suivre et voiturer toute espèce de denrées, et aussi les distributions mal organisées des vivres et des fourrages, à Bayonne et dans les cantonnements aux environs de cette ville. Le ministre de la guerre avait été totalement trompé par les agents qu'il avait choisis pour les mettre à la tête de ces divers services, et l'intendant militaire Sicard, qu'il avait nommé intendant général de l'armée, était si incapable et si peu au fait de ce service qu'il n'avait rien su voir quand le mal existait cependant sous ses yeux, ni par conséquent y porter remède, bien qu'il fût arrivé avec des tonnes d'or pour assurer tous les services de l'armée, de manière que quand les troupes commencèrent à arriver en grandes masses sur Bayonne, on ne trouvait plus le moyen de les faire vivre; les chevaux de la cavalerie et de l'artillerie étaient sans cesse exposés à manquer de fourrages, et au moment de marcher en avant pour

entrer en Espagne, on ne trouvait pas la dixième partie des moyens de transport qui étaient nécessaires pour faire suivre les vivres et approvisionnements de toute nature. Il n'y avait cependant pas de temps à perdre pour entrer en campagne, et le prince se trouvait dans un véritable embarras quand M. Ouvrard, fournisseur aussi intelligent et actif qu'entreprenant, se présenta à Son Altesse Royale en lui offrant, moyennant les marchés qu'on passerait avec lui aux prix qu'il indiquait, d'assurer tous les services de l'armée en vivres, fourrages et moyens de transport. Le duc d'Angoulême saisit avidement cette planche de salut, et dans le désordre et la pénurie où on se trouvait et qu'on rejeta (non sans apparence de raison) sur le ministère de la guerre, on en passa à peu près par tout ce que demanda M. Ouvrard, qui gagna ainsi des sommes immenses dans cette campagne. Les marchés qui furent la suite du nouvel arrangement donnèrent lieu, lorsqu'il fut question d'apurer les comptes de la guerre d'Espagne, à une polémique très animée entre le duc de Bellune, M. Ouvrard et divers autres personnages, mais la Chambre des députés eut beau se débattre et prouver qu'il y avait eu abus aux dépens des deniers publics, ce que tout le monde savait bien, il fallut en définitive payer aux fournisseurs ce qui leur était dû en vertu des marchés passés par le duc d'Angoulême.

Le 10 avril, j'entrai en Espagne à la tête de ma brigade : j'eus grand soin, avant de passer le pont de la Bidassoa, de faire charger les armes; nous ne nous attendions guère que nous irions jusqu'au delà de Valence et de Murcie sans avoir occasion de nous en servir; plusieurs régiments de l'armée rentrèrent même en France sans avoir brûlé une amorce, et on n'a jamais vu obtenir d'aussi grands résultats et des avantages si importants avec une perte aussi minime en hommes et en munitions d'artillerie; notre corps d'armée ne tira pas un coup de canon ! La mousqueterie fit tous les frais de la bataille de Campillo, seule affaire qu'il ait eue dans cette campagne.

Le 10, après avoir traversé Irun, je m'établis à Fontarabie, mais pour un jour seulement, et de là nous nous rendîmes en

deux marches à Tolosa, où notre corps d'armée fut passé en revue par le duc d'Angoulême, qui y avait établi son quartier général. A la suite de cette revue les officiers généraux eurent l'honneur de dîner avec Son Altesse Royale, et nous rejoignîmes le soir même nos troupes, qui n'avaient fait que traverser Tolosa, d'où elles furent dirigées sur la route de Pampelune par Lecumberry. Notre corps d'armée se sépara donc du duc d'Angoulême et du gros de l'armée qui marchait sous ses ordres immédiats, et je ne le revis plus de toute la campagne qu'à Madrid, lorsque nous retournions en France. Je n'aurai donc occasion de parler ici avec détail que du 2e corps d'armée, dont le commandement en chef avait été confié, ainsi que je l'ai déjà dit, au lieutenant général comte Molitor (1), nommé à la fin de la campagne pair et maréchal de France.

Le 16 avril, le corps d'armée arriva devant Pampelune; mais avant de continuer le récit de nos opérations militaires, il faut que je donne ici la fin de mes relations pendant cette campagne avec mon collègue, le général comte Potier.

Quelques heures avant d'arriver sous Pampelune, je rejoignis avec ma brigade la queue de la sienne, qui s'était arrêtée pour recevoir une distribution, et je le trouvai à pied, sans armes et en bonnet de police, marchant avec les équipages et les chevaux de main et bien en arrière de sa troupe. Je m'en étonnai d'autant plus qu'on s'attendait à rencontrer l'ennemi avant d'arriver devant la place et que sa brigade était d'avant-garde. Il aurait dû marcher à sa tête, afin d'être prêt à prendre les dispositions nécessaires en cas d'escarmouche entre ses éclaireurs et ceux de l'ennemi; aussi, après avoir causé quelques minutes avec lui, croyant qu'il ne restait là que par politesse pour moi, je le pressai de monter à cheval et de reprendre son poste à la tête de la colonne; mais alors, en sacrant et jurant comme un païen, il me répondit qu'il était là à son poste et qu'ayant eu, à propos des distributions, quelques vives

(1) *Molitor* (Gabriel-Jean-Joseph), né à Layange le 7 mars 1770, † 28 juillet 1849, capitaine au 4e bataillon de la Moselle le 25 août 1791, adjudant général le 25 prairial an III, général de brigade le 12 thermidor an VII, général de division le 4 brumaire an IX, maréchal de France le 9 octobre 1823, grand chancelier de la Légion d'honneur le 23 décembre 1848.

altercations avec son lieutenant général le comte de Loverdo (1), ce dernier l'avait mis aux arrêts forcés, sans armes, et avec ordre de marcher à la queue de sa brigade. Je trouvai la punition sévère, surtout devant l'ennemi, et infligée à un officier général commandant ce jour-là l'avant-garde du corps d'armée, et le lendemain j'allai trouver le général en chef comte Molitor pour lui en exprimer ma surprise et essayer s'il n'y aurait pas moyen de faire cesser ce fâcheux état de choses; mais le général en chef, qui, je crois, était prévenu de longue main contre Potier, avait déjà profité de cette occasion pour demander qu'il fût envoyé dans un autre corps d'armée, et deux jours après il fut remplacé dans le commandement de sa brigade par le général Bonnemains (2), tandis qu'il alla lui-même prendre celui d'une brigade faisant partie des troupes qui devaient rester en observation devant Pampelune. Je ne le revis plus qu'en France, après la paix conclue, mais je sus qu'il avait fait une triste campagne et sans résultat avantageux pour lui.

Notre corps d'armée se déploya dans la plaine, à une portée de canon des fortifications de Pampelune, et le comte Molitor, après avoir ainsi montré ses forces à la garnison de cette place et aux habitants qui en couvraient en foule les remparts, envoya un officier en parlementaire sommer, au nom du roi Ferdinand VII, le gouverneur d'en ouvrir les portes à l'armée française. Mais cette démarche fut sans résultat, et au fait le gouverneur, qui pour le moment n'avait pas d'attaque sérieuse à craindre de notre part, aurait été bien inepte ou bien lâche

(1) *Loverdo* (Nicolas, comte de), né le 6 août 1773 à Céphalonie (îles Ioniennes), † 26 juillet 1837, aspirant dans l'artillerie le 17 septembre 1792. colonel et chef d'état-major de la division Boudet, à Essling; sous-chef d'état-major de l'armée de Portugal le 21 avril 1810, général de brigade le 19 novembre 1813, lieutenant général le 14 juillet 1815.

(2) *Bonnemains* (Pierre, baron), né à Tréauville (Manche) le 13 septembre 1773, adjudant-major de la garde nationale de la Manche le 1er avril 1792, sous-lieutenant le 20 mai 1793 au 12e régiment de dragons, colonel du 5e régiment de chasseurs le 20 septembre 1806, baron de l'Empire avec dotation le 19 mars 1808, général de brigade le 6 août 1811, général de division le 3 juillet 1815 (non reconnu), général de division le 22 juin 1823, gentilhomme de la chambre du Roi au mois d'avril 1828, placé dans le cadre de réserve en 1840.

de nous livrer sa place. Il fallut donc s'en éloigner afin de continuer notre marche sur Saragosse, qui était notre premier point de direction et où, disait-on, le général Ballesteros, à la tête d'une belle et nombreuse armée, nous attendait pour nous livrer bataille; nous devions ensuite, après nous être emparés de Saragosse, nous diriger vers la Catalogne, dans le but d'établir une communication directe entre le 4e corps d'armée qui opérait dans cette province sous les ordres du maréchal Moncey et le gros de l'armée française en Espagne.

Le lieutenant-général de Conchy (1), à la tête d'une faible division, resta devant Pampelune pour en observer la garnison.

Dans notre mouvement de cette ville sur Saragosse, nous traversâmes un pays tout à fait religieux et royaliste qui, n'étant plus comprimé par la crainte qu'inspirait la garnison de Pampelune, nous vit arriver et nous reçut avec une joie et un enthousiasme que nous n'avions pas encore trouvés au même degré parmi le peuple espagnol, dont l'accueil, lors de nos premières marches sur son territoire, sans être hostile, avait été assez froid; mais, plus nous avancions dans l'intérieur, plus je découvrais de motifs d'espérer un bon succès dans la guerre que nous entreprenions. Les populations ayant en tête leurs autorités, et surtout les curés et les ordres religieux, se portaient en masse au-devant de nous dans l'ivresse du plaisir, et je me rappelle notamment qu'en entrant dans la petite ville de Tafalla, les habitants enthousiasmés du bonheur de voir les Français, s'étant fait indiquer le général qui commandait cette avant-garde, se ruèrent en foule autour de mon cheval pour me baiser la botte, et ils y mettaient tant d'ardeur que je vis le moment où ils me jetteraient par terre. A la porte de cette même ville un rassemblement de moines nous attendait avec des rafraîchissements de toutes espèces, et ces bons Pères, après

(1) *De Conchy* (Vincent-Martel, baron), né à Guiscard (Aisne) le 21 janvier 1768, sous-lieutenant au 56e d'infanterie le 1er avril 1792, commandant du 25e régiment d'infanterie légère en janvier 1810, général de brigade le 8 février 1813, lieutenant général le 21 avril 1821, commandant de la 7e division du 3e corps de l'armée des Pyrénées; mort le 26 août 1823, pendant le blocus de Pampelune.

avoir bien fait boire la tête de ma colonne, pendant que l'alcade nous haranguait, et ayant sans doute pris eux-mêmes une bonne part des rafraîchissements qu'ils nous offraient en si grande abondance, se trouvèrent animés d'une telle gaieté qu'ils se mirent à danser avec les sapeurs du 8e régiment d'infanterie légère, au son de la musique de ce régiment.

Trois jours après, à Tudela, ville plus considérable et située sur l'Ebre, les mêmes scènes recommencèrent, et la populace ne parlait de rien moins que de mettre le feu aux maisons de ceux des habitants soupçonnés d'idées libérales et de les y brûler; les choses furent même poussées si loin qu'un officier du 20e régiment de chasseurs, le sous-lieutenant Pichat, eut grand peine à tirer des mains de la populace furieuse, qui se préparait à les lapider, une famille entière composée du père, de la mère et de trois jeunes personnes : c'était la famille Luideanos y Arnedos, maison très notable dans Tudela. M. Pichat, malgré tous ses efforts, ne put même empêcher qu'une des trois jeunes personnes ne fût fortement blessée d'un coup de pierre à la jambe.

Après avoir établi moi-même ma troupe et mes postes, ainsi que j'en avais l'habitude, je me rendis au logement qui m'avait été préparé, et qui était commode et meublé avec une recherche bien rare en Espagne; en mettant pied à terre, je trouvai sur le seuil de la porte plusieurs femmes, jolies et élégantes, qui me conduisirent aussitôt dans mon appartement où l'on me servit promptement une collation et des glaces en quantité. Je me laissai faire, mais ce spectacle était vraiment curieux pour moi, qui n'avais encore pu oublier les tribulations de toute espèce que j'avais éprouvées douze ans auparavant dans le même pays et de la part du même peuple. A cette époque (de 1808 à 1812), si nous approchions d'une ville, les habitants, conduits de même qu'aujourd'hui par leur alcade, leur curé et les moines, sortaient aussi au-devant de nous, mais en armes et pour nous tendre des embuscades et essayer tous les moyens de nous détruire, et s'ils ne se trouvaient pas assez forts pour nous repousser, ils désertaient leurs maisons, après en avoir emporté ou anéanti toutes les ressources en

vivres et denrées qui auraient pu nous être utiles; les cités les plus populeuses devenaient pour nous des déserts où âme qui vive ne se présentait pour nous guider et nous indiquer où nous trouverions de l'eau à boire; encore quelquefois cette eau était-elle salie ou empoisonnée par cette méchante et maudite race espagnole.

Aujourd'hui, au contraire, toute la population, guidée par les autorités et le clergé, nous recevait avec des cris de joie, nous apportait les rafraîchissements que nous pouvions désirer, et les habitants attendaient avec impatience à la porte de leurs maisons qu'un Français se présentât pour y loger; on lui réservait le meilleur appartement, et on y préparait toutes les commodités dont ces bons et braves Espagnols pouvaient disposer.

En 1808, si un soldat français épuisé par la fatigue, la maladie ou des blessures, restait à quelques pas en arrière de la colonne en marche, de farouches paysans embusqués s'élançaient aussitôt sur lui et l'égorgeaient impitoyablement, souvent après lui avoir fait subir des tortures atroces.

En 1823, si un soldat français souffrant avait peine à suivre son bataillon, ces bons Espagnols accouraient en lui apportant des rafraîchissements et s'empressaient de lui procurer une mule ou une charrette pour le transporter au cantonnement le plus rapproché.

En 1808, si un détachement en route ou en reconnaissance voulait avoir un guide pour diriger vers les points indiqués sa marche incertaine, il lui était impossible de s'en procurer; mais si enfin il parvenait à s'emparer d'un paysan, cet homme, d'après les instructions de son alcade et de son curé, ne cherchait qu'à égarer la troupe et à la faire tomber dans les embuscades des guérillas; mais en 1823, c'était envers les troupes espagnoles constitutionnelles que les habitants jouaient ce rôle, et si, au contraire, une de nos patrouilles se trouvait en force inférieure à portée de l'ennemi, les alcades et les curés lui envoyaient des guides sûrs et des renseignements précis pour la tirer de cette mauvaise position ou lui indiquer les moyens de surprendre l'ennemi.

En 1808, les femmes... mais il faut mettre fin à ce parallèle contraste qui me mènerait plus loin que je ne veux aller et sur lequel on pourrait écrire un gros volume; je me contenterai donc en résumé de faire remarquer qu'en 1808, nous étions venus en Espagne pour appuyer par les armes françaises la trahison infâme que Napoléon avait commise envers le peuple espagnol et la famille royale d'Espagne et établir son frère sur le trône de Charles-Quint, tandis qu'en 1823, nous venions rendre à ce peuple, alors essentiellement monarchiste et religieux, son roi retenu prisonnier dans Cadix par une armée en révolte et la faction républicaine, et protéger ses prêtres proscrits et persécutés par ce même parti.

Trois jours après notre départ de Tudela, nous entrions sans la moindre résistance dans l'héroïque ville de Saragosse, où la population nous reçut avec le même enthousiasme que celles de Tafalla et de Tudela. J'y fus logé chez la comtesse de *Torres-Secas y Castel-Blanco*, jeune et jolie Péruvienne mariée et établie depuis peu de temps en Espagne. Nous y fûmes aussi bien accueillis qu'à Tudela; cependant, nos troupes se procurèrent difficilement des vivres dans cette grande ville, bien que tout s'y trouvât en abondance, mais notre intendance militaire et notre administration des vivres s'étaient mises d'avance en rapport avec les autorités locales, soi-disant pour établir le bon ordre dans les distributions, et il s'ensuivit qu'il n'y eut pas de distributions du tout le premier jour, et j'eus le chagrin de voir les chevaux de ma cavalerie rester attachés par le licol pendant trente-six heures dans les écuries de la caserne, sans qu'on pût obtenir pour eux une ration d'orge ou de paille; je passai la journée aux trousses de nos intendants militaires pour faire cesser ce fâcheux état de choses, mais ces messieurs étaient trop occupés à se bien caser dans cette grande ville pour se déranger en faveur de nos chevaux, et j'y perdis mon temps; le lendemain je pris enfin mon parti de parler des grosses dents à cette maudite race, et je reçus peu d'heures après du général en chef comte Molitor l'ordre d'aller établir ma brigade en avant-postes sur la rive gauche de l'Ebre, à Pina, où, disait-on,

l'armée de Ballesteros avait montré des têtes de colonnes.

J'eus plusieurs fois dans cette campagne l'occasion de remarquer que le comte Molitor était un très bon général sous les rapports de stratégie et de tactique, mais il ne se mêlait pas assez de l'administration de son armée; il s'en fiait aveuglément pour cela à son intendant militaire, sans exercer sur ce dernier la surveillance nécessaire; aussi étions-nous souvent très malheureux dans son corps d'armée sous le rapport des vivres et des établissements d'hôpitaux, et cependant, en raison de la richesse, de la fertilité et des ressources en tout genre des provinces qu'une armée si peu nombreuse a occupées successivement pendant cette campagne, on aurait dû être parfaitement bien si le général en chef s'était donné la peine de stimuler le zèle de l'administration et d'en surveiller les actes de plus près. Je sais bien que dans son cabinet il dictait à ses secrétaires les ordres nécessaires pour que l'intendant militaire dût pourvoir aux besoins de la troupe, sous tous les rapports, mais quand il avait signé et expédié ces ordres, il s'imaginait avoir fait tout ce qu'il pouvait et devait faire pour l'administration de son armée, tandis qu'au contraire il n'avait rien fait; car ce n'est pas à l'expédition de pareilles mesures qu'un général en chef doit se borner, mais à en surveiller et à en assurer l'exécution, et c'est ce dont il ne s'est jamais occupé. Son insouciance dans cette partie essentielle eût été dans tout pays une faute grave, mais elle devenait énorme en Espagne, où nos succès dépendaient beaucoup plus de la bonne discipline de nos troupes que des combinaisons stratégiques de notre général; or, comment maintenir une exacte discipline avec des soldats auxquels on ne donne pas les rations de vivres qu'ils doivent recevoir? Ils se livrent alors à la maraude, car il faut bien qu'ils trouvent à manger.

Il y avait d'ailleurs malheureusement, dans notre corps d'armée, un fond d'idées d'opposition libérale qu'on pouvait surtout remarquer parmi les intendants militaires et les agents de l'administration, et la plupart de ces misérables n'auraient pas été fâchés de faire manquer, ou au moins de compromettre

le succès de la campagne; pour cela ils avaient des motifs tout personnels. D'abord ils auraient vu avec satisfaction l'armée du roi de France, l'armée de la Restauration, éprouver des revers, d'autant plus que toute cette espèce d'hommes étant classée dans les non-combattants, la gloire ou l'insuccès d'une campagne ne retombe jamais sur eux, et même dans ce dernier cas ils ont autant de récompenses et de profits à attendre d'une retraite que d'une victoire. En second lieu, il répugnait à leur opinion antimonarchique et antireligieuse de venir en Espagne pour y servir à rétablir sur son trône un roi absolu, donner appui au clergé persécuté et contribuer en même temps à la chute et à l'oppression du parti révolutionnaire. Enfin, et ce dernier motif est particulièrement applicable aux agents de l'administration des vivres, en entravant ce service, en marchandant longuement avec les autorités et les gens du pays sur le prix des denrées, ils finissaient par en obtenir les rations, soit pour les hommes, soit pour les chevaux, à quelques centimes meilleur marché, tandis que le gouvernement français les leur payant toujours le même prix, ils encaissaient à leur profit de gros bénéfices : leurs chicanes mal fondées, le retard qu'ils apportaient au payement des bons délivrés aux alcades par les commandants des troupes, faisaient aussi que les autorités locales, pour en obtenir quelque argent (que sans cela ils remettaient toujours, d'étape en étape, à payer à ces pauvres Espagnols), consentaient, de guerre lasse et pour ne pas être traînés d'un bout de l'Espagne à l'autre, à leur signer l'acquit de ces bons à des rabais considérables que ces escrocs en uniforme, dignes soldats des sous-traitants et des fournisseurs de l'administration Ouvrard, mettaient dans leurs poches; aussi à la fin de la campagne avaient-ils gagné, au moyen de ces sales manœuvres, des sommes énormes, tandis que par les mêmes causes nos soldats encombraient les hôpitaux, et une grande partie de notre cavalerie était à pied.

Nous étions entrés à Saragosse le 26 avril, et j'en partis avec ma brigade le 29 de grand matin, pour m'établir en avant-poste à Pina, où je ne restai que trois jours; au bout de ce temps, je reçus ordre de me diriger sur Lérida, en passant

par Fraga, ce qui nous jetait tout à fait sur la Catalogne.

Ce nouveau mouvement auquel, m'écrivait-on le 1er mai, le prince généralissime attachait la plus haute importance, avait deux buts : le premier, d'avoir des nouvelles du maréchal Moncey, qui opérait dans cette principauté contre l'armée de Mina, et de nous mettre en communication avec lui; le second était d'ébruiter dans le pays notre marche sur la Catalogne comme étant une opération décisive pour manœuvrer contre l'armée constitutionnelle de Mina et aider aux mouvements du 4e corps commandé par Moncey.

Pour le moment on s'inquiétait peu de l'armée de Ballesteros, qui était décimée par la désertion; nous devions, cependant, avoir toujours l'œil ouvert sur elle, et notre marche sur Lérida n'était au fond qu'un mouvement simulé, car on projetait de nous mettre ensuite à la poursuite de Ballesteros, qui se retirait dans le royaume de Valence : mon ordre de mouvement me prescrivait d'agir comme si nous ne devions pas rétrograder, de prendre des renseignements sur toutes les routes qui nous conduisaient en Catalogne, de chercher à avoir sur les opérations du maréchal Moncey, ainsi que sur les forces et les mouvements du général Mina, des nouvelles que je devais transmettre très promptement au quartier général du corps d'armée. On m'envoyait en même temps des paquets de proclamations avec ordre de les faire répandre dans le pays en avant de moi par des émissaires dévoués, dans le but d'accélérer et d'augmenter la désertion, déjà considérable, dans l'armée ennemie.

En conséquence de ces dispositions, je me portai rapidement sur Fraga, ville assez considérable où je fus accueilli avec les mêmes démonstrations de joie que dans les villes de la Navarre, et sans y séjourner, je portai mon quartier général à Aytona et à Soses, afin de menacer Lérida (Soses n'en est qu'à une bonne lieue).

J'étais bien assuré que le gouverneur de cette place forte, voyant s'établir à ses portes un quartier général et un nombre de troupes assez considérable, se croirait menacé d'un siège et ne manquerait pas d'en donner avis au général Mina, dans

le commandement duquel sa place était comprise, et de demander des renforts.

Je restai dans cette position environ dix jours, pendant lesquels, ayant tendu une embuscade à la cavalerie de la garnison de Lérida, qui avait la maladresse de venir tous les jours à la même heure et par le même chemin reconnaître notre position de Soses, je lui sabrai quelques hommes et lui fis des prisonniers; cette affaire était sans importance, mais je fus satisfait de la bravoure et de l'ardeur que montrèrent nos jeunes chasseurs, et si leurs chevaux avaient été en meilleur état, ils auraient sabré ou pris tout le détachement ennemi, qu'ils poursuivirent jusque sous le canon de Lérida.

Le 17 mai, ma brigade fut relevée de ces positions par celle du général Bonnemains et je m'avançai sur Balaguer, où disait-on, des détachements de l'armée de Mina avaient paru, mais je ne les y trouvai pas, et ayant reçu l'ordre de pénétrer plus avant en Catalogne jusqu'à ce que j'y eusse rencontré les troupes du maréchal Moncey, ou l'ennemi en forces supérieures, je continuai mon mouvement de Balaguer dans la direction de Barcelone, mais je n'étais encore qu'à trois lieues de la première de ces villes quand les éclaireurs de ma colonne me firent prévenir qu'ils avaient en vue un détachement ennemi assez nombreux; je pris aussitôt un temps de galop pour juger par moi-même de la force de cette troupe qui, de son côté, nous avait fait reconnaître, il se trouva que c'était un fort parti de l'armée royale du baron d'Eroles qui était sous les ordres du maréchal Moncey; ce détachement avait pour but de communiquer avec notre corps d'armée, et notre rencontre ayant eu lieu près d'Agramunt, je m'établis dans cette ville le 24 mai et je remis au chef des Espagnols différentes lettres que le comte Molitor m'avait envoyées pour faire passer au maréchal Moncey et au baron d'Eroles; j'écrivis en même temps à ce dernier pour le prévenir que je me trouvais avec une forte brigade d'avant-garde à Agramunt et que les autres divisions du 2e corps d'armée étaient en position à Balaguer et à Fraga.

Le double but pour lequel j'avais été lancé sur la Catalogne

ayant été atteint, je ne m'arrêtai pas à Agramunt, et le lendemain 25, je rétrogradai sur Balaguer.

Le général en chef comte Molitor, qui était resté à Fraga, ayant reçu mon rapport, se mit aussitôt en marche vers le royaume de Valence, dirigeant d'abord son corps d'armée sur Caspe, où nous passâmes l'Ebre dans des bacs, et de là sur Téruel. Le général Pamphile Lacroix m'envoya l'ordre de suivre ce mouvement, de manière qu'après avoir formé l'avant-garde du corps d'armée, je me trouvais dans cette marche en faire l'extrême arrière-garde, et comme tel chargé de faire suivre tous les éclopés, les malades, les voitures d'artillerie ou fourgons de vivres mal attelés, et enfin d'arrêter les mouvements de l'ennemi, si, de Lérida, il faisait mine de nous suivre, fantaisie qui au reste ne lui prit pas, et je lui en sus très bon gré; car, avec les embarras que me donnaient journellement les traînards et les malades, pour lesquels il fallait à chaque instant se procurer des moyens de transport, et la difficulté de faire vivre un grand nombre d'hommes et de chevaux dans un pays que les autres divisions du 2e corps venaient de traverser avant moi, si un ennemi entreprenant m'avait suivi et attaqué, j'aurais eu bien de la peine à me tirer d'affaire sans éprouver des pertes notables, d'autant plus que je n'avais pas de secours à attendre, puisque les autres troupes du corps d'armée étaient à deux journées en avant de ma colonne; mais le général Molitor en ordonnant ainsi sa marche avait sans doute compté sur la faiblesse et la lâcheté des généraux constitutionnels, et l'événement prouva qu'en cela il avait bien calculé.

Nous faisions de grandes journées, car les villages sont éloignés les uns des autres dans cette partie de l'Espagne; les chaleurs étaient déjà fortes (dans les premiers jours de juin); nous étions donc très fatigués, et un repos nous était annoncé à Téruel, ville grande et pleine de ressources, mais en y arrivant nous reçûmes du comte Molitor l'ordre de nous diriger sur-le-champ et à marches forcées sur Murviedo, ville dont la citadelle est dans une très forte position. Les royalistes espagnols s'en étaient emparés depuis peu de

temps, et l'armée de Ballesteros les y tenait assiégés et les serrait de si près qu'ils se trouvaient réduits à la dernière extrémité surtout par le manque total de vivres et de munitions; ils avaient en conséquence envoyé des émissaires au comte Molitor pour l'en prévenir et lui demander de venir en toute hâte les dégager.

La conservation du fort de Murviedo était importante pour le succès de la campagne, et il était essentiel qu'il ne fût pas occupé par les troupes de Ballesteros; le comte Molitor, persuadé que ce général nous attendrait devant cette place, nous promettait une bataille pour lui en faire lever le siège, et il n'en fallut pas davantage pour rendre des jambes à nos jeunes soldats qui avaient encore plus d'envie de se battre que de se reposer; les six étapes de Téruel à Murviedo furent donc franchies en peu de jours, au milieu de fatigues et de privations inouïes, et nous eûmes le chagrin, en approchant de cette dernière ville, d'apprendre qu'à l'arrivée du comte Molitor, qui, à la tête de la division Loverdo, marchait un jour en avant de nous, Ballesteros s'était précipitamment retiré en abandonnant son artillerie de siège et ses munitions et qu'ainsi la citadelle de Murviedo se trouvait délivrée sans combat.

Ballesteros, dont l'armée se fondait par la désertion, ne s'était même pas arrêté pour couvrir et défendre Valence, et le comte Molitor y établit son quartier général et nous donna l'ordre de rester à Murviedo, pour y prendre le repos dont nous avions un si grand besoin; nous y séjournâmes du 13 au 24 juin. J'eus pendant ce temps l'occasion de voir souvent le gouverneur royaliste du fort, don José Spueng, et d'avoir de sa propre bouche tous les détails du siège qu'il venait de soutenir; il n'avait avec lui que 3 à 400 hommes armés de fusils, le reste de sa garnison se composait de paysans armés de piques, ou même de fourches, il avait cependant avec ces faibles moyens repoussé plusieurs assauts. « Mais il était bien temps, ajoutait-il, que l'armée française arrivât; si elle avait tardé deux ou trois jours de plus nous étions perdus, car je n'avais plus ni vivres ni munitions, et les soldats de Balles-

teros, qui tous les jours venaient sous les remparts nous injurier et nous menacer, promettaient bien de ne pas nous faire de quartier. »

Et ils leur auraient certainement tenu parole, car ces bons chrétiens d'Espagnols se faisaient la guerre en vrais Turcs, et ils n'avaient pas de plus grand plaisir que d'égorger leurs prisonniers, quand ceux-ci étaient des compatriotes; aussi don José m'assurait-il que, plutôt que de se rendre, il aurait essayé de faire une trouée au travers de l'armée constitutionnelle; mais vu l'exiguïté de sa garnison, il aurait eu bien peu de chances de succès.

Nos régiments, pendant le repos qu'on nous laissa, d'abord à Murviedo et ensuite à Valence, se remirent en état de continuer la campagne avec activité. Un bonheur plus grand encore nous attendait dans cette dernière ville, c'était d'y perdre notre lieutenant général et son secrétaire, sa calèche et son fourgon, car tout ce bagage réuni, personnel et matériel, faisait plus de tort à l'esprit de notre division, en attirant sur le général qui la commandait la déconsidération et les railleries méprisantes des soldats, et même des officiers, que les marches forcées et les chaleurs d'Afrique, dont physiquement nous avions tant souffert : la discipline et le moral de la troupe commençaient à se ressentir de ce fâcheux état de choses; plus nous avancions dans le pays, moins le ménage Pamphile se gênait, et le ridicule de cette position augmentait tous les jours par mille petits détails inconvenants, qui devenaient bientôt publics en raison du peu de soin que le lieutenant général mettait à les cacher, car ce pauvre homme, dans son aveuglement, s'imaginait que nous voyions des mêmes yeux que lui son hideux secrétaire. Ainsi donc pendant l'excessive chaleur de l'été nous étions obligés, pour exécuter nos longues marches, de partir au point du jour et même dans la nuit; les troupes étaient rassemblées et sous les armes à l'heure prescrite, mais le lieutenant général différait toujours, sous quelque prétexte, de nous mettre en marche jusqu'à ce que madame eût passé ses bottes et ses culottes, ce qui nous retardait quelquefois de plus d'une heure, et quand

enfin elle arrivait devant le front de ma brigade et que nous croyions qu'il n'y avait plus qu'à partir, il fallait encore attendre, tantôt la calèche avec le jockey, tantôt le fourgon, qui ne pouvaient être prêts que quelque temps après qu'elle-même était habillée et qu'elle voulait cependant voir partir; d'autres fois, l'état-major et les chefs de corps étant réunis chez le général Pamphile pour l'accompagner, on voyait le jockey femelle traverser la chambre où nous attendions, portant chez le secrétaire les meubles les plus secrets de la toilette, et ces meubles, toujours peu agréables à la vue, devenaient tout à fait dégoûtants quand la pensée se reportait sur la personne à laquelle ils étaient destinés.

Enfin toutes ces saletés, qui provoquaient les murmures de la division, finirent par arriver aux oreilles du général en chef comte Molitor, et de là au grand quartier général de l'armée. Le prince généralissime, sévère sur tout ce qui tient aux convenances, et probablement irrité, non sans raison, d'une infraction aussi patente, de la part d'un lieutenant général, aux ordres qu'il avait donnés, en entrant en Espagne, retira aussitôt au général Pamphile Lacroix le commandement de notre division; ce dernier reçut donc, en arrivant à Valence, l'ordre de rentrer en France, et le maréchal de camp vicomte de Pelleport (1), le plus ancien des trois maréchaux de camp de la division, en prit par intérim le commandement et le conserva ensuite définitivement, ayant été bientôt après promu au grade de lieutenant général.

Personne ne plaignit ni ne regretta le général Pamphile Lacroix, et sa conduite depuis notre départ de France l'avait voué au ridicule dans tout le 2e corps d'armée.

Le général en chef comte Molitor, ayant reçu l'avis positif que Ballesteros se retirait par Murcie sur le royaume de Grenade, quitta Valence avec son corps d'armée au commence-

(1) *Pelleport* (Pierre, vicomte de), né à Montréjeau le 26 octobre 1773, † 15 décembre 1855, soldat au 8e bataillon de la Haute-Garonne à l'armée des Pyrénées le 24 juin 1793, colonel à Essling le 30 mai 1809, baron de l'Empire le 15 août 1809, général de brigade le 12 avril 1813, lieutenant général le 8 août 1823; pair de France le 25 décembre 1841; mis à la retraite le 30 mai 1848.

ment de juillet pour se mettre à sa poursuite; nous venions en même temps de recevoir la nouvelle qu'un chef royaliste espagnol avait pris possession de Tortose; l'occupation de cette importante place, en nous rendant maîtres du cours de l'Ebre, nous assurait une communication facile avec les troupes du général Moncey, tandis que les armées constitutionnelles de Ballesteros et de Mina, séparées l'une de l'autre par le royaume de Valence, dont nous venions de nous emparer, ne pouvaient plus communiquer ensemble.

Nous commençâmes, en nous dirigeant sur Murcie et Grenade, à atteindre quelques détachements d'arrière-garde que Ballesteros avait laissés dans des postes avantageux, soit pour assurer sa marche en retardant la nôtre, soit pour contenir le pays, qui lui était peu favorable; mais ces détachements furent facilement culbutés par nos avant-gardes, qui n'éprouvèrent dans ces affaires minimes que de très légères pertes. A Alcira, près Valence, un de ces détachements espagnols fit mine de tenir quelques instants pour assurer sa retraite, et on se tira quelques coups de fusil; c'étaient presque, dans notre corps d'armée, les premiers de la campagne. Nous y eûmes trois hommes légèrement blessés, et les Espagnols peut-être encore moins, mais le comte Molitor, qui cherchait une occasion de donner de l'avancement à ses généraux, en fit dans son rapport au prince une affaire importante : le général Bonnemains fut à cette occasion nommé lieutenant général, un colonel passa maréchal de camp, et il y eut beaucoup d'autres grâces accordées dans cette brigade.

Partis de Valence au commencement de juillet, ainsi que je l'ai dit, nous marchâmes sans trouver d'obstacles sur Murcie, où nous entrâmes fort paisiblement le 7 juillet. La chaleur était accablante et quoique nous partissions de nuit et que nous fussions ordinairement arrivés à l'étape vers dix ou onze heures du matin, nous en étions fort incommodés.

Cette marche de Valence à Murcie ne m'offrit rien qui méritât d'être noté, si ce n'est cependant le spectacle de la désertion toujours croissante dans l'armée de Ballesteros : des régiments entiers le quittèrent pour venir faire leur soumis-

sion entre nos mains, et la route que nous suivions était couverte de déserteurs se rendant isolément chacun dans leur province.

Ainsi abandonné d'une partie de son monde, le général espagnol se retira sans coup férir dans l'intérieur du royaume de Grenade, où il savait qu'il pourrait rallier quelques troupes et reformer ainsi une armée capable de nous tenir tête, d'autant plus que nous nous affaiblissions tous les jours en avançant, puisqu'il avait fallu laisser des garnisons à Valence et à Murcie, et former des dépôts de malades et de chevaux écloppés dans quelques autres villes.

En arrivant à Lorca, ville assez considérable à trois marches de Murcie, nous fûmes arrêtés un instant par une faible garnison (600 hommes) que Ballesteros y avait placée dans le fort qui domine la ville et se trouve dans une assez bonne position; il était armé de quelques pièces de canon et bien approvisionné. Sans être en état de soutenir un siège en règle, cette citadelle aurait pu nous arrêter quelques jours, si l'officier qui la commandait (le brigadier Gonzalès Menchaca) n'avait pas perdu la tête; mais il paraît qu'en nous voyant arriver il n'était pas encore complètement décidé à se défendre, quoiqu'il eût déjà tiré sur nos troupes, et il laissa tellement approcher nos tirailleurs et notre tête de colonne qu'il n'eut plus le temps de lever le pont-levis de sa place; une compagnie d'infanterie légère s'y précipita la baïonnette en avant, au milieu d'un feu assez vif des deux parts; les uns entrèrent par le pont-levis, les autres par les embrasures des pièces, et aussitôt que la garnison vit nos soldats dans l'intérieur du fort, elle s'empressa de mettre bas les armes; nous nous trouvâmes ainsi maîtres de cette forteresse sans avoir donné l'assaut et sans avoir remué de la terre; nous eûmes dans cette affaire 4 hommes tués et 25 à 30 blessés.

Les gens du pays nous assuraient toujours que l'intention du général espagnol était de nous livrer bataille; on ne pouvait nous donner une meilleure nouvelle : nous poursuivions cette chance depuis notre entrée en Espagne, et c'était dans cet espoir que nous avions déjà fait tant de marches forcées.

Nous continuâmes donc avec la même vivacité la poursuite de cette armée constitutionnelle qui semblait toujours nous échapper au moment où nous croyions l'obliger à combattre.

Enfin vers les derniers jours du mois de juillet, nous apprîmes positivement que Ballesteros avait pris position pour nous attendre et annonçait que son intention était de nous livrer bataille; le 25 de ce même mois, le général Bonnemains parvint à joindre sa cavalerie, composée pour la plus grande partie de vieux soldats, et il lui livra un combat assez sérieux à Guada Hortuna; plusieurs charges eurent lieu, et nos cavaliers, fort inférieurs en nombre aux Espagnols, furent cependant complètement vainqueurs dans cette affaire, qui fut brillante pour la cavalerie aux ordres du général Bonnemains.

Le 26 et le 27 se passèrent à manœuvrer vers le point où, d'après les renseignements que nous avions recueillis, l'armée de Ballesteros avait pris position; nos marches et nos mouvements en cette circonstance furent bien combinés et eurent lieu avec le plus grand ordre; c'était vraiment là le côté brillant du général Molitor, et il me parut, non seulement en cette circonstance, mais pendant toute la campagne, aussi fort dans la partie de l'art de la guerre qui se rapporte plus spécialement à la stratégie et à la tactique qu'il me sembla faible et insouciant dans ce qui concernait la police, la discipline et l'administration de son armée; ce n'est pas, comme je l'ai déjà dit, que sous ces derniers rapports il ne donnât les ordres indispensables, mais ce n'était en quelque sorte que pour l'acquit de sa conscience, et, comme il n'en surveillait pas par lui-même l'exécution, on les regardait, la plupart du temps, à peu près comme non avenus; il avait d'autant plus de tort d'y mettre cette négligence qu'avec ses moyens et son habitude de la guerre, il s'était certainement bien aperçu que son chef d'état-major, le général Borelli (1),

(1) *Borelli* (Charles-Luce-Paulin-Clément, baron), né à Villefort (Lozère) le 20 décembre 1771, † 22 septembre 1849, sous-lieutenant au 14e chasseurs en 1793, sous-chef d'état-major du corps de cavalerie en 1812, général de

et son intendant militaire, M. Delamarre (1), étaient tous deux dépourvus de zèle et de capacité.

Enfin, le 27 juillet, il acquit la certitude que Ballesteros l'attendait dans la forte position de Campillo de Arenas, gros bourg situé sur la route de traverse de Grenade à Jaen. Cette route devient impraticable pour les voitures en approchant de Campillo, et elle est généralement peu fréquentée.

Quoique le général Molitor se fût encore affaibli depuis quelques jours en détachant cinq bataillons et un régiment de cavalerie sous les ordres du maréchal de camp baron Ordonneau (2), pour aller prendre possession de Grenade qu'on savait évacuée par l'ennemi, et nous en conserver intactes toutes les ressources, il ne balança pas à faire ses dispositions pour attaquer l'armée constitutionnelle dans sa position de Campillo, et, ayant dirigé de Montes-Icar la division Loverdo et l'avant-garde du général Bonnemains par la route de droite, il suivit avec notre division, une brigade de dragons en réserve et toute l'artillerie, la route de gauche; mais il fallut laisser nos pièces à trois quarts de lieue de Campillo, le mauvais état de la route ne permettant pas aux voitures d'en approcher davantage, et donner deux bataillons à cette artillerie pour la garder, ce qui réduisait la force totale de notre corps d'armée, en combattants, à moins de 7,000 hommes.

Je marchais avec les 4e et 20e régiments de chasseurs en tête de la colonne de gauche, dont le comte Molitor suivait le mouvement, et nous ne tardâmes pas à rencontrer deux esca-

brigade le 11 septembre 1812, baron de l'Empire le 28 avril 1813, chef d'état-major des gardes-nationales de la Seine pendant les Cent-jours, pair de France le 9 novembre 1839; retraité comme général de division en 1848.

(1) *Delamarre* (Étienne-Nicolas), né à Beauvais le 21 avril 1774, † 1er septembre 1838, entré au 23e bataillon de Paris le 20 novembre 1793, élève commissaire des guerres le 27 novembre 1798, intendant militaire le 11 septembre 1823; retraité le 14 août 1834.

(2) *Ordonneau* (Louis, vicomte), né à Saint-Maurice (Charente-Inférieure) en 1770, † 1855, volontaire à Bordeaux en 1792; se fit remarquer en Espagne, notamment au siège de Tarragone et aux combats du col d'Ordal et de Villafranca; général de brigade le 12 juin 1813; se distingua à l'armée de Lyon en 1814; pendant la campagne de 1823, fut nommé lieutenant général et gouverneur de Cadix; mis en non-activité en 1829.

drons espagnols qui venaient de Campillo, sans doute pour reconnaître notre marche; mon escadron d'avant-garde (du 20e régiment de chasseurs) les chargea avec la plus grande vigueur, et les mit dans une déroute complète après leur avoir tué ou pris plus de trente hommes, dont deux officiers supérieurs et plusieurs capitaines; je hâtai alors la marche de ma colonne, car il était important de tomber sur l'ennemi avant qu'il eût le temps de se reconnaître, et il n'était pas douteux que cette cavalerie, que nous venions de battre, n'allât lui porter rapidement la nouvelle de notre approche; mais comme elle n'avait pu voir qu'une partie de notre avant-garde, cette rencontre ne pouvait pas apprendre positivement à Ballesteros que toutes nos forces marchaient contre lui, et je pense qu'il n'en eut la conviction que lorsque mes chasseurs parurent sur les hauteurs qui dominent le bourg de Campillo de Arenas, car, nonobstant les difficultés du chemin, qui n'est qu'un sentier raboteux dans lequel nous ne pouvions marcher que par un, nous le descendions si rapidement et avec tant de confiance, malgré les mouvements des Espagnols que nous découvrions parfaitement, qu'il était clair que l'armée n'était pas loin.

Le sentier par lequel ma troupe débouchait dominait complètement le village, et nous apercevions distinctement dans les rues et sur la place l'infanterie espagnole (dont cependant une bonne partie était déjà formée en bataille à la sortie de Campillo) évacuer précipitamment cet endroit pour courir occuper les positions où son général voulait nous livrer bataille, et lorsque nous entrâmes dans Campillo, ce fut au milieu des coups de fusil de ces fantassins, qui n'avaient pas eu le temps de se rallier au gros de leur troupe et dont la plupart furent sabrés et faits prisonniers dans le village même où, du reste, le feu était très vif, ce qui n'empêcha pas les habitants enthousiasmés de nous posséder au milieu d'eux et, dans le délire de la joie de nous voir sabrer aussi vigoureusement leurs compatriotes constitutionnels, de venir m'indiquer les directions qu'il fallait prendre pour attaquer avec avantage l'armée espagnole dans ses positions et me

donner des renseignements précis sur sa force en cavalerie et en infanterie (1).

Les montagnes escarpées, dont Ballesteros avait fait occuper les sommets par son infanterie, étaient séparées du bourg de Campillo par quelques hauteurs moins élevées d'où l'on pouvait arriver à la position de l'infanterie ennemie par une pente moins raide que je ne l'avais pensé au premier coup d'œil; j'eus promptement, à la tête de mes deux régiments de cavalerie, gravi ces premières montagnes, sous un feu assez vif, mais qui, mal dirigé, nous fit peu de tort (2); bientôt je

(1) Dans des documents sur la bataille de Campillo de Arenas fournis par un militaire qui paraît bien instruit et insérés dans l'*Histoire de la campagne d'Espagne en 1823*, par A. Hugo, il est dit : « Les bataillons du général Pelleport et les escadrons du général Saint-Chamans arrivèrent en même temps à Campillo; appuyée de deux compagnies de voltigeurs des 24e et 39e régiments, la cavalerie débusqua l'ennemi du village, etc. »

Ce détail est totalement inexact : l'infanterie du général Pelleport, malgré l'ardeur dont elle était animée, ne pouvait pas suivre ma cavalerie, qui avait constamment marché au trot depuis notre rencontre avec la cavalerie ennemie, et effectivement la tête de la brigade d'infanterie Pelleport n'arriva à Campillo que plus d'une demi-heure après que je me fus emparé de ce village et que je l'eus dépassé pour charger les Espagnols postés sur les hauteurs qui ferment la vallée dans la direction de Jaen et de Cambil; M. le comte Molitor le sait bien, car il marchait avec cette infanterie; mais si, comme je le crois, les détails que je viens de citer sont extraits de son rapport officiel sur l'affaire de Campillo, il faut penser que ce général en chef a voulu d'abord rehausser le mérite de ses combinaisons stratégiques, par la précision avec laquelle ces diverses colonnes seraient arrivées ensemble sur le point d'attaque, et ensuite avoir une occasion de parler du général Pelleport (qui, du reste, est un excellent général d'infanterie), auquel il voulait dans cette circonstance faire obtenir le grade de lieutenant général, et qui l'eut en effet, mais qui n'avait pas besoin, pour y arriver, d'entrer à Campillo de Arenas en même temps que moi, et qui certes n'aurait pas, lui, dans le récit de cette affaire, commis une pareille inexactitude, car c'est un homme juste et véridique, et il sait bien que ma cavalerie pour débusquer l'ennemi du village n'avait été appuyée d'aucun voltigeur et qu'elle n'en avait pas eu besoin. Plus tard, quand je poursuivais l'infanterie espagnole sur la route de Jaen, sans doute l'appui de nos voltigeurs m'eût été essentiel, mais même dans ce moment-là ils étaient encore en arrière. (*Note de l'auteur.*)

(2) Je reçus dans cet instant une balle qui vint s'aplatir sur le fourreau de mon sabre sans me faire d'autre mal que de m'occasionner une secousse très vive; mon cheval, frappé à la hanche par le recul du fourreau, en resta boiteux pendant quelques instants.

Dans cette attaque, par ma cavalerie, de l'infanterie ennemie si avantageusement postée, les Espagnols auraient dû nous anéantir par leur feu de mousqueterie, mais ils furent étourdis de notre audace et n'ajustaient pas leurs coups. (*Note de l'auteur.*)

me trouvai, avec la tête de colonne du 4e régiment de chasseurs, à portée, malgré les difficultés du terrain, de charger la ligne espagnole, et j'ordonnai à l'officier commandant le premier peloton de tomber vigoureusement sur un fort détachement d'infanterie, qui occupait un mamelon d'où il nous fusillait avec avantage; cet officier, pour exécuter mon ordre, piqua des deux, mais son cheval ne se souciait pas d'avancer, et il me sembla que son peloton était de l'avis du cheval; dans le même instant, les deux capitaines de cet escadron tombèrent à la fois, l'un grièvement blessé d'une balle dans le corps, et l'autre, ayant son cheval tué; mon officier d'ordonnance fut aussi démonté de la même manière; je remarquai à cet instant quelque hésitation dans la tête de colonne et je me lançai en avant, suivi de mon aide de camp, en criant au 1er escadron de me suivre, mais il ne bougea pas et force fut de m'arrêter. Un jeune officier du régiment, le comte de Croix (1), me rejoignit alors, et me proposa d'entamer la charge avec son peloton, qui était le 2e dans la colonne; je lui en donnai l'ordre (et il le fallait bien puisque le 1er restait immobile), et suivi de tout son monde il se porta résolument sur le point que je lui avais indiqué; je me lançai en même temps en avant, et le reste de l'escadron et tout le régiment me suivirent sans balancer; en un clin d'œil, cette infanterie espagnole fut sabrée, prise ou dispersée.

Les bataillons espagnols qui se trouvaient en ligne sur ce point, se voyant abordés et tournés par notre cavalerie dans une position qu'ils avaient crue inexpugnable, se mirent en déroute et gagnèrent à toutes jambes le revers de la montagne, afin de faire leur retraite par la route de Jaen; nous fîmes bon nombre de prisonniers dans cet instant, mais l'escarpement de ces montagnes, coupées d'ailleurs en tous sens par des ravins plus ou moins profonds, ne nous permit pas

(1) *Croix d'Heuchin* (Ernest-Charles-Eugène, comte de), né à Paris le 27 août 1803, † 13 mars 1874, élève de l'École spéciale militaire en 1819, sous-lieutenant au 4e régiment de chasseurs en 1821, mis à l'ordre du jour de l'armée d'Espagne et décoré de la Légion d'honneur, accompagna en 1826 le duc de Raguse au sacre de l'empereur de Russie; démissionnaire en 1832, sénateur de l'Empire le 26 janvier 1852.

de pousser plus loin nos avantages; si nous avions été en plaine, il ne se serait pas, après cette charge vigoureuse, sauvé un seul homme de l'infanterie ennemie, d'autant plus qu'elle était abandonnée de sa cavalerie, qui ne donna pas du tout dans cette bataille.

Après avoir ainsi débusqué les troupes de Ballesteros des positions qu'elles occupaient vis-à-vis de nous, je fus forcé, pour me mettre à leur poursuite, de faire un mouvement par ma droite, afin de descendre sur la route de Jaen, mais cette route n'était autre chose qu'un torrent à sec, si étroit et si tortueux que nous n'y pouvions marcher que par deux, et sans trouver d'emplacement pour nous former en pelotons; aussi quelques hommes d'infanterie espagnole, qui s'étaient ralliés, nous y arrêtèrent par un feu très vif et presque à bout portant sur la tête de ma colonne (1); étant privés de notre infanterie, nous nous trouvâmes entassés dans ce misérable sentier, sans avancer ni reculer, mais au même instant, les généraux Bonnemains et Loverdo, qui poussaient vigoureusement devant eux les troupes de Ballesteros qui leur étaient opposées, débouchèrent sur ma droite, et je me trouvai ainsi libre de mes mouvements; ces deux généraux ayant fait, peu de moments après, leur jonction avec l'infanterie du général Pelleport, à la tête de laquelle marchait le comte Molitor, ces troupes réunies s'élancèrent sur les masses d'infanterie espagnole qui essayaient de se rallier de position en position et les poursuivirent si vivement, malgré l'escarpement de ces montagnes, que l'ennemi ne put tenir sur aucun point, ni reformer une ligne de bataille; sa déroute devint

(1) M. de Vernège, capitaine à l'état-major général de notre corps d'armée, et qui, après m'avoir apporté un ordre du comte Molitor, était constamment resté près de moi, fut grièvement blessé dans cet instant d'une balle dans le corps : je voulais l'envoyer, par quelques chasseurs, à l'ambulance, mais ce brave jeune homme ne voulut pas me quitter que la bataille ne fût totalement finie : il mourut quelque temps après à Grenade des suites de cette blessure; il était fils d'un de mes anciens amis.

Combarel de Vernège (Clarles-Marie-Louis-Paul), né à Chartres le 15 octobre 1792, † Grenade 30 septembre 1823, brigadier dans la garde nationale à cheval de Paris le 10 avril 1814, maréchal des logis à la compagnie des gendarmes du Roi avec le grade de capitaine le 6 juillet 1814.

complète et les crêtes de ces hauteurs étaient couvertes de fuyards.

Quant à ma cavalerie, elle se trouvait, à cette fin de journée, annulée par les difficultés insurmontables du terrain, qui nous rendaient simples spectateurs des succès de notre infanterie, marchant toujours en avant au pas de course.

La nuit seule mit fin à la poursuite et permit à Ballesteros de se retirer dans le plus grand désordre sur Cambil avec les débris de son infanterie; sa cavalerie avait depuis longtemps effectué sa retraite.

Les résultats de cette belle affaire, où les savantes dispositions du général Molitor furent si brillamment exécutées par les généraux et les troupes de son corps d'armée, eurent la plus grande influence sur le succès définitif de la campagne, et pour traiter sans interruption ce sujet, je dirai tout de suite que Ballesteros, consterné des pertes énormes qu'il avait faites, et de l'audace qu'avaient déployée les troupes du 2e corps, en lui enlevant si rapidement des positions que, la veille encore, il regardait comme inabordables, reconnut qu'il ne pouvait plus soutenir la lutte. Il envoya donc, dès le lendemain 29 juillet, un officier en parlementaire au comte Molitor pour lui demander une capitulation; cet officier nous rejoignit à Iznallos, où le quartier général du corps d'armée resta pendant les trois jours qui suivirent la bataille. Les conditions du traité furent bientôt réglées, et il fut définitivement signé, le 4 août, à Grenade, où, dès le 1er, le général en chef avait établi son quartier général. D'après cette capitulation, Ballesteros reconnaissait l'autorité de la régence établie à Madrid pendant l'absence du Roi, et s'engageait à la faire reconnaître par les généraux de son armée et les commandants des places dans l'étendue de son gouvernement; il promettait, en outre, d'établir ses troupes dans les cantonnements qui lui seraient assignés par le comte Molitor.

Ainsi l'armée française, occupée au siège de Cadix et que le duc d'Augoulême, venant de Madrid, rejoignait à cette époque, n'avait plus à craindre d'être troublée dans cette importante opération, ses flancs et ses derrières se trouvant

parfaitement assurés par la soumission des troupes de Ballesteros; ce fut le premier événement décisif qui nous fit entrevoir prochainement le terme de cette brillante campagne. Du reste, le général espagnol entra si franchement dans la nouvelle direction qu'il venait de prendre, qu'il écrivit à S. A. R. le duc d'Angoulême pour obtenir d'être employé avec ses troupes à coopérer à la délivrance du roi Ferdinand VII.

Le comte Molitor fit son entrée dans Grenade le 1er août à la tête de son corps d'armée; tous les officiers généraux et les états-majors y furent logés, ainsi qu'une bonne partie de nos troupes; je m'établis dans la maison du marquis de Lugros, un des riches propriétaires de ce pays, et ma cavalerie fut cantonnée dans de bons villages aux portes de Grenade, dans cette plaine si fertile nommée la Vega de Grenada; il fut alors loisible aux troupes du 2e corps d'armée de prendre un peu de repos. On conçoit le besoin que nous en avions après une campagne aussi active et dans une saison où des chaleurs africaines brûlent les provinces que nous venions de parcourir à marches forcées; la plus grande partie du mois d'août fut donc laissée aux régiments de toutes armes pour reposer les hommes et les chevaux, qui alors ne manquèrent plus de rien, et les mettre en état de recommencer, s'il était nécessaire, de nouvelles expéditions de guerre; c'est ce qui ne tarda pas à arriver, du moins pour une bonne partie de notre corps d'armée.

Un plus long séjour dans les cantonnements nous aurait sans doute été utile, mais une division de troupes constitutionnelles établie à Malaga sous les ordres du général Zayas, et dont Riégo (1) vint de Cadix prendre le commandement, donnait encore quelques inquiétudes au comte Molitor; elle était forte de 5,000 à 6,000 hommes d'assez bonnes troupes; il résolut de la faire attaquer par deux colonnes agissant séparément, aux ordres des généraux Bonnemains et Loverdo; le premier marcha sur Malaga par Alméria, tandis que le

(1) Général très exalté dans les principes libéraux et l'un des plus ardents promoteurs de la révolution qui avait éclaté en Espagne en 1820.

dernier se dirigeait par la grande route de Grenade à Malaga, qui traverse les villes de Santa-Fé et d'Antequera; le général Loverdo me demanda au général en chef pour commander son avant-garde; on me consulta pour savoir si cela me convenait, tout en étant bien sûr de ma réponse, qui ne pouvait être qu'affirmative. Les troupes sous mes ordres pour cette expédition se composaient du 20e régiment de chasseurs, du 10e régiment de dragons, commandé par son colonel le baron Villate, et de deux bataillons d'infanterie.

J'eus le chagrin, avant de quitter Grenade, d'y voir mourir le comte de Sourdis, colonel du 20e régiment de chasseurs et qui n'avait pas quitté ma brigade depuis notre entrée en Espagne; son lieutenant-colonel (M. Tessier de Marouse) fut nommé colonel de ce régiment, par suite des avancements accordés à notre corps d'armée après la victoire de Campillo; je reçus à la même époque ma nomination de grand officier de la Légion d'honneur, et le comte Molitor, en me la remettant, me donna à entendre que les grâces du prince à mon égard ne se borneraient pas là. Mes aides de camp et officiers d'ordonnance obtinrent également des récompenses, ainsi que beaucoup d'officiers qui avaient combattu sous mes ordres à Campillo et que, par suite de leur bonne conduite dans cette bataille, j'avais désignés comme dignes d'avancement.

L'expédition de Malaga se mit en marche le 30 août; j'établis mon avant-garde le même jour à Lachar, le 31 à Loja, et le 1er septembre en avant d'Antequera, grande ville où le général Loverdo logea avec son infanterie et son artillerie; nous y apprîmes que Riégo était encore à Malaga (neuf lieues de distance), et qu'il employait les mesures les plus violentes pour se procurer des troupes et de l'argent.

En conséquence le général Loverdo me fit partir dans la nuit du 2 au 3 septembre pour aller camper avec l'avant-garde à la Venta de Linarès où, si je ne trouvais pas l'ennemi, je devais prendre position et passer la nuit du 3, pour marcher ensuite sur Malaga le 4 de grand matin; lui-même devait suivre cette direction avec son infanterie et son artillerie, à quelques heures en arrière de moi.

Je ne trouvai pas de postes ennemis à la Venta de Linarès, mais le propriétaire de ce mauvais cabaret m'assura que Riégo était encore dans Malaga et qu'on disait, dans le pays, qu'il nous attendait pour nous livrer bataille; c'était tout ce que nous demandions, et quand je communiquai ce renseignement aux troupes que j'avais avec moi, il répandit la joie dans les bivouacs, et on pouvait de fort loin entendre nos cavaliers et nos fantassins rire et chanter pendant toute cette belle nuit d'été.

Le 4, à trois heures du matin, nous étions en route, et à sept heures j'arrivais devant Malaga, sans avoir rencontré âme qui vive à qui je pusse demander ce qui s'y passait; on était cependant dans le moment des vendanges, et nous approchions de la ville en traversant les plus beaux vignobles qu'il soit possible de voir, mais d'après l'habitude que j'avais du peuple espagnol, il était clair pour moi que, puisque les autorités et les notables de la ville n'étaient par sortis de Malaga pour venir au-devant de nous, c'est que l'ennemi y était encore; je faisais donc mes dispositions pour tourner la ville et attaquer les troupes qui s'y trouvaient, lorsqu'un officier espagnol, précédé d'un trompette, se présenta en parlementaire devant moi, et m'apprit tout d'abord que Riégo, avec la plus grande partie de ses troupes, était parti la veille au soir, ne laissant dans Malaga qu'une arrière-garde sous les ordres du général Porras pour y maintenir l'ordre; c'était donc ce dernier qui envoyait vers moi pour me proposer une convention, d'après laquelle il me remettrait la ville sans coup férir, en même temps qu'il se retirerait avec ses troupes sur Velez-Malaga (direction que Riégo avait prise).

Je rejetai bien loin ces propositions, et je chargeai le parlementaire de faire connaître à son général qu'il n'obtiendrait d'autre condition que de se rendre prisonnier de guerre avec toutes les troupes sous ses ordres; je prévins en outre cet officier que, si dans un quart d'heure je ne recevais pas une réponse satisfaisante, je commencerais l'attaque.

Pendant que le général Porras se consultait sur ce qu'il avait à faire d'après ma réponse, j'appris, par un habitant,

que le régiment de cavalerie espagnole dit les dragons du Roi sortait de Malaga au même instant en prenant la route de Velez-Malaga; j'ordonnai aussitôt au colonel Tessier de Marouse de marcher lestement à la poursuite de ce régiment avec le 20e de chasseurs et de charger vigoureusement tout ce qui, à son approche, ne mettrait pas bas les armes : je fis en même temps prévenir le général Porras que j'entrais en ville avec les troupes sous mes ordres et que j'y traiterais en ennemi tout militaire espagnol que j'y rencontrerais en armes; mais ce général arriva bientôt lui-même au-devant de moi pour m'annoncer qu'il se rendait prisonnier de guerre avec tout son monde. Je lui fis signer une capitulation, et je m'empressai de faire occuper par un bataillon d'infanterie le fort de Malaga que Riégo avait armé, le port et les points militaires importants; je me dirigeai ensuite avec quelque infanterie et le 10e régiment de dragons sur la grande place de Malaga, où un bataillon espagnol mit bas les armes à notre approche et nous livra deux pièces de canon attelées qu'il conduisait avec lui, ainsi que leurs caissons.

Dans le même moment, quelques coups de feu se firent entendre dans la direction de la route de Culmenar, et j'envoyai un escadron de dragons reconnaître ce qui se passait sur ce point; au bout d'une demi-heure cet escadron me ramena prisonnier un fort beau détachement d'artillerie légère espagnole, fort de plus de 100 hommes bien montés, qui, n'ayant pas voulu mettre bas les armes, cherchait à sortir de la ville pour rejoindre la division de Riégo. Cette artillerie avait en tête ses officiers; c'était la plus belle troupe que j'eusse jamais vue en Espagne.

Pendant que nous obtenions ces brillants résultats dans l'intérieur de la ville, le 20e régiment de chasseurs n'était pas moins heureux sur la route de Velez-Malaga, et quoique le régiment de *los dragones del Re*, à la poursuite duquel je l'avais lancé, fît sa retraite avec une grande précipitation, il ne put éviter d'être joint par notre cavalerie légère près d'Izmate, où le colonel Tessier de Marouse le fit charger avec beaucoup de résolution; mais la cavalerie espagnole, au lieu de croiser

le sabre avec nos chasseurs, mit pied à terre et se rendit, excepté quelques hommes des mieux montés qui s'enfuirent à toute bride à Velez-Malaga et qu'on ne put atteindre; le colonel Tessier ramena prisonniers à Malaga : un colonel, un lieutenant-colonel, un chef d'escadrons, seize officiers et cent quarante hommes montés.

Par suite de la capitulation du général Porras, une grande quantité de canons, de mortiers, de munitions de guerre et d'effets militaires, ces derniers appartenant à l'armée de Riégo, tombèrent en notre pouvoir, et je m'empressai d'en faire prendre possession par des officiers d'infanterie et de cavalerie, afin de mettre de l'ordre dans cette riche capture et d'en assurer les ressources à l'armée française : un grand nombre d'officiers sans troupes qui se trouvaient à Malaga à la disposition de Riégo, et qui avaient négligé d'en partir avec lui, furent fait prisonniers, et je les fis surveiller avec soin.

Pendant que je donnais des ordres à cet égard et que je m'occupais avec beaucoup d'activité de tous ces détails, si importants à régler dans une grande ville port de mer, le le général Loverdo arriva avec son infanterie et son artillerie; il approuva vivement tout ce que j'avais fait. Peu d'instants après, le général royaliste espagnol don Juan Caro (1) arrivait avec une troupe assez nombreuse venant de la *Serrania de Ronda*, position où il commandait depuis quelque temps dans le but d'éclairer le flanc gauche et les derrières de l'armée qui faisait le siège de Cadix.

Nous ignorions où Riégo se dirigerait après avoir quitté Velez-Malaga, il fallait envoyer des reconnaissances sur divers points pour en avoir des nouvelles, et je destinai à ce service quelques chefs de guérillas royalistes qui s'étaient rendus à nous, quand ils avaient vu que nous marchions sur Malaga (et que le général Loverdo avait mis sous mes ordres); mais ils me furent de peu d'utilité; ces partisans pensaient plus à gagner de l'argent et à satisfaire des haines particu-

(1) Frère du célèbre marquis de la Romana.

lières qu'à faire la guerre dans l'intérêt de leur Roi; plusieurs étaient de simples paysans qui ne savaient même ni lire ni écrire, et l'un d'eux, malgré le peu d'illustration de son origine, voulant singer nos anciens preux, ne signait les lettres et les ordres qu'il dictait à son secrétaire qu'avec l'empreinte du pommeau de son épée.

La journée du 5 septembre me fut laissée pour faire reposer l'avant-garde, qui, depuis notre départ d'Antequera, avait fait un service fort actif et éprouvé de grandes fatigues; les chevaux de la cavalerie étaient sur les dents et déferrés. Malaga est un des points les plus brûlants du climat de l'Espagne, et je me rappelle à ce sujet que près de Velez-Malaga je vis, pour la première et probablement pour la dernière fois de ma vie, de belles et nombreuses plantations de canne à sucre avec lesquelles, au reste, ces barbares d'Espagnols fabriquaient du sucre détestable, de même qu'avec les plus belles olives de l'univers ils ne font que de mauvaise huile, la plus puante qui se puisse imaginer et qu'ils mangent comme excellente.

Les renseignements du pays, non plus que les rapports de nos reconnaissances, ne nous éclairèrent ni sur la direction ni sur les projets de Riégo; nous pensions qu'il voulait se porter sur Carthagène, où le général révolutionnaire Torrijos avait réuni quelques troupes et, en montrant beaucoup d'exaltation, annonçait qu'il ne se soumettrait pas; la forte division de Riégo, réunie à la sienne, pouvait former un corps d'armée qui, appuyé à une place forte comme Carthagène, nous aurait occasionné de longues tracasseries; mais pour arriver sur ce point, Riégo devait rencontrer la colonne du général Bonnemains, qui l'aurait certainement battu; il n'en était pas moins essentiel pour nous de le suivre, afin, dans ce dernier cas, de le prendre entre deux feux et de lui couper toute retraite. Je me rendis donc dans ce but, le 6 septembre, à Velez-Malaga avec deux bataillons du 29e d'infanterie, le 20e régiment de chasseurs et le 10e régiment de dragons, mais je ne pus rien savoir de positif sur les mouvements, et nous restâmes deux jours dans cette incertitude qui désolait le général Loverdo,

resté avec son infanterie et son artillerie à Malaga; il avait à y réorganiser l'administration de cette riche province que, suivant le système des révolutionnaires, Riégo venait de bouleverser. Le général Loverdo attendait donc, pour se mettre à sa poursuite, que nous eussions acquis des données certaines sur la marche du général espagnol; d'ailleurs il ne pouvait engager dans les montagnes ni son artillerie ni les convois de prisonniers et de malades.

Enfin, après avoir recueilli bien des renseignements qui se démentaient les uns les autres, j'appris, le 8 au matin, que Riégo se dirigeait sur Fornes, ce qui pouvait faire supposer qu'il marcherait sur Alhama et Loja, pour ensuite se jeter sur les cantonnements de Ballesteros, dont la ligne s'étendait de Lucena à Ubeda. Je me hâtai de faire partir le 20e régiment de chasseurs pour Alhama, afin d'éclairer cette direction et de tomber sur la colonne de Riégo, si effectivement elle avait pris cette route, et je transmis en même temps cette nouvelle au général Loverdo, en lui mandant que je me mettrais moi-même en marche avec le reste de l'avant-garde dans quelques heures, pour arriver à Alhama dans la nuit, à moins qu'un nouveau renseignement ne contrariât celui que je lui envoyais et que je regardais comme exact.

Effectivement, ce mouvement de Riégo me fut confirmé dans la journée, et je partis aussitôt avec l'infanterie et les dragons pour me porter sur Alhama, mais nous nous trouvâmes à la nuit noire dans des chemins si effroyables que c'eût été compromettre inutilement toute ma colonne et risquer même de la disperser et de la perdre que de continuer notre marche; je donnai donc quatre heures de repos à ma troupe à la Puebla de Alcancin, et là, un officier du 4e régiment de chasseurs, envoyé au-devant de nous par le comte Molitor, m'en remit une lettre par laquelle il me confirmait l'avis que Riégo se dirigeait rapidement sur les cantonnements occupés par l'armée de Ballesteros, en passant le Génil entre Montefrio et Illora.

Par cette même lettre, le général en chef me donnait l'ordre de me porter à marches forcées sur Riégo afin de le détruire,

conjointement avec les généraux Buchet (1) et Saporta (2), dirigés dans ce but de Grenade sur Alhama.

J'expédiai aussitôt ces nouvelles au général Loverdo, afin qu'il prît le parti qui lui paraissait le plus convenable dans ces circonstances, en le prévenant que le 9 de grand matin je serais dans cette dernière ville, et j'y envoyai aussi un exprès au colonel Tessier de Marouse, pour lui prescrire de se mettre sur-le-champ à la poursuite de Riégo et de le charger vigoureusement partout où il pourrait le joindre; je le prévenais en même temps que je m'avançais rapidement pour le soutenir, s'il en était besoin.

J'étais effectivement le 9, à huit heures du matin, à Alhama. d'où je comptais suivre la même direction que le 20e régiment de chasseurs, qui avait marché sur Montefrio, lorsque je reçus un nouvel ordre du comte Molitor de me rendre le jour même avec toutes les troupes sous mes ordres à la *Venta de Huelma* et le lendemain à Grenade, ce qui me donna à penser que le général en chef voulait réunir, autant que possible, une forte division pour couvrir cette dernière ville, dans le cas où Riégo, réuni aux troupes de Ballesteros, viendrait l'y attaquer. Je dépêchai donc un exprès au colonel du 20e de chasseurs pour le prévenir du nouveau mouvement que j'avais ordre de faire et lui enjoindre de se réunir à moi dans la nuit même à la Venta de Huelma, afin que ma colonne pût arriver le lendemain tout entière à Grenade.

Mais sur ces entrefaites, le colonel Tessier de Marouse avait exécuté mon premier ordre; il avait joint la troupe de Riégo à Montefrio, et, quoique le terrain fût désavantageux à la cavalerie, il l'avait attaquée très vigoureusement après avoir

(1) *Buchet* (François-Louis-Julien), né à Ermé (Mayenne) 16 avril 1777, † 3 octobre 1868, novice dans la marine le 9 octobre 1797, sous-lieutenant en 1801, colonel du 6e de ligne le 13 septembre 1813, maréchal de camp le 22 juin 1823, lieutenant général le 31 décembre 1835, cadre de réserve le 17 avril 1845; s'est distingué à l'affaire de Lorca le 13 juillet 1823.

(2) *De Saporta* (Charles-Auguste), né à Goult (Vaucluse) le 19 mars 1873, sous-lieutenant dans Royal-deux-Ponts le 20 avril 1789, émigré; colonel d'état-major le 18 mars 1815, colonel du 1er régiment de ligne le 17 novembre 1820, maréchal de camp le 11 août 1823; disponible le 22 mars 1831; retraité le 3 janvier 1841.

surpris son avant-garde, en avait sabré une partie et fait des prisonniers; cependant l'ennemi, qui avait dans Montefrio environ 3,000 hommes, tant infanterie que cavalerie, s'apercevant qu'il n'avait affaire qu'à une faible reconnaissance de troupes légères, fit sortir du village des forces assez imposantes, et le 20ᵉ régiment dut se retirer un peu en arrière pour prendre une position plus favorable à la cavalerie; les Espagnols l'ayant suivi, le colonel Tessier saisit l'occasion de faire une fort belle charge sur l'infanterie et la cavalerie ennemies, qui furent culbutées et rejetées dans le plus grand désordre dans Montefrio, en laissant plusieurs morts sur le champ de bataille; ils emmenèrent en outre un bon nombre de blessés, et nous leur prîmes quinze hommes et autant de chevaux; de notre côté nous eûmes quelques blessés, dont trois officiers (1).

Après cette belle charge, le 20ᵉ régiment de chasseurs établit son bivouac près de Montefrio et poussa sa grand'garde et ses vedettes jusqu'aux portes de cet endroit, que l'ennemi évacua dans la nuit; le colonel Tessier y entra le 10 au point du jour, et il se mettait à la poursuite de Riégo quand il reçut le dernier ordre que je lui avais adressé la veille; il se rendit alors à la *Venta de Huelma*, d'où j'étais parti le matin même, et le 11, il me rejoignit à Grenade. Cette affaire fut fort honorable pour lui et pour son régiment, et elle fut très utile, en ce sens qu'elle augmenta beaucoup la désertion qui commençait à se manifester dans la petite division de Riégo depuis son départ de Velez-Malaga.

J'anticiperai sur l'ordre des événements pour en finir tout de suite avec le général révolutionnaire; il arriva le 10 au

(1) MM. de la Moussaye, capitaine; de Lusignan, lieutenant; de Montigny, sous-lieutenant.

De Montigny (Théodore-Louis-Aubin), né à Coudray (Loir-et-Cher), entré au service le 8 janvier 1806, gendarme d'ordonnance le 10 décembre 1806, sous-lieutenant au 9ᵉ régiment de hussards le 14 mars 1811, capitaine le 8 janvier 1814, chevalier de Saint-Louis le 21 août 1823, chef d'escadron au 9ᵉ cuirassiers le 30 avril 1831; retraité le 29 avril 1837.

Lusignan (Couhé de) (René-Louis-Pierre), né à Blois, mousquetaire de la 2ᵉ compagnie le 22 juillet 1814, capitaine le 17 mars 1825.

La Moussaye (Amaury-Eugène), né à Saint-Malo, † 31 décembre 1850; élève de Saint-Cyr en 1809, sous-lieutenant au 9ᵉ hussards le 8 février 1812, capitaine le 26 février 1823; retraité le 17 août 1839.

matin dans les cantonnements qu'occupait l'armée de Ballesteros, et il espérait entraîner ce général et ses troupes à se joindre à lui et à marcher ensuite, tous deux réunis, soit contre le général Molitor, qui occupait Grenade avec peu de monde, soit contre l'armée qui assiégeait Cadix; mais Ballesteros, fidèle aux engagements qu'il avait pris avec nous, s'opposa fermement aux séductions de Riégo, et se mettant lui-même, le 10 septembre au matin, à la tête d'un régiment d'infanterie légère, il engagea contre les soldats de Riégo une affaire de tirailleurs; cependant, après avoir échangé quelques coups de fusil, la paix ayant été faite entre eux, Ballesteros reçut amicalement Riégo à son quartier général de Priégo, et dans un conseil de guerre où assistaient les généraux de leurs deux corps d'armée, ils discutèrent ce qu'il convenait de faire dans les circonstances où ils se trouvaient; Riégo représenta vivement la position avantageuse où la réunion de leurs deux corps les plaçait vis-à-vis de l'armée française, qui était, en ce moment même, totalement disséminée (et cela était vrai), qu'ils pouvaient donc, précisément quand les Français se croyaient vainqueurs et maîtres de l'Espagne, changer tout à coup la face des affaires et délivrer leur patrie du joug de l'étranger; il fit sonner bien haut la gloire qui en rejaillirait sur Ballesteros, auquel il offrait le commandement en chef des deux corps, en lui faisant observer en même temps qu'il ne pouvait pas se croire enchaîné par la convention qu'il avait signée avec le comte Molitor, puisque cette convention ayant été conclue sans la participation du gouvernement national siégeant à Cadix et qui avait refusé de la reconnaître, elle se trouvait annulée par ce seul fait.

Mais à toutes ces raisons, qui étaient vraiment spécieuses, Ballesteros répondit toujours sans hésitation que son honneur était engagé à tenir la convention qu'il avait signée avec l'armée française et les promesses qu'il avait faites au comte Molitor, et qu'ainsi il mourrait plutôt que d'y manquer.

A cette déclaration faite en termes si positifs, Riégo ne répliqua rien, mais, sortant un moment, il revint bientôt après avec un bataillon de ses troupes les plus dévouées, et

ayant désarmé la garde qui se trouvait à la porte du logis de Ballesteros, il s'empara de la personne de ce dernier et de tout son état-major en leur déclarant qu'ils étaient ses prisonniers et qu'il allait les envoyer dans un château fort; il prenait des mesures en conséquence, lorsque les troupes de Ballesteros, qui étaient campées et cantonnées aux environs de Priégo, ayant eu promptement connaissance de ce qui venait de s'y passer, accoururent en masse pour délivrer leur général, auquel Riégo (reconnaissant alors qu'il n'était pas le plus fort) s'empressa de rendre toute liberté; il se trouvait d'ailleurs forcé de se remettre précipitamment en route (le 11 septembre au matin), avec le peu de monde qui lui restait, car il venait d'apprendre qu'une forte colonne de troupes françaises s'avançait à marches forcées pour l'attaquer; effectivement le général Bonnemains, qui commandait cette division, put l'atteindre le 13 dans la ville de Jaen et, après une affaire très vive, il l'en débusqua et lui fit éprouver une grande perte.

Riégo se dirigea alors (1) sur Ubeda, où étaient établies les troupes espagnoles aux ordres du général Carondelet (c'était la cavalerie de l'armée de Ballesteros), dans l'espoir d'y recevoir un meilleur accueil et d'y mieux réussir dans ses tentatives qu'à Priégo; mais dans sa marche de Jaen sur Ubeda et près de cette dernière ville, il fut atteint à Jodar et détruit entièrement par le régiment de chasseurs de la garde royale; les charges vigoureuses de ce brave régiment, conduit par son digne colonel, le comte d'Argout, anéantirent les restes de la petite armée de Riégo, et celui-ci se sauva, accompagné seulement de quatre ou cinq officiers, et se réfugia dans la montagne d'Arquillos (faisant partie de la chaîne de montagnes dite la Sierra Morena); mais il fut promptement arrêté par les paysans et conduit prisonnier à Andujar, où il fut remis aux troupes françaises. La régence royaliste, établie à Madrid, le réclama comme étant prisonnier des Espagnols; cette prétention était fondée en droit, et l'infortuné général fut

(1) Les détails ci-dessus, relatifs à ce qui s'est passé à Priégo le 10 septembre et dans la nuit du 11, sont extraits du rapport officiel fait par Ballesteros sur ces mêmes événements.

transféré à Madrid, où, après avoir été jugé par la deuxième chambre des alcades, il fut condamné à être pendu.

Le 7 novembre (je me trouvais à cette époque à Madrid), on le traîna sur la claie au lieu du supplice (la place de la Cebada); sa longue détention et les souffrances physiques et morales qu'il avait éprouvées depuis deux mois avaient épuisé ses forces et son courage, et il était à demi mort quand il arriva au pied de l'échafaud; on l'accrocha à une potence d'une élévation démesurée, aux acclamations de joie d'une populace innombrable (qui, un an auparavant, le portait en triomphe) : son corps fut recueilli et enterré par les soins d'une confrérie religieuse.

Je reprends à présent le cours des événements.

Je rentrai à Grenade le 11 septembre; cette course rapide sur Malaga n'avait duré qu'environ quinze jours, mais les fatigues de toute espèce que j'avais éprouvées pendant ce temps étaient plus que n'en pouvait supporter ma pauvre santé, surtout à la suite d'une campagne aussi rude que celle qui s'était terminée à Campillo de Arenas; déjà, en approchant de Grenade, je m'étais trouvé tout à fait mal sur la grand'-route et je n'avais attribué cet accident qu'à l'excessive chaleur et aux tracasseries que je venais d'essuyer pendant la dernière partie de cette expédition; mais le lendemain de mon arrivée, je fus forcé de me mettre au lit; cependant je n'eus besoin pour cette première indisposition que d'un repos de quelques jours pour me retrouver à peu près bien.

M. de Saint-Priest (1), aide de camp du duc d'Angoulême, arriva sur ces entrefaites auprès du général Molitor; je pense qu'il était chargé d'examiner la situation de notre corps d'armée et d'en causer à fond avec le général en chef; ce der-

(1) *Saint-Priest* (Emmanuel-Louis-Marie Guignard, vicomte de), né à Paris le 6 décembre 1789, † le 27 octobre 1881 ; suivit sa famille en Russie à l'émigration ; sous-officier aux chasseurs de la garde russe à Austerlitz, colonel en 1814; fait prisonnier par les Français, les Cosaques interceptèrent l'ordre de le fusiller envoyé par Napoléon; maréchal de camp en 1815, gentilhomme d'honneur et menin du duc d'Angoulême, lieutenant général en 1823, ambassadeur à Berlin en 1827, à Madrid en 1828, donna sa démission en 1830; grand d'Espagne et duc d'Almazan; emprisonné à Montbrison à la suite du mouvement royaliste de 1832.

nier nous prévint officiellement de l'arrivée de cet aide de camp du prince généralissime, en nous invitant en même temps à lui rendre visite; j'étais encore assez souffrant, cependant j'allai chez lui comme les autres généraux du corps d'armée; je ne le connaissais pas intimement, et notre conversation fut insignifiante, mais j'appris ensuite (par le lieutenant général vicomte Pelleport) que le général Molitor lui avait vivement parlé des services essentiels que j'avais rendus pendant la durée de cette campagne, et notamment à Campillo de Arenas et à Malaga, et qu'il lui avait répété plusieurs fois que, si le prince n'avait pas à me donner le commandement d'une brigade de cavalerie dans la garde royale, il fallait qu'il me nommât lieutenant général, parce qu'il était impossible qu'on me laissât sans avancement.

Le général Loverdo, qui était resté à Malaga dans l'embarras de son artillerie, des prisonniers, de nos malades et de la réorganisation administrative de cette riche province, arriva à Grenade peu de jours après moi; il avait été forcé de suivre pour son retour le même chemin que nous avions pris en partant, car c'est la seule route charretière entre cette ville et Malaga. Une fois rentré à Grenade, je n'étais plus sous ses ordres, mais il ne m'en témoigna pas moins vivement toute sa satisfaction sur ma manière de servir comme général d'avant-garde et sur l'utilité dont je lui avais été dans cette expédition, et je sus qu'il en avait parlé dans le même sens au comte Molitor; je me trouvais donc sur un fort bon pied dans notre corps d'armée, et tout le monde m'y faisait bonne mine, mais je jouis peu de ces succès et je tombai malade pour la seconde fois, et très sérieusement; c'était une violente inflammation du foie, suite des fatigues de la campagne, des fortes chaleurs et du genre de vie si échauffant que j'avais mené depuis six mois, et notamment dans notre course à Malaga. Le médecin en chef de notre corps d'armée voulut me faire l'honneur de me traiter, mais il me semblait qu'il me tuait et qu'il prenait ma maladie tout à rebours; je répugnais donc à ses ordonnances; il s'en aperçut, ce qui lui donna de l'humeur, et ayant trouvé un matin sur ma table de

nuit les drogues qu'il avait prescrites pour la nuit, il s'emporta vivement et voulut me parler comme à ses malades d'hôpital, mais je l'envoyai promener très lestement et je ne le revis plus; mon hôte, le marquis de Lugros, me conseilla de prendre un médecin du pays, qui serait sans doute mieux que nos médecins français au fait de ma maladie, à laquelle l'influence du climat avait pu contribuer, et il fit appeler le meilleur médecin de Grenade; je suivis ses conseils, j'avalai exactement ses potions, je m'en trouvais bien et je commençais à entrer en convalescence, quand je reçus par la poste du grand quartier général un remède qui me fit plus de bien que toutes les ordonnances de la Faculté; c'était une ordonnance du prince généralissime, par laquelle j'étais nommé au commandement de la brigade de cavalerie de la garde royale qui avait fait la campagne d'Espagne sous les ordres du général vicomte Foissac-Latour (1); j'ambitionnais cette position depuis longtemps, elle me convenait sous tous les rapports, et je ressentis un vif plaisir d'y être arrivé par les champs de bataille.

Malgré le bien que j'en éprouvai, la maladie très grave à laquelle je venais d'échapper me laissa longtemps faible et languissant; heureusement, il n'y avait plus d'opérations militaires à entreprendre; la ville de Cadix et l'assemblée révolutionnaire dite les *Cortès*, qui y avait conduit son roi prisonnier, venaient de se soumettre (le 1er octobre) et de rendre à S. M. Ferdinand VII et à la famille royale leur entière liberté: ce prince vint aussitôt à Puerto-Santa-Maria rejoindre le duc d'Angoulême, et la campagne se trouvant ainsi terminée, le prince généralissime partit pour retourner à Paris, après avoir cependant organisé l'armée qui devait occuper en Espagne les positions militaires importantes jusqu'à ce que l'ordre y fût complètement rétabli.

(1) *Foissac-Latour* (Antoine-Henri-Armand-Jules-Élisabeth, vicomte), né à Molsheim le 3 février 1782, † 25 mars 1855, cavalier au 21e régiment de chasseurs le 16 novembre 1795, sous-lieutenant au 9e régiment de hussards le 9 février 1796, colonel du 16e régiment de chasseurs le 26 février 1813, général de brigade dans les gardes du corps du Roi, compagnie de Raguse, le 2 juin 1814, commandant l'École de Saumur le 25 février 1818, lieutenant général le 8 août 1823; retraité le 11 juin 1832.

Toutes les troupes de la garde royale rentraient en France; je n'avais plus de commandement dans le 2e corps, qui d'ailleurs allait être dissous; ainsi donc, aussitôt que mes forces me le permirent, je pris congé du général Molitor et des régiments qui avaient si brillamment servi avec moi à l'avant-garde (1), et je partis de Grenade pour m'acheminer à petites journées vers le beau pays de France, en suivant la route de cette ville à Madrid. Je passai par Alcala la Réal (2) et *Mengibar*, et après avoir traversé le Guadalquivir, au bac, près de ce dernier endroit, je rejoignis à Baylen la grand'route de Séville et de Cadix à Madrid, et je me rendis dans cette capitale de l'Espagne par la Caroline, la Sierra Morena et la province de la Manche.

J'étais dans une bonne voiture, bien fermée et bien douce, que j'avais achetée à Grenade, attelée de quatre forts chevaux conduits par mon cocher; je m'étais pourvu de vivres et de provisions de toute espèce, et mes deux aides de camp ou officiers d'ordonnance m'accompagnaient et allaient d'avance tour à tour faire préparer nos logements dans les lieux d'étapes; aussi je fis ma route commodément, et les forces me revinrent assez pendant ce voyage pour que je ne voulusse m'arrêter à Madrid que le temps nécessaire pour présenter mes devoirs respectueux au duc d'Angoulême, qui y passait au même moment : Son Altesse Royale m'accueillit remarquablement bien.

Je partis en poste de Madrid pour Bayonne, et afin d'être mieux servi dans les postes, je m'arrangeai pour voyager en

(1) Des trois officiers qui avaient commandé mes régiments d'avant-garde dans cette campagne, le marquis de Castries, colonel du 4e de chasseurs, reçut le commandement du régiment de chasseurs de la garde. Le lieutenant-colonel Tessier de Marouse, commandant le 20e régiment de chasseurs, fut nommé colonel de ce même régiment : et le colonel Levasseur, commandant le 8e d'infanterie légère, fut promu au grade de maréchal de camp; ces officiers reçurent en outre de l'avancement dans la Légion d'honneur.

(2) J'appris en arrivant dans cette ville la nomination du général en chef comte Molitor au grade de maréchal de France; il fut en outre nommé pair : je m'empressai de lui écrire pour lui faire mon compliment sur cette double faveur, et j'en reçus promptement une réponse fort gracieuse.

même temps que le courrier de malle; je courus donc jour et nuit jusqu'à notre frontière, et la plupart du temps sans les deux hommes d'escorte qui m'avaient été accordés pour toute la route depuis Madrid; je trouvais fort douce cette sécurité avec laquelle nous parcourions l'Espagne, en me rappelant ce qui m'était arrivé douze ans avant sur la même route.

J'éprouvai aussi un vif plaisir en rentrant en France; cette campagne, qui, quelques mois auparavant, nous inspirait de si grandes inquiétudes, avait été glorieuse pour les armes françaises, heureuse pour moi et très courte; c'est ainsi qu'il me les fallait. J'avais été décoré de la plaque de grand officier de la Légion d'honneur et de celle de Saint-Ferdinand d'Espagne : de plus, j'avais obtenu, par mon entrée dans la garde comme officier général, une position militaire belle et avantageuse, ma charge de gentilhomme de la chambre m'en donnait une à la cour, honorable autant qu'agréable, et les appointements réunis de ces deux emplois, sans compter ou en comptant ma propre fortune, me fournissaient les moyens de me passer à Paris toutes les fantaisies d'un homme qui veut s'y amuser et y vivre très honorablement; il me semblait donc que je n'avais plus qu'à jouir de ce bon temps, en me reposant après vingt-trois ans d'un service très actif, dont quinze ans de guerres continuelles dans les différentes parties de l'Europe : dans ce but je louai un bel appartement que je meublai convenablement; je me fis faire une voiture élégante par le meilleur carrossier de Paris, je me procurai de beaux chevaux de selle et de carrosse et j'arrêtai ce qu'il me fallait de domestiques pour être bien servi, en me montrant difficile sur le choix, ce qui ne m'empêcha pas d'en changer souvent, car cette race est devenue la plus mauvaise de notre méchante espèce humaine.

Mon premier soin, comme c'était mon premier devoir, en arrivant à Paris, fut d'aller présenter mes respects en audience particulière au Roi, à Monsieur, et aux deux princesses. Partout je fus bien reçu, et la conversation fut très animée sur la campagne que nous venions de faire; la famille royale était dans l'ivresse de la joie des succès obtenus par le duc d'Angou-

lême et par l'armée française; les affaires de l'intérieur ne lui donnaient pas moins de satisfaction; il devenait à la mode en France d'être bon royaliste, et l'opposition libérale, républicaine ou bonapartiste était réduite alors à un si petit nombre d'individus, qu'elle ne donnait plus aucune crainte : la meilleure preuve que l'on pût avoir de sa nullité furent les élections pour la Chambre des députés qui eurent lieu au commencement de l'année 1824, et qui envoyèrent à la Chambre seulement une vingtaine de députés opposés au gouvernement. Les finances de l'État étaient parvenues, même après une campagne aussi coûteuse, à un degré de prospérité jusqu'alors inconnu en France; les fonds publics avaient pour la première fois atteint le pair; le gouvernement du Roi était obéi partout sans difficultés et sans observations; l'armée française, dans la guerre d'Espagne, venait de se rallier franchement au drapeau blanc, enfin la glorieuse campagne que nous venions de terminer avait replacé, parmi les puissances de l'Europe, la France au rang qu'elle doit occuper, et que les désastres de 1814 et de 1815 lui avaient fait perdre.

Il semblait donc à cette auguste famille éprouvée par tant de malheurs qu'elle n'avait plus rien à redouter des événements, et effectivement qui aurait pû croire que six ans après !... Mais je ne veux pas anticiper sur ces tristes circonstances; il sera bien temps d'en parler en l'année 1830.

1824

Je pris le 1er janvier de cette année mon service de bimestre, comme gentilhomme de la chambre, et je fus peu de temps après envoyé par le ministre de la guerre à Compiègne et à Cambrai, pour y inspecter, au moment de leur retour d'Espagne, les deux régiments de dragons et de chasseurs de la garde royale, qui formaient la brigade dont le commandement venait de m'être confié; je trouvai ces corps en bon état, et la campagne qu'ils venaient de faire avec tant de succès avait donné à nos jeunes gens une tournure plus martiale et aussi une assurance militaire que beaucoup d'entre eux, n'ayant point encore fait la guerre, n'avaient pas prise jusqu'alors; l'habillement et le harnachement avaient souffert des fatigues de la campagne, mais nous étions à cette époque en grande faveur, et les bureaux se montrèrent forts coulants pour accorder à ces deux régiments, d'après les demandes que j'établis à ce sujet, quelques remplacements anticipés qui les remirent dans le meilleur état sous ce double rapport.

Peu de temps après mon retour à Paris, le lieutenant général comte de Bourmont, qui était resté en Espagne pour y commander l'armée d'occupation, fut rappelé en France; on trouvait, je crois, à Madrid comme à Paris, qu'il s'occupait trop des affaires de la politique espagnole et pas assez de celles de l'armée française qui lui était confiée; le lieutenant général vicomte Digeon fut nommé pour aller le remplacer à Madrid, et il s'y rendit au mois d'avril; j'étais le plus ancien officier général de la division de cavalerie légère de la garde, et l'on

m'en donna le commandement par intérim. Cette nouvelle position augmenta encore l'aplomb que je me sentais à cette époque dans l'armée et à la cour; mais elle m'ôtait beaucoup de ma liberté, car il ne m'était plus possible de m'absenter de Paris que pour affaires de service militaire.

Dans le courant de l'été, je me rendis à Compiègne pour passer, comme tous les ans, la revue d'inspection générale des dragons de la garde; le régiment de chasseurs était alors de service à Paris, et je fus forcé d'en remettre l'inspection au mois de septembre, époque à laquelle ce régiment prit la garnison de Melun et le régiment de dragons celle de Fontainebleau.

J'eus l'honneur de présenter au Roi, le 24 août, jour de sa fête, les corps d'officiers des quatre régiments de la division. La vue de ce malheureux prince m'affecta péniblement; déjà accablé par la maladie à laquelle il succomba bientôt après, il voyait et entendait à peine; sa tête tombait sur ses genoux, et quoiqu'il voulût braver l'affaissement qu'il éprouvait dans ses forces physiques et morales et qu'il essayât de parler à chacune des personnes notables qui passaient devant lui, il était facile de s'apercevoir qu'il ne jouissait plus de ses facultés; ainsi quand, à la tête de l'état-major de notre division, je me présentai devant lui, il se persuada que j'étais le général Talon (1) et me parla en conséquence. Le maréchal major général de la garde et le premier gentilhomme de la chambre avaient beau lui crier aux oreilles : « Sire, c'est le général Saint-Chamans »; il n'en voulut pas démordre et continua à me parler dans les termes les plus gracieux de ma sœur, Mme du Cayla, et de la joie qu'elle avait dû éprouver de mon admission dans la garde (2). Je me hâtai de me retirer

(1) *Talon* (Mathieu-Claire-Denis, vicomte), né à Paris en 1783, † 7 mars 1853, entré au service comme capitaine au régiment de la Tour d'Auvergne le 19 novembre 1805, il entra dans les grenadiers à cheval de la maison du Roi avec le rang de lieutenant-colonel le 19 juillet 1814; commandant des cuirassiers de Berry le 14 septembre 1815, commandant des lanciers de la garde le 15 juin 1816, maréchal de camp en 1818 (22 août); accompagna Charles X à Rambouillet et à Cherbourg; mis en réforme le 26 avril 1831.

(2) Mme du Cayla jouissait alors du plus grand crédit sur l'esprit de

pour mettre fin à cette scène pénible et je m'attendais que, quand le général Talon allait arriver devant lui à la tête des officiers de sa brigade, Sa Majesté lui parlerait comme s'il avait été le général Saint-Chamans; mais pas du tout, et elle lui répéta, à peu près mot pour mot, tout ce qu'elle venait de me dire à moi-même.

Toute la cour et les notabilités de la ville et des différents corps de l'État jugèrent bien qu'il avait peu de temps à vivre; plusieurs même pensaient, d'après l'excessive fatigue que cette nombreuse et longue réception lui avait fait éprouver, qu'il ne passerait pas la semaine.

Cependant ce prince déploya une grande force pour lutter contre la mort qui s'emparait de lui; je commençai mon bimestre comme gentilhomme de la chambre le 1er septembre, et je le trouvai dans le même état que le 24 août; il voulait continuer son rôle de Roi et ne rien changer dans les habitudes de sa journée; je prenais ma semaine de service le 15, et j'éprouvais une vive curiosité de me retrouver près de lui dans les détails d'un service si intime, afin de pouvoir mieux juger de son état, mais quoiqu'il eût annoncé la résolution de ne pas céder à la maladie, et qu'il eût répété plusieurs fois depuis peu de temps qu'un Roi devait mourir debout, il fut enfin forcé de se laisser mettre au lit le 12 ou le 13, et, dans la nuit du 15 au 16, il rendit le dernier soupir.

Tout son service réuni passa cette même nuit dans une des pièces qui précédaient sa chambre à coucher, ainsi qu'une foule de courtisans qui avaient les grandes entrées, et chacun attendait avec anxiété un événement qu'on savait bien ne pas être éloigné, quand vers deux heures du matin, le 16 septembre, les deux battants de ce salon furent ouverts, et l'huis-

Louis XVIII; dans l'intérieur du château on la regardait même comme sa maîtresse, autant qu'il était physiquement possible à ce prince d'avoir une maîtresse; elle avait eu néanmoins beaucoup de peine à faire arriver son frère, le général Talon, au commandement d'une brigade de la garde; ce n'est pas qu'il ne fût bon officier et fort galant homme, mais les usages consacrés pour l'avancement dans la garde s'opposaient à ce qu'il y fût admis à cette époque, et il avait fallu, pour vaincre sur cet article la résistance du ministre de la guerre, une volonté très positive du Roi. (*Note de l'auteur.*)

sier d'une voix retentissante annonça : « Le Roi, messieurs... » C'était nous dire qu'un nouveau règne commençait, et Charles X entrant au même instant, un mouvement spontané et assez tumultueux nous porta tous autour de lui; le Dauphin et la Dauphine (duc et duchesse d'Angoulême) étaient à ses côtés, tous trois paraissaient vivement émus du spectacle dont ils venaient d'être témoins; le Roi proféra quelques paroles sur la perte immense que la France et la famille royale venaient d'éprouver, mais elles étaient tellement entrecoupées par ses sanglots qu'on l'entendait à peine.

Tout le service du feu Roi prit aussitôt, de droit, les mêmes attributions auprès de son successeur, et Sa Majesté s'étant dirigée vers son ancien appartement, le service l'y accompagna, et son cortège se trouva aussitôt formé des mêmes officiers et dans le même ordre que si nous avions eu à escorter le fauteuil de Louis XVIII.

Rentré dans ses appartements, le Roi reçut sa ci-devant maison civile et militaire qui venait prendre congé de lui. Il fit ensuite appeler l'écuyer commandant et donna l'ordre que tout fût prêt pour le départ de la cour, qui se rendait à Saint-Cloud au point du jour; Sa Majesté se retira ensuite dans son intérieur, où, je crois, les ministres étaient réunis, afin de prendre les mesures nécessaires en pareille circonstance.

Cette semaine à faire à Saint-Cloud me parut fort déplaisante, d'autant plus qu'elle se passa en grandes réceptions et à écouter les discours des chefs de la magistrature, de l'administration et de l'armée; le Roi y répondait avec une grande facilité d'élocution, mais toutes les fois que le nom ou la pensée de son frère se retrouvait dans ses discours, ses larmes coulaient en abondance; je le voyais de trop près pour m'abuser à cet égard, et quoique au fond il fût bien aise de régner, il n'en est pas moins vrai qu'il pleurait de bonne foi la mort de Louis XVIII.

Le séjour de Saint-Cloud était donc cruellement triste, et pour en augmenter encore le désagrément, il survint dans la température un froid très vif qui nous gelait dans nos chambres sans feu. Je courais tout le château pour trouver une cheminée

ou un poêle allumés, mais sans succès, car il est d'étiquette dans le palais du Roi de ne faire de feu qu'au 1er novembre; je crois même qu'il n'y avait pas un morceau de bois dans les bûchers du château. Qu'un particulier en fît venir du dehors pour son usage, ç'aurait été une incongruité dont personne n'eût osé se rendre coupable; il fallut donc souffler dans ses doigts pendant les six jours de service que j'eus à y faire.

Quelque temps après, le Roi fit son entrée dans Paris, qu'il traversa à cheval, malgré une pluie battante qui ne nous quitta pas depuis la porte Maillot, où, comme officier général de service dans la garde royale, j'avais été attendre Sa Majesté avec toutes les autres personnes que leur position appelait à composer son cortège, jusqu'à Notre-Dame, où nous arrivâmes tous bien trempés, et le Roi tout autant que nous; mais il fut néanmoins très satisfait de sa journée, car le peuple de Paris, qui ne l'avait pas encore salué depuis son avènement au trône, et qui était charmé de voir un Roi parcourant à cheval les rues et les boulevards, spectacle dont ce peuple badaud était privé depuis Napoléon, l'accueillit avec des acclamations de joie qui tenaient du délire, et je ne me rappelais pas en avoir jamais entendu de pareilles. Je cheminais dans le cortège à côté du comte Alexis de Noailles, aide de camp du Roi; il ne cessait de s'extasier sur la chaleur de cet accueil, et comme il s'étonnait que je ne répondisse rien à toutes ses phrases sur cet article, je finis par lui dire que je trouvais le feu trop vif pour durer longtemps, et il avoua qu'en France les esprits étaient si légers et si changeants, qu'il y avait bien à craindre que mes appréhensions ne fussent bientôt justifiées; c'est ce qui ne manqua pas d'arriver.

Je fus dans la même année nommé par le ministre de la guerre membre d'une commission chargée d'examiner le mousqueton du nouveau modèle (1816) donné depuis peu de temps à la cavalerie et, vu les inconvénients qu'on y avait reconnus, s'il ne serait pas préférable de revenir au mousqueton d'ancien modèle (1786), ainsi que quelques inspecteurs généraux de cavalerie l'avaient proposé; nous écrivîmes et nous parlâmes beaucoup et longtemps sur cette question, car

les membres de la commission étaient fort divisés d'opinion, mais enfin le ministère de la guerre, qui désirait conserver le nouveau modèle, et j'étais tout à fait de son avis, sachant que la majorité de la commission paraissait se prononcer en faveur de l'ancien, écrivit à chacun de nous une belle lettre pour nous remercier des lumières et du zèle que nous avions apportés dans la discussion de cette affaire et nous prévenir que, se trouvant suffisamment éclairé par nos sages avis pour prendre le parti le plus avantageux dans l'intérêt du service, la commission, à compter de cet instant, devait se regarder comme dissoute, ce qui fit grand plaisir à tous.

Vers la fin de cette année, je perdis mon frère, le baron de Saint-Chamans, ex-préfet de Toulouse; il mourut des suites d'une chute qu'il avait faite en 1822, en courant la poste dans sa voiture pour les affaires de conscription de son département. Depuis cet accident, sa santé s'était détraquée de jour en jour, et quand nous eûmes le malheur de le perdre, il était retiré depuis un an dans une maison de santé. C'était un très bon administrateur, rempli de moyens, et il aurait parcouru une brillante carrière sans le funeste événement qui le conduisit au tombeau à l'âge de quarante-cinq ans.

1825

Le lieutenant général vicomte Digeon revint d'Espagne dans les premiers jours de cette année, l'armée d'occupation étant rentrée en France : je lui remis donc le commandement de sa division, et je me trouvai fort aise de jouir de quelque liberté et surtout de pouvoir me livrer à l'exercice de la chasse qui, pour moi, était à cette époque une véritable passion ; j'avais conservé, de mes quatre ans de garnison à Melun, beaucoup de bonnes connaissances dans les environs de cette ville, et je pouvais, de château en château, passer tout l'hiver en parties de chasse dans des parcs très giboyeux ; je me hâtai donc de reprendre ce plaisir, dont mon commandement par intérim m'avait forcé de me sevrer pendant longtemps.

Le sacre du Roi, pour lequel on faisait d'immenses préparatifs à Reims, fut fixé au mois de mai, époque à laquelle commençait mon bimestre de service de gentilhomme de la chambre ; il paraissait même décidé que cette cérémonie aurait lieu du 15 au 20 mai, et c'était précisément le moment de ma semaine de service, ce qui était agréable et avantageux, car tout le service du Roi au moment du sacre recevait de la munificence de Sa Majesté un très beau costume et quelques médailles d'or qui devenaient une gratification agréable ; d'un autre côté, le ministre de la guerre avait ordonné qu'un escadron de chaque régiment de cavalerie de la garde commandé par le colonel et muni de l'étendard du régiment se rendrait au camp formé à Reims pour cette solennité. Dans chacune des deux divisions de cavalerie, le

plus ancien maréchal de camp prenait le commandement de ces escadrons réunis, ce qui me revenait de droit pour la cavalerie légère; ainsi donc je devais figurer au sacre en remplissant de doubles fonctions, comme officier de la maison du Roi, et comme général dans la cavalerie de la garde, mais quand tout était convenu et préparé pour le 20 mai (le tailleur de la cour avait même déjà fait le costume à taille), un retard dans les préparatifs à terminer à Reims fit remettre la solennité au 29, et alors j'y assistai seulement comme gentilhomme de bimestre, et non plus comme gentilhomme de semaine, ce qui était une grande différence pour moi, et un peu aussi pour mon remplaçant dans le service de semaine, car il fallut lui passer mon costume, et comme il était beaucoup plus grand que moi, l'habit qui m'avait été destiné n'était plus pour lui qu'une jaquette dans laquelle il avait tout à fait la tournure d'un pet-en-l'air.

Mais par compensation, mes fonctions d'officier général dans la garde se trouvèrent plus étendues qu'elles ne devaient l'être, car le lieutenant général Bordesoulle, qui à la grande revue des troupes devait commander tous les escadrons de cavalerie des deux divisions réunis à Reims, ayant fait, coup sur coup, trois chutes de cheval, dans la dernière desquelles il fallit être broyé sous la roue d'une pièce de canon, il trouva qu'il en avait assez fait comme cela pour témoigner de sa bonne volonté et de son dévouement, et au lieu de venir à la grande revue, il se mit au lit pour faire panser ses contusions. J'étais le plus ancien général de cavalerie de la garde présent à Reims; je fus donc chargé, en cette qualité, d'en commander et d'en faire défiler tous les escadrons réunis, le jour de la revue devant le Roi.

C'était au reste le temps des chutes, et nous aurions pu avoir des inquiétudes beaucoup plus sérieuses que celles que nous occasionnèrent les culbutes du général comte Bordesoulle, car une batterie d'artillerie ayant été établie sur la route, avant d'arriver à Reims pour saluer le Roi par des salves au moment de son passage, le bruit du canon surprit et effraya les chevaux de la voiture où se trouvaient Sa Majesté et M. le

Dauphin, et même ceux de la voiture de suite occupée par le comte de Cossé, premier maître d'hôtel du Roi, et le duc de Damas-Crux (1), premier menin de M. le Dauphin; ces deux attelages s'emportèrent sans que ni postillons ni cochers pussent les retenir, et le Roi et son fils se trouvèrent pendant quelques instants véritablement en grand danger; mais enfin on parvint à se rendre maître de ces chevaux, et l'attelage de la voiture du Roi en fut quitte pour quelques harnais brisés. La voiture de suite ne fut pas aussi bien traitée; la cheville ouvrière ayant sauté, l'avant-train partit tout seul avec les huit chevaux, et cette grosse berline continuant à rouler sur ses roues de derrière, alla verser lourdement dans un champ qui bordait la route et se trouvait beaucoup plus bas que la chaussée; le vieux duc de Damas en eut une tape à l'œil qui dut nuire beaucoup à l'agrément de sa figure pendant les cérémonies du sacre; quant à M. de Cossé, qui était ordinairement jaune citron, il en resta vert pistache pendant tout le séjour à Reims et devint noir d'ébène pour son retour à Paris, où il reprit enfin sa couleur ordinaire, qui, au fait, fut reconnue, après cette épreuve des trois nuances, être celle qui convenait le mieux à sa figure.

La revue qui eut lieu devant le Roi, les princes et une foule de notabilités françaises et étrangères, fut très belle; le temps nous servit à souhait, et les troupes étaient dans la tenue la plus militaire et la plus soignée qu'on eût vue en France depuis longtemps.

La cour retourna à Paris aussitôt après les cérémonies terminées, et il y eut à cette occasion des fêtes superbes données par le Roi, la ville et les ministres; celle du ministre de la guerre, le marquis de Clermont-Tonnerre (2), fut remarquablement belle et bien ordonnée.

(1) *Duc de Damas-Crux* (Étienne-Charles), né à Crux-le-Châtel le 10 février 1754, sous-lieutenant dans Limousin-infanterie le 22 février 1770, colonel en second du régiment d'Aquitaine le 3 octobre 1779, mestre de camp le 13 avril 1780, démissionnaire le 21 octobre 1781, à l'armée des princes; lieutenant général le 25 mars 1814; retraité le 20 août 1830.

(2) *Clermont-Tonnerre* (Aimé-Marie-Gaspard, duc de), né à Paris le 27 novembre 1779, † le 8 janvier 1865, élève de l'École polytechnique en 1799, aide de camp du roi de Naples de 1808 jusqu'à la chute de l'Empire,

Je passai dans le mois d'août de cette année la revue d'inspection des dragons et des chasseurs de la garde à Fontainebleau et à Melun; le lieutenant général vicomte Digeon étant venu me rejoindre dans la première de ces villes pour faire la clôture de l'inspection et passer la revue d'honneur, il fit réunir huit escadrons de ces deux régiments dans la plaine de Chailly, où je les exerçai pendant quatre heures aux grandes manœuvres, qui furent beaucoup mieux exécutées que celles que nous commandions devant les princes au Champ de Mars pendant le temps du service de ces régiments à Paris; mais aussi à Chailly le terrain était plus favorable.

Ces inspections étant terminées et le travail d'écriture qui en est la suite ayant été expédié par moi au lieutenant général, je me trouvai libre pour l'époque de l'ouverture des chasses, et je me rendis promptement à Chaltrait, terre appartenant à mon frère aîné et aux environs de laquelle je possédais moi-même d'assez beaux bois. Je comptais y passer deux mois à chasser du matin au soir; mais après avoir pris ce fatigant plaisir pendant quelques jours, je fus atteint d'une maladie sérieuse : c'était une fièvre bilieuse, nerveuse, pernicieuse, ataxique, putride, maligne, typhoïdique, que sais-je encore! avec complication d'irritation et d'inflammation du foie et de l'estomac, qui me mit bien vite sur le bord de la tombe. Cependant la force de mon tempérament me sauva de ce danger, malgré les soins de deux médecins de village qui disputaient à la fièvre la gloire de me tuer; mais soit l'effet et la suite de leurs remèdes mal appliqués, soit que le terme de la bonne santé dont je devais jouir dans cette vie fût arrivé, je n'ai jamais pu me relever complètement d'une si rude secousse, et cette maladie, d'abord si violente et aiguë, tourna à l'état chronique, et depuis cette époque j'en suis resté fort souffrant et fort abattu, avec des embarras au foie et des maux d'estomac qui ne m'ont plus permis de jouir de rien dans ce monde.

lieutenant aux mousquetaires gris en 1814, colonel des grenadiers à cheval de la garde et maréchal de camp le 23 août 1814, pair de France le 17 août 1815, ministre de la marine du 14 décembre 1821 au 3 août 1824, lieutenant général le 4 janvier 1822, ministre de la guerre du 11 août 1824 au 4 janvier 1828; admis à la retraite le 19 août 1831.

1826

Je fus nommé au commencement de cette année, par le ministre de la guerre, membre d'une commission d'administration destinée à règler les rapports et les attributions des intendants militaires, soit avec les officiers généraux, soit dans l'armée active, et plus tard le même ministre me nomma président d'une commission qui devait examiner les causes d'insalubrité des écuries de la caserne de Beauvais et proposer les mesures nécessaires pour y remédier; mais ma santé qui était toujours dans l'état le plus fâcheux me fournit dans ces deux circonstances une raison, malheureusement trop bien fondée, pour m'excuser de faire partie d'aucune de ces commissions.

J'essayai néanmoins de faire mon service actif dans la garde royale pendant les mois de mai et de juin, mais je fus de nouveau pris par la fièvre, qui cette fois fut moins dangereuse et dont je me débarrassai promptement avec quelques doses de sulfate de quinine; je repris heureusement, dans le cours de l'été, assez de force pour vaquer aux affaires de notre division; je dis heureusement, parce que j'y étais le seul officier général; le vicomte Digeon était tombé très gravement malade à cette époque, et le général Talon avait été envoyé à Pétersbourg à la suite du maréchal Marmont, duc de Raguse, chargé par le Roi d'assister au sacre de l'empereur Nicolas; j'avais donc le commandement et l'inspection des quatre régiments de notre division, et tout me portait à croire que je le conserverais longtemps, lorsque la maladie de notre malheureux lieutenant

général, le vicomte Digeon, tourna si mal et si court qu'il mourut tout à coup à la campagne où il s'était retiré, sans qu'on eût même la possibilité de le transporter à Paris, où peut-être les soins de médecins plus instruits auraient pu le guérir, ou du moins prolonger son existence.

Il mourut le 3 août, et, le jour même, le lieutenant général vicomte Foissac-Latour fut nommé au commandement de notre division. M. le Dauphin, qui savait depuis longtemps que le vicomte Digeon était en danger, par suite d'une affection du foie, avait d'avance fait son choix pour le remplacer dans un commandement aussi important, et ce prince se hâta de donner une grande publicité à la nomination du général Foissac, afin de couper court aux sollicitations et aux intrigues que la plupart des lieutenants généraux de cavalerie auraient faites pour obtenir l'emploi du général Digeon.

Le lieutenant général Foissac commandait alors la 16e division militaire; il fut forcé d'attendre à Lille, avant de se rendre à Paris, le général nommé pour l'y remplacer, et il n'arriva à Paris qu'à la fin du mois d'août; je lui remis aussitôt le commandement de la division, et je le fis avec un extrême plaisir, car c'était certainement le lieutenant général sous les ordres duquel il m'était le plus agréable de servir et que, si j'avais été consulté, j'aurais désigné pour remplacer le général Digeon.

1827

Au commencement de cette année, les régiments de ma brigade changèrent de garnison; les dragons s'établirent, moitié à Compiègne et moitié à Laon (la vénerie du Roi nous ayant repris à Compiègne un bâtiment qui lui appartenait et qui nous servait de seconde caserne). Les chasseurs se casernèrent tellement quellement à Provins où l'on venait de bâtir, pour être affecté à la cavalerie de la garde royale, un beau quartier qui n'était pas encore terminé. C'est dans ces diverses garnisons que je passai la revue d'inspection de ces deux régiments; elle ne donna lieu à aucun fait digne d'être rapporté.

Je fis, aux époques ordinaires, mon service de gentilhomme de la chambre et celui de maréchal de camp dans la garde royale, sans que, dans ces deux positions, il m'arrivât rien d'intéressant.

1828

Ma santé, quoique toujours mauvaise, commença cependant à me laisser un peu plus de tranquillité que dans les années précédentes, et en me forçant, peut-être même en abusant trop tôt de cette amélioration encore douteuse, je pus mener, à peu de chose près, le même genre de vie qu'avant ma maladie, et je fis plus facilement mon double service à la chambre du Roi et dans la garde royale.

Je partis de Paris dans les premiers jours d'août, le 10, pour me rendre à Compiègne et y commencer la revue d'inspection du régiment des dragons de la garde; j'avais quitté Paris de grand matin et j'entrais à Compiègne avant midi, quand ma calèche se trouva tout à coup arrêtée par un enterrement qui me parut nombreux, et au milieu duquel je remarquai un grand nombre d'uniformes des dragons de la garde; un premier cercueil passa, escorté de dragons, puis un second, puis un troisième, toujours avec l'escorte de dragons; j'étais aux champs de connaître la cause de cette mortalité. L'idée d'un duel se présenta bien à ma pensée, mais nous n'étions plus au temps où l'on se battait deux contre deux, trois contre trois, etc.; la foule qui obstruait la rue ne me permettait pas de voir ce lugubre cortège d'assez près pour distinguer s'il s'y trouvait des officiers ou pour appeler quelque militaire afin d'éclaircir mes doutes, il fallut donc prendre patience. Enfin les trois cercueils et leur escorte ayant défilé et le passage se trouvant libre, je pus gagner l'auberge où j'étais attendu, et, à ma descente de voiture, je fus reçu par le

comte de Montcalm (1), colonel du régiment de dragons, qui me raconta aussitôt le fait suivant : la veille, dans l'après-midi, le dragon Gallois (2), qui était de cuisine pour son peloton, monta, au moment du pansage des chevaux, dans la chambre où il était logé avec douze ou quinze de ses camarades, et s'y trouvant seul, il s'y barricada au moyen de plusieurs lits qu'il traîna et empila contre la porte; il chargea ensuite onze mousquetons qui étaient au râtelier d'armes, et sans qu'on pût jamais deviner le motif qu'il l'avait poussé à un pareil acte de fureur, il se mit à la fenêtre qui donnait précisément sur la rue (3) où les deux escadrons étaient occupés au pansage des chevaux et commença à faire feu sur les militaires qui se trouvaient le plus près de lui et, pour ainsi dire, à bout portant, puisque cette fenêtre n'était qu'à une hauteur d'entresol; le premier coup frappa un sous-officier (4) auquel M. de Bourge (5), chef d'escadron de semaine, parlait en ce moment et qui tomba raide mort; un second coup tua un dragon (6), le troisième coup en blessa un autre (7), le quatrième coup fut dirigé contre un gendarme des chasses qui

(1) *Comte de Montcalm-Gozon* (Louis-Marie-André-Dieudonné), né à Toulouse le 15 mars 1786, garde d'honneur au 4e régiment le 31 mai 1813, lieutenant en second le 17 juin 1813, garde du corps de Monsieur le 20 juillet 1814, aide de camp du duc d'Angoulême le 15 juillet 1815, colonel des dragons du Calvados le 18 décembre 1822, colonel des dragons de la garde royale le 29 octobre 1826, licencié le 2 septembre 1830.

(2) *Gallois* (François), né à Saulx (Meuse), † à la chambre le 9 août 1828. (Numéro matricule 2059.)

(3) La rue du Jeu de paume.

(4) Le sieur Mittaine, maréchal des logis (à propos du nom de ce sous-officier, le loustic de l'escadron ne manqua pas de dire que Gallois était un véritable croquemitaine). (*Note de l'auteur.*)

Mittaine (Frédérick), né à Neuf-Brisach le 26 novembre 1797, † à la chambre le 9 août 1828. (Numéro matricule 414.)

(5) *De Bourge* (Antoine-Romain), né à Paris le 6 mars 1786, cavalier au 11e chasseurs le 24 avril 1804, sous-lieutenant au 11e chasseurs le 26 mai 1809, capitaine au 11e hussards le 8 juillet 1813, brigadier aux gardes du corps le 1er juillet 1814, chef d'escadron aux dragons le 30 mars 1826, licencié le 2 septembre 1830.

(6) Le sieur Guio.

Guio (Théophile), né à Laboissière (Pas-de-Calais) le 21 juillet 1805, † à la chambre le 9 août 1828. (Numéro matricule 2229.)

(7) Le sieur Thenissen.

Thénissen (Jean-Nicolas), né à Étain le 23 janvier 1800; libéré le 26 novembre 1828. (Numéro matricule 1821.)

s'était mis à la fenêtre (dans la caserne occupée par cette troupe et qui se trouvait en face de celle des dragons), mais le gendarme eut le temps de se rejeter en arrière, et il ne fut pas atteint; un cinquième coup pénétra dans une maison occupée par un cabaretier, mais sans blesser personne.

Cependant cette fusillade et les accidents qui en étaient la suite obligèrent chacun à se retirer précipitamment de ce funeste voisinage, et Gallois ne voyant plus de victimes à sa portée, ferma la fenêtre et ne reparut plus; on entendit bientôt un sixième coup de feu..., c'était lui-même qui venait de se faire sauter la cervelle.

Ce misérable n'était pas adonné à la boisson, et ce jour-là, notamment, il était parfaitement de sang-froid; aucune punition ne lui avait été infligée, il ne connaissait pas les militaires qu'il avait tués et qui n'étaient pas du même escadron que lui, il n'avait jamais donné de signes d'aliénation mentale... aucun sujet de haine ni de vengeance ne l'avait donc porté à ces actes de férocité; enfin, dans ce même moment, la police et la discipline du régiment étaient très bonnes, aucune réclamation n'avait lieu de la troupe, qui depuis huit jours était occupée et très paisiblement à mettre dans le meilleur état possible tous ses effets pour se présenter avec avantage à la revue d'inspection que j'allais passer du régiment.

Jamais aucun renseignement ne nous a révélé le motif qui avait pu porter le dragon Gallois à méditer et à exécuter son funeste projet, et j'en suis aujourd'hui sur ce fait au même point qu'à mon arrivée à Compiègne, bien que je n'aie rien épargné dans les deux années suivantes pour avoir des éclaircissements à ce sujet.

Mais ce malheur fut promptement suivi d'un autre événement du même genre, qui cependant eut des suites beaucoup moins déplorables. Le comte de Montcalm, dans l'ordre qu'il donna le lendemain à son régiment, à propos de cette affaire, exprimait vivement l'indignation et le mépris que la scélératesse de Gallois avait excités contre la mémoire de cet assassin; cet ordre fut envoyé à Laon, où étaient casernés les trois autres escadrons du régiment, et lu à la troupe rassemblée

au moment de l'appel et du pansage : le dragon Perrin (1), après en avoir entendu la lecture, entra dans une écurie où se trouvaient plusieurs dragons et dit en riant à l'un d'eux (le dragon Broustéra) (2) : « Je vais charger deux pistolets, l'un pour toi, l'autre pour moi. « Après ces paroles, au lieu de rester au pansage, comme c'était son devoir, il monta dans la chambre où, avec nombre de ses camarades, il était logé, mais où il se trouva seul en ce moment, les autres étant occupés au pansage.

Le dragon auquel Perrin s'était adressé ne considéra d'abord ce que lui avait dit ce dernier que comme une plaisanterie faite à propos de l'ordre qui venait d'être lu : néanmoins, remarquant qu'au lieu de sortir son cheval pour le panser, Perrin avait disparu, il rendit compte du propos qu'il lui avait tenu à son maréchal des logis (le sieur Peuray) (3), qui envoya aussitôt le brigadier Cholet (4) chercher Perrin, mais celui-ci était déjà armé de deux pistolets, et le brigadier ne put entrer dans la chambre, d'où, après s'y être renfermé, Perrin tira par la fenêtre un premier coup de pistolet dirigé sur deux officiers, MM. Copineau (5) et Oursel (6), qui causaient ensemble en assistant au pansage, mais aucun d'eux ne fut atteint.

On fit aussitôt charger les armes de la garde de police du quartier et on la posta de manière à empêcher toute évasion de la part du coupable.

Ce misérable, se voyant cerné et dans l'impossibilité d'exécuter son crime, vociférait des menaces furieuses; il tira plu-

(1) *Perrin* (Jean), né à Bonneuil (Vienne) le 4 octobre 1801, † à la chambre le 13 août 1828. (Numéro matricule 2183.)

(2) *Broustéra* (François), né à Bordeaux le 13 mars 1806; manque aux appels du 6 août 1830. (Numéro matricule 2295.)

(3) *Peuray* (Martial-Désiré-Bernard), né à Rouen le 29 décembre 1796; licencié le 2 septembre 1830. (Numéro matricule 886.)

(4) *Cholet* (Claude-Isidore), né à Laqueue (Seine-et-Marne); libéré le 18 juillet 1830. (Numéro matricule 694.)

(5) *Copineau* (Amédée), né à Paris le 16 janvier 1798, élève à l'École de marine de Brest le 17 mars 1813, garde du corps du Roi le 20 juin 1817, lieutenant d'état-major le 20 janvier 1819, capitaine d'état-major le 14 janvier 1830.

(6) *Oursel* (Henry-Adolphe), né à Bertreville (Seine-Inférieure) le 12 octobre 1802, élève de Saint-Cyr le 7 novembre 1819, sous-lieutenant aux dragons de la garde le 13 décembre 1826, démissionnaire le 3 septembre 1830.

sieurs coups de pistolet sur les militaires qu'il pouvait apercevoir, mais sans en atteindre aucun; on le vit alors attacher une corde à la croisée sur la rue, afin de se laisser couler hors du quartier et de s'évader, mais deux coups de feu qui furent tirés sur lui, néanmoins avec la précaution de ne pas l'ajuster, car on voulait le prendre vivant, parurent l'effrayer et le firent sans doute renoncer à son projet d'évasion; on l'entendit alors pendant longtemps se répandre en menaces, annoncer avec serment qu'il tuerait les premiers qui essayeraient d'entrer dans sa chambre, et enfin, après cette scène longue et dégoûtante, un coup de feu suivi d'un long silence fit conjecturer qu'il s'était suicidé; on enfonça la porte de sa chambre, et on reconnut effectivement qu'il s'était brûlé la cervelle.

Cette fois encore, personne ne put se rendre compte des motifs qui avaient poussé Perrin à cet acte de fureur; il n'était pas connu comme mauvais sujet; depuis son entrée au régiment, il avait subi peu de punitions, et aucune ne lui avait été infligée récemment; il avait même reçu dans la journée des éloges sur la bonne tenue de ses effets, et son maréchal des logis l'avait trouvé, peu d'heures avant l'événement, travaillant fort tranquillement.

Plusieurs balles furent ramassées près du cadavre; de la poudre de munition mêlée avec du tabac à fumer, et qu'il avait cachée dans ses poches, était sur son lit; il avait déchiré pour lui servir de bourres les consignes et autres papiers affichés dans les chambrées de la troupe; on ne put imaginer comment il s'était procuré une pareille quantité de balles et de poudre; il y en avait assez pour tirer quinze coups de pistolet, et dans les derniers jours qui avaient précédé cet événement on avait fait, pour se préparer à la revue d'inspection générale, plusieurs revues minutieuses des effets de chaque homme, et les portemanteaux avaient été vidés et même retournés, sans qu'on eût jamais aperçu la poudre ni les balles dont Perrin venait de se servir (1).

(1) *Extrait de l'ordre d'inspection de 1828.*

Quelques événements malheureux ont excité des regrets pour de braves militaires qui en ont été victimes et inspiré de l'horreur pour un crime

Qui pourrait expliquer les causes qui portèrent Gallois et Perrin à ces actes de férocité, que rien ne justifiait et qu'aucun antécédent n'avait fait prévoir? Je dus me livrer à ce sujet aux investigations les plus détaillées, car, d'après les rapports que j'avais adressés sur-le-champ à Paris, on avait vivement pris l'alarme au ministère de la guerre et à l'état-major général de la garde royale, et on m'adressait à ce sujet lettres sur lettres et questions sur questions (et il est juste de reconnaître que ce double événement, à trois jours seulement de distance, était extraordinaire et inquiétant). Comment ces dragons s'étaient-ils procuré une telle quantité de cartouches? Comment pouvaient-ils les cacher à la surveillance des chefs de tous grades? N'y a-t-il pas lieu de croire qu'il existe dans leurs garnisons des gens malintentionnés qui les leur ont procurées et dans quel but? Perrin et Gallois ne faisaient-ils pas partie de quelque société secrète d'où les idées de meurtre et de révolte étaient répandues et propagées dans la garde royale et dans l'armée?

Toutes les recherches, faites d'après mes ordres dans le régiment de dragons et dans les garnisons de Laon et de Compiègne, ne nous ayant procuré aucun renseignement qui vînt à l'appui des alarmes conçues à Paris et des idées qu'on s'y était formées sur les causes de ces événements, il fallut répondre par des conjectures à toutes ces interrogations; ainsi donc nous disions : « Il est facile à tout soldat de la garde de se procurer des cartouches et même en quantité, puisque pendant leur service à Paris on leur en délivre toutes les fois qu'ils sont de service au château ou dans la prévision d'une émeute, et, quoiqu'on les leur retire ensuite, celles qui ont servi à charger les armes, et même une quantité d'autres, restent entre leurs mains, soit par la négligence des brigadiers et des sous-officiers, soit par des comptes mal établis.

qui ne peut s'expliquer que par la folie de ceux qui s'en sont rendus coupables. Ces tristes événements contrastent avec l'excellent esprit qui anime le régiment et qu'il a particulièrement manifesté dans ces circonstances.

Compiègne, le 22 août 1828. (Archives de la guerre.)

Ils peuvent, d'un autre côté, en dérober plusieurs de celles que tous les ans on délivre pour le tir à la cible, sans qu'il soit possible de l'empêcher. Il serait facile sans doute de découvrir ces munitions s'ils les gardaient dans leurs chambrées, mais comme ils se défient des visites des portemanteaux, ils les cachent avec grand soin, et le plus souvent hors de la caserne, chez leurs amis de garnison ou bien chez les femmes avec qui ils vivent, car, lorsqu'ils n'ont pas de mauvais desseins, ils vendent poudre et balles à vil prix pour se procurer quelque argent à boire. »

A cette époque, on n'avait connaissance d'aucune société secrète à Laon, ni à Compiègne, et d'ailleurs on avait pris des renseignements assez positifs sur Perrin et sur Gallois pour être assuré que, dans le cas où il en aurait existé, aucun de ces deux hommes ne les fréquentait.

Il n'était donc possible de s'expliquer les tristes événements qui venaient d'avoir lieu dans le régiment des dragons de la garde qu'en adoptant l'idée, déjà émise par des observateurs et des médecins, que l'assassinat peut devenir une manie ou une maladie, comme le suicide; ainsi Perrin travaillé peut-être depuis longtemps de ces funestes idées avait senti sa tête s'échauffer en entendant le récit de la déplorable scène de Compiègne, et il n'en avait pas fallu davantage pour le déterminer à exécuter sur-le-champ ce qu'il avait peut-être vaguement médité à plusieurs reprises.

Sans doute ces raisons n'étaient pas toutes valables, mais je n'en pouvais donner d'autres, et, au reste, l'excellente conduite et la parfaite discipline du régiment des dragons de la garde depuis cette époque ont bien prouvé que les crimes dont s'étaient rendus coupables ces deux dragons étaient tout à fait isolés et n'avaient jeté aucune semence fâcheuse dans l'esprit de ce corps; quant à l'influence des sociétés secrètes, il faut reconnaître, en se rappelant la loyauté et la fidélité inébranlables de ce beau et solide régiment lors des événements révolutionnaires de 1830, qu'elle avait totalement échoué auprès des hommes de ce corps.

1829

Ma santé me permit cette année de faire mon service actif dans la garde royale et le service, beaucoup moins fatigant, de la chambre du Roi. Après ces deux devoirs remplis, me trouvant un peu de liberté, je résolus d'essayer, pour obtenir quelque amélioration dans mon état, d'aller prendre les eaux des Pyrénées. On me les avait conseillées depuis longtemps; mais tantôt les exigences du service militaire, tantôt l'abattement où m'avait jeté ma longue maladie, m'avaient empêché d'obéir aux ordonnances du médecin.

Aucun de ces obstacles ne me retenant alors, je me rendis à Saint-Sauveur dans le courant de l'été et j'y commençai l'usage des eaux, mais sans succès, et elles me firent même un effet tout contraire à celui qu'on en avait espéré pour moi; ma maladie y prit un tel accroissement en peu de temps, qu'après un mois de séjour dans les Pyrénées, les médecins que j'avais consultés à Saint-Sauveur et à Barèges me conseillèrent de cesser mes bains et de m'éloigner promptement des Pyrénées, dont l'air était sans doute trop vif pour l'état maladif où je me trouvais; je ne me le fis pas dire deux fois, et, quoique très faible et très souffrant, je me mis aussitôt en route pour regagner Paris, en ayant soin de ne faire que de petites journées. Je sentis mon état s'améliorer à mesure que je m'éloignais des montagnes, et environ un mois après mon départ de Saint-Sauveur, j'étais aussi bien, ou aussi mal portant qu'en quittant Paris il y avait deux mois.

1830

Depuis quelques temps, de désastreux événements avaient révélé au gouvernement des machinations et des complots tendant à semer l'inquiétude et l'agitation dans différentes parties du royaume : des incendies nombreux éclataient journellement dans plusieurs provinces sans que les recherches de la police, sans doute mal dirigées, car aussi dans cette administration il y avait mauvais vouloir pour la royauté, eussent mis sur la trace de ces incendiaires ni fait découvrir leurs véritables projets. Dans ces circonstances, le ministre résolut d'envoyer un général de confiance et des troupes d'élite en Normandie : c'était la province la plus désolée par les incendiaires. En conséquence, le général vicomte Foissac-Latour y fut détaché avec le 4e régiment d'infanterie de la garde, dans le but de protéger les habitants paisibles contre les entreprises de ces brûleurs de fermes et de maisons isolées, et aussi afin de chercher à découvrir les menées secrètes du parti qui avait fait de l'incendie un moyen politique.

Je restai donc chargé de nouveau du commandement par intérim de la division de cavalerie légère de la garde, et comme à cette même époque on préparait l'expédition contre Alger, j'étais perpétuellement assailli de demandes des militaires faisant partie de cette division, qui désiraient prendre part à cette belle entreprise.

Mon neveu Odon de Saint-Chamans (1), qui servait alors

(1) *Saint-Chamans* (Joseph-Jean-Odon), né à Paris, le 31 octobre 1805, élève de l'Ecole royale spéciale militaire le 18 novembre 1822, sous-

comme officier d'état-major dans le 5e régiment d'infanterie de la garde, avait aussi un extrême désir d'être employé dans l'armée expéditionnaire; il fallut bien l'aider dans les démarches à faire pour obtenir cette grâce; c'en était véritablement une, car l'élan de notre jeune armée, officiers et troupes, était tel que tous les corps en masse et tous les militaires réclamaient vivement l'honneur d'aller combattre les Algériens, et si le gouvernement avait voulu seulement ne prendre que des volontaires dans l'armée pour faire cette campagne, il s'en serait présenté plus du double de ce qui était nécessaire.

La demande de mon neveu fut accueillie, et il obtint de prendre, dans un régiment d'infanterie de ligne faisant partie de l'expédition, le même emploi qu'il avait dans la garde royale; c'était perdre, sans doute, sous plusieurs rapports, mais dans l'opinion des jeunes officiers, c'était beaucoup gagner, et cette destination était considérée comme une grande faveur, et sollicitée en vain par bien d'autres militaires moins heureux que lui.

Cette faveur et ce bonheur furent, en résultat, pour beaucoup d'entre eux, d'aller se faire couper la tête par les Bédoins ou de mourir sur le sol africain de la fièvre chaude ou de la dysenterie, et je me rappelai souvent à cette occasion ce mot si spirituel de Molière, dans *Georges Dandin*, quand M. de Sottenville s'écrie : « Et j'ai eu un aïeul, Bertrand de Sottenville, qui fut si considéré en son temps que d'avoir permission de vendre tout son bien pour le voyage d'outremer ! »

Enfin l'expédition ayant mis à la voile, les demandes cessèrent forcément, et à peu près dans ce même moment, le Roi ayant été obligé de dissoudre la Chambre des députés qui, par haine pour le ministère que Sa Majesté avait choisi (le ministère Polignac), s'était mise en opposition déclarée contre le gouvernement, les collèges électoraux furent convoqués

lieutenant 1er octobre 1824, sous-lieutenant élève à l'École d'état-major 1er janvier 1825, lieutenant aide-major au 5e régiment d'infanterie de la garde royale le 1er octobre 1828, lieutenant aide-major au 34e régiment d'infanterie le 23 mars 1830. Rayé des contrôles le 31 janvier 1832.

dans tous les départements, et les officiers de la garde, qui étaient électeurs dans leurs provinces, reçurent ordre de se rendre aux élections: mes biens, situés dans le département de la Marne, payaient des impôts assez forts pour que je fusse inscrit comme électeur au collège de mon arrondissement et au collège de département (on appelait ce dernier le grand collège) : je fus donc forcé de partir pour la Champagne, et je remis le commandement de la division de cavalerie légère à mon collègue, le général Talon, qui ne devait pas quitter Paris.

J'étais à Châlons, en attendant la fin de nos doubles élections qui, pour différents motifs, avaient été retardées de quelques semaines, quand on apprit la nouvelle de la prise d'Alger. Le gouvernement avait espéré que cet événement pourrait lui rallier l'esprit des électeurs, qui s'éloignaient de plus en plus du ministère et ne voulaient envoyer à la Chambre que des députés de l'opposition. On comptait, aux Tuileries, que ce glorieux fait d'armes produirait une grande sensation sur un peuple aussi belliqueux que les Français, et les rattacherait au gouvernement qui avait ordonné, préparé, exécuté cette belle expédition : mais il en fut tout autrement : les esprits, de plus en plus aigris contre le ministère Polignac-Peyronnet, ne lui pardonnèrent pas ce succès, qui porta, au contraire, leur animosité au plus haut degré, et en définitive l'opposition obtint dans ces dernières élections une majorité décisive.

Je fus étonné de l'exaspération furieuse que montra le parti libéral en cette circonstance, et M. Royer-Collard lui-même (1), que je rencontrais tous les jours chez M. de Jessaint (2), préfet du département, m'en parut surpris et effrayé : je fus alors convaincu que M. Royer-Collard, quoique un des chefs de

(1) Électeur et député de ce département et faisant partie, à la Chambre, de la coterie doctrinaire.

(2) *Bourgeois de Jessaint* (Claude-Laurent, vicomte), né à Jessaint (Aube) le 26 avril 1764, élève de Brienne en même temps que Bonaparte; préfet de la Marne du 21 ventôse an VIII, baron de l'Empire le 19 décembre 1809. Il remplit pendant trente-huit années consécutives les mêmes fonctions et eut pour successeur, dans la préfecture de la Marne, M. Boulon de Sarty, son petit-fils; pair de France le 10 novembre 1838.

l'opposition dans la Chambre des députés, était loin de vouloir le renversement de la monarchie légitime.

Je me trouvais, dans ce même moment, un des deux maréchaux de camp de service dans la garde royale; je m'empressai donc, aussitôt que nos élections furent terminées (le 22 juillet), de retourner à Paris; j'y arrivai le 23, et je ne vis personne qui eût le moindre pressentiment des ordonnances qui devaient être rendues le 25 et paraître dans le *Moniteur* du 26; on y était inquiet, agité; le résultat des élections prouvait que le ministère n'aurait pas la majorité dans la Chambre des députés, mais on comptait en être quitte pour un changement de ministre, et nous étions si bien habitués à ce dernier événement qu'on y était tout résigné d'avance. A voir le calme apparent du gouvernement, il aurait été difficile de deviner qu'il allait prendre un parti violent; nous savions d'ailleurs qu'aucune précaution n'avait été prise sous le rapport militaire; tout y était au contraire dans l'abandon, je devrais dire le désordre : depuis plusieurs mois, il n'y avait pas de ministre de la guerre. M. de Polignac, qui en avait le portefeuille par intérim, ne s'en occupait nullement; aucun des quatre lieutenants généraux de la garde n'était à Paris (M. de Bourmont, qui n'était pas encore remplacé, était à Alger; M. de Foissac-Latour était détaché en Normandie; le comte Ricard était aux eaux dans le Midi, et le comte Bordesoulle, alors de service spécial dans la garde, résidait dans sa terre, à quelques lieues de Paris, et ne paraissait que les dimanches et fêtes à Saint-Cloud); le comte Coutard, commandant la 1re division militaire, était aux élections, loin de Paris, et la plupart des généraux et officiers supérieurs de la garde royale y étaient également. Le 4e régiment d'infanterie de la garde, qui, d'après son tour de service, aurait dû être à Paris, se trouvait encore en Normandie avec le général Foissac-Latour; c'était donc trois bataillons de la garde royale de moins à Paris que dans les temps ordinaires, quand il aurait fallu en avoir vingt de plus; le Roi habitait Saint-Cloud avec ses gardes du corps et les autres troupes de sa maison militaire et deux bataillons et un escadron de la garde : ainsi

le moment était bien favorable pour une insurrection à main armée contre le gouvernement; elle ne se fit pas attendre, d'autant moins qu'on choisit précisément ce moment-là pour lui fournir le prétexte d'éclater.

Je me rendis à Saint-Cloud le dimanche 25; dans les salons, on causait beaucoup des circonstances critiques où l'on se trouvait, mais personne ne se doutait du parti violent qu'allait prendre le Roi. Je me présentai chez le duc de Raguse, qui était major général de service; il ne me parla de rien qui eût rapport à la situation des affaires, et je crois qu'il n'en savait pas plus que moi sur le coup d'État auquel, quelques heures après, on se détermina dans le conseil des ministres : aucun des grands personnages que je vis ce jour-là à Saint-Cloud ne me fit une seule question sur l'état des corps de la garde royale en garnison à Paris, ni sur les dispositions où l'on pouvait croire que se trouvaient les officiers et la troupe.

Le lendemain 26, aussitôt que le *Moniteur* et les crieurs publics eurent fait connaître dans Paris les funestes ordonnances, une rumeur de désapprobation et une grande agitation se manifestèrent : je remarquai dans le jardin des Tuileries, au Palais-Royal et sur les boulevards, des groupes nombreux où l'on discutait à haute voix et avec emportement la légalité des ordonnances, et plusieurs individus annonçaient avec des gestes furieux qu'il ne s'y soumettraient pas. Le soir, la voiture et les gens du prince de Polignac furent insultés au moment où ils rentraient (avec ou sans lui) au ministère des affaires étrangères.

Dans l'après-midi du lendemain 27, l'effervescence et l'agitation de la population parisienne s'accrurent d'une manière effrayante; je passai devant plusieurs maisons occupées par les presses et les bureaux des journaux qui ne s'étaient pas encore soumis aux dispositions de la nouvelle ordonnance sur la presse; la force armée en encombrait l'arrivée, accompagnant sans doute les officiers de police pour leur prêter main-forte, et des rassemblements nombreux de peuple, au milieu desquels on voyait des hommes d'une mise soignée, s'étaient formés à la porte de ces maisons et annonçaient déjà

des dispositions menaçantes; néanmoins, j'avais vu si souvent dans Paris, notamment au mois de juin 1820, de ces groupes tumultueux qui criaient beaucoup et ne faisaient rien, que je m'attendais encore cette fois à un pareil dénouement, d'autant plus que ces hommes si violents en paroles n'essayaient nullement aujourd'hui à s'opposer à l'action de la police.

Le soir du même jour, j'appris qu'une émeute assez violente se développait dans les environs du Palais-Royal et de la rue Saint-Honoré; je rentrai aussitôt chez moi afin de savoir si l'état-major général de la garde ne m'y avait pas adressé des ordres, et n'en trouvant pas, je montai à cheval et me rendis promptement chez le maréchal duc de Raguse, sur la place du Carrousel. Tout était parfaitement tranquille dans les rues que je suivis (la place Vendôme et la rue de Rivoli); mais en arrivant chez le maréchal, j'entendis dans la direction du Palais-Royal et du Théâtre-Français quelques coups de feu et même des détonations qui me parurent être des feux de peloton. Je dis au maréchal que je venais prendre ses ordres et me mettre à sa disposition; mais il ne m'employa pas ce jour-là, et se contentait d'envoyer de temps à autre des officiers aux nouvelles; la plupart rapportaient qu'on formait des barricades dans la rue Saint-Honoré, qu'on pillait des boutiques d'armuriers, que le peuple ameuté lançait des pierres sur la troupe, et que celle-ci avait été forcée, pour sa propre défense, de faire plusieurs fois usage de ses armes; mais jusque-là, il n'y avait pas d'action sérieuse engagée, et la plupart des officiers assuraient que la troupe seule avait fait feu; d'autres cependant disaient avoir vu partir du centre des groupes séditieux des coups de fusil ou de pistolet, ce qui était probable, puisque le pillage de plusieurs boutiques d'armuriers avait mis entre les mains de ces furieux des armes et des munitions; au reste, avant minuit, le tumulte était entièrement apaisé dans ce quartier, et chacun était rentré chez soi, ou vaquait librement à ses affaires.

Le 28 au matin, mon aide de camp, qui logeait au faubourg Poissonnière, me prévint que les soldats d'infanterie casernés dans son voisinage étaient répandus dans les rues et dans

les cabarets aux environs de leur quartier, se promenant et buvant avec des bourgeois qui les recherchaient avec empressement et les entraînaient dans les cafés et les billards, qui abondent toujours à l'entour des casernes, pour leur payer à boire : je rendis compte de ce fait, qui me parut inquiétant, au duc de Raguse, et peu d'instant après, je reçus l'ordre de me rendre chez lui à l'état-major général de la garde royale. Aussitôt que j'y fus arrivé, il me prévint que j'avais le commandement d'une colonne de troupes réunie devant l'hôtel du ministère des affaires étrangères (boulevard des Capucines) et composée du 1er régiment d'infanterie de la garde fort de trois bataillons, du régiment de lanciers et de deux pièces de canon. « Chaque homme, ajouta-t-il, est pourvu de quarante cartouches; votre mission consiste à parcourir les boulevards depuis la Madeleine jusqu'à la place de la Bastille et de là tout le faubourg Saint-Antoine; vous disperserez les groupes et vous détruirez toutes les barricades qui se trouveront à votre portée : si l'on vous jette des pierres, vous répondrez pas des coups de fusil; si on vous tire des coups de fusil, vous répondrez par des coups de canon; quand vous aurez parcouru toute cette partie de Paris, vous ramènerez vos troupes à l'état-major général de la garde. »

Telles furent, mot à mot, les instructions que je reçus; il ne fut pas question qu'un commissaire de police dût m'accompagner, ni de sommations à faire; il allait sans dire que je n'aurais recours à la force et à l'emploi des armes qu'en cas de résistance sérieuse, et c'était bien mon intention : le maréchal me connaissait assez pour en être sûr. Au moment où je le quittais, on apportait à l'état-major général un officier d'infanterie de la garde blessé de plusieurs coups de feu, sur la place de Grève.

Il m'avait été annoncé trois bataillons du 1er régiment, et je n'en trouvai qu'un; peu de moments après, un second arriva de Saint-Cloud, d'où il descendait la garde; j'ignore où était le troisième, mais quand j'envoyai prévenir le maréchal de ce contre-temps, il me fit répondre de prendre un bataillon du 6e régiment d'infanterie de la garde qu'on trouverait sur

la place Louis XV. Cette troupe, ayant à sa tête son colonel, le baron de Revel (1), me rejoignit en effet promptement, et ma colonne se trouva forte d'environ 750 hommes d'infanterie, 150 lanciers commandés par leur colonel, le marquis de Chabannes Lapalice (2), et de deux pièces de canon; les deux bataillons du 1er régiment d'infanterie étaient sous les ordres de leur lieutenant-colonel, le baron de Vielbans, le colonel étant absent.

Excepté le bataillon du 6e régiment, cette infanterie me parut assez mal en ordre. Le bataillon qui arrivait de Saint-Cloud semblait déjà fatigué, et effectivement, la chaleur commençait à être forte. Les soldats n'avaient pas mangé, et, sur une question que je lui adressai, M. de Vielbans (3) me dit que ses hommes n'avaient que vingt cartouches et que quelques-uns même n'en avaient que dix; je m'arrêtai peu sur cet article, convaincu que nous en avions plus qu'il ne nous en fallait pour rétablir l'ordre et éteindre la révolte, partout où nous nous présenterions. Je me hâtai donc de me mettre en marche, et je plaçai un peloton de voltigeurs en avant-garde et un autre en arrière-garde, mais tous deux très rapprochés de la colonne.

Je rencontrai des groupes fort agités au coin de la rue Taitbout, sous le café Tortoni, au coin de la rue de Richelieu et près du passage des Panoramas; mais ils se dispersèrent sans aucune résistance sur l'ordre que je leur en fis donner, toutefois en protestant hautement contre les ordonnances (4)

(1) *Revel* (Antoine), né à Toulon le 21 juillet 1784, sergent au 1er régiment d'infanterie le 15 juillet 1801, sous-lieutenant au 1er régiment d'infanterie le 11 novembre 1801, colonel de la légion de la Vendée le 3 juin 1820, colonel du 6e d'infanterie de la garde royale le 29 octobre 1826.

(2) *Chabannes-Lapalice* (Jean-Jacques-Gilbert-Frédéric-Hugues, marquis de), né en 1791, cavalier dans le régiment des chevau-légers du prince d'Arenberg en 1806; fit toutes les campagnes de l'Empire jusqu'en 1812; chef d'escadron en 1812, prisonnier de guerre à Wilna; officier dans les gardes du corps en 1814, colonel des lanciers de la garde royale, général de brigade en 1830.

(3) *Vielbans* (Jacques-Raymond-Sébastien, baron de), né à Brive-la-Gaillarde le 13 février 1785, soldat aux vélites de la garde impériale le 9 juillet 1804, sous-lieutenant au 55e de ligne le 19 avril 1806, lieutenant-colonel au 1er d'infanterie de la garde royale le 23 novembre 1825.

(4) Par ces ordonnances, rendues en vertu de l'art. 14 de la Charte

et en annonçant qu'ils ne s'y soumettraient pas. Ces paroles m'importaient peu; je n'étais point chargé de les empêcher de parler, et j'aurais bien voulu qu'ils s'en fussent tenus là.

En arrivant sur le boulevard Bonne-Nouvelle, en face du théâtre du Gymnase, j'aperçus à environ cent pas de moi une barricade, mal faite, dans toute la largeur du boulevard. Elle n'était qu'ébauchée, et ne s'élevait pas à plus de deux ou trois pieds de terre; elle n'était un obstacle à mon passage que pour l'artillerie et la cavalerie; les voltigeurs d'avant-garde la détruisirent promptement de manière que toute la colonne pût y passer librement; mais pendant qu'ils étaient occupés à ce travail, plusieurs coups de fusil nous furent tirés de la porte de Saint-Denis, où quelques insurgés s'étaient renfermés, et des encoignures des rues adjacentes. Je crois que personne n'en fut atteint, et nous continuâmes notre marche jusqu'à hauteur de la rue Saint-Denis, mais arrivés en cet endroit, la fusillade devint beaucoup plus vive; il fallut y répondre, et quelques hommes furent tués et blessés de part et d'autre; au même instant un rassemblement nombreux ayant paru vouloir déboucher sur ma colonne par la rue Saint-Denis, et ayant commencé le feu contre nous, je lui envoyai deux coups de canon qui le dissipèrent aussitôt; ceux qui le composaient se jetèrent précipitamment dans les maisons et dans les rues latérales, et en un clin d'œil cette rue, encombrée de peuple un moment avant, se trouva entièrement déserte.

Je continuai alors ma route, qui ne fut plus qu'un combat continuel, mais souvent insignifiant : de droite et de gauche on nous tirait des coups de fusil, sans qu'il nous fût possible d'apercevoir nos ennemis, toujours cachés derrière des murailles ou par des coins de rue, ce qui n'empêchait pas nos jeunes soldats, malgré nos défenses expresses, de riposter à

octroyée par le roi Louis XVIII en 1814, la Chambre des députés, résultat des élections qui venaient d'être terminées, était dissoute sans avoir siégé. Les collèges électoraux, organisés d'après de nouvelles dispositions, étaient convoqués pour élire de nouveaux députés.

Enfin des entraves étaient apportées à la composition et à la publication des journaux. (*Note de l'auteur.*)

tout hasard dans la direction du feu; cela les amusait et ne faisait de mal à personne; enfin, à peine étions-nous parvenus à hauteur du Château d'Eau que le lieutenant-colonel du 1er régiment me rendit compte qu'il restait peu de cartouches à ses hommes, et que plusieurs même en étaient totalement dépourvus : on ne m'avait donné ni caissons d'infanterie ni caissons d'artillerie; les deux pièces de canon n'avaient de munitions que celles contenues dans leurs coffrets. J'envoyai donc sur-le-champ au duc de Raguse un officier de lanciers (M. Petit-la-Montagne) (1) qui, sur ma demande, m'avait été donné par le marquis de Chabannes pour faire, ce jour-là, auprès de moi, le service d'officier d'ordonnance; je l'avais chargé verbalement de faire connaître au maréchal la résistance que je rencontrais et qui augmentait toujours à mesure que j'avançais, et je demandais instamment qu'on m'envoyât sans retard un caisson de cartouches d'infanterie et un de munitions d'artillerie que M. Petit-la-Montagne me ramènerait lui-même dans le faubourg Saint-Antoine, ou partout où je me trouverais. J'étais loin de supposer que ma communication avec les Tuileries était interceptée, car j'avais laissé des troupes échelonnées sur la route que j'avais suivie, et j'étais prévenu que de fortes patrouilles devaient parcourir les boulevards; mais ce malheureux jeune homme, en essayant de remplir la mission que, je lui avais donnée, et que je ne croyais nullement dangereuse, fut lâchement assassiné sur le boulevard Saint-Denis; on disait même que, déjà renversé de cheval par plusieurs coups de feu, il avait été achevé à terre, mais je ne pourrais croire à une pareille atrocité que si je l'avais vue de mes propres yeux.

J'avançais toujours, et toujours en tiraillant, par conséquent le peu de cartouches qui restaient au 1er régiment se trouvaient épuisées quand j'arrivai à la place de la Bastille; mais le bataillon du 6e régiment en était encore assèz bien

(1) *Petit-la-Montagne* (Victor), né à Neufchâtel le 7 avril 1794, brigadier au 1er régiment des gardes d'honneur le 22 juillet 1813, garde du corps du Roi le 15 juin 1814, capitaine adjudant-major aux lanciers de la garde royale le 8 mars 1829; tué à Paris le 28 juillet 1830.

pourvu; cette position, au milieu d'une ville aussi populeuse et totalement insurgée, devenait inquiétante, et j'expédiai au maréchal un second officier (M. Imbert de Saint-Amand, major du régiment de lanciers) (1), pour demander de nouveau un prompt envoi de cartouches, qui me devenait indispensable pour continuer ma marche et pour assurer mon retour.

Je trouvai sur la place de la Bastille le 1er régiment de cuirassiers de la garde, un escadron de gendarmerie, et un régiment d'infanterie de ligne (cette dernière troupe me parut mal disposée). Ces différents corps avaient chacun leur chef particulier, mais pas de commandant général pour donner une direction à cette masse réunie, et, par conséquent, elle était sans utilité pour le service du Roi. Bien qu'elle n'eût pas été mise sous mes ordres, je pensai qu'en cette circonstance il était de mon devoir d'en disposer, et j'ordonnai à une partie des cuirassiers de la garde et au régiment d'infanterie de ligne de marcher sur la place de Grève, pour communiquer avec les troupes de la garde qui devaient y être en position, et maintenir la communication libre entre ces mêmes troupes et ma colonne; je prescrivis en même temps à l'escadron de gendarmerie de conserver son poste sur la place de la Bastille, et après avoir pris ces dispositions et avoir placé en tête de ma troupe le bataillon du 6e régiment d'infanterie de la garde. j'entrai dans le faubourg Saint-Antoine où, de loin, j'apercevais de fortes barricades et des rassemblements nombreux qui se formaient (2).

(1) M. Imbert de Saint-Amand fut assailli de même que l'avait été M. Petit-la-Montagne; mais il put, en abandonnant son cheval, se réfugier dans une boutique du faubourg Poissonnière, et là, ayant quitté son uniforme et mis un habit bourgeois, il se rendit, ainsi déguisé, à l'état-major général de la garde, où il s'acquitta de la mission que je lui avais donnée, mais il n'était plus possible alors de m'envoyer des cartouches ni de communiquer avec moi. (*Note de l'auteur.*)

Imbert de Saint-Amand (Bernard-Marthe), né à Paris le 30 novembre 1788, cavalier au 2e chasseurs le 24 octobre 1803, sous-lieutenant au 2e chasseurs le 25 mai 1809, capitaine au 2e chasseurs le 8 juillet 1813, aide de camp du général Pajol le 5 octobre 1813, major aux lanciers de la garde royale le 29 octobre 1828.

(2) M. Sala, officier au 6e régiment d'infanterie de la garde, dans une relation de ces événements intitulée *Dix jours de 1830*, dit : « Le général Saint-Chamans dirigea sur le faubourg Saint-Antoine la plus forte partie

Il y avait bien intention, de la part des insurgés, de résister opiniâtrément dans ce faubourg, mais ils n'étaient pas encore tout à fait organisés, et malgré un feu assez vif dirigé contre nous de plusieurs maisons, quelques coups de canon et l'attaque très impétueuse de nos voltigeurs nous rendirent promptement maîtres des barricades et mirent fin à la fusillade des révoltés, qui jusque-là n'avait pas été très meurtrière. J'occupai la grande rue du faubourg Saint-Antoine dans toute sa longueur, et laissant des pelotons d'infanterie de distance en distance, pour maintenir l'ordre et prévenir de nouveaux rassemblements, je donnai quelque repos à ma troupe, car l'infanterie était très fatiguée de cette longue marche par une chaleur excessive.

Notre attitude était paisible et pacifique, et les habitants, hommes, femmes et enfants, sortirent en foule des maisons et se mêlèrent dans nos rangs; j'étais à cheval au milieu d'eux, et je parlais avec action à plusieurs groupes de ce peuple pour l'exhorter à rester tranquille et à reprendre ses occupations ordinaires, lorsqu'une femme, s'approchant de moi, me dit avec vivacité et en gesticulant qu'il était impossible de rester tranquille lorsqu'on était sans argent pour acheter du pain pour ses enfants, et que, quant au travail et aux occupations, ils n'en avaient plus, puisque depuis la veille tous les ateliers étaient fermés. Je lui donnai une pièce de cinq francs, et elle se mit aussitôt à crier à tue-tête : *Vive le Roi! Vive le Roi!* Ce cri fut vivement répété par plusieurs de ceux qui m'entouraient et qui me tendaient leurs mains. Je pensai alors qu'un fourgon du Trésor, placé en tête de ma colonne, m'aurait été beaucoup plus utile que mes pièces de canon et aurait produit des résultats plus prompts et plus avantageux pour la cause royale que les caissons de cartouches que j'avais fait demander; le gouvernement devait bien savoir,

de la colonne qu'il avait amenée avec lui de la Madeleine; le commandement en fut donné au colonel de notre régiment,... etc. » M. Sala n'était pas présent : il est donc bien simple que ce récit manque d'exactitude; depuis notre départ du boulevard des Capucines jusqu'à notre retour sur la place Louis XV, je n'ai pas quitté un instant la tête de ma colonne. (*Note de l'auteur.*)

par sa police, qu'à l'apparition des ordonnances, les chefs des grandes fabriques avaient fermé les ateliers afin de pousser les ouvriers à la révolte par l'oisiveté et le mécontentement. Pourquoi alors ne pas s'être emparé de cette populace en la soldant? L'argent ne manquait pas dans les caisses du Roi. Malheureusement, ceux qui avaient jugé les ordonnances nécessaires avaient en même temps trouvé inutile de prendre des mesures pour en assurer l'exécution : ils avaient compté pour cela uniquement sur la divine Providence; mais en attendant tout du ciel, le salut du trône et du pays, ils auraient dû ne pas oublier ce précepte si sage et d'un si grand sens : Aide-toi, le ciel t'aidera.

Revenons aux braves gens qui m'entouraient dans le faubourg Saint-Antoine, et à cette bonne mère de famille devenue tout à coup si royaliste au son d'une pièce de cent sous. Je leur distribuai avec le même succès tout ce que j'avais d'argent sur moi; pièces d'or et monnaie de billon furent bien reçues et produisirent chez eux le même enthousiasme royaliste, car j'avais soin de leur bien dire que c'était le Roi qui nous avait ordonné de secourir les indigents : je vidai ainsi ma bourse; mais ce mince trésor fut bientôt épuisé, et ne trouvant plus de réponse à faire à ceux qui me tendaient la main (et il en arrivait de nouveaux à chaque instant) (1), je m'aperçus que les cris de : *Vive le Roi!* s'épuisaient aussi; plusieurs de ceux qui s'en allaient les mains vides éclataient même en murmures, et maugréaient tout comme si, après la réception qu'ils m'avaient faite, je leur devais une gratification. Je le répète, si j'avais eu un fourgon de pièces de cinq francs à distribuer, je me serais fait de tout ce peuple du faubourg Saint-Antoine et des environs une nombreuse avant-garde avec laquelle j'aurais pu parcourir pacifiquement tout Paris, et ces mêmes gens qui, le matin, avaient aidé à construire les barricades aux cris de : *Vive la charte!* le soir les auraient démolies avec joie, aux cris de : *Vive le Roi!* sans que

(1) J'en entendais à quelques pas de moi qui, en accourant, criaient à leurs amis ou parents : « Dis donc, N..., où est-ce qu'on donne de l'argent? »

j'eusse eu besoin de tirer un coup de fusil, et je les aurais amenés ensuite sur la place du Carrousel saluer de leurs acclamations royalistes le palais de nos rois.

Ayant fait mention de cette circonstance dans le rapport que j'adressai quelques instants après au duc de Raguse, sur les événements de la journée, j'appris, par suite, que le prince de Polignac, à qui ce rapport fut communiqué le jour même par le maréchal, lui écrivit aussitôt (1) : « Faites savoir à M. de Saint-Chamans qu'on lui fournira tout l'argent qu'il voudra. »

Mais il était trop tard (ainsi qu'à l'Hôtel de ville on le disait le lendemain aux envoyés du Roi), et quand M. de Polignac écrivait cette lettre au maréchal, on n'avait pas plus la possibilité de m'envoyer, en temps utile, de l'argent que des cartouches : c'était aussitôt après la publication des ordonnances, les 26 et 27 juillet, et même encore le 28 au matin, qu'il fallait, par les soins des commissaires et agents de police de ces quartiers, distribuer de l'argent parmi les ouvriers et les nécessiteux de la population des faubourgs et parmi les gamins de Paris; on aurait acheté tout ce monde à bon marché, et pour 300,000 francs par jour, on aurait eu à soi les 60,000 hommes qui ont construit et défendu les barricades, sauf quelques chefs qui, isolés, n'auraient pu rien entreprendre; c'était à bon marché éviter la guerre civile et consolider le trône.

J'ai dit que mes troupes étaient paisiblement établies dans la rue du Faubourg-Saint-Antoine, depuis la place de la Bastille jusqu'à la barrière du Trône; l'idée m'était venue d'envoyer chercher des cartouches au château de Vincennes, mais il fallait pour cela détacher une partie de mon infanterie, et, dans la position où je me trouvais, c'eût été me compromettre que de m'affaiblir; il aurait d'ailleurs fallu beaucoup de temps à ce détachement pour aller les chercher, les recevoir et les ramener; je pouvais et je devais m'attendre à chaque instant

(1) Cette lettre fut trouvée dans les papiers du maréchal duc de Raguse, sans doute à l'état-major général de la garde royale, et elle fut imprimée dans plusieurs journaux où je l'ai lue. (*Note de l'auteur.*)

à être forcé de faire un mouvement, et dans ce cas, il m'était impossible d'abandonner ce détachement ni de m'en passer; je ne doutais pas qu'on ne m'envoyât bientôt des munitions de l'état-major de la garde, et je résolus, en les attendant, d'adresser au major général le rapport de mes opérations jusqu'à ce moment de la journée. Dans ce dessein, j'entrai dans un corps de garde de pompiers qui se trouve au milieu du faubourg, et je commençai à dicter à haute voix à mon aide de camp le rapport des événements qui venaient d'avoir lieu : je demandais de nouveau avec les plus vives instances qu'il me fût envoyé des munitions, et j'en étais là de ma dictée quand un pompier, qui paraissait dormir sur le lit de camp et que je n'avais pas aperçu, prit vivement la parole pour m'apprendre que, dans un coin du corps de garde, il se trouvait un coffret renfermant une grande quantité de cartouches : « Mon général, disait-il, il y en a pour faire la distribution à une armée »; ce pauvre jeune homme n'en avait jamais tant vu (1). Je m'en fis remettre aussitôt la clef par le caporal du poste, et nous y trouvâmes 5 à 6,000 cartouches : c'était peu, sans doute, mais dans la pénurie extrême où nous en étions, ce secours était bien précieux, et me donna la faculté de faire distribuer environ dix cartouches à chacun des hommes qui en étaient dépourvus.

Je remis mon rapport au colonel des lanciers de la garde, et comme, d'après le long retard que mettaient à me rejoindre les officiers que j'avais envoyés auprès du maréchal, je commençais à concevoir des inquiétudes, je donnai ordre au marquis de Chabannes d'envoyer cette dépêche par un officier à la tête de 25 lanciers; mais un quart d'heure après, il vint lui-même me rendre compte qu'il était impossible à la cavalerie, quelque nombreuse qu'elle fût, d'aller de la place de la Bastille aux Tuileries, puisqu'on avait fait des abatis avec les plus gros arbres des boulevards, qui en barraient

(1) Ce poste de pompiers avait été désarmé dans la matinée par le peuple, et c'est sans doute ce mauvais procédé qui leur avait donné assez d'humeur pour que l'un d'eux m'indiquât les cartouches, ce qu'ils n'avaient pas fait pour le peuple. (*Note de l'auteur.*)

absolument le passage, et que la rue Saint-Antoine était si fortement barricadée que les cuirassiers de la garde et le régiment d'infanterie de ligne que j'avais dirigés vers la place de Grève n'avaient pu forcer le passage; ces troupes venaient donc de se replier sur la place de la Bastille, et je compris alors pourquoi il ne m'arrivait ni ordres, ni munitions.

D'après ces fâcheuses nouvelles, il devenait urgent de sortir de la mauvaise position où je me trouvais, et rassemblant aussitôt mon infanterie, je me mis promptement en marche afin de réunir toutes mes troupes sur la place de la Bastille. d'où je comptais me porter sur le point où je croirais pouvoir agir avec le plus d'avantage et d'utilité pour le service du Roi.

Pendant que j'opérais ces mouvements de détail, des rumeurs sourdes parmi ma troupe, et quelques paroles que je recueillis des officiers qui se trouvaient le plus près de moi, me donnèrent à penser que l'infanterie n'avait pas agi franchement dans cette circonstance, et qu'elle avait même refusé de tirer sur le peuple révolté.

Notre course rétrograde nous attira encore quelques coups de fusil de la part des bons habitants du faubourg; je crois même que le colonel des lanciers de la garde, le marquis de Chabannes, fut légèrement blessé de quelques grains de plomb en arrivant sur la place de la Bastille. Là, on me rendit compte qu'on entendait, par moments, un feu assez vif dans la direction de la place de Grève, et cela me décida à marcher sur ce point, faisant précéder l'infanterie par mes deux pièces de canon, afin de me trouver plus tôt en mesure de battre les barricades; mais chaque pièce n'avait plus que deux ou trois coups à tirer, car le peu de munitions contenues dans les coffrets avaient été promptement épuisées.

Les commandants du régiment de cuirassiers de la garde, du régiment d'infanterie de ligne et de la gendarmerie, qui se trouvaient de nouveau réunis sur la place de la Bastille, voulaient absolument que je les comprisse dans mon commandement; mais, outre que ces troupes ne faisaient pas partie de celles qui m'avaient été confiées, elles ne pouvaient

que m'embarrasser, car je n'avais déjà que trop de cavalerie pour la guerre que j'allais faire dans les rues et contre les fenêtres; et quant à l'infanterie de ligne, les mauvaises dispositions qu'elle venait de manifester ne me permettaient pas d'en attendre un appui efficace; ne voulant cependant pas abandonner ces troupes dans une position où, après mon départ, elles pouvaient se trouver compromises, je les autorisai à marcher à la queue de ma colonne.

Dans cet instant, un homme vêtu en bourgeois m'apporta une lettre à mon adresse, sur l'enveloppe de laquelle étaient écrits ces mots : « 10 francs au porteur si cette lettre est remise au général Saint-Chamans avant quatre heures. » J'ouvris promptement cette dépêche : elle était du major Imbert de Saint-Amand, mais sans signature : il m'apprenait la mort de l'adjudant-major M. Petit-la-Montagne, assassiné sur les boulevards, et la manière dont lui-même avait évité un pareil sort; il me faisait part de l'impossibilité où l'on était de m'envoyer des cartouches, et me transmettait l'ordre du maréchal de me retirer sans délai sur les Tuileries. Je ne me rappelle pas si cette lettre m'était nominativement adressée, ou à M. de Chabannes, colonel des lanciers.

Je remis au même individu, après qu'il eut été payé, le rapport que j'avais écrit dans le corps de garde des pompiers, en ayant soin de ne pas oublier sur l'enveloppe l'injonction pécuniaire qui avait fait arriver jusqu'à moi la lettre de M. Imbert de Saint-Amand, et qui devait aussi faire parvenir ce rapport au maréchal, et j'entrai aussitôt dans la rue Saint-Antoine où, de la place où nous étions, on pouvait déjà apercevoir de fortes barricades.

J'aurais dû peut-être, d'après l'ordre que je venais de recevoir, me diriger tout de suite sur les Tuileries par les quais de la rive gauche en passant le pont d'Austerlitz; mais le feu qu'on avait entendu dans la direction de la place de Grève et l'aspect très hostile de la rue Saint-Antoine me persuadèrent que, dans l'intérêt du service du Roi, c'était plutôt sur l'Hôtel de ville que je devais marcher que vers les Tuileries.

A notre entrée dans cette rue, nous fûmes assaillis par un feu de mousqueterie assez vif, partant des croisées, et dont l'intensité augmentait à mesure que nous avançions; ma troupe y répondit vivement; plusieurs barricades furent successivement enlevées malgré l'embarras de notre marche (car outre les coups de fusil qui partaient de tous côtés sans que nous pussions apercevoir ceux qui nous les tiraient, on nous accablait du haut des maisons d'un grêle de pavés, de gros meubles, etc., et je n'avais plus un coup de canon à tirer), quand nous nous trouvâmes au pied d'une énorme barricade qui fut lestement franchie par nos voltigeurs d'avant-garde, mais qui était construite si solidement que, malgré de très grands efforts, pendant un long espace de temps il nous fut impossible de la démolir ni même d'y pratiquer un passage pour les canons et la cavalerie. Si je n'avais eu avec moi que de l'infanterie, il m'aurait été facile, et même sans éprouver une grande perte d'hommes, de pénétrer promptement jusqu'à la place de Grève; il ne s'agissait pour cela que de continuer à marcher en envoyant quelques balles dans les croisées, afin d'empêcher nos ennemis de nous ajuster tout à leur aise; mais je ne pouvais abandonner dans ce défilé ni mon artillerie, ni la cavalerie.

La fusillade était extrêmement vive sur ce point, j'y perdais du monde par le feu des maisons situées aux environs de la barricade, et où les insurgés s'étaient enfermés; il m'eût été facile d'en faire enfoncer les portes ou d'y faire pénétrer nos voltigeurs par les fenêtres basses; mais alors la prise d'assaut de ces maisons aurait entraîné des massacres, peut-être même des incendies, et c'est surtout ce que je voulais éviter, car, vainqueurs ou vaincus, on n'aurait jamais pardonné aux brûleurs d'une rue de Paris, et la prise de quelqu'une de ces maisons n'aurait été en définitive que de peu d'utilité pour le succès de notre cause.

Cette lutte meurtrière continuait avec acharnement de part et d'autres, et j'y avais déjà perdu bien des braves gens (1).

(1) Mon aide de camp, le capitaine Dalpuget, y fut atteint de deux balles.

lorsque plusieurs officiers d'infanterie s'approchèrent de moi pour me prévenir, à voix basse, que leurs hommes brûlaient les dernières cartouches ; je m'y attendais bien, d'après la vivacité de notre feu, et il fallut alors reconnaître qu'il n'y avait pas possibilité de pénétrer, avec cette colonne embarrassée de chevaux et d'artillerie, jusqu'à la place de Grève. Je fis donc rappeler les voltigeurs d'avant-garde qui étaient toujours engagés au delà de la barricade monstre qui nous séparait d'eux, et j'opérai ensuite un mouvement par ma gauche pour gagner le pont d'Austerlitz par les rues latérales qui, de la rue Saint-Antoine, se dirigent sur ce point. Cette marche ne fut pas inquiétée par les insurgés; quelques-uns de leurs tirailleurs essayèrent de nous interdire le passage du pont, mais ils étaient en trop petit nombre, et aussitôt que nous fûmes passés sur la rive gauche de la Seine, voyant les boulevards neufs tout à fait libres et sans barricades, j'ordonnai au colonel des lanciers de la garde de se rendre rapidement aux Tuileries afin de prévenir le maréchal duc de Raguse que je me dirigeais sur l'École militaire pour me réapprovisionner en munitions d'artillerie et en cartouches d'infanterie, et lui demander ses ordres pour mes mouvements ultérieurs.

Il était alors cinq à six heures du soir, la troupe était sous les armes et en marche depuis sept heures du matin; nos hommes étaient exténués de fatigue, de faim et surtout de soif, car la chaleur était brûlante et doublée encore par l'émotion que produit toujours un combat long et acharné.

Notre marche depuis le pont d'Austerlitz jusqu'à l'esplanade des Invalides en suivant les boulevards neufs ne fut pas troublée; quelques coups de fusil tirés honteusement par des gens qui se cachaient derrière les murailles ne nous occasionnèrent aucune perte : mais nous marchions lentement, tant à cause de nos blessés, pour lesquels je ne trouvais aucun moyen de transport, que par suite de l'extrême fatigue de l'infanterie, et le jour baissait quand nous arrivâmes devant la grille de l'hôtel des Invalides; j'y trouvai leur vénérable gouverneur (le marquis de Latour-Maubourg), qui s'empressa

de faire donner à mes troupes les rafraîchissements dont elles avaient un si grand besoin, et j'y déposai les blessés qui l'étaient assez grièvement pour ne plus pouvoir nous suivre, et que M. Ivan, chirurgien en chef de l'hôtel, fit panser aussitôt avec l'empressement et les soins qui distinguent toujours, dans ces malheureuses circonstances, les chirurgiens militaires français.

Pendant ce temps de repos, j'avais envoyé à l'École militaire chercher quelques caissons de cartouches dont la distribution venait d'être terminée, quand un officier m'apporta un ordre du maréchal pour établir ma troupe au bivouac sur la place Louis XV et dans les Champs-Élysées : je m'y rendis seulement avec la colonne qui me suivait depuis le matin, et je laissai aux cuirassiers, à la gendarmerie et à l'infanterie de ligne la liberté de prendre telle position que leurs chefs leur prescriraient.

Je trouvai déjà bivouaquées sur la place Louis XV et dans les Champs-Élysées plusieurs troupes d'infanterie de la garde; je crois que c'était la brigade du général Saint-Hilaire : cet officier général était lui-même établi à l'hôtel du ministère de la marine, où je me rendis également, et après avoir placé mes troupes comme je le jugeai convenable, je courus rendre compte au duc de Raguse de mes opérations pendant cette journée et de ma position actuelle.

Le maréchal venait de se jeter sur son lit : la journée avait dû, moralement et physiquement, être fatigante aussi pour lui; il voulut bien me donner des éloges (1), et il me questionna sur l'état des choses et sur les meilleurs moyens à employer pour réduire les révoltés; je lui en soumis plusieurs, et entre autres l'action d'une forte masse d'artillerie réunie avec laquelle on pourrait foudroyer, ou au moins effrayer tout ce qui tenterait de s'approcher des Tuileries. « Mais, dit-il, toute l'artillerie de la garde, excepté les batteries de service, est à Vincennes, et nos communications avec Vincennes ne sont pas libres! » Cet obstacle était minime, car

(1) « Général Saint-Chamans, me dit-il quand j'entrai chez lui, vous vous êtes conduit en homme d'esprit et en homme de cœur. »

en envoyant quelques bataillons d'escorte et en faisant un petit détour, cette artillerie aurait bien eu le temps d'arriver dans la matinée. Le maréchal se tourmentait aussi sous le rapport des vivres : les magasins de pain et autres approvisionnements étaient trop éloignés des Tuileries pour qu'on pût envoyer des hommes de corvée aux distributions : il aurait fallu livrer bataille pour y arriver. Je me rappelai alors les rafraîchissements que le marquis de Latour-Maubourg avait délivrés à toute ma colonne, et je proposai au maréchal d'employer la manutention et les approvisionnements de l'hôtel des Invalides, pendant toute cette nuit et la matinée du 29, afin de pouvoir donner, dans la journée, du pain à la garde royale; on y aurait sans doute aussi du vin et de l'eau-de-vie; quant à la viande, il était facile d'envoyer saisir celle qui devait être prête dans les abattoirs des barrières de Clichy et de Monceau : ces idées furent accueillies, et je fus aussitôt chargé d'en préparer l'exécution. Je passai donc le reste de la nuit à écrire au marquis de Latour-Maubourg (et il s'était effectivement mis en mesure de nous fournir dans le courant de la journée une bonne provision de vivres de toute espèce, mais l'évacuation de Paris rendit inutiles ses bonnes dispositions) et j'envoyai aux abattoirs des détachements armés qui, au point du jour, nous ramenèrent une grande quantité de viande.

Le régiment des chasseurs à cheval de la garde arrivant de Melun me rejoignit le 29 de grand matin; il avait eu quelque peine pour pénétrer jusqu'à la place Louis XV, et avait été forcé de faire plusieurs détours : j'attendais également les dragons de la garde venant de Fontainebleau, et je m'étonnais même (à 6 heures du matin) de ne pas les voir déboucher, lorsqu'un officier de ce régiment arriva à toute bride pour me rendre compte que ce corps n'avait pu passer le nouveau pont sous Grenelle; que ce quartier, ainsi que ceux des Bonshommes et de Chaillot, étaient en insurrection et armés, et qu'au moment où il avait quitté le régiment, les chefs éprouvaient quelque embarras sur la direction qu'ils devaient suivre. J'envoyai aussitôt cet officier au maréchal

pour lui porter ces renseignements et lui demander ses ordres.

En ce moment, les environs des Tuileries étaient encore assez calmes; je parcourus les boulevards du côté de la Madeleine, et rien n'annonçait positivement que la lutte engagée depuis deux jours allait recommencer. Les Parisiens se lèvent tard, et ils n'étaient pas encore prêts pour cette troisième journée.

Peu de temps après, un aide de camp du maréchal revint avec l'officier de dragons que je lui avais envoyé, et ils m'apportèrent l'ordre de me diriger sur-le-champ avec deux bataillons du 1er régiment d'infanterie de la garde, le régiment de chasseurs à cheval et une pièce de canon, sur Passy et Auteuil, afin de rétablir la communication directe avec Saint-Cloud et de dégager le régiment de dragons de la garde, s'il en était besoin; je fis aussitôt mes dispositions en conséquence et j'allais me mettre en marche, quand le lieutenant-colonel du 1er régiment d'infanterie, M. de Vielbans, vint me dire que ses hommes déclaraient hautement qu'ils ne se battraient plus contre les Parisiens.

On peut juger combien cette première marque d'insubordination et de défection dans les troupes de la garde royale me surprit et m'affligea : je craignis tout de suite, si ce régiment montrait ouvertement ces mauvaises dispositions, qu'elles ne se communiquassent rapidement aux autres corps qui nous entouraient; je répondis donc à M. de Vielbans qu'il ne s'agissait pas, au moins pour le moment, de se battre dans Paris, puisque nous allions en sortir, et que notre mouvement n'avait pour but que d'éclairer et d'assurer la route de Saint-Cloud. Je le renvoyai à la tête de son régiment avec ces bonnes paroles, et m'y étant porté moi-même un instant après, je me mis en marche par les Champs-Élysées, l'allée des Veuves et le quai de Chaillot; je trouvai quelques barricades élevées sur ce quai avant d'arriver à la barrière des Bonshommes, mais elles étaient abandonnées, et les insurgés se contentèrent, sur ce point, de tirailler quelques coups de fusil des jardins qui bordent le quai; la fusillade devint plus vive en approchant

de la barrière, qui était fermée et barricadée, et je fus forcé de la faire enfoncer à coups de canon, tandis que je détachais un bataillon sur ma droite pour tourner la montagne des Bonshommes en gravissant les hauteurs du palais du roi de Rome, d'où un feu assez lent était dirigé contre nous; dans le même instant, un peloton des chasseurs de la garde engageait avec beaucoup de résolution une charge dans les rues de Chaillot; nous fûmes promptement maîtres de toutes ces positions, et là comme la veille dans Paris, aucune troupe réunie ne se présenta pour lutter corps à corps contre nous; les insurgés se contentaient de tirailler, en se cachant et en se mettant à l'abri autant qu'ils le pouvaient; cette escarmouche ne fut meurtrière ni de part ni d'autre; le général baron de Druault (1), qui s'était rallié, comme volontaire, à ma colonne, montra de la vigueur dans cette attaque; le chef de bataillon Loqueneux (2), du 1er régiment, se fit remarquer par son intrépidité et par la manière dont il enleva sa troupe ; déjà la veille il avait été blessé, près la rue Saint-Denis, d'un coup de fusil chargé de plomb de chasse. Le 1er régiment, malgré les mauvaises dispositions qu'il avait manifestées au moment du départ, fit bien son devoir.

Ce point nettoyé, je ne trouvai plus d'obstacle dans ma marche; une barricade était construite à l'embranchement de la grande route de Sèvres et du chemin qui se dirige sur Auteuil, mais elle fut totalement abandonnée à notre approche, et j'occupai Auteuil et Passy sans éprouver de résistance: à la sortie de ce dernier endroit, je fis une halte de rafraîchissement pour l'infanterie, que la grande chaleur avait déjà bien

(1) *Druault* (Louis-Paul)), né 29 janvier 1763 à la Basse-Terre (Guadeloupe), sous-lieutenant à la suite du régiment de la Martinique 1er septembre 1879; lieutenant au 1er chasseurs de la Martinique, 16 octobre 1788; émigré en 1793; major aux chasseurs anglais de la Guadeloupe 17 septembre 1793; sert dans l'armée anglaise jusqu'au 1er juillet 1814; colonel 23 janvier 1815; colonel du 2e d'infanterie de la garde royale le 8 septembre 1815; maréchal de camp le 23 janvier 1819; retraité le 20 août 1830.

(2) *Loqueneux* (André-Joseph), né à Saint-Souplet (Nord) le 31 octobre 1786, soldat au 17e d'infanterie le 23 avril 1802, sous-lieutenant au 17e d'infanterie le 8 mars 1807, chef de bataillon au 1er régiment d'infanterie de la garde royale le 29 octobre 1828.

fatiguée; nous n'entendions plus tirer que faiblement et de loin en loin dans la direction de Paris, et je me flattais d'une pacification que je désirais bien ardemment. Je remis la troupe en marche après un repos d'une demi-heure; je comptais rentrer à Paris par la barrière de l'Étoile et les Champs-Élysées, mais au moment où j'allais arriver à l'Arc de triomphe, je rencontrai le régiment des dragons de la garde, qui venait de sortir de Paris et se mettait en bataille sur ce point; beaucoup d'autres troupes, assez mal en ordre, sortaient également de Paris se dirigeant sur l'entrée du bois de Boulogne, et j'appris là, par les officiers de dragons, les tristes événements qui venaient d'avoir lieu; un instant après, je rencontrai le duc de Raguse qui me donna l'ordre de diriger ma colonne sur Saint-Cloud (1).

(1) *Extrait de l'historique du 1er régiment d'infanterie de la garde royale.* Le 27 juillet, le 1er bataillon monta la garde au château des Tuileries et de Saint-Cloud, comme de coutume.

Le 2e bataillon, ou plutôt un piquet de 500 hommes, alla vers quatre heures du soir prendre position sur le boulevard de la Madeleine près le ministère des affaires étrangères; il rentra à la caserne à une heure du matin sans avoir eu aucune affaire.

Le même jour, un détachement de 30 hommes était de piquet à l'état-major; ce détachement a fait déjà plusieurs sorties pour apaiser les troubles et dissiper les rassemblements. Jusque-là les sorties avaient été assez paisibles, quoique plusieurs hommes aient été atteints par des pierres. Sur l'avis donné par l'état-major que la maison Perrin-Lepage, armurier rue de l'Échelle, est assaillie à coups de pierres, le commandant avec 15 hommes reçoit l'ordre de s'y porter. Un détachement de lanciers y est aussi envoyé. Les lanciers mettent en fuite les assaillants et sont assaillis eux-mêmes par une grêle de pierres; le détachement continue sa route malgré une barricade, entre dans la rue Saint-Honoré, et reçoit aussi des coups de pierres; deux hommes sont blessés par des coups de feu; l'officier qui conduit le détachement fait tirer; un renfort de lanciers arrive et met en fuite de nouveau le rassemblement et tout rentre dans l'ordre.

Le 28 dès huit heures du matin, le 2e bataillon, qui devait aller à Saint-Cloud monter la garde, reçoit l'ordre d'aller aux Tuileries; en y allant il reçoit l'ordre de se porter vers le Palais-Royal; il y resta toute la journée.

Le poste des Tuileries fourni par le 1er bataillon ne fut pas relevé. Le 3e bataillon et tout ce qui restait des 1er et 2e bataillons furent dirigés sur le boulevard de la Madeleine; il parcourut tous les boulevards jusqu'à la place de la Bastille. Arrivé devant le théâtre du Gymnase, le détachement trouva une barricade qui fut franchie; il essuya plusieurs coups de feu venant de la rue Bonne-Nouvelle.

A la porte Saint-Denis le détachement était au repos, l'arme au pied, lorsque des hommes postés dans l'intérieur de la porte Saint-Denis tirèrent sur lui; on fit éclairer ce monument et on en fit descendre ceux qui

Lorsque j'arrivai à la porte Maillot (entrée du bois Boulogne), plusieurs hommes embusqués derrière les arbres de l'avenue de Neuilly nous envoyèrent quelques coups de fusil; on nous en tira également de Sablonville et du chemin des Ternes; un officier m'ayant fait remarquer au même instant un attroupement armé assez nombreux dans la direction de Neuilly, je fis tirer sur ce point un ou deux coups de canon (1) afin de disperser tout ce monde et d'éviter que ma colonne ne fût inquiétée sur la droite dans le mouvement de retraite sur Saint-Cloud.

En traversant Boulogne, je rencontrai M. le Dauphin suivi

y étaient postés. Cinq hommes furent grièvement blessés par ces coups de feu. Il continua sa route et arriva à la Bastille, où il reçut l'ordre de se porter à la barrière du Trône par le faubourg Saint-Antoine. En revenant un homme fut tué, et il y eut plusieurs blessés. Rentré dans la rue Saint-Antoine et renforcé par le 1er bataillon qui revenait de Saint-Cloud et qui y avait été relevé par le 2e régiment, il reçut l'ordre de rejoindre la place de Grève.

Plusieurs barricades furent enlevées : arrivée à la vieille rue du Temple, la compagnie de grenadiers du 1er bataillon, les voltigeurs des 1er et 3e bataillons et la 1re compagnie du 1er bataillon passèrent la plus forte barricade. Voyant que le bataillon ne suivait pas, ils opérèrent leur retraite : MM. Fellonneau et Molard, lieutenants, furent tués, ainsi que sept hommes. MM. de Bonchamp de Fierville, Dutheillet de Lamothe et de Bousmard, capitaines, y furent grièvement blessés. Cinquante hommes y furent aussi plus ou moins grièvement blessés, soit par des coups de feu, soit par ce qu'on jetait par les fenêtres.

La retraite s'opéra par la rue Saint-Antoine... on gagna le pont d'Austerlitz, où il y eut encore quelques coups de fusil échangés; puis on revint par les boulevards extérieurs aux Invalides, où il y eut une distribution de pain. De là ces deux bataillons s'en vinrent passer la nuit aux Champs-Elysées au bivouac.

Le 29, le détachement qui était aux Champs-Élysées fut chargé d'éclairer les environs de Paris. En y allant et près du pont d'Iéna, il trouva une barricade qu'il franchit. Il fit prendre la fuite à des hommes qui tenaient la hauteur du Trocadéro et s'en empara, éclaira Passy, Auteuil, le bois de Boulogne, revint à la porte Maillot où il fut chargé de protéger la retraite de la cavalerie et de l'artillerie.

Le détachement était au repos, à l'embranchement des cinq routes au bas de la barrière du Roule. Un voltigeur y fut tué par un coup de feu parti de chez un marchand de vin. De là il revint à Saint-Cloud par le bois de Boulogne. (Archives de la guerre).

(1) Les journaux révolutionnaires firent beaucoup de bruit à cette époque d'un boulet trouvé dans le parc de Neuilly, où résidait alors le duc d'Orléans, en prétendant que de Saint-Cloud on avait tiré sur Neuilly : si effectivement un boulet a été trouvé dans ce parc, c'est probablement un de ceux que, de la porte Maillot, j'avais envoyés dans la direction du pont de Neuilly. (*Note de l'auteur.*)

d'un nombreux état-major; le prince s'arrêta pour me dire qu'il prenait le commandement en chef de l'armée; il m'adressa gracieusement quelques mots flatteurs sur ma conduite pendant ces événements, et il ajouta d'une manière très significative : « Au reste, soyez tranquille, le Roi en est bien instruit »; c'était m'annoncer un avancement qui, en effet, ne se fit pas attendre (1).

Il me quitta après ces paroles en m'ordonnant d'établir mes troupes à Saint-Cloud, où j'arrivai un moment après, et ne trouvant pas d'officier d'état-major pour m'indiquer l'emplacement que je devais occuper, je les bivouaquai provisoirement dans la grande allée qui borde la rive gauche de la Seine de Saint-Cloud à Sèvres (2).

(*N. B.* Proposition faite par moi au Roi, dans la soirée du 29, de marcher sur Paris et de m'emparer du château des

(1) Le 30, un officier de l'état-major général de la garde, M. de Puibusque, capitaine, m'apporta au bivouac ma nomination, datée du 29 juillet, au grade de lieutenant général; quand je remerciai M. le Dauphin, il me dit affectueusement : « Vous voyez, mon cher Saint-Chamans, que nous n'avons pas perdu de temps pour vous récompenser de votre belle conduite; nous nous sommes pressés, et avec raison, car probablement dans quelques jours nous ne le pourrions plus. » Je rejetai bien loin cette idée, que je croyais tout à fait dénuée de fondement; mais la suite ne prouva que trop combien les pressentiments de ce prince étaient justes.

J'avoue que cette récompense, qui m'était accordée d'une manière si honorable et dans une pareille circonstance, me flatta au delà de toute expression, et je suis persuadé que ceux qui, dans les premiers jours d'avril 1814 et au moment de son abdication, reçurent de Bonaparte les récompenses qu'il accordait à la vigoureuse fidélité qu'ils lui avaient conservée dans ces moments critiques, en furent plus glorieux que de toutes celles qu'ils avaient déjà reçues de lui dans les temps où la fortune lui était si favorable.

« Saint-Cloud, le 29 juillet 1830.

« MONSIEUR LE COMTE,

« J'ai l'honneur de vous prévenir que, sur la présentation de M. le Dauphin, le Roi a daigné vous nommer par ordonnance de ce jour au grade de lieutenant général.

« Cette lettre d'avis vous tiendra provisoirement lieu de brevet. »

« *Le président du conseil des ministres, chargé par intérim du portefeuille de la guerre,*

« Prince DE POLIGNAC. »

(2) Le jour de notre départ de Saint-Cloud pour Trianon et Rambouillet, je rencontrai sur le grand escalier de Saint-Cloud Mme la duchesse de

Tuileries avec deux régiments d'infanterie de la garde, deux de cavalerie et six pièces de canon, et de m'y établir militairement, tandis qu'une autre brigade de la garde occuperait la place Louis XV et les Champs-Élysées jusqu'à la barrière de l'Étoile, afin de maintenir libre les communications entre les Tuileries et Saint-Cloud. Ce plan n'est pas adopté, malheureusement pour Charles X et ses successeurs légitimes, car s'il l'avait été, ces princes, en sacrifiant le ministère Polignac et quelques autres inutilités, seraient restés sur le trône. Dans cet entretien, le Roi me donne à entendre qu'il me destine le commandement supérieur de Paris.)

Je fus appelé dans la matinée du lendemain 30 chez M. le Dauphin, où le Roi se trouvait au même moment; ces princes me firent part de leurs inquiétudes sur les difficultés que pouvait rencontrer Mme la Dauphine, alors en route pour revenir de Dijon à Saint-Cloud, et M. le Dauphin, en me remettant une lettre pour elle, me donna l'ordre (1) de partir dans

Berry, à peu près habillée en homme; elle me tendit fort gracieusement la main, que je m'agenouillai presque pour baiser.

Cinq ans après, à Prague, quand elle me trouva près de son fils comme gouverneur, une des premières choses qu'elle me dit fut de me demander si je me rappelais le grand escalier de Saint-Cloud. On ne peut imaginer avec quel empressement je lui répondis que c'était là un de ces moments qu'on n'oubliait jamais. « Eh bien! me dit-elle, recommençons »; et avec un sourire très aimable et un geste plein de grâce, elle me tendit la main, que je reçus comme à Saint-Cloud. (*Note de l'auteur.*)

(1) L'ordre écrit par l'état-major général de la garde était ainsi conçu :

« Saint-Cloud, 30 juillet 1830.

« Mon Général,

« En vertu des ordres de S. A. R. M. le Dauphin, que M. le maréchal me charge de vous transmettre, vous devez partir demain à la pointe du jour avec le régiment des dragons de la garde pour aller attendre S. A. R. Mme la Dauphine à la Croix de Berny. Une voiture destinée à ramener à Saint-Cloud Son Altesse Royale partira avec vous.

« Vous attendrez Mme la Dauphine jusqu'à lundi matin, à moins qu'il ne vous parvienne des renseignements certains que Son Altesse Royale s'est décidément arrêtée et dirigée d'un autre côté; on aura soin de vous faire parvenir de nouveaux ordres si M. le Dauphin a un avis contraire, et Son Altesse Royale vous remettra ce soir une lettre pour Mme la Dauphine.

« J'ai l'honneur d'être, etc.

« *Signé :* L'aide-major général de service,

« Marquis de Choiseul. »

la nuit avec le régiment de dragons de la garde pour aller au-devant de cette princesse vers le pont de Choisy-le-Roy, protéger son passage et la ramener à Saint-Cloud. Notre départ de ce dernier endroit pour Trianon et ensuite pour Rambouillet, qui fut résolu dans la soirée, empêcha qu'il ne fut donné suite à cette mission, pour le succès de laquelle j'avais déjà reçu les instructions les plus détaillées de M. le Dauphin et de l'état-major général de la garde royale.

Le même jour, voyant que tout était tranquille sur notre ligne, je remontai au château pour recevoir les dernières instructions relatives à mon départ avec les dragons; on venait de lire à tous les corps de la garde un ordre du jour du maréchal duc de Raguse qui leur apprenait que le Roi était entré en arrangement avec le gouvernement provisoire de Paris; d'après les termes de cet ordre, nous dûmes supposer que tout tendait à une prompte pacification et qu'il ne serait plus question de guerre civile.

En entrant dans la cour du château, je fus abordé par un officier supérieur de dragons de la garde qui me raconta avec une vive émotion que la plupart des colonels d'infanterie de la garde s'étaient réunis et avaient été prévenir M. le Dauphin qu'ils ne pouvaient plus répondre du bon esprit de leurs hommes. D'après ce qui m'était arrivé à moi-même la veille au moment de mon départ de la place Louis XV, cette nouvelle ne me surprit pas, mais supposant en conséquence de l'ordre du jour (1) dont je viens de parler (du duc de Raguse) qu'un arrangement pacifique était conclu avec Paris, je n'en fus pas aussi alarmé que j'aurais dû l'être, et j'entrai à l'état-major général pour y prendre les ordres qu'on devait me donner; mais il paraît que cette démarche des colonels avait changé les projets du Roi, et avait décidé le prompt départ de Saint-Cloud, probablement dans l'idée d'éloigner des séductions de Paris des troupes déjà mal disposées : j'appris donc du chef d'état-major qu'au lieu d'aller au-devant de Mme la Dauphine, je devais quitter mon bivouac à minuit pour me

(1) Détails que je tiens de Talon sur cet ordre du jour qui motive son refus de prendre le commandement.

porter sur Trianon à la tête des troupes qui m'étaient désignées, et auxquelles on donnait le titre d'escorte du Roi.

Cette marche de nuit sur Trianon, du 30 au 31, fut parfaitement tranquille; mais on put déjà remarquer quelques désertions dans l'infanterie de la garde, et dans la journée du 31, au pont de Sèvres, des bataillons refusèrent à M. le Dauphin lui-même, qui était resté là pour les commander, de marcher contre les Parisiens insurgés qui s'y étaient présentés et y avaient pris position; une compagnie d'infanterie de la garde passa de leur côté avec une pièce de canon, et un bataillon du 1er régiment suisse de la garde suivit ce honteux exemple; le reste de ce régiment fut mis sous mes ordres en arrivant à Trianon, et c'est alors que j'appris la défection d'un de ses bataillons. Je courus rendre compte de ce fait à M. le Dauphin, croyant lui en donner la première nouvelle : « Je le sais bien, me répondit ce prince, car ils ont passé à l'ennemi sous mes yeux. »

En entrant dans Versailles, avant d'arriver à Trianon, j'aperçus dans la rue un bourgeois avec un fusil sur l'épaule, et comme je donnais l'ordre à un officier de le faire désarmer, cet homme, qui m'avait entendu, dit à haute voix : « Oh! soyez tranquille, je n'en veux pas faire un mauvais usage, ni m'en servir contre vous; c'est seulement pour le duc de Raguse, et si je le rencontre, je lui ferai son affaire. » Voilà le bon usage qu'il prétendait en faire.

Versailles était aussi mal disposé que Paris pour le Roi : au moment d'y arriver, le général Ducoëtlosquet, qui marchait, en amateur, avec ma colonne, me raconta dans le plus grand détail une scène qui, la veille au soir, avait eu lieu dans la salle des gardes à Saint-Cloud, entre M. le Dauphin et le maréchal duc de Raguse, à propos de l'ordre du jour donné par ce dernier et dont j'ai parlé plus haut. Au dire du général Ducoëtlosquet, des paroles violentes s'étaient échappées de la bouche du prince, et entre autres le mot « traître » fut proféré à plusieurs reprises : à la suite de cette scène, le maréchal, par l'ordre du Dauphin, fut arrêté et son épée lui fut retirée; mais le Roi, peu d'instant après, l'ayant fait appeler dans son

cabinet la lui rendit, en présence de M. le Dauphin. Je ne puis émettre d'opinion sur ce fait, parce que je n'y étais pas présent, mais ce que je puis affirmer, c'est qu'un moment avant d'arriver à Versailles, ayant aperçu le maréchal sur le chemin que nous suivions, j'allai lui demander ses ordres. comme au major général de service de la garde royale, pour la direction et l'emplacement de mes troupes, et qu'il refusa de m'en donner en me répondant qu'il ne commandait plus rien et ne se mêlait plus de rien; et comme j'insistais, il me dit formellement que la manière dont il avait été traité la veille par M. le Dauphin ne lui permettait plus de servir où ce prince commandait. A cela, je lui fis observer que nous nous trouvions dans des circonstances à faire abnégation de tout sentiment personnel, et à servir, quand même, de tous nos moyens, la cause du Roi; mais je ne gagnai rien sur lui, et la nuit suivante, étant allé, lors de mon arrivé à Rambouillet, le réveiller dans un petit pavillon isolé où il s'était réfugié avec ses aides de camp, et lui ayant de nouveau demandé ses ordres, il me fit absolument la même réponse que le matin, et me laissa libre d'agir à ma volonté.

Nous restâmes peu d'heures à Trianon; les agents de la révolte qui parcouraient nos bivouacs à Saint-Cloud, et les espions envoyés par le gouvernement de Paris, nous poursuivaient à Trianon et à Versailles, et employaient vis-à-vis de nos troupes tous les moyens d'embauchage et de séduction; pour échapper à ce danger, il était nécessaire de mettre une plus grande distance entre Paris et notre petite armée; les meilleurs serviteurs du Roi conseillèrent donc de pousser plus loin, et vers trois heures après midi, un officier de l'état-major de M. le Dauphin vint me demander de la part du prince si ma troupe était en état de marcher encore ce jour-là. Nous avions fait une si petite marche pour venir de Saint-Cloud que je n'hésitai pas à répondre affirmativement, et quelques minutes après, je reçus l'ordre de me mettre en route pour Rambouillet.

La marche était forte (environ huit lieues de poste), surtout en partant si tard : mais je n'avais presque que de la cavalerie

avec moi, et il est reconnu que les chevaux suivent toujours lorsque les cavaliers le veulent bien; quant aux deux faibles bataillons qu'on m'avait donnés, ils avaient rafraîchi assez longtemps à Trianon, après leur arrivée de Saint-Cloud, pour entreprendre une nouvelle marche.

J'arrivai à Rambouillet entre minuit et une heure, le 1er août, avec toute ma cavalerie et une partie de l'infanterie, dont le reste rejoignit dans la journée, ou ne reparut plus; j'appris plus tard que dans les autres corps d'infanterie de la garde il y avait eu des désertions assez nombreuses pendant cette marche de nuit.

En entrant à Rambouillet, je ne trouvai personne pour m'indiquer le placement des troupes, ni postes établis en avant de cette ville pour la sûreté du Roi qui y était depuis quelques heures avec les gardes du corps; la cour se croyait en pleine paix. Je fis entrer provisoirement mes troupes dans le parc, où elles finirent par établir tout à fait leur bivouac, et nous restâmes jusqu'au départ, quoique la position ne fût pas celle qu'aurait dû occuper la cavalerie; mais personne ne donnait d'ordres.

Cependant j'avais couru au château pour prendre langue et demander des instructions, mais il était trop tard, et je ne trouvai personne pour m'en donner; ce fut alors que j'allai réveiller le duc de Raguse, qui ne m'en donna pas davantage, et je pris le parti de placer, tellement quellement, des petits postes avancés sur les routes de Pontchartrain, Cognières et Épernon, pour être du moins à même de reconnaître ce qui arriverait par ces divers chemins.

Je pensais qu'au point du jour l'emplacement des troupes serait rectifié; il n'en fut rien : personne ne se mêlait de ces détails, et la cavalerie resta bivouaquée dans le parc, bien fermé de fossés et de murailles, et qui était militairement la position à faire occuper par l'infanterie, tandis que cette dernière était bivouaquée dans un pré à l'entrée de Rambouillet, sur la gauche de la route en arrivant de Paris; elle y était entassée et dans la plus mauvaise position.

Mme la Dauphine arriva dans la matinée; le lieutenant

général Foissac-Latour, arrivant de Normandie, nous rejoignit également ; il avait commencé par aller nous chercher au château de Saint-Cloud, et n'y avait rencontré que les insurgés parisiens, par lesquels il avait même été sur le point d'être fort maltraité, bien qu'il n'en fût pas connu; mais il paraissait chercher le Roi et la garde royale, et c'était effectivement plus qu'il n'en fallait pour leur être suspect.

M. le Dauphin, en vertu du commandement que j'avais dans la garde royale, avait mis sous mes ordres, depuis notre établissement à Rambouillet, le général de Montgardé (1) avec le 18e régiment de chasseurs à cheval, qui se trouvait à Épernon, sur la route de Chartres, et avec lequel j'avais lié communication par un poste placé au Buissonnet; ce régiment paraissait bien disposé, ainsi que son colonel, le comte de Beaumont, et comme la division de cavalerie légère de la garde était excellente et à son grand complet, et que j'ignorais la désorganisation et la défection de la division de grosse cavalerie commandée par le lieutenant général Bordesoulle, je pensais que le Roi pouvait compter encore sur une belle et nombreuse cavalerie; j'espérais aussi que celle du camp de Lunéville allait nous rejoindre; je savais du moins qu'elle en avait l'ordre : je ne balançai donc pas à émettre l'avis, dans nos réunions et nos causeries des salons de Rambouillet, d'occuper les plaines de la Beauce avec ces masses de cavalerie, d'y rallier tout ce qui, dans l'armée, resterait fidèle à ses serments, et ainsi établis dans une riche et fertile province, de lier nos communications avec la Vendée et de menacer Paris.

J'eus lieu de croire que, dans le conseil du Roi, on penchait à adopter ce plan, et je pressais vivement pour qu'au moins on prît tout de suite un parti, car la désertion augmentait dans une proportion effrayante parmi l'infanterie campée à

(1) *De Montgardé* (Marie-Mathurin-Henry), né à Versailles le 9 janvier 1772, surnuméraire dans la compagnie de chevau-légers de la garde du Roi 1er janvier 1786, sert à l'étranger du 2 juin 1792 au 19 août 1805, aide de camp de Léopold Berthier le 5 octobre 1806, chef d'escadron en 1809, sous-lieutenant à la compagnie de chevau-légers le 1er juillet 1814, colonel le 19 août 1814, maréchal de camp le 13 décembre 1821, retraité le 5 avril 1832.

Rambouillet, et j'appris bientôt, par le comte de Bordesoulle lui-même, qui arriva tout seul, que sa division entière l'avait quitté successivement pour faire sa soumission au nouveau gouvernement, à l'exception d'un certain nombre d'officiers.

Au moment où notre mouvement sur Chartres paraissait décidé, je reçus du général baron de Montgardé un rapport par lequel il me rendait compte que la ville de Chartres, qu'il s'était chargé d'occuper avec le 18e régiment de chasseurs à cheval, venait d'arborer le drapeau tricolore, que le préfet avait été forcé d'en sortir, et qu'il s'y était formé des attroupements que la garde nationale contenait difficilement : ce général faisait remarquer qu'il y aurait de l'imprudence à vouloir pénétrer dans cette ville avec de la cavalerie seulement, en cas de résistance de la part des habitants.

Je courus porter ce rapport à l'état-major général; les mauvaises nouvelles y arrivaient de tous côtés : le 5e régiment d'infanterie de la garde, assiégé dans sa caserne à Rouen par la populace, avait capitulé, et le colonel de ce corps rapportait son drapeau au Roi; on n'avait pas de renseignements favorables sur la marche des camps de Lunéville et de Saint-Omer, mais, par contre, on savait que la plupart des corps de l'armée, en garnison dans un rayon de quarante à cinquante lieues de Paris, reconnaissaient le nouveau gouvernement établi à Paris et lui obéissaient; l'infanterie de la garde, déjà si peu nombreuse, s'affaiblissait encore à chaque instant par la désertion qu'on n'essayait même plus d'arrêter; les soldats partaient en plein jour, en disant hautement qu'ils allaient au pays, et en s'efforçant de débaucher leurs camarades (il en désertait néanmoins encore plus pendant les nuits); au peu d'hommes qui restaient sous les drapeaux, et avec cette monomanie de désertion, il était facile de calculer que dans peu de jours il ne resterait autour du Roi que quelque cavalerie avec les gardes du corps et un assez grand nombre d'officiers isolés, troupe inutile et même embarrassante.

Ce fut sans doute alors, d'après toutes ces considérations (appuyées peut-être aussi de quelques motifs secrets qui ne

sont pas venus à ma connaissance), que le Roi et son auguste fils eurent pour la première fois la pensée d'abdiquer; dans ces tristes circonstances, j'eus plusieurs fois l'honneur d'être appelé auprès d'eux, surtout par M. le Dauphin, et je fus à portée de me convaincre de la noblesse et de la grandeur de leurs sentiments; ils sacrifièrent leurs droits à l'espoir d'assurer par ce moyen à M. le duc de Bordeaux le trône qui semblait leur échapper; mais avant d'en venir là, j'entendis plus d'une fois le Roi, qu'on s'effrayait de voir rester inactif dans Rambouillet, et que l'on pressait de prendre un parti quelconque, répondre avec fermeté : « Non, j'attendrai la révolte ici, et je saurai mourir en roi. » Sa Majesté ne changea de sentiment à cet égard que lorsqu'on lui eut fait observer que la vie, si précieuse, de M. le duc de Bordeaux et celle des princesses de la famille royale pouvaient être compromises dans le désordre qui suivrait une attaque sur le château de Rambouillet, avec le peu de moyens de défense qui nous restaient : cette considération dut faire une profonde impression sur Charles X, et je pense que c'est elle qui, en définitive, le décida à abdiquer, et ensuite à abandonner tout projet de résistance dans Rambouillet, dont la position, avec notre petit nombre d'hommes, n'était pas tenable contre une attaque sérieuse.

J'ai rencontré bien des gens, et j'ai lu bien des articles de journaux royalistes qui établissaient que le Roi, à Rambouillet, avait encore 12,000 à 15,000 hommes de troupes de la garde royale, d'une fidélité éprouvée, et prêts à tout entreprendre pour ramener Sa Majesté à Paris et pour exécuter toute autre opération militaire; j'ai laissé dire. A quoi bon divulguer notre faiblesse dans ces pénibles moments, et la démoralisation qui avait atteint une bonne partie des corps de la garde? Ce n'est pas cependant que j'aie jamais douté qu'avec quelques pièces d'artillerie, les quatre régiments de cavalerie légère de la garde et les gardes du corps (et certes nous pouvions hardiment compter sur ces troupes) nous n'eussions facilement culbuté et mis en déroute les prétendus 80,000 hommes venant de Paris; mais à quoi cela eût-il servi?

nous ne les aurions ni tués ni faits prisonniers, car dans ce dernier cas, qu'en faire, et comment les garder? Nous ne nous serions pas plus trouvés en mesure, avec si peu de troupe, et seulement de la cavalerie, de rentrer dans Paris au milieu des barricades et de cette immense population exaspérée contre nous; ce ridicule combat et cette victoire sans but ni gloire n'auraient fait qu'envenimer les haines et irriter encore davantage les mauvaises passions de la populace contre le Roi et sa famille, tandis qu'avec de la modération on pouvait encore conserver l'espoir, en ayant le duc d'Orléans pour lieutenant général du royaume, de voir M. le duc de Bordeaux arriver au trône, sans guerre civile; c'était, avec quelques légères différences, recommencer la minorité de Louis XV.

Peut-être avec les 5,000 à 6,000 hommes restés fidèles aurait-on pu essayer d'arriver dans la Vendée et de lui faire prendre les armes. Mais ce projet qu'on pouvait tenter d'exécuter avec le Roi et le Dauphin seuls, marchant militairement à notre tête, était-il possible de s'y risquer avec Mme la Dauphine, Mme la duchesse de Berry et les deux jeunes princes ses enfants, qu'il aurait fallu sans cesse escorter et protéger contre des populations insurgées? Et encore, qui pouvait prévoir, ou, pour mieux dire, qui n'aurait pas prévu les nombreuses défections que nous allions éprouver pendant une route de quarante à quatre-vingts lieues, sans argent pour solder sa troupe et pour la faire vivre, et entourés des tentatives d'embauchage et des séductions de tout genre qu'on aurait lancées au milieu de nos rangs et qui, en nous faisant perdre tous les jours une partie de nos moyens de défense, devaient promptement amener l'instant où le Roi et sa famille resteraient sans protection suffisante, à la discrétion de leurs ennemis d'autant plus acharnés contre eux que la guerre civile aurait été plus prolongée et plus sanglante? Croit-on aussi que le gouvernement révolutionnaire établi à Paris nous aurait laissés tranquillement continuer notre marche vers la Vendée et le menacer ainsi d'une opposition armée qui aurait pu lui devenir redoutable? Non, sans doute, et son ministre de la guerre déjà reconnu ouvertement ou tacitement par la

plupart des corps de l'armée, et qui envoyait des ordres et des sommations jusqu'au milieu de nos rangs à Rambouillet, ne nous aurait-il pas d'avance, au moyen des télégraphes et des officiers et courriers envoyés dans ce but, fait fermer l'entrée des villes et le passage des rivières qu'il nous fallait traverser pour pénétrer jusqu'au Mans, à Laval, Angers ou Vannes?

Mais ces villes mêmes nous les aurions trouvées déjà et de leur propre mouvement armées, par l'impulsion du parti libéral ou républicain, contre l'autorité du roi légitime et préparées à le traiter en ennemi; notre marche n'aurait donc été qu'une lutte continuelle, et avec quels moyens pour la soutenir?

Je pourrais énumérer ici bien d'autres faits qui viendraient à l'appui de mon opinion et feraient juger plus sainement qu'on ne l'a fait en France notre position militaire et financière du 1er au 3 août à Rambouillet, mais ce sujet est trop pénible à traiter, et je dois me borner à dire ici avec la plus douloureuse conviction, avec la honte la plus profonde pour la faiblesse, l'insouciance et la lâcheté du parti royaliste, qu'il n'y avait plus moyen en ce moment de sauver la monarchie légitime en France; peut-être même aurait-on déjà subi ce résultat le 29 juillet, quand la garde royale avait évacué Paris; mais s'il y avait encore, après ce funeste événement, une chance de salut pour la royauté de Charles X, c'était de partir directement, ce même jour 29, de l'Arc de triomphe de l'Étoile pour se porter à marches forcées sur la Vendée, où l'on se serait fait précéder par des agents dévoués et jouissant de quelque influence dans le pays, afin de trouver en arrivant les populations déjà soulevées, armées et prêtes à commencer la guerre en ayant le Roi à leur tête, et appuyées de la cavalerie et de l'artillerie de la garde royale et des gardes du corps. Quel point de ralliement pour tous les royalistes dispersés en France! Mais après les funestes haltes de Saint-Cloud et de Rambouillet, tout moyen de salut était perdu pour la légitimité, si la révolte se refusait à traiter avec elle.

Au reste, le manque total d'argent était un obstacle majeur à tout ce qu'on aurait voulu entreprendre avec l'armée.

Les mêmes discoureurs qui, en nous supposant maîtres de 15,000 hommes de bonnes et fidèles troupes, nous reprochaient de n'avoir pas marché sur Paris, ont ensuite jugé d'après l'événement et disent aujourd'hui : « Dans tous les cas, il ne pouvait arriver pire que ce qui est arrivé. » Moi, je trouve ces personnes-là de mémoire bien courte, et il me semble qu'ils ont trop vite oublié les leçons de l'histoire contemporaine et surtout les journées des 5 et 6 octobre 1789 et 20 juin 1792. Pensent-ils que ces criminelles tentatives n'auraient pas été renouvelées dans le château de Rambouillet, ou tout autre endroit, au profit de l'usurpation dont on voulait faire une quasi-légitimité? Il fallait peu de chose pour arriver à ce triste résultat, si important pour les partis révolutionnaire et orléaniste qui, dans ce moment, s'étaient réunis..... et nous étions si peu en mesure de nous y opposer et de résister à leurs tentatives! Ces mêmes personnes ferment sans doute les yeux pour ne pas voir qu'un nouveau 21 janvier aurait succédé aux événements de juillet 1830, comme cette fatale journée, en 1793, a succédé aux événements du 10 août 1792. Ne reconnaîtront-elles pas avec nous que la nouvelle révolution aurait eu bientôt retrouvé, à défaut de l'ancien Temple, une prison pour recevoir une seconde fois la fille de Louis XVI? et notre Henri-Dieudonné n'y aurait-il pas rencontré un autre Simon et terminé en martyr, comme Louis XVII, sa royale existence?...

Mais reprenons le cours des événements.

M. le Dauphin ayant abdiqué jugea qu'il ne lui convenait plus de conserver le commandement en chef de l'armée; il le remit donc au maréchal duc de Raguse (1), qui, dans la soirée

(1) L'ordre du jour qui nous apprit cet événement est ainsi conçu :

« L'armée est prévenue que S. A. R. M. le Dauphin remet le commandement à M. le duc de Raguse; en conséquence MM. les généraux et chefs de corps voudront bien lui adresser leurs rapports et exécuter les ordres que M. le maréchal leur donnera.

« M. le lieutenant général baron de Gressot quitte en même temps les fonctions de major général de l'armée et sera remplacé par le maréchal de camp marquis de Choiseul, en qualité de chef d'état-major.

« *Signé :* Le major général,
« Baron DE GRESSOT.

« Rambouillet, le 2 août 1830. »

du même jour, fit mettre sous les armes tous les corps de la garde royale sur l'emplacement où ils étaient bivouaqués, leur donna en peu de mots connaissance de l'abdication du Roi et de son fils en faveur du duc de Bordeaux, et leur fit successivement prêter serment de fidélité au nouveau roi Henri V. Le serment prêté sous les armes offrit un spectacle imposant; les troupes de la garde, au milieu de la déplorable position où nous étions depuis quelques jours, retrouvèrent de l'enthousiasme pour saluer leur nouveau monarque, et les cris de : Vive le Roi! éclatèrent de toutes parts; c'était le chant du cygne.

Bientôt après, le même jour, un officier de la garde nationale de Paris, se disant colonel et aide de camp du général La Fayette, se présenta à nos postes en annonçant qu'il voulait parlementer; mais on savait qu'il avait joué un rôle très actif dans l'embauchage et la défection de la division de grosse cavalerie de la garde, et nos sentinelles reçurent les ordres les plus positifs pour que sous aucun prétexte il ne fût admis à parlementer; en conséquence, aussitôt qu'il s'avança vers elles, il fut prévenu de cette disposition et reçut l'injonction de retourner en arrière, mais il continua à s'approcher malgré les menaces qui lui étaient faites, et enfin la sentinelle la plus avancée fut forcée, pour obéir à la consigne, de faire feu sur lui; il eut la jambe cassée d'une balle, et on l'emporta prisonnier dans Rambouillet, ainsi qu'un brigadier déserteur des cuirassiers de la garde qui l'accompagnait. Ce dernier ne reçut aucun mauvais traitement : quant au colonel blessé, on lui prodigua les soins les plus empressés.

Le lieutenant général Foissac-Latour avait été chargé de porter à Paris l'abdication du Roi et de M. le Dauphin; il avait pu juger à Rambouillet de notre position militaire et des dangers que pouvaient courir le Roi et la famille royale; nous attendions de ses nouvelles avec impatience, et rien n'avait transpiré sur le résultat de sa mission, quand le 3 août au soir, nous vîmes arriver dans les cours du château trois envoyés du gouvernement provisoire établi à Paris; ils furent aussitôt reçus par le Roi. J'ignore quel fut le sujet de leur

entretien avec Sa Majesté, mais peu de temps après leur arrivée, le duc de Raguse me fit appeler, et en m'annonçant que nous allions sur-le-champ quitter Rambouillet pour prendre la route d'Épernon, il me désigna l'emplacement où je devais réunir les troupes que je commandais et qui étaient destinées à faire l'arrière-garde de toute la colonne; il m'ordonna de marcher très militairement et de faire des haltes fréquentes pour rallier les traînards et de ne permettre à aucun militaire ni à aucune voiture de rester en arrière; je devais m'arrêter et prendre une bonne position avant d'arriver à Maintenon et y attendre des ordres. Je fus, en même temps, officieusement prévenu qu'une troupe nombreuse de Parisiens et de gens de la campagne arrivaient en armes sur Rambouillet, dont ils n'étaient plus qu'à une petite distance.

Le château et la ville de Rambouillet furent bientôt évacués, mais je fus forcé de rester longtemps en bataille à la sortie de cette ville sur la route d'Epernon pour laisser filer tous les équipages du Roi et de la famille royale, ainsi que beaucoup de traînards; enfin, entre onze heures et minuit, je me mis en route dans le meilleur ordre, et je crois que dans ce même instant la colonne parisienne entrait à Rambouillet.

Cette marche de nuit présenta le spectacle le plus déplorable pour la discipline et le bon esprit de l'infanterie de la garde; les villages et les embranchements de routes étaient obstrués par les déserteurs, qui s'en allaient gaiement chez eux et abandonnaient ainsi leur Roi malheureux et menacé par la révolte; j'en avais le cœur serré et je m'efforçais par de bonnes paroles de leur persuader de rejoindre leurs corps, mais ce fut peine inutile, et mes discours ne produisaient d'autre effet que de donner à leur désertion une course plus rapide, dans la crainte sans doute que je ne les fisse arrêter: ce qui était bien loin de ma pensée, car je savais alors que nous n'aurions plus de combats à livrer et que nos princes allaient s'embarquer à Cherbourg, escortés jusque-là par les trois envoyés du gouvernement de Paris (le maréchal Maison et MM. de Schonen et Odilon Barrot) qui avaient déterminé notre départ de Rambouillet; si j'éprouvais un chagrin si vif

au spectacle de cette honteuse désertion, si je m'efforçais d'en arrêter le cours, ce n'était donc pas pour conserver dans nos rangs des combattants dont nous n'avions plus besoin, mais uniquement pour l'honneur de la garde royale et pour montrer à notre Roi, jusqu'au moment où il quitterait la France (car je croyais alors que nous l'escorterions jusqu'à Cherbourg), que les soldats de sa garde lui étaient restés fidèles quand même.

Personnellement, je n'avais rien à désirer sous ce rapport, car dans les troupes qui étaient sous mon commandement (les régiments de dragons et de chasseurs à cheval), il n'y avait pas de désertion; le général Talon était aussi heureux avec les régiments de hussards et de lanciers, et j'en éprouvais une grande satisfaction, surtout en comparant cette bonne conduite de nos quatre régiments de cavalerie légère avec la honteuse défection de ceux de la grosse cavalerie. J'étais loin de prévoir que, dans quelques heures, le régiment de chasseurs ternirait tout à coup l'éclat de cette brillante conduite par une désertion spontanée et en masse.

J'arrivai près de Maintenon de grand matin et, avec mon arrière-garde, je pris position à un quart de lieue de cette ville, sur la route de Rambouillet; je fis établir les gardes nécessaires pour la sûreté de mon poste et du quartier royal qui s'y trouvait encore; nous restâmes plusieurs heures dans cette position, et ce fut alors que nous apprîmes que les corps d'infanterie de la garde venaient d'être dirigés sur Chartres, où ils devaient être licenciés; quant à la cavalerie légère, elle avait l'ordre de suivre encore le Roi, et je pense que c'est par erreur ou par suite d'un ordre mal donné que la brigade du général Talon (les lanciers et les hussards) se rendit aussi à Chartres. Je partis donc de Maintenon d'après les instructions que j'avais reçues à onze heures du matin pour me rendre à Dreux, en continuant à faire l'arrière-garde de l'escorte du Roi.

La nouvelle du licenciement de l'infanterie produisit probablement un fâcheux effet sur l'esprit de quelques officiers du régiment de chasseurs de la garde, car lorsque, après avoir

remis ma colonne en route, j'eus dépassé Maintenon, marchant à la tête des dragons sur la route de Dreux, un officier d'état-major vint en toute hâte me prévenir que les chasseurs de la garde, que je croyais encore avec moi et formant l'extrême arrière-garde, avaient, au contraire, repris la route de Paris : on m'a assuré que ce régiment avait été entraîné à cette fausse démarche par deux officiers supérieurs et un capitaine commandant, dont je veux taire les noms, d'autant plus que n'ayant pas été moi-même témoin de ce fait, il ne m'appartient pas de mentionner défavorablement ces officiers. Le colonel du régiment, M. Dureau de la Malle, après avoir fait tout ce qui était en son pouvoir pour arrêter ce désordre, me rejoignit bientôt après sur la route de Dreux avec une vingtaine d'officiers et autant de chasseurs restés fidèles à leur serment, et qui ne quittèrent l'escorte du Roi que quand Sa Majesté nous eut congédiés.

Quant au régiment de dragons, sa solidité dans les bons principes était telle que chaque homme de cet excellent corps aurait considéré comme une tache et une honte qui leur seraient personnelles si l'un d'eux avait manqué à l'appel dans cette circonstance; et ce sentiment honorable fut poussé si loin que deux ou trois dragons, entre Maintenon et Dreux, ayant perdu leurs chevaux (par suite d'une accablante chaleur), nous rejoignirent à pied à Dreux, dans la soirée, en rapportant eux-mêmes tout le harnachement.

J'arrivai dans cette ville le 4, après midi, et je fus aussitôt prévenu par M. le maréchal duc de Raguse qu'aucune troupe de la garde, excepté deux ou quatre pièces d'artillerie, ne devait escorter le Roi plus loin : nous eûmes l'ordre de nous trouver le lendemain, à la sortie de Dreux, sur le passage de Sa Majesté, afin de lui rendre une dernière fois nos respectueux devoirs.

En conséquence, le 5, entre quatre et cinq heures du matin, nous étions en bataille à la sortie de la ville sur la route de Nonancourt; la famille royale, dans différentes voitures, précédait celle du Roi et nous témoigna par ses gestes, et des adieux affectueux, le chagrin qu'elle éprouvait en se séparant

de serviteurs aussi fidèles et aussi dévoués. M. le Dauphin était à cheval : enfin, la voiture du Roi parut; Sa Majesté m'apercevant à la tête de la cavalerie me fit signe d'approcher près de la portière de droite. « Les dragons sont bien beaux, me dit-elle. — Sire, répondis-je, il ne manque pas un homme dans les rangs de ce brave régiment, et tous sont prêts à exécuter les ordres qu'il plaira au Roi de leur donner. » J'étais fort ému en prononçant ces paroles, et le Roi fut aussi saisi d'un attendrissement très visible; et sans pouvoir articuler une parole de plus, cet excellent prince me tendit sa main, que j'eus l'honneur de presser un instant dans la mienne... Il fallut enfin quitter cette position si honorable, et aussitôt que le cortège eut défilé, je fis rentrer à Dreux les troupes dont le commandement m'était confié, et que j'avais l'ordre de renvoyer dans leurs garnisons respectives ; elles partirent dans la matinée du même jour.

Le licenciement de la garde royale était déjà arrêté par les chefs du parti vainqueur; on y procéda aussitôt que les régiments furent rentrés dans leurs garnisons, et le 15 août, il ne restait plus de ce corps d'élite, qui comprenait 8 régiments d'infanterie, 8 de cavalerie et 1 d'artillerie, que les trésoriers et les officiers d'habillement chargés de rendre les comptes et de faire la remise des magasins.

Quant à l'état-major général de la garde, il se composait de 4 maréchaux de France, de 4 lieutenants généraux, de 10 maréchaux de camp et d'un nombre considérable d'officiers de tous grades; ils furent mis en disponibilité, mais seulement ceux qui consentirent à prêter serment au duc d'Orléans, que ces mêmes chefs du parti vainqueur posèrent sur le trône de France le 7 août; les officiers qui refusèrent de prêter ce serment (et j'étais du nombre) furent mis en réforme jusqu'au moment où, ayant accompli trente années révolues de service, ils seraient, de droit, admis à la retraite.

Les officiers des régiments furent traités à peu près de même ; mais on leur fit éprouver toutes sortes de tracasseries et de chicanes pour ne pas leur reconnaître, bien qu'ils y eussent des droits positifs, le grade supérieur à celui dont ils

remplissaient les fonctions dans la garde royale, ou du moins pour leur faire perdre leur ancienneté dans ce grade.

Quant aux sous-officiers et aux simples soldats, ils furent d'abord renvoyés dans leurs foyers avec des congés illimités; mais peu de temps s'écoula sans qu'ils fussent rappelés au service actif, et on les plaça dans des corps de l'armée appartenant à la même arme que les régiments où ils servaient dans la garde royale.

Dans cet état de choses, il m'aurait été désagréable d'habiter Paris; peut-être aussi, après la conduite que j'avais tenue dans ces derniers événements, ne m'y aurait-on pas laissé tranquille : je me retirai donc dans la terre de mon frère, à Chaltrait, département de la Marne. Comme moi, il avait refusé le serment au nouveau roi, et avait perdu sa place de conseiller d'État; son fils, Odon de Saint-Chamans, à la révolution de Juillet, avait quitté l'état-major de l'armée d'Alger, où il avait servi d'une manière fort distinguée, et vint se réunir à nous à Chaltrait, d'où, aussitôt qu'il y fut arrivé, il envoya au ministre de la guerre sa démission.

Notre position se trouva ainsi totalement changée en quelques jours, et tous trois nous venions de perdre des emplois honorables et lucratifs, et une belle carrière à parcourir, où tous nous pouvions espérer du succès; mais cette pensée nous occupait peu : les malheurs de nos princes exilés, les orages politiques qui menaçaient la France, l'usurpation sur le trône, la république de 1793 qui se montrait déjà menaçante, voilà les sujets de nos conversations et les idées qui dominaient toutes nos pensées.

Les premiers temps de notre séjour à Chaltrait furent pénibles : les paysans champenois, qui ne sont pas aussi bêtes qu'on veut bien le dire, et qui ont même beaucoup de finesse toutes les fois qu'il s'agit d'intérêts pécuniaires, avaient salué avec transport l'aurore d'une nouvelle révolution; ils croyaient que, de même qu'en 1790, les riches propriétaires allaient être forcés, pour sauver leurs têtes, de quitter la France, et qu'alors les lois sur l'émigration revenant en vigueur comme au bon temps, les prolétaires et la plus basse classe pour-

raient acquérir à vil prix, et même gratis, les domaines morcelés de la grande propriété; mais voyant qu'au contraire chacun de nous restait tranquillement dans ses terres, ils résolurent, du moins ceux de nos environs et particulièrement des individus qui, depuis quelques années, nous devaient de la reconnaissance pour le bien que nous leur avions fait, de nous forcer à quitter le pays; ainsi, des affiches anonymes furent placardées dans les villages autour de nous, les jours de foire et de marché; on nous y accusait de cacher dans les souterrains du château de Chaltrait un grand nombre de prêtres (500) destinés à prêcher la contre-révolution; d'autres avis établissaient que le roi Charles X, avant son départ, nous avait remis, à mon frère et à moi, une somme de 700,000 francs, et que cet argent, destiné à créer et répandre des plans d'incendie et de destruction contre les maisons des pauvres paysans champenois, était enfoui dans les caves de Chaltrait. C'était avec ces mêmes moyens qu'en 1789 on avait fait brûler les châteaux et massacrer les nobles, et c'était pour arriver au même résultat en 1830 que les meneurs des villages de nos environs répandaient ces bruits absurdes, et bien peu s'en fallut qu'ils ne réussissent dans leurs projets; car nous apprîmes avec une complète certitude que dans plusieurs villages (et notamment à Congy et à Férébrianges) la populace avait voulu marcher en armes sur Chaltrait, afin, disait cette canaille, d'y faire des visites domiciliaires dans le château, et Dieu sait alors ce qui serait arrivé de nous! Mais quelques hommes modérés qui, dans ces mêmes endroits, avaient encore conservé de l'influence, parvinrent à retenir les paysans, et finirent même par leur faire honte de leurs mauvais desseins.

Le coup ayant manqué de ce côté, nos révolutionnaires campagnards se retournèrent d'un autre : ils savaient qu'un passage de troupes allait avoir lieu à Étoges (village sur la grand'route de Paris à Châlons et à une lieue de Chaltrait). Ils s'y rendirent donc, et se mêlant parmi les sous-officiers et les soldats, ils colportèrent dans les rangs de cette troupe révolutionnaire exaltée les mêmes nouvelles sur les carlistes

de Chaltrait que celles qui avaient été affichées dans le pays; et s'offrant aussitôt pour guides, ils avaient déjà entraîné un bataillon dans la direction d'Étoges à Chaltrait quand les officiers, prévenus à temps de ce désordre, coururent après leurs soldats et parvinrent à les ramener.

Enfin les meneurs champenois, voyant que dans les autres départements, et généralement en France, on voulait rester tranquille, et que nulle part on ne tourmentait pour leurs opinions politiques les hommes connus par leur royalisme, prirent aussi le parti de nous laisser vivre en paix avec nos cinq cents prêtres et nos 700,000 francs, en attendant une occasion plus favorable pour nous vexer et surtout pour s'emparer de nos propriétés, car c'était là leur unique but, et en voyant s'accomplir la révolution de Juillet, ces misérables avaient d'avance proclamé la loi agraire.

Cependant, petit à petit, les passions se calmèrent; on rendit justice aux honnêtes gens, carlistes ou non, et nous reprîmes dans le pays la position qui nous était due.

1831

Ma santé, malgré le repos de la campagne, était toujours languissante; je commençais pourtant, au printemps de cette année, à éprouver une amélioration assez marquée, quand l'événement le plus douloureux vint frapper notre famille et influer d'une manière grave sur mon pauvre tempérament : nous perdîmes, dans le mois de mai, notre excellente mère. Elle habitait toujours Paris, et nous fut enlevée si subitement par une apoplexie foudroyante que, malgré toute la diligence que nous pûmes faire à la première nouvelle de cet accident, nous arrivâmes trop tard pour l'embrasser une dernière fois. L'extrême douleur que j'en éprouvai fit reparaître avec plus de violence les symptômes fâcheux d'une maladie de foie qui, depuis plus de trois ans, avaient disparu, et à la suite desquels je fus, cette fois, atteint d'une jaunisse assez opiniâtre. Mais laissons ce triste souvenir, qui m'est et me sera toujours si pénible.

Quelques mois après ce douloureux événement, mon neveu, le comte Emmanuel de Lambertye, qui, à l'époque de la révolution de 1830, était lieutenant de cavalerie et avait donné sa démission, épousa Mlle Duvernay, fille d'un riche propriétaire du Bourbonnais, où lui-même habitait une terre de famille (le Cluseau) avec son jeune frère et leur mère, alors veuve depuis six mois.

Dans l'automne de la même année, j'obtins, sur ma demande réitérée, ma retraite du service militaire; j'avais alors

trente ans révolus de service actif, j'avais fait quatorze campagnes de guerre, et j'avais reçu quatre blessures à l'ennemi, j'étais officier général depuis seize ans;..... tous ces bons services me valurent un traitement annuel et viager de 4,440 francs.

FIN

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOMS CITÉS DANS CET OUVRAGE

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE V

1809

CHAPITRE VI

1810

CHAPITRE VII

1811

CHAPITRE VIII

1812

CHAPITRE IX

1813

CHAPITRE X

1814

CHAPITRE XI

1815

CHAPITRE XII

1816-1817-1818-1819

CHAPITRE XIII

1820-1821-1822

CHAPITRE XIV

1823

CHAPITRE XV

1824-1825-1826-1827-1828-1829

CHAPITRE XVI

1830-1831

PARIS

TYPOGRAPHIE DE E. PLON, NOURRIT ET Cie

RUE GARANCIÈRE, 8

